

ÉDITION DES DÉBATS PARLEMENTAIRES

TABLE DES TRAVAUX

DÉBATS ET DOCUMENTS DES ASSEMBLÉES

(Assemblée nationale et Conseil de la République.)

ANNÉE 1953

A

Abandon de famille. — V. *Code civil*.

Abréviation de titres.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ernest Pezet tendant à inviter le Gouvernement à réglementer dans les documents publics l'emploi des initiales et graphismes abrégés pour les appellations françaises et étrangères, p. 317 (Document n° 71). — Dépôt du rapport par M. Vauthier, p. 1327 (Document n° 363). — Discussion, p. 1716; adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 1719.

Académies. — V. *Dons, legs et fondations.* — *France d'outre-mer (textes généraux).*

Accidents de chemin de fer. — V. *Interpellations* n° 13, 66, 204. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 169.

Accidents du travail. — V. *Algérie (sécurité sociale).* — *Assurances sociales.* — *Conventions internationales (travail).* — *France d'outre-mer (départements).* — *Interpellations* n° 181. — *Loterie nationale.* — *Pharmacie.* — *Transports (chemin de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Mailhe sur les propositions de loi: 1° de M. Besset tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; 2° de M. Cordonnier tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle; 3° de M. Cordonnier tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle; 4° de M. Cordonnier tendant à compléter par des dispositions particulières à la prévention et à la réparation de la silicose, la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (n° 1663, 502, 4373), p. 1257 (Document n° 5624).

— Dépôt d'un rapport de M. Meck sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt relative à l'application de l'article 53 de la loi n° 46-242 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles (n° 4460), p. 4138 (Document n° 6834).

— Dépôt d'un rapport sur la proposition de loi de M. Meck tendant à modifier la loi n° 46-242 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et les maladies professionnelles, de façon à étendre son champ d'application à certains accidents survenus pendant le trajet d'aller et retour effectué par les travailleurs pour se rendre à leur lieu de travail et qui en sont exclus d'après les textes actuels (n° 4172), p. 5313 (Document n° 241).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1943 portant modification de la législation sur les accidents du travail en agriculture, p. 3017 (Document n° 6292).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier tendant à modifier l'article 38 de la loi du 30 octobre 1946 concernant la four-niture, la réparation et le renouvellement des appareils de prothèse et d'orthopédie nécessaires aux travailleurs atteints d'infirmités, p. 3039 (Document n° 6311).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à inclure dans le tableau 18 des maladies professionnelles la maladie du charbon dans les industries du textile, p. 3791 (Document n° 6600).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Liautey tendant à modifier la loi du 15 décembre 1922 modifiée concernant l'extension de la législation sur les accidents du travail aux exploitations agricoles, p. 4676 (Document n° 7009).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les rentes d'accidents du travail en fonction de l'augmentation du coût de la vie, p. 2652 (Document n° 6153).

Accords commerciaux. — V. *Commerce et industrie (ententes professionnelles).* — *Conventions internationales.*

Accords économiques et financiers. — V. *Conventions internationales.*

Accouchement (méthode d'). — *Enseignement de la médecine.*

Acier. — *Conventions internationales (pool charbon-acier).*

Acquisition d'immeubles et de terrains. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n° 42.

Actes de l'état civil. — V. *Code civil.* — *France d'outre-mer (Indochine).*

Actes notariés. — V. *Archives nationales.*

NOTA. — Pour permettre aux lecteurs de connaître la date des numéros des éditions des deux Assemblées où sont publiés les documents qui les intéressent, un tableau de concordance est inséré à la fin de la présente table.

Actions. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 61. — *Sociétés anonymes.* — *Valeurs mobilières.*

Action sociale. — V. *Fonctionnaires (fonds d'action sociale).*

Acupuncture. — V. *Médecine et professions médicales.*

Adjudications et marchés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de signification des actes de nantissement des marchés publics, p. 1905 (Document n° 5866).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à réglementer la passation des marchés conclus au nom de l'Etat (n° 4908) (*rectificatif à la 2^e séance du 28 novembre 1952*), p. 1308.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à préciser les dispositions du titre III de la loi n° 47-1413 du 30 juillet 1947, relative à la révision et à la résiliation exceptionnelle de certains contrats passés par les collectivités locales, p. 4366 (Document n° 6904).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à étendre les dispositions du décret n° 53-105 du 41 mai 1953 relatif aux marchés de l'Etat, aux collectivités et établissements publics, p. 4955 (Document n° 7132).

Administrateurs civils. — V. *Fonctionnaires.*

Administrateurs de la France d'outre-mer. — V. *France d'outre-mer (ministère).* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 1.

Administration communale. — V. *Elections municipales.* — *France d'outre-mer (textes généraux).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 7.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson tendant à modifier l'article 41 de la loi du 5 avril 1884 sur les municipalités, p. 1278 (Document n° 5644). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant à compléter et modifier les dispositions de l'article 41 de la loi municipale du 5 avril 1884, p. 1307 (Document n° 5655). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à fixer la date des élections municipales aux 26 avril et 3 mai 1953, p. 1358 (Document n° 5674). — Dépôt du rapport par M. Pierre-Fernand Mazuez, p. 1496 (Document n° 5707). — Discussion et adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier l'article 41 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale*, p. 1891.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 874 (Document n° 154). — Dépôt du rapport par M. Le Guyon, p. 876 (Document n° 174). — Discussion, p. 887; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier l'article 41 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale et l'article 13 de la loi n° 47-1783, du 5 septembre 1947, fixant le régime électoral pour les élections au conseil municipal de Paris et au conseil général de la Seine*, p. 889.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2000 (Document n° 5897). — Lecture du rapport par M. Pierre-Fernand Mazuez et discussion, p. 2240; adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 2211 (*Loi n° 53-243 du 28 mars 1953, J. O. du 29 mars 1953*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Guthmüller sur la proposition de résolution de M. Guthmüller, tendant à inviter le Gouvernement à ramener le nombre des conseillers municipaux, dans les communes de cent habitants ou moins, au chiffre de 9 (n° 4710, 5130), p. 1846 (Document n° 5847). — La commission conclut à une proposition de loi; adoption avec le titre suivant: *Proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale*, p. 2155.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 899 (Document n° 199). — Dépôt du rapport par M. Schwartz, p. 1122 (Document n° 308). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1319.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3542 (*Loi n° 53-637 du 28 juillet 1953, J. O. du 29 juillet 1953*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Depreux tendant à compléter l'article 13 de la loi du 28 pluviôse An VIII relatif aux fonctions exercées par le maire en tant qu'officier d'état civil, p. 1403 (Document n° 5670). — Dépôt du rapport par M. Depreux, p. 2729 (Document n° 6180). — Adoption de la proposition de loi, p. 3760.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1510 (Document n° 415). — Dépôt du rapport par M. Kalb, p. 1808 (Document n° 530). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1885.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5520 (Document n° 7264). — Dépôt du rapport par M. Depreux, p. 6534 (Document n° 7441).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant application de la législation générale sur la police municipale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 2404 (Document n° 6029).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à la déclaration obligatoire de tout changement de résidence et à l'institution d'un fichier communal dans chaque commune, p. 4076 (Document n° 5545).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Herriot tendant à compléter les articles 27 et 29 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, p. 1785 (Document n° 5814).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à la déclaration de tout changement de résidence et à l'institution d'un fichier domiciliaire dans chaque commune, p. 1999 (Document n° 5901).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Prache tendant à permettre à certains conseillers municipaux de faire partie de deux conseils municipaux, lorsque l'une de ces communes possède moins de 500 habitants et s'ils justifient des conditions requises d'éligibilité, p. 2566 (Document n° 6098).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillemin tendant à modifier la loi du 5 avril 1884: 1° en supprimant l'incompatibilité au sein d'un même conseil municipal entre frères et sœurs et beaux-frères et belles-sœurs; 2° en l'établissant entre mari et femme, p. 3717 (Document n° 6571).

Administration départementale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guthmüller tendant à modifier l'article 13 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux, p. 2130 (Document n° 5968).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ballanger tendant à l'abrogation du décret n° 53-896 du 26 septembre 1953 sur la déconcentration administrative et les pouvoirs des préfets, p. 4029 (Document n° 6810).

Administration pénitentiaire. — V. *Justice (ministère).*

Administrations publiques. — V. *Emplois réservés.* — *Interpellations* n° 120. — *Légion d'honneur.* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 135. — *Transports (automobiles).*

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement à assurer la diffusion à l'étranger des méthodes françaises des sciences administratives et à développer sa coopération avec l'Institut international des sciences administratives, p. 2261 (Document n° 671).

Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — V. *Administration communale.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à interdire le cumul d'un mandat législatif avec le mandat de conseiller municipal de Paris, p. 1110 (Document n° 5581).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à la réforme du régime administratif et financier de la ville de Paris et du département de la Seine, p. 1785 (Document n° 5816).

Admission en franchise. — V. *France d'outre-mer.*

Adoption. — V. *Code civil.* — *France d'outre-mer (départements).*

Aérodromes. — V. *Aéronautique.* — *Transports (transports aériens).*

Aéronautique. — V. *Assemblée nationale (commissions).* — *Interpellations* nos 29, 142, 148, 181, 184, 185, 224, 231, 237. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 33, 119, 159, 178, 180 (*Conseil de la République*) nos 19, 57, 72, 129, 132. — *Transports (transports aériens).*

Aéroports. — V. *Interpellations* n° 148.

Affaires allemandes et autrichiennes (service des). — V. *Affaires étrangères (ministère).* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 83.

Affaires étrangères (ministère des)

AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES (SERVICE DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Francis Leenhardt, sur la proposition de loi de M. Pierre Koenig, tendant au reclassement des anciens agents des services des affaires allemandes et autrichiennes dans les administrations ou les services extérieurs de l'Etat (n° 1454-3604), p. 1786 (Document n° 5819). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Dejean, p. 2038 (Document n° 5932).

Affichage. — V. *Agriculture (fruits et légumes).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à réglementer l'affichage, p. 2338 (Document n° 6018).

Afrique. — V. *Conventions internationales (privilèges et immunités).*

Afrique équatoriale française. — V. *France d'outre-mer.*

Afrique noire. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).* — *Interpellations* n° 179.

Afrique du Nord. — V. *Combustibles liquides et dérivés.* — *Interpellations* nos 171, 185. — *Légion d'honneur.*

Afrique occidentale française. — V. *France d'outre-mer.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 97 (*Conseil de la République*) n° 131.

Agences postales. — V. *Postes, télégraphes et téléphones.*

Agents des chemins de fer et des transports. — V. *Fonctionnaires (avancement)*. — *Interpellations* nos 18, 133. — *Pensions et retraites*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 29, 105, 112, 113, 169 (Conseil de la République) n° 127. — *Transports et voies de communication*.

Agents commerciaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaborit tendant à l'établissement d'un statut des agents commerciaux, p. 3183 (Document n° 6369). — Dépôt du rapport par M. Alphonse Denis, p. 5313 (Document n° 7238).

Agent immobilier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Joseph-André Hugues sur la proposition de loi de M. Taillade, portant statut des professions d'agent immobilier, de mandataire en vente de fonds de commerce et de négociant en biens (n° 66), p. 2938 (Document n° 6278).

Agréés près les tribunaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Savale tendant à modifier l'article 5 de la loi du 18 juillet 1866 portant codification de la profession de courtier inscrit, p. 2873 (Document n° 6235).

Agriculture. — V. *Accidents du travail*. — *Allocations familiales*. — *Armées (congés, permissions, service militaire)*. — *Caisse de retraite de vieillesse agricole*. — *Calamités agricoles, publiques et viticoles*. — *Code du travail (salaires)*. — *Conventions internationales (travail)*. — *Enfance (assistance à l')*. — *Enseignement agricole*. — *Impôts (dégrèvements, perception)*. — *Interpellations* nos 31, 62, 82, 190, 245. — *Loterie nationale*. — *Prix (réglementation, variation)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 4, 29, 46, 450, 131 (Conseil de la République) (nos 39, 30, 52, 82, 86, 116, 118, 130). — *Sociétés coopératives agricoles*.

BÉTAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à créer des organismes d'achat direct de bétail sur les foires et les marchés, p. 5512 (Document n° 7281).

BLÉ, CÉRÉALES, FARINE ET PAIN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Verneuil sur la proposition de loi de M. Gaborit tendant à rétablir les anciens taux d'échange blé-pain, blé-farine, farine-pain (n° 213), p. 3543 (Document n° 6513).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à déduire du prix du blé servant à calculer le prix des fermages: 1° la prime de modernisation; 2° la taxe de résorption pour tous les fermages, p. 3613 (Document n° 6546).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à abroger le décret n° 53-975 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché des céréales et de l'office national interprofessionnel des céréales, p. 4029 (Document n° 6806).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Loustau tendant à modifier les prix et modalités de paiement de stockage et de rétrocession des céréales pour la campagne 1953-1954, p. 4551 (Document n° 6971).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier les dispositions prévues aux articles 10 et 11 du décret n° 53-975 relatif à l'organisation du marché des céréales et de l'office national interprofessionnel des céréales, p. 4730 (Document n° 7044).

CODIFICATION DES TEXTES

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'agriculture (nos 4914, 5146), p. 318.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 272 (Document n° 64). — Dépôt du rapport par M. Le Bot, p. 781 (Document n° 123). — Discussion, p. 829; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 830.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1626 (Loi n° 53-185 du 12 mars 1953, J. O. du 13 mars 1953).

CREDIT AGRICOLE

Assemblée nationale. — Adoption d'une proposition de loi de M. Valay, relative au concours donné par le crédit agricole aux sociétés d'exploitation rurale (nos 2599, 4028, 4826, 5136), après modification du titre: *Proposition de loi faisant bénéficier les sociétés d'exploitation rurale du concours du crédit agricole*, p. 1422.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 816 (Document n° 130) (*rectificatif*, p. 848). — Dépôt du rapport par M. Haefel, p. 932 (Document n° 219). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1002.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2516 (Loi n° 53-299 du 9 avril 1953, J. O. du 10 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi étendant à certaines catégories d'Alsaciens et de Lorrains le bénéfice des dispositions de l'ordonnance n° 45-2168 du 20 octobre 1915 relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, p. 2649 (Document n° 6145).

ÉQUIPEMENT RURAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à créer un fonds national de l'équipement rural (n° 5001), p. 2194 (Document n° 5973).

EXPLOITATIONS AGRICOLES MISE EN VALEUR DES TERRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pelle-ray relative au cumul des fermes, p. 814 (Document n° 5444).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alcide Benoît tendant à l'interdiction de l'acquisition de biens fonciers à usage agricole et viticole par des sociétés commerciales ou industrielles, p. 1785 (Document n° 5815).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à rétablir le caractère volontaire des opérations de remembrement institué par la loi du 27 novembre 1913, p. 2517 (Document n° 6075).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durieux tendant à inviter le Gouvernement à accorder un droit de priorité aux expropriés de biens ruraux en cas de mise en vente ou de location desdits biens et des avantages qu'ils comportent, p. 712 (Document n° 102).

FONDS DE MODERNISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la création du fonds de modernisation agricole, p. 1844 (Document n° 5822).

FRUITS ET LÉGUMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à compléter l'article 10 du décret n° 53-973 du 30 septembre 1953, en vue d'améliorer la production des pommes à cidre, p. 5311 (Document n° 7217).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Estradère tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 18 septembre 1952 relatif à l'affichage des prix des fruits et légumes y compris les pommes de terre, volailles et lapins, dans les départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, p. 1077 (Document n° 5555).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Laurent Casanova tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des producteurs de fruits du canton de Dammartim-en-Goële (Seine-et-Marne), p. 5008 (Document n° 7151).

HABITATIONS RURALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à encourager la restauration et la modernisation de l'habitat rural, p. 2729 (Document n° 6185).

JARDINS OUVRIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la loi n° 52-895 du 26 juillet 1952 portant modification de la législation des jardins familiaux, p. 1945 (Document n° 5522).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Laborde sur: I. — Les propositions de loi: 1° de M. Viatte relative à la protection des appellations d'origine des produits laitiers (fromages); 2° de M. Huel tendant à la protection des appellations d'origine en matière de fromage; 3° de M. Jean Masson tendant à la protection des appellations d'origine en matière de fromage; 4° de M. Barthélemy tendant à l'attribution aux seuls fromages du type gruyère originaires de Franche-Comté et de Savoie, de l'appellation d'origine « Comté » ou « Beaufort »; II. — La proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des appellations d'origine des fromages (nos 1039, 2092, 2261, 2972, 4249), p. 1257 (Document n° 5630).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à réglementer l'usage des laits de vaches traitées à la pénicilline ou nourries avec des aliments fermentés, p. 1552 (Document n° 435).

LOIS SOCIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi n° 46-2339 du 24 octobre 1946, portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, p. 4618 (Document n° 6994).

MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la vaccination antiaphteuse obligatoire, p. 1627 (Document n° 5784). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à faire voter d'urgence la loi sur la vaccination obligatoire des animaux contre la fièvre aphteuse, p. 884 (Document n° 5150). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fourvel tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à prévenir le retour de l'épizootie de fièvre aphteuse, à instituer la vaccination gratuite et obligatoire des animaux, à dégager les crédits nécessaires au financement de ces mesures, p. 1188 (Document n° 5613). — Dépôt d'un rapport de M. Saint-Cyr sur: I. le projet de loi relatif à la vaccination antiaphteuse obligatoire; II. la proposition de loi de M. Tricart tendant à organiser la lutte contre la fièvre aphteuse et à accorder une aide financière aux exploitants ayant subi des pertes; III. les propositions de résolution: 1° de M. Dronne tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide effective aux cultivateurs et éleveurs éprouvés par l'épizootie de fièvre aphteuse et à prendre toutes mesures afin d'éviter, à l'avenir, le retour d'une pareille catastrophe; 2° de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à faire voter d'urgence la loi sur la vaccination obligatoire des animaux contre la fièvre aphteuse; 3° de M. Fourvel tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à prévenir le retour de l'épizootie de fièvre aphteuse, à instituer la vaccination gratuite et obligatoire des animaux, à dégager les crédits nécessaires au financement de ces mesures (nos 5784, 3783, 4390, 5150, 5613), p. 2132 (Document n° 5970). — Discussion, p. 2231, 2286; deuxième délibération et adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif à la vaccination antiaphteuse obligatoire*, p. 293.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 931 (Document n° 211). — Dépôt du rapport par M. Restat, p. 983 (Document n° 227). — Discussion, p. 1002; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable au projet de loi, p. 1007.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2519 (Document n° 6082). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 2518 (Document n° 6083). — Discussion, p. 2519; rejet au scrutin de l'avis défavorable du Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 2552 (*Loi n° 53-313 du 11 avril 1953, J. O. du 12 avril 1953*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour protéger l'élevage du lapin domestique et le territoire de la chasse au lapin de garenne contre la myxomatose et à faciliter le repeuplement du territoire de chasse, p. 3950 (Document n° 6681). — Dépôt du rapport par M. Lucien Lambert, p. 4381 (Document n° 7078). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5979.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé relative aux mesures à prendre pour combattre le béau de la myxomatose et défendre les intérêts de la Sologne berrichonne, p. 3183 (Document n° 6380).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Bardon ayant pour but d'enrayer les progrès de la myxomatose par la répression pénale de sa propagation, p. 3759 (Document n° 6577).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Golvan tendant à créer un fonds zoosanitaire pour la prophylaxie et l'éradication des maladies animales, p. 4506 (Document n° 6959).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la loi du 22 février 1941 relative à la lutte contre l'hypodermose des bovidés, p. 4676 (Document n° 7014).

MARCHÉS AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle relative à l'organisation des marchés agricoles, p. 165 (Document n° 5316). — Retrait, p. 1256.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier sur l'organisation des marchés agricoles, p. 1256 (Document n° 5620).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Saint-Cyr relative à l'organisation des marchés agricoles, p. 2194 (Document n° 5978).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Grégory tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions susceptibles d'assurer la sécurité des producteurs agricoles en leur permettant de bénéficier de prix de vente garantis et en les assurant contre les calamités agricoles et à protéger les consommateurs contre les spéculations, la baisse des produits agricoles ne leur profitant que dans une proportion infime alors qu'elle risque d'entraîner la pénurie par un appauvrissement de la production, le chômage comme la misère du monde rural, p. 1490 (Document n° 401).

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Aubin portant statut de la mutualité agricole, p. 2130 (Document n° 5971).

Voir également à la rubrique: *Sociétés coopératives agricoles*.

PROTECTION DES VÉGÉTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 45-267 du 2 novembre 1945 organisant la protection des végétaux, afin d'assurer la défense efficace de ceux-ci et du cheptel contre les émanations de certains établissements industriels, p. 2829 (Document n° 6218).

Agriculture (ministère).

EAUX ET FORÊTS (SERVICE DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Loustau sur la proposition de loi de M. Minjoz portant création d'un corps d'adjoints techniques dans l'administration des eaux et forêts (n° 4284), p. 3543 (Document n° 6523).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant au reclassement des agents techniques chefs de district et adjoints forestiers des eaux et forêts, p. 4029 (Document n° 6813).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau tendant à modifier le premier paragraphe de l'article 11 du décret n° 49-748 du 7 juin 1949 portant fixation du statut et des effectifs des personnels de l'administration des eaux et forêts pris en charge par le fonds forestier national, p. 7059 (Document n° 7526).

GÉNIE RURAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle réglementant l'intervention des fonctionnaires du génie rural dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, p. 4730 (Document n° 7035).

Aide sociale. — V. *Assistance*.

Air France. — V. *Transports (transports aériens)*.

Alcool. — V. *Economies et finances (redressement)*. — *Impôts (contributions indirectes)*. — *Viticulture*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis supplémentaire de la commission des finances par M. Marcel David sur les propositions de loi: 1° de Mme Poinso-Chapuis relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique; 2° de M. Landry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux (nos 474, 2039, 2455), p. 1497 (Document n° 5723). — Discussion, p. 1532; adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi sur le traitement des alcooliques dangereux pour autrui*, p. 1544.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 826 (Document n° 437). — Dépôt du rapport par M. Cardot, p. 1123 (Document n° 318). — Discussion, p. 1361; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1369 (*rectificatif*, p. 1513).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3613 (Document n° 6534). — Dépôt d'un rapport par Mme Poinso-Chapuis, p. 4507 (Document n° 6959).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à assurer le respect de la législation sur la publicité des apéritifs, p. 3181 (Document n° 6393).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à la création d'un comité interprofessionnel du cassis de Dijon, p. 3949 (Document n° 6605).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Verneuil tendant à réglementer la dénomination « Brandy » dans le commerce des eaux-de-vie, p. 5809 (Document n° 7348).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à prescrire l'utilisation exclusive des alcools de vin pour le mutage des vins doux naturels, p. 2131 (Document n° 5963). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 3718 (Document n° 6569).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Durand tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 juillet 1954 le délai du 15 février 1954 prévu pour la fourniture d'alcool provenant de la distillation obligatoire des vins de la campagne 1952-1953, p. 1712 (Document n° 474).

Algérie. — V. *Allocations familiales (travailleurs indépendants)*. — *Assistance aux sinistrés*. — *Code pénal (article 80)*. — *Fonctionnaires (avancement)*. — *Interpellations nos 24, 101, 213, 239*. — *Médecine et professions médicales*. — *Monuments historiques*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 18, 65, 91, 108.

CHEMINS DE FER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Blachette tendant à la réorganisation administrative et financière des chemins de fer algériens, p. 1062 (Document n° 5533).

CHÔMAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayel étendant à l'Algérie le décret du 6 mai 1939 portant codification des textes sur le chômage et modification de certaines de leurs dispositions ainsi que les textes qui l'ont modifié, p. 3543 (Document n° 6524).

CIMETIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Herriot tendant à ouvrir des crédits pour le financement d'un pèlerinage national au nouveau cimetière de Bir-Hakeim, p. 4550 (Document n° 6963).

CODE DU TRAVAIL

— Contrôle du travail et de la main-d'œuvre.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux pouvoirs des contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre en Algérie, p. 2828 (Document n° 6226).

— Elections professionnelles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur le projet de loi étendant à l'Algérie la loi n° 51-1409 du 7 décembre 1951 relative à la procédure en matière de contestations nées à l'occasion des élections des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise (n° 4940), p. 2874 (Document n° 6247). — Adoption du projet de loi, p. 3440.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1310 (Document n° 355). — Dépôt du rapport par M. Delrieu, p. 1735 (Document n° 511). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1781.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5230 (Loi n° 53-1192 du 2 décembre 1953, J. O. du 4 décembre 1953).

— Répression des infractions.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur les projets de loi: 1° déterminant les modalités d'application, à l'Algérie, de la loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail; 2° rendant applicables à l'Algérie la loi n° 51-144 du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui en matière de droit commun suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable de circonstances atténuantes (nos 4269, 2210), p. 2874 (Document n° 6249). — Adoption d'un projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi déterminant les modalités d'application à l'Algérie de l'acte dit loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail, et rendant applicable à l'Algérie la loi n° 51-144 du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable de circonstances atténuantes* », p. 3440.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1310 (Document n° 352). — Dépôt du rapport par M. Delrieu, p. 1767 (Document n° 516). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1781.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5230 (Loi n° 53-1193 du 2 décembre 1953, J. O. du 4 décembre 1953).

COMITÉ PARITAIRE DES SERVICES MUNICIPAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à créer un comité algérien paritaire des services municipaux, p. 1188 (Document n° 5612). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 3433 (Document n° 6488).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur: I. Le projet de loi relatif aux conseils de prud'hommes en Algérie; II. Sur les propositions de loi: 1° de M. Rabier, tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie; 2° de M. Fayet, tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie (nos 4152, 1981), p. 2131 (Document n° 5955).

CONSTITUTION. — STATUT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Foulupt-Esperaber tendant à modifier les dispositions de l'article 36 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, relatives à la présidence de l'assemblée algérienne, p. 2295 (Document n° 5933).

DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE ALGÉRIENNE

— Allocations familiales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande, par M. Pantaloni, sur le refus d'homologation d'une décision de l'assemblée algérienne relative à l'institution d'un système d'allocations familiales au profit des marins-pêcheurs artisans (nos 4220, 5140), p. 970 (Document n° 5190). — Discussion, p. 1603. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Mazier, p. 2000 (Document n° 5875). — Suite de la discussion, p. 2096 et adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à homologuer et modifier la décision n° 52-A-32 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1952, instituant un système d'allocations familiales au profit des marins-pêcheurs* », p. 2097.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 899 (Document n° 193). — Dépôt du rapport par M. René Enjalbert, p. 1151 (Document n° 326). — Discussion, p. 1369; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1370.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3613 (Document n° 6333). — Dépôt du rapport par M. Ribère, p. 4881 (Document n° 7103). — Adoption de la proposition de loi, p. 6058 (Loi n° 53-1347 du 31 décembre 1953, J. O. du 6 janvier 1954).

— Assurances sociales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Haumesser sur le refus partiel d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne tendant à modifier et à compléter la décision n° 49-015 instituant un régime d'assurances sociales non agricoles (n° 4245), p. 4437 (Document n° 6908).

— Assurance vieillesse.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus partiel d'homologation de la décision votée par l'Assemblée algérienne fixant les modalités d'un régime d'assurance vieillesse en Algérie, p. 2648 (Document n° 6120).

— Code civil.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne relative à l'application, à l'Algérie, de la loi du 8 décembre 1950 modifiant les articles 971, 972, 973, 974, 976, 977, 980 et 1007 du code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation des notariats, p. 1999 (Document n° 5832).

— Sécurité sociale des étudiants.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un refus partiel d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne relative à l'extension aux étudiants d'Algérie du bénéfice de la sécurité sociale, p. 4025 (Document n° 6720).

DOUANES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'application du code des douanes en Algérie, p. 1627 (Document n° 5760).

ÉLECTRICITÉ ET GAZ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayet tendant à abroger le décret n° 53-940 du 30 septembre 1953 relatif à la nationalisation des industries électriques et gazières d'Algérie, p. 5519 (Document n° 7271).

ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à rétablir en matière de congé administratif le régime en vigueur antérieurement au 25 août 1949, en faveur des ouvriers civils des établissements militaires d'Algérie, p. 1188 (Document n° 5611). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 2874 (Document n° 6248).

FORTIFICATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Taillade sur le projet de loi relatif au déclassement de la place de Collo (Algérie) (n° 4570), p. 1188 (Document n° 5609). — Adoption du projet de loi, p. 1927.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 181). — Dépôt du rapport par M. Henri Barré, p. 1193 (Document n° 335). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1350.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3542 (Loi n° 53-630 du 23 juillet 1953, J. O. du 25 juillet 1953).

JUGES DE PAIX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Haumesser sur: 1° le projet de loi relatif au recrutement des suppléants rétribués de juges de paix d'Algérie, de Tunisie et du Maroc et au statut des juges de paix d'Algérie; 2° la proposition de loi de M. Haumesser tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie (nos 4150, 490, 4110), p. 2797 (Document n° 6196).

LÉGISLATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur: les projets de loi et la lettre rectificative au projet de loi: 1° portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne; 2° portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif à des dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir des décisions de l'Assemblée algérienne (nos 1273, 4425, 3419), p. 1131 (Document n° 5396). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions* ».

législatives en vigueur dans la métropole, et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale et aux dispositions de procédure civile devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne, p. 2432 (rectificatif, p. 2635).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 994 (Document n° 211). — Dépôt du rapport par M. Schwartz, p. 1382 (Document n° 371). — Discussion, p. 1491; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1496.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3868 (Document n° 6627). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 5313 (Document n° 7236).

— Dépôt d'un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole, p. 2650 (Document n° 6148).

— Dépôt d'un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole (période du 1^{er} octobre 1951 au 30 septembre 1952), p. 2829 (Document n° 6232).

OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur le projet de loi tendant à l'institution d'une caisse de retraite et de prévoyance pour les membres des mahakmas et les aouns de justice de paix d'Algérie (n° 3234), p. 787 (Document n° 5140). — Discussion p. 1927; adoption du projet de loi p. 1928.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 893 (Document n° 185). — Dépôt du rapport par M. Mahdi, p. 1122 (Document n° 310). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1348.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3542 (Loi n° 53-638 du 23 juillet 1953, J. O. du 29 juillet 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Haumesser sur la proposition de loi de M. Haumesser, portant création d'une caisse de retraite pour les officiers ministériels d'Algérie (n° 2723), p. 2874 (Document n° 6244).

ORGANISATION JUDICIAIRE

Conseil de la République. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux conditions de recevabilité, par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane. (N°s 529 et 652, année 1952), p. 29.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 161 (Loi n° 53-28 du 28 janvier 1953, J. O. du 29 janvier 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Haumesser sur la proposition de loi de M. Haumesser tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 23 novembre 1944 sur la justice musulmane en Algérie (n° 4334), p. 2797 (Document n° 6195).

— Dépôt d'un projet de loi portant création d'une troisième chambre au tribunal de première instance de Blida, p. 2650 (Document n° 6159).

— Dépôt d'un projet de loi portant création de postes à la cour d'appel d'Alger, p. 3865 (Document n° 6657).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Benbahmed tendant à organiser le jury en Algérie, p. 2130 (Document n° 5938).

SÉCURITÉ SOCIALE

— Accidents du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension à l'Algérie de la loi du 3 avril 1942 « prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents », p. 5888 (Document n° 7357).

— Anciens combattants et victimes de la guerre.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement le décret d'application à l'Algérie de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre, aux veuves des grands invalides de guerre et aux orphelins de guerre, p. 1076 (Document n° 5550). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fayet tendant à inviter le Gouvernement à publier le règlement d'administration publique nécessaire pour l'application en Algérie de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950, étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre, aux veuves de grands invalides de guerre et aux orphelins de guerre, p. 4188 (Document n° 5603). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 2874 (Document n° 6245). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3109.

Aliments du bétail. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 189.

Allemagne. — V. Affaires étrangères (affaires allemandes et autrichiennes). — Conventions internationales (sécurité sociale). — Interpellations n°s 1, 19, 21, 26, 96, 110, 158, 191. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 81, 126, 152, 172 (Conseil de la République) 56, 77, 81, 94, 137, 145.

Allocations familiales. — V. Armées (recrutement). — Calamités agricoles publiques et viticoles. — Colonies de vacances. — Conventions internationales (sécurité sociale). — France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellations, n°s 123, 165. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 62, 195 (Conseil de la République), n°s 10, 52.

AGRICULTURE

— Allocation de salaire unique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Klock tendant à modifier l'arrêté du 30 décembre 1950 dans le but de maintenir l'allocation de salaire unique aux anciens ouvriers accessoirement exploitants agricoles admis au bénéfice de la pension d'invalidité générale ou professionnelle, p. 3183 (Document n° 6389).

— Cotisations.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer des cotisations d'allocations familiales agricoles les petits et moyens exploitants agricoles qui n'emploient pas, en dehors de la main-d'œuvre familiale, de main-d'œuvre salariée permanente, p. 1307 (Document n° 5665).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet sur les appels de cotisations par les caisses d'allocations familiales agricoles, p. 2130 (Document n° 5952).

— Fermage et métayage.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à assimiler aux salariés agricoles en matière de prestations familiales les preneurs en métayage assujettis à la sécurité sociale, p. 1563 (Document n° 5747).

Voir également à la rubrique: allocations familiales (cotisations, régime des prestations).

APPRENTISSAGE. — ÉTUDES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel David tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales aux fonctionnaires et agents de l'Etat dont les enfants poursuivent leurs études, p. 1403 (Document n° 5669).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à accorder l'allocation de salaire unique aux étudiants mariés, p. 1627 (Document n° 5756).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à maintenir le bénéfice des allocations familiales après l'âge de 20 ans aux familles dont les jeunes gens poursuivent leurs études, p. 2651 (Document n° 6123).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier l'article 10 de la loi du 22 août 1946 en vue d'organiser le régime des prestations familiales pour les apprentis et les étudiants, p. 3183 (Document n° 6379).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Prin tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 en vue d'accorder le versement des allocations familiales aux enfants de quinze ans et au-dessus sans travail, p. 3717 (Document n° 6564).

CAISSES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Claireaux sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'élection des membres des conseils d'administration des caisses nationales d'allocations familiales des marins du commerce et de la pêche maritime (n° 638, année 1952), p. 816 (Document n° 131). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 826.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1628 (Document n° 5766). — Dépôt du rapport par M. Hennequelle, p. 2405 (Document n° 6037). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3410 (Loi n° 53-622 du 18 juillet 1953, J. O. du 19 juillet 1953).

CALCUL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Krieger tendant à modifier l'article 11 de la loi du 22 août 1946 pour le calcul des prestations familiales dans les départements autres que la Seine, p. 3184 (Document n° 6374).

COTISATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Boisdé tendant à exonérer les assujettis, salariés, travailleurs indépendants, employeurs ou exploitants agricoles, cotisant au maximum dans un régime de sécurité sociale, des cotisations d'allocations familiales pouvant être dues pour l'exercice d'une ou de plusieurs activités complémentaires, p. 3183 (Document n° 6317).

DIVERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deveny tendant à donner aux veuves de salariés victimes de la guerre le libre choix de l'organisme qui devra leur verser les prestations familiales, p. 83 (Document n° 5298).

MAJORATION. — TAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à majorer les allocations familiales, p. 4436 (Document n° 6906). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bouxom sur 1) le projet de loi tendant à majorer les allocations familiales; 2) les propositions de loi: 1° de M. Bouxom tendant à majorer de 12 p. 100 les prestations familiales des salariés et assimilés, à compter du 1^{er} octobre 1952; 2° de Mme Vermeersch, tendant à augmenter de 15 p. 100 l'ensemble des prestations familiales (n° 6906-4315-4477), p. 4507 (Document n° 6936). — Discussion p. 4706, rejet au scrutin, du projet du Gouvernement qui oppose au texte de la commission l'article 1^{er} de la loi de finances, p. 4714; la commission des finances admet l'application de l'article 1^{er} mais elle demande au Gouvernement de déposer un nouveau texte, p. 4729.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeersch tendant à majorer de 12 p. 100 l'ensemble des prestations familiales, p. 4734 (Document n° 7050). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 6534 (Document n° 7115). — Discussion, p. 6857; adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à majorer certaines prestations familiales*, p. 6966.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2261 (Document n° 649). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 2424 (Document n° 626). — Discussion, p. 2548, 2551; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2552.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7285 (Document n° 7563). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 7284 (Document n° 7564). — Discussion et adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 7154 (*Loi n° 53-1348 du 31 décembre 1953, J. O. du 6 janvier 1954*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeersch tendant à augmenter de 10 p. 100 toutes les prestations familiales, p. 6903 (Document n° 7505).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Serafini tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux petits pêcheurs le bénéfice des allocations familiales aux taux des salariés de l'industrie, p. 1077 (Document n° 5567).

PRIME EXCEPTIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Vermeersch tendant à inviter le Gouvernement à faire verser aux allocataires familiaux une prime exceptionnelle équivalant à une mensualité d'allocation familiale, p. 3459 (Document n° 6702). — Dépôt du rapport par Mme Galicier, p. 4507 (Document n° 6962).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeersch tendant à attribuer une prime exceptionnelle de 5.000 francs à tous les enfants ouvrant droit aux prestations familiales, p. 786 (Document n° 5436).

RÉGIME DES PRESTATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Roca tendant à la majoration de l'allocation maternité et à son extension à toutes les naissances, p. 1076 (Document n° 5556).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant au maintien du rang des derniers enfants des familles nombreuses dans le calcul des avantages familiaux, p. 1076 (Document n° 5560).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à faire bénéficier de l'allocation de salaire unique les travailleurs indépendants et exploitants agricoles dont le conjoint est décédé, p. 1307 (Document n° 5661).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Estachy tendant à attribuer les allocations familiales au premier enfant, p. 1403 (Document n° 5690).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Roca tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946, concernant les allocations prénatales, p. 2517 (Document n° 6088).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative à l'allocation dite du salaire unique des prestations familiales, p. 3949 (Document n° 6703).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 4028 (Document n° 6747).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. P. Besset tendant à l'abrogation du décret 53-1024 du 17 octobre 1953 relatif à la surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales servies aux travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles, p. 5728 (Document n° 7342).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à permettre l'attribution de l'allocation de salaire unique aux personnes qui assument la charge d'enfants orphelins de père et de mère, p. 7059 (Document n° 7528).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lempereur tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'allocation dite de salaire unique aux aveugles et grands infirmes qui perçoivent les prestations familiales du chef de la pension qui leur est allouée au titre de la loi du 2 août 1949, p. 694 (Document n° 5432). — Dépôt du rapport par Mme Lempereur, p. 1077 (Document n° 5580).

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bouxom sur les propositions de loi: 1° de Mme Estachy tendant à rendre effective la parité entre les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants et des salariés à compter du 1^{er} juillet 1952; 2° de M. Bouxom tendant à servir aux employeurs et travailleurs indépendants des professions non agricoles des prestations familiales calculées sur la même base et avec les mêmes majorations que les prestations servies aux salariés; 3° de M. Jean Durand, sénateur, tendant à majorer les prestations familiales servies aux travailleurs indépendants et employeurs des professions non agricoles (n° 5062, 5080, 2802), p. 678 (Document n° 5119).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Roy Ladurie tendant à compléter l'article 24 de la loi du 22 août 1946 relatif aux cotisations d'allocations familiales des travailleurs indépendants, p. 2130 (Document n° 5939).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à l'abrogation de l'arrêté du 12 février 1953 fixant le montant de la cotisation d'allocations familiales due par les employeurs et les travailleurs indépendants, p. 2130 (Document n° 5965).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à établir la parité entre les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants et celles des salariés, p. 97 (Document n° 5315).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté du 12 février 1953 relatif au montant de la cotisation d'allocations familiales due par les employeurs et les travailleurs indépendants, p. 1526 (Document n° 5726).

Voir également à la rubrique: *allocations familiales (cotisations, régime des prestations familiales)*.

TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Linet tendant à maintenir le bénéfice des allocations familiales aux travailleurs algériens employés en France, licenciés de leur emploi et bénéficiaires de l'allocation de chômage, p. 1627 (Document n° 5780).

ZONES D'ABATEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paquet tendant à ramener le taux d'abattement maximum des allocations familiales à 15 p. 100 dans toute la France et faire bénéficier tout allocataire du taux qui lui est le plus favorable en cas de dualité de barèmes de zones, p. 3949 (Document n° 6699).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raingard tendant à supprimer les abattements appliqués aux allocations familiales en fonction des zones de salaires, n. 4506 (Document n° 6933).

Allocation de maternité. — Allocation de salaire unique. — V. Allocations familiales (apprentissage et études, régime des prestations).

Allocations militaires. — V. Armées (recrutement).

Allocations.

Assemblée nationale. — Allocution de M. Marcel Cachin, président d'âge, à l'occasion de l'ouverture de la session annuelle de 1953, p. 58. Allocutions: de M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, en prenant place au fauteuil, p. 61 = du président de l'Assemblée nationale et de M. Henri Queuille, vice-président du conseil des ministres, à l'occasion du décès du maréchal Staline, p. 1666 = de M. Gaston Palewski, vice-président de l'Assemblée, à l'occasion du décès de M. Ahmed Bezzegoud Mekki, député, p. 3887.

Conseil de la République. — Allocution de M. Hippolyte Masson, président d'âge, à l'ouverture de la session annuelle de 1953, p. 8. — Allocutions de M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République: en prenant place au fauteuil, p. 10 = après l'installation du bureau définitif, p. 20 = à la suite du vote de la proposition de loi portant amnistie en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, p. 72 = à l'occasion du décès des sénateurs suivants: MM. Désiré Marçou, Félicien Cozzano, p. 1552.

Allumettes. — V. Electricité et gaz (tarif).

Alsace et Lorraine. — V. Administration communale — Agriculture (crédit agricole) — Amnistie. — Caisse d'épargne d'Alsace et de Lorraine. — Code du travail (conseil de prud'homme). — Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — Fonctionnaires (département des cadres). — Interpellations n° 110, 191. — Médecine et professions médicales. — Pensions et retraites (agents des chemins de fer). — Postes, télégraphes et téléphones. — Prisonniers et déportés. — Spectacles.

BILINGUISME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à l'introduction de l'enseignement de l'allemand dans les centres d'apprentissage et les écoles de perfectionnement professionnel des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 4436. (Document n° 6922).

CONSEIL ACADÉMIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 20 mars 1929 fixant la représentation du cadre local d'Alsace et de Lorraine au conseil académique, p. 4506. (Document n° 6958.)

INCORPORÉS DE FORCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative à l'attribution aux Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans les formations allemandes de la « Luftschutzpolizei » d'une indemnité de retour, p. 2937. (Document n° 6276.)

Voir également aux rubriques: *Allocutions (Conseil de la République), amnistie.*

Amendements. — V. *Assemblée nationale (règlement article 68).*

Amendes pénales. — V. *Code d'instruction criminelle, — France d'outre-mer (Indochine).*

Amérique. — V. *Interpellations n°s 140, 162.*

Amnistie. — V. *France d'outre-mer, Madagascar (textes généraux).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Viollette portant amnistie en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, p. 1076. (Document n° 5563.) — Dépôt du rapport par M. Lefranc, p. 1131. (Document n° 5588.) — Discussion, p. 1111; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, après modification du titre « Proposition de loi citant à l'ordre de la nation les victimes de l'attentat d'Oradour-sur-Glane et portant amnistie en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies », p. 1130.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 712 (Document n° 100). — Discussion, p. 718; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi portant amnistie en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies*, p. 725 (rectificatif, p. 773).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1257 (Document n° 5617). — Dépôt du rapport par M. Lefranc, p. 1257 (Document n° 5618). — Discussion, p. 1253; adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 1255 (Loi n° 53-112 du 20 février 1953, J. O. du 21 février 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Duveau sur les propositions de loi: 1° de M. Louis Rollin, ayant pour objet de modifier et de compléter la loi n° 51-18 du 5 janvier 1951, portant amnistie; 2° de M. Isorni, tendant à l'amnistie des faits dits de collaboration et à la suppression de l'indignité nationale; 3° de M. Peytel, portant: a) amnistie en faveur de certaines personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre 1944, 28 novembre 1944 et 26 décembre 1944; b) abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 prévoyant l'inéligibilité; c) révision de l'épuration administrative; 4° de M. Minjoz, tendant à modifier la loi du 5 janvier 1951 relative à l'amnistie; 5° de M. Tourné, tendant à accorder l'amnistie aux résistants; 6° de M. Jacques Debu-Bridel, sénateur, tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie; a) aux anciens combattants et anciens résistants de la guerre 1939-1945; b) aux travailleurs condamnés pour faits de grève; c) à certaines catégories de délinquants primaires (n°s 165, 507, 554 rectifié, 2448, 2631, 715, 3573), p. 969 (Document n° 5489). — Suite de la discussion, p. 1294, 1306, 1359. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Duveau, p. 1404 (Document n° 5673). — Suite de la discussion, p. 1422, 1453, 1621, 1721, 1740; adoption, au scrutin, de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi portant amnistie*, p. 1785 (rectificatif, p. 1629, 2001).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 865 (Document n° 150). — Dépôt du rapport par M. Bardon-Damarzid, p. 1082 (Document n° 276). — Avis de la commission du suffrage universel, par M. Schwartz, p. 1151 (Document n° 327). — Discussion, p. 1137. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Lieutaud (Document n° 330) et suite de la discussion, p. 1159, 1207, 1230; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1243 (rectificatif, p. 1245).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3176 (Document n° 6501). — Dépôt du rapport de M. Duveau, p. 3867 (Document n° 6613). — Discussion, p. 3908, 3927; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 3917 (rectificatif, p. 4139) (Loi n° 53-681 du 6 août 1953, J. O. du 7 août 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coutant, tendant à amnistier les faits commis au cours et à l'occasion des grèves du mois d'août 1953, p. 4028 (Document n° 6735). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos, tendant: 1° à l'annulation de toutes sanctions, procédures disciplinaires et poursuites prises ou engagées à l'encontre des travailleurs ayant exercé leur droit constitutionnel de grève; 2° à l'amnistie des travailleurs condamnés à des peines de prison ou d'amendes pour avoir exercé leur droit de grève, p. 4029 (Document n° 6801). — Dépôt d'un rapport de M. Depreux, p. 4437 (Document n° 6907).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy, tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes dispositions utiles pour que les engagements pris à la suite des récentes grèves soient respectés, notamment en ce qui concerne la levée des sanctions lorsqu'aucun acte de violence ou de sabotage n'a été relevé, p. 4137 (Document n° 6824). — Dépôt du rapport, par M. Coutant, p. 4730 (Document n° 7042).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot, tendant à accorder, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, l'amnistie

à certaines catégories de jeunes gens sous les drapeaux et autres personnes condamnées par les tribunaux militaires et maritimes, p. 3017 (Document n° 6289).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz, tendant à compléter la loi du 5 janvier 1951 relative à l'amnistie, p. 5105 (Document n° 7170).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni, tendant à compléter l'article 19 de la loi n° 53-681 du 6 août 1953 portant suppression des inéligibilités, p. 6374 (Document n° 7410).

Amnistie fiscale. — V. *Impôts, — Questions orales (Assemblée nationale) n° 44.*

Anciens combattants et victimes de la guerre. — V. *Algérie (sécurité sociale), — Assistance médicale gratuite, — Budget de 1953, Croix du combattant volontaire, — Domaine de l'Etat (acquisition d'immeubles et de terrains), — Dommages de guerre, — Emplois réservés, — Interpellations n°s 87, 177, 183, — Légion d'honneur, — Marine marchande (transports), — Pensions et retraites (anciens combattants), — Pharmacie, — Prisonniers et déportés, — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 2, 130, 136 (Conseil de la République) n°s 62, 68, 81, — Sociétés de secours mutuels, — Transports (transports aériens).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à proroger le délai prévu à l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance, p. 516 (Document n° 5380). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 1564 (Document n° 5735). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi prorogeant le délai prévu par l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance*, p. 2155.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 899 (Document n° 200). — Rapporteur M. Radius et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 944.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2401 (Loi n° 53-309 du 10 avril 1953, J. O. du 12 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bignon sur la proposition de loi de M. Hénauld, tendant à proroger le délai imparti par la loi du 24 mai 1951 pour le dépôt des demandes de prêts accordés aux anciens combattants volontaires de la résistance, en application des ordonnances des 5 et 20 octobre et 2 novembre 1945 (n° 2254), p. 970 (Document n° 5496). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à proroger le délai imparti par l'article 331 L du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre pour le dépôt des demandes de prêts accordés aux combattants volontaires de la Résistance*, p. 1695.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 875 (Document n° 161). — Rapporteur M. Radius et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 944.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2401 (Loi n° 53-310 du 11 avril 1953, J. O. du 12 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Badie tendant à inviter le Gouvernement à procéder, pour le 30 avril 1953, à un recensement par catégorie des victimes de guerre et hors guerre, veuves, orphelins, ascendants, invalides et des titulaires de la carte d'ancien combattant, retraités ou non, dans tous les départements, p. 1278 (Document n° 5636). — Dépôt du rapport de M. Guislain, p. 1405 (Document n° 5688). — Discussion, p. 2457; adoption de la proposition de résolution après modification du titre: *L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à recenser, avant le 15 août 1953, par catégories et dans tous les départements, les victimes de guerre et hors guerre, veuves, orphelins, ascendants, invalides et les titulaires de la carte d'ancien combattant retraités et non retraités*, p. 2464.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Badie tendant à inviter le Gouvernement à procéder pour le 30 avril 1953 à un recensement par catégories des victimes de guerre et hors guerre, veuves, orphelins, ascendants, invalides et des titulaires de la carte d'ancien combattant, retraités ou non, dans tous les départements, p. 1063 (Document n° 5547). — Retrait, p. 1188.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier tendant à attribuer la carte du combattant aux anciens gradés et sapeurs des compagnies B du 5^e génie de la guerre 1914-1918, p. 786 (Document n° 5441).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Huel tendant à compléter la loi n° 52-833 du 18 juillet 1952 en étendant aux anciens combattants de la 1^{re} armée française et de la 2^e D. B. le bénéfice de toutes les dispositions relatives aux combattants, p. 1307 (Document n° 5651).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à ouvrir un crédit de 25 millions de francs pour provoquer la création de prototypes de voiturettes avec ou sans moteur pour mutilés de guerre, p. 1563 (Document n° 5746).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gautier tendant à accorder le bénéfice de la carte du combattant et de la législation sur les victimes de guerre à tous les Français qui combattent volontairement dans les rangs de l'armée républicaine d'Espagne, ainsi qu'à leur famille, p. 2338 (Document n° 6017).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Boulangé tendant à accorder un nouveau délai pour le dépôt des demandes de restitution de corps d'anciens combattants et victimes de la guerre, p. 1528 (Document n° 432).

Assemblée nationale. — Transmission de proposition de loi, p. 3940 (Document n° 6689).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rose Guérin tendant à inviter le Gouvernement à rapporter toutes mesures prises en vue d'annuler les subventions votées par des conseils généraux et communaux en faveur d'associations d'anciens combattants et victimes de la guerre, p. 2517 (Document n° 6079).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mobilisés de la guerre de 1914-1918, à qui la carte de combattant a été, jusqu'ici, refusée, des dispositions de l'arrêté ministériel du 28 décembre 1951 accordant des bonifications aux mobilisés de la guerre 1939-1945, p. 2651 (Document n° 6131).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à modifier l'article 1^{er}, 2^e paragraphe de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949, relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance, p. 3432 (Document n° 6479).

Animaux. — V. *Agriculture (bétail, maladies contagieuses des animaux).* — *Code rural.*

Annonces judiciaires et légales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Maurice Grimaud sur la proposition de loi de M. Gosset concernant les annonces judiciaires et légales (n°s 2041, 4624, 5202), p. 2937 (Document n° 6261).

Apéritifs. — V. *Alcools.*

Appareils à pression de gaz et de vapeur. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Appareils de prothèse. — V. *Accidents du travail. — Anciens combattants et victimes de la guerre (voiturettes pour mutilés).*

Appellations françaises et étrangères. — V. *Abréviations de titres.*

Appellations d'origine. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers).* — *Viticulture.*

Apprentissage et formation professionnelle. — V. *Allocations familiales. — Enseignement technique.*

Arachides. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Arbres. — V. *Domaine de l'Etat (protection des végétaux).*

Architectes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolf tendant à abroger les dispositions de l'article 79 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, établissant un nouveau mode de règlement des honoraires des architectes, experts et techniciens, p. 2797 (Document n° 6199).

Archives de la déportation. — V. *Conventions internationales.*

Archives détruites.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la reconstitution des archives hypothécaires détruites ou disparues au cours de la guerre, p. 2649 (Document n° 6146).

Archives nationales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 5 de la loi du 14 mars 1928 et à permettre la communication des actes notariés ayant plus de cent vingt-cinq ans de date, p. 4028 (Document n° 6741).

Armées. — V. *Amnistie. — Anciens combattants et victimes de la guerre. — Budget. — Code civil. — Conventions internationales (service militaire). — Fonctionnaires (dégagement des cadres). — Hôpitaux militaires. — Légion d'honneur et médaille militaire. — Ordre du Mérite militaire. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 29, 70, 126, 138, 157 (Conseil de la République) n°s 37, 39, 40, 77, 89. — Traitements (défense nationale). — Transfusion sanguine.*

CANTINIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Capdeville sur la proposition de loi de M. Miajoz, tendant à réparer le préjudice subi par les cantiniers militaires à la suite de la suppression de leur emploi par le décret du Gouvernement de fait, dit de l'Etat français, du 20 décembre 1940 (n° 5162), p. 4551 (Document n° 6976).

CLASSE 1953

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 53-891 du 24 septembre 1953 fixant la composition des dates d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1953, p. 4830 (Document n° 7093).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les articles 3, 4, 5, 6 et 11 du décret n° 53-206 du 18 mars 1953 relatif à l'appel sous les drapeaux du premier contingent de la classe 1953, articles non conformes aux dispositions de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 relative au recrutement de l'armée, p. 2210 (Document n° 5980).

CONGÉS ET PERMISSIONS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Gabriel Paul, sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot modifiant l'article 45 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous le drapeau (n°s 3305, 4231, 5041, 4471), p. 2000 (Document n° 5877).

— Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Gabriel Paul sur la proposition de loi de M. Florand tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi n° 43-1185 du 22 juillet 1948 accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs (n°s 3974, 5042), p. 2000 (Document n° 5878).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Verneuil tendant à faire bénéficier les soldats artisans ruraux du régime des permissions agricoles, p. 2037 (Document n° 5911).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1948 en vue d'étendre le bénéfice des permissions spéciales dites agricoles aux jeunes artisans ruraux, p. 2037 (Document n° 5921).

DÉGAGEMENT DES CADRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Quinson sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier le statut des anciens militaires dégagés des cadres au point de vue licenciement et titularisation dans les emplois civils, cumulés et rappels à l'activité (n° 4363), p. 885 (Document n° 5162).

DISCIPLINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions afin que soient levées dans toutes les armes, à l'occasion de la fête nationale du 11 juillet, toutes les punitions réglementaires, p. 3018 (Document n° 6288).

Voir également à la rubrique : *Amnistie.*

ETABLISSEMENTS MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bartolini tendant à abroger le décret n° 53-483 du 20 mai 1953 relatif au licenciement des ouvriers de la défense nationale, p. 3017 (Document n° 6293).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à abroger le décret n° 53-483 du 20 mai 1953 relatif au licenciement des ouvriers de la défense nationale, p. 3124 (Document n° 6352).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fouques-Duparc tendant à inviter le Gouvernement à modifier (ou à compléter) l'article 4 du décret du 23 mai 1936 relatif à la titularisation du personnel ouvrant des établissements militaires, p. 2652 (Document n° 6110).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hettier de Boislambert tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions prévues par le décret n° 53-483 du 20 mai 1953 relatif au licenciement des ouvriers de la défense nationale, p. 3336 (Document n° 6138).

EXAMENS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans les formations militaires les mesures qui permettront à des jeunes gens appelés sous les drapeaux de se préparer à des examens auxquels ils voudraient se présenter, au cas où ils n'ont pu le faire avant leur incorporation, p. 2518 (Document n° 6089).

FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaillemin tendant à inviter le Gouvernement à réviser les homologations des services de la Résistance, p. 3718 (Document n° 6565).

MUSIQUE MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson tendant à compléter les dispositions de la loi du 1^{er} avril 1930 pour permettre aux officiers chefs de musique militaires d'accéder aux grades d'officiers supérieurs, p. 968 (Document n° 5473).

OFFICIERS GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefert tendant à améliorer la situation de certains officiers généraux ayant exercé un commandement pendant la guerre 1914-1918, p. 3123 (Document n° 6339).

OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Médecin tendant à nommer, sur leur demande, à l'honorariat du grade supérieur à celui qu'ils détiennent actuellement, certains officiers mis à la retraite depuis le 20 août 1940 (n°s 2411, 5013), p. 319.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la prise de rang dans les grades d'officier des anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre, p. 2650 (Document n° 6161). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 4956 (Document n° 7135). — Adoption du projet de loi, p. 5979.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 612).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Capdeville sur la proposition de résolution de M. Rey tendant à inviter le Gouvernement à rappeler à l'activité les officiers et sous-officiers délogés des cadres des armées de terre, de mer et de l'air qui ont appartenu officiellement à la Résistance (n° 5231), p. 5369 (Document n° 7252). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5979.

— Dépôt d'un rapport de M. de Benouville sur la proposition de loi de M. Michelet, sénateur, portant promotion au grade supérieur dans la position de retraite de certains officiers touchés par l'abaissement des limites d'âge (n° 4106), p. 6047 (Document n° 7377).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Ferri tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'avancement des officiers de réserve provenant des sous-officiers de réserve (maréchaux des logis) titulaires du brevet de chef de section en 1939, p. 516 (Document n° 5377).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer le reclassement de certains officiers retraités avant le 1^{er} janvier 1943, p. 2038 (Document n° 5916).

PRÉPARATION MILITAIRE SUPÉRIEURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à modifier l'article 31 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, afin de rendre facultative la préparation militaire supérieure dans certaines grandes écoles, p. 3160 (Document n° 6361).

PRÊT JOURNALIER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à porter la solde de base des jeunes soldats du contingent à 50 francs par jour, à partir du 1^{er} mars 1953, p. 1926 (Document n° 5874).

RECRUTEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Chochoy tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la situation familiale des jeunes recrues pour leur affectation au moment de l'incorporation du contingent, p. 1511 (Document n° 409). — Dépôt du rapport par M. Boulangé, p. 1632 (Document n° 460). — Discussion, p. 1718; adoption de la proposition de résolution, p. 1721.

— Dépôt d'un rapport de M. de Benouville sur la proposition de loi de M. Mignot tendant à modifier la loi n° 52-836 du 19 juillet 1952 complétant et modifiant les articles 7 et 69 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (n° 4491), p. 5729 (Document n° 7343).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, p. 3791 (Document n° 6591).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à supprimer les opérations des conseils de revision, p. 1307 (Document n° 5660).

SERVICE MILITAIRE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. de Maupeou sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République et adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter les articles 7 et 9 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée (n° 66 et 660, année 1952), p. 816 (Document n° 433). — Discussion, p. 830; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 832.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1623 (Document n° 5768). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 3337 (Document n° 6140). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Maurice Faure, p. 3950 (Document n° 6675). — Adoption de la proposition de loi, p. 4530 (Loi n° 53-1081 du 4 novembre 1953, J. O. du 5 novembre 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à accorder un allègement du temps de service militaire actif aux jeunes gens du contingent pères de famille, et la dispense totale aux pères de deux enfants, p. 677 (Document n° 5416).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Massot tendant à verser une indemnité aux agriculteurs, artisans et commerçants n'ayant pas de salariés à leur service, pendant leur mobilisation en temps de guerre, ou pendant leurs périodes militaires en temps de paix, p. 4246 (Document n° 6850).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à ramener à quinze mois la durée du temps de service militaire actif, p. 5008 (Document n° 7149).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à annuler la note de service du secrétaire d'Etat à la guerre en date du 30 octobre 1952 relative aux étudiants sursitaires afin d'appliquer les dispositions de l'article 6 du décret n° 52-360 du 1^{er} avril 1952, p. 1628 (Document n° 5783).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schwartz tendant à établir des dispositions particulières applicables aux appelés du contingent, mariés et pères de famille, classés soutiens de famille allocataires, p. 826 (Document n° 134).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1623 (Document n° 5736).

Voir également à la rubrique suivante: *Sursis d'incorporation.*

SERVICE DE SANTÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Crozier tendant à faire bénéficier les radiologistes militaires de bonifications d'annuités, p. 6903 (Document n° 7491).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coupigny relative aux médecins et pharmaciens intégrés dans l'armée active sans concours du fait des événements de guerre, p. 1083 (Document n° 285).

Assemblée nationale. Transmission de la proposition de loi, p. 3104 (Document n° 6328).

SURSIS D'INCORPORATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, p. 6147 (Document n° 7430).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à reculer l'âge limite fixé pour le sursis d'incorporation en ce qui concerne les étudiants des facultés et les élèves des grandes écoles, p. 6099 (Document n° 7335).

TRIBUNAUX PERMANENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Loustaunau-Lacau sur le projet de loi portant création de « tribunaux permanents des forces armées » et de « tribunaux de cassation permanents des forces armées » et « d'établissements pénitentiaires des forces armées » pour le jugement et la détention des militaires marins et assimilés (n° 4937), p. 1405 (Document n° 5657).

Armée de l'air. — V. Armées.

OFFICIERS GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pelenc tendant à autoriser l'application rétroactive de l'article 8 de la loi du 8 juillet 1920 concernant le maintien en activité sans limite d'âge, à un officier général de l'armée de l'air, p. 1588 (Document n° 441).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4437 (Document n° 6924).

Armées alliées. — V. Monuments commémoratifs.

Armée européenne. — V. Conventions internationales (Commandement européen de défense).

Armée de la France d'outre-mer. — V. Interpellation n° 75. — Légion d'honneur et médaille militaire.

Armée de mer. — V. Armées.

CLASSES 1917 A 1949

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Commeny, sur la proposition de résolution de M. Gravoille, tendant à inviter le Gouvernement à libérer au bout de douze mois les jeunes officiers de la marine marchande des classes 1917, 1918 et 1919 incorporés dans la marine nationale (n° 4479, 4821), p. 1686 (Document n° 5793).

PERSONNEL ADMINISTRATIF

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Capdeville, sur la proposition de loi de M. Fouyet, étendant le bénéfice de la loi du 20 février 1931 aux commis et agents techniques de la marine retraités entre le 1^{er} avril 1923 et le 22 février 1931, période révisée par ladite loi (n° 413), p. 4881 (Document n° 7090).

Armée de terre.

OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions relatives à l'avancement à l'ancienneté au grade de commandant dans les armes et services de l'armée de terre, p. 2649 (Document n° 6121). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 3337 (Document n° 6139).

— Dépôt d'un rapport de M. André Monheil sur la proposition de loi de M. Ferri, tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre (n° 3084), p. 3133 (Document n° 6499).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi du 6 janvier 1925 sur l'organisation des cadres des réserves de l'armée de terre, p. 3865 (Document n° 6654).

Armes, munitions et matériel de guerre. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses). — Interpellations n° 14, 180, 210. — Questions orales (Conseil de la République) n° 417.

Armistice. — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.

Arsenaux et établissements de la marine. — V. *Interpellations* nos 46, 131, 206.

Artisanat. — V. *Armées (congés et permissions, service militaire).* — *Assurances sociales (allocation vieillesse).* — *Commerce et industrie (ministère).* — *Expropriation.* — *Impôts (dégrèvements, revenus).* — *Interpellations* nos 68, 70, 81, 226. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 55, 56, 57, 58, 59, 60, 83, 145 (*Conseil de la République*) n° 62.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy, tendant à la réorganisation du crédit aux entreprises artisanales, p. 1496 (Document n° 5720).

Artistes (placement et engagement des). — V. *Code du travail (contrat).*

Arts graphiques. — V. *Centre technique des arts graphiques.*

Ascension (Fête de l'). — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).*

Assemblée algérienne. — V. *Algérie (constitution, statut).*

Assemblée consultative provisoire. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n° 9.

Assemblée nationale. — V. *Constitution.* — *Députés.* — *Elections législatives.* — *Postes, télégraphes et téléphones (téléphones).* — *Présidence de la République.*

ARCHIVÉS

Assemblée nationale. — Autorisation de communication des procès-verbaux des opérations électorales de chacun des bureaux de vote de Grand-Bourg (Marie-Galante) (Guadeloupe), p. 2810.

BUDGET

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Taillade sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'Assemblée nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour l'exercice 1951, p. 4677 (Document n° 7021). — Discussion, p. 5513; adoption du projet de résolution, p. 5515.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Taillade sur la fixation des dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1954, p. 6320 (Document n° 7396). — Discussion, p. 6143. — Suite de la discussion, p. 6160; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de résolution, p. 6167.

BUREAU

Assemblée nationale. — Constitution du bureau d'âge: M. Marcel Cachin, président; MM. Dicko, Maurice Faure, Conte, Lecanuet, Pronteau, Ringard, secrétaires, p. 57. — Bureau définitif: premier tour de scrutin pour la nomination du président, p. 59; résultat, p. 60; deuxième tour et résultat, p. 60; troisième tour et proclamation de M. Edouard Herriot, p. 61. — Affichage de la liste des candidats aux fonctions de vice-présidents, de secrétaires et de questeurs et proclamation de MM. André Le Troquer, André Mercier (Oise), Fernand Bouxom, Gaston Palewski, André Mutter, André-Jean Godin comme vice-présidents; de MM. Apithy, Benfounès, Mme Degrand, MM. Alphonse Denis, Joseph Dumas, Mme Estachy, MM. Liquard, Pierre Meunier, Peytel, Marcel Ribère, Saïd Mohamed Cheikh, Sibué, Small, Souqués comme secrétaires; de MM. Charlot, Joubert, Louis Martel comme questeurs, p. 82. — Démission de M. André Mutter de vice-président de l'Assemblée nationale et désignation de candidatures, p. 3182, 3407. — Proclamation de M. Montillot, p. 3416. — Démission de M. Joseph Dumas de secrétaire de l'Assemblée nationale, p. 3832; désignation de candidatures, p. 3878, et proclamation de M. Charles Vialte, p. 3882.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée nationale faisant connaître au Conseil de la République la constitution définitive du bureau de l'Assemblée, p. 19.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Prélot en vue de présenter les candidatures pour les sept sièges du comité constitutionnel à la nomination de l'Assemblée nationale (application de l'article 91 de la Constitution, des articles 1^{er} et 2 de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 16 du règlement), p. 1308 (Document n° 5619). — Désignation de candidatures, p. 1630. — Nomination des membres, p. 1694.

COMMISSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juglas tendant à la création, en vertu de l'article 14, alinéa 4, du règlement, d'une commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les affaires d'Indochine, p. 5008 (Document n° 7145).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auban tendant à modifier l'article 14 du règlement en vue du rétablissement de la commission de l'aéronautique, p. 5598 (Document n° 7283).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice-Bokanowski tendant à modifier l'article 14 du règlement en vue du rétablissement de la commission de l'aéronautique, p. 6258 (Document n° 7394).

Assemblée nationale. — Nomination des membres des commissions générales, de la commission des immunités parlementaires et de la commission de comptabilité, p. 94.

Nominations des membres des bureaux des commissions, p. 169.

Commission des affaires économiques. — Démission de membre, p. 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 788, 3435, 4730, 4956. — Nomination de membres, p. 911, 3502, 4734, 4970.

Commission des affaires étrangères. — Démission de membre, p. 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1565, 3237, 4509. — Nomination de membres, p. 1694, 3266, 4558.

Commission de l'agriculture. — Démission de membre, p. 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3435, 4556. — Nomination de membres, p. 3502, 4970.

Commission des boissons. — Démission de membre, p. 6375, 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1497. — Nomination de membres, p. 1526.

Commission de la comptabilité. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3339. — Nomination de membres, p. 3502.

Commission de la défense nationale. — Démission de membre, p. 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3339, 4035. — Nomination de membres, p. 3502, 4214.

Commission de l'éducation nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3615. — Nomination de membre, p. 3630.

Commission de la famille. — Démission de membre, p. 3040. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3339, 3435, 3719, 4730. — Nomination de membres, p. 3502, 3878, 4731.

Commission des finances. — Démission de membre, p. 6375, 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1078, 1258, 2132, 3237, 3339. — Retrait de candidature, p. 1253. — Nomination de membres, p. 1278, 2210, 3266, 3502.

Commission de l'intérieur. — Démission de membre, p. 6375, 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 4730. — Nomination de membres, p. 4734.

Commission de la justice. — Démission de membres, p. 3040. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2874, 2896, 3121, 3339, 3719. — Nomination de membres, p. 2906, 3174, 3502, 3878.

Commission de la marine marchande. — Démission de membre, p. 3040, 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3237, 3339, 3869. — Nomination de membres, p. 3266, 3502, 4015.

Commission des moyens de communication. — Démission de membre, p. 3040, 6096, 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 4730, 4956, 5177. — Nomination de membres, p. 4734, 4970, 5212.

Commission des pensions. — Démission de membres, p. 3721, 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1406, 4035. — Nomination de membres, p. 1526, 4214.

Commission de la presse. — Démission de membre, p. 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1630, 2874. — Nomination de membres, p. 1694, 2906.

Commission de la production industrielle. — Démission de membre, p. 3040, 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3339, 4730. — Nomination de membres, p. 3502, 4734.

Commission de la reconstruction. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3237, 3339. — Nomination de membres, p. 3266, 3502.

Commission du suffrage universel. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2001, 3339, 4731, 4956. — Nomination de membres, p. 2154, 3502, 4734, 4970.

Commission des territoires d'outre-mer. — Démission de membre, p. 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2874, 3237, 3339. — Nomination de membres, p. 2906, 3266, 3502.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Démission de membre, p. 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2874, 4730. — Nomination de membres, p. 2906, 4734.

Commission des immunités parlementaires. — Démission de membres, p. 3040, 3314, 3721, 7287. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1565, 1630, 2296, 2874, 3339, 3719, 4884, 5260. — Nomination de membres, p. 1694, 2533, 2906, 3502, 3878, 4970, 5394.

COMPOSITION ET ÉLECTION

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Louis Tinaud tendant à modifier l'article 36 de la loi n° 46-215 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 1087 (Document n° 281).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3039 (Document n° 6317).

Voir également à la rubrique: *Elections législatives.*

CONVOCATIONS

Convocation de l'Assemblée nationale, p. 2873, 3034, 3118, 6885; en session extraordinaire, p. 7236.

Liste des députés ayant demandé la convocation du Parlement, p. 4031 (*rectificatif*, p. 4439).

EXPIRATION DES POUVOIRS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Léotard relative à l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale, p. 2956 (Document n° 6284).

GROUPES

Listes électorales des membres des groupes politiques, remises au président de l'Assemblée nationale, le 13 janvier 1953, en exécution de l'article 16 du règlement, p. 62. — Modifications aux listes, p. 40, 61, 242, 452, 607, 1081, 2653, 2730, 2871, 3018, 3040, 3165, 3341, 3436, 3478, 3517, 3951, 4035, 4553, 5235, 5319, 5658, 6242, 6743, 6903, 7060 (rectificatif, p. 5260).

Assemblée nationale. — Déclaration politique des groupes remise au bureau de l'Assemblée nationale, p. 7060.

RÈGLEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à ajouter un article 118 nouveau au règlement de l'Assemblée nationale, p. 1256 (Document n° 5627).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Lussy tendant à modifier l'article 95, paragraphe 2, du règlement de l'Assemblée nationale, p. 1256 (Document n° 5628).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Secrétain tendant à modifier l'article 14 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 3039 (Document n° 6304).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Legaret tendant à modifier les articles 29 et 30 du règlement de l'Assemblée nationale relativement aux délais de dépôt et de discussion des rapports aux commissions, p. 3613 (Document n° 6549).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff tendant à modifier le deuxième alinéa de l'article 9 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 4619 (Document n° 6993).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à compléter les articles 89 et 63 du règlement en vue de limiter le nombre des interpellations adressées au même ministre, sur le même sujet, ainsi que le nombre des amendements indicatifs demandant la réduction symbolique d'un crédit, p. 4677 (Document n° 7030).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à modifier les articles 14, 15, 19, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 53, 57, 58, 62, 64, 65, 66, 66 bis, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 74, 81, 90, 95, 113 du règlement de l'Assemblée nationale, p. 5459 (Document n° 7262).

SÉANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mendès-France tendant à suspendre, pendant le mois de décembre 1953, l'application de l'article 24 du règlement, p. 5542 (Document n° 7280). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5598 (Document n° 7307). — Discussion, p. 5774; adoption de la proposition de résolution, p. 5776.

SESSIONS

Ouverture de la session extraordinaire de 1953, p. 2.
Clôture de la session extraordinaire, p. 40.
Ouverture de la session ordinaire de 1953, p. 57.
Interruption de la session, p. 2566.
Reprise de la session, p. 2637.
Interruption de la session, p. 3951.
Reprise de la session, p. 4009.
Clôture de la session, p. 7285.

Assemblées territoriales. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Assemblée de l'Union française. — V. Assemblée nationale (budget). — Constitution. — Postes, téléphones et télégraphes (téléphones).

BUREAUX

Assemblée nationale. — Communication de l'Assemblée de l'Union française, faisant connaître la constitution définitive de son bureau, p. 6065.

Conseil de la République. — Communication de l'Assemblée de l'Union française, faisant connaître la constitution définitive de son bureau, p. 2216.

COMPOSITION ET ÉLECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bal langer tendant à compléter la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 en ce qui concerne le remplacement des sièges devenus vacants dans la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française, p. 516 (Document n° 5986).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules Castellani portant modification de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française dans ses dispositions concernant le territoire de Madagascar, p. 1053 (Document n° 263).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2757 (Document n° 6205).

Assistance. — V. Interpellations n° 221. — Pensions et retraites (anciens combattants).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant réforme des lois d'assistance (n° 5094), p. 2517 (Document n° 6050). — Dépôt du rapport par M. Henri Lacaze, p. 3867 (Document n° 6047).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à abroger les dispositions du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance, p. 6623 (Document n° 7458).

Assistance à la famille.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Maria Rabaté tendant: 1° à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour l'assistance à la famille en 1953; 2° à abroger le décret n° 53-402 du 11 mai 1953, p. 2937 (Document n° 6269).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denvers tendant à l'annulation des dispositions du décret n° 53-403 du 11 mai 1953 pour le rétablissement de l'assistance à la famille, p. 1552 (Document n° 436).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4029 (Document n° 6321). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour l'assistance à la famille et le décret n° 53-403 du 11 mai 1953, p. 3106 (Document n° 6481). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à décider d'urgence le rétablissement des allocations d'assistance à la famille supprimées par application des dispositions du décret n° 53-403 du 11 mai 1953 en faveur des familles auxquelles ne peut être accordée l'allocation d'assistance à l'enfance, p. 3513 (Document n° 6520). — Dépôt du rapport par M. Savale, p. 4677 (Document n° 7016).

Assistance médicale gratuite. — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 63. — Pharmacie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marcel David sur la proposition de loi de M. Mora tendant à accorder une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés au titre de l'assistance médicale gratuite (n° 3716 rectifié, 3132), p. 1121 (Document n° 5597). — Discussion, p. 1527. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par Mme de Lipkowski, p. 1685 (Document n° 5799). — Discussion, p. 1715; adoption de l'ensemble de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite », p. 1718.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 875 (Document n° 163). — Dépôt du rapport par Mme Délabre, p. 1070 (Document n° 270). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Clavier, p. 1193 (Document n° 331). — Discussion, p. 1357; adoption, du scrutin, d'un avis défavorable sur le projet de loi, p. 1360.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2514 (Document n° 6321). — Dépôt du rapport par Mme de Lipkowski, p. 3792 (Document n° 6586). — Discussion, p. 4698.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guisain tendant à inviter le Gouvernement à régler les litiges surgissant entre les services des soins gratuits aux victimes de guerre et les bénéficiaires, p. 3433 (Document n° 6480).

Assistance publique. — V. Budget de 1954 (éducation nationale). — Fonctionnaires communaux. — Interpellations n° 152.

Assistance aux sinistrés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Rabier sur les propositions de loi: 1° de M. Rabier, portant application à l'Algérie de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947 instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre; 2° de M. Blachette tendant à rendre applicable à l'Algérie l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, complété par la loi n° 49-533 du 20 avril 1949 et modifié par la loi n° 50-1034 du 22 août 1950 (n° 2653, 2761), p. 3434 (Document n° 6480).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chochoy tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947 instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre, p. 727 (Document n° 407).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1255 (Document n° 5616).

Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. — V. Code civil. — Interpellations n° 141.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à instituer et organiser la protection sociale des aveugles, p. 4028 (Document n° 6782). — Retrait, p. 5808.

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant à modifier la loi du 19 avril 1952, modifiant la loi n° 49-1094 du 2 août 1949, instituant diverses mesures en vue de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 881 (Document n° 5164).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 sur l'aide aux aveugles et grands infirmes, p. 3513 (Document n° 6315).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à préciser les conditions d'évaluation des taux d'invalidité et de l'attribution des indemnités dites de tierce personne pour les bénéficiaires de la loi Cordonnier, du 2 août 1949, sur les invalides civils et demandant d'accélérer les décisions de la commission centrale d'appel, p. 2729 (Document n° 6182).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour que soient pris en charge par l'Etat les frais d'acquisition d'un chien-guide pour les aveugles, p. 3792 (Document n° 6580).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. A'eide Benoit tendant à inviter le Gouvernement à compléter le décret n° 52-275 du 23 février 1952 en vue d'accorder la gratuité du tabac aux vieillards, infirmes et incurables placés dans les établissements hospitaliers en vertu de la loi du 14 juillet 1905 et de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949, p. 1077 (Document n° 5564).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Philippe d'Argenlieu tendant à modifier la loi n° 49-1094 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles ou de grands infirmes, p. 204 (Document n° 45).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 606 (Document n° 5400).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soldani tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant la loi n° 52-419 du 19 avril 1952 concernant certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 875 (Document n° 169).

Assistante sociale. — V. *Infirmiers, infirmières et assistantes sociales.*

Association diocésaine. — V. *Domaine de l'Etat (affectation d'immeuble).*

Associations et groupements. — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n° 28.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant le placement des capitaux de la dotation des associations reconnues d'utilité publique et régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et du fonds de réserve des fondations reconnues d'utilité publique, p. 5176 (Document n° 7177).

Associations d'utilité publique. — V. *Dons, legs et fondations.*

Assurances des marins du commerce. — V. *Pensions et retraites (marins du commerce).*

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Denvers tendant à la mise en harmonie du régime d'assurance des marins avec la législation des accidents du travail, p. 1 (Document n° 1).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 83 (Document n° 5274). — Dépôt du rapport par M. Cermolacce, p. 3433 (Document n° 6485).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cermolacce tendant à la revalorisation des indemnités d'assurances dues aux inscrits maritimes pour perte d'équipement par suite d'événements de mer, p. 301 (Document n° 5366). — Dépôt du rapport par M. Signor, p. 1105 (Document n° 5689).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées tendant à modifier la loi du 7 avril 1912 relative à l'assurance des élèves des écoles nationales de navigation maritime et des écoles d'apprentissage maritime en cas d'accident, de maladie et d'invalidité, p. 6303 (Document n° 7504).

Assurances de toute nature. — V. *Assurances sociales (immatriculation).*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. François Ruin sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au règlement, en cas de décès de l'assuré en temps de guerre, des contrats d'assurance en cas de vie souscrits auprès de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou de la caisse nationale d'assurance en cas de décès (n° 664, année 1952), p. 854 (Document n° 146). — Discussion, p. 866; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 867.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1844 (Loi n° 53-248 du 31 mars 1953, J. O. du 1^{er} avril 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Burlot, sur le projet de loi portant modification du décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances (n° 4399), p. 3337 (Document n° 6442).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, p. 2323 (Document n° 6223).

Assurances sociales. — V. *Algérie (décisions de l'Assemblée algérienne).* — *Allocations familiales.* — *Conventions internationales (sécurité sociale).* — *France d'outre-mer (départements).* — *Interpellations n°s 32, 166, 239, 242, 216.* — *Pensions et retraites (anciens combattants, retraite pour la vieillesse, textes généraux).* — *Pharmacie.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n°s 94, 125, (Conseil de la République) n° 36.* — *Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Laborbe sur la proposition de loi de M. Sourbet tendant à ouvrir un nouveau délai pour le versement des cotisations prévues par la loi n° 90-975 du 16 août 1950 adaptant la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières (n°s 3555, 5145), p. 2338 (Document n° 6015). — Discussion, p. 3407; adoption de la proposition de loi, p. 3408.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi p. 1310 (Document n° 347). — Dépôt du rapport par M. Georges Boulanger, p. 1399 (Document n° 374). — Discussion p. 1508 et adoption de l'avis sur la proposition de loi p. 1509.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République p. 3365 (Loi n° 53-660 du 1^{er} août 1953, J. O. du 2 août 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Laissac sur la proposition de résolution de M. Arbeltier, tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le paiement sans frais des prestations de la sécurité sociale agricole (n° 5030), p. 3748 (Document n° 6570). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3330.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à payer dans le plus bref délai l'allocation vieillesse (arrérages compris) aux cultivateurs qui remplissent les conditions exigées par la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, p. 5008 (Document n° 7147). — Dépôt du rapport par M. Fourvel, p. 6448 (Document n° 7431). — Adoption de la proposition de résolution, p. 7014.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Tricart sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet, tendant à fixer la date d'entrée en jouissance de l'allocation vieillesse agricole (n° 4978), p. 3454 (Document n° 6503).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à exonérer du paiement des cotisations d'allocation vieillesse agricole les personnes effectuant un travail agricole et bénéficiant d'une retraite ou pension vieillesse d'un autre régime ou de l'allocation aux grands infirmes incurables, p. 2651 (Document n° 6119).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relative au régime de l'allocation vieillesse agricole, p. 2937 (Document n° 6271).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boscaré-Monsservin tendant à modifier la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relative au régime de l'allocation vieillesse agricole, p. 3336 (Document n° 6455).

Conseil de la République. — Demande de désignation de deux membres pour représenter le Conseil de la République au sein de la commission consultative des assurances sociales agricoles, p. 1553. — Désignation de candidatures, p. 1589. Nomination de membres, p. 1598.

ALLOCATION POUR TIERCE PERSONNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billé-maz tendant à augmenter le taux de la majoration pour tierce personne des invalides assurés sociaux, p. 1403 (Document n° 5693).

Voir également à la rubrique: *Assurances sociales (cotisations).*

ALLOCATION DE VIEILLESSE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à faciliter le fonctionnement des commissions d'affiliation prévues à l'article 16 de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées (n° 4874), p. 1564 (Document n° 5740). — Adoption de la proposition de loi, p. 2812.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi p. 1073 (Document n° 275). — Dépôt du rapport par M. Abel Durand, p. 1616 (Document n° 456). — Discussion, p. 1672, adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1673.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4678 (Document n° 7029). — Dépôt du rapport par M. Viatte, p. 6095 (Document n° 7519). — Discussion, p. 7111; adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 7112 (Loi n° 53-1351 du 31 décembre 1953, J. O. du 6 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur la proposition de loi de M. Kuehn tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées (n° 4647), p. 1564 (Document n° 5737).

— Dépôt d'un rapport de M. Besset sur la proposition de résolution de M. Besset tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser le recouvrement des sommes réclamées à des vieillards qui, ayant bénéficié d'une allocation vieillesse alors qu'ils n'en avaient pas le droit, auraient perçu indûment ces sommes sans cependant commettre de fraude caractérisée (n° 3636), p. 1564 (Document n° 5738).

— Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur la proposition de loi de M. Delachenal, tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 sur l'allocation de vieillesse des personnes non salariées (n° 4743), v. 1564 (Document n° 5742).

— Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur la proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à réduire de moitié le taux des cotisations de l'allocation vieillesse artisanale par un nouveau mode de financement (n° 4136), p. 1564 (Document n° 5743).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux tendant à modifier le premier alinéa de l'article 44 de la loi n° 52-709 du 10 juillet 1952 et l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 permettant d'unifier les plafonds de ressources qui servent de base pour l'obtention de l'allocation spéciale prévue par la loi du 10 juillet 1952 et pour l'obtention de la carte d'économiquement faible institué par la loi du 26 septembre 1951, p. 1496 (Document n° 5716).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, p. 1627 (Document n° 5774).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à l'abrogation de l'article 45 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, p. 3174 (Document n° 6376).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bettencourt tendant à modifier l'article 45 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, p. 3717 (Document n° 6557).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charret tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, en faveur des déportés et internés résistants et politiques, p. 3717 (Document n° 6566).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cagne tendant à modifier l'article 44 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 en vue de faire bénéficier de l'allocation spéciale les personnes relevant d'une organisation autonome d'allocations de vieillesse ou d'un régime vieillesse de sécurité sociale jusqu'à concurrence du montant de l'allocation vieillesse aux vieux travailleurs salariés, p. 4027 (Document n° 6780).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefert tendant à accorder la bonification traditionnelle pour enfants aux titulaires de l'allocation de vieillesse des non salariés et de l'allocation spéciale, p. 4028 (Document n° 6745).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefert tendant à modifier l'article 45 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relative à l'allocation de vieillesse, p. 4028 (Document n° 6746).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseau tendant au relèvement du plafond pour l'obtention de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, p. 4028 (Document n° 6788).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux tendant à porter l'allocation spéciale aux vieux à 90.000 F par an, p. 4029 (Document n° 6799).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bignon tendant à permettre aux caisses artisanales d'allocation vieillesse d'accorder des remises de majoration de retard, p. 4810 (Document n° 7066).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bellencourt tendant à compléter l'article 22 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, p. 5105 (Document n° 7161).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet tendant à financer un fonds national d'allocation de vieillesse artisanale, p. 5311 (Document n° 7213).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Tinguy tendant à instituer l'exonération à la base pour les cotisations d'allocations vieillesse des non-salariés, p. 5598 (Document n° 7304).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. R. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux avocats français ayant exercé devant les tribunaux consulaires de France en Egypte et devant les tribunaux mixtes en Syrie et au Liban, le bénéfice des lois n° 49-50 du 12 janvier 1948 et n° 48-101 du 17 janvier 1948, p. 3017 (Document n° 6286).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dronne tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude et à déposer d'urgence un projet de loi modifiant la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, p. 3104 (Document n° 6331).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hettier de Boisland tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude et à déposer d'urgence un projet de loi modifiant la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, p. 3759 (Document n° 6576).

Voir également à la rubrique précédente (agriculture).

ASSURANCE MALADIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à apporter divers aménagements à la législation de la sécurité sociale en faveur des jeunes travailleurs, p. 968 (Document n° 5483).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrand tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation de la sécurité sociale au profit des titulaires d'une pension ou d'une rente vieillesse, p. 1045 (Document n° 5524).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant: 1° à attribuer sans limitation de durée les prestations en nature maladie aux vieux travailleurs titulaires d'une pension ou d'une rente de la sécurité sociale; 2° à exonérer ceux-ci de la participation prévue à l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, p. 3039 (Document n° 6312).

ASSURANCE VIEILLESSE

Assemblée nationale. — Discussion des propositions de loi: 1° de M. Siefert tendant à compléter l'article 127 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres; 2° de M. Gérnez tendant à ouvrir un nouveau et dernier délai pour le rachat des cotisations prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 visant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres; 3° de M. Jean Cayeux tendant à la réouverture d'un nouveau délai pour le rachat des cotisations de sécurité sociale au profit des auteurs et compositeurs; 4° de M. Etienne Fajon tendant à donner aux conjoints survivants des agents des cadres la possibilité d'effectuer, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, les versements rétroactifs d'assurance vieillesse au lieu et place de *de cujus*; 5° de M. Duquesne prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres; 6° de M. Médecin tendant à ouvrir un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurances sociales prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 adaptant les législations de sécurité sociale à la situation des cadres (nos 617, 1059, 1302, 1330, 2127, 2173, 2659, 3588, 4745, 5200) et adoption d'une proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi ouvrant un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurance vieillesse par les cadres ou leurs conjoints survivants*, p. 1064 (rectificatif, p. 1133).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 780 (Document n° 115). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 1070 (Document n° 265). — Discussion, p. 1131; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1136.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3337 (Document n° 6167). — Dépôt du rapport par M. Viatte, p. 4345 (Document n° 6870). — Discussion, p. 5852 et adoption de la proposition de loi, p. 5853 (*Loi n° 53-1236 du 14 décembre 1953*, J. O. du 15 décembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à fixer exceptionnellement pour 1952 à 40.000 francs le minimum de salaire annuel retenu pour le calcul de la retraite vieillesse des salariés de l'industrie des conserves de poissons, en raison du chômage important qui affecte cette industrie, p. 1845 (Document n° 5840).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Galicier tendant à ouvrir le droit à pension aux veuves et aux orphelins des assurés sociaux, p. 3039 (Document n° 6310).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'assurer la coordination des régimes de retraite des cadres salariés des administrations, services et entreprises diverses avec les autres régimes relatifs aux cadres, p. 6017 (Document n° 7376).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mabrut tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la retraite des cadres, instituée par le décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951, aux vérificateurs de l'office national interprofessionnel des céréales (au même titre que les chefs de sections départementales dudit office), p. 1563 (Document n° 5734).

— Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer les décrets prévus par l'article 13 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, relative à l'assurance-vieillesse des personnes non salariées, en vue d'exonérer les assujettis des cotisations en cas d'insuffisance de revenu ou lorsque l'activité exercée est insuffisante pour leur fournir des ressources nécessaires à leur existence, p. 4677 (Document n° 7032).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Philippe d'Argenlieu tendant à modifier la loi n° 51-374 du 27 mars 1951, relative au régime de l'assurance vieillesse en vue de permettre aux vieux travailleurs d'opter pour le régime de retraite le plus avantageux, p. 2125 (Document n° 605) (rectificatif, p. 2209).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6374 (Document n° 7408).

ASSURANCE VOLONTAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur la proposition de loi de M. André Mercier (Oise) tendant à étendre le bénéfice de l'assurance volontaire pour les risques prestations maladies et prestations longue maladie aux veuves non salariées des affiliés aux caisses de sécurité sociale (n° 4404), p. 1564 (Document n° 5741).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à donner un statut légal à l'assurance volontaire au régime général de la sécurité sociale, p. 968 (Document n° 5482).

CADRES

Voir aux rubriques: *Assurances sociales (agriculture, assurances vieillesse)*.

CAISSES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier l'article 69 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 relatif à l'exercice des fonctions d'administrateur de caisses de sécurité sociale, p. 5007 (Document n° 7144).

COTISATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à exonérer des cotisations de sécurité sociale les invalides obligés d'avoir à leur service une tierce personne, p. 3017 (Document n° 6297).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à abroger certaines dispositions prises en application de l'article 18 de la loi de finances du 14 avril 1952 sur le calcul des cotisations de sécurité sociale au titre des gratifications de fin d'année allouées aux salariés, p. 1845 (Document n° 5846).

Voir également à la rubrique: *assurances sociales (allocation vieillesse)*.

ÉTUDIANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boscardy-Monsservin tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 50-916 du 9 août 1950 étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants atteints d'une affection de longue maladie, p. 241 (Document n° 5356).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'application la plus large de la loi relative à la sécurité sociale des étudiants, p. 1628 (Document n° 5757).

FRAIS MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Linet tendant à modifier les articles 10 et 13 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 afin de garantir aux assurés sociaux le remboursement de leurs frais médicaux dans toute la mesure prévue par ladite ordonnance, p. 3039 (Document n° 6313).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant au remboursement par la sécurité sociale des actes de vaccination pratiqués en dehors des périodes de vaccination obligatoire par les médecins praticiens, p. 5598 (Document n° 7305).

IMMATRICULATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cogniot tendant à réaliser l'immatriculation à la sécurité sociale des agents généraux d'assurance travaillant habituellement et exclusivement pour une compagnie, et dont le mode de rétribution est la commission, p. 3868 (Document n° 6629).

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mancey tendant à augmenter de 25 p. 100 les retraites servies par la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines et à accorder la reversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs (66,33 p. 100 au lieu de 50 p. 100), p. 4730 (Document n° 7043). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 5312 (Document n° 7218).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, p. 5458 (Document n° 7261). — Dépôt du rapport par M. Sion, p. 5729 (Document n° 7344).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mancey tendant à augmenter de 15 p. 100 les retraites servies par la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, p. 546 (Document n° 5381).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Casanova tendant à affilier les mineurs en argile et en terres alumineuses du bassin de Provins (Seine-et-Marne) à la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines (décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946), p. 969 (Document n° 5498).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à accorder une avance du Trésor: 1° pour couvrir le déficit actuel de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines; 2° pour majorer de 25 p. 100 les prestations servies par la caisse à compter du 2 septembre 1953, p. 5230 (Document n° 7184).

ORGANISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Albert Gazier sur la proposition de résolution de M. Pierrebourg tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour que la sécurité sociale ait une activité strictement limitée à sa fonction et en particulier à faire en sorte de supprimer ses empiètements dans le domaine économique (n° 1337), p. 2937 (Document n° 6262).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à modifier l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur la sécurité sociale, p. 5963 (Document n° 7369).

PENSIONS D'INVALIDITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à apporter divers compléments à la législation relative aux pensions d'invalidité de la sécurité sociale, p. 968 (Document n° 5480).

RÉGIME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur les propositions de loi: 1° de M. Robert Coutant tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés sociaux des professions non agricoles; 2° de Mme Francine Lefebvre tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles; 3° de Mme Estachy tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifié par la loi n° 49-1651 du 31 décembre 1949 fixant le régime des assurances sociales aux assurés des professions non agricoles (n° 4532, 4631, 4906), p. 1564 (Document n° 5739).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ségelle portant réforme du régime général de la sécurité sociale, p. 2937 (Document n° 6266).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Jeanette Vermeersch tendant à améliorer le régime des prestations journalières fixé à l'article 22, chapitre II du titre II, de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, p. 3717 (Document n° 6563).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Bénouville tendant à compléter l'article 1er de la loi n° 49-1651 du 31 décembre 1949 modifiant les articles 37, 38 et 72 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, p. 4436 (Document n° 6919).

SUBVENTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant au versement d'une subvention de 10 milliards au régime général de la sécurité sociale, p. 4357 (Document n° 6899).

VIEUX TRAVAILLEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la majoration de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 7283 (Document n° 7559). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Meck sur: 1° le projet de loi tendant à la majoration de l'allocation aux vieux travailleurs salariés; 2° la proposition de loi de M. Meck tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les pensions de la sécurité sociale (n° 7559, 3597, 4391), p. 7284 (Document n° 7560). — Discussion, p. 7149, 7154; seconde délibération, p. 7168; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi majorant l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les allocations de vieillesse et l'allocation spéciale et modifiant certaines dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale*, p. 7169.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2617 (Document n° 715).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à accorder le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, aux veuves de guerre et à toutes personnes qui ont prêté assistance, en tant que tierce personne, conformément à l'article 10 de la loi du 31 mars 1919, aux grands invalides de guerre du vivant de ces derniers, p. 4247 (Document n° 6852). — Dépôt du rapport par M. Patinaud, p. 5312 (Document n° 7225).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à assurer aux vieux travailleurs retraités, comptant au moins quarante ans de présence dans le même établissement, des ressources correspondant au montant du salaire minimum interprofessionnel garanti, p. 39 (Document n° 5265).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Roca tendant à attribuer l'allocation aux vieux travailleurs, aux femmes ayant élevé cinq enfants jusqu'à l'âge de seize ans, p. 1403 (Document n° 5691).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 3 de l'ordonnance du 2 février 1945 et le premier alinéa de l'article 78 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 et à permettre le paiement mensuel des allocations aux vieux travailleurs salariés, pensions et rentes, p. 1496 (Document n° 5711).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Legaret tendant à augmenter la retraite des vieux travailleurs et à en assurer la jouissance à titre définitif et à leur appliquer l'échelle mobile, p. 1999 (Document n° 5906).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pradeau tendant à simplifier les formalités pour l'obtention de l'allocation aux vieux travailleurs par les titulaires de la médaille d'honneur du travail, p. 3866 (Document n° 6635).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés, l'allocation de vieillesse pour les personnes non salariées et l'allocation spéciale des économiquement faibles, p. 4028 (Document n° 6777).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant : 1° à porter l'allocation des vieux travailleurs salariés au taux unique de 120.000 francs par an ; 2° de majorer dans les mêmes proportions les pensions servies par la sécurité sociale, p. 4029 (Document n° 6796).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à augmenter immédiatement de 15 p. 100 le taux de la retraite des vieux travailleurs et de l'allocation temporaire aux vieux, p. 4013 (Document n° 6347). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 4315 (Document n° 6881).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paquet tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des versements de la sécurité sociale certains vieillards de plus de soixante-dix ans, p. 6903 (Document n° 7494).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Barlonneche tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi augmentant la retraite des vieux travailleurs salariés, la retraite agricole, la retraite des commerçants et les diverses allocations aux économiquement faibles, p. 2261 (Document n° 672).

Voir également à la rubrique : *Assurances sociales (allocation vieillesse, assurance maladie, assurance vieillesse).*

Assurance sur la vie. — V. *Interpellations n° 143.*

Attachés industriels et techniques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Hugues tendant à inviter le Gouvernement à créer à l'étranger des attachés industriels et techniques, p. 2874 (Document n° 6254).

Attractions foraines. — V. *Impôts (contributions indirectes).*

Auteurs et compositeurs. — V. *Assurances sociales (assurance vieillesse).*

Automobiles. — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).* — *Impôts (chiffre d'affaires).* — *Interpellations n° 47, 58.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 1.* — *Transports et voies de communications.*

Autorail. — V. *Transports et voies de communication (chemin de fer d'intérêt général).*

Autoroutes. — V. *Transports (routes, chemins et ponts).*

Auxiliaires de l'Etat. — V. *Fonctionnaires.* — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).* — *Postes, télégraphes et téléphones (personnel).*

Aveugles. — V. *Allocations familiales (régime des prestations).* — *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables.* — *Interpellations n° 141.* — *Loterie nationale.* — *Pensions et retraites (anciens combattants et victimes de guerre).*

Aviation. — V. *Aéronautique.* — *Transports (transports aériens).*

Avocats. — V. *Assurances sociales (allocation vieillesse).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Prolot sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi n° 2525 du 26 juin 1941 » réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau et de l'acte dit « loi n° 2691 du 26 juin 1941 » instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (n° 2433, 5017), p. 3513 (Document n° 6321). — Adoption de la proposition de loi, p. 3822.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1510 (Document n° 410). — Demande de prolongation du délai constitutionnel pour déposer le rapport, p. 1908.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 5597 (Document n° 7282). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5869.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2025; adoption d'une proposition de résolution demandant un nouveau délai pour donner son avis sur la proposition de loi, p. 2352.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 6995 (Document n° 7523).

Conseil de la République. — Dépôt du rapport par M. Beauvais, p. 2424 (Document n° 687). — Discussion, p. 2436, et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2437.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7285 (Document n° 7548).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux avocats français ayant exercé devant les tribunaux consulaires de France en Egypte le bénéfice des lois n° 48-50 du 12 janvier 1948 et n° 48-101 du 17 janvier 1948, p. 546 (Document n° 5376).

Avoués. — V. *Officiers publics et ministériels.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 65.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Maurice Grimaud sur la proposition de loi de M. Maurice Grimaud tendant à compléter dans certains tribunaux le nombre des avoués nécessaires à la représentation des parties ayant des intérêts distincts (n° 1701, 4542), p. 969 (Document n° 5488).

B

Baccalauréat. — V. *Questions orales (Conseil de la République), n° 96.*

Ballay (Noël). — V. *France d'outre-mer (Afrique occidentale française).*

Banques. — V. *Code du travail (régime et durée).* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 50 (Conseil de la République), n° 25.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Gazier tendant à inviter le Gouvernement à imposer aux banques nationalisées la publication dans leur rapport annuel de renseignements détaillés sur leur exploitation, p. 3949 (Document n° 6668).

Banque de France. — V. *Economies et finances (redressement).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 164 (Document n° 5328). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 166 (Document n° 5344). — Discussion, p. 141; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 146.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 148 (Document n° 25). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 163; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 169.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 162 (Loi n° 53-21 du 23 janvier 1953, J. O. du 23 janvier 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 2295 (Document n° 5982). — Lecture du rapport par M. Dorey et discussion, p. 2244; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2262.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 911 (Document n° 205). — Lecture du rapport par M. Berthoin et discussion, p. 911; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 917.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2286 (Loi n° 53-233 du 25 mars 1953, J. O. du 25 mars 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 2893 (Document n° 6255). — Lecture du rapport par M. Charles Barangé et discussion, p. 2893; adoption du projet de loi, p. 2895.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1063 (Document n° 277). — Rapporteur M. Jean Berthoin et discussion, p. 1082; adoption, au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 1083.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2895 (Loi n° 53-521 du 29 mai 1953, J. O. du 30 mai 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 3038 (Document n° 6306). — Rapporteur M. Henry Dorey et discussion, p. 3034; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3037.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1088 (Document n° 283). — Lecture du rapport par M. Alex Roubert, p. 1088 et discussion, p. 1089; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable au projet de loi, p. 1092 (rectificatif, p. 1109).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3039 (Document n° 6309). — Rapporteur M. Henry Dorey et discussion, p. 3037; rejet, au scrutin, de l'avis défavorable du Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 3038 (Loi n° 53-570 du 16 juin 1953, J. O. du 17 juin 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France, p. 3123 (Document n° 6343). — Rapporteur M. Henry Dorey et discussion, p. 3118 et adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 3122.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1104 (Document n° 287). — Rapporteur M. Jean Berthoin et discussion, p. 1105; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1107.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3123 (Loi n° 53-583 du 23 juin 1953, J. O. du 24 juin 1953).

Baraquements provisoires. — V. *Loyers (locaux d'habitation).*

Barrages. — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles.* — *Électricité et gaz (travaux).*

Bases aéronautiques. — V. *Aéronautique.*

Bassin des Indes. — V. *Exportations et importations.*

Batellerie. — V. *Enseignement primaire.*

Bâtiment. — V. *Sociétés de crédit différé.*

Baux commerciaux. — V. *Loyers.*

Baux à ferme, baux ruraux. — V. *Loyers.*

Bayse (La). — V. *Canaux, cours d'eau et rivières.*

Belgique. — V. *Côtes d'Europe.*

Bénéfices agricoles. — V. *Impôts (revenus)*. — *Interpellation* n° 81. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 129.

Bénéfices Industriels et commerciaux. — V. *Impôts (revenu prélevé exceptionnel)*. — *Interpellations* nos 59, 68, 70, 78. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 55, 56, 57, 58, 59, 60.

Bermudes (Conférence des). — V. *Interpellations* nos 136, 240. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 193.

Bétail. — V. *Agriculture*.

Betteraves. — V. *Sucres, betteraves à sucre*.

Beurre. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 13.

Bibliothèques. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 24. — *Transports (chemins de fer d'intérêt général)*.

Bien de famille insaisissable.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Rabouin, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi du 12 juillet 1909 sur la constitution du bien de famille insaisissable. (N° 644, année 1952), p. 804 (Document n° 127). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 818.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1562 (*Loi n° 53-183 du 12 mars 1953, J. O. du 13 mars 1953*).

Biens fonciers. — V. *Agriculture (exploitations agricoles)*.

Biens français à l'étranger. — V. *Conventions internationales*. — *Interpellation* n° 211.

Biens mobiliers. — V. *Dommages de guerre*.

Biens ruraux. — V. *Loyers (baux ruraux)*.

Biens sinistrés. — V. *Impôts (enregistrement)*.

Bières et boissons gazeuses.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kauffmann tendant à réglementer la culture et le marché du houblon en France, p. 3038 (Document n° 6302).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénauld tendant à protéger les boissons françaises soumises au contrôle de la régie et du service de la répression des fraudes contre les produits similaires d'origine étrangère, p. 4315 (Document n° 6882).

Bir-Hakim. — V. *Algérie (cimetière)*.

Blé, céréales, farine et pain. — V. *Agriculture*. — *Conventions internationales (agriculture)*. — *Interpellations* n° 31. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 3, 167.

Blessés et mutilés de guerre. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre*. — *Emploi obligatoire des mutilés*. — *Emplois réservés*. — *Pensions et retraites*. — *Transports et voies de communication*.

Bois et forêts. — V. *Interpellations* nos 6, 15, 54. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 108.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Deliaune sur la proposition de résolution de M. Serafini tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un plan de développement économique intéressant toutes les communes du département de la Corse et comportant le reboisement intensif, la soumission au régime forestier des forêts, maquis et friches indivis entre de nombreux copropriétaires par expropriation et indemnisation, et l'organisation de l'enseignement agricole et technique. (n° 1821), p. 4315 (Document n° 6873). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5665.

— Dépôt d'un rapport de M. Briot sur la proposition de loi de M. Liautey, portant abrogation de l'acte dit loi du 13 août 1940, relatif à l'organisation de la production forestière (n° 2875), p. 6367 (Document n° 7473).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lamarque-Cando tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le sort des gemmeurs par des modifications à la structure de l'union corporative des résineux et par l'octroi d'avances destinées à rétribuer les gemmeurs et les sylviculteurs, p. 2295 (Document n° 5988).

Boissons. — V. *Bières et boissons gazeuses*. — *Impôts (contributions indirectes)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 172.

Bons de caisse. — V. *Valeurs mobilières*.

Bouilleurs de cru. — V. *Impôts (contributions indirectes)*.

Boulangerie. — V. *Code du travail (salaires)*.

Bourses d'enseignement. — V. *Enseignement*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 37, 45.

Bréguet (Usines). — V. *Transports (transports aériens)*.

Brevets d'invention. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* nos 98, 101.

Bruit (Lutte contre le). — V. *Code de la route*.

Budget. — V. *Economies et finances (redressement)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 5367 (Document n° 7249).

Budgets de 1939 à 1944.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur le projet de loi portant règlement définitif des budgets des exercices 1939, 1940, 1941, 1942, 1943 et 1944 (n° 3865), p. 4030 (Document n° 6785). — Adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 4367.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4632 (Document n° 458). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1767 (Document n° 505). — Discussion, p. 1879; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1883.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5518 (*Loi n° 53-1188 du 2 décembre 1953, J. O. du 4 décembre 1953*).

Budget de 1945.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1945 (n° 3866), p. 4030 (Document n° 6786). — Adoption du projet de loi, p. 4372.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4616 (Document n° 450). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1767 (Document n° 506). — Discussion, p. 1883; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1884.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5518 (*Loi n° 53-1189 du 2 décembre 1953, J. O. du 4 décembre 1953*).

Budget de 1946.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1946 (n° 3864), p. 4030 (Document n° 6784). — Adoption du projet de loi, p. 4365.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4616 (Document n° 451). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1767 (Document n° 507). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1884.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5513 (*Loi n° 53-1190 du 2 décembre 1953, J. O. du 4 décembre 1953*).

Budget de 1947.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1947, p. 5519 (Document n° 7277).

Budget de 1949.

Assemblée nationale. — Refrait d'un projet de loi collectif de régularisation, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949 (n° 1790), p. 2516.

Budgets de 1950 à 1952.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi collectif de régularisation sur les exercices 1950, 1951 et 1952, p. 2517 (Document n° 6085).

— Dépôt d'un projet de loi collectif de régularisation portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1951 et 1952, p. 3791 (Document n° 6598) (*rectificatif* séance du 14 janvier 1954).

Budget de 1952. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 63.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi collectif d'ordonnement sur l'exercice 1952, p. 606 (Document n° 5463). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 885 (Document n° 5452). — Discussion, p. 857; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 874 (*rectificatif* p. 911).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 562 (Document n° 85). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin (Document n° 89) et discussion, p. 615; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 655 (*rectificatif* p. 729).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1016 (Document n° 5511). — Rapporteur, M. Henri Dorey, et adoption du projet de loi, avec modifications, p. 1020 (*Loi n° 53-76 du 6 février 1953, J. O. du 7 février 1953*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères, par M. Félix Gouin, sur les projets de loi: I. Portant: 1° ratification de décrets; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1952; II. Portant ouverture de crédits sur l'exercice 1952 en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie; III. Portant ouverture de crédits sur l'exercice 1952 (exposition européenne de la productivité) (nos 5036, 4153, 4961, 5187), p. 970 (Document n° 5478). — Discussion, p. 914, 923; adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant: 1° ratification de décrets; 2° Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1952* », p. 930.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 608 (Document n° 91). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin, p. 645 et discussion, p. 655; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 661.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1009 (*Loi n° 53-78 du 6 février 1953, J. O. du 7 février 1953*).

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi portant ouverture de crédits (affaires économiques) et réévaluation de recettes au titre de l'exercice 1952 (nos 4157, 5186), p. 612. — Retrait, p. 2648.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à annuler le décret n° 35-132 du 20 février 1953 bloquant une somme de 150 millions sur le budget des anciens combattants, p. 1496 (Document n° 5710).

Budget de 1953.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport général de M. Jean Berthoin sur les projets de loi portant fixation du budget de l'exercice 1953, p. 28 (Document n° 8).

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pineau sur le projet de loi portant affectation de crédits (n° 4187), p. 166 (Document n° 5342). — Discussion et adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant affectation de crédits au budget de la défense nationale (section air)* », p. 235.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 180 (Document n° 31). — Dépôt du rapport par MM. Pierre Boudet, p. 317 (Document n° 70). — Discussion, p. 359; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 360.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 883 (Loi n° 53-66 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (défense nationale) (nos 4781, 5209, 5026, 5227): intervention des rapporteurs, p. 321, 312; suite de la discussion générale, p. 351, 361, 377. — *Section commune et articles de loi*: rapporteur M. Pineau; discussion, p. 379, 448. — *Section air*: rapporteur M. Guy La Chambre; discussion, p. 393, 401, 418. — *Section Guerre*: rapporteur M. Pierre Ferri; discussion, p. 418, 449. — *Section marine*: rapporteur M. Dorey; discussion, p. 436. — *Essences et poudres*: rapporteur M. François Bénard; discussion, p. 413. — *Articles de loi*: discussion, p. 444, 449. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 417 (Document n° 5373). — Deuxième délibération de l'ensemble du projet de loi, p. 449; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 452 (rectificatif, p. 788).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 204 (Document n° 40). — Dépôt du rapport par M. Boudet, p. 204 (Document n° 46). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Maroselli, p. 253 (Document n° 55). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Boudet, p. 319 (Document n° 72). — Discussion, p. 320. — Suite de la discussion, p. 356, 360; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 399 (rectificatif, p. 728, 773).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 5418) et dépôt du rapport par MM. Pineau, Bénard, Guy La Chambre, Pierre Ferri, Dorey, p. 835 (Document n° 5457). — Discussion, p. 878, adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 883 (Loi n° 53-72 du 6 février 1953, J. O. du 7 février 1953).

Assemblée nationale. — Suite de la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Etats associés et France d'outre-mer) (Dispositions relatives aux Etats associés) (nos 4783, 5027), p. 146. — *Section commune et France d'outre-mer*, p. 236; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 241 (rectificatif, p. 787, 888).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 180 (Document n° 29). — Dépôt du rapport par M. Bouschi, p. 204 (Document n° 39). — Discussion, p. 245; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 225.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 606 (Loi n° 53-73 du 6 février 1953, J. O. du 7 février 1953).

Assemblée nationale. — Sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (application de l'article 71 de la loi du 21 mars 1917). — Nomination de membres par diverses commissions, p. 895, 1568, 3952.

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (art. 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1917). Désignation de membres par diverses commissions, p. 28, 781.

INVESTISSEMENTS, RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Suite de la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Équipement des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparation des dommages de guerre) (nos 4785, 5072, 5098, 5112, 5213), p. 189, 200. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative (Document n° 5361) et suite de la discussion, p. 222. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 242 (Document n° 5350). — Adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 227 (rectificatif, p. 167, 452).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 180 (Document n° 32). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 204 (Document n° 44). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Longchambon, p. 253 (Document n° 47). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques, par M. Rochereau, p. 317 (Document n° 69). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Driant (Document n° 74); dépôt d'un avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Razac (Document n° 75), p. 399. — Discussion, p. 412, 436, 444. — Suite de la discussion, p. 468, 491; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 562 (rectificatif, p. 720).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 970 (Document n° 5172). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 969 (Document n° 5476). — Discussion, p. 930, 950. — Suite de la discussion, p. 1006; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1009 (Loi n° 53-80 du 7 février 1953, J. O. du 8 février 1953).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — *Dépenses d'investissement des services civils. — Ouverture de crédits de paiement et des autorisations de programme.*

Assemblée nationale (art. 1^{er}). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952 (rectificatif, p. 167).

Conseil de la République. — Discussion, p. 449; adoption, p. 471 (rectificatif, p. 729).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 930; adoption, p. 932.

Art. 2. — *Bénéfice des subventions accordées aux collectivités pour les travaux d'équipement. — Maintien.*

Assemblée nationale (art. 1^{er} bis). — Adopté dans la deuxième séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 471 (rectificatif, p. 729).

Assemblée nationale. — Discussion, p. 932; adoption, p. 933.

Art. 3. — *Subvention de l'Etat aux collectivités faisant appel à l'emprunt. — Modification à l'article 2 de la loi n° 49-482 du 8 avril 1949.*

Conseil de la République (art. 1^{er} ter, nouveau). — Discussion, p. 471; adoption, p. 473.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 933.

Art. 4. — *Dépenses affectées aux investissements exécutés avec le concours de l'Etat. — Ouverture de crédits.*

Assemblée nationale (art. 2). — Discuté dans la deuxième séance du 21 décembre 1952; suite de la discussion, p. 201; adoption, p. 202; seconde délibération et adoption, p. 225.

Conseil de la République. — Discussion, p. 525, 541; adoption, p. 512.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 933; adoption, p. 935.

Art. 5. — *Dépenses affectées à la réparation des dommages de guerre. — Ouverture de crédits.*

Assemblée nationale (art. 3). — Réservé dans la troisième séance du 20 décembre 1952; suite de la discussion, p. 202; adoption, p. 208; seconde délibération et adoption, p. 225.

Conseil de la République. — Discussion, p. 543; adoption, p. 544.

Art. 6. — *Reconstruction et indemnisation des dommages de guerre. — Plan de financement établi à la date du 31 mars 1953.*

Assemblée nationale (art. 3 bis). — Adopté dans la deuxième séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 544.

Art. 7. — *Dommages de guerre. — Etablissement avant le 31 décembre 1953, du titre de créance.*

Assemblée nationale (art. 3 ter). — Adopté dans la deuxième séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 544.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 935.

Art. 8. — *Ordre de priorité d'indemnisation des dommages de guerre et de reconstruction. — Fixation par catégorie. — Projet de loi avant le 1^{er} juillet 1953.*

Assemblée nationale (art. 3 quater). — Adopté dans la deuxième séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 544.

Art. 9. — *Autorisations de prêts sur les ressources du fonds de modernisation et d'équipement.*

Assemblée nationale (art. 4). — Adopté dans la deuxième séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 515; adoption, p. 525.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 935.

Art. 10. — *Dépenses de travaux neufs des entreprises nationales. — Autorisation de paiement.*

Assemblée nationale (art. 5). — Adopté dans la troisième séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 525.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 935.

Art. 11. — *Plan de modernisation et d'équipement de l'agriculture et de l'industrie de l'azote. — Crédit d'engagement. — Financement.*

Assemblée nationale (art. 6). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 527.

Art. 12. — *Opérations du régime II. L. M. et de crédit immobilier. — Crédit d'engagement global.*

Assemblée nationale (art. 7). — Article réservé dans la deuxième séance du 21 décembre 1952; suite de la discussion, p. 208; adoption, p. 211 (rectificatif, p. 452).

Conseil de la République. — Discussion, p. 535, adoption, p. 539, 540.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 935; adoption, p. 939.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 7 février 1953 (investissements, reconstruction et équipement), promulguée au *Journal officiel* du 8 février 1953, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus *in extenso*.

Les dispositions précédées d'un astérisque n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées ne figurent pas dans la loi de finances.

- Art. 13. — Construction de groupes d'immeubles à usage d'habitations ou d'intérêt public, ainsi que des bâtiments publics sur les terrains de l'ancienne zone de la ville de Paris.
Conseil de la République (art. 7 bis, nouveau). — Discussion, p. 540; adoption, au scrutin, p. 541.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 950; adoption, p. 953.
- Art. 14. — Dépenses mise à la charge de la caisse autonome de la reconstruction. — Autorisations de programme et de paiement.
Assemblée nationale (art. 8). — Article réservé dans la deuxième séance du 21 décembre 1952; suite de la discussion, p. 211, 222; adoption, p. 224; seconde délibération, p. 225; adoption, p. 226 (rectificatif, p. 452).
Conseil de la République. — Discussion, p. 542; adoption, p. 543.
- Art. 15. — Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche et de la flotte rhénane. — Remise en état des navires affrétés. — Autorisations de programme.
Assemblée nationale (art. 9). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 543.
- Art. 16. — Aide à la construction navale.
Assemblée nationale (art. 10). — Adopté dans la deuxième séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 473.
- Art. 17. — Autorisations de programme accordées au ministre de l'éducation nationale. — Montant.
Assemblée nationale (art. 11 bis). — Adopté dans la deuxième séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Discussion, p. 473; adoption, p. 480.
Assemblée nationale. — Discussion et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 961.
- Art. 18. — Constructions scolaires. — Subventions allouées aux collectivités locales et rémunération des architectes. — Calcul sur le montant des travaux.
Assemblée nationale (art. 11 ter). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Discussion, p. 490; adoption, p. 481.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 961; adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 963.
- Art. 19. — Construction et réparation des bâtiments scolaires. — Affectation.
Assemblée nationale (art. 11 quater). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Discussion, p. 481; rejet, au scrutin de la suppression de l'article, p. 486; suite de la discussion, p. 491; adoption, p. 497.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 963; adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 967.
- Art. 20. — Equipement des établissements d'apprentissage agricole reconnus par l'Etat. — Modalités d'attribution des subventions.
Assemblée nationale (art. 12). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 483.
- Art. 21. — Manufacture de Sèvres. — Dépenses de rééquipement.
Assemblée nationale (art. 13). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952 (rectificatif, p. 167).
Conseil de la République. — Adoption, p. 483.
- Art. 22. — Banque de réescompte de la Sarre. — Augmentation du fonds de dotation.
Assemblée nationale (art. 14). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 463.
- Art. 23. — Dépenses d'études, de recherches et d'investissement techniques. — Participation de l'aviation civile.
Assemblée nationale (art. 15). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 483.
- Art. 24. — Subventions attribuées en capital à des travaux communaux d'alimentation en eau potable. — Moitié de la part du prélèvement revenant au Trésor, rattaché au budget de l'agriculture.
Assemblée nationale (art. 15 bis). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 483.
- * Etablissements hospitaliers de Marseille. — Réorganisation, modernisation et extension.
Conseil de la République (art. 15 bis A nouveau). — Discussion, p. 483; rejet, au scrutin, p. 485.
- Art. 25. — Emprunts émis pour l'équipement. — Garantie de l'Etat.
Assemblée nationale (art. 16). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Discussion, p. 527; adoption, p. 528.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 1006.
- Art. 26. — Participation de l'Etat en annuités au service de certains emprunts émis pour l'équipement.
Assemblée nationale (art. 17). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 528.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 1006.
- Art. 27. — Financement d'installations industrielles. — Emprunts contractés en 1953. — Participations en annuités.
Assemblée nationale (art. 17 bis). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 528.
- Art. 28. — Avances de la caisse centrale de la France d'outre-mer aux territoires d'outre-mer et aux départements d'outre-mer. — Relèvement du plafond.
Assemblée nationale (art. 19). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 528.
- Art. 29. — Chemins de fer de la Méditerranée au Niger. — Autorisation d'emprunts. — Montant maximum.
Assemblée nationale (art. 19). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 528.
- Art. 30. — Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien. — Modernisation du réseau. — Autorisation d'emprunts.
Assemblée nationale (art. 20). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 528.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 1006.
- Art. 31. — Compagnie des câbles sud-américains. — Remise en état du réseau. — Autorisation d'emprunts.
Assemblée nationale (art. 21). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 528.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 1006.
- Art. 32. — Aéroports de Paris. — Extension et modernisation. — Autorisation d'emprunts. — Montant maximum.
Assemblée nationale (art. 22). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 528.
- Art. 33. — Relèvement du montant maximum des emprunts de l'Alliance française.
Assemblée nationale (art. 23). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 528.
- Art. 34. — Emprunts émis par l'U.N.E.S.C.O. — Garantie de l'Etat. — Montant maximum.
Assemblée nationale (art. 24). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 544.
- Art. 35. — Dispositions relatives aux ressources de la caisse nationale de crédit agricole et des caisses de crédit agricole mutuel.
Assemblée nationale (art. 25). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 485.
- Art. 36 et 37. — Crédit mutuel et coopération agricoles. — Modification du décret portant application du décret du 29 avril 1940 dans les départements d'outre-mer.
Assemblée nationale (art. 25 bis, 25 ter). — Adoptés dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption de l'article 25 bis et discussion de l'article 25 ter, p. 485, 497; adoption, p. 493.
Assemblée nationale. — Adoption de l'article 25 ter, dans le texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 1006.
- Art. 38. — Prêts du crédit agricole. — Départements d'outre-mer. — Rapatriés et militaires des forces françaises libres.
Assemblée nationale (art. 25 quater). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.
Conseil de la République. — Discussion et suppression, p. 498.
Assemblée nationale. — Reprise et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 1007.
- Art. 39. — Habitat rural. — Abrogation de la loi du 15 mai 1941. — Modification au décret du 29 avril 1940.
Assemblée nationale (art. 26). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 498.
- Art. 40. — Crédit mutuel et coopération agricoles. — Prêts aux communes pour travaux d'équipement rural. — Montant.
Conseil de la République (art. 26 bis nouveau). — Discussion, p. 498; adoption, p. 499.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 1007.
- Art. 41. — Codification des textes régissant le crédit agricole.
Assemblée nationale (art. 27). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 499.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 1007.
- Art. 42. — Crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947. — Modification à l'article 82 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946.
Assemblée nationale (art. 27 bis). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Adoption, p. 499.
- * Affectation des ressources provenant des caisses d'épargne. — Création d'une commission auprès de la caisse des dépôts et consignations.
Assemblée nationale (art. 27 ter). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.
Conseil de la République. — Discussion, p. 501; adoption, au scrutin, de la suppression de l'article, p. 507.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 1007; suppression, p. 1009.
- * Demandes de prêts des collectivités auprès des caisses d'épargne. — Composition du comité départemental chargé de donner un avis.
Conseil de la République (art. 27 ter bis nouveau). — Discussion, p. 507; adoption, p. 508.
Assemblée nationale. — Rejet de l'article, p. 1009.

Art. 43. — Placement des excédents des caisses d'épargne dans les départements d'outre-mer. — Cumul.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 27 ter A). — Adoption, p. 508.

Art. 44. — Artisanat. — Prêts individuels. — Modification de l'article 10 de la loi du 21 mars 1941.

Assemblée nationale (art. 27 quater). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 529.

Art. 45. — Caisse nationale des marchés de l'Etat. — Modification de l'article 8 de la loi du 19 août 1936.

Assemblée nationale (art. 27 quinquies). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 529; adoption, p. 530.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1009.

Art. 46. — Gaz de France. — Collectivités lui ayant concédé des distributions de gaz. — Abrogation de l'article 16 de la loi n° 52-14 du 5 janvier 1952.

Assemblée nationale (art. 27 sexies). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 530.

Art. 47. — Majoration des crédits, des autorisations de paiement et des autorisations de programme afférents aux dépenses mises à la charge de la caisse autonome de la reconstruction.

Assemblée nationale (art. 28). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952 (rectificatif p. 167).

Conseil de la République. — Adoption, p. 545.

Art. 48 et 49. — Caisse autonome de la reconstruction. — Autorisation d'émission. — Prorogation en 1953. — Paiement d'indemnités de reconstitution au moyen de titres.

Assemblée nationale (art. 29 et 30). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 545.

Art. 50. — Paiement en titres des indemnités de dommages de guerre. — Modification de l'article 31 de la loi du 16 juin 1948.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 30 bis). — Adoption, p. 545.

*Dommages de guerre. — Indemnisation de mobilier perdu. — Priorité aux vieillards âgés de soixante-dix ans et aux économiquement faibles.

Conseil de la République (art. 31 bis). — Discussion, p. 545; adoption, p. 546.

Assemblée nationale. — Discussion et rejet de l'article, p. 953.

Art. 51. — Indemnités de dépossession aux spoliés. — Paiement en 1953. — Montant maximum.

Assemblée nationale (art. 31). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 545.

Art. 52. — Indemnités dues aux commerçants, industriels et artisans. — Répart de leurs baux. — Paiement en 1953. — Maximum. — Assemblée nationale (art. 32). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 546.

Art. 53. — Paiement d'indemnité d'éviction. — Autorisation d'émission de titres.

Assemblée nationale (art. 33). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 547.

Art. 54. — Abrogation de l'article 4 bis de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952 (rectificatif, p. 167).

Conseil de la République (art. 33 bis nouveau). — Adoption, p. 547.

Art. 55. — Dommages de guerre. — Modification de l'article 36 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946.

Assemblée nationale (art. 34). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 547; suppression de l'article, p. 548.

Assemblée nationale. — Reprise du texte voté en première lecture par l'Assemblée et adoption, p. 953.

Art. 56. — Dommages de guerre. — Modification de l'article 66 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946.

Assemblée nationale (art. 35). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952 (rectificatif, p. 167).

Conseil de la République. — Adoption, p. 548.

*Dommages de guerre. — Abrogation du paragraphe 5 de l'article 10 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946.

Assemblée nationale (art. 36). — Disjoint dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Reprise; discussion et suppression, p. 549.

*Immeubles appartenant à un étranger. — Acquisition par les départements et les communes. — Modification de l'article 10 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946.

Conseil de la République (art. 36 bis nouveau). — Adoption, p. 549.

Assemblée nationale. — Discussion et suppression de l'article, p. 953.

Art. 57. — Terrains privés supportant des constructions édifiées par les services allemands de la reconstruction.

Assemblée nationale (art. 37). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 549.

Art. 58 et 59. — Construction d'immeubles d'habitation par les groupements de reconstruction.

Assemblée nationale (art. 38 et 39). — Adoptés dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 549.

Art. 60 et 61. — Contrôle de la gestion des groupements de reconstruction. — Modification des articles 12 et 14 de la loi du 16 juin 1948.

Assemblée nationale (art. 40 et 41). — Adoptés dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 549.

Art. 62. — Associations syndicales de reconstruction. — Fonctionnement. — Modification des articles 10 et 24 de la loi n° 48-973 du 16 juin 1948.

Assemblée nationale (art. 41 bis). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 549; adoption, p. 550.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 954; adoption, p. 954.

Art. 63. — Emprunts émis ou contractés par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés de crédit immobilier. — Bonifications d'intérêt.

Assemblée nationale (art. 42). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 550; adoption, p. 551.

Art. 64. — Sociétés d'assurances de toute nature. — Prêts aux organismes d'habitations. — Utilisation des fonds constitutifs de leurs réserves techniques. — Autorisation.

Assemblée nationale (art. 42 bis). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 551; adoption d'un amendement qui devient l'article 42 bis, p. 558.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 954.

Art. 65. — Office ou société d'habitations à loyer modéré. — Subvention annuelle. — Montant maximum.

Assemblée nationale (art. 43). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 552.

Art. 66. — Accession à la petite propriété des travailleurs et des personnes peu fortunées. — Acquisition de terrains pour les lotir et les revendre par les départements et les communes. — Abrogation des deux premiers alinéas de l'article 7 de la loi du 31 octobre 1919.

Conseil de la République (43 bis, nouveau). — Adoption, p. 552.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 954.

Art. 67. — Habitations à loyer modéré et crédit immobilier. — Contrôle de la gestion des conseils d'administration et des administrateurs des sociétés.

Assemblée nationale (art. 44). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952 (rectificatif, p. 167).

Conseil de la République. — Adoption, p. 552.

Art. 68. — Offices et sociétés d'habitations à loyer modéré. — Aliénation du patrimoine immobilier.

Assemblée nationale (art. 45). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952 (rectificatif, p. 167).

Conseil de la République. — Discussion, p. 552; adoption, p. 553.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 954.

Art. 69. — Logements destinés aux fonctionnaires et agents de l'Etat, civils et militaires. — Modification de l'article 13 de la loi n° 51-650 du 24 mai 1951.

Assemblée nationale (art. 46). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 553; adoption, p. 554.

Art. 70. — Primes à la construction. — Montant total.

Assemblée nationale (art. 47). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 554.

Art. 71. — Constructions répondant aux normes des H. L. M. — Priorité dans l'attribution des primes annuelles.

Assemblée nationale (art. 47 bis A). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 554.

Art. 72. — Organismes d'H. L. M. et de crédit immobilier. — Acceptation d'effets émis par le sous-comptoir des entrepreneurs. — Modification de l'art. 14 de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952 (rectificatif, p. 167).

Conseil de la République (art. 47 B bis nouveau). — Adoption, p. 554.

Art. 73. — Organismes d'H. L. M. et de crédit immobilier. — Dépôts sur les livrets des caisses d'épargne sans limitation de somme. — Autorisation.

Assemblée nationale (art. 47 ter). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 554, 558. — Adoption, p. 559.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 954; adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 953.

Art. 74. — Contrats d'assurances temporaires sur la vie. — Législation sur les H. L. M. — Exonération de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances.

Assemblée nationale (art. 47 quater). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 555.

Art. 75. — Assurances sur la vie. — H. L. M. — Suppression de la redécance prévue par l'art. 5 de l'ordonnance n° 45-2683 du 2 novembre 1945.

Assemblée nationale (art. 47 quinquies). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 556.

Art. 76. — Programme d'habitations à loyers modérés. — Construction et garantie communale.

Conseil de la République (art. 47 septies nouveau). — Adoption, p. 556.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 955.

Art. 77. — Application de la législation sur les habitations à loyer modéré. — Modification à l'art. 24 de la loi du 24 mai 1951.

Assemblée nationale (art. 47 septies nouveau). — Adoption, p. 556.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 955.

Art. 78. — Prime à la construction. — Substitution de la caisse centrale de la France d'outre-mer au Crédit foncier de France pour consentir des prêts dans les départements d'outre-mer.

Assemblée nationale (art. 48). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 556.

* Maisons ou terrains ayant fait l'objet d'opérations dans le cadre de l'art. 14 de la loi du 21 juillet 1953. — Non-application du droit de préemption.

Conseil de la République (art. 48 bis nouveau). — Adoption, p. 556.

Assemblée nationale. — Discussion et suppression de l'article, p. 955.

* Programmes de construction des offices publics et sociétés d'habitations à loyer modéré. — Financement au moyen d'avances de l'Etat. — Réserve à la location simple. — Autorisation exceptionnelle.

Conseil de la République (art. 48 ter, nouveau). — Adoption, p. 556.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 955; suppression de l'article, p. 956.

* Extension du prélèvement sur les loyers aux locaux commerciaux. — Sanctions en cas de non-paiement du prélèvement.

Assemblée nationale (art. 49). — Disjoint dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Art. 79. — Travaux effectués pour le compte de l'Etat. — Honoraires des architectes.

Assemblée nationale (art. 52). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 557; adoption d'un amendement qui devient l'art. 52, p. 558.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 956; adoption, p. 960.

Art. 80. — Sociétés ayant pour objet la construction, l'acquisition ou la gestion d'ensembles immobiliers. — Extension des dispositions de la loi du 28 juin 1933.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 3^e séance du 20 décembre 1952 (rectificatif, p. 167).

Conseil de la République (art. 53). — Adoption, p. 559.

Art. 81. — Prélèvement sur les loyers. — Extension aux locaux créés avec le concours du fonds d'amélioration de l'habitat, ainsi qu'aux locaux à usage commercial ou artisanal. — Prélèvement supporté par le propriétaire et le locataire.

Assemblée nationale (art. additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 54). — Discussion, p. 559; adoption, p. 560.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 960.

Art. 82. — Privilège du créancier s'exerçant sur les titres grevés. — Exception du privilège accordé aux salariés.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 55). — Discussion, p. 560; adoption d'un amendement qui devient l'art. 55, p. 561.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 960.

Art. 83. — Habitations à loyer modéré. — Coopératives d'habitations constituées dans les départements d'outre-mer. — Prêts.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 56). — Adoption, p. 561.

* Indemnité de dommages de guerre. — Déduction des sommes versées à un sinistré en réparation partielle d'un dommage.

Conseil de la République (art. 57, nouveau). — Discussion et adoption, p. 561.

Assemblée nationale. — Discussion et suppression de l'article, p. 961.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par MM. Dagain (P. L. T.) et Boisdé (caisse nationale d'épargne), sur le projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1953 (postes, télégraphes et téléphones, caisse nationale d'épargne) (n° 4963), p. 166 (Document n° 5345). — Discussion, p. 227; adoption du projet de loi, p. 235.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 160 (Document n° 30). — Dépôt du rapport par M. Coudé du Foresto, p. 233 (Document n° 57). — Discussion, p. 404; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 412.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 5445) et dépôt du rapport par M. Dagain (Document n° 5463), p. 685. — Discussion, p. 874; adoption du projet de loi avec modifications, p. 876 (Loi n° 53-74 du 6 février 1953, J. O. du 7 février 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lenormand, tendant: 1° à abroger les décrets n° 53-400 du 11 mai, n° 53-413 du 13 mai et n° 53-839 du 17 septembre 1953 bloquant et annulant une somme globale de 3.900 millions sur les crédits affectés à la caisse autonome de la reconstruction; 2° à abroger le décret n° 53-429 du 12 mai 1953 supprimant des autorisations de programmes et des crédits de paiement, p. 4029 (Document n° 6798).

SERVICES CIVILS

AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lacoste sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères. — II. — Service des affaires allemandes et autrichiennes) (n° 4252, 5198), p. 606 (Document n° 5392). — Adoption du projet de loi, p. 778 (Loi n° 53-43 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et affaires économiques. — III. — Affaires économiques (n° 5134, 5208), p. 767; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 768 (Loi n° 53-48 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Corniglion-Molinier sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères. — I. — Services des affaires étrangères) (n° 4251, 5197), p. 606 (Document n° 5391). — Discussion, p. 776; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 778 (Loi n° 53-42 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (agriculture) (n° 4792, 5174), p. 774; adoption, au scrutin, du projet de loi avec modifications, p. 776 (Loi n° 53-34 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Darou, sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (anciens combattants et victimes de la guerre) (n° 4255, 4320, 4559, 5212), p. 212 (Document n° 5351). — Discussion, p. 254, 270; seconde délibération, p. 298 et adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 301 (rectificatif, p. 453).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 160 (Document n° 33). — Dépôt du rapport par M. Chaplain, p. 204 (Document n° 43). — Discussion, p. 233; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 252 (rectificatif, p. 669).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 673 (Document n° 5430). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 885 (Document n° 5455). — Discussion, p. 815; adoption du projet de loi avec modifications, p. 816 (Loi n° 53-58 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné, tendant à réserver exclusivement aux anciens combattants et victimes de guerre l'intégralité des crédits votés pour eux et inscrits dans leur budget pour l'année 1953, p. 2729 (Document n° 6187).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné, tendant à abroger le décret n° 53-400 du 11 mai 1953 portant interdiction d'utiliser certains crédits ouverts sur l'exercice 1953 pour les anciens combattants et victimes de guerre et à interdire toute diminution de crédits du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, p. 2810 (Document n° 6207).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné, tendant à inviter le Gouvernement à utiliser, en totalité les crédits votés pour l'exercice 1953 pour les anciens combattants et victimes de guerre et à répartir les sommes non encore dépensées entre les divers chapitres du budget des ministères intéressés en vue d'améliorer immédiatement la situation des anciens combattants et victimes de guerre, p. 4558 (Document n° 6985). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 5312 (Document n° 7223).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Benouville, tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour les anciens combattants et victimes de la guerre, p. 3565 (Document n° 6532).

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

Conseil de la République. — Adoption d'une motion demandant à l'Assemblée nationale de prolonger de huit jours le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (aviation civile et commerciale), p. 11.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 82 (Document n° 5290). — Adoption de la proposition de résolution, p. 126.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale et discussion, p. 110, 118; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 163.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 212 (Document n° 5352). — Dépôt du rapport par M. Guy La Chambre, p. 607 (Document n° 5396). — Discussion, p. 789; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 781 (Loi n° 53-51 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE

Assemblée nationale. — Adoption, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (caisse nationale d'épargne) (n° 1993-5173), p. 771 (Loi n° 53-63 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (éducation nationale) (n° 5035-5189), p. 703; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 714 (Loi n° 53-49 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à repousser toute économie sur le budget de l'éducation nationale, aussi longtemps que ne sera pas abrogée la loi Barangé, p. 2651 (Document n° 6111).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Cogniot tendant à annuler les blocages, réductions et annulations de crédits de l'éducation nationale, de l'enseignement technique, de la jeunesse et des sports, des beaux-arts et des lettres et tendant à interdire toute mesure de cet ordre pour 1953, p. 2829 (Document n° 6215).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marzin tendant: 1° à abroger les dispositions prises en 1953 afin de réduire les crédits de l'éducation nationale et à interdire toute nouvelle réduction de ces crédits; 2° à abroger les dispositions prises en 1953 ayant pour effet de retarder la construction de locaux scolaires et universitaires; 3° à abroger le décret n° 53-818 du 5 septembre 1953 relatif au « ramassage » des écoliers, p. 4023 (Document n° 6791).

ÉTATS ASSOCIÉS

Assemblée nationale. — Suite de la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Etats associés), (n° 4608), p. 151; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 161.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 180 (Document n° 23). — Dépôt du rapport par M. Saller (Document n° 34); dépôt d'un avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Motais de Narbonne, p. 196 (Document n° 35). — Discussion, p. 204; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 215.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 607 (Document n° 5102). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 885 (Document n° 5458). — Discussion, p. 816; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 817 (Loi n° 53-40 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

FINANCES

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Finances et affaires économiques. — I. Charges communes, n° 5165, 5207), p. 760; adoption du projet de loi avec modifications, p. 764 (Loi n° 53-46 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (finances et affaires économiques. — II. Services financiers) (n° 4935, 5188), p. 764; adoption du projet avec modifications, p. 767 (Loi n° 53-47 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953: France d'outre-mer (n° 4865 rectifié, 5169), adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 760 (rectificatif, p. 888) (Loi n° 53-55 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

IMPRIMERIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Adoption, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Imprimerie nationale) (n° 4972, 5105), p. 768 (Loi n° 53-64 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

INDUSTRIE ET COMMERCE

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (industrie et commerce) (n° 4729, 5176), p. 745; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modification, p. 747 (Loi n° 53-53 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

INTÉRIEUR

Conseil de la République. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Intérieur) (n° 637 et 662, année 1952), p. 272; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 317 (rectificatif, p. 669).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 885 (Document n° 5445). — Dépôt du rapport par M. Leenhardt, p. 885 (Document n° 5456). — Discussion, p. 817; adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 825 (Loi n° 53-45 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

JUSTICE

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953: Justice (n° 4727, 5190), p. 695; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 696 (Loi n° 53-41 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

LÉGION D'HONNEUR

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Légion d'honneur et ordre de la Libération) (n° 4974, 5107), p. 768; adoption du projet de loi avec modifications, p. 769 (Loi n° 53-62 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travaux publics, transports et tourisme. — III. — Marine marchande) (n° 4929, 5172), p. 696; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 701 (Loi n° 53-52 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

MONNAIES ET MÉDAILLES

Assemblée nationale. — Adoption, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (monnaies et médailles) (n° 4973, 5106), p. 769 (Loi n° 53-65 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (postes, télégraphes et téléphones) (n° 4997, 5175), p. 769; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 770 (Loi n° 53-60 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

PRÉSIDENTICE DU CONSEIL

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (présidence du conseil) (n° 4856, 5101), p. 773; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 774 (Loi n° 53-39 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1953 (n° 4786, 5120), p. 643, 645. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 677 (Document n° 5409). — Suite de la discussion, p. 660 et adoption du projet de loi, p. 676 (rectificatif, p. 888).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 273 (Document n° 59). — Dépôt du rapport par M. Martial Brousse, p. 465 (Documents n° 76). — Discussion, p. 661; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 667.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1016 (Document n° 5510). — Lecture du rapport par M. Jean Raffarin et discussion, p. 1020; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1021 (Loi n° 53-77 du 7 février 1953, J. O. du 7 février 1953).

RADIODIFFUSION. — TÉLÉVISION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean-Paul Palewski, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (radiodiffusion, télévision française) (nos 4276, 5064), p. 606 (Document n° 5395). — Discussion, p. 778; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 779 (Loi n° 53-61 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

RECONSTRUCTION ET URBANISME

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (reconstruction et urbanisme) (nos 5085 rectifié, 5108), p. 771; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 773 (Loi n° 53-57 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à abroger le décret n° 53-443 du 18 mai 1953 portant interdiction d'utiliser des crédits ouverts sur l'exercice 1953 au titre des réparations des dommages de guerre et à interdire toute diminution de crédits du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et le décret n° 53-429 du 12 mai 1953, p. 2829 (Document n° 6216).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Lenormand tendant à l'abrogation du décret n° 53-839 du 17 septembre 1953 portant annulation de crédits au titre du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 4029 (Document n° 6797).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Santé publique et population) (nos 4841, 5171), p. 736; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 745 (Loi n° 53-59 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mora tendant à abroger les dispositions — au titre de la santé publique et de la population — du décret n° 53-839 du 17 septembre 1953 portant annulation de crédits sur l'exercice 1953, p. 4029 (Document n° 6795).

SERVICE FRANÇAIS EN SARRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Masset sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères. — III. — Service français en Sarre), (nos 4253, 5199), p. 606 (Document n° 5393). — Adoption du projet de loi, avec modifications, p. 778 (Loi n° 53-44 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (travail et sécurité sociale) (nos 4777-5168), p. 736; adoption, au scrutin, du projet de loi avec modifications, p. 758 (Loi n° 53-56 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (travaux publics, transports et tourisme. — I. Travaux publics, transports et tourisme) (nos 4757-5170), p. 701; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 703 (Loi n° 53-50 du 3 février 1953, J. O. du 4 février 1953).

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi relatif au développement des crédits affectés à la protection civile pour l'exercice 1953 (n° 5185), p. 1998.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, p. 2517 (Document n° 6084).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une quatrième lettre rectificative au projet de loi de finances pour l'exercice 1953, p. 96 (Document n° 5318). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 357 (Document n° 5370). — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 452 (Document n° 5371). — Suite de la discussion des articles, p. 477, 509, 501, 596, 598; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 605 (rectificatif, p. 97, 607, 788, 888, 1078, 1132).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 232 (Document n° 48). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 352 (Document n° 73). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Maroselli, p. 578 (Document n° 86). — Discussion générale, p. 578. — Discussion des articles, p. 593, 609, 631; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 645 (rectificatif, p. 763).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1046 (Document n° 5512). — Lecture du rapport par M. Henri Dorey et discussion, p. 1032; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1043 (Loi n° 53-79 du 7 février 1953, J. O. du 8 février 1953).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — Dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1953.

Assemblée nationale (art. 1^{er}). — Adopté dans la deuxième séance du 9 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 593; adoption, p. 595, 596.

Art. 2. — Services civils. — Dépenses de fonctionnement.

Assemblée nationale (art. 2). — Discussion, p. 482; adoption, p. 486, **Conseil de la République.** — Discussion, p. 596; adoption, p. 597.

Art. 3. — Services civils. — Dépenses d'investissement.

Assemblée nationale (art. 3). — Discussion, p. 487; adoption, p. 488, **Conseil de la République.** — Discussion, p. 597; adoption, p. 598.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1032.

Art. 4. — Services militaires. — Dépenses de fonctionnement et d'équipement (défense nationale, Etats associés et France d'outre-mer).

Assemblée nationale (art. 4). — Adoption, p. 488 (rectificatif, p. 788).

Conseil de la République. — Adoption, p. 598.

* Créations d'emplois pour la mise en œuvre des opérations intéressant la protection civile. — Suppression d'un nombre équivalent de postes dans l'ensemble des administrations de l'Etat dans la courant de l'année 1953.

Assemblée nationale (art. 4 bis A). — Adoption, p. 491.

Conseil de la République. — Suppression, p. 599.

Assemblée nationale. — Suppression, p. 1033.

Art. 5. — Protection civile à la charge des départements civils. — Ouverture de crédits. — Création d'emplois. — Autorisation.

Assemblée nationale (art. 4 bis). — Discussion, p. 489; adoption au scrutin, p. 490.

Conseil de la République. — Discussion, p. 598; adoption, p. 599.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1033.

Art. 6. — Dépenses de préparation des mesures de protection. — Fixation des crédits. — Crédits débloqués dans la limite de ressources nouvelles.

Assemblée nationale (art. 4 ter). — Adoption, p. 491.

Conseil de la République. — Adoption, p. 599.

Art. 7. — Comptes spéciaux du Trésor. — Découverts autorisés.

Assemblée nationale (art. 5). — Adoption, p. 491.

Conseil de la République. — Adoption, p. 599.

Art. 8. — Dépenses des services civils et militaires. — Blocage de crédits.

Assemblée nationale (art. 6). — Discussion, p. 509; adoption, p. 522.

Conseil de la République. — Discussion, p. 599; rejet au scrutin, p. 608; discussion d'un nouveau texte présenté par la commission des finances, p. 609; adoption, p. 611.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 1033; adoption avec modifications, p. 1034.

Art. 9. — Interdiction de mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.

Assemblée nationale (art. 7). — Adoption, p. 591.

Conseil de la République. — Adoption, p. 612.

Art. 10. — Autorisation de percevoir les impôts existants et interdiction de percevoir des impôts non autorisés.

Assemblée nationale (art. 8). — Discussion, p. 591; adoption, p. 592 (rectificatif, p. 788).

Conseil de la République. — Discussion, p. 617; adoption, p. 618.

Art. 11. — Evaluation des voies et moyens.

Assemblée nationale (art. 9). — Discussion, p. 603; adoption, p. 604 (rectificatif, p. 388).

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 618.

* Dispositions portant réforme de la fiscalité de l'Etat, des collectivités locales et de divers organismes publics.

Assemblée nationale (art. 10 à 26). — Disjoints par lettre rectificative (2^e séance du 9 décembre 1952).

* Exonération des aliments du bétail.

Assemblée nationale (art. 27). — Disjoint par le Gouvernement, repris sous forme d'amendement et renvoyé à la commission dans la 2^e séance du 9 décembre, p. 1952.

* Taxe unique sur les cidres. — Produits pétroliers, taxe intérieure de consommation.

Assemblée nationale (art. 28, 29 et 29 bis). — Disjoints par lettre rectificative dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances n° 52-79 du 7 février 1953, promulguée au Journal officiel du 8 février 1953, ceux entre parenthèses représentent la numérotation primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso. Les dispositions précédées d'un astérisque n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées ne figurent pas dans la loi de finances.

- **Prélèvement effectué au profit du fonds d'investissement roulier.** — Fixation pour l'année 1953. — *Assemblée nationale* (art. 29 ter). — Adopté dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Suppression, p. 618. — *Assemblée nationale*. — Suppression, p. 1031.
- **Revenu des propriétés bâties et non bâties.** — Base d'imposition. — *Assemblée nationale* (art. 30). — Rejeté dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952.
- **Revenus fonciers.** — Propriétés louées ou affermées et propriétés dont le propriétaire se réserve la jouissance. — Détermination du revenu imposable. — *Assemblée nationale* (art. 31 et 32). — Disjoint dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952.
- Art. 12. — **Revenus des propriétés bâties et non bâties.** — Révision quinquennale des évaluations cadastrales. — Suppression de l'exonération de loyer. — *Assemblée nationale* (art. 33). — Adopté dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Adoption, p. 618.
- **Revenus des propriétés bâties.** — Point de départ des révisions quinquennales. — Régime transitoire. — *Assemblée nationale* (art. 34). — Disjoint dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952.
- **Revenus des propriétés non bâties.** — Point de départ des révisions quinquennales. — Régime transitoire. — *Assemblée nationale* (art. 35). — Disjoint dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952.
- **Fixation du bénéfice imposable en fonction du chiffre d'affaires.** — *Assemblée nationale* (art. 36 et 37). — Supprimés par lettre rectificative dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952.
- Art. 13. — **Impôts.** — Artisans. Concours autorisés. — *Assemblée nationale* (art. 38). — Adopté dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Discussion et adoption, p. 618. — *Assemblée nationale*. — Adoption, p. 1035.
- Art. 14. — **Impôts.** — Allocations forfaitaires de frais de représentation et de déplacement. — *Assemblée nationale* (art. 39). — Adopté dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Discussion, p. 618; adoption, p. 619. — *Assemblée nationale*. — Rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 1035.
- Art. 15. — **Impôts sur les sociétés.** — Bénéfices industriels et commerciaux. — Affectation des voitures de tourisme, avantages en nature, frais professionnels. — Déclaration. — *Assemblée nationale* (art. 40). — Adopté dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Adoption, p. 619.
- Art. 16. — **Infraction aux dispositions de l'article 40.** — Sanction: amendes fiscales et peines correctionnelles. — *Assemblée nationale* (art. 41). — Adopté dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Adoption, p. 619.
- **Bénéfices des exploitants agricoles.** — Détermination du bénéfice forfaitaire. — Ajustement du revenu cadastral dans l'intervalle des révisions foncières. — Dénonciation du forfait. — *Assemblée nationale* (art. 42, 43 et 44). — Supprimés par lettre rectificative dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952.
- Art. 17. — **Revenus des capitaux mobiliers.** — Sommes versées par les associés dans la caisse sociale en sus de leur part du capital. — *Assemblée nationale* (art. 45). — Adopté dans la 1^{re} séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Discussion, p. 619; adoption, p. 621. — *Assemblée nationale*. — Adoption, p. 1035.
- Art. 18. — **Régime fiscal des rémunérations des administrateurs de sociétés anonymes.** — *Assemblée nationale* (art. 46). — Adopté dans les 1^{re} et 2^e séances du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Discussion et adoption, p. 621. — *Assemblée nationale*. — Discussion, p. 1035; adoption, p. 1036 (rectificatif, p. 1078).
- **Professions non commerciales et revenus assimilés.** — Procédure d'évaluation du bénéfice imposable: suppression de l'intervention de préconciliation. — *Assemblée nationale* (art. 47). — Supprimé par lettre rectificative dans la 2^e séance du 11 décembre 1952.
- **Bénéfices des professions non commerciales.** — Livre journal. — *Assemblée nationale* (art. 48). — Disjoint par lettre rectificative dans la 2^e séance du 11 décembre 1952.
- Art. 19. — **Bénéfices provenant de la production littéraire, scientifique ou artistique.** — *Assemblée nationale* (art. 49). — Adopté dans la 2^e séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Adoption, p. 621.
- Art. 20. — **Entreprises de presse.** — Renouvellement du matériel. — Provisions constituées. — Admission en déduction pour l'établissement de l'impôt sur le revenu. — *Conseil de la République* (art. 49 bis nouveau). — Discussion, p. 621; adoption, p. 622. — *Assemblée nationale*. — Discussion, p. 1036; adoption, au scrutin, p. 1037 (rectificatif, p. 1078).
- **Surtaxe progressive.** — Mode de détermination du revenu net global. — *Assemblée nationale* (art. 50). — Supprimé par lettre rectificative dans la 2^e séance du 11 décembre 1952.
- Art. 21. — **Traitements et salaires.** — Evaluation forfaitaire des frais professionnels. — Régime applicable aux allocations spéciales pour frais de représentation, de mission ou de déplacement. — *Assemblée nationale* (art. 51). — Adopté dans la 2^e séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Adoption, p. 622.
- Art. 22. — **Revenu imposable d'après certains éléments cumulés du train de vie.** — Evaluation forfaitaire minimum. — *Assemblée nationale* (art. 52). — Adopté dans la 2^e séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Adoption, p. 622. — *Assemblée nationale*. — Adoption avec modifications, p. 1037.
- Art. 23. — **Personnes changeant fréquemment de lieu de séjour ou logeant dans des locaux meublés ou d'emprunt.** — Règles spéciales d'imposition et de recouvrement. — *Assemblée nationale* (art. 53). — Adopté dans la 2^e séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Adoption, p. 622.
- **Impôt sur le revenu.** — Calcul de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive. — *Assemblée nationale* (art. 54 et 55). — Supprimés par lettre rectificative dans la 2^e séance du 11 décembre 1952.
- **Régime fiscal des sociétés coopératives agricoles.** — *Assemblée nationale* (art. 56). — Disjoint par lettre rectificative dans la 2^e séance du 11 décembre 1952.
- **Versement forfaitaire sur les salaires et les cotisations sociales.** — Unification des règles de contrôle et de perception. — *Assemblée nationale* (art. 57). — Supprimé par lettre rectificative dans la 2^e séance du 11 décembre 1952.
- **Impôts directs.** — Modalités de recouvrement. — Mesures d'accélération de la procédure. — *Assemblée nationale* (art. 58, 59 et 60). — Disjoints par lettre rectificative dans la 2^e séance du 11 décembre 1952.
- Art. 24. — **Impôt sur le revenu des personnes physiques.** — Unification des règles de procédure. — *Assemblée nationale* (art. 61). — Adopté dans la 2^e séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Adoption, p. 622.
- **Droits de mutation à titre gratuit en ligne collatérale et entre personnes non parentes.** — Aménagement des tarifs. — *Assemblée nationale* (art. 62). — Disjoint par lettre rectificative dans la 2^e séance du 11 décembre 1952.
- Art. 25. — **Valeur imposable des immeubles et des fonds de commerce.** — Droits de mutation. — *Assemblée nationale* (art. 63). — Adopté dans la 2^e séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Discussion, p. 622; adoption, p. 623. — *Assemblée nationale*. — Adoption avec modifications, p. 1037.
- Art. 26. — **Acquisition d'appartements.** — Paiement fractionné des droits de mutation. — *Assemblée nationale* (art. 64). — Adopté dans la 2^e séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Suppression, p. 623. — *Assemblée nationale*. — Rejet de la suppression proposée par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 1037.
- Art. 27. — **Bulletins et livre de paye.** — Exonération du droit de timbre des quittances. — *Assemblée nationale* (art. 65). — Adopté dans la 2^e séance du 11 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Adoption, p. 623.
- **Alcool.** — Droit de consommation. — *Assemblée nationale* (art. 66). — Disjoint dans la 1^{re} séance du 12 décembre 1952.
- Art. 28. — **Eaux-de-vie livrées à la consommation.** — Fraude fiscale. — Conditionnement en bouteilles obligatoire. — *Assemblée nationale* (art. 67). — Adopté dans la 1^{re} séance du 12 décembre 1952. — *Conseil de la République*. — Discussion et adoption, p. 624. — *Assemblée nationale*. — Rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 1037.
- Art. 29. — **Taxe pour le développement de l'enseignement technique agricole.** — Contribution aux dépenses des laboratoires. — *Conseil de la République* (art. 67 bis nouveau). — Adoption, p. 625. — *Assemblée nationale*. — Adoption, p. 1037 (rectificatif, p. 1078).
- **Assainissement des marchés de la pomme à cidre et du vin.** — Institution d'un compte spécial. — *Assemblée nationale* (art. 68). — Retiré dans la 1^{re} séance du 12 décembre 1952.
- **Impositions perçues au profit des collectivités locales et des divers organismes.** — *Assemblée nationale* (art. 69 à 97). — Disjoints par lettre rectificative dans la 1^{re} séance du 12 décembre 1952.
- **Fusion administrative des services de la direction des impôts.** — *Assemblée nationale* (art. 98). — Supprimé par lettre rectificative dans la 1^{re} séance du 12 décembre 1952.

Art. 30. — *Évaluation et atténuation d'impôts. — Évaluation annuelle.*

Assemblée nationale (art. 99). — Adopté dans la 1^{re} séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 626.

Art. 31. — *Contrats, accords ou conventions engageant les finances de l'État. — Validité sur le plan fiscal.*

Assemblée nationale (art. 100). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 626.

* *Plan comptable. — Mise en application.*

Assemblée nationale (art. 101). — Disjoint par lettre rectificative dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Art. 32. — *Dispositions relatives au recouvrement de l'impôt. — Unification et simplification.*

Assemblée nationale (art. 102). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Suppression, p. 626.

Assemblée nationale. — Rejet de la suppression proposée par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 1038.

* *Mise en œuvre de la réforme fiscale.*

Assemblée nationale (art. 103). — Disjoint par lettre rectificative dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

* *Modification de la législation fiscale.*

Assemblée nationale (art. 103 bis). — Disjoint dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Art. 33. — *Impôt sur les sociétés. — Indemnités pour réparation d'immobilisation et pour reconstitution des stocks.*

Assemblée nationale (art. 104). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 626.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1038.

Art. 34. — *Impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les sociétés. — Entreprises sinistrées. — Règlement en titres de certaines indemnités de dommages de guerre. — Report de l'imposition.*

Assemblée nationale (art. 105). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 626.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1038.

* *Exploitants agricoles. — Déclaration du revenu global.*

Assemblée nationale (art. 106). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion et suppression, p. 627.

Assemblée nationale. — Discussion et suppression, p. 1038.

* *Entreprises effectuant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux. — Provisions pour reconstitution des gisements.*

Assemblée nationale (art. 107). — Disjoint par lettre rectificative dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Art. 35. — *Regroupement d'entreprises. — Dégrevement de droits d'enregistrement.*

Assemblée nationale (art. 108). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 627.

* *Régime institué pour les rhums. — Chiffre du contingent à admettre en exonération de la surtaxe. — Prorogation jusqu'au 31 décembre 1962.*

Assemblée nationale (art. 109). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Suppression, p. 627.

Assemblée nationale. — Suppression, p. 1038.

Art. 36. — *Economiquement faibles. — Dégrevement d'impôts.*

Assemblée nationale (art. 110). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Discussion, p. 627; adoption, p. 628.

Assemblée nationale. — Adoption avec modifications, p. 1039.

* *Agriculture. — Impositions perçues au profit de certains organismes ou établissements publics.*

Assemblée nationale (art. 111). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Suppression, p. 628.

Assemblée nationale. — Suppression, p. 1039.

* *Exonération des droits de mutation par décès, des indemnités d'assurances sur la vie affectées à leur paiement.*

Assemblée nationale (art. 112). — Disjoint par lettre rectificative dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Art. 37. — *Importations. — Valeurs à déclarer.*

Assemblée nationale (art. 113). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 628.

Art. 38. — *Jeux. — Prélèvement opéré par l'État sur le produit brut. — Reversement aux communes sièges d'un casino. — Taux.*

Assemblée nationale (art. 114). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 628.

Art. 39 et 40. — *Céréales. — Régularisation du versement d'une partie de la taxe de statistique au fonds de progrès technique. — Perception de la cotisation de résorption.*

Assemblée nationale (art. 115 et 116). — Adoptés dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption de l'article 115 et suppression de l'article 116.

Assemblée nationale. — Rejet de la suppression de l'article 116 proposée par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 1039.

Art. 41. — *Cotisations professionnelles, taux, exigibilité et mode de recouvrement. — Validation de dispositions législatives.*

Assemblée nationale (art. 117). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 629.

* *Taxes parafiscales dans le domaine industriel et commercial. — Prorogation de validités.*

Assemblée nationale (art. 118). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Suppression, p. 629.

Assemblée nationale. — Suppression, p. 1039.

Art. 42. — *Exploitations salmonicoles. — Définition du bénéfice agricole. — Modification de l'article 63 du code des impôts.*

Conseil de la République (art. 118 (11) nouveau). — Adoption, p. 629.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1039.

* *Biens agricoles des sociétés commerciales. — Taxe spéciale pour les grosses maisons de vins de Champagne. — Création.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Rejeté dans la 1^{re} séance du 21 décembre 1952.

Art. 43. — *Recherches et exploitation des hydrocarbures liquides ou gazeux. — Impôt revenu. — Déduction d'une provision pour reconstitution des gisements.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 A). — Discussion, p. 631; adoption, p. 632.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1039.

Art. 44. — *Impôts sur les sociétés. — Exonération des départements, communes et syndicats des communes.*

Conseil de la République (art. 118 A bis, nouveau). — Adoption, p. 632.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1040.

Art. 45. — *Rentiers voyageurs ayant recours à l'assistance d'une tierce personne. — Exempt de la surtaxe progressive.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 B, nouveau). — Adoption, p. 632.

Art. 46. — *Maisons de jeux. — Barème d'imposition. — Relèvement.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 C, nouveau). — Adoption, p. 632.

Art. 47. — *Entreprises de presse. — Indemnités allouées aux entreprises de presse anciennes par les entreprises nouvelles. — Exonération d'impôts sur les plus-values. — Durée d'application.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 D, nouveau). — Adoption, p. 632.

Art. 48. — *Surtaxe progressive. — Enfants à charge. — Modification de l'article 186 du code général des impôts.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 E, nouveau). — Adoption, p. 632.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1040.

Art. 49. — *Sociétés (formations, prorogations, fusions). — Revenu des capitaux mobiliers.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 F, nouveau). — Adoption, p. 632.

Art. 50. — *Valeurs mobilières. — Sociétés à responsabilité limitée. — Extension de l'article 3 du décret du 30 juin 1952.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 G, nouveau). — Adoption, p. 632.

Art. 51. — *Détaxe des engrais. — Surtaxe de 5 F par kilogramme de viande.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 H, nouveau). — Adoption, p. 632.

* *Produits fabriqués en France à partir d'alcool éthylique. — Dérégulation à la prohibition d'importation. — Taux de la surtaxe. — Modification au paragraphe 3 de l'article 386 du code général des impôts.*

Conseil de la République (art. 118 H ter, nouveau). — Discussion, p. 633; adoption, p. 634.

Assemblée nationale (art. 118 H bis). — Discussion, p. 1040; suppression, p. 1041.

Art. 52. — *Aviculteurs. — Taxes sur le chiffre d'affaires et taxes de transaction.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 I). — Adoption, p. 634.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1041.

Art. 53. — *Construction et entretien des immeubles à usage principal d'habitation. — Allègements fiscaux.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 J, nouveau). — Adoption, p. 634.

Art. 54. — Produits pétroliers d'origine nationale. — Egalité d'imposition avec les produits d'origine étrangère. — Réalisation par décrets.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 K). — Discussion et adoption d'un amendement qui se substitue à l'article 118 additionnel, p. 631. Assemblée nationale. — Adoption, p. 1041.

Art. 55. — Travailleurs à domicile. — Gains considérés comme des salaires. — Non assujettis aux taxes sur le chiffre d'affaires.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 L, nouveau). — Adoption, p. 634.

Art. 56. — Sociétés coopératives artisanales du bâtiment. — Taxes sur le chiffre d'affaires sur leurs rémunérations.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 M, nouveau). — Adoption, p. 634.

Art. 57. — Contrats de rentes et d'assurances sur la vie. — Sous-crits auprès des caisses d'assurances ou de caisses autonomes mutualistes. — Modification aux articles 683 et 684 du code général des impôts.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 N, nouveau). — Adoption, p. 634. Assemblée nationale. — Adoption, p. 1041.

Art. 58. — Exploitation agricole. — Modification à l'art. 710 du code général des impôts. — Exonération de droits. — Bénéfice aux partages des successions ouvertes.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 O, nouveau). — Adoption, p. 635.

Art. 59. — Capitaux contractés par l'entremise des sociétés mutuelles. — Exonération des droits de mutation par décès.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 P, nouveau). — Adoption, p. 635.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1041.

Art. 60. — Terrains à bâtir. — Droits complémentaires et supplémentaires. — Suppression de la solidarité établie entre le vendeur et l'acquéreur.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 Q, nouveau). — Adoption, p. 635.

Art. 61. — Contributions directes et taxes assimilées. — Privilège du Trésor. — Période de deux ans.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 R, nouveau). — Adoption, p. 635.

Art. 62. — Pertes de bétail par suite d'épizootie. — Dégrèvement de la contribution foncière. — Attestation du maire ou certificat établi par le vétérinaire et légalisé.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 S, nouveau). — Discussion, p. 635; adoption, p. 636.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1041.

Art. 63. — Arsenaux de la marine. — Patente et taxe additionnelle au chiffre d'affaires pour toutes activités de reconversion. — Assujettissement.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 T, nouveau). — Adoption, p. 636.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1041.

Art. 64. — Commerces saisonniers. — Durée d'exploitation dépassant 6 mois. — Patente calculée sur la durée réelle.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 U, nouveau). — Adoption, p. 636.

Art. 65. — Ports maritimes autonomes. — Droit de quai. — Fixation des taxes qui le constituent par décret. — Modification à l'art. 270 du code des douanes.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 118 V nouveau). — Discussion, p. 636; adoption, p. 638.

Assemblée nationale. — Rejet du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 1041.

Art. 66. — Taxes départementales et communales. — Perception par le syndicat des communes de la taxe concernant l'électricité. — Modification à l'art. 1^{er} de la loi du 13 août 1926.

Conseil de la République (art. 118 V bis nouveau). — Adoption, p. 638 (rectificatif, p. 763).

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1042.

Art. 67. — Energie hydraulique. — Redevances relatives à l'utilisation. — Fixation.

Conseil de la République (art. 118 V ter nouveau). — Adoption, p. 638 (rectificatif, p. 763).

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1042.

Art. 68. — Chutes d'eau et aménagements des entreprises hydrauliques. — Valeur locative de la force motrice utilisée. — Etablissement de la contribution foncière des propriétés bâties.

Conseil de la République (art. 118 V quater nouveau). — Adoption, p. 639.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1042.

Art. 69. — Aménagements fiscaux. — Dépôt de projets de loi. — Date limite.

Assemblée nationale (art. 118 W). — Discussion, p. 592; adoption, au scrutin, p. 595 (rectificatif, p. 788).

Conseil de la République. — Discussion, p. 612; adoption, p. 614.

Art. 70. — Sécurité sociale. — Lois d'assistance. — Lettres rectificatives aux projets de lois n^{os} 5093 et 5094. — Dispositions non modifiées ou rejetées pourront être prises par décret.

Assemblée nationale (art. 118 X). — Discussion, p. 596; adoption, au scrutin, p. 602 (rectificatif, p. 788).

Conseil de la République. — Discussion, p. 614; adoption, p. 617.

Art. 71. — Renseignements à fournir aux assemblées. — Assemblée nationale (art. 119). — Adoption dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 639.

Art. 72. — Nomenclature des services votés pouvant seuls donner lieu à ouverture de crédits supplémentaires.

Assemblée nationale (art. 120). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 639.

Art. 73. — Dépenses obligatoires susceptibles d'excéder le montant des crédits accordés.

Assemblée nationale (art. 121). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 639.

Art. 74. — Dépenses de fonctionnement pouvant donner lieu à report.

Assemblée nationale (art. 122). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 640.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1042.

Art. 75. — Emplois autorisés. — Créations, suppressions et transformations.

Assemblée nationale (art. 123). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 640.

Art. 76. — Travaux d'équipement rural des ports maritimes ou fluviaux. — Régime de financement. — Prorogation de délai.

Assemblée nationale (art. 124). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 641.

Art. 77 et 78. — Dispositions relatives au Trésor. — Comptes spéciaux. — Gestion de la dette et fonctionnement de la trésorerie.

Assemblée nationale (art. 125 et 126). — Adoptés dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 640.

Art. 79. — Approbation de la convention intervenue avec la caisse d'amortissement.

Assemblée nationale (art. 127). — Adopté dans la 2^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 640.

* Cotisations de sécurité sociale. — Taux. — Date d'application. — Assemblée nationale (art. 128 à 130). — Question de confiance et démission du Gouvernement dans la 3^e séance du 12 décembre 1952.

Art. 80. — Fonds spécial institué par l'art. 42 de la loi du 10 juillet 1952. — Dérégulation au secret professionnel des agents des administrations financières.

Assemblée nationale (art. 131). — Adopté dans la 3^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 641.

Art. 81. — Aliénation des immeubles domaniaux.

Assemblée nationale (art. 132). — Adopté dans la 3^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 641.

Art. 82. — Remise de débits constatés au profit du Trésor public.

Assemblée nationale (art. 133). — Adopté dans la 3^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République. — Adoption, p. 641.

* Amendes fiscales. — Extension du privilège du Trésor. — Assemblée nationale (art. 134). — Retiré dans la 3^e séance du 12 décembre 1952.

Art. 83. — Sécurité sociale. — Prévisions de recettes et de dépenses. — Communication au Parlement par le Gouvernement.

Assemblée nationale (art. 134 bis). — Discussion, p. 602; adoption, p. 603.

Conseil de la République. — Adoption, p. 642.

Art. 84. — Sécurité sociale. — Cotisations. — Plafond. — Modification de l'art. 31 de l'ordonnance du 4 octobre 1945.

Conseil de la République (art. 134 ter nouveau). — Adoption, p. 642.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1042.

* Modification de la législation fiscale. — Projet de loi n^o 4083 soumis à la discussion d'urgence avant le 1^{er} mars 1953. — Promulgation par décret.

Assemblée nationale (art. 135 nouveau). — Rejeté dans la 3^e séance du 12 décembre 1952.

* **Fonctionnaires et employés civils révoqués, relevés de fonction ou mis à la retraite d'office.** — Réintégration. — Modification à l'art. 16 de la loi du 14 septembre 1948.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 6^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 136 nouveau). — Discussion et suppression, p. 642.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 1042; suppression, p. 1043.

Art. 85. — **Fonctionnaires et agents de l'Etat, bénéficiaires des statuts des déportés ou internés de la Résistance.** — Mise à la retraite pour compression d'effectifs. — Réintégration.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 3^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 137). — Discussion, p. 642; adoption, p. 643.

* **Réintégration des personnels temporaires et auxiliaires de l'Etat licenciés en 1952 pour cause autre que l'insuffisance professionnelle.**

Conseil de la République (art. 137 A nouveau). — Adoption, p. 643.

Assemblée nationale. — Suppression, p. 1043.

Art. 86. — **Administrateurs et agents supérieurs de la préfecture de la Seine.** — Avancement de classe et d'échelon. — Attribution par arrêtés.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 3^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 138). — Adoption, p. 644.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 1043.

Art. 87. — **Caisses d'épargne.** — Versement. — Plafond porté à 500.000 francs.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 3^e séance du 12 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 139 nouveau). — Adoption, p. 644.

Art. 88. — **Administrations, services et collectivités publics.** — Garanties de bonne exécution de tous engagements. — Assurance caution.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 4^e séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 140). — Suppression, p. 644.

Assemblée nationale. — Rejet de la suppression proposée par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 1043.

Art. 89. — **Droit en matière de chèques.** — Suppression du deuxième alinéa de l'art. 64 du décret du 30 octobre 1935.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 1^{re} séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 141). — Suppression, p. 644.

Assemblée nationale. — Rejet de la suppression proposée par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 1043.

Art. 90. — **Application intégrale du reclassement effectué en 1950 par la direction de la fonction publique.** — Aménagement de crédits. — Autorisation.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 1^{re} séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 142 nouveau). — Adoption, p. 644.

Art. 91. — **Immeubles domaniaux expropriés depuis le 1^{er} septembre 1939, devenus sans emploi ou désaffectés.** — Rétrocession à leurs anciens propriétaires. — Changement de date.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 1^{re} séance du 21 décembre 1952.

Conseil de la République (art. 143 nouveau). — Adoption, p. 644.

Voir également à la rubrique: *Economies et finances (redressement).*

Budget de 1954

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport général de M. Jean Berthoin sur les projets de loi portant fixation du budget de l'exercice 1954, p. 4876 (Document n° 545).

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1954 (dispositions relatives aux dépenses militaires), p. 6902 (Document n° 7193). — Dépôt du rapport par M. Christian Pineau, p. 6903 (Document n° 7510). — Discussion, p. 6950, 6981; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses en capital des services militaires pour les mois de janvier et février 1954* », p. 6984.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2367 (Document n° 681). — Dépôt du rapport par M. Boudet, p. 2424 (Document n° 689). — Discussion, p. 2432; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2487.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7284 (Document n° 7554). — Lecture du rapport par M. Christian Pineau; discussion et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 7135 (Loi n° 53-1339 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la défense nationale et des forces armées pour l'exercice 1954, p. 5888 (Document n° 7352).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour l'exercice 1954, p. 5886 (Document n° 7353).

SERVICES CIVILS

AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères (II. Services des affaires allemandes et autrichiennes) pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6750). — Dépôt du rapport par M. Maurice Bokanowsky, p. 5598 (Document n° 7289). — Discussion, p. 5885. — Suite de la discussion, p. 5899; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 5904.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2064 (Document n° 587). — Dépôt du rapport par M. Maroger, p. 2437 (Document n° 609). — Discussion, p. 2217; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2220.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6867 (Loi n° 53-1310 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques (III. Affaires économiques) pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6758). — Dépôt du rapport par M. Gozard, p. 4357 (Document n° 6888). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7113). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gilles Gozard, p. 5259 (Document n° 7209). — Discussion, p. 5579; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5595.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1976 (Document n° 572). — Dépôt du rapport par M. Alric, p. 2437 (Document n° 607). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Rochereau, p. 2152 (Document n° 629). — Discussion, p. 2262, 2280; suite de la discussion, p. 2308; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable au projet de loi, p. 2315.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6995 (Document n° 7515). — Lecture du rapport par M. Gilles Gozard et discussion, p. 7040; conclusions du rapport de la commission tendant au rejet de l'avis défavorable émis par le Conseil de la République et, par voie de conséquence, à la reprise intégrale du texte par l'Assemblée nationale; rejet, au scrutin, du projet de loi, la majorité constitutionnelle n'ayant pas été atteinte, p. 7045.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour 1954 (III. — Affaires économiques), p. 7059 (Document n° 7534). — Dépôt du rapport par M. Gilles Gozard, p. 7283 (Document n° 7545). — Discussion, p. 7094; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 7102.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2487 (Document n° 707). — Dépôt du rapport par M. Alric, p. 2561 (Document n° 711). — Discussion, p. 2784; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2791.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7285 (Document n° 7589). — Dépôt du rapport par M. Gilles Gozard, p. 7284 (Document n° 7593). — Discussion, p. 7263; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 7264 (Loi n° 53-1316 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères (I. Services des affaires étrangères) pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6749). — Dépôt du rapport par M. Lacoste, p. 4315 (Document n° 6871). — Discussion, p. 4810; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 4816.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1712 (Document n° 491). — Dépôt du rapport de M. Maroger, p. 1952 (Document n° 567). — Discussion, p. 2026, 2032, 2049; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2054.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6047 (Document n° 7373). — Dépôt du rapport par M. Lacoste, p. 6374 (Document n° 7416). — Discussion, p. 6501; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6503 (Loi n° 53-1309 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6752). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 4315 (Document n° 6865). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4954 (Document n° 7110). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gabelle, p. 5259 (Document n° 7201). — Discussion, p. 5901; rejet, au scrutin, des conclusions de la commission tendant au rejet du projet de loi, p. 5911; suite de la discussion, p. 5919, 5944. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 5962 (Document n° 7372). — Suite de la discussion, p. 5984, 6009, 6032. — Deuxième délibération, p. 6035; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6038 (rectificatif, p. 6904).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2083 (Document n° 592). — Dépôt du rapport par M. de Montalembert, p. 2367 (Document n° 677). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Driant, p. 2384 (Document n° 682). — Discussion, p. 2624, 2660; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2630 (rectificatif, p. 2331) (rectificatif, séance du 12 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7284 (Document n° 7572). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 7284 (Document n° 7578). — Discussion, p. 7222; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7236 (Loi n° 53-1312 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6753). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 4677 (Document n° 7003). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7111). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Marcel Darou, p. 5968 (Document n° 7243). — Discussion, p. 6147. — Dépôt d'une lettre rectificative (Document n° 7386); dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Devemy (Document n° 7387); dépôt d'une lettre rectificative (Document n° 7388), p. 6167. — Suite de la discussion, p. 6170; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6186.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2688 (Document n° 599). — Dépôt du rapport par M. Chapalain, p. 2261 (Document n° 651). — Dépôt d'un avis de la commission des pensions par M. Auberger, p. 2262 (Document n° 666). — Discussion, p. 2341; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2352 (rectificatif, séance du 12 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6995 (Document n° 7321). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 7059 (Document n° 7535). — Discussion, p. 7056 et adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7058 (Loi n° 53-1313 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (II. Aviation civile et commerciale) pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6768). — Dépôt du rapport par M. Guy La Chambre, p. 4315 (Document n° 6782). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7123). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Guy La Chambre, p. 5177 (Document n° 7174). — Discussion, p. 5143, 5153 et adoption du projet de loi, p. 5161.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1776 (Document n° 523). — Dépôt du rapport par M. Walker, p. 2024 (Document n° 583). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication, p. 2137 (Document n° 611). — Discussion, p. 2184; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2208.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6628 (Document n° 7455). — Dépôt du rapport par M. Guy La Chambre, p. 6628 (Document n° 7460). — Discussion, p. 6778; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6782 (Loi n° 53-1323 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones et du budget annexe de la caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1954 (II. Dispositions concernant le budget annexe de la caisse nationale d'épargne.), p. 4027 (Document n° 6773). — Dépôt du rapport par M. Bardoux, p. 5368 (Document n° 7254). — Discussion, p. 6265; adoption du projet de loi, p. 6266.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2125 (Document n° 603). — Dépôt du rapport par M. Marrane, p. 2267 (Document n° 680). — Discussion, p. 2404; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2406 (rectificatif, séance du 12 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7059 (Document n° 7510). — Dépôt du rapport par M. Bardon, p. 7284 (Document n° 7550). — Discussion, p. 7145; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 7146 (Loi n° 53-1334 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

COMMISSARIAT GÉNÉRAL À LA PRODUCTIVITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1954 (IV — Commissariat général à la productivité), p. 5230 (Document n° 7193). — Dépôt du rapport par M. Gilles Gozard, p. 5520 (Document n° 7278). — Discussion, p. 5595; suite de la discussion, p. 5642; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 5649.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1980 (Document n° 573). — Dépôt du rapport par M. Alric, p. 2137 (Document n° 608). — Discussion, p. 2176; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2184.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6535 (Document n° 7443). — Dépôt du rapport par M. Gozard, p. 6628 (Document n° 7461). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gilles Gozard, p. 6749 (Document n° 7464). — Discussion, p. 6650; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6651 (Loi n° 53-1317 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels sur l'exercice 1954 au titre du ministère de l'éducation nationale, p. 6902 (Document n° 7499). — Dépôt du rapport par M. Simonet, p. 6903 (Document n° 7502). — Discussion, p. 6981; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6995.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2384 (Document n° 683). — Dépôt du rapport par M. Auberger, p. 2487 (Document n° 703). — Discussion, p. 2487; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2489.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7282 (Loi n° 53-1337 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'éducation nationale pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6754). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7112). — Dépôt d'un rapport par M. Simonet et Marcel David, p. 5259 (Document n° 7207). — Discussion, p. 5670; adoption, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant au renvoi de la discussion, p. 5685. — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Schmittein, p. 5729 (Document n° 7328). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Simonet, p. 5963 (Document n° 7365). — Suite de la discussion, p. 6266; adoption, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant au renvoi de la discussion, p. 6272. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 6804 (Document n° 7466). — Suite de la discussion, p. 6796 et adoption, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion, p. 6804.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans le prochain budget du ministère de l'éducation nationale un crédit de 400 millions pour participation aux charges d'enseignement médical et de recherches médicales supportées par les établissements hospitaliers de l'assistance publique de Paris, p. 2633 (Document n° 6161). — Dépôt du rapport par M. Jean Cayeux, p. 3337 (Document n° 6159).

ÉTATS ASSOCIÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des États associés (dépenses civiles) pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6755). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 4730 (Document n° 7034). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7119). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 4956 (Document n° 7426). — Discussion, p. 4992; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 4999.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1776 (Document n° 518). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 1976 (Document n° 570). — Discussion, p. 2071, et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2085.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6047 (Document n° 7381). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 6375 (Document n° 7417). — Discussion, p. 6498; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6500. (Loi n° 53-1323 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

FINANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques (Services financiers) pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6757). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5007 (Document n° 7143). — Dépôt du rapport par M. Faggianelli, p. 5105 (Document n° 7163). — Discussion, p. 5165; adoption du projet de loi, p. 5175 (rectificatif, p. 5313).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1776 (Document n° 522). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 2485 (Document n° 594). — Discussion, p. 2222; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2235 (rectificatif, p. 2295).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6867 (Document n° 7476). — Dépôt du rapport par M. Faggianelli, p. 6903 (Document n° 7497). — Discussion, p. 7033; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 7036. (Loi n° 53-1315 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques (Charges communes) pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6756). — Dépôt du rapport par M. Faggianelli, p. 6320 (Document n° 7303). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6334 (Document n° 7446). — Discussion, p. 6306, 6316; adoption du projet de loi, p. 6529 (rectificatif, p. 6004).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2215 (Document n° 638). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 2293 (Document n° 673). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pauly, p. 2487 (Document n° 704). — Discussion, p. 2737; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2754.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7285 (Document n° 7582). — Dépôt du rapport par M. Faggianelli, p. 7284 (Document n° 7592). — Discussion, p. 7243, 7262; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 7263 (rectificatif, séance du 12 janvier 1954) (Loi n° 53-1314 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6759). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 4507 (Document n° 6935). — Discussion, p. 4737; suite de la discussion, p. 4949. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7114). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 4956 (Document n° 7133).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Burlot, p. 5105 (Document n° 7166). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la lettre rectificative, p. 5368 (Document n° 7257). — Discussion, p. 5415; suite de la discussion, p. 5410, et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 5438.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1900 (Document n° 553). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 2165 (Document n° 632). — Discussion, p. 2441, 2454; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2481 (rectificatif, p. 2381).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7284 (Document n° 7553). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 7284 (Document n° 7562). — Discussion, p. 7146; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 7149. (Loi n° 53-1318 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954.)

IMPRIMERIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de l'imprimerie nationale pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6770). — Dépôt du rapport par M. Bardon, p. 4981 (Document n° 7075). — Discussion, p. 5161; adoption du projet de loi, p. 5163.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1776 (Document n° 524). — Dépôt du rapport par M. Litaïse, p. 1976 (Document n° 571). — Discussion, p. 1989; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1990.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5808 (Loi n° 53-1330 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954.)

INDUSTRIE ET COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'industrie et du commerce pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6760). — Dépôt du rapport de M. Jules-Julien, p. 4138 (Document n° 6831). — Discussion, p. 4739, 4760. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7115). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jules-Julien, p. 5508 (Document n° 7283). — Suite de la discussion, p. 6414; seconde délibération, p. 6417, 6428; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6442.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2165 (Document n° 633). — Dépôt du rapport par M. Alric, p. 2367 (Document n° 679). — Dépôt d'un avis par M. Bousch de la commission industrielle, p. 2136 (Document n° 706). — Discussion, p. 2710; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2728.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7285 (Document n° 7581). — Dépôt du rapport par M. Jules-Julien, p. 7284 (Document n° 7584). — Discussion, p. 7210; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7243 (Loi n° 53-1319 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954.)

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6761). — Dépôt du rapport par M. Francis Leenhardt, p. 4507 (Document n° 6934). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7116). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Francis Leenhardt, p. 5259 (Document n° 7208). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Fontupt-Espéranber, p. 5459 (Document n° 7258). — Discussion, p. 6122; suite de la discussion, p. 6282, 6343, 6356, 6378, 6399. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 6147 (Document n° 7422). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Francis Leenhardt, p. 6531 (Document n° 7442). — Suite de la discussion, p. 6467, 6485; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6498.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2215 (Document n° 636). — Dépôt du rapport par M. Jacques Masteau, p. 2262 (Document n° 667). — Discussion, p. 2191, 2529. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jacques Masteau, p. 2551 (Document n° 712). — Suite de la discussion, p. 2532; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2557.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7284 (Document n° 7591). — Discussion, p. 7190; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7206 (rectificatif séance du 12 janvier 1954) (Loi n° 53-1320 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954.)

JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la justice pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6762). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4676 (Document n° 7011). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7117). — Dépôt du rapport par M. Abel Gardey, p. 5259 (Document n° 7202). — Discussion, p. 5391; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5411 (rectificatif), p. 5601).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1876 (Document n° 546). — Dépôt du rapport par M. Lieutaud, p. 2024 (Document n° 532). — Discussion, p. 2091; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2106.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6320 (Document n° 7402). — Dépôt du rapport par M. Abel Gardey, p. 6374 (Document n° 7418). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6500 (Loi n° 53-1321 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954.)

LÉGION D'HONNEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de la Légion d'honneur et du budget annexe de l'ordre de la Libération pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6774). — Dépôt du rapport par M. Frédéric-Dupont, p. 4551 (Document n° 6965). — Discussion, p. 4736; adoption du projet de loi, p. 4737.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1742 (Document n° 480). — Dépôt du rapport par M. Litaïse, p. 1767 (Document n° 509). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1988.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5809 (Loi n° 53-1331 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954.)

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (Marine marchande) pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6769). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 4796 (Document n° 7065). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7124). — Discussion, p. 4970, 4999. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Mazier, p. 5008 (Document n° 7153). — Suite de la discussion, p. 5096, 5114; demande de seconde délibération, p. 5123, et adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5124 (rectificatif), p. 5315).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1776 (Document n° 521). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 1952 (Document n° 566). — Discussion, p. 1990; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2016.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5888 (Document n° 7350). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 6374 (Document n° 7415). — Discussion, p. 6503; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6504 (Loi n° 53-1329 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954.)

MONNAIES ET MÉDAILLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des monnaies et médailles pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6772). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 4138 (Document n° 6832). — Discussion, p. 4644; adoption, p. 4645.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1712 (Document n° 475). — Dépôt du rapport par M. Litaïse, p. 1767 (Document n° 509). — Discussion, p. 1923, 1952; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1975.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5656 (Loi n° 53-1332 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954.)

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6773). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7125). — Dépôt du rapport par M. Dagain, p. 5363 (Document n° 7250). — Discussion, p. 5619; adoption d'une motion préjudicielle tendant au renvoi de la discussion, p. 5656. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Dagain, p. 5963 (Document n° 7366). — Suite de la discussion, p. 6196, 6222. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6241 (Document n° 7390); suite de la discussion, p. 6258; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6261 (rectificatif), p. 6904).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2124 (Document n° 606). — Dépôt du rapport par M. Coudé du Foresto, p. 2262 (Document n° 668). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Bouquerel, p. 2262 (Document n° 669). — Discussion, p. 2371, 2386; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2401 (rectificatif, séance du 12 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7059 (Document n° 7539). — Ajournement de la discussion, p. 7135. — Dépôt du rapport par M. Dagain, p. 7234 (Document n° 7534). — Discussion, p. 7140; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7145 (Loi n° 53-1333 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954.)

PRÉSIDENT DU CONSEIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la présidence du conseil pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6763). — Dépôt du rapport par M. Le Roy Ladurie, p. 4357 (Document n° 6891). — Discussion, p. 4672; suite de la discussion, p. 4816, 4951. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7113). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Le Roy Ladurie, p. 5259 (Document n° 7203). — Seconde délibération, p. 5545. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Le Roy Ladurie, p. 5963 (Document n° 7363). — Suite de la discussion, p. 6137, 6412. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 6147 (Document n° 7423). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6443 (rectificatif), p. 5231).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2208 (Document n° 634). — Lecture du rapport par M. Rogier (Document n° 614) et discussion, p. 2360; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2366.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7059 (Document n° 7525). — Dépôt du rapport par M. Le Roy Ladurie, p. 7059 (Document n° 7536). — Discussion, p. 7039; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 7010 (Loi n° 53-1322 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954.)

PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1954, p. 6902 (Document n° 7498). — Dépôt du rapport par M. Raffarin, p. 6903 (Document n° 7501). — Discussion, p. 6900, et adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1954, au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des prestations familiales agricoles*, p. 6903.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2293 (Document n° 674). — Dépôt du rapport par M. Brousse, p. 2424 (Document n° 690). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2189.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7282 (*Loi n° 53-1338 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6775).

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de la radiodiffusion-télévision française pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6774). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 4730 (Document n° 7037). — Discussion, p. 5124, 5135. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6241 (Document n° 7389). — Suite de la discussion, p. 6304. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jean-Paul Palewski, p. 6320 (Document n° 7395). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 6319 (Document n° 7405); suite de la discussion, p. 6329, 6338. — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 6748 (Document n° 7465). — Suite de la discussion, p. 6732. — Dépôt d'une quatrième lettre rectificative, p. 6804 (Document n° 7472). — Seconde délibération, p. 6793; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6796.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2256 (Document n° 646). — Dépôt du rapport par M. Debû-Bridel, p. 2424 (Document n° 691). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Gaspard, p. 2522 (Document n° 710). — Discussion, p. 2632; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2740.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7284 (Document n° 7580). — Dépôt du rapport par M. Bokanowski, p. 7234 (Document n° 7587). — Discussion, p. 7236; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7240 (*Loi n° 53-1335 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954*).

RECONSTRUCTION ET LOGEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la reconstruction et du logement pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6764). — Dépôt du rapport par M. Pierre Courant, p. 4551 (Document n° 6977). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7120). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pierre Courant, p. 5259 (Document n° 7210). — Discussion, p. 5637, 5713. — Dépôt de deux lettres rectificatives, p. 5728 (Documents n° 7337, 7345). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pierre Courant, p. 5729 (Document n° 7338). — Discussion, p. 5750; suite de la discussion, p. 5789; adoption d'une motion préjudicielle tendant à la disjonction des articles 15, 16 et 17, p. 5807. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5888 (Document n° 7338). — Suite de la discussion, p. 5269; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 5885 (*rectificatif*, p. 5889, 6213).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2064 (Document n° 588). — Dépôt du rapport par M. Bousch, p. 2262 (Document n° 655). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Malécot, p. 2522 (Document n° 709). — Discussion, p. 2557, 2578; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2617 (*rectificatif*, séance du 12 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7284 (Document n° 7571). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 7284 (Document n° 7583). — Discussion, p. 7199, 7206; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7210 (*Loi n° 53-1524 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954*).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère de la santé publique et de la population pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6765). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 4357 (Document n° 6889). — Discussion, p. 4724 et adoption, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant à l'ajournement du débat, p. 4726. — Suite de la discussion, p. 4824, 4834, 4859. — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7121). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Marcel David, p. 5176 (Document n° 7175). — Discussion, p. 5346; seconde délibération, p. 5557; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 5559 (*rectificatif*, p. 5730).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1951 (Document n° 565). — Dépôt du rapport par M. Clavier, p. 2088 (Document n° 602). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Plait, p. 2137 (Document n° 610). — Discussion, p. 2152, 2168; adoption, de l'avis sur le projet de loi, p. 2176.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6535 (Document n° 7444). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 6628 (Document n° 7462). — Discussion, p. 6652; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6654 (*Loi n° 53-1325 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954*).

SERVICE FRANÇAIS EN SARRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des affaires étrangères (Services français en Sarre) pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6751). — Dépôt du rapport par M. Marcel Massot, p. 4247 (Document n° 6862). — Discussion, p. 4645; adoption du projet de loi, p. 4648 (*rectificatif*, p. 4796).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1712 (Document n° 476). — Demande d'une prolongation du délai constitutionnel pour déposer le rapport, p. 1943.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 5597 (Document n° 7314). — Adoption de la résolution, p. 5612.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1980. — Dépôt du rapport par M. Maroger, p. 1952 (Document n° 568). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2054.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6047 (*Loi n° 53-1341 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954*).

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère du travail et de la sécurité sociale pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6766). — Dépôt du rapport par M. de Tinguy, p. 4138 (Document n° 6833). — Discussion, p. 4648, 4668; adoption du projet de loi, p. 4672.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1712 (Document n° 477). — Demande d'une prolongation du délai constitutionnel pour déposer le rapport, p. 1943.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 5597 (Document n° 7313). — Adoption de la résolution, p. 5641.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1980. — Dépôt d'un rapport par M. Debû-Bridel, p. 2220 (Document n° 637). — Discussion, p. 2235, 2242; adoption, de l'avis sur le projet de loi, p. 2256.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6903 (Document n° 7479). — Dépôt du rapport par M. Tinguy, p. 6903 (Document n° 7496). — Discussion, p. 7036; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 7039 (*Loi n° 53-1326 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954*).

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (Travaux publics, transports et tourisme) pour l'exercice 1954, p. 4027 (Document n° 6767). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4955 (Document n° 7122). — Dépôt du rapport par M. Bénard, p. 5105 (Document n° 7162). — Discussion, p. 5559; adoption, au scrutin d'une motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion du projet de loi, p. 5568. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bénard, p. 5963 (Document n° 7364). — Suite de la discussion, p. 6192; adoption, au scrutin, d'une motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion, p. 6196. — Suite de la discussion, p. 6529. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 6534 (Document n° 7453). — Discussion, p. 6557. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Bénard, p. 6628 (Document n° 7456). — Discussion, p. 6578, 6604 et adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6311 (*rectificatif*, p. 6904).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2216 (Document n° 639). — Dépôt du rapport par M. Lamarque, p. 2367 (Document n° 678). — Discussion, p. 2106; suite de la discussion, p. 2437; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2444 (*rectificatif* séance du 12 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7284 (Document n° 7549). — Dépôt du rapport par M. Bénard, p. 7284 (Document n° 7552). — Discussion, p. 7136; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7139 (*Loi n° 53-1527 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954*).

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monin tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1954 les crédits nécessaires à la poursuite et à l'accélération des mesures de démarrage de la protection civile, p. 5542 (Document n° 7279).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi de finances pour l'exercice 1954, p. 4026 (Document n° 6748). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5520 (Document n° 7270). — Discussion générale, p. 6643, 6694; motion préjudicielle, p. 6695; rejet, au scrutin, p. 6696; discussion des articles, p. 6710; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6748.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2216 (Document n° 612). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 2424 (Document n° 692). — Discussion, p. 2791, 2793; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2829.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7285 (Document n° 7590). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7284 (Document n° 7595). — Discussion, p. 7269; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7284 (*Loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954*).

LOI DE FINANCES (1)

- Art. 1^{er}. — Dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1954.
Assemblée nationale (art. 1^{er}). — Discussion, p. 6710. — Adoption, au scrutin, p. 6716.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2794.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 7269. — Adoption, p. 7270.
- Art. 2. — Services civils. — Dépenses ordinaires. — Ouverture de crédits.
Assemblée nationale (art. 2). — Adoption, p. 6716.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2794.
Assemblée nationale. — Adoption avec modifications, p. 7270.
- Art. 3. — Services civils. — Dépenses en capital.
Assemblée nationale (art. 3). — Adoption, p. 6716.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2794.
Assemblée nationale. — Adoption avec modifications, p. 7271.
- Art. 4. — Services civils. — Dépenses effectuées sur ressources affectées.
Assemblée nationale (art. 4). — Adoption, p. 6716.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2794.
Assemblée nationale. — Adoption avec modifications, p. 7271.
- Art. 5. — Services civils. — Budgets annexes rattachés pour ordre au budget général.
Assemblée nationale (art. 5). — Adoption, p. 6716.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2794.
Assemblée nationale. — Adoption avec modifications, p. 7271.
- Art. 6. — Dépenses militaires. — Montant des crédits accordés au ministre de la défense nationale.
Assemblée nationale (art. 6). — Discussion, p. 6716. — Adoption, p. 6722.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2795.
- Art. 7. — Réalisation de 30 milliards d'économies.
Assemblée nationale (art. 7). — Discussion et adoption, p. 6722.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2795.
- Art. 8. — Comptes spéciaux du Trésor. — Charge nette imposée au Trésor.
Assemblée nationale (art. 8). — Adoption, p. 6722.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2795.
- Art. 9. — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.
Assemblée nationale (art. 9). — Adoption, p. 6722.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2795.
- Art. 10. — Autorisation de percevoir les impôts existants et interdiction de percevoir des impôts non autorisés.
Assemblée nationale (art. 10). — Adoption, p. 6722.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2795 (rectificatif: séance du 19 janvier 1954).
Assemblée nationale. — Adoption, p. 7271.
- Art. 11. — Bois bruts de scierie. — Diminution de la taxe à la production.
Conseil de la République (art. 10 bis). — Discussion, p. 2795. — Adoption, p. 2796.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 7271. — Adoption, p. 7272.
- Art. 12. — Evaluation des voies et moyens.
Assemblée nationale (art. 11). — Article réservé, p. 6722. — Discussion, p. 6747. — Adoption, p. 6748.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2796, 2800.
- Art. 13. — Projet de loi organique prévue par l'article 16 de la Constitution. — Délai de dépôt.
Assemblée nationale (article additionnel A). — Adoption, p. 6710.
Conseil de la République (art. A). — Suppression, p. 2793; reprise de cet article, sans modification sous forme d'article 11 bis, p. 2800.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 7269.
- Art. 14. — Liste non limitative des renseignements à fournir aux assemblées.
Assemblée nationale (art. 12). — Adoption, p. 6724.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2800, 2802.
- Art. 15. — Nomenclature des services votés pour lesquels il peut être ouvert, par décrets, des crédits supplémentaires pendant les interruptions de session des assemblées. — Fixation.
Assemblée nationale (art. 13). — Adoption, p. 6725.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2802.
- Art. 16. — Dépenses obligatoires susceptibles pour ce motif d'exécuter le montant des crédits accordés.
Assemblée nationale (art. 14). — Adoption, p. 6725.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2803.
- Art. 17. — Dépenses de fonctionnement pouvant donner lieu à report de crédits. — Fixation.
Assemblée nationale (art. 15). — Adoption, p. 6726.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2803.
- Art. 18. — Créations, suppressions et transformations d'emplois. — Autorisations.
Assemblée nationale (art. 16). — Adoption, p. 6726.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2804.

- Art. 19. — Comptes d'affectation spéciale alimentés en recettes par des taxes fiscales ou parafiscales.
Assemblée nationale (art. 17). — Adoption, p. 6726.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2804.
- Art. 20. — Ouverture de crédits au titre VIII dans la limite des recettes effectuées. — Report.
Assemblée nationale (art. 18). — Adoption, p. 6727.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2804.
- Art. 21. — Comptes spéciaux du Trésor. — Gestion de la dette et fonctionnement de la trésorerie.
Assemblée nationale (art. 19). — Adoption, p. 6726.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2804.
- Art. 22. — Autorisation au ministre des finances à procéder en 1954 à des opérations de conversion ou à des émissions de rente.
Assemblée nationale (art. 20). — Adoption, p. 6727.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2804.
- Art. 23. — Approbation de la convention avec la caisse d'amortissement.
Assemblée nationale (art. 21). — Adoption, p. 6727.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2805.
- Art. 24. — Taxes parafiscales et de péréquation. — Tableau. — Autorisation de perception.
Assemblée nationale (art. 22). — Discussion, p. 6729. — Adoption, p. 6733.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2805, 2811.
Assemblée nationale. — Discussion et adoption, p. 7272.
- Art. 25. — Redevances communales et départementales des mines sur le charbon. — Taux. — Fixation.
Conseil de la République (art. 22 bis, nouveau). — Discussion et adoption, p. 2811.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 7272. — Adoption, p. 7273.
- Art. 26. — Bouilleurs de cru. — Suppression du droit de consommation sur l'alcool au tarif réduit. — Affectation des ressources. — Suppression de l'art. 8 de la loi du 11 juillet 1953.
Assemblée nationale (art. 23 nouveau). — Discussion, p. 6734. — Adoption, p. 6738.
Conseil de la République. — Discussion, p. 2812. — Adoption, p. 2813.
Assemblée nationale. — Discussion, p. 7273; rejet au scrutin, du texte amendé par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 7280.
- Art. 27. — Prestations d'alcool vinique. — Régime. — Annulation des dispositions de l'art. 16 du décret du 30 septembre 1953. — Modification de l'art. 47.
Assemblée nationale (art. 24). — Discussion, p. 6738; adoption, p. 6743.
Conseil de la République. — Discussion, p. 2814. — Adoption, p. 2818.
- * Ventés par appartements. — Cessions de parts de sociétés. — Réduction du droit proportionnel.
Conseil de la République (art. 24 quater). — Discussion et adoption, p. 2815.
Assemblée nationale. — Suppression, p. 7277.
- * Art. 28. — Modification de la composition de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte.
Assemblée nationale (art. 25). — Adoption, p. 6743.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2818.
- * Sous-commissions créées au sein des assemblées du Parlement par des dispositions législatives. — Extension de l'art. 9 de la loi 50-10 du 6 janvier 1950.
Conseil de la République (art. 25 bis nouveau). — Adoption, p. 2818.
Assemblée nationale. — Suppression, p. 7277.
- Art. 29. — Allocation vieillesse. — Validation de textes relatifs au régime complémentaire.
Assemblée nationale (art. 26). — Adoption, p. 6743.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2818.
- Art. 30. — Cotisations de retraites du régime du commerce, de l'artisanat et des professions libérales. — Exonérations à la base. — Modification de l'art. 13 de la loi du 17 janvier 1948.
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6745.
Conseil de la République (art. 26 bis). — Discussion, p. 2819. — Suppression, p. 2820.
Assemblée nationale. — Rejet de la suppression prononcée par le Conseil de la République; l'article 26 bis est rétabli, p. 7277.
- Art. 31. — Publications des administrations. — Dépôt légal. — Modification de l'art. 60 de la loi de finances du 14 avril 1952.
Assemblée nationale (art. 27). — Adoption, p. 6743.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2820.
- Art. 32. — Communes déclarées sinistrées. — Chiffre de la population à retenir. — Modification de l'art. 3 de la loi n° 49-1642 du 31 décembre 1949.
Conseil de la République (art. 27 bis nouveau). — Adoption, p. 2820.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 7277.
- * Cartes de séjour des étrangers. — Majoration. — Taux.
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6745.
Conseil de la République (art. 28). — Retrait, p. 2820.
Assemblée nationale. — Adoption du retrait, p. 7277.
- * Surtaxe progressive. — Déduction des primes d'assurances sur la vie.
Conseil de la République (art. 28 bis nouveau). — Adoption, p. 2820.
Assemblée nationale. — Suppression, p. 7277.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 31 décembre 1953 promulguée au Journal officiel du 5 janvier 1954, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.
Les dispositions précédées d'un astérisque n'ayant pas été approuvées par les deux assemblées ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 33. — Sociétés (formations, prorogations, fusions). — Droit d'apport. — Prorogation du délai.

Conseil de la République (art. 28 ter nouveau). — Adoption, p. 2820.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 7277. — Adoption, p. 7278.

* Enregistrement. — Ventes de chevaux de course. — Droit proportionnel.

Conseil de la République (art. 28 quater nouveau). — Adoption, p. 2821.

Assemblée nationale. — Rejet, p. 7278.

* Dotations pour approvisionnements techniques. — Impôts sur le revenu et impôt sur les sociétés. — Tare. — Taux.

Conseil de la République (art. 29 nouveau). — Adoption, p. 2821.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 7278. — Rejet, p. 7279.

* Tare additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.

Conseil de la République (art. 30 nouveau). — Adoption, p. 2821.

Assemblée nationale. — Discussion et rejet, p. 7279.

* Combustibles minéraux solides. — Modification de l'art. 8 de la loi du 23 août 1948. — Report de date.

Conseil de la République (art. 31 nouveau). — Adoption, p. 2822.

Assemblée nationale. — Discussion et rejet, p. 7279.

Art. 34. — Dans l'art. 86 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953, les mots: « ministre des finances », sont remplacés par les mots: « ministre du budget ».

Conseil de la République (art. 32 nouveau). — Adoption, p. 2822.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 7280.

* Travaux communaux d'alimentation en eau potable. — Financement du programme. — Autorisation d'emprunts.

Conseil de la République (art. 32 bis nouveau). — Adoption, p. 2822.

Assemblée nationale. — Rejet, p. 7280.

* Développement de la consommation du lait et des produits laitiers. — Création d'un comité national.

Conseil de la République (art. 33 nouveau). — Discussion, p. 2822.

Adoption, p. 2823.

Assemblée nationale. — Rejet, p. 7280.

* Semences de céréales. — Transactions. — Modification de l'art. 39 de la loi de finances du 7 février 1953.

Conseil de la République (art. 39 nouveau). — Adoption, p. 2825.

Assemblée nationale. — Rejet, p. 7280.

Bureaux à contrôles nationaux. — V. Conventions internationales (transports internationaux).

Bureau universitaire de statistique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mlle Dienesch, sur: 1° la proposition de loi de M. Cayol tendant à créer le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles; 2° le projet de loi relatif au bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles (n° 1919, 3160), p. 3792 (Document n° 6609). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Simonet, p. 4882 (Document n° 7099).

C

Cabinet ministériel. — V. Gouvernement, ministères.

Cables sous-marins. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 12.

Cadastre (Service du). — V. Pensions et retraites (personnels civils et militaires).

Cafés, restaurants. — V. Code du travail (salaires).

Caisses d'ALLOCATIONS FAMILIALES ET DE SECURITE SOCIALE. — V. Allocations familiales. — Assurances sociales. — Hôpitaux (équipement hospitalier).

Caisse d'ASSURANCE DES PLANTEURS DE TABAC

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thamer tendant à assurer le fonctionnement de la caisse d'assurance des planteurs de tabac, p. 884 (Document, n° 5466).

Caisse autonome de la CONSTRUCTION ET DE LA RECONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier tendant à créer une caisse autonome de la construction et de la reconstruction, p. 1845 (Document n° 5825).

Caisse nationale de CREDIT AGRICOLE

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole, p. 1616. — Désignation de candidature, p. 1672. — Nomination, p. 1691 (rectificatif, p. 1725).

Caisse des DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Joseph Denais, président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1952 de cet établissement, p. 3665.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Denais, président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations, sur les opérations de l'année 1952 de cet établissement, p. 1403.

Caisse nationale de l'ENERGIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Robert Coutant, sur la proposition de loi de M. Gazier, tendant à fixer le statut du personnel de la caisse nationale de l'énergie (n° 2513, 3970, 5044), p. 970 (Document n° 5505). — Retrait dudit rapport, p. 1044. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jules-Julien, p. 2730 (Document n° 6174). — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire par M. Robert Coutant, p. 4315 (Document n° 6876). — Adoption de la proposition de loi, p. 4791.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4712 (Document n° 488). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 1925 (Document n° 558). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2048.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6047 (Loi n° 53-1237 du 14 décembre 1953, J. O. du 15 décembre 1953).

Caisses d'EPARGNE D'ALSACE ET DE LORRAINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 3791 (Document n° 6608). — Dépôt du rapport par M. André Bardon, p. 5259 (Document n° 7200). — Adoption de la proposition de loi, p. 5666.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1980 (Document n° 576). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2386.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7058 (Loi n° 54-43 du 15 janvier 1953, J. O. du 15 décembre 1953).

Caisses d'EPARGNE-CONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à élever le plafond des dépôts faits au titre de l'épargne-construction, p. 4730 (Document n° 7036).

Caisse nationale des LETTRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delxonne, sur la proposition de loi de M. Béche, tendant à assurer le fonctionnement de la caisse nationale des lettres (n° 3072), p. 2652 (Document n° 6163).

Caisse autonome de la RECONSTRUCTION. — V. Budget de 1953 (reconstruction et équipement).

Assemblée nationale. — Désignation de candidatures pour représenter l'Assemblée nationale au sein du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction, p. 548, 3477. — Nomination, p. 694, 3503.

Conseil de la République. — Désignation de candidature pour représenter le Conseil de la République au sein du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction, p. 320. — Nomination, p. 352.

Caisses de RETRAITES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Camphin, sur la proposition de loi de M. Pleven, tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises (N° 2826.), p. 3235 (Document n° 6417).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillet tendant à modifier le régime des caisses complémentaires de retraites, p. 3866 (Document n° 6644).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Callavet tendant à accorder la liberté d'affiliation à une caisse de retraite autonome ou d'Etat aux travailleurs de toutes catégories, p. 4436 (Document n° 6905).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Legaret tendant à modifier le régime des caisses de retraites complémentaires, p. 4550 (Document n° 6967).

Caisse de RETRAITES DES OFFICIERS PUBLICS ET MINISTERIELS D'ALGERIE. — V. Algérie (officiers publics et ministériels).

Caisse de RETRAITE DE VIEILLESSE AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bardon tendant à inviter le Gouvernement à aménager la loi sur les caisses de retraites de vieillesse agricole, p. 4618 (Document n° 6982).

Caisse nationale de SECOURS AUX VICTIMES DES CALAMITES PUBLIQUES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à instituer une caisse nationale de secours aux victimes de calamités publiques, p. 1496 (Document n° 5743).

Calamités agricoles publiques et viticoles. — V. Caisse nationale de secours aux victimes des calamités publiques. — Côtes d'Europe. — France d'outre-mer (textes généraux. — Impôts. — Loyers (baux ruraux). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 150 (Conseil de la République) n° 47.

Assemblée nationale. — Rectificatif au rapport de M. de Tinguy déposé dans la séance du 30 décembre 1952 sur les 78 propositions de loi et de résolution concernant diverses calamités atmosphériques (n° 5235), p. 97. — La commission conclut à une proposition de résolution ainsi libellée: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement: 1° à recenser le nombre des victimes des calamités publiques et à évaluer, au moins approximativement, le

montant des dégâts subis; 2° en fonction des renseignements ainsi recueillis, à soumettre au Parlement un projet de loi fixant un régime d'aide et de prévoyance en matière de calamités publiques; 3° à venir en aide aux victimes en prévoyant des crédits budgétaires suffisants pour fournir à tous les cas dignes d'intérêt des secours convenables; 4° à faire remise aux sinistrés des contributions directes et des contributions indirectes dont ils sont redevables dès lors qu'ils se trouvent en grave difficulté pour les acquitter par le fait des calamités publiques; 5° à prévoir des crédits d'équipement pour assurer la réfection des ouvrages publics détruits ou endommagés et pour effectuer les travaux susceptibles de prévenir le retour de nouvelles calamités, telles les inondations; 6° à offrir aux sinistrés des prêts à taux peu élevés leur permettant de reconstruire les biens sinistrés » et adoption, p. 911.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits en vue du rétablissement des ouvrages publics endommagés au cours des inondations du mois de décembre 1952 dans le département de la Gironde; et de la tempête exceptionnelle des 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1953 dans les départements du Nord de la France, p. 2295 (Document n° 5939). — Dépôt du rapport par M. Benard, p. 2238 (Document n° 6011). — Discussion, p. 2357; adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant ouverture de crédits en vue du rétablissement d'ouvrages publics endommagés par des calamités publiques* », p. 2360.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 983 (Document n° 230). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1011.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2516 (Loi n° 53-304 du 10 avril 1953, J. O. du 11 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Castera tendant: 1° à ouvrir les crédits nécessaires pour indemniser intégralement dans un délai de six mois les pertes subies par les victimes des inondations de février 1952 dans la région du Sud-Ouest; 2° à mettre la totalité des frais de réfection des digues et de constructions d'ouvrages de protection à la charge de l'Etat; 3° à accorder l'exonération des impôts, quels qu'ils soient, et des cotisations d'allocations familiales jusqu'à l'indemnisation totale des pertes subies par les contribuables sinistrés, p. 2130 (Document n° 5964). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions de francs pour venir rapidement en aide aux sinistrés et aux municipalités des Pyrénées-Orientales victimes d'un violent incendie de forêt, et à prendre toutes mesures utiles pour éviter le retour de pareilles catastrophes, p. 1870 (Document n° 5859). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bapst tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit pour venir en aide aux vigneronnes d'Alsace, sinistrés par la gelée, p. 2797 (Document n° 6203). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Rousset tendant à inviter le Gouvernement à accorder des exonérations fiscales et des indemnités pour calamités agricoles aux victimes des gelées exceptionnelles des 10 et 11 mai 1953 et jours suivants, p. 2810 (Document n° 6210). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités survenues les 16 et 25 avril derniers dans la région viticole de Bellocq (Basses-Pyrénées), p. 2810 (Document n° 6212). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence des mesures d'indemnisation et d'exonération des impôts fonciers des cultivateurs et viticulteurs du Jura victimes des gelées tardives de mai 1953, p. 2829 (Document n° 6219). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à l'octroi d'une aide financière aux agriculteurs victimes de la gelée, p. 2874 (Document n° 6253). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les gelées dans le département de la Haute-Saône, p. 2937 (Document n° 6272). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à accorder des dégrèvements d'impôts et des cotisations aux allocations familiales aux cultivateurs ayant eu leurs récoltes endommagées ou détruites par l'ouragan des 27 et 28 mai dans le Sud-Est de la France, p. 2937 (Document n° 6273). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Aubin tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une aide financière et des dégrèvements d'impôts aux agriculteurs du département des Hautes-Alpes, victimes des gelées tardives des 2 et 3 juin 1953, p. 3018 (Document n° 6294). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du préfet du Doubs une somme d'un milliard de francs pour venir en aide aux sinistrés du département du Doubs, à la suite des inondations récentes, p. 3034 (Document n° 6304). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prendre des mesures immédiates pour indemniser les populations urbaines et rurales du Jura et de la Saône-et-Loire éprouvées par les inondations consécutives aux pluies diluviennes des 9 et 10 juin 1953; 2° à exonérer des impôts les victimes de ces inondations, p. 3039 (Document n° 6314). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à secourir et indemniser les victimes des récentes inondations du Doubs et de la Saône dans le département de Saône-et-Loire, p. 3039 (Document n° 6320). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naegelen tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux agriculteurs et autres victimes des orages, inondations, etc., survenus depuis le début de l'année dans le département des Basses-Alpes, p. 3039 (Document n° 6323). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Crouzier tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'indemnisation des propriétaires de vignobles et d'arbres fruitiers de Meurthe-et-Moselle, victimes dans la première quinzaine de mai de gelées ayant, dans la proportion de 80 à 100 p. 100, détruit

les récoltes possibles et demandant, à cette occasion, l'institution d'un régime d'assurance contre les calamités de cet ordre, p. 3124 (Document n° 6344). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à indemniser de toute urgence les sinistrés et, en particulier, les travailleurs de la vallée du Doubs des pertes de biens matériels et de salaires qu'ils ont subies du fait des inondations de la semaine du 7 au 13 juin 1953, p. 3124 (Document n° 6345). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rousset tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'exonération fiscale des victimes des inondations des prairies bordant la Meuse et autres cours d'eau, avec aide aux plus atteints, p. 3150 (Document n° 6355). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés par les inondations à la population du département de la Haute-Saône, p. 3184 (Document n° 6386). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gazier tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du préfet de la Seine les crédits qu'il jugera nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage survenu dans la région parisienne le 20 juin 1953, p. 3235 (Document n° 6396). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boutavand tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'aide de l'Etat aux sinistrés des inondations de la Saône dans le département de l'Ain, p. 3235 (Document n° 6425). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Conte tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés par la grêle à la population du département des Pyrénées-Orientales, p. 3336 (Document n° 6414). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre-Olivier Lapie tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les propriétaires de vignobles et d'arbres fruitiers dont les récoltes de fruits et de vignes ont été compromises par les désastreuses gelées du début du mois de mai 1953, p. 3336 (Document n° 6447). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux sinistrés des récents orages de grêle qui se sont abattus dans les Pyrénées-Orientales, p. 3336 (Document n° 6462). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Thorez tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits nécessaires en vue d'indemniser les sinistrés de Paris et des communes du département de la Seine, du fait de l'orage du 1^{er} juillet 1953, p. 3336 (Document n° 6472). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durroux tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés par les orages de grêle à la population du département de l'Ariège, p. 3433 (Document n° 6481). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de 80 millions de francs aux sinistrés d'Issy-les-Moulineaux (Seine), victimes de l'orage du 30 juin 1953, p. 3406 (Document n° 6483). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accorder pour l'année 1953 l'exonération de tous impôts et cotisations à la caisse d'allocations familiales aux paysans ayant eu leurs récoltes endommagées ou détruites par les inondations résultant des récents orages; 2° à mettre à la disposition des sinistrés du département de la Corse un premier secours d'urgence de 300 millions de francs, p. 3433 (Document n° 6490). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Estachy tendant à inviter le Gouvernement à: 1° accorder un crédit de 300 millions pour indemniser les sinistrés des orages qui se sont abattus sur le département de l'Ariège le 1^{er} juillet 1953; 2° accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts et des cotisations d'allocations familiales pour l'année 1953, p. 3476 (Document n° 6509). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurrel tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux agriculteurs et autres victimes de l'orage de grêle du 16 mai 1953, qui a dévasté les récoltes des communes de Challignac, Saint-Aulais et Saint-Bonnet (Charente), p. 3543 (Document n° 6514). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fabre tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux sinistrés des gelées, des orages de grêle et de la tornade de vent qui ont ravagé le département de l'Aude au cours des derniers mois, p. 3613 (Document n° 6543). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre-Fernand Mazueu tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours d'urgence aux sinistrés des récentes inondations des vallées du Doubs et de la Saône, p. 3718 (Document n° 6556). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurrel tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes de l'orage de grêle qui a ravagé une partie du département de la Charente, le jeudi 16 juillet 1953, p. 3718 (Document n° 6561). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à indemniser et à dégrèver de leurs impôts de 1953 les victimes de l'ouragan de grêle qui a ravagé une partie de l'arrondissement de Dole le 18 juillet 1953, p. 3759 (Document n° 6587). — Dépôt d'une proposition de M. Pradeau tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du préfet de la Dordogne les crédits qu'il jugera nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage survenu, dans les cantons de Verteillac, de Mareuil-sur-Belle, de Brantôme, de Montagnier et Bussière-Badil, le 16 juillet 1953, p. 3792 (Document n° 6592). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faraut tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du préfet de la Charente-Maritime les crédits qu'il jugera nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage survenu dans une partie du département, en particulier dans l'arrondissement de Jonzac, le 17 juillet 1953, p. 3792 (Document n° 6593). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosnat tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accorder un premier secours d'urgence de 30 millions de francs aux agriculteurs sinistrés de l'arrondissement de Jonzac (Charente-Maritime) à la suite des violents orages du 17 juillet 1953; 2° à les exonérer de leurs impôts 1953 (revenus 1952), p. 3792 (Document n° 6599). — Dépôt d'une proposition de M. Lalle tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des orages et des inondations qui ont ravagé le département de la Côte-d'Or en 1953, p. 3366 (Document n° 6620). —

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pronleau tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu le 16 juillet 1953 dans le département de la Charente, p. 3867 (Document n° 6617). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Liautey tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités naturelles et plus spécialement aux sinistrés du département de la Haute-Saône frappés par les ouragans des mois de juin et juillet 1953, p. 3950 (Document n° 6692). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu le 16 juillet 1953 dans le département de la Haute-Vienne, p. 3950 (Document n° 6694). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de secours de 100 millions de francs aux sinistrés de Seine-et-Oise, victimes de l'orage du 15 août 1953, p. 4013 (Document n° 6733). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Guiffon tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tornade qui a dévasté deux villages de la commune de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure) dans la nuit du 22 septembre 1953, p. 4030 (Document n° 6778). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête d'équinoxe, ainsi qu'à leurs familles et à leur accorder un premier secours de 50 millions de francs, p. 4013 (Document n° 6812). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à aider efficacement les agriculteurs des communes de Saint-Nazaire-les-Eymes et de Bernin (Isère) victimes des orages de grêle qui se sont abattus les 6 et 11 août sur ces deux communes, p. 4030 (Document n° 6819). — Dépôt d'un rapport sur les propositions de loi et de résolution par M. Francis Leenhardt, p. 4247 (Document n° 6849) (rectificatif p. 4509). — Discussion, p. 4558, la commission conclut à une proposition de résolution et adoption de la proposition de résolution, p. 4559.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert, tendant la prise en charge par l'Etat du financement des travaux de défense contre les inondations à effectuer sur les cours d'eau du département de la Drôme, p. 301 (Document n° 5367). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Liquard tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de secours de 30 millions aux sinistrés de l'arrondissement de Lesparre (Gironde), victimes des inondations actuelles, p. 39 (Document n° 5267). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux agriculteurs victimes des inondations du Haut-Rhône dans le canton de Morestel (Isère), p. 40 (Document n° 5268). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Goudoux tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir d'urgence un crédit de 30 millions de francs destiné à apporter un premier secours immédiat aux sinistrés de la ville de Brive et des environs, victimes de la récente crue de la Corrèze; 2° à accorder aux sinistrés un dégrèvement fiscal correspondant aux pertes subies; 3° à ordonner d'urgence les travaux nécessaires pour modifier les barrages établis sur la Corrèze par la construction de vannes mobiles, p. 84 (Document n° 5287). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Goudoux tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir d'urgence un crédit de 60 millions de francs destiné à apporter un premier secours immédiat aux sinistrés de la vallée de la Dordogne, dans le département de la Corrèze; 2° à empêcher formellement la violation de la marge de sécurité de remplissage des barrages, cause principale du sinistre; 3° à accorder un dégrèvement fiscal correspondant aux pertes subies; 4° à construire rapidement le barrage de compensation du Sablier, p. 84 (Document n° 5300). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juglas tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit de secours de 100 millions aux victimes des inondations qui se sont produites en décembre 1952 dans l'agglomération bordelaise, p. 126 (Document n° 5322). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Etienne Fajon tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un secours de 10 millions de francs aux familles sinistrées par suite de l'effondrement de carrières survenu à Nanterre le 21 janvier 1953, p. 165 (Document n° 5346). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux victimes de l'effondrement de carrière survenu à Nanterre le 21 janvier 1953, par l'octroi d'un secours de 10 millions de francs, p. 590 (Document n° 5397). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gazier tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours de 10 millions de francs aux victimes de l'effondrement de terrain survenu à Nanterre le 21 janvier 1953, p. 694 (Document n° 5431). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Reynaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la réparation des avaries et dommages occasionnés par la tempête et le raz de marée des 31 janvier et 1^{er} février 1953, p. 814 (Document n° 5459). — Dépôt du rapport par M. Francis Leenhardt sur: I. La proposition de loi de M. Lucien Lambert; II. Les propositions de résolution: 1° de M. Ramarony; 2° de M. Liquard; 3° de M. Billat; 4° de M. Goudoux; 5° de M. Goudoux; 6° de M. Juglas; 7° de M. Etienne Fajon; 8° de M. Bouxom; 9° de M. Gazier; 10° de M. Paul Reynaud, sur les inondations du Nord et du Sud-Ouest, et sur l'effondrement survenu à Nanterre le 21 janvier 1953 (nos 5367, 5255, 5267, 5268, 5287, 5300, 5322, 5348, 5397, 5431, 5459), p. 1046 (Document n° 5530). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Darou tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit d'un milliard destiné à prendre d'urgence toutes dispositions pour venir en aide aux populations sinistrées des inondations et pour assurer la réparation immédiate des dommages causés par la tempête des 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1953, dans le nord de la France, p. 910 (Document n° 5468). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierrard tendant à inviter le Gouvernement à répartir un premier secours d'urgence d'un montant total de 25 millions de francs entre

les familles sinistrées par les inondations du 1^{er} février 1953 dans les régions de Dunkerque et de Calais, p. 910 (Document n° 5469). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierrard tendant à inviter le Gouvernement à faire réparer de toute urgence et de manière durable les digues de mer de Dunkerque, p. 910 (Document n° 5470). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dameite tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits de secours aux sinistrés de la côte de la mer du Nord, victimes de la tempête du 31 janvier 1953, p. 911 (Document n° 5477). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duquesne tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour venir en aide aux populations du Nord et du Pas-de-Calais victimes de la tempête des 31 janvier, 1^{er}, 2 et 3 février 1953 et pour effectuer les travaux destinés à réparer les dégâts causés et à renforcer les installations de protection côtière, p. 1045 (Document n° 5514). — La commission conclut à une proposition de résolution; adoption, p. 2811.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Laurent-Thouveney tendant à l'ouverture de crédits de paiement en vue d'indemniser les habitants des communes sinistrées et de réparer les ouvrages de défense contre les eaux détruits à la suite des inondations survenues dans le Jura au mois de juin 1953, p. 1130 (Document n° 321). — Retrait, p. 1230.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Plazanet tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour venir en aide aux populations du département de la Seine victimes de l'ouragan du 30 juin 1953, p. 1151 (Document n° 325). — Dépôt du rapport de Mme Devaud, p. 1491 (Document n° 407). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1522.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Restat tendant à inviter le Gouvernement à affecter à nouveau après l'avoir revalorisé le prélèvement sur le produit de la loterie nationale à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles, p. 11 (Document n° 3). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gravier tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'indemnisation des propriétaires de vignobles et d'arbres fruitiers de Meurthe-et-Moselle, victimes dans la première quinzaine de mai de gelées ayant, dans la proportion de 80 à 100 p. 100, détruit les récoltes possibles, et demandant à cette occasion l'institution d'un régime d'assurance contre les calamités de cet ordre, p. 1069 (Document n° 268). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edouard Soldani tendant à accorder une aide immédiate aux populations du département du Var, victimes des calamités atmosphériques, p. 1230 (Document n° 337). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Assailit tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux populations du département de l'Ariège, victimes des orages du 1^{er} juillet 1953, p. 1327 (Document n° 362). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giauque tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide aux populations du département du Jura, victimes des gelées des 9, 10 et 11 mai 1953, des inondations survenues entre le 1^{er} et le 15 juin 1953 et de l'orage du 18 juillet 1953, p. 1399 (Document n° 376). — Dépôt d'un rapport par M. Brettes sur les propositions de résolution: 1° de M. Estève tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux ostréiculteurs, victimes des tempêtes des 28 et 29 mars 1952 ayant éprouvé les installations de la baie du Mont-Saint-Michel et notamment de Cancale; 2° de M. Namy et des membres du groupe communiste et apparentés tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide d'urgence aux sinistrés du fait de la tornade et des chutes de grêle en Seine-et-Oise; 3° de M. Coudé du Foreto tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des secours aux sinistrés des départements de l'Ouest; 4° de M. Restat tendant à inviter le Gouvernement à affecter à nouveau, après l'avoir revalorisé, le prélèvement sur le produit de la loterie nationale à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles; 5° de M. Robert Gravier tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'indemnisation des propriétaires de vignobles et d'arbres fruitiers de Meurthe-et-Moselle, victimes dans la première quinzaine de mai, de gelées ayant, dans la proportion de 80 à 100 p. 100, détruit les récoltes possibles, et demandant, à cette occasion, l'institution d'un régime d'assurance contre les calamités de cet ordre; 6° de M. Soldani tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux populations du département du Var, victimes des calamités atmosphériques; 7° de M. Assailit tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux populations du département de l'Ariège, victimes des orages du 1^{er} juillet 1953; 8° de M. Giauque tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide aux populations du département du Jura, victimes des gelées des 9, 10 et 11 mai 1953, des inondations survenues entre le 1^{er} et le 15 juin 1953 et de l'orage du 18 juillet 1953 (nos 170, 461, 463, année 1952 et nos 3, 266, 337, 362 et 376, année 1953), p. 1733 (Document n° 492). — Discussion, p. 1795; adoption d'une proposition de résolution avec le titre suivant: « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter le fonds de solidarité des calamités agricoles d'une somme prélevée sur le produit de la loterie nationale », p. 1799 (rectificatif, p. 1872).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à organiser l'aide financière aux agriculteurs victimes des calamités agricoles, p. 968 (Document n° 5307).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Laissac tendant à modifier la loi n° 50-960 du 8 août 1950 instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, p. 678 (Document n° 5127).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à organiser l'aide financière aux agriculteurs victimes des calamités agricoles, p. 2651 (Document n° 6118).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à rendre obligatoire le remboursement par la Société nationale des chemins de fer français ou par toute autre société exploitant une voie de chemin de fer les récoltes situées à proximité des voies de chemins de fer et détruites par l'incendie, p. 3160 (Document n° 6359).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Laissac, tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 50-960 du 8 août 1950 instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, p. 5962 (Document n° 7362).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à venir en aide immédiatement aux sinistrés des inondations du département de l'Hérault, p. 6886 (Document n° 7482).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy La Chambre tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 10 millions de francs destinés à indemniser les victimes des orages de grêle qui ont causé d'importants dégâts dans le département d'Ille-et-Vilaine, p. 4030 (Document n° 6820).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Madrut tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et habitants des communes suivantes du département du Puy-de-Dôme: Chant-la-Moutayre, Orcines, Durtol, Nohanent, Blanzat, Châteaugay, Cebazat, Gerzat, Clermont-Ferrand (partie), Aulnat, Malintrat, Saint-Beauzire, Lussat, Joze, les Martres-d'Artières, Beauregard-l'Evêque, Lempty, Lezoux, Saint-Jean-d'Heurs, Peschadoires, Escoutoux, Thiers, les Martres, Busséol, Mirafleurs, Billom, Espirat, Regnat, Ravel, victimes, le 8 août 1953, d'orages de grêle d'une grande violence ayant gravement atteint l'ensemble des récoltes, p. 4196 (Document n° 6841).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Béchard tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du Gard, victimes des inondations du 15 octobre 1953, p. 4357 (Document n° 6837).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Laissac tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours de première urgence en faveur des régions sinistrées en décembre 1953 dans le département de l'Hérault, p. 6320 (Document n° 7393).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vincent Badie tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs destinés à indemniser les victimes des orages de grêle et des inondations qui ont causé d'importants dégâts dans le département de l'Hérault, p. 6374 (Document n° 7408).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à apporter un secours d'urgence aux populations du Midi qui viennent d'être éprouvées par de graves inondations, p. 6448 (Document n° 7424).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delbez tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés du département de l'Hérault, p. 6554 (Document n° 7454).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux producteurs de légumes d'hiver, notamment de salades, des Pyrénées-Orientales, sinistrés par les chutes d'eau, p. 6836 (Document n° 7483).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand tendant à l'ouverture de crédits de paiements en vue de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages d'intérêt public détruits à la suite des inondations survenues dans le département de la Gironde au cours du mois de décembre 1952, p. 267 (Document n° 56).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 786 (Document n° 5433).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denvers tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la région côtière du Nord et du Pas-de-Calais, p. 465 (Document n° 78).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Bardonnèche tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département des Hautes-Alpes, qui ont été sinistrées par un cyclone qui a détruit des routes et des récoltes dans les journées du 8 et 9 juin 1953, p. 1088 (Document n° 282).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Varlot tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en faveur des sinistrés et des collectivités sinistrées à la suite des inondations de juin 1953, p. 1484 (Document n° 394).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour venir en aide aux populations et aux communes du département de l'Aude, victimes des orages et des ouragans des mois de mai, juin et juillet 1953, p. 1518 (Document n° 425).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bène tendant à venir en aide aux populations du département de l'Hérault, victimes des inondations de décembre 1953, p. 2145 (Document n° 628).

Cameroun. — V. France d'outre-mer.

Camps de concentration. — V. Prisonniers, déportés.

Canaux, cours d'eau et rivières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Regaudie sur le projet de loi relatif au déclassement de la Bayse entre Saint-Jean-Poutge et le pont de Bordes (commune de Lavardac) (n° 4410), p. 3236 (Document n° 6410).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à faire remettre en état le canal de la plaine de Pardies servant à irriguer les terres des communes béarnaises situées sur la rive gauche du gave de Pau dans le département des Basses-Pyrénées, p. 4030 (Document n° 6811).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à ne pas procéder au déclassement du canal du Berry et à faire exécuter les travaux de réfection qui permettraient aux bateaux de circuler avec une charge normale, p. 5728 (Document n° 7340).

Cantines scolaires. — V. Enseignement. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 64.

Capitiaux. — V. Associations et groupements. — Dommages de guerre. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 47 (Conseil de la République) n° 761. — Sociétés anonymes.

Carrières. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Mines et carrières (exploitation).

Carte du combattant. — V. Anciens combattants et victimes de guerre.

Carte d'identité. — V. Voyageurs et représentants de commerce.

Carte « interné, déporté résistant ». — V. Prisonniers et déportés.

Carte sociale des économiquement faibles. — V. Economiquement faibles.

Cassis. — V. Alcool.

Censure (motion de).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une motion de censure de M. Raymond Guyot, ainsi libellée: l'Assemblée nationale considérant: 1° que le Gouvernement a pris des décrets-lois portant atteinte aux statuts et aux droits des fonctionnaires, des personnels des entreprises nationales, des services publics et semi-publics, des sinistrés, des anciens combattants; 2° qu'il a fait prononcer à l'égard des travailleurs contraints à la grève pour défendre leur pain et celui de leurs enfants des sanctions disciplinaires, voire des condamnations judiciaires; 3° qu'il a fait procéder à des retenues sur les traitements et salaires des travailleurs ayant exercé leur droit constitutionnel de grève; 4° qu'il refuse de fixer à 23.000 F par mois pour 173 heures de travail le salaire minimum interprofessionnel garanti et par suite qu'il refuse de procéder à l'augmentation générale des traitements, salaires, pensions, retraites et allocations; 5° qu'il poursuit une politique antipaysanne en s'opposant aux légitimes revendications des petits et moyens producteurs. L'Assemblée nationale exprime sa défiance au Gouvernement, p. 4026.

Centres d'apprentissage. — V. Enseignement technique. — Fonctionnaires de l'enseignement. — Interpellations n°s 195, 216. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 89, 188. — Traitements (éducation nationale).

Centres de convalescence. — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers.

Centre européen de recherches nucléaires. — V. Interpellations n° 138.

Centre médico-social. — V. Monuments commémoratifs.

Centre technique des arts graphiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mallez tendant à suspendre le recouvrement des cotisations dues au centre technique des arts graphiques devenues sans objet par la dissolution de cet organisme, p. 4618 (Document n° 6983).

Céréales. — V. Agriculture. — Office national interprofessionnel des céréales.

Cession d'immeubles et de terrains. — V. Domaine de l'Etat.

Chambres d'agriculture.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à accorder le droit de vote aux élections aux chambres d'agriculture aux jeunes agriculteurs et agricultrices âgés de vingt et un ans et le droit d'éligibilité à vingt-trois ans, p. 6638 (Document n° 7459).

Chambres de commerce.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à réglementer l'usage de la dénomination « Chambre de commerce », p. 6902 (Document n° 7493).

Chambres économiques. — V. Prix (réglementation).

Champagne. — V. Viticulture.

Changement de résidence. — V. Administration communale.

Chanvre. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses).

Chanzay (général). — V. Monuments commémoratifs.

Charbons. — V. Accidents du travail. — Conventions internationales (pool charbon-acier). — Electricité et gaz (tarifs). — Interpellations n°s 7, 9. — Mines (exploitation). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 69.

Charbonnages de France. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses). — Mines et carrières (exploitation, personnel).

Chasse. — V. Agriculture (maladies contagieuses des animaux). — France d'outre-mer (départements).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Tremouille sur la proposition de loi de M. Restat, sénateur, tendant à réglementer pour la pratique de la chasse la détonation et l'utilisation du furet (n° 4748), p. 3235 (Document n° 6102). — Adoption de la proposition de loi, p. 3759.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1510 (Document n° 365). — Dépôt du rapport par M. Restat, p. 1518 (Document n° 423). — Discussion, p. 1527; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1528.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3948 (Loi n° 53-676 du 5 août 1953, J. O. du 6 août 1953).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand relative à l'organisation de la chasse, p. 1528 (Document n° 423).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5949 (Document n° 6690).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix Gouin ayant pour objet de modifier, au profit des communes, la part qui leur revient sur le prix du permis national de chasse, p. 4315 (Document n° 6864).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné, tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars la date de la fermeture de la chasse au gibier d'eau, p. 1063 (Document n° 5532).

Chauffage. — V. *Loyers (locaux)*.

Chausure (industrie de la). — V. *Exportations et importations. — Interpellations*, n° 192.

Chemins de fer. — V. *Assurances sociales (agents des chemins de fer). — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Commerce et industrie (garde-meubles). — Conventions internationales (gares internationales). — Electricité et gaz (tarifs). — Interpellations* n° 13, 66, 104, 109, 187, 188, 201. — *Loyers (locaux d'habitation). — Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 68, 86, 104, 153, 154, 165, 175, 191 (Conseil de la République), n° 11. — *Transports et voies de communication*.

Chemins de fer (société nationale des). — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Emplois réservés. — Loyers (locaux d'habitation)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport d'information de M. de Tinguy au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, créées en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par l'article 1^{er} de la loi du 3 juillet 1947 (1^{re} partie). — *Société nationale des chemins de fer français*, p. 4881 (Document n° 7085).

Voir également à la rubrique: *Commerce et industrie (entreprises nationalisées)*.

Chemins de fer algériens. — V. *Algérie*.

Cheptel. — V. *Loyers (baux ruraux)*.

Chèques. — V. *Code de commerce*.

Chien-guide. — V. *Assistance aux vieillards, infirmes et aux incurables*.

Chiffres d'affaires. — V. *Impôts*.

Chine. — V. *Conventions internationales (République chinoise)*.

Chômage. — V. *Algérie. — Code du travail (salaires). — Commerce et industrie (entreprises diverses). — France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellations* n° 42, 63, 71, 91, 103, 129, 161. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 54 (Conseil de la République) n° 28.

ALLOCATIONS-SECOURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Dubois, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 20 du décret n° 54-319 du 12 mars 1951, fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage, p. 4294 (Document n° 6868). — Dépôt du rapport par M. Dubois, p. 4507 (Document n° 6961).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guignen, tendant à permettre l'admission au fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence, p. 4436 (Document n° 6916).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne, tendant à inviter le Gouvernement à classer les chômeurs de l'industrie du délainage parmi les chômeurs normaux, p. 96 (Document n° 5314).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné, tendant à inviter le Gouvernement à: 1° payer au taux plein l'allocation de chômage aux chômeurs totaux de l'industrie du liège; 2° relever le taux de l'indemnité perçue par les travailleurs du liège atteints par le chômage partiel; 3° étendre le bénéfice de cette indemnité aux travailleurs des petites entreprises groupant moins de cinq ouvriers, p. 97 (Document n° 5320).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierrard, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à tous les travailleurs de la région dunkerquoise réduits au chômage par le sinistre maritime du 1^{er} février 1953, p. 911 (Document n° 5171).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaston Palewski, tendant à inviter le Gouvernement à réviser d'urgence, en faveur des travailleurs sans emploi, les dispositions actuelles sur le chômage, p. 2000 (Document n° 5892).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frugier, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'attribution des indemnités de chômage, p. 3336 (Document n° 6337).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desson, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que la détermination des allocations de chômage soit effectuée d'après la population actuelle des villes dans lesquelles sont domiciliés les travailleurs sans emploi, p. 3866 (Document n° 6631).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierrard, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux travailleurs du port de Dunkerque frappés par les conséquences de la fermeture de l'écluse Watier dans la semaine du 11 au 18 octobre 1953, p. 4294 (Document n° 6869).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tinaud, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures qui s'imposent pour venir en aide aux marins-pêcheurs et aux ouvriers des usines de conserves de la côte basque victimes d'une très grave crise de chômage, p. 688 (Document n° 97).

TRAVAUX CONTRE LE CHÔMAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne, tendant à rendre uniforme l'aide de l'Etat aux communes en matière de fonds de chômage et de chantiers communaux de lutte contre le chômage, p. 1183 (Document n° 5005).

Cimetières.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Deutschmann, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à compléter l'article 8 du décret du 23 prairial an XII sur les sépultures (n° 588, année 1952), p. 317 (Document n° 66). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 667.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1044 (Loi n° 53-104 du 16 février 1953, J. O. du 17 février 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal relative au transfert des cimetières, p. 3336 (Document n° 6446).

Cinématographie. — V. *Conventions internationales. — Interpellations* n° 95. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 201.

Assemblée nationale. — Discussion: 1° du projet de loi relatif au fonds spécial d'aide à l'industrie cinématographique française; 2° de la proposition de loi de M. Desson, tendant à créer un fonds de développement de l'industrie cinématographique (n° 4231, 3335, 4142, 4368), p. 1021, 1068. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jules-Julien, p. 1077 (Document n° 5561). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 1078 (Document n° 5548). — Suite de la discussion, p. 1166, 1207, 1238, 1387, 1477. — Seconde délibération, p. 1489; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à créer un fonds de développement de l'industrie cinématographique*, p. 1495 (rectificatif p. 1629).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 826 (Document n° 135). — Dépôt du rapport par M. Debu-Bridel, p. 1130 (Document n° 324). — Discussion, p. 1103, 1418; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1460 (rectificatif p. 1579).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3792 (Document n° 6582). — Dépôt du rapport par M. Desson, p. 3867 (Document n° 6614). — Discussion, p. 3890; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3899 (rectificatif p. 4197) (Loi n° 53-681 du 6 août 1953, J. O. 7 août 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desson, tendant à inviter le Gouvernement à étudier et à mettre en application des mesures susceptibles de définir et d'aider la petite exploitation cinématographique, p. 1077 (Document n° 5366).

Cirque. — V. *Spectacles*.

Citations militaires. — V. *Croix de guerre*.

Code CIVIL. — V. *France d'outre-mer (départements d'outre-mer, textes généraux). — Notaires*.

Conseil de la République. — Adoption de l'avis sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, complétant l'article 47 du code civil (n° 521 et 655, année 1952), p. 29.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 161 (Loi n° 53-29 du 28 janvier 1953, J. O. du 29 janvier 1953).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Rabouin, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 2135 du code civil sur l'hypothèque légale de la femme mariée (n° 665, année 1952), p. 304 (Document n° 128). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 819.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1562 (Loi n° 53-182 du 12 mars 1953, J. O. du 13 mars 1953).

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi relatif au mariage sans comparution personnelle des militaires et marins des forces françaises de l'Organisation des Nations Unies participant aux opérations de Corée (n° 3386, 4170), p. 1879; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1880.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 875 (Document n° 173). — Dépôt du rapport par M. Robert Chevalier, p. 1122 (Document n° 303). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1376.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3612 (Loi n° 53-673 du 5 août 1953, J. O. du 6 août 1953).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jozeau-Marigné, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 238 du code civil et les articles 877 et 878 du code de procédure civile (n° 613, année 1952), p. 829

(Document n° 140). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier les articles 877 et 878 du code de procédure civile », p. 859.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1786 (Document n° 5818). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 2729 (Document n° 6179). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Minjoz, p. 4551 (Document n° 6975). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier les articles 237 et 238 du code civil et les articles 877 et 878 du code de procédure civile », p. 4899 (Loi n° 53-1128 du 18 novembre 1953, J. O. du 19 novembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lebon tendant à modifier l'article 55 du code civil relatif aux déclarations de naissances, p. 1131 (Document n° 5591). — Dépôt du rapport par M. Minjoz sur les propositions de loi: 1° de M. Minjoz, tendant à ordonner la transcription des actes de naissance des enfants nés dans un établissement hospitalier public ou privé ou dans un établissement d'accouchement sur les registres de l'état civil du domicile des parents; 2° de M. de Tingry, tendant à modifier l'article 55 du code civil afin que les déclarations de naissance puissent être faites à l'officier de l'état civil du domicile des parents; 3° de M. de Montgoffier, tendant à compléter l'article 56 du code civil; 4° de M. Pierre-Fernand Mazuez, tendant à ajouter un article 56 bis au chapitre II du titre II du livre 1^{er} du code civil à fin de transcription des actes de naissance sur les registres du domicile du tuteur légal; 5° de M. Lebon, tendant à modifier l'article 55 du code civil relatif aux déclarations de naissances (nos 2763, 3013, 4371, 4463, 5591); p. 3433 (Document n° 6476).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Isorni, sur la proposition de loi de M. Gaillieun, tendant à compléter l'article 55 du code civil (n° 4466), p. 2730 (Document n° 6189).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les articles 331 et 335 du code de loi relatif à la légitimation des enfants adultérins, p. 1403 (Document n° 5671). — Dépôt du rapport par M. Isorni, p. 4619 (Document n° 6991).

— Dépôt d'un rapport de M. Isorni sur la proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis, portant réforme de la filiation et tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du code civil (n° 379), p. 4619 (Document n° 6992).

— Dépôt d'une proposition de loi codifiant la loi du 23 juillet 1912 relative à l'abandon de famille, p. 3365 (Document n° 6651).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à assurer aux vieillards le paiement des sommes qui leur sont dues en vertu des articles 205 et 206 du code civil, p. 96 (Document n° 5313).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David portant aménagement des mesures transitoires prévues par l'ordonnance du 3 mai 1953 qui abroge l'acte dit loi du 14 septembre 1941 sur la légitimation de certains enfants naturels, p. 1307 (Document n° 5642).

— Dépôt d'une proposition de M. de Moro-Giannetti tendant à modifier l'article 2101 du code civil et l'article 549 du code de commerce, p. 1403 (Document n° 5668).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Klock tendant à compléter l'article 1652 du code civil en vue de faire courir automatiquement les intérêts moratoires pour toute dette non réglée à échéance, p. 968 (Document n° 5484).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à assurer aux enfants ayant fait l'objet d'une légitimation adoptive ou d'une adoption, la délivrance d'actes d'état civil conformes à leur filiation adoptive, p. 1785 (Document n° 5810).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à simplifier et faciliter les formalités de l'adoption, p. 2729 (Document n° 6177).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à modifier la loi du 2 novembre 1941 validée et modifiée par l'ordonnance du 2 décembre 1941 déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par suite de circonstances de guerre, et par décès de l'un d'eux, dans l'impossibilité de contracter mariage, p. 3017 (Document n° 6282).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Grimaud tendant à modifier les articles 658, 660 et 661 du code civil relatifs à la mitoyenneté, p. 3123 (Document n° 6340).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefranc tendant à compléter l'article 832 du code civil sur la constitution du bien de famille, p. 3432 (Document n° 6473).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Grimaud tendant à modifier la quotité disponible entre époux, p. 4357 (Document n° 6886).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vendroux tendant à compléter l'article 205 du code civil relatif à l'octroi d'une pension alimentaire entre ascendants et descendants, p. 4436 (Document n° 6918).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Febvray tendant à modifier l'article 205 du code civil, p. 6448 (Document n° 7427).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tony Révillon tendant à autoriser, en cas d'intérêt légitime, la modification du ou des prénoms figurant dans l'acte de naissance, p. 7283 (Document n° 7547).

Code de COMMERCE. — V. Code civil.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à développer le chèque comme moyen de règlement, p. 1845 (Document n° 5824).

Code d'INSTRUCTION CRIMINELLE. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi concernant les amendes de simple police (nos 3465, 4085, 4547), p. 1876, 1888. — Suite de la discussion et adoption au scrutin du projet de loi, p. 2212.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 911 (Document n° 203). — Dépôt du rapport par M. Charlet, p. 1470 (Document n° 391). — Discussion, p. 1502 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1503.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3863 (Document n° 6663).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Charlet sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 19 et 135 du code d'instruction criminelle (n° 658, année 1952), p. 826 (Document n° 141). — Adoption d'un avis défavorable au projet de loi, p. 858.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1786 (Document n° 5817).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Defos du Rau sur la proposition de loi de M. Defos du Rau, tendant à interpréter, en le complétant, l'article 194 du code d'instruction criminelle (nos 2214, 3286), p. 2131 (Document n° 5935).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 249 et 250 du code d'instruction criminelle, p. 6902 (Document n° 7500).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter l'article 113 du code d'instruction criminelle relatif aux demandes de mise en liberté provisoire, p. 39 (Document n° 5261).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à modifier l'article 466 du code d'instruction criminelle relatif à la publicité des ordonnances de contumace, p. 6902 (Document n° 7486).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tony Révillon tendant à compléter les articles 187 et 203 du code d'instruction criminelle, en ce qui concerne la signification des jugements correctionnels rendus par défaut, p. 7283 (Document n° 7546).

Code de JUSTICE MILITAIRE. — V. Code pénal.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Charlet tendant à modifier les dispositions de l'article 8 de la loi du 9 mars 1928 (code de justice militaire), et à permettre les constitutions de parties civiles devant les tribunaux militaires en temps de paix, p. 180 (Document n° 36).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 546 (Document n° 5375).

Code PENAL. — V. Algérie (législation). — France d'outre-mer (textes généraux).

Conseil de la République. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 247 du code pénal (nos 602 et 656, année 1952), p. 29.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 161 (Loi n° 53-27 du 28 janvier 1953, J. O. du 29 janvier 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Wasmer sur les propositions de loi: 1° de M. Bapst tendant à la modification de l'article 1^{er} de la loi du 15 septembre 1948, sur la répression des crimes de guerre; 2° de M. Kabib, sénateur, tendant à la modification de l'article 1^{er} de la loi du 15 septembre 1948 sur la répression des crimes de guerre (nos 5247, 5258), p. 242 (Document n° 5357).

— Discussion, p. 461. — Suite de la discussion, p. 522; adoption, au scrutin, de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1116 du 15 septembre 1948 modifiant et complétant l'ordonnance du 28 août 1944 relative à la répression des crimes de guerre », p. 545 (rectificatif, p. 783).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 204 (Document n° 42). — Dépôt du rapport par M. Marcilhacy, p. 253 (Document n° 54). — Discussion, p. 254; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 267.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 785 (Loi n° 53-52 du 30 janvier 1953, J. O. du 31 janvier 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Maurice Grimaud sur le projet de loi modifiant l'article 224 du code pénal (nos 2239, 4541), p. 939 (Document n° 5185). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Grimaud, p. 1906 (Document n° 5865).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Grousseau sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants (nos 1101, 1625), p. 2518 (Document n° 6056).

— Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi complétant le paragraphe 1^{er} de la section VII du titre II du livre III du code pénal par un article 367 (nos 3155, 1791), p. 1815 (Document n° 5331). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Ninine, p. 1846 (Document n° 5837). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Defos du Rau, p. 3236 (Document n° 6420).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à étendre le bénéfice de la loi de sursis à toutes les peines d'amende, même si elles ont un caractère mixte, p. 677 (Document n° 5407).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à l'abrogation de l'article 80, paragraphe 1^{er} du code pénal, p. 2194 (Document n° 5979).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules Moch tendant à abolir la peine de mort pour crimes commis en temps de paix, p. 3336 (Document n° 6161).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Léotard tendant à mettre à la charge des instigateurs et fomentateurs de grèves les préjudices causés à l'Etat aux collectivités et aux particuliers, p. 4023 (Document n° 6738).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Isorni tendant à modifier l'article 401 du code pénal, en matière de flouterie d'aliments et de logement, p. 5007 (Document n° 7146).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paquet tendant à accorder la priorité d'examen aux dossiers de recours, grâce et requêtes des condamnés à mort et ajourner la mise aux fers desdits condamnés, p. 6903 (Document n° 7495).

Code de PROCEDURE CIVILE. — Code civil.

Assemblée nationale. — Adoption en deuxième lecture de la proposition de loi relative à la procédure prud'homale (n° 4926, 5126), p. 695 (Loi n° 53-79 du 5 février 1953, J. O. du 6 février 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les articles 601 et 617 du code de procédure civile, p. 5657 (Document n° 7346).

Code de la ROUTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur la proposition de résolution de M. Bouxom, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 29, paragraphe 1^{er}, du code de la route et à prévoir certaines exceptions en faveur des chefs de familles nombreuses en ce qui concerne les règles relatives au permis de conduire (n° 4093), p. 4619 (Document n° 7005). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5186.

— Dépôt d'un rapport de M. Nigay sur la proposition de résolution de M. Marcel Massot tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions de l'article 29 du décret du 20 août 1939, complété par le décret du 29 août 1951, portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage (n° 3362), p. 4628 (Document n° 5778).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gautier tendant à abroger le décret n° 51-1019 du 29 août 1951, modifiant le décret du 20 août 1939 portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage, p. 606 (Document n° 5401).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Hugues tendant à organiser la lutte contre le bruit, p. 4029 (Document n° 6818).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Saire relative à la réglementation et à la protection des populations contre les bruits et les vibrations, p. 6804 (Document n° 7468).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le code de la route des dispositions d'ordre technique, afin que l'immobilisation de certains véhicules routiers soit rendue automatique en cas d'avarie du dispositif de freinage, p. 2937 (Document n° 6265).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 21 du code de la route en ce qui concerne les poids lourds, p. 3104 (Document n° 6327).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy, tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le code de la route des mesures propres à permettre l'identification des véhicules ayant une avarie dans le système d'éclairage de nuit, p. 3164 (Document n° 6392).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guérard, tendant à inviter le Gouvernement à mettre rapidement en œuvre les mesures propres à accroître la sécurité routière, p. 4247 (Document n° 6856).

Code RURAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Soustelle, tendant à modifier l'article 16 de la loi du 21 juin 1898 de façon à permettre la remise des chiens et autres animaux mis en fourrière aux personnes qui les ont trouvés ou aux sociétés agréées à cet effet, p. 4076 (Document n° 5570).

Code du TRAVAIL. — V. Algérie. — Amnistie. — Assurances sociales (cotisations). — Commerce et industrie (entreprises diverses). — Enseignement technique (cours de formation professionnelle). — Etrangers. — Impôts (traitements, salaires, timbre). — Interpellations n° 179, 223, 225, 228, 243, 248. — Loyers (locaux d'habitation). — Question orales (*Assemblée nationale*) n° 6, 111, 159, 179.

COMITÉS D'ENTREPRISE

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Meck tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprise (n° 886, 2882, 3842, 4810), p. 839; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi modifiant les articles 11 et 12 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise », p. 840.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 562 (Document n° 84). — Adoption d'une proposition de résolution demandant une prolongation du délai constitutionnel pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1030.

Assemblée nationale. — Transmission et adoption de la proposition de résolution, p. 2727.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1054. — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 1059 (Document n° 264). — Discussion, p. 1123; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi modifiant les articles 11, 12 et 13 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise », p. 1125.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3236 (Document n° 6416). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 3867 (Document n° 6625). — Discussion, p. 7127; adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 7128. (Loi n° 54-12 du 9 janvier 1954, J. O. du 10 janvier 1954.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gazier sur les propositions de loi: 1° de M. Meck tendant à apporter des modifications à l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée par les lois du 16 mai 1946 et du 12 août 1950 concernant le fonctionnement et les attributions des comités d'entreprise; 2° de M. Gazier tendant à préciser les pouvoirs des comités d'entreprise et à permettre une meilleure application de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée par la loi du 16 mai 1946 et par la loi du 7 juillet 1947 (n° 4963, 3790), p. 2730 (Document n° 6190).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier relative à la situation de certains établissements à l'égard de la législation du travail, p. 1845 (Document n° 5852). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 3236 (Document n° 6418).

CONGÉS PAYÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Gazier sur la proposition de loi de M. Gazier tendant à assurer, les jours de fête légale, le repos et le paiement des travailleurs (n° 4129, 4789), p. 3018 (Document n° 6295).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de M. Alfred Costes tendant à accélérer la procédure devant la juridiction des prud'hommes (n° 1944, 3990), p. 1685 (Document n° 5803). — Adoption de la proposition de loi, p. 2450.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 999 (Document n° 245). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 1616 (Document n° 455). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Delalande, p. 1632 (Document n° 459). — Discussion, p. 1638; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1639.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4619 (Document n° 7093). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 6995 (Document n° 7516). — Discussion, p. 7109; adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 7111. (Loi n° 53-1352 du 31 décembre 1953, J. O. du 6 janvier 1954.)

Assemblée nationale. — Adoption en deuxième lecture de la proposition de loi modifiant les articles 22 et 23 du livre IV du code du travail (n° 4864, 5125), p. 1649. (Loi n° 53-242 du 28 mars 1953, J. O. du 29 mars 1953.)

— Dépôt d'un rapport supplémentaire de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la législation sur les conseils de prud'hommes et en conséquence à modifier les articles 2 et 103 du titre 1^{er} du livre quatrième du code du travail (n° 1608, 3740), p. 2518 (Document n° 6091).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblatt tendant à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions relatives aux voies de recours prévues par le code du travail contre les décisions des conseils de prud'hommes, p. 5367 (Document n° 7251).

CONTRAT DE TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Brusset tendant à étendre le champ de l'ordonnance n° 45-875 du 1^{er} mai 1945, relative à la réintégration des démobilisés, prisonniers, déportés et assimilés, p. 677 (Document n° 5413).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henry Torrès tendant à étendre le champ de l'ordonnance n° 45-875 du 1^{er} mai 1945, relative à la réintégration des démobilisés prisonniers, déportés et assimilés, p. 11 (Document n° 4).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 83 (Document n° 5289). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 4881 (Document n° 7092). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de l'ordonnance n° 45-875 du 1^{er} mai 1945 relative à la réintégration des démobilisés, prisonniers, déportés et assimilés », p. 5666.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1980 (Document n° 577).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à subordonner le congédiement sur ordre de l'administration des employés des salles de jeu à l'avis conforme d'une commission, p. 1999 (Document n° 5887).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont relative au placement et à l'engagement des artistes portant modification de l'article 98 du titre 4 du livre 1^{er} du code du travail et de la prévoyance sociale, p. 2651 (Document n° 6127).

CONVENTIONS COLLECTIVES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Tharradin sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 19 de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits du travail (n° 645, année 1952), p. 562 (Document n° 83). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail », p. 694.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1077 (Document n° 5576). — Dépôt du rapport par M. Arbellier, p. 1404 (Document n° 5681). — Discussion, p. 2155; adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail », p. 2156 (Loi n° 53-282 du 3 avril 1953, J. O. du 4 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Titeux sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter la section VI du chapitre IV bis du titre II du livre I^{er} du code du travail (n° 2774), p. 2405 (Document n° 6026).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant: 1° à fixer les conditions dans lesquelles se réunira la commission supérieure des conventions collectives en cas de carence ministérielle; 2° à étendre les pouvoirs de cette commission réunie dans ces conditions, p. 2729 (Document n° 6188).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Mercier tendant à inviter le Gouvernement à étendre au département de la Seine les conventions collective de travail concernant les employés de maison, p. 1077 (Document n° 5558).

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à l'institution de « délégués des jeunes » dans les entreprises, p. 677 (Document n° 5417).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à fixer à dix-huit ans l'âge d'éligibilité des délégués du personnel dans les entreprises, p. 678 (Document n° 5418).

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à étendre aux entreprises de transport les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, p. 3183 (Document n° 6381). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 4507 (Document n° 6963).

PLACEMENT DES TRAVAILLEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier, en ce qui concerne le placement des cadres, l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, p. 2650 (Document n° 6111).

RÉGIME ET DURÉE DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Coutant sur la proposition de loi de M. Francis Caillet tendant à fixer les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires (n° 4640, 4811), p. 2518 (Document n° 6092). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Coutant, p. 3434 (Document n° 6198). — Discussion, p. 3879.

— Dépôt d'un avis du Conseil économique sur: 1° la proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à doter d'un statut professionnel les gérants non salariés des maisons à succursales multiples et des coopératives de consommation définies par la loi du 21 mars 1941, modifiée par la loi du 3 juillet 1944; 2° la proposition de loi de M. Gabelle tendant à modifier et à compléter la loi du 3 juillet 1944 précisant la situation au regard de la législation du travail des gérants de succursales de maisons d'alimentation de détail (n° 2187, 4892), p. 2652 (Document n° 6115).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à appliquer strictement, dans la profession bancaire, les textes légaux en vigueur relatifs à la répartition hebdomadaire du travail, p. 3950 (Document n° 6696).

SALAIRES ET INDEMNITÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Patinaud sur la proposition de loi de M. Patinaud tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires (n° 1649, 4770), p. 2405 (Document n° 6025). — Discussion, p. 3878; adoption de la proposition de loi après modification du titre: Proposition de loi modifiant les dispositions du livre I^{er} du code du travail relatives au reçu pour solde de tous comptes, p. 3879 (rectificatif p. 4031).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4548 (Document n° 426). — Dépôt du rapport par M. Menu, p. 1850 (Document n° 540). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Menu, p. 2016 (Document n° 580). — Discussion, p. 2057; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: Proposition de loi modifiant les dispositions du livre I^{er} du code du travail relatives au reçu pour solde de tout compte et au bulletin de paye, p. 2061.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6048 (Document n° 7375). — Dépôt du rapport par M. Patinaud, p. 6995 (Document n° 7518). — Discussion, p. 7108; adoption de la proposition de loi, avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 7109 (Loi n° 53-1350 du 31 décembre 1953, J. O. du 6 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Musmeaux sur le projet de loi tendant à compléter la loi n° 46-283 du 25 février 1946 relative à la rémunération des heures supplémentaires de travail (n° 2242), p. 1628 (Document n° 5787). — Discussion et adoption du projet de loi, p. 2454.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 994 (Document n° 242). — Dépôt du rapport par M. Walker, p. 1123 (Document n° 319). — Discussion, p. 1349; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1350.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3542 (Loi n° 53-640 du 28 juillet 1953, J. O. du 29 juillet 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Etienne Fajon tendant: 1° à fixer à 23.000 F par mois sans abattement de zone le salaire minimum national interprofessionnel garanti; 2° à relever dans des conditions identiques les salaires, traitements, pensions, retraites et allocations, p. 4029 (Document n° 6800). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Bouxom tendant à inviter le Gouvernement: 1° à procéder d'urgence à un relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti et à une réduction des zones de salaires; 2° à provoquer la réunion des commissions mixtes nationales et régionales en recommandant à celle-ci de faire en sorte que l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti se traduise, dans les accords contractuels, par toute amélioration de salaire compatible avec la nécessité absolue du maintien des prix et les possibilités actuelles du secteur économique intéressé, p. 4247 (Document n° 6859). — Dépôt d'un rapport par M. Coutant, p. 4358 (Document n° 6902). — Discussion, p. 5776; adoption d'une motion et disjonction de la proposition de loi, p. 5782.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Boulangé tendant à inviter le Gouvernement à réduire de moitié les deux taux d'abattement appliqués aux différentes zones de salaires, p. 1511 (Document n° 408). — Dépôt du rapport par M. André Méric, p. 1733 (Document n° 512). — Discussion, p. 2139; adoption de la proposition de résolution, après modification du titre: Résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi portant suppression des zones de salaires tant dans les départements métropolitains que dans ceux d'outre-mer, p. 2145.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Linet tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives en ce qui concerne les salaires des ouvriers boulangers, p. 3160 (Document n° 6358). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Francine Lefebvre tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin que soient respectées, en ce qui concerne les salaires des ouvriers boulangers, les dispositions de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives, p. 3336 (Document n° 6456). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 4730 (Document n° 7041).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Adrien Renard tendant à porter le salaire minimum garanti applicable aux travailleurs des professions agricoles, à parité avec celui de l'industrie et du commerce, p. 884 (Document n° 5465).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maton tendant à modifier les articles 47 a et 47 b du livre I^{er} du code du travail, afin de protéger les droits des travailleurs en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de leur employeur, p. 969 (Document n° 5504).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louslau tendant à mettre à parité le salaire minimum garanti des travailleurs agricoles avec celui des professions industrielles et commerciales, p. 1130 (Document n° 5589).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à modifier l'article 29 l du code du travail concernant le statut des voyageurs, représentants et placiers du commerce et de l'industrie, p. 1496 (Document n° 5721).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier tendant à assurer aux personnels de l'industrie hôtelière le remboursement des indemnités de nourriture dues depuis le mois de septembre 1950, p. 2729 (Document n° 5470).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schmittlein concernant la suppression des zones de salaires, p. 4506 (Document n° 6942).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier tendant à établir le montant du salaire devant servir de base au calcul des cotisations de sécurité sociale pour les employés des hôtels, cafés, restaurants, p. 5519 (Document n° 7276).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Legaret tendant à modifier l'article 47 a du titre III du livre I^{er} du code du travail, afin d'assurer le paiement des salaires et commissions des ouvriers, employés et des salariés, en cas de faillite de l'entreprise, p. 6903 (Document n° 7513).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Boulangé tendant à réduire de moitié les taux d'abattement appliqués aux différentes zones de salaires, p. 1511 (Document n° 406).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3866 (Document n° 6645).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer: 1° la paye des 350 ouvriers et mensuels lockoutés des ateliers de la Guerche (Cher); 2° la réouverture de ces ateliers et une charge de travail leur permettant une activité normale, p. 4507 (Document n° 6943). — Dépôt du rapport par M. Besset, p. 5313 (Document n° 7224).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Renard tendant à inviter le Gouvernement à fixer, pour les travailleurs agricoles, le même salaire minimum garanti que pour les travailleurs de l'industrie et du commerce, p. 4247 (Document n° 6851).

Voir également à la rubrique: Commerce et industrie (entreprises diverses).

TRAVAILLEURS A DOMICILE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à la normalisation du travail à domicile et à la protection des droits des travailleurs, p. 1403 (Document n° 5695).

TRAVAIL DES ENFANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 60 du livre II du code du travail, p. 5259 (Document n° 7205).

Collectivités locales. — V. *Communes*.

Collectivités publiques. — V. *Adjudications et marchés.* — *Administrations publiques.* — *Comptabilité publique.* — *Pharmacie.*

Collèges. — V. *Départements, villes et communes (budget).* — *Enseignement technique.*

Colonies de vacances. — V. *Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Vialle tendant à réserver par priorité les subventions accordées pour l'équipement des colonies de vacances aux organismes prévoyant le plein emploi des bâtiments dans un but culturel, p. 5231 (Document n° 7183).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrand tendant à inviter le Gouvernement à étudier dans les plus brefs délais la possibilité de faire aider les parents d'enfant unique par les caisses d'allocations familiales sous la forme d'une participation aux colonies de vacances, p. 1815 (Document n° 5856).

Combattants volontaires. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre.* — *Croix du combattant volontaire.*

Combustibles liquides et dérivés. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 47.

Conseil de la République. — Discussion de la proposition de résolution de M. Armengaud tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre les mesures préconisées par la commission de la production industrielle en vue d'assurer l'expansion de la recherche et de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel en France métropolitaine et en Afrique du Nord (nos 632, année 1951, et 531, année 1952), p. 195; adoption de la proposition de résolution, p. 196.

Combustibles solides et dérivés. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses).* — *Electricité et gaz (personnel).* — *Mines et carrières (exploitation).*

Commerce extérieur. — V. *Attachés industriels et techniques.* — *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).* — *Exportations et importations.*

Commerce et industrie. — V. *Armées (service militaire).* — *Assurances sociales.* — *Code de commerce.* — *Code du travail.* — *Domages de guerre.* — *Emploi obligatoire des mutilés.* — *Enseignement technique (cours de formation professionnelle).* — *Expropriations.* — *Impôts (dégrèvements).* — *Interpellations* nos 59, 80, 143, 217, 226. — *Loteries.* — *Prix (réglementation, variation).* — *Propriété industrielle.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 50, 72, 83, 100, 145, 181 (*Conseil de la République*) nos 3, 18.

ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à abroger l'article 47 de la loi de finances du 14 avril 1952 sur certaines interdictions d'exercer une activité professionnelle et son décret d'application du 1^{er} décembre 1952, p. 1062 (Document n° 5535).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à différer l'application de l'article 47 de la loi de finances du 14 avril 1952 sur certaines interdictions d'exercer une activité professionnelle et de son décret d'application du 1^{er} décembre 1952, jusqu'à la réalisation de la réforme fiscale, p. 1526 (Document n° 5721).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Beauvais tendant à supprimer l'article 47 de la loi du 14 avril 1952, relatif à l'interdiction provisoire d'exercer toute profession commerciale, industrielle ou libérale, p. 638 (Document n° 95).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1076 (Document n° 5571).

COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL

— Fermeture obligatoire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet la fermeture obligatoire des maisons de commerce autres que celles d'alimentation les jours de l'Ascension et de la Toussaint, p. 3234 (Document n° 6395).

— Statut.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 49-1070 du 2 août 1949 reconnaissant la coopération dans le commerce de détail et organisant son statut, p. 2828 (Document n° 6222).

— Vente à la boule de neige.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi tendant à interdire les procédés de vente dits « à la boule de neige » (nos 1304, 2693, 2476, 5215), p. 318.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 272 (Document n° 65). — Dépôt du rapport par M. Gadouin, p. 866 (Document n° 149). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice, p. 876 (Document n° 171). — Discussion, p. 880; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 883 (*rectificatif*, p. 949).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2001 (Document n° 5893). — Dépôt du rapport par M. Plantévin, p. 3792 (Document n° 6667). — Adoption du projet de loi, p. 4694 (Loi n° 53-1090 du 5 novembre 1953, J. O. du 6 novembre 1953).

— Vente sur la voie publique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Léotard tendant à réprimer les commerces qui, sur la voie publique, portent préjudice à la liberté et à la tranquillité des citoyens, p. 4247 (Document n° 6861).

— Versement d'acompte.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Hugues tendant à dégager la responsabilité des commerçants en ce qui concerne les sommes reçues de leur clientèle, à titre d'avance sur le prix d'un produit fabriqué à livrer, lorsque ces sommes ont été transmises par leurs soins au fabricant ou au distributeur de ce produit, p. 1563 (Document n° 5745).

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grouseaud tendant à organiser le crédit dans l'industrie du meuble, p. 83 (Document n° 5281).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier portant suspension de délai en matière de nantissement de matériel d'équipement, p. 5597 (Document n° 7302).

ENTENTES PROFESSIONNELLES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Bardon-Damarzid, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, organisant le contrôle des ententes économiques et assurant la liberté de la production et du commerce (n° 436, année 1952), p. 29 (Document n° 10). — Dépôt du rapport par M. Armengaud, p. 232 (Document n° 52). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bardon-Damarzid, p. 712 (Document n° 99). — Discussion, p. 738. — Suite de la discussion, p. 731; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 804.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1405 (Document n° 5704).

ENTREPRISES DIVERSES

— Contrôle des entreprises.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gondoux tendant à l'abrogation du décret n° 53-708 du 9 août 1953 relatif aux modalités d'exercice du contrôle des entreprises bénéficiaires de la garantie de l'Etat, p. 5008 (Document n° 7152).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à l'abrogation du décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique et social, p. 4795 (Document n° 7060).

Voir également à la rubrique suivante: *Entreprises publiques.*

— Entreprises nationalisées.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier, interdisant à certaines personnes les fonctions d'administrateur d'une entreprise nationale, p. 2240 (Document n° 6206). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 4196 (Document n° 6842).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à abroger le décret n° 53-911 du 30 septembre 1953 portant aliénation de l'atelier de fabrication de Saint-Priest, p. 4137 (Document n° 6827). — Dépôt du rapport par M. Montalat, p. 4507 (Document n° 6932).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité l'atelier de fabrication de Saint-Priest (Isère), p. 1628 (Document n° 5779).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les décrets nos 53-416 à 53-420 du 11 mai 1953, relatifs à la composition des conseils d'administration d'entreprises nationales, p. 3336 (Document n° 6448).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Villon tendant à inviter le Gouvernement à ne procéder à aucun renvoi de personnel à la manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne et à envisager dans cette manufacture la création d'urgence d'un secteur de fabrications civiles, p. 5259 (Document n° 7206).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chausson tendant à inviter le Gouvernement à ne procéder à aucun licenciement de personnel à la manufacture d'armes de Tulle et à envisager, dans cette manufacture, la création d'urgence d'un secteur de fabrications civiles, p. 5519 (Document n° 7275).

Conseil de la République. — Dépôt du rapport annuel de M. Pelenc fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprecier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des

sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947) (année 1953. — Tome 1: premier trimestre), p. 1104 (Document n° 286).

Voir également aux rubriques suivantes: *Chemins de fer (société nationale)*; *Mines et carrières (exploitation)*.

Assemblée nationale. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (application de l'article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 3 juillet 1947). Nomination de membres par diverses commissions, p. 895, 1568, 3547 (rectificatif), p. 1847).

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947). — Désignation de membres par diverses commissions, p. 28.

— Entreprises publiques.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud modifiant le statut, l'administration et le contrôle des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, p. 1381 (Document n° 364).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3543 (Document n° 6522).

Voir également à la rubrique précédente: *Contrôle des entreprises*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à abroger les décrets du 11 mai 1953 qui étatisent des entreprises publiques et portent atteinte aux principes essentiels des nationalisations, p. 3017 (Document n° 6299). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 3713 (Document n° 6551). — Discussion, p. 5856.

— Fermeture d'entreprises.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durroux tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour préserver les intérêts de la main-d'œuvre employée par la Société anonyme des établissements Ricalens, à Laroque-d'Olmes (Ariège), p. 6378 (Document n° 7420).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henry Assaillet tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour préserver les intérêts de la main-d'œuvre employée par la société anonyme des Etablissements Ricalens, à Laroque-d'Olmes (Ariège), p. 2829 (Document n° 718).

— Garagiste-motoriste.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à instituer un statut professionnel du garagiste-motoriste, du motociste et du vélociste, p. 1076 (Document n° 5542).

— Garde-meubles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Garet portant statut des entreprises pratiquant l'industrie du garde-meubles, p. 7283 (Document n° 7565).

— Teinturerie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Germaine Poinso-Chapuis portant réglementation des conditions d'exercice des professions de teinturier-nettoyeur et détacheur-apprêteur, p. 6374 (Document n° 7411).

— Textiles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Billat sur la proposition de résolution de M. Manceau tendant à inviter le Gouvernement à protéger et à encourager la production française de chanvre par l'arrêt des importations de chanvre étranger (n° 2165), p. 3236 (Document n° 6115). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3760.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Manceau tendant à protéger les dénominations linières, p. 3433 (Document n° 6497).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Malbrant tendant à abroger la loi du 15 septembre 1943 portant institution de la taxe d'encouragement à la production textile et à remplacer le fonds d'encouragement qu'elle alimente par des fonds spécialisés intéressant les différentes productions textiles de l'Union française, p. 3717 (Document n° 6559).

— Dépôt d'une proposition de M. Le Cozannet tendant à instituer un statut définitif de l'encouragement aux textiles nationaux, p. 3866 (Document n° 6619).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Peltre tendant à l'abrogation de la loi du 20 juillet 1939 relative à la protection de la dénomination « laine », p. 4970 (Document n° 7137).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Julien Gautier tendant à instituer un statut définitif de l'encouragement aux textiles nationaux, p. 1528 (Document n° 431).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3949 (Document n° 6701).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dronne tendant à inviter le Gouvernement à dégager sur le fonds d'encouragement à la production textile, dans les délais les plus rapides, les ressources nécessaires à l'octroi aux producteurs de matières textiles nationales de l'indemnité compensatrice de prix et d'absence de protection douanière; à prendre les mesures nécessaires à assurer l'équilibre entre les ressources de la caisse d'encouragement et ses besoins, conformément aux dispositions prévues à l'article 27-11 de la loi n° 53-75 du 6 février 1953, à assurer aux producteurs de

matières textiles nationales la sécurité de débouchés et de prix conformément à l'article 92-11 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, p. 3336 (Document n° 6461).

— Représentation de l'Assemblée nationale au sein du comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile. — Désignation de candidature par suite de vacance, p. 3477. — Nomination de membre, p. 3503.

Commerce et industrie (ministère).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delcos tendant à inviter le le Gouvernement à créer, pour la « relance de l'économie », un grand ministère du commerce par le regroupement, sous une même autorité, de tous les services dispersés dans les différentes administrations centrales, p. 1496 (Document n° 5708).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à ajouter les mots « et de l'artisanat » à la dénomination actuelle du ministère du commerce, p. 2937 (Document n° 6267).

Commissariat général à la productivité. — V. *Budget 1954*.

Communauté européenne de défense. — V. *Conventions internationales.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 85, 198 (*Conseil de la République*), n°s 27, 41, 55, 56, 77, 146, 147.

Communes. — V. *Adjudications et marchés.* — *Administration communale.* — *Agriculture (génie rural).* — *Chasse (chômage).* — *Départements, villes et communes.* — *Eau potable.* — *Electricité et gaz (conseil d'administration).* — *Interpellations,* n° 148. — *Questions orales (Assemblée nationale),* n°s 5, 43 (*Conseil de la République*), n° 26, 108, 121, 133. — *Sociétés coopératives de construction.*

Communications du Gouvernement.

Assemblée nationale. — Lecture par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, d'une lettre de: M. le président de la République, désignant M. René Mayer comme président du conseil, p. 1. = M. René Mayer, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 2. — Communication de: M. Georges Bidault, ministre des affaires étrangères sur les conversations de Londres et sur la conférence de Rome, p. 1669 = M. René Mayer, président du conseil, d'une déclaration sur sa politique économique, financière et sociale, p. 2639. — Lecture par M. le président de l'Assemblée nationale, d'une lettre de: M. le président de la République faisant connaître la démission du cabinet René Mayer et désignant M. Paul Reynaud comme président du conseil, p. 2846 = M. Paul Reynaud, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du Gouvernement qu'il se propose de constituer, p. 2846 = M. le président de la République désignant M. Mendès-France comme président du conseil, p. 2906 = M. Mendès-France, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 2906 = M. le président de la République désignant M. Georges Bidault comme président du conseil, p. 2936 = M. Georges Bidault, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 2936 = M. René Mayer, président du conseil, demandant la convocation de l'Assemblée pour délibérer sur le projet de loi relatif à la convention passée avec la Banque de France, p. 3034, 3113 = M. le Président de la République désignant M. André Marie comme président du conseil, p. 3070 = M. André Marie, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 3070 = M. le Président de la République, désignant M. Joseph Laniel comme président du conseil, p. 3150 = M. Joseph Laniel, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 3150. — Déclaration de M. Joseph Laniel, président du conseil des ministres, à la suite des motions successives votées par le congrès national du Viet-Nam qui vient de se tenir à Saigon, p. 4393. — Communication de M. Edgar Faure, ministre des finances et des affaires économiques, sur le budget de 1954, p. 4841. — Lecture, par M. André Mercier (Oise), vice-président de l'Assemblée nationale, d'une lettre de M. le président du conseil des ministres, demandant la convocation de l'Assemblée nationale, p. 7190.

Communications du président de l'Assemblée nationale.

Assemblée nationale. — Communication: d'une lettre de M. le président de la deuxième chambre des Etats généraux du royaume des Pays-Bas, faisant part de la motion d'ordre adoptée à l'unanimité par la deuxième chambre, le 11 février 1953, p. 1667 = de M. Edouard Herriot, faisant connaître qu'il ne demandera pas le renouvellement de la présidence de l'Assemblée nationale et qu'il ne sera pas candidat à l'Elysée, p. 5771 = de M. André Le Troquer, vice-président de l'Assemblée nationale, des télégrammes de vœux de Sa Majesté Bao Dai et de M. le président du conseil du Viet-Nam, p. 7090.

Comores (Archipel des). — V. *France d'outre-mer.*

Comptabilité publique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé, sur le projet de loi tendant à porter de 10.000 F à 25.000 F la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements de l'Etat, des collectivités et établissements publics (n° 2270), p. 1308 (Document n° 5653). — Adoption du projet de loi, p. 1603.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 853 (Document, n° 142). — Dépôt du rapport par M. Lieutaud, p. 876 (Document, n° 176). — Discussion, p. 909; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 910.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2293 (*Loi n° 53-302 du 9 avril 1953, J. O. du 10 avril 1953*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Solinac, tendant à modifier l'article 13 modifié du décret n° 53-714 du 9 août 1953 sur la responsabilité des comptables publics en vue de sauvegarder les prérogatives des administrateurs locaux et d'éviter une nouvelle restriction des libertés locales, p. 5963 (Document, n° 7370).

Comptables communaux. — V. *Fonctionnaires communaux et départementaux.*

Concierges d'immeubles. — V. *Loyers (locaux d'habitation).* — Questions orales (Assemblée nationale), n° 132.

Confédération générale du travail. — V. *Interpellations*, n° 72, 236.

Conférences internationales. — V. *Conventions internationales.* — Questions orales (Conseil de la République), n° 139, 140.

Conflits du travail. — V. *Code du travail (conventions collectives).* — Fonctionnaires.

Congés. — V. *Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Conseils ACADEMIQUES. — V. *Alsace et Lorraine.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billères, tendant à modifier la loi du 27 février 1880 relative aux conseils académiques, p. 4955 (Document, n° 7128). — Dépôt du rapport, par Mme Lempereur, p. 5657 (Document, n° 7319). — Discussion, p. 5979, et adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi du 27 février 1880 relatif aux conseils académiques », p. 5980.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2136 (Document, n° 625). — Dépôt du rapport par M. Lamousse, p. 2617 (Document, n° 714). — Discussion, p. 2792; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2793.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7282 (Loi n° 54-56 du 20 janvier 1954, J. O. du 21 janvier 1954).

Conseil ECONOMIQUE. — V. *Assemblée nationale (budget de 1951).* — Elections législatives.

BUREAU

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil économique faisant connaître la constitution définitive du bureau du Conseil économique, p. 426.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil économique faisant connaître la constitution définitive du bureau du Conseil économique, p. 60.

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à compléter la loi n° 51-355 du 20 mars 1951 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, p. 3183 (Document, n° 6384).

Conseil d'ETAT. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 155.

Conseils GENERAUX. — V. *Administration communale et départementale.* — Questions orales (Assemblée nationale), n° 66.

Conseil JURIDIQUE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henry Laforest réglementant la profession de conseil juridique, p. 3717 (Document, n° 6568).

Conseil supérieur de la MAGISTRATURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz en vue de présenter les candidatures pour les six sièges de membres titulaires et les six sièges de membres suppléants du Conseil supérieur de la magistrature, à la nomination de l'Assemblée nationale (application de l'alinéa 4 de l'article 83 de la Constitution, des articles 1^{er} et 2 de la résolution du 4 mars 1947, de l'article 12 de la loi n° 47-421 du 11 mars 1947 et de l'article 19 du règlement), p. 1628 (Document n° 5759). — Désignation de candidatures, p. 1786. — Opposition à ces candidatures, ouverture du scrutin pour la nomination des six membres titulaires, p. 1950. — Nomination de cinq membres titulaires, p. 1963. — Scrutin pour l'élection du sixième membre titulaire et des six membres suppléants, p. 1963. — Résultat d'un deuxième tour et proclamation des six membres suppléants, p. 2261. — Ouverture d'un troisième tour de scrutin pour l'élection du sixième membre titulaire, p. 2765; résultat du scrutin, p. 2779. — Ouverture d'un quatrième tour de scrutin, p. 3268; résultat du scrutin, p. 3280.

Conseils MUNICIPAUX. — V. *Administration communale.* — Elections municipales. — Interpellations n° 24, 167, 178. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 66 (Conseil de la République) n° 34.

Conseils de PREFECTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Coste-Floret sur: a) le projet de loi relatif au contentieux administratif; b) les propositions de loi: 1^o de M. Jacques Bardoux, relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; 2^o de M. Charlet, sénateur, portant

réorganisation des conseils de préfecture, modification de leur recrutement et de leur compétence et leur substituant l'appellation de tribunal administratif (Dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs); II. — Les propositions de loi: 1^o de M. Jacques Bardoux, relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; 2^o de M. Maurice Grimaud, relative au contentieux administratif. (N° 67, 54, 3337, 4084), p. 1564 (Document n° 5744). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Abel Gardey, p. 1816 (Document n° 5855). — Discussion, p. 1893; suite de la discussion, p. 1957, 2362.

Conseils de PRUD'HOMMES. — V. *Algérie.* — Code du travail.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Reynouard sur la proposition de loi, déposée au Conseil de la République, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'honorariat des anciens conseillers prud'hommes (n° 710, année 1951, et 606, année 1952), p. 170 (Document n° 27). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 233.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 678 (Document n° 5415). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 1404 (Document n° 5680). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 2014 (Loi n° 53-283 du 3 avril 1953 J. O. du 4 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Renard sur la proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à créer un conseil de prud'hommes à Arles-sur-Rhône (n° 4519), p. 1257 (Document n° 5623). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Adrien Renard, p. 2518 (Document n° 6065). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3411.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Francine Lefebvre sur la proposition de loi de M. Moisan tendant à la création de conseils supérieurs de prud'hommes (n° 3971), p. 1404 (Document n° 5676). — Dépôt d'un rapport de la commission de la Justice par M. Maurice Grimaud, p. 3236 (Document n° 6406).

Conseil de la REPUBLIQUE. — V. *Postes, télégraphes et téléphones (téléphone).* — Présidence de la République.

BUDGET

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Estève sur le projet de résolution portant, pour l'exercice 1951: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; b) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; c) règlement définitif des comptes de la caisse des retraites des sénateurs et de celle du personnel; d) règlement définitif des comptes de la caisse de sécurité sociale des sénateurs et de celle du personnel; e) approbation du compte de gestion du trésorier; f) approbation des comptes des buvettes, p. 826 (Document n° 138). — Discussion, p. 886; adoption du projet de résolution, p. 887.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Estève sur le projet de résolution, portant pour l'exercice 1952: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; b) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; c) règlement définitif des comptes de la caisse des retraites des sénateurs et de celle du personnel; d) règlement définitif des comptes de la caisse de sécurité sociale des sénateurs et de celle du personnel; e) approbation du compte de gestion du trésorier; f) approbation du compte des buvettes, p. 1460 (Document n° 385). — Discussion, p. 1509; adoption du projet de résolution, p. 1504.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Yves Estève, sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1951, p. 2256 (Document n° 645). — Discussion et adoption du projet de résolution, p. 2453.

BUREAU

Conseil de la République. — Constitution du bureau d'âge; M. Hippolyte Masson, président; MM. Hassan Gouled, Louis Courroy, Pierre de Chevigny, Marcel Boulange, André Méric et Norbert Zafimahova, secrétaires, p. 7. — Scrutins pour la constitution du bureau définitif et proclamation de M. Gaston Monnerville comme président, p. 9; Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Paul-Jacques Kalb, René Coty et Ernest Pezet comme vice-présidents; MM. Christophe Kalenzaga, Emile Lodéon, Georges Maurice, Louis Namy, Pierre Romani, François Schleiter, Paul Symphor et Lucien Tharradin comme secrétaires; MM. Paul Baraïgin, Robert Gravier et Gérard Minvielle comme questeurs, p. 10. — Démission de M. François Schleiter, p. 1130 et M. Tharradin de secrétaires, p. 1136. — Désignation de candidatures, p. 1328 et nomination de MM. Louis Gros et Coupigny, p. 1340.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil de la République faisant connaître à l'Assemblée la constitution définitive du bureau du Conseil de la République, p. 94.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Conseil de la République. — Demande de désignation de trois membres du comité constitutionnel chargés de représenter le Conseil de la République (application de l'article 91 de la Constitution, des articles 1^{er} et 2 de la résolution du 28 janvier 1947 et de l'article 40 du règlement), p. 125. — Dépôt du rapport par M. de Montalembert, p. 196 (Document n° 38). — Désignation de candidatures, p. 353. — Nomination de membres, p. 578.

COMMISSIONS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à inviter le Gouvernement à constituer une commission chargée d'étudier les rapports entre l'Union française et une organisation politique de l'Europe, p. 47 (Document n° 14). — Dépôt du rapport par M. Marius Moutet, p. 781 (Document n° 111). — Discussion, p. 833; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 846 (*rectificatifs*, p. 860, 891).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ladeur tendant à la création, en vertu de l'article 11, paragraphe 3, du règlement d'une commission de coordination chargée de l'étude des problèmes économiques dans le cadre de l'Union française, p. 931 (Document n° 220).

Conseil de la République. — Nomination des membres des commissions générales et de la commission de comptabilité, p. 21.

Commission des affaires étrangères. — Démission de membres, p. 1808. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 768, 1808. — Nomination de membres, p. 772, 1830.

Commission de l'agriculture. — Démission de membres, p. 96, 190. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 96, 180, 768, 781, 1207. — Nomination de membres, p. 116, 196, 781, 1229 (*rectificatifs*, p. 171, 197).

Commissions des boissons. — Démission de membres, p. 1808. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 768, 781, 1808. — Nomination de membres, p. 772, 781, 1830.

Commission de comptabilité. — Démission de membres, p. 96. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 96, 781. — Nomination de membres, p. 116, 804.

Commission de la défense nationale. — Démission de membre, p. 1151. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 768, 1207, 1808. — Nomination de membres, p. 772, 1229.

Commission de l'éducation nationale. — Démission de membre, p. 1808. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 768, 1808. — Nomination de membres, p. 772, 1830.

Commission de la famille. — Démission de membre, p. 96. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 96, 768. — Nomination de membres, p. 116, 772.

Commission des finances. — Démission de membre, p. 1808. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 768, 772, 1808. — Nomination de membres, p. 772, 781, 1830.

Commission de la France d'outre-mer. — Démission de membres, p. 1777. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 772, 1808. — Nomination de membres, p. 781, 1808.

Commission de la justice. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 768, 772. — Nomination de membres, p. 772, 781.

Commission de la marine marchande. — Démission de membres, p. 29. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 29, 42, 768, 772, 1207. — Nomination de membres, p. 46, 772, 781, 1229.

Commission des moyens de communication. — Démission de membres, p. 29. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 29, 768, 772, 1207. — Nomination de membres, p. 42, 772, 781, 1229.

Commission des pensions. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 758. — Nomination de membres, p. 772.

Commission de la presse. — Démission de membre, p. 1151, 1777. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 772, 781, 1207, 1808. — Nomination de membres, p. 781, 804, 1229, 1830.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — Démission de membre, p. 1151. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1207. — Nomination de membres, p. 781, 1229.

Commission du suffrage universel. — Démission de membres, p. 96, 4624. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 96, 4624. — Nomination de membres, p. 116, 4632.

Commission du travail. — Démission de membre, p. 96. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 96, 768. — Nomination de membres, p. 116, 772.

COMPOSITION ET ÉLECTION

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gulthmuller tendant à modifier l'article 8 de la loi du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, p. 4028 (Document n° 6736) (*rectificatif, séance du 18 mars 1954*).

CONVOCACTION

Convocation du Conseil de la République, p. 1081, 1087, 1103, 1531; en session extraordinaire, p. 28, 29.

GROUPES

Listes électorales des membres des groupes politiques (remises au président du Conseil de la République, le 12 janvier 1953, en exécution de l'article 9 du règlement), p. 12. — Modifications aux listes, p. 919, 1032, 1060, 1556, 1627, 2017, 2257.

Déclaration politique des groupes, remise au président du Conseil de la République, p. 13.

RÈGLEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Marrane tendant à modifier l'article 15 du règlement du Conseil de la République, p. 21 (Document n° 6). — Dépôt d'un rapport par M. Michel Debré sur: 1° la proposition de résolution de

M. Jean Durand tendant à compléter l'article 47 du règlement du Conseil de la République (n° 451, année 1952); 2° la proposition de résolution de M. Georges Marrane tendant à modifier l'article 15 du règlement du Conseil de la République (n° 6, année 1953, p. 463 (Document n° 82). — Discussion, p. 712; adoption, p. 714.

— Dépôt d'un rapport de M. Michel Debré tendant à modifier l'article 51 du règlement du Conseil de la République n. 1701 (Document n° 470). — Rapporteur M. Michel Debré et discussion, p. 2137; adoption de la proposition de résolution, p. 2138.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pellenc tendant à compléter l'article 20 du règlement du Conseil de la République, p. 1122 (Document n° 305). — Dépôt du rapport par M. Michel Debré, p. 1791 (Document n° 469).

SESSIONS

Ouverture de la session extraordinaire, p. 1.
Ajournement du Conseil de la République, p. 1.
Ouverture de la session ordinaire pour 1953, p. 7.
Ajournement du Conseil de la République, p. 1019, 1078, 1083, 1092, 1108.

Reprise de la session, p. 1023, 1081, 1087, 1103.

Interruption de la session, p. 1529.

Reprise de la session, p. 1531.

Clôture de la session, p. 2820.

Conseils de REVISION. — V. *Années (recrutement)*.

Conseil supérieur de la SECURITE SOCIALE.

Assemblée nationale. — Conseil supérieur de la sécurité sociale. — Désignation de candidature par suite de vacance, p. 630. — Nomination de membre, p. 814.

Conseil national des SERVICES PUBLICS DEPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du conseil national des services publics départementaux et communaux (application de l'ordonnance du 21 février 1915 et de l'arrêté du 13 novembre 1917), p. 683. — Désignation de candidature, p. 851. — Nomination de membres, p. 866.

Conseil supérieur du SERVICE SOCIAL

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur du service social, p. 2137.

Conseil supérieur du TRAVAIL. — V. *France d'outre-mer (textes généraux)*.

Conseil national de la VIEILLESSE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Legaret tendant à inviter le Gouvernement à organiser de façon unitaire les services financiers concernant les retraites et les risques de la vieillesse et les services nécessaires à sa protection civile, sociale et morale, p. 2131 (Document n° 5941).

Conseillers de l'Union française. — V. *Administration de la ville de Paris et du département de la Seine.* — Députés (*autorisation de poursuites*). — *Elections législatives*.

Conserves. — V. *Chômage (allocations-secours)*.

Conserves de poissons. — V. *Assurances sociales (assurance vieillesse)*.

Constitution. — V. *Questions orales (Conseil de la République) n° 12*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau en exécution de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale le 30 novembre 1950 et par le Conseil de la République le 25 janvier 1951 décidant la revision des articles 7 (addition), 9 (1^{er} et 2^e alinéas), 11 (1^{er} alinéa), 12, 14 (2^e et 3^e alinéas), 20, 22 (1^{re} phrase), 45 (2^e, 3^e et 4^e alinéas), 49 (2^e et 3^e alinéas), 50 (2^e et 3^e alinéas) et 52 (1^{er} et 2^e alinéas) de la Constitution, p. 3236 (Document n° 6431) (*rectificatif*, p. 3338). — Discussion, p. 3528 (*suppression du rectificatif*, p. 3545). — Suite de la discussion, p. 3565, 3583, 3588, 3600, 3666, 3702, 3766; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à la revision des articles 9 (1^{er} et 2^e alinéas), 11 (1^{er} alinéa), 12, 14 (2^e et 3^e alinéas), 20, 22 (1^{re} phrase), 45 (2^e, 3^e et 4^e alinéas), 49 (2^e et 3^e alinéas), 50 (2^e alinéa) et 52 (1^{er} et 2^e alinéas) de la Constitution, p. 3791) (*rectificatif*, p. 3719, 3869, 3951).*

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4190 (Document n° 398). — Demande de prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 1632.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 4617 (Document n° 7004). — Adoption de la résolution, p. 4667.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1713.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard tendant à modifier les 2^e, 3^e et 4^e alinéas de l'article 45 de la Constitution, p. 3160 (Document n° 6361).

— Dépôt d'un projet de loi portant revision des articles 9 (1^{er} et 2^e alinéas), 11 (1^{er} alinéa), 12, 14 (2^e et 3^e alinéas), 20, 22 (1^{re} phrase), 45 (2^e, 3^e et 4^e alinéas), 49 (2^e et 3^e alinéas), 50 (2^e et 3^e alinéas) et 52 (1^{er} et 2^e alinéas) de la Constitution, p. 2638 (Document n° 6129).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à réviser la Constitution en vue d'assurer le respect des principes inscrits dans son préambule et d'accroître son caractère démocratique, p. 81 (Document n° 5288).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genton tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution, p. 786 (Document n° 5437).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ducos tendant à décider la révision de l'article 83 de la Constitution, p. 2131 (Document n° 5910).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Reynaud tendant à la révision de certains articles de la Constitution, p. 2846 (Document n° 6240).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dronne tendant à décider la révision du titre VIII de la Constitution (de l'Union française), p. 3476 (Document n° 6506).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charret tendant à décider la révision de l'article 29 de la Constitution pour faire participer les membres de l'Assemblée de l'Union française à l'élection du Président de la République, p. 3718 (Document n° 6572).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dronne tendant à décider la révision des articles 13, 51 et 90 de la Constitution, p. 3713 (Document n° 6573).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Degoutte tendant à décider la révision des articles 6, dernier alinéa; 25, premier alinéa; 43, premier alinéa; 66, premier alinéa, de la Constitution, p. 4133 (Document n° 6828).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à décider la révision de l'article 46 de la Constitution, p. 4247 (Document n° 6857).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à déposer les projets de loi prévus par les articles 16 (troisième alinéa) et 89 de la Constitution du 27 octobre 1952, p. 4955 (Document n° 7131).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Hebré tendant à demander au Gouvernement de proposer au Parlement une révision de la Constitution avant la discussion du projet de communauté européenne de défense, p. 1024 (Document n° 262).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcilhacy sur la défense des institutions républicaines, p. 1088 (Document n° 280).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Basser tendant: 1° à inviter l'Assemblée nationale à prendre l'initiative d'une proposition tendant à modifier l'article 6, alinéa 2, de la Constitution; 2° à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de parvenir à uniformiser la durée des divers mandats électoraux, p. 1831 (Document n° 530).

Construction. — Reconstruction. — V. Caisse autonome de la construction et de la reconstruction. — Economies et finances (redressement, art. 8). — Impôts (aménagement fiscal). — Interpellations n° 30, 56, 427. — Loyers (logement d'habitation). — Propriété immobilière. — Sociétés coopératives de construction.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Malécot sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative aux travaux préliminaires à la reconstruction (n° 636, année 1952), p. 816 (Document n° 132). — Discussion, p. 827; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 829.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1628 (Document n° 5767). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 1906 (Document n° 5861). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2453 (Loi n° 53-322 du 15 avril 1953 J. O. du 16 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Coudray sur la proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à l'octroi, à titre exceptionnel, du permis de construire pour les constructions à caractère précaire (n° 75), p. 2090 (Document n° 5881). — Adoption de la proposition de loi, p. 2812.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4073 (Document n° 274). — Dépôt du rapport par M. Georges Boulanger, p. 1171 (Document n° 389). — Discussion, p. 1483; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1491.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3791 (Loi n° 53-682 du 6 août 1953 J. O. du 7 août 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Nisse, tendant à compléter la législation en matière d'aide à la construction, p. 82 (Document n° 5276).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Olivier Callot, tendant à réduire les dépenses de l'Etat dans le domaine de la construction et de la reconstruction, p. 3919 (Document n° 6669).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Olivier Callot, tendant à favoriser le financement de la construction par des capitaux privés, p. 3949 (Document n° 6670).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff, tendant à inviter le Gouvernement à reculer la date de commencement des travaux de construction pour l'attribution des primes instituées par le décret n° 52-59 du 15 janvier 1952 à la date limite du 1^{er} mars 1952, p. 2797 (Document n° 6202).

Constructions aéronautiques. — V. Aéronautique. — Interpellations n° 29, 224.

Constructions navales. — V. Marine marchande.

Constructions scolaires. — V. Enseignement primaire (subventions). — Interpellations n° 69. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 35, 43.

Constructions universitaires. — V. Interpellations n° 172.

Contentieux administratif. — V. Conseils de préfecture.

Contribution foncière. — Contribution mobilière. — Impôts.

Contributions indirectes. — V. Impôts.

Conventions collectives. — V. Code du travail. — Interpellations n° 107, 137.

Conventions internationales. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 20 (Conseil de la République) n° 43, 88, 129, 132.

ACCORDS COMMERCIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Billémez, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord de commerce entre la République d'Haïti et la République française, signé à Port-au-Prince, le 12 juillet 1952 (n° 4941), p. 4134 (Document n° 5587). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord de commerce entre la République française et la République d'Haïti, signé à Port-au-Prince, le 12 juillet 1952* », p. 2542.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1019 (Document n° 253). — Dépôt du rapport par M. Foussou, p. 1122 (Document n° 362). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par Mme Thome-Patenôtre, p. 1327 (Document n° 361). — Discussion, p. 1341 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1342.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3511 (Loi n° 53-670 du 4 août 1953, J. O. du 5 août 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de commerce signé à Mexico, le 29 novembre 1951, entre la France et le Mexique, p. 2650 (Document n° 6156). — Dépôt du rapport par M. Billémez, p. 3867 (Document n° 6360). — Adoption du projet de loi, p. 4294.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4538 (Document n° 412). — Dépôt du rapport par M. Naveau, p. 4908 (Document n° 555). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2018.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6916 (Loi n° 53-1265 du 22 décembre 1953, J. O. du 23 décembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté à Florence, en juillet 1950, par la conférence générale de P. U. N. E. S. C. O., p. 2650 (Document n° 6157). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 5105 (Document n° 7158).

ACCORDS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gilles Gozard sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord sur l'établissement d'une Union européenne des paiements (n° 3361), p. 1308 (Document n° 5550). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 2650 (Document n° 6132). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Jacques Bardoux, p. 2896 (Document n° 6259). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gozard, p. 4357 (Document n° 6593).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le ministre des finances à rembourser aux porteurs de titres néerlandais validés par l'intermédiaire du fonds de garantie des titres néerlandais circulant en France, une partie des versements effectués par les intéressés au titre de la taxe de validation, p. 4026 (Document n° 6714).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à garantir à la France le bénéfice des fonds M. S. A. bloqués au titre de l'amendement Blair Noody, et à en organiser l'utilisation, p. 4076 (Document n° 55197).

— Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (application de l'article 3 de la loi du 25 novembre 1948). — Nomination de membres par diverses commissions, p. 895. — Composition du bureau, p. 2134.

— Dépôt d'un rapport d'information par M. Bouthien fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne, p. 2986 (Document n° 6257).

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (art. 3 de la loi n° 48-1787 du 25 novembre 1948). — Nomination des membres par diverses commissions, p. 124.

— Dépôt d'un rapport de M. Longchambon fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen (art. 3 de la loi du 25 novembre 1948) (année 1951 et 1^{er} semestre 1952), p. 1122 (Document n° 306).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord international sur le blé signé à Washington, le 13 avril 1953, p. 3949 (Document n° 6679). — Dépôt du rapport par M. Charpentier, p. 5312 (Document n° 7216). — Discussion, p. 7133; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 7135.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2551 (Document n° 713).

ARCHIVES DE LA DÉPORTATION

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Radius tendant à inviter le Gouvernement à négocier la remise à la France des archives de la déportation, p. 47 (Document n° 15). — Lecture du rapport par M. Radius et discussion, p. 138; adoption de la proposition de résolution, p. 139.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme de Lipkowsky tendant à inviter le Gouvernement à demander le transfert des archives de la déportation d'Arolsen au siège de l'U. N. E. S. C. O., à Paris, p. 1563 (Document n° 5748).

BIENS ET INTÉRÊTS FRANÇAIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification des lois 51-671, 51-673 et 51-674 du 24 mai 1951 relatives à la répartition des indemnités accordées par les Etats tchécoslovaque, polonais et hongrois à certains intérêts français, p. 1563 (Document n° 5728). — Dépôt du rapport par M. André Hugues, p. 2000 (Document n° 5902). — Adoption du projet de loi, p. 2810.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1077 (Document n° 272). — Dépôt du rapport par M. Koessler, p. 1470 (Document n° 330). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1575.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4247 (Document n° 6360).

CINÉMATOGRAPHE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecanuet tendant à inviter le Gouvernement à prendre les initiatives nécessaires pour l'établissement d'une communauté européenne du cinéma, p. 2131 (Document n° 5967).

COMMUNAUTÉ DES ARMEMENTS DÉFENSIFS DE L'UNION EUROPÉENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux, tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de proposer aux Etats européens d'adopter au lieu et place du traité instituant la communauté européenne de défense dans les Etats annexes une convention organisant la communauté des armements défensifs de l'Union européenne, p. 5105 (Document n° 7168).

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE DÉFENSE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° le traité instituant la communauté européenne de défense et les actes annexes; 2° la convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn, le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952; 3° le protocole additionnel au traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des parties au traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la communauté européenne de défense; 4° le traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la communauté européenne de défense, p. 677 (Document n° 5404).

— Transmission de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française, le 29 janvier 1953, invitant l'Assemblée nationale à soumettre pour avis à l'Assemblée de l'Union française le projet de loi portant ratification du traité de communauté européenne de défense en ce qui concerne les dispositions intéressant l'Union française, p. 679.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maroger, exposant les principes d'une transformation du traité instituant une communauté européenne de défense, transformation permettant notamment l'entrée du Royaume-Uni, de la Norvège et du Danemark dans une organisation élargie, et tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir, à cet effet, des négociations avec les gouvernements intéressés, p. 2256 (Document n° 618) (rectificatif p. 2729).

CONSEIL DE L'EUROPE

Conseil de la République. — Scrutin pour l'élection d'un membre titulaire à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 1131. — Proclamation d'un membre, p. 1137. — Scrutin pour l'élection d'un membre suppléant à l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 1137. — Proclamation d'un membre, p. 1151.

CONVENTION CONSULAIRE

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention consulaire signée à Paris le 31 décembre 1951 entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et des territoires britanniques au delà des mers (n° 4564, 5205), p. 4062.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 730 (Document n° 112). — Dépôt du rapport par M. Chazette, p. 4123 (Document n° 304). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 4310.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3541 (Loi n° 53-630 du 28 juillet 1953, J. O. du 29 juillet 1953).

DROITS DE L'HOMME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et le protocole additionnel à cette convention, signé à Paris le 20 mars 1952, p. 6955 (Document n° 751).

GARES INTERNATIONALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Sibué sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention franco-italienne relative aux gares internationales de Modane et Vintimille et aux sections de chemin de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France, signée à Rome le 29 janvier 1951 (n° 3650), p. 4881 (Document n° 7079).

IMPÔTS

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Maroger sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation de la convention signée le 1^{er} avril 1950 entre la France et la Principauté de Monaco, tendant à éviter les doubles impositions et à codifier les règles d'assistance en matière successorale (n° 531, année 1952), p. 204 (Document n° 41). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 232.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 676 (Loi n° 53-84 du 7 février 1953, J. O. du 10 février 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Barangé sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier: 1° la convention signée à Paris le 30 décembre 1949 entre la France et les Pays-Bas pour éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus et régler certaines autres questions en matière fiscale et l'avenant à cette convention signé à Paris le 21 juillet 1952; 2° la convention, signée également à Paris le 30 décembre 1949, entre la France et les Pays-Bas, et tendant à éviter les doubles impositions résultant de l'application des impôts extraordinaires sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune établis en France et aux Pays-Bas (n° 4563), p. 3337 (Document n° 6441). — Dépôt du rapport par M. Raymond-Laurent, p. 4677 (Document n° 7024). — Adoption du projet de loi, p. 5394.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4876 (Document n° 547).

PACTE D'UNION EUROPÉENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux, tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de proposer aux Etats européens d'adopter, au lieu et place de la communauté politique à six et de la Communauté européenne de défense, un pacte d'union européenne développant et coordonnant les institutions et les communautés européennes existantes et créant celles qui seraient nécessaires, p. 4247 (Document n° 6855).

PHARMACIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Olmi sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à la réglementation de la pharmacie, conclue à Paris le 28 février 1952 entre la France et la principauté de Monaco et l'échange de lettre y afférent (n° 4813), p. 678 (Document n° 5423). — Adoption du projet de loi, p. 1206.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 730 (Document n° 119). — Dépôt du rapport par M. Paget, p. 983 (Document n° 221). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 4070.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2627 (Loi n° 53-522 du 29 mai 1953, J. O. du 30 mai 1953).

POOL CHARBON-ACIER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur la proposition de résolution de M. Paul Reynaud tendant à la création, en vertu de l'article 14, alinéa 4, du règlement, d'une commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la communauté européenne du charbon et de l'acier (n° 5206), p. 970 (Document n° 5195). — Discussion, p. 2360; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 2362.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisdé tendant, en vertu de l'article 14, alinéa 5, du règlement, à la création d'une commission spéciale chargée de suivre l'exécution de l'application de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 4822 (Document n° 5830).

— Représentation de la France à l'assemblée prévue par le traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Démission de membre, p. 126. — Désignation de candidatures, p. 126, 3174. — Scrutin pour l'élection de membres, p. 911, 3578, et proclamation, p. 923, 3588.

— Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 2938, 3178, 3547.

Conseil de la République. — Représentation de la France à l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Scrutin pour l'élection de cinq membres, p. 1130. — Proclamation des membres, p. 1137.

Commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application du traité de Communauté européenne du charbon et de l'acier. — Nomination de membres par diverses commissions, p. 124.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête et de mission d'information à la commission de contrôle chargée de suivre l'application du traité de Communauté européenne du charbon et de l'acier, afin d'étudier sur place les conditions de production du charbon et de l'acier, p. 826; octroi des pouvoirs, p. 903.

— Dépôt d'un rapport d'information par M. Coudé du Foresto fait au nom de la commission de coordination et de contrôle chargée de suivre l'exécution et l'application du traité de Communauté européenne du charbon et de l'acier (résolution du 10 juillet 1952 en application de l'article 14, § 3, du règlement du Conseil de la République), sur la situation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier à l'ouverture du marché commun du charbon, du minerai et des ferrailles, p. 899 (Document n° 201).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention et les arrangements de l'Union postale universelle signés à Bruxelles le 11 juillet 1952, p. 3865 (Document n° 6656). — Dépôt du rapport par M. Lucien de Gracia, p. 5259 (Document n° 7204). — Adoption du projet de loi, p. 6459.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2260 (Document n° 654).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Henneguelle, sur la proposition de résolution de M. Minjot, tendant à inviter le Gouvernement à engager avec le gouvernement belge toutes négociations utiles pour l'établissement d'un tarif postal unique entre la Belgique et la France (n° 4061), p. 678 (Document n° 5128).

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord signé les 23 juillet et 4^e août 1952, à Genève et Paris, entre le Gouvernement de la République et l'Organisation mondiale de la santé, en vue de déterminer les privilèges et immunités dont bénéficient l'organisation et les Etats membres sur les territoires administrés par la France dans la région « Afrique » de l'O. M. S., p. 5259 (Document n° 7214).

RENTES VIAGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord passé entre la France et la principauté de Monaco pour l'octroi aux rentiers voyageurs de nationalité monégasque de certaines majorations de rentes viagères, p. 3865 (Document n° 6655).

RÉPUBLIQUE CHINOISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Porcinal tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la République chinoise, p. 2829 (Document n° 6221).

SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre la France et l'organisation du traité de l'Atlantique-Nord sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel employé par ladite organisation (n° 4304), p. 1404 (Document n° 5678). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Daniel Mayer, p. 3950 (Document n° 6674). — Adoption du projet de loi, p. 4694.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1712 (Document n° 479). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1952 (Document n° 563). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2217.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6866. (Loi n° 53-1349 du 31 décembre 1953, J. O. du 6 janvier 1954.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la principauté de Monaco sur la sécurité sociale (n° 4052), p. 1257 (Document n° 5622). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Daniel Mayer, p. 3950 (Document n° 6673). — Adoption du projet de loi, p. 4694.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1712 (Document n° 478). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1952 (Document n° 562). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Ernest Pezet, p. 2220 (Document n° 641). — Discussion, p. 2216; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2217.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6867. (Loi n° 54-3 du 6 janvier 1954, J. O. du 9 janvier 1954.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France, la Sarre et l'Italie, tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays de la législation française sur la sécurité sociale et des législations italienne et sarroise sur les assurances

sociales et les prestations familiales, p. 2829 (Document n° 6234). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 5312 (Document n° 7220). — Adoption du projet de loi, p. 6459.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2260 (Document n° 655).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord complémentaire n° 2 à la convention générale du 12 novembre 1949 entre la France et le grand-duché de Luxembourg sur la sécurité sociale relatif au régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers, signé le 19 février 1953, p. 2828 (Document n° 6233). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 5312 (Document n° 7221). — Adoption du projet de loi, p. 6460.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2261 (Document n° 656).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la convention générale entre la France et la République fédérale d'Allemagne du 10 juillet 1950 sur la sécurité sociale, signé le 3 avril 1952 (n° 4303), p. 1404 (Document n° 5677). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Daniel Mayer, p. 4507 (Document n° 6960).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 13 juin 1952 (n° 4721), p. 5312 (Document n° 7222).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 28 décembre 1950 (n° 3767), p. 5312 (Document n° 7223).

SERVICE MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Loustaunau-Lacau sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire, conclue le 21 décembre 1949 entre la France et la Grande-Bretagne (n° 1358), p. 5657 (Document n° 7318). — Adoption du projet de loi, p. 6458.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2260 (Document n° 653).

STAGIAIRES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Abel-Durand sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la convention concernant les stagiaires, signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays cosignataires du traité de Bruxelles (n° 567, année 1952), p. 116 (Document n° 17). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 232.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 676 (Loi n° 53-90 du 7 février 1953, J. O. du 12 février 1953).

STATUT DES RÉFUGIÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951, p. 677 (Document n° 5126). — Dépôt du rapport par M. Daniel Mayer, p. 3950 (Document n° 6672). — Discussion, p. 5854; la commission conclut à un projet de loi et à une proposition de résolution et adoption de l'ensemble, p. 5855.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2088 (Document n° 593).

TRAITÉ DE PAIX

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1953 les pouvoirs attribués par la loi du 28 septembre 1948 au service français de liquidation des biens italiens en Tunisie (n° 4773), p. 1998.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention conclue entre la France et la Belgique, signée le 30 janvier 1953 à Paris, et relative à la création de bureaux à contrôles nationaux juxtaposés à la frontière franco-belge, p. 2650 (Document n° 6153). — Dépôt du rapport par M. Catrice, p. 3867 (Document n° 6642). — Adoption du projet de loi, p. 4214.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1583 (Document n° 440). — Dépôt du rapport par M. Naveau, p. 1908 (Document n° 534). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2019.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6047 (Loi n° 53-1251 du 18 décembre 1953, J. O. du 19 décembre 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Desson sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention conclue entre la France et le grand-duché de Luxembourg, signée le 29 avril 1952, à Luxembourg, et relative aux contrôles de douane et de police effectués en cours de route sur les voies ferrées franco-luxembourgeoises (n° 4497), p. 4437 (Document n° 6914).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et l'Espagne, signée à Paris, le 15 mai 1953, instituant des contrôles nationaux juxtaposés aux gares frontalières d'Hendaye et de Cerbère (France), d'Irun et de Port-Bou (Espagne), p. 5176 (Document n° 7173).

TRAVAIL

— Accidents du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 32 concernant la protection des dockers contre les accidents (n° 3111), p. 2033 (Document n° 5971). — Dépôt du rapport par M. Jean Guillon, p. 4315 (Document n° 6880).

— Agriculture.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du travail n° 101 concernant les congés payés dans l'agriculture, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa trente-cinquième session tenue à Genève en juin 1952, p. 2404 (Document n° 6030). — Dépôt du rapport par M. Bosary-Monsservin, p. 3718 (Document n° 6550). — Adoption du projet de loi, p. 4016.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1572 (Document n° 437). — Dépôt du rapport par M. Monsarrat, p. 1831 (Document n° 537). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2061.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6046 (Loi n° 53-1263 du 22 décembre 1953, J. O. du 23 décembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charpentier sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale du travail n° 99 concernant les méthodes de fixation des salaires minima dans l'agriculture (n° 3111), p. 3337 (Document n° 6151). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charpentier, p. 4315 (Document n° 6878). — Adoption du projet de loi, p. 4558.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1701 (Document n° 467). — Dépôt du rapport par M. Monsarrat, p. 1908 (Document n° 537). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2061.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6047 (Loi n° 53-1264 du 22 décembre 1953, J. O. du 23 décembre 1953).

— Conflits du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Joseph Dumas sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 84 concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains (n° 1213-2658), p. 5312 (Document, n° 7227). — Adoption du projet de loi, p. 6170.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2068 (Document n° 601).

— Echanges de travailleurs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris, le 2 juin 1943 (n° 1410), p. 970 (Document n° 5493). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Saint-Cyr, p. 3337 (Document n° 6454). — Adoption du projet de loi, p. 3759.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4510 (Document n° 416). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1712 (Document n° 485). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Prinet, p. 1943 (Document n° 561). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2055.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6046 (Loi n° 53-1241 du 15 décembre 1953, J. O. du 16 décembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 97 concernant les travailleurs migrants (n° 1131), p. 1046 (Document n° 5521). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Pinvidic, p. 3613 (Document n° 6537). — Adoption du projet de loi, p. 4898.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1732 (Document n° 496). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1952 (Document n° 561). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2217.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6867 (Loi n° 53-1290 du 31 décembre 1953, J. O. du 1^{er} janvier 1954).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Dumas, tendant à inviter le Gouvernement à organiser des échanges européens de travailleurs, p. 2729 (Document n° 6178).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Dumas, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour préparer, à l'échelle internationale, un échange volontaire de travailleurs, p. 4826 (Document n° 7072).

— Territoires d'outre-mer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Silvanre, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 82 concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains (n° 1211), p. 5312 (Document n° 7229). — Adoption du projet de loi, p. 5893.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2068 (Document n° 593).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Silvanre sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 85 sur l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains (n° 1210, 2656), p. 5312 (Document n° 7230). — Adoption du projet de loi, p. 5898.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2068 (Document n° 594).

— Travail des femmes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale n° 89 concernant le travail de nuit des femmes (n° 1341), p. 970 (Document n° 5494). — Adoption du projet de loi, n° 1923.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 899 (Document n° 437). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1104 (Document n° 296). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1125.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3234 (Loi n° 53-603 du 7 juillet 1953, J. O. du 8 juillet 1953).

VOIES FERRÉES

Voir à la rubrique: *Conventions internationales (transports internationaux)*.

Coopératives. — V. *Sociétés coopératives*.

Corée (événements de). — V. *Anciens combattants*. — *Code civil*. — *Prisonniers et déportés*.

Corps expéditionnaire. — V. *Armées*. — *Code civil*.

Corps gras, huile et plantes oléagineuses. — *Exploitations et importations*. — *France d'outre-mer (textes généraux)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lucien Lambert sur la proposition de loi de M. Lucien Lambert, tendant à assurer la protection de l'olive métropolitaine en l'intégrant dans le plan de garantie des prix définis par le décret n° 47-1402 du 26 juillet 1947 (n° 2922), p. 1405 (Document, n° 5700).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Charpentier sur la proposition de résolution de M. Olmi, tendant à inviter le Gouvernement à inclure l'huile d'olive métropolitaine dans les produits oléagineux métropolitains protégés par le décret du 26 juillet 1947 (n° 5090), p. 2132 (Document n° 5960).

Corse. — V. *Bois et forêts*. — *Pensions et retraites (personnels civils et militaires)*. — *Transports (chemins de fer d'intérêt général)*.

Côtes d'Europe.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Lecourt, tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des nations sinistrées: Pays-Bas, Grande-Bretagne, Belgique, tous les moyens civils, militaires et maritimes dont il dispose pour le sauvetage et la protection des populations, et à créer un comité national chargé de coordonner les initiatives publiques et privées qui se sont fait jour pour venir en aide aux populations sinistrées, p. 1045 (Document n° 5519). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Damette, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour exempter de taxes et accorder toutes facilités aux personnes ou aux collectivités désireuses d'exporter des marchandises au seul bénéfice des sinistrés hollandais, p. 1273 (Document n° 5643). — Dépôt du rapport par M. Raymond Laurent, p. 1685 (Document n° 5909). — Discussion, p. 1695; adoption d'une proposition de résolution, p. 1697.

Côtes des Somalis. — V. *France d'outre-mer*. — *Interpellations* nos 94, 119, 159. — *Questions orales (Conseil de la République)* nos 74, 112.

Coton. — V. *France d'outre-mer (Afrique équatoriale française, textes généraux)*.

Cottages de Saint-Gobain. — V. *Foyers des victimes de guerre*.**Cours d'appel.** — V. *Algérie (organisation judiciaire)*. — *Greffiers*.**Cour suprême d'arbitrage.** — *Fonctionnaires (conflits du travail)*.**Cour des comptes.**

Assemblée nationale. — Dépôt du rapport de la cour des comptes en 1953, p. 3407.

Conseil de la République. — Dépôt du rapport de la cour des comptes pour l'exercice 1953, p. 1207.

Cour de justice (Haute).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Wasmer sur le projet de loi portant suppression de la haute cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 (n° 4151-5607), p. 787 (Document n° 5438). — Suite de la discussion, p. 1870; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une haute cour de justice*, p. 1876.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 875 (Document n° 472). — Dépôt du rapport par M. Gilbert Jules, p. 1070 (Document n° 268). — Discussion, p. 1376; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi portant suppression de la haute cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 septembre 1944*, p. 1381 (rectificatif, p. 1461).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3613 (Document n° 6535). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4507 (Document n° 6950).

Cour de justice de l'Indochine. — V. *France d'outre-mer (Indochine)*.

Cours complémentaires. — V. *Enseignement primaire*.**Cours d'eau.** — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles*.**Courtier-inscrit.** — V. *Arrêts près les tribunaux*.

Courtiers en mandats. — V. Agents immobiliers ou mandataires,**Créances.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baylet tendant à inviter le Gouvernement à décréter le moratoire général des paiements à dater du 5 août 1953, p. 4030 (Document n° 6722).

Créances de l'Etat. — V. Impôts (perception).**Créances hypothécaires. — V. Impôts (Dégrèvement).**

Crédit agricole. — V. Agriculture. — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Enfance (assistance à l'). — Impôts (dégrèvement).

Crédit commercial, industriel et artisanal. — V. Commerce et industrie. — Hôtels et pensions de famille.

Crédit différé. — V. Sociétés de crédit différé.**Crédit foncier. — V. Propriété immobilière.****Crédit maritime. — V. Marine marchande.****Crédit municipal. — V. Fonctionnaires communaux.**

Crédit mutuel du bâtiment. — V. Interpellations n°s 122, 207. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 16, 171 (Conseil de la République) n° 78. — Sociétés de crédit différé.

Crédit public. — Emprunt de l'Etat. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 77.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à moyen terme, p. 5458 (Document n° 7259). — Dépôt d'un rapport par M. Charles Barangé, p. 5598 (Document n° 7308). — Discussion, p. 5821; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 5823.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2024 (Document n° 581). — Lecture du rapport par M. Berthoin et discussion, p. 2030; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2032.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5962 (Loi n° 53-1194 du 2 décembre 1953, J. O. du 4 décembre 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseau concernant les personnes ayant participé aux emprunts de la défense nationale entre août 1914 et novembre 1918, p. 83 (Document n° 5282).

Crédit-rentier. — V. Loyers (baux ruraux).**Crimes de guerre. — V. Code pénal.****Croix du combattant volontaire.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Capdeville sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale dans sa première législature, relative au titre de « Combattant volontaire » (n° 29), p. 84 (Document n° 5286). — Adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République ainsi conçu: « Proposition de loi relative à la création de la croix du combattant volontaire de la guerre 1939-1945 », p. 695 (Loi n° 53-69 du 4 février 1953, J. O. du 5 février 1953).

Croix de guerre. — Citations militaires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à accorder la croix de guerre au drapeau de la gendarmerie nationale, p. 3866 (Document n° 6617). — Dépôt du rapport par M. Pierre Monteil, p. 4730 (Document n° 7040).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Chambrun tendant à conférer la Croix de guerre aux prisonniers de guerre titulaires de la médaille des évadés et de la carte du combattant volontaire de la Résistance, p. 1999 (Document n° 5907).

Croix-Rouge. — V. Côtes d'Europe.**Cuir (industrie du). — V. Exportations et importations.**

Cumul. — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Agriculture (exploitation). — Pensions et retraités. — Questions orales (Conseil de la République) n° 37.

Cycles. — V. Impôts (chiffre d'affaires).**D****Dakar. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française),****Décrets et décisions judiciaires. — V. Presse. — Spoliation.**

Débats parlementaires. — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 9.

Débts de boissons. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 193.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Poinso-Chaupis, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à compléter l'article 8 de la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des

débts de boissons, en ce qui concerne les mineurs de moins de seize ans (n° 4863), p. 970 (Document n° 5402). — Discussion, p. 1358; adoption de la proposition de loi, p. 1359 (Loi n° 53-190 du 13 mars 1953, J. O. du 14 mars 1953).

Déconcentration administrative. — V. Administration départementale.

Décorations. — V. Croix du combattant volontaire. — Croix de guerre. — Légion d'honneur. — Médailles, décorations et récompenses. — Médaille militaire.

Décrets-lois. — V. Censure (Motion de). — Economies et finances (redressement).

Défense contre les eaux. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Limites de la mer.

Défense nationale. — V. Armées. — Crédit public, emprunt de l'Etat. — Pensions et retraites (ouvriers des établissements de l'Etat.) — Traitements, soldes et indemnités.

Défense nationale (organisation).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, en vue d'étendre aux personnes du sexe féminin l'application de la réquisition civile, p. 2829 (Document n° 6231).

Défense passive. — V. Pensions et retraites (anciens combattants).

Déménagement (prime de). — V. Propriété immobilière.

Dentistes. — V. Médecine et professions médicales.

Départements d'outre-mer. — V. Assemblée nationale (archives). — France d'outre-mer. — Interpellations n°s 145, 147, 151, 235. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 10, 27. — Sociétés anonymes. — Traitements, soldes et indemnités.

Départements, villes et communes. — V. Calamités publiques, agricoles et viticoles. — Dons, legs et fondations. — Interpellations n° 221. — Questions orales (Assemblée nationale), n°s 7, 36, 95, 164 (Conseil de la République) n° 133. — Transports (routes et chemins).

BUDGET

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guthmuller tendant à compléter l'article 93 de la loi du 31 juillet 1920 portant fixation du budget général de l'exercice 1920 relatif à l'entretien par les communes des établissements scolaires, p. 3949 (Document n° 6671).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Delrieu, sur la proposition de résolution de M. Brizard, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de transférer à l'Etat la charge financière des communes relative aux frais d'instruction publique en ce qui concerne les collèges de plus de 200 élèves (n° 495 — année 1952), p. 1831 (Document n° 538).

EMPRUNTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à l'abrogation: 1° du décret n° 53-709 du 9 août 1953, relatif aux conditions d'émission d'emprunts des départements, des communes et des syndicats de communes; 2° du décret n° 53-710 du 9 août 1953, portant création de commissions départementales d'investissement, p. 4028 (Document n° 6792).

PRÊTS AUX AGENTS COMMUNAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Guthmuller, sur la proposition de résolution de M. Mondon, tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les communes à accorder des prêts complémentaires à leurs personnels pour la construction de logements (n° 4034), p. 2131 (Document n° 5950).

SUBVENTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à accorder aux collectivités locales une subvention compensatrice des moins-values dues à l'application du décret n° 53-812 du 5 septembre 1953, p. 4029 (Document n° 6814).

URBANISME ET HABITATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gaubert, sur le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'urbanisme et l'habitation (n° 4913), p. 678 (Document n° 5414). — Adoption du projet de loi, p. 1110.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 870 (Document n° 413). — Dépôt du rapport par M. Chazette, p. 876 (Document n° 475). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1030.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2728 (Loi n° 53-508 du 23 mai 1953, J. O. du 27 mai 1953).

Déportés et internés. — V. Assurances sociales (allocation vieillesse). — Fêtes et cérémonies commémoratives. — France d'outre-mer (Madagascar). — Prisonniers et déportés.

Députés. — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Elections législatives. — Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 155. — Traitements, soldes et indemnités.

ABSENCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paquet tendant à réglementer les absences parlementaires, p. 4315 (Document n° 6879).

AUTORISATION DE POURSUITES

IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Nouvelle délibération, à la demande de M. le Président de la République, de la proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles peut être levée l'immunité d'un député, d'un conseiller de la République ou d'un conseiller de l'Union française (n° 4898), p. 2322; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 2337.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 931 (Document n° 213). — Dépôt du rapport par M. Georges Pernot, p. 1130 (Document n° 323). — Dépôt d'un avis de la commission du suffrage universel par M. Schwartz, p. 1230 (Document n° 338). — Discussion, p. 1371; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1376.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3612 (*Eoi n° 53-655 du 31 juillet 1953, J. O. du 1^{er} août 1953*).

— Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4207), p. 241 (Document n° 5354). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 320.

— Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4302), p. 242 (Document n° 5355). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 321.

Assemblée nationale. — Demande d'un nouveau délai supplémentaire pour déposer le rapport sur la demande en autorisation de poursuites concernant MM. Jacques Duclos, Etienne Fajon, François Billoux, Raymond Guyot et André Marty (n° 4415), p. 590; octroi du délai, p. 591; demande d'un nouveau délai, p. 1626; octroi du nouveau délai, p. 1650; demande d'un nouveau délai, p. 3462. — Renvoi à la commission, p. 3515; discussion, p. 3762; renvoi à la commission, au scrutin, p. 3766. — Dépôt du rapport par M. Duveau, p. 4826 (Document n° 7074). — Discussion, p. 4900, 4916, 4921; adoption, au scrutin, des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4928 (*rectificatif*, p. 3719).

— Dépôt d'un rapport de M. Mazuez sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4869), p. 166 (Document n° 5341). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 254.

— Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 5102), p. 1256. — Octroi du délai, p. 1278. — Demande d'un nouveau délai, p. 2710; octroi du délai, p. 2753. — Dépôt du rapport par M. Couderc, p. 4315 (Document n° 6881). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4373.

— Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 5147), p. 1256. — Octroi du délai, p. 1278. — Discussion, p. 3174, et renvoi à la commission, p. 3175. — Dépôt du rapport par M. Léotard, p. 3235 (Document n° 6424). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3111.

— Demande de délai supplémentaire pour déposer le rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (n° 5148), p. 1256. — Octroi du délai, p. 1278. — Dépôt du rapport par M. Léotard, p. 2874 (Document n° 6237). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 3175.

— Dépôt d'un rapport de M. Coudert sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Linet (n° 5238), p. 1404 (Document n° 5675). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1527.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 82 (Document n° 5291). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 786 (Document n° 5442). — Adoption des conclusions du rapport tendant au rejet de la demande, p. 914.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1306 (Document n° 5638). — Dépôt du rapport par M. Gaillemin, p. 2729 (Document n° 6191). — Adoption des conclusions du rapport tendant au rejet de la demande, p. 2813.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2827 (Document n° 6208). — Dépôt du rapport par M. Briffod, p. 4357 (Document n° 6895). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4454.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3335 (Document n° 6449). — Dépôt du rapport par M. Bergasse, p. 4619 (Document n° 7001). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4695.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3335 (Document n° 6450). — Dépôt du rapport par M. Léotard, p. 4677 (Document n° 7025). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4736.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3612 (Document n° 6538). — Demande de prolongation du délai imparti pour déposer le rapport, p. 4880. — Octroi du délai, p. 4900. — Retrait de la demande, p. 6319.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3865 (Document n° 6610). — Demande de prolongation du délai qui lui est imparti pour déposer son rapport, p. 5006; octroi du délai, p. 5034. — Dépôt du rapport de M. Briffod, p. 6148 (Document n° 7438). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 6613.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4025 (Document n° 6717). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 5008 (Document n° 7148). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 5114.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4025 (Document n° 6718). — Dépôt du rapport par M. Pierre-Fernand-Mazuez, p. 4551 (Document n° 6981). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 4640.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6902 (Document n° 7492).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6902 (Document n° 7509).

DÉCÈS

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée du décès de M. Ahmed Bezzégoud Mekki, député, p. 3887.

DÉMISSIONS

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée nationale de la démission de M. Jean Pébellier, député, p. 4012.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS

Loir-et-Cher. — Rapport de M. Joseph Dumas inséré au *J. O.* (Lois et décrets) du 20 février 1953. — Admission de M. Michel Mercier, p. 1206.

Loire (Haute-). — Rapport de M. Rouselot, p. 5658. — Admission de M. Eugène Pébellier, p. 5670.

Nord (2^e circonscription). — Rapport de M. Eugène Montel inséré dans la séance du 30 décembre 1952. — Admission de M. Victor Provo, p. 2.

Seine (1^{re} circonscription). — Rapport de M. Métayer inséré au *J. O.* (Lois et décrets) du 3 janvier 1953. — Admission de M. Paul Colre, p. 2.

Seine-Inférieure (1^{re} circonscription). — Rapport de M. Prélot inséré dans la séance du 30 décembre 1952. — Admission de M. Henri Savale, p. 2.

Constantine (2^e collège, 2^e circonscription). — Rapport de M. Chupin, p. 517. — Fixation de la date de la discussion des conclusions du rapport, p. 590. — Discussion, p. 638; adoption, au scrutin, de la validation des opérations électorales et admission de M. Naroun, p. 645.

Oran (2^e collège). — Rapport de M. Maga, p. 4679. — Admission de M. Sid Kara Chérif, p. 4734.

Diminués physiques. — V. *Assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.*

Diplômes. — V. *Enseignement supérieur.*

Dockers. — V. *Conventions internationales (travail).*

Documentation. — V. *Bureau universitaire de statistiques.*

Documents publics. — V. *Abréviations de titres.*

Domaine de l'Etat, des départements et des communes. — V. *Loyers (baux à ferme).*

ACQUISITION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant l'acquisition par l'Etat de l'hôtel Ventadour, p. 5176 (Document n° 7179).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie, tendant à l'acquisition par l'Etat du domaine de Bonaban, commune de la Couesnière (Ille-et-Vilaine), en vue d'y créer un foyer pour les anciens combattants et les pensionnés de guerre, p. 3866 (Document n° 6658). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 4677 (Document n° 7010).

AFFECTATION D'IMMEUBLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Barangé, tendant à autoriser, pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans, la location par l'Etat à l'association diocésaine d'Angers, de l'ancien évêché de cette ville, p. 3336 (Document n° 6445).

CESSION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Schwartz, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle, en vue de la cession à cette collectivité des anciens bâtiments du tribunal de Thionville (n° 586, année 1952), p. 233 (Document n° 53). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 667.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1044 (*Loi n° 53-149 du 25 février 1953, J. O. du 26 février 1953*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ulver, sur le projet de loi autorisant la cession d'un terrain domanial à la société anonyme d'habitations à loyer modéré de l'université de Toulouse (n° 4305), p. 1628 (Document n° 5753). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Ducos, p. 1846 (Document n° 5328). — Adoption du projet de loi, p. 2058.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 196). — Rapporteur M. Courrière, p. 911, et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 915.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2101 (Loi n° 53-296 du 8 avril 1953, J. O. du 9 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Faggianelli, sur le projet de loi autorisant la cession d'un terrain domanial à la caisse primaire de sécurité sociale des Pyrénées-Orientales (N° 4738), p. 4257 (Document n° 6846). — Adoption du projet de loi, p. 4451.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1632 (Document n° 461). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 1713 (Document n° 490). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1739.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5007 (Loi n° 53-1130 du 18 novembre 1953, J. O. du 19 novembre 1953).

PROTECTION DES VÉGÉTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Desson, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour lutter contre les insectes nuisibles sur le domaine de l'Etat, p. 4030 (Document n° 6787).

Dommmages de guerre. — V. *Assistance aux sinistrés.* — *Budgets.* — *Construction; reconstruction.* — *France d'outre-mer (Nouvelles-Hébrides).* — *Impôts (revenu général, sociétés).* — *Interpellations n° 30.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n°s 32, 48, 72, 118 (Conseil de la République) n°s 79, 119.* — *Spoliations.* — *Sucre, betteraves à sucre.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz, tendant à abroger l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 modifiant l'article 36 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 2651 (Document n° 6114). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray, tendant à modifier l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 relatif à l'indemnisation des dommages de guerre, p. 2651 (Document n° 6126). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kauffmann portant annulation de l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, modifiant l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 3030 (Document n° 6319).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chochoy, tendant à la suppression de l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 relative au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (réparations des dommages de guerre), p. 1104 (Document n° 294).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3124 (Document n° 6351). — Dépôt d'un rapport sur les propositions de loi par M. Coudray, p. 3476 (Document n° 6510).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset, tendant à permettre, dans les villes sinistrées, l'achat de dommages commerciaux pour la reconstitution ou l'amélioration du commerce local, p. 3866 (Document n° 6618). — Dépôt du rapport par M. Halbout, p. 4551 (Document n° 6966).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier, tendant à modifier et à compléter l'article 3 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 165 (Document n° 5338).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henneguelle, tendant à compléter le paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 677 (Document n° 5405).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kaufmann, tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 2130 (Document n° 5937).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff, tendant à assurer aux spoliés des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle une conversion de leurs avoirs ou créances libellés en francs au taux de 20 francs pour 1 R.M., p. 2105 (Document n° 6043).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Massot, tendant à faire bénéficier les expropriés des avantages de la loi n° 46-2389 sur les dommages de guerre lorsque l'expropriation est conséquence et suite de faits de guerre, p. 3104 (Document n° 6335).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux, relative à l'indemnisation des dommages causés aux personnes victimes de pillages survenus à la suite de réquisition, p. 3183 (Document n° 6368).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billoux, tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, p. 4028 (Document n° 6793).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier, tendant à modifier et à compléter les articles 39, 48, 50 et 56 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 4795 (Document n° 7049).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Febvay, tendant à admettre au bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre certains ressortissants étrangers résidant en France, p. 5963 (Document n° 7367).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Saivre, tendant à compléter la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre, p. 6902 (Document n° 7430).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Levindrey, tendant à abroger le décret n° 53-717 du 9 août 1953 modifié par le décret

n° 53-985 du 30 septembre 1953, fixant les modalités de liquidation et le règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, p. 7070 (Document n° 7542).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain, tendant à inviter le Gouvernement à assimiler les victimes de la guerre, militaires et civiles, titulaires d'une pension d'invalidité de 100 p. 100, aux personnes âgées de soixante-dix ans et plus au regard de dispositions qui accordent le paiement prioritaire et immédiat des dommages de guerre, p. 1845 (Document n° 5853).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Notebart, tendant à inviter le Gouvernement à faciliter des prêts et crédits aux entreprises sinistrées, p. 2037 (Document n° 5945).

Dons, legs et fondations.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Depreux sur la proposition de loi de M. Bardoux sur les donations et fondations des associations, sociétés et académies reconnues d'utilité publique (n° 43), p. 3433 (Document n° 6477). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi sur les donations, legs et fondations faits à l'Etat, aux départements, communes, établissements publics et associations reconnues d'utilité publique*, p. 3823.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1510 (Document n° 412). — Dépôt du rapport par M. Rabouin, p. 1943 (Document n° 560). — Discussion, p. 2055; adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi sur les donations, legs et fondations faits à certaines personnes morales*, p. 2057.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6047 (Document n° 7374).

Douanes. — V. *Algérie.* — *Conventions internationales (transports internationaux).* — *Economies et finances (redressement).*

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation, p. 2650 (Document n° 6160). — Dépôt du rapport par M. Marcellin, p. 3433 (Document n° 6501). — Discussion, p. 3630; suite de la discussion, p. 3639; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3615.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1117 (Document n° 381). — Dépôt du rapport par M. Rochereau, p. 1733 (Document n° 493). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Bousch, p. 1733 (Document n° 494). — Discussion, p. 1887; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1900.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5520 (Document n° 7272). — Dépôt du rapport par M. Marcellin, p. 6099 (Document n° 7384).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 53-900 du 30 septembre 1953 rétablissant les droits de douane sur certains œufs, p. 4246 (Document n° 6845). — Dépôt du rapport par M. Jarrisson, p. 5729 (Document n° 7336). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Bricout, p. 6804 (Document n° 7471).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 53-370 du 28 avril 1953 portant modification du tarif des droits de douane d'exportation, p. 2649 (Document n° 6147).

— Dépôt d'un projet de loi portant ratification du décret n° 53-1026 du 19 octobre 1953 portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement et rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits, p. 5597 (Document n° 7310).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 53-1107 du 14 novembre 1953 portant suspension provisoire du droit de douane d'exportation applicable à certains produits, p. 6867 (Document n° 7477).

Douanes coloniales. — V. France d'outre-mer.

Droits de douane. — V. *Douanes (tarifs).* — *Questions orales (Conseil de la République) n° 23.*

Droits de l'homme. — V. *Conventions internationales.* — *Interpellations n° 205.* — *Questions orales (Conseil de la République) n° 6.*

Droits de mutation. — V. Impôts (enregistrement).

E

Eau. — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles.* — *Loyers (logements d'habitation).*

Eaux et forêts (service des). — V. *Agriculture (ministère).* — *Interpellations n° 149.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 162.* — *Traitements (agriculture).*

Eau potable. — V. *Questions orales (Conseil de la République) n° 51.*

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alexis Jaubert, tendant à la création d'un fonds d'amortissement et de péréquation des charges des collectivités locales résultant des travaux d'alimentation en eau, p. 1310 (Document n° 342).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3476 (Document n° 6505).

Eau-de-vie. — V. Alcool.

Ecoles. — V. Armées (préparation militaire supérieure). — Budget 1953 (éducation nationale). — Bureau universitaire de statistique. — Enseignement. — Hygiène scolaire et universitaire. — Interpellations nos 63, 102, 120, 173, 218. — Marine marchande (écoles nationales). — Œuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 22, 71, 140 (Conseil de la République) nos 54 73. — Traitements (éducation nationale).

Economies et finances (redressement).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi édictant et prorogeant diverses mesures propres à assurer le redressement financier, p. 2619 (Document n° 6128). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2729 (Document n° 6173). — Discussion, p. 2710. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 2730 (Document n° 6192). — Suite de la discussion, p. 2753, 2765, 2785, 2790. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur les articles 10, 11 et 11, p. 2829 (Document n° 6209). — Question de confiance sur l'article 2, p. 2796; vote, p. 2813 et rejet, au scrutin, la confiance ayant été refusée au Gouvernement, p. 2827.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant redressement économique et financier, p. 3234 (Document n° 6433). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3337 (Document n° 6451). — Discussion, p. 3268, 3287. — Deuxième délibération, p. 3333; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3335.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1453 (Document n° 329). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1214 (Document n° 339). — Discussion, p. 1234; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1309.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3476 (Document n° 6511). — Rapporteur: M. Charles Barangé, et discussion, p. 3462; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3375 (*Loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, J. O. du 11 juillet 1953*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification des décrets pris en application de l'article 7 de la loi du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier, p. 7059 (Document n° 7533).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à proroger jusqu'au 31 mars 1954 le délai ouvert au Parlement pour la ratification des décrets provisoirement en vigueur pris en application de l'article 7 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier, p. 5367 (Document n° 7253).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à abroger les décrets pris en vertu de l'article 7 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, p. 7283 (Document n° 7575).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand tendant à abroger l'article 6 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier, p. 1616 (Document n° 453).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4506 (Document n° 6955).

Economiquement faibles. — V. Assurances sociales (allocation vieillesse, vieux travailleurs). — Interpellations nos 16, 163. — Questions orales (Conseil de la République) n° 69. — Radio-télévision.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre relative aux maxima de ressources prévus pour l'attribution de la carte sociale des économiquement faibles, p. 39 (Document n° 5263). — Dépôt du rapport par M. Charret, p. 2338 (Document n° 6012).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mignot tendant à compléter la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 instituant une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles », p. 165 (Document n° 5333).

Education physique et sports. — V. Fonctionnaires de l'enseignement. — France d'outre-mer (textes généraux).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, p. 5597 (Document n° 7311).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à rétablir en faveur de la Fédération sportive et gymnique du travail la subvention lui revenant sur les crédits accordés aux fédérations sportives, p. 1077 (Document n° 5557). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Dumas, p. 2038 (Document n° 5924).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marrane tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour faciliter la pratique de la culture physique et des sports par la jeunesse française, p. 804 (Document n° 125).

Elections. — V. Chambre d'agriculture. — Constitution. — Présidence de la République.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Savary tendant à déterminer les conditions d'éligibilité des hauts commissaires de la République, des gouverneurs généraux et des gouverneurs exerçant ou ayant exercé leurs fonctions dans un territoire ou un groupe de territoires d'outre-mer, p. 5114 (Document n° 7172). — Dépôt d'un rapport par M. Gaumont, p. 5259 (Document n° 7198). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Yacine Djallo, p. 5599 (Document n° 7265).

Elections législatives. — V. Assemblée nationale (archives). — Interpellations nos 99, 101. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 151.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bisson tendant à modifier l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés, p. 2037 (Document n° 5922).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à instituer un régime électoral qui concilie le libre choix des élus avec la représentation proportionnelle, p. 2873 (Document n° 6252).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Benard tendant à modifier le mode d'élection des membres de l'Assemblée nationale, représentant les départements métropolitains, p. 3070 (Document n° 6324).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dronne relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 3475 (Document n° 6507).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaborit tendant à modifier la loi électorale et à réglementer la candidature aux fonctions de député, sénateur, conseiller de l'Union française et conseiller économique, p. 4027 (Document n° 6727).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les règles d'inscription sur les listes électorales des Français résidant à l'étranger, p. 6902 (Document n° 7490).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à substituer à la carte d'électeur, le livret électoral, p. 2873 (Document n° 6250).

Elections municipales. — V. Administration communale. — Interpellations n° 100.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant à modifier la loi du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, p. 1870 (Document n° 5858).

— Dépôt du rapport par M. Genton, p. 1906 (Document n° 5872). — Discussion, p. 2058, 2066; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales et à compléter la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale », p. 2078.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 899 (Document n° 191). — Dépôt du rapport par M. Michel Debré, p. 932 (Document n° 212). — Discussion, p. 933; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales », p. 944 (rectificatif), p. 986).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2406 (Document n° 6045). — Rapport de M. Jacques Genton et discussion, p. 2513. — Suite de la discussion, p. 2543; rejet du titre proposé par le Conseil de la République, reprise du titre voté en première lecture, p. 2548 et adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 2519 (*Loi n° 53-252 du 1^{er} avril 1953, J. O. du 2 avril 1953*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gailfemin tendant à abroger la loi n° 49-844 du 29 juin 1949 abrogeant l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, p. 1422 (Document n° 5705). — Dépôt du rapport par M. Barrachin, p. 1685 (Document n° 5800).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fredet tendant à modifier les lois du 5 septembre 1947 et du 29 juin 1949 fixant le régime général des élections municipales, p. 1256 (Document, n° 5619).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Guilton tendant à reconduire, pour les élections municipales de 1953, la loi n° 46-1846 du 24 août 1946 instituant une procédure exceptionnelle de vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs ayant quitté leur résidence habituelle du fait des événements de guerre et qui ne l'ont pas regagnée, p. 1496 (Document n° 5706).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Sportisse portant modification de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime des élections municipales, p. 1015 (Document n° 5531).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier les articles 25 et 26 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 sur les élections municipales, p. 1785 (Document n° 5812).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charret tendant à modifier l'article 35 de la loi du 5 avril 1884 relative au régime des élections municipales, p. 2937 (Document n° 6274).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Legaret tendant à abroger la loi du 5 septembre 1947 relative au régime électoral des élections municipales de Paris et des élections au conseil général de la Seine et à rétablir le régime électoral fixé par la loi municipale du 5 avril 1884, p. 3118 (Document n° 6341).

Electricité et gaz. — V. Algérie. — Fonctionnaires (avancement). — Impôts (timbre). — Questions orales (Assemblée nationale) nos 21, 86, 110 (Conseil de la République) nos 8, 14, 126, 128.

CONSEILS D'ADMINISTRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à l'abrogation du décret n° 53-416 du 11 mai 1953 relatif aux conseils d'administration des services nationaux d'électricité et de gaz de France, p. 4730 (Document n° 7034).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auberger tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 53-416 du 11 mai 1953 concernant la représentation des collectivités locales au sein d'Electricité de France et de Gaz de France, p. 4088 (Document n° 279).

DISTRIBUTION

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi fixant le régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz et par les lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz (nos 3170, 4923), p. 320.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 272 (Document n° 61). — Dépôt du rapport par M. Radius, p. 876 (Document n° 153). — Discussion, p. 1028; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1039.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2790 (Document n° 6166). — Dépôt du rapport par M. Bénard, p. 3337 (Document n° 6469). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3761 (Loi n° 53-661 du 1^{er} août 1953, J. O. du 2 août 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paquet tendant à obtenir la réparation des dommages causés par les coupures de courant, p. 3949 (Document n° 6697).

ÉLECTRIFICATION DES CAMPAGNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcellin tendant à inviter le Gouvernement à achever, dans un délai de trois ans, l'électrification des campagnes, p. 2131 (Document n° 5954).

NATIONALISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Valabrègue sur la proposition de loi de M. Mignot tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 en ce qui concerne les droits respectifs des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués (n° 3945), p. 2519 (Document n° 6095).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mancey tendant à réouvrir le droit d'option au statut national du personnel des industries électriques et gazières, approuvé par le décret n° 46-1541 du 22 juin 1946, en faveur du personnel des services et des exploitations du gaz et de l'électricité dépendant des mines de combustibles minéraux solides nationalisées, p. 7233 (Document n° 7558).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de réduire de 20 p. 100 les tarifs de l'électricité, du gaz, de la Société nationale des chemins de fer français (marchandises et voyageurs), de la régie autonome des transports parisiens, des compagnies locales et départementales de transports urbains, des postes, télégraphes et téléphones, ainsi que les prix des charbons, de l'essence, du tabac et des allumettes, p. 4030 (Document n° 6802).

TRAVAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Goudoux sur la proposition de loi tendant à la poursuite accélérée de construction de barrages-réservoirs sur le cours du Verdon (production d'énergie électrique, réserves d'eau d'irrigation) et à concéder à l'agriculture du département des Basses-Alpes un module d'eau d'irrigation sur le plateau de Valensole-Riez (n° 669), p. 3235 (Document n° 6403). — La commission conclut à une proposition de résolution: adoption de la résolution avec le titre suivant: « L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à inscrire au budget des investissements des années 1954 et suivantes des crédits d'engagements et de paiements pour permettre la réalisation en cinq années des deux premiers projets d'aménagement du Verdon depuis le barrage de la Chaudane jusqu'au confluent de la Durance et à prendre des dispositions pour que soit fixé un module d'eau d'irrigation qui sera mis à la disposition de l'agriculture des Basses-Alpes, sur le plateau de Valensole-Riez », p. 3761.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Aubin, tendant à inviter le Gouvernement à inscrire par priorité dans le programme des investissements le barrage de Serre-Ponçon, p. 4563 (Document n° 5731). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert, tendant à inviter le Gouvernement à déposer au plus tôt, sur le bureau de l'Assemblée nationale, le projet de loi concernant le barrage de Serre-Ponçon et l'aménagement hydroélectrique et agricole de la Basse-Durance, p. 2517 (Document n° 6036). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Félix Gouin, tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai le projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre par Electricité de France pour l'aménagement de la Durance dont la pièce maîtresse est la construction du barrage de Serre-Ponçon, p. 2373 (Document n° 6233). — Dépôt d'un rapport par M. Jean Aubin, p. 3236 (Document n° 6423).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Bardonnèche, tendant à inviter le Gouvernement à inscrire par priorité dans le programme des investissements le barrage de Serre-Ponçon (Hautes et Basses-Alpes), p. 931 (Document n° 218). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 1713 (Document n° 439). — Discussion, p. 1732; adoption de la proposition de résolution, p. 1795.

Emigration. — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 109.

Emploi obligatoire des mutilés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné, tendant à modifier le décret-loi du 20 mars 1939, en ce qui concerne l'affectation des redevances dues par application de la loi du 26 avril 1924, sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre, p. 3235 (Document n° 6130).

Emplois réservés.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. de Montulé sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, complétant la loi du 30 janvier 1923, modifiée en ce qui concerne les règles d'attribution des emplois d'ouvriers des manufactures de l'Etat (services d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) (n° 621, année 1952), p. 727 (Document n° 105). — Discussion, p. 771; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 772.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1306 (Loi n° 53-165 du 5 mars 1953, J. O. du 6 mars 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Alcide Benoit sur les propositions de résolution: 1° de M. Albert Schmitt, tendant à inviter le Gouvernement à titulariser les auxiliaires au titre d'emplois réservés; 2° de M. Rosenblatt, tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à la nomination par la Société nationale des chemins de fer français des candidats inscrits sur les listes officielles d'emplois réservés (loi du 26 octobre 1946, décret n° 49-1012 du 27 juillet 1949) (nos 2017, 4080), p. 2518 (Document n° 6693).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrand tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés du travail des emplois réservés dans les administrations de l'Etat, p. 1045 (Document n° 5523).

Assemblée nationale. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission spéciale de classement aux emplois réservés de médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes ou vétérinaires (application de l'article 6 de la loi du 12 août 1933), p. 677. — Désignation de candidature, p. 3338. — Nomination, p. 3503.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission spéciale de classement aux emplois réservés de médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes ou vétérinaires (application de l'article 6 de la loi du 12 août 1933, de la loi n° 46-2368 du 26 octobre 1946 et de la loi n° 50-1006 du 19 août 1950), p. 204. — Désignation de candidature, p. 435. — Nomination, p. 444.

Emprunts. — V. Crédit public, emprunts de l'Etat. — Départements, villes et communes. — France d'outre-mer (Madagascar). — Sociétés coopératives de construction. — Sociétés de secours mutuels.

Enfance (assistance à l').

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pelléray tendant à modifier l'article 17 de la loi du 15 avril 1943 relative à l'assistance à l'enfance en vue de permettre le dépôt des fonds pupillaires dans les caisses régionales de crédit agricole mutuel, p. 814 (Document n° 5113). — Dépôt du rapport par M. Rousselot, p. 2131 (Document n° 5957).

Enfance (protection de l'). — V. Assurances sociales (assurance maladie). — Code civil. — Code pénal. — Code du travail. — Débits de boissons. — Etablissements d'enseignement pour enfants infirmes et incurables. — France d'outre-mer (textes généraux). — Interpellations n° 4, 8. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Conseil de la République) n° 10, 133.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Souques tendant à compléter l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889, modifiée par le décret du 30 octobre 1935, sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, p. 3949 (Document n° 6705).

Engrais agricoles. — V. Interpellations, n° 31. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 139.

Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 107.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-1908 du 31 août 1946 ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (n° 11), p. 3184 (Document n° 6368). — Adoption des conclusions de la commission constatant que la proposition de loi est devenue sans objet, p. 3760.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gueye Abbas tendant à la désignation par l'Assemblée nationale d'une commission spéciale d'enquête chargée de vérifier sur place les modalités d'application du code du travail et de la loi du 30 juin 1950 dans les territoires d'outre-mer et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 4955 (Document n° 7129). — Dépôt du rapport par Mme Francine Lefebvre, p. 5657 (Document n° 7315). — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission spéciale d'enquête chargée de vérifier sur place les modalités d'application du code du travail et de la loi du 30 juin 1950, dans les territoires d'outre-mer et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer », p. 6458.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Montdon tendant à permettre la communication de certains documents à la commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises, p. 3322 (Document n° 6612). — Dépôt du rapport par

M. Minjoz, p. 3950 (Document n° 6683). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Duveau, p. 4196 (Document n° 6844). — Discussion, p. 4230; adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi relative à la communication de certains documents à la commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises et à l'obligation de témoigner devant cette commission », p. 4232.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1588 (Document n° 439). — Dépôt du rapport par M. Gilbert Jules, p. 1616 (Document n° 447). — Discussion, p. 1617 et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1620.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4507 (Document n° 6944). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4507 (Document n° 6948). — Discussion, p. 6496; adoption de la proposition de loi, p. 6498 (Loi n° 53-1062 du 31 octobre 1953 J. O. du 1^{er} novembre 1953.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaultier tendant à instituer le secret des délibérations des commissions d'enquête parlementaires pendant la durée de la période d'ins-truction, p. 4734 (Document n° 7048). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4956 (Document n° 7135). — Discussion, p. 5056; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi relative au secret des travaux des commissions d'enquête parlementaires », p. 5061.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1776 (Document n° 520). — Dépôt du rapport par M. Gilbert Jules, p. 1808 (Document n° 529). — Discussion, p. 1851; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1854.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5268 (Document n° 7256). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 5599 (Document n° 7309). — Discussion, p. 5817; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 5822 (Loi n° 53-1215 du 8 décembre 1953, J. O. du 9 décembre 1953.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à la désignation par l'Assemblée nationale, à la représentation proportionnelle des groupes, d'une commission d'enquête chargée d'étudier les conditions dans lesquelles a pu s'établir pendant des années un trafic de piastres indochinoises, p. 2852 (Document n° 6442). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 3010 (Document n° 6303). — Discussion, p. 3223; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à la création d'une commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises », p. 3233.

Demande de désignation de candidatures, p. 3233. — Désignation de candidatures, p. 3477. — Nomination de membres, p. 3503. — Démission de membre, p. 7287.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à proroger le délai imparti à la commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises pour déposer son rapport d'ensemble, p. 7070 (Document n° 7543). — Dépôt du rapport par M. Prélot, p. 7284 (Document n° 7569).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kriegel-Valrimont tendant à décider que le rapport de la commission parlementaire qui s'est rendue en Indochine sera, dans son texte intégral, remis à tous les membres de l'Assemblée, p. 2652 (Document n° 6143).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à désigner une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les incidents survenus à Casablanca les 7 et 8 décembre 1952, p. 4256 (Document n° 5633).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. d'Astier de La Vigerie tendant à la constitution d'une commission d'enquête chargée de rechercher l'origine et la destination des fonds distribués sous le couvert du cabinet d'études administratives et économiques sis 3, rue de Fenthivière, p. 4256 (Document n° 5635).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à instituer une enquête sur le train de vie des parlementaires, et particulièrement des députés qui se sont déclarés prêts à renoncer à l'indemnité du secrétariat, p. 4551 (Document n° 6973).

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête à la commission de la marine marchande relative à la construction d'un bateau garde-pêche appelé « Administrateur Guet », p. 4640. — Discussion, p. 4734; octroi des pouvoirs, p. 4736.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête à la commission de l'éducation nationale conformément à l'article 31 du règlement, p. 4892; octroi des pouvoirs, p. 5186.

Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — V. Questions orales (conseil n° 107).

Conseil de la République. — Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête par la commission de la production industrielle sur les possibilités de production de l'Afrique noire en matières premières textiles ou minérales nécessaires à l'industrie, p. 854. — Octroi des pouvoirs, p. 866.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête et de mission d'information à la commission des pensions en vue de s'informer sur les divers problèmes concernant la déportation des Alsaciens et des Lorrains, p. 1008. — Attribution des pouvoirs, p. 1018.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête par la commission des affaires économiques, sur les problèmes posés par l'aménagement du territoire et l'organisation du commerce extérieur, p. 1130. — Octroi des pouvoirs, p. 1518.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête par la commission de l'intérieur, sur les problèmes posés par l'immigration nord-africaine en France, p. 1417. — Octroi des pouvoirs, p. 1518.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête par la commission de la France d'outre-mer, sur la situation politique, économique et sociale dans les territoires français de l'Océan Pacifique (Établissements français d'Océanie et Nouvelle-Calédonie), p. 1206. — Octroi des pouvoirs, p. 1518.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête par la commission de la marine et des pêches sur les conditions dans lesquelles a été entreprise la construction de la vedette garde-pêche Administrateur Guet et sur son utilisation, p. 1870. — Octroi des pouvoirs, p. 1952.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête pour la commission de la production industrielle pour s'informer sur les problèmes posés par l'approvisionnement de l'Union française en matières premières nécessaires à l'industrie, p. 816.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête par la commission de la production industrielle sur les possibilités de production en matières premières minérales de l'Afrique du Nord, notamment dans la zone de Colomb-Béchar, p. 2578.

Enregistrement. — V. Impôts.

Enseignement. — V. Fonctionnaires de l'enseignement. — Interpellations n° 110, 114, 191. — Hygiène scolaire et universitaire. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 37, 45, 186 (Conseil de la République) n° 38. — Traitements (éducation nationale).

CANTINES SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Grappe tendant à accorder les repas gratuits dans les cantines scolaires à tous les enfants de chômeurs, p. 1256 (Document n° 5631).

ÉQUIPEMENT SCOLAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thamer tendant à la mise en application immédiate du plan d'équipement scolaire établi par la commission Le Gorgeu, p. 2517 (Document n° 6080).

PROGRAMMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lefranc tendant à inviter le Gouvernement à: 1° introduire la langue auxiliaire « Esperanto » dans les programmes d'enseignement public; 2° proposer cette langue tout à l'O. N. U. qu'à l'assemblée consultative européenne, comme langue de communication universelle, p. 3748 (Document n° 6553).

VACANCES SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Dumas tendant à inviter le Gouvernement à prendre avant le 1^{er} février 1953 une décision concernant la date des vacances scolaires, p. 39 (Document n° 5260).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faggianeli tendant à inviter le Gouvernement à étendre à la Corse le régime des vacances scolaires prévu pour l'Algérie, p. 1685 (Document n° 5865).

Enseignement (établissements d'). — V. Traitements (éducation nationale)

Enseignement AGRICOLE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Saint-Cyr sur la proposition de loi de M. Fabre tendant à réorganiser l'enseignement agricole (n° 854), p. 2938 (Document n° 6275). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par Mlle Dienesch, p. 5520 (Document n° 7271). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: Proposition de loi tendant à modifier l'acte dit loi du 5 juillet 1941 portant organisation de l'enseignement agricole public en ce qui concerne l'école nationale des industries agricoles et alimentaires et l'école nationale d'horticulture, p. 5978.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2136 (Document n° 624). — Dépôt du rapport par M. Raincourt, p. 2261 (Document n° 650). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2260.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6995 (Loi n° 53-33 du 13 janvier 1954, J. O. du 14 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Saint-Cyr tendant à la réorganisation de l'enseignement agricole du premier degré et de la vulgarisation du progrès technique dans l'agriculture, p. 1307 (Document n° 5666).

Enseignement de la MÉDECINE. — V. Budget de 1954 (éducation nationale).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maubrut tendant à la transformation de l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand en faculté d'État, p. 83 (Document n° 5301). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre-Henri Teitgen tendant à transformer les écoles de plein exercice de médecine de Rennes et Clermont-Ferrand en facultés mixtes de médecine et de pharmacie et l'école de médecine de Nantes en faculté de médecine, p. 2191 (Document n° 5975). — Dépôt du rapport par M. Jean-Michel Flandin, p. 5312 (Document n° 7211). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à transformer les écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie de Rennes, de Clermont-Ferrand et de Nantes en facultés mixtes de médecine et de pharmacie », p. 6458.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2261 (Document n° 657).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rabaté tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge l'augmentation du taux de pension appliquée aux élèves sages-femmes et à rétablir le régime facultatif d'internat pour toutes les élèves, sans distinction, célibataires ou mariées, mères de famille ou non, p. 83 (Document n° 5278). — Dépôt du rapport par Mme Rabaté, p. 1077 (Document n° 5565).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant à l'enseignement et au développement de la méthode d'accouchement sans douleur par psychothérapie, p. 1905 (Document n° 5863).

Enseignement PRIMAIRE

BIBLIOTHÈQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'auto-risation de construire des bibliothèques et salles de dessin dans les écoles primaires, p. 2729 (Document n° 6171).

BOURSES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à porter à 30.000 francs la bourse de trousseau des élèves-maitres et des élèves-maitresses des écoles normales primaires, p. 1496 (Document n° 5742).

COURS COMPLÉMENTAIRES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Restat tendant à inviter le Gouvernement: 1° à multiplier la création des cours complémentaires; 2° à dégager des crédits pour le premier équipement des internats et annexes des cours complémentaires, p. 1767 (Document n° 517) (*rectificatif*, p. 1300). — Dépôt du rapport par M. Lacaze, p. 2065 (Document n° 589).

COURS SPÉCIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson tendant à la suppression de la loi n° 47-1523 du 18 août 1947 qui règle d'une manière arbitraire le contingent des dépenses à incorporer aux budgets primitifs de la ville de Paris et des communes de la Seine au titre des cours spéciaux de l'enseignement primaire, p. 1627 (Document n° 5765).

CRÉATION D'ÉCOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à la création d'écoles spéciales pour les enfants de bateliers, p. 1076 (Document n° 5579). — Dépôt du rapport par Mme Lempereur, p. 2132 (Document n° 5961).

SUBVENTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à utiliser et à simplifier le régime des subventions pour les constructions scolaires de l'enseignement primaire, p. 165 (Document n° 5334).

TRANSPORT DES ÉLÈVES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à transférer aux élèves des cours complémentaires et des cours d'enseignement agricole et agricole ménager, les mesures de groupement et de transport prévues pour les enfants en âge de scolarité obligatoire par le décret n° 53-818 du 5 septembre 1953, p. 6320 (Document n° 7397).

Enseignement PRIVE. — V. *Pensions et retraites (personnels civil et militaire)*.

Enseignement SUPÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovoni tendant à augmenter le montant des bourses de l'enseignement supérieur, p. 1628 (Document n° 5789).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Verdier tendant à inviter le Gouvernement à s'opposer à tout allongement de la durée des études supérieures exigées pour l'obtention d'un diplôme tant que ne sera pas instituée l'allocation d'études, p. 1404 (Document n° 5683).

Enseignement TECHNIQUE. — V. *Fonctionnaires de l'enseignement.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 107, 186, 187 (*Conseil de la République*), n° 60.

APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Renard sur les propositions de loi: 1° de Mme Vermeersch tendant à instituer chaque année pour les apprentis une deuxième session du C. A. P.; 2° de Mlle Dienesch tendant à instituer pour les apprentis une deuxième session de certificat d'aptitudes professionnelles, (n° 3497-3996), p. 1906 (Document n° 5873). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par Mlle Dienesch, p. 3434 (Document n° 6500).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Adrien Renard sur la proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité des repas aux élèves des centres d'apprentissage publics (n° 3463), p. 2105 (Document n° 6027).

— Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur la proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à assurer une formation professionnelle à tous les enfants (n° 251), p. 3867 (Document n° 6640).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à déposer rapidement un projet de loi relatif à la pratique de la psychotechnique, p. 97 (Document n° 5321).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité le centre public d'apprentissage Muskoa de Ciboure dans le département des Basses-Pyrénées, p. 3160 (Document n° 6360).

COLÈGES MODERNES ET TECHNIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fajon tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge, par le ministère de l'éducation nationale, les frais de fonctionnement du collège moderne et technique des filles de la ville de Suresnes, p. 3235 (Document n° 6429).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gazier tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes, p. 4796 (Document n° 7058).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes, p. 5593 (Document n° 7234).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à transformer le collège technique de garçons de Charleville en école nationale professionnelle, p. 7233 (Document n° 7574).

COURS DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE PERFECTIONNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcelin tendant à la mise en œuvre des moyens destinés à faciliter la promotion ouvrière à tous les échelons de la hiérarchie professionnelle, p. 4029 (Document n° 6323).

Entreprises diverses. — V. *Caisses de retraites.* — *Commerce et industrie.* — *Conseil de la République (règlement, article 20)*.

Entreprises nationalisées. — V. *Commerce et industrie.* — *Fonctionnaires (conflits du travail).* — *Mines (exploitation, personnel).* — *Transports (auto)*.

Entreprises de presse. — V. *Presse.*

Entreprises publiques. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses)*.

Épargne. — V. *Caisses d'épargne.* — *Sociétés par actions.*

Épargne-construction. — V. *Caisse d'épargne-construction.* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 109.

Épuration. — *Indignité nationale.* — V. *Amnistie.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz, sur l'avis défavorable donné par le Conseil de la République, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 49-1025 du 29 juillet 1949 complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale (n° 19), p. 3184 (Document n° 6366). — Adoption des conclusions de la commission constatant que la proposition de loi est devenue sans objet, p. 3760.

— Dépôt d'un projet de loi abrogeant l'article 6 de la loi du 29 juillet 1949, complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, p. 1905 (Document n° 5867).

Équipement. — V. *Agriculture.* — *Commerce et industrie (crédit commercial).* — *Economies et finances (redressement, art. 8)*.

Équipement scolaire. — V. *Enseignement.*

Espagne. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre.* — *Exportations et importations.* — *Interpellations* n° 131, 196.

Espéranto. — V. *Enseignement.*

Essence. — V. *Electricité et gaz (tarifs).* — *Question orales (Assemblée nationale)* n° 1.

Établissements d'accouchement. — V. *Hôpitaux et établissements hospitaliers.*

Établissements de cure. — V. *Hôpitaux et établissements hospitaliers.* — *Impôts (taxes départementales).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 24. — *Transports (chemins de fer d'intérêt général)*.

Etablissements d'enseignement. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 90, 186, 187.

Etablissements d'enseignement pour enfants infirmes et incurables.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à créer sept centres régionaux d'éducation pour les enfants infirmes de naissance intellectuellement normaux, p. 1404 (Document n° 5692).

Etablissements hospitaliers. — V. *Budget 1954 (éducation nationale)*. — *Interpellations n° 152.* — *Hôpitaux et établissements hospitaliers.* — *Loyers (baux à ferme)*.

Etablissements industriels de l'Etat. — V. *Interpellations nos 128, 431, 185, 206, 227, 231.*

Etablissement national des invalides de la marine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Schmitt sur le projet de loi concernant l'institution de recettes au profit de l'établissement national des invalides de la marine (n° 5218), p. 1845 (Document n° 5832). — Discussion, p. 2391; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2404.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 994 (Document n° 237). — Lecture du rapport par M. Denvers et discussion, p. 1008; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1010.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2516 (*Loi n° 53-306 du 10 avril 1953, J. O. du 11 avril 1953*).

Etablissements militaires. — V. *Armées.*

Etablissements pénitentiaires. — V. *Armées (tribunaux permanents)*.

Etablissements publics. — V. *Adjudications et marchés.* — *Comptabilité publique.*

Etablissements scolaires. — V. *Départements, villes et communes (budget)*. — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 22 (Conseil de la République) n° 54.*

Etats associés. — V. *Indochine.*

Etrangers. — V. *Noms patronymiques.*

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud tendant à modifier et à compléter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions d'entrée, de circulation, de séjour et de travail des étrangers en France, p. 461 (Document n° 77).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 884 (Document n° 5454).

Etudiants. — V. *Allocations familiales (apprentissage).* — *Armées (sursis d'incorporation).* — *Assurances sociales.* — *Enseignement supérieur.* — *Interpellations nos 76, 83, 125.* — *Oeuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire.* — *Question orales (Assemblée nationale), n° 199 (Conseil de la République), nos 91, 112.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour indemniser les étudiants victimes de la brutalité policière lors de la manifestation du 15 décembre 1953, p. 6903 (Document n° 7507).

Europe. — V. *Interpellations nos 25, 73, 91, 121.*

Évadés. — V. *Médaille des évadés.*

Événements survenus en France de 1938 à 1945. — V. *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).*

Expansion économique. — V. *Economies et finances (redressement, article 8).*

Experts comptables et comptables.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Grimaud tendant à créer un ordre des experts comptables et une compagnie nationale des comptables agréés, p. 2729 (Document n° 6193).

Exploitations agricoles. — V. *Agriculture.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 9.*

Exploitations minières. — V. *Mines et carrières.*

Exportations et importations. — V. *Conventions internationales.* — *Douanes (tarif).* — *Questions orales (Assemblée nationale), nos 26, 52, 81, 82, 99; (Conseil de la République) nos 20, 29, 137, 145.*

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi tendant à modifier, en ce qui concerne la durée des autorisations d'importation des produits dérivés du pétrole, l'article 3 (C) de la loi du 30 mars 1928 relative au régime d'importation des pétroles (nos 4317, 5025), p. 320.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 273 (Document n° 60). — Dépôt du rapport par M. de Villoutreys, p. 781 (Document n° 121). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 830.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1626 (*Loi n° 53-177 du 11 mars 1953, J. O. du 12 mars 1953*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lucien Lambert sur la proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à interdire pour la campagne en cours toutes importations d'huile d'olive en provenance de pays étrangers (n° 2921), p. 1405 (Document n° 5701). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2450.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Durand-Réville sur la proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à instituer en faveur des produits originaires des territoires d'outre-mer de l'Union française, appartenant à la zone franc, un système d'aide à l'exportation, semblable à celui dont le décret du 6 octobre 1950 et ses arrêtés d'application ont fait bénéficier la production métropolitaine (n° 569, année 1952), p. 253 (Document n° 56). — Discussion, p. 694; adoption de la proposition de résolution, p. 701.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Maurice Georges sur la proposition de résolution de M. Bernard Manceau tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la création de caisses de caution mutuelles et de groupements pour le préfinancement des exportations dans l'industrie du textile et dans l'industrie du cuir et de la chaussure (n° 5232), p. 3133 (Document n° 6532).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'entrée en France, en provenance de l'étranger, des produits finis en liège tels que bouchons de liège et des produits de remplacement en matière plastique pour le bouchage des bouteilles, p. 546 (Document n° 5384).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léotard tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour améliorer le régime de l'aide à l'exportation, p. 1045 (Document n° 5529).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, pour la campagne en cours, les importations de légumes frais, notamment de tomates, en provenance de pays étrangers, p. 3235 (Document n° 6427).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à refuser toutes autorisations de licences d'exportation pour l'Espagne du matériel (trains mécaniques, décapages, fours à recuire, trains à polir, etc.) de l'usine Sideler de Bordeaux-Fleirac, p. 5114 (Document n° 7171).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Duvernois tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'importation d'œufs étrangers en vue de protéger la production française, p. 6903 (Document n° 7485).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lacaze tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'importation de « Bassine des Indes », p. 1799 (Document n° 525).

Exposition européenne de la productivité. — V. *Budget de 1953 (finances).*

Exposition de l'Union française.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1954, p. 4545 (Document n° 6833).

Expropriation. — V. *Domages de guerre.* — *Paris (ville de).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant: 1° au relèvement des indemnités allouées aux propriétaires d'immeubles, commerçants, industriels et artisans en suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique, en conformité de la procédure d'urgence instituée par la loi du 11 octobre 1940; 2° à instituer à la charge des administrations expropriantes l'obligation d'assurer la réinstallation des commerçants, industriels et artisans expropriés, p. 4076 (Document n° 5543).

F

Façonniers. — V. *Impôts (revenus).*

Facultés et universités. — V. *Budget 1953 (éducation nationale).* — *Enseignement.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 4.*

Faillites et liquidations judiciaires. — V. *Code du travail (salaires).*

Famille. — V. *Allocations familiales.* — *Assistance à la famille.* — *Questions orales (Assemblée nationale) nos 54, 67.* — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).*

Farine. — V. *Agriculture (blé, farine et pain).*

Femmes. — V. *Conventions internationales (travail).* — *Fonctionnaires (agents féminins).* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 193.* — *Pensions et retraites (textes généraux).*

Fermage et métayage. — V. *Agriculture (blé, exploitation).* — *Loyers (Baux à ferme.* — *Baux ruraux).*

Fêtes et cérémonies commémoratives. — V. *Monuments commémoratifs.*

Assemblée nationale. — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945 (nos 3500, 4917), p. 1891; adoption de la proposition de loi, p. 1892 (*Loi n° 53-225 du 20 mars 1953, J. O. du 21 mars 1953*).

— Dépôt d'un rapport de M. de Monsabert sur la proposition de résolution de M. de Monsabert tendant à inviter le Gouvernement à faire commémorer d'une façon particulièrement grandiose le dixième anniversaire de la libération de la Tunisie et de la formation du corps expéditionnaire français d'Italie grâce à l'armée d'Afrique, avec l'apport des forces françaises libres et des évadés de France, marquant ainsi la rentrée en guerre de l'unanimité de l'armée française (n° 4588), p. 969 (Document n° 5479). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1527.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Loustaunau-Lacau relative à la commémoration du 4^e centenaire de la naissance d'Henri IV, par la ville de Pau, en 1953, p. 1131 (Document n° 5592) (*rectificatif*, p. 1257). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à permettre au Gouvernement de célébrer en 1953 avec éclat le centenaire de la naissance d'André Messager à Montluçon, sa ville natale, p. 1815 (Document n° 5854). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à organiser, avec le maximum d'ampleur, la célébration du 400^e anniversaire de la mort de Rabelais, p. 1077 (Document n° 5559). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 2106 (Document n° 6041).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Abelin tendant à assurer le financement de la commémoration du quatrième centenaire de la mort de Rabelais, p. 2322 (Document n° 6004).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Secrétain tendant à compléter la loi du 20 mars 1953 relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1918, p. 2517 (Document n° 6074).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à faire, chaque année, du 8 mai un jour férié et chômé, p. 2729 (Document n° 6186).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edmond Michelet, tendant à consacrer le dernier dimanche d'avril au souvenir des victimes de la déportation et morts dans les camps de concentration du III^e Reich au cours de la guerre 1939-1945, p. 1733 (Document n° 510).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5003 (Document n° 7155).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à célébrer officiellement le deuxième centenaire de la naissance de Jean-Paul Marat, p. 3124 (Document n° 6318).

— Dépôt d'une résolution de M. de Gracia tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour célébrer le 75^e anniversaire du docteur Jamot, vainqueur de la fièvre jaune, p. 4506 (Document n° 6930).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tinaud tendant à inviter le Gouvernement à célébrer avec éclat le quatrième centenaire de la naissance d'Henri-IV, p. 688 (Document n° 96). — Dépôt du rapport par M. Bordeneuve, p. 983 (Document n° 225).

Fêtes légales. — V. *Code du travail (congés payés)*.

Fichier domiciliaire. — V. *Administration communale*.

Fièvre aphteuse. — V. *Agriculture (maladies contagieuses des animaux)*.

Finances et affaires économiques (ministère).

RÉGIES FINANCIÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Francis Leenhardt tendant à une meilleure organisation des régies financières, p. 1196 (Document n° 5722).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant à une meilleure organisation des régies financières, p. 4357 (Document n° 6896).

Foires et expositions.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Klock sur: a) la proposition de résolution de M. Clostermann invitant le Gouvernement à interdire la « vente à emporter » dans les foires-échantillons; b) la proposition de loi de M. Boisdé tendant à interdire les ventes à emporter dans les foires et salons (nos 1106, 2644), p. 2296 (Document n° 6000). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3503.

Foires et marchés. — V. *Agriculture (bétail)*.

Fonctionnaires. — V. *Administrations publiques. — Allocations familiales (apprentissage et études). — Assurances sociales (assurance vieillesse). — Interpellations nos 69, 120, 155, 211. — Légion d'Honneur. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 74, 76, 109, 119, 190. (Conseil de la République) nos 3, 18, 35, 49, 87, 90. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire. — Traitements (textes généraux). — Transports et voies de communication (auto, chemins de fer d'intérêt général).*

ADMINISTRATEURS CIVILS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Quinson tendant à faire bénéficier les agents supérieurs des administrations centrales d'une nomination d'administrateur civil, p. 968 (Document n° 5174). — Dépôt du rapport par M. Sérafini, p. 1685 (Document n° 5790).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la nomination en qualité d'administrateurs civils de certains agents supérieurs du ministère de l'intérieur, p. 2649 (Document n° 6138).

AGENTS FÉMININS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à réglementer le travail de nuit des personnels féminins dans les administrations de l'Etat, p. 1130 (Document n° 322).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3336 (Document n° 6163).

AGENTS DE LA MISSION DIPLOMATIQUE EN SARRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à l'intégration dans la fonction publique de certains agents de la mission diplomatique française en Sarre, p. 96 (Document n° 5310).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dellaune tendant à l'intégration dans la fonction publique de certains agents de la mission diplomatique française en Sarre, p. 1256 (Document n° 5629).

AUXILIAIRES DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy ayant pour objet d'abroger le décret n° 53-713 du 9 août 1953 tendant à limiter le recrutement du personnel non titulaire de l'Etat, p. 4029 (Document n° 6808).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Catroux tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliaariat, p. 4618 (Document n° 6398).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boutblien portant extension du bénéfice de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 aux ouvriers temporaires des manufactures de tabacs et allumettes, p. 5311 (Document n° 7240).

AVANCEMENT. — BONIFICATIONS D'ANCIENNETÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Guilmüller, sur la proposition de loi de M. Soustelle, tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance (nos 3035, 4550, 4768), p. 787 (Document n° 5439). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre. « Proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics », p. 1823 (*rectif*, p. 5315).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 875 (Document n° 164). — Dépôt du rapport par M. Deutschmann, p. 1122 (Document n° 309). — Discussion, p. 1347; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1348 (*rectif*, p. 1946).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3542 (Loi n° 53-612 du 29 juillet 1953, J. O. du 30 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, p. 211 (Document n° 5362).

— Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 2874 (Document n° 6246). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics de l'Etat et des cadres algériens, p. 3184 (Document n° 6394).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Rabier, p. 4551 (Document n° 6979).

— Dépôt d'un rapport de M. Sérafini sur les propositions de loi: 1^o de Mme de Lipkowski, tendant à accorder des avantages spéciaux aux fonctionnaires déportés et internés pour faits de résistance, à leurs veuves et à leurs enfants et à préciser les modalités de l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948; 2^o de M. Jarrosson, tendant à prolonger l'activité de service de certains fonctionnaires d'une durée égale à celle de leur éviction par le gouvernement de Vichy; 3^o de M. Ulver, tendant à compléter la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics; 4^o de M. Mouton, tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics (décret n° 51-657 du 6 juin 1952). (Nos 1938, 2859, 3033, 4787.), p. 4551 (Document n° 6980).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Cachin tendant à étendre les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, portant attribution de bonifications d'ancienneté, aux anciens combattants de 1939-1945, agents de tous les grands services publics et concédés autres que les fonctionnaires de l'Etat, des communes et des établissements publics départementaux et communaux, ainsi qu'aux agents et ouvriers de l'Etat, p. 1404 (Document n° 5698).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guérard tendant à étendre aux agents des services publics les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, portant attribution de bonifications d'ancienneté aux anciens combattants de 1939-1945, fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics départementaux et communaux, ainsi qu'aux agents et ouvriers de l'Etat, p. 1785 (Document n° 5813).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant à accorder certains avantages de carrière aux magistrats, fonctionnaires et agents des services publics et de la Société nationale des chemins de fer français, en fonctions au 3 septembre 1939 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, expulsés ou repliés en raison de l'annexion de fait, revenus exercer dans les départements entre la date de la libération du territoire et le 31 décembre 1945, p. 1845 (Document n° 5838).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Métayer tendant à maintenir dans leur emploi certains fonctionnaires et agents des services publics en droit de bénéficier de la loi n° 51-124 du 26 septembre 1951, p. 6867 (Document n° 7478).

AVANCES DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à doter de crédits suffisants l'article 5 de la loi n° 53-75 du 6 février 1953 relatif aux avances aux fonctionnaires de l'Etat pour l'accession au logement familial, p. 3336 (Document n° 6470).

CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Cayeux sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de la loi n° 47-579 du 30 mars 1947 (n° 4), p. 3792 (Document n° 6389); projet de loi devenu sans objet, p. 4214.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol ayant pour objet d'abroger le décret n° 53-712 du 9 août 1953 tendant à réglementer les suppressions d'emplois, les reclassements et les licenciements, p. 4029 (Document n° 6309).

CONFLITS DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à prévoir l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail, individuels et collectifs, au sein des services publics et des entreprises nationalisées, dont le fonctionnement régulier et permanent est nécessaire pour la vie même de la commune, du département ou de la nation, p. 4013 (Document n° 6737).

CUMUL

Voir: *Pensions et retraites (cumul).*

DÉGAGEMENT DES CADRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolff tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, modifiant l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 27 juillet 1948, p. 2797 (Document n° 6200).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à étendre aux expulsés d'Alsace et de Lorraine le bénéfice des dispositions de la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 modifiant l'article 4 de la loi du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat modifié par la loi du 22 juillet 1948, p. 4023 (Document n° 6743).

DÉTACHEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Fabre sur la proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant à tout fonctionnaire appartenant à un cadre relevant du ministère de la France d'outre-mer qui, en cours de carrière, est reconnu inapte à servir outre-mer, provisoirement ou définitivement, sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté, d'être détaché ou intégré dans un cadre métropolitain homologue lorsque son état de santé n'y fait pas obstacle (n° 4553), p. 1307 (Document n° 5647).

DISCIPLINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à étendre, aux fonctionnaires de l'Etat, les garanties disciplinaires accordées aux personnels communaux, p. 165 (Document n° 5343).

FONDS D'ACTION SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à l'institution d'un fonds d'action sociale dans la fonction publique, p. 4307 (Document n° 5658).

LICENCIEMENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chatenay tendant à inviter le Gouvernement à exclure des mesures de licenciement prévues par la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, les fonctionnaires et agents civils orphelins de guerre ou mutilés à moins de 80 p. 100, p. 2295 (Document n° 5992).

LIMITES D'ÂGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thuel tendant à permettre aux personnes ayant élevé trois enfants ou plus d'avancer l'âge de leur retraite, p. 2797 (Document n° 6204).

MAINTIEN EN ACTIVITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fouques-Duparc tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi n° 372 du 13 mars 1942 autorisant le maintien en activité au delà de la limite d'âge des fonctionnaires et agents des services publics de l'Etat, p. 2651 (Document n° 6139).

RÉINTÉGRATION

Conseil de la République. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires (n° 517 et 670, année 1952), p. 193; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 195.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 515 (Loi n° 53-89 du 7 février 1953, J. O. du 12 février 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Métayer tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains agents des services publics, p. 4028 (Document n° 6789).

STATUT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à modifier et à compléter les articles 19 et 21 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, p. 4076 (Document n° 5539).

TITULARISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à permettre la titularisation dans les conditions prévues par les articles 3 et 4 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 de certaines catégories d'agents antérieurement affectés dans des administrations temporaires, p. 1307 (Document n° 5662).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 sur les fonctionnaires résistants, p. 2873 (Document n° 6231).

Fonctionnaires de l'Algérie. — V. *Pensions et retraites (personnels de l'Algérie).*

Fonctionnaires communaux et départementaux. — V. *Départements, villes et communes.* — *Pensions et retraites (personnels communaux).* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 36, 92, 124. — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).*

AGENTS DE CONTRÔLE ET CAISSIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Arbellier tendant à l'intégration, dans le cadre des contrôleurs, des premiers commis et commis principaux de l'assistance publique, p. 1627 (Document n° 5755).

COMPTABLES COMMUNAUX

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bertaud tendant à inviter le Gouvernement: 1° à dégager d'urgence la responsabilité personnelle pécuniaire de comptables communaux mis en débet par la cour des comptes, à l'occasion du remboursement, par certains agents communaux logés, de la valeur du logement ou des avantages accessoires du logement; 2° à rappeler aux comptables les règles de déférence qu'ils doivent observer à l'égard des maires, chargés de l'administration communale, et les limites de leurs droits dans l'accomplissement des tâches qui leur incombent; 3° à compléter la loi du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux pour conférer aux assemblées communales le droit de fixer la liste du personnel logé soit par nécessité de service, soit dans l'intérêt du service et, s'il y a lieu, de régler le remboursement de la valeur représentative du logement et de ses accessoires, p. 1418 (Document n° 382).

LIMITES D'ÂGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marzin tendant à fixer à cinquante-cinq ans et à soixante ans les limites d'âge applicables au personnel de la préfecture de la Seine, de l'assistance publique et du crédit municipal de Paris, p. 1845 (Document n° 5841).

RÉINTÉGRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Francis Leenhardt tendant à compléter la loi du 7 février 1953 relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, p. 1627 (Document n° 5776). — *Retrait*, p. 3104.

STATUT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Souquès tendant à compléter l'article 65 de la loi du 28 avril 1952, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, p. 2037 (Document n° 5919).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Nenon tendant à modifier la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, p. 2650 (Document n° 6106).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Legaret tendant à compléter l'article 90 de la loi du 28 janvier 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux afin de fixer le statut de certains agents de la ville de Paris et du département de la Seine, p. 6320 (Document n° 7406).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Berlaud tendant à compléter la loi du 28 avril 1952, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux pour conférer aux assemblées communales le droit de fixer la liste du personnel logé soit par nécessité de service soit dans l'intérêt du service et, s'il y a lieu, de réglementer le remboursement de la valeur représentative du logement et de ses accessoires, p. 1460 (Document n° 387).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3791 (Document n° 6578).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delbez tendant à inviter le Gouvernement à édicter une disposition transitoire pour l'application de l'article 86, alinéa 3, de la loi du 28 avril 1952, portant statut général du personnel des communes, p. 3717 (Document n° 6552).

Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires communaux (comptables communaux)*.

Fonctionnaires de l'enseignement. — V. *Interpellations* n° 51, 52, 67, 118, 144, 193, 197, 212, 218. — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 90, 103, 107, 147, 163, 170, 177, 202. — *Traitements (éducation nationale)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Deixonne sur la proposition de loi de M. Giovoni tendant à modifier la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 afin d'accorder le traitement des fonctionnaires stagiaires à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur scolarité (n° 2778), p. 3513 (Document n° 6527). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Deixonne sur les propositions de loi de M. Giovoni: 1° tendant à modifier la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 afin d'accorder le traitement de fonctionnaires stagiaires à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur scolarité; 2° tendant à attribuer l'indemnité de résidence à tous les élèves fonctionnaires des écoles normales supérieures (Ulm, Sèvres, Saint-Cloud, Fontenay, E. N. S. E. T., E. N. S. E. P.) (n° 2778-2785-6527), p. 5898 (Document n° 7356). — Discussion, p. 7070, 7090; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à accorder la qualité de fonctionnaire stagiaire à tous les élèves des écoles supérieures », p. 7094.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2187 (Document n° 706).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Lempereur sur: 1° les propositions de loi: a) de M. Gabriel Paul portant fonctionnarisation du personnel d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage publics; b) de Mme Lempereur tendant à la titularisation des personnels techniques des centres publics d'apprentissage; c) de M. Joseph-Pierre Lanet tendant à la titularisation des personnels d'enseignement technique des centres publics d'apprentissage; 2° la proposition de résolution de M. Raingeard tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence le statut de fonctionnaire au personnel technique enseignant des centres d'apprentissage (n° 3018-3591-5149-2618), p. 5176 (Document n° 7181).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faraud tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires, dans le budget de 1954, pour permettre l'attribution de 150 postes de chargés d'enseignement de l'éducation physique, p. 4507 (Document n° 6937). Dépôt d'un rapport par M. Boutavant sur les propositions de résolution: 1° de M. Patinaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à accélérer, à partir de 1953, la liquidation de 4.900 emplois de maîtres d'éducation physique et sportive et à les transformer en emplois de chargés d'enseignement; 2° de M. Faraud tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires, dans le budget de 1954, pour permettre l'attribution de 150 postes de chargés d'enseignement de l'éducation physique (n° 4611, 6937), p. 5176 (Document n° 7180).

Fonctionnaires d'outre-mer. — V. *Interpellations* n° 139. — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 1, 2, 102, 103, 104, 105. — *Traitements (France d'outre-mer)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boutbien tendant à fixer les mesures de dégagement et d'intégration dans les cadres administratifs métropolitains ou de la France d'outre-mer des fonctionnaires français des cadres locaux d'Indochine, p. 4315 (Document n° 6874).

Fondations. — V. *Associations et groupements.* — *Dons, legs et fondations.*

Fonds de commerce. — V. *Agents immobiliers.* — *Loyers (baux commerciaux).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à revaloriser certaines ventes à réméré effectuées avant 1940, p. 2729 (Document n° 6181).

Fonds d'investissement routier. — V. *Transports (routes et chemins).*

Fonds zoo-sanitaire. — V. *Agriculture (maladie contagieuse des animaux).*

Forains. — V. *Impôts (patente).*

Forces françaises de l'intérieur. — V. *Armées.* — *Interpellations* n° 57.

Forclusion. — V. *Justice civile, commerciale ou administrative.*

Forfaits. — V. *Impôts (revenus).*

Forges et aciéries. — V. *Interpellations* n° 132.

Formations militaires ennemies. — V. *Amnistie.*

Formation professionnelle. — V. *Enseignement technique.*

Fortifications. — *Postes militaires.* — V. *Algérie.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Taillade sur le projet de loi portant déclassement du fort des Rousses (Jura) et des batteries de l'Orbe (n° 1571), p. 1193 (Document n° 5608). — Adoption du projet de loi, p. 1927.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 183). — Dépôt du rapport par M. Henri Barré, p. 1193 (Document n° 334). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1350.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3512 (Loi n° 53-629 du 23 juillet 1953, Journal officiel du 25 juillet 1953).

— Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement d'ouvrages de fortifications, p. 4860 (Document n° 7094).

Foyers des victimes de guerre. — V. *Domaine de l'Etat (acquisition d'immeubles et de terrains).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Badie sur la proposition de résolution de M. Bichet tendant à inviter le Gouvernement à publier, dans un délai de quelques mois, le décret relatif aux agents des foyers de pensionnés de guerre et d'anciens combattants et des collages sanitaires de Saint-Gobain (n° 4630), p. 3236 (Document n° 6412).

Franc C. F. A. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

France d'outre-mer et Etats associés. — V. *Budgets (dépenses militaires et services civils).* — *Commerce et industrie (entreprises diverses).* — *Elections.* — *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale).* — *Impôts (bénéfices industriels et commerciaux, sociétés).* — *Pharmacie.* — *Sociétés anonymes.* — *Traitements, soldes et indemnités.*

TEXTES GÉNÉRAUX

— *Académies.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Diallo Yacine sur la proposition de loi de M. Senghor, tendant à la création d'académies dans les territoires d'outre-mer (n° 1004), p. 1846 (Document n° 5849).

— *Administration municipale.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Senghor relative à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, p. 96 (Document n° 5309). — Dépôt du rapport par M. Yacine Diallo, sur: 1° le projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun; 2° les propositions de loi: a) de M. Mitterrand, tendant à l'extension du régime des municipalités de plein exercice à certaines localités de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun; b) de M. Senghor, relative à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun (n° 1353, 4403, 5309), p. 3950 (Document n° 6686).

— *Affaires sociales (inspection et services des).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine, sur la proposition de loi de M. Ninine, tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo un véritable service des affaires sociales (n° 2762, 4900), p. 2000 (Document n° 5889). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Burlot, p. 5657 (Document n° 7321).

— *Afrique saharienne.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. July, tendant à ériger en une circonscription administrative autonome, distincte des territoires limitrophes: gouvernement d'Algérie, Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, « l'Afrique saharienne française » placée sous l'autorité d'un haut commissaire de la République (n° 3066), p. 3792 (Document n° 6583).

— *Agriculture.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à étendre aux territoires de l'Union française, où elles ne sont pas encore applicables, les dispositions de la loi du 30 avril 1906, modifiée par le décret-loi du 23 septembre 1935, sur le warrant agricole, p. 4627 (Document n° 5763). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 7285 (Document n° 7568).

— Aide à la famille.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Conombo tendant à créer une aide aux familles nombreuses des non-fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer, p. 3791 (Document n° 6606).

— Amnistie.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Haidara tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française, p. 1528 (Document n° 430).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3949 (Document n° 6688). — Décision sur un conflit de compétence entre des commissions, p. 4695.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mitterrand tendant à inviter le Gouvernement à saisir le Parlement d'un projet de loi tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française, p. 2000 (Document n° 5885).

— Dépôt d'une proposition de résolution, adoptée par l'Assemblée de l'Union française, le 17 mars 1953, invitant l'Assemblée nationale à prendre toutes mesures utiles afin que le bénéfice de l'amnistie soit étendu à certains crimes, délits et contraventions commis outre-mer, p. 2040.

— Appareils à pression de gaz et de vapeur.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur le projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de la loi du 28 octobre 1943, rendue applicable par l'ordonnance du 9 août 1944 et relative aux appareils à pression de vapeur employés à terre et aux appareils à pression de gaz employés à terre ou à bord des bateaux de navigation intérieure (n° 4306), p. 1303 (Document n° 5648). — Adoption du projet de loi, p. 1695.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi p. 874 (Document n° 155). — Dépôt du rapport par M. Razac, p. 1122 (Document n° 315). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1343.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3542 (Loi n° 53-647 du 30 juillet 1953, J. O. du 31 juillet 1953).

— Assemblées territoriales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Durand-Reville, sénateur, tendant à modifier la loi n° 47-1629 du 29 août 1947, fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, dites : « Grands Conseils », (n° 3743), p. 3950 (Document n° 6706).

— Dépôt d'un avis de l'Union française sur la proposition de loi de M. Senghor, tendant à fixer les attributions des assemblées territoriales et provinciales dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de Madagascar, de la Côte française des Somalis et des Comores (n° 4365), p. 4030 (Document n° 6712).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ranaivo relative à la présidence et à la vice-présidence des assemblées territoriales ou fédérales dans les pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer où le système de représentation est fondé sur le double collège, p. 2337 (Document n° 6007).

— Calamités publiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duveau, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes du cyclone qui vient de dévaster l'île de Mayotte (Comores) et Majunga (Madagascar), p. 94 (Document n° 5317). — Dépôt du rapport par M. Buriot, p. 1131 (Document n° 5390). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1527.

— Chefferies coutumières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur : 1° le projet de loi relatif au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo; 2° les propositions de loi : a) de M. Conombo, relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française; b) de M. Saller, sénateur, relative au statut des chefs autochtones en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française; c) de M. Razac, relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo (n° 1345, 481, 89, 891), p. 1077 (Document n° 5541).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Doucouré Amadou, tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer la création des chefferies de province, p. 1381 (Document n° 372).

— Code civil.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, sur la proposition de M. Ranaivo, tendant à instituer dans chacun des pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer un code civil à l'usage des citoyens ayant conservé leur statut personnel (n° 3056), p. 242 (Document n° 5359).

— Code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions de la loi n° 49-240 du 23 février 1949 modifiant

l'article 15 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande, p. 2828 (Document n° 6224). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 5105 (Document n° 7159).

— Code d'instruction criminelle.

Conseil de la République. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 592 du code d'instruction criminelle et rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les articles 590 à 599 inclus et 619 et 631 du même code (n° 585 et 617, année 1952), p. 226; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 628.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 606 (Loi n° 53-84 du 7 février 1953, J. O. du 10 février 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Duveau sur le projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 21 mai 1951 modifiant les articles 196 et 234 du code d'instruction criminelle (n° 3775), p. 884 (Document n° 5447). — Adoption du projet de loi, p. 1206.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 780 (Document n° 117). — Dépôt du rapport par M. Rivierez, p. 983 (Document n° 235). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1070.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2827 (Loi n° 53-516 du 28 mai 1953, J. O. du 29 mai 1953).

— Code pénal.

Conseil de la République. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 23 novembre 1950, modifiant les articles 381 et 386 et abrogeant l'article 385 du code pénal, et la loi du 21 mai 1951 modifiant les articles 383 et 384 du même code (n° 603 et 648, année 1952), p. 225; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 226.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 606 (Loi n° 53-82 du 7 février 1953, J. O. du 10 février 1953).

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi adaptant dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les lois des 24 mai 1946 et 25 septembre 1948 modifiant les taux des amendes pénales (n° 1896), p. 1618; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1621.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 854 (document n° 144). — Dépôt du rapport par M. Rivierez, p. 1070 (document n° 271). — Discussion, p. 1491; adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre « *Projet de loi adaptant dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les lois des 24 mai 1946, 25 septembre 1948 et 14 avril 1952 (article 70), modifiant le taux des amendes pénales* », p. 1494.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3367 (document n° 6626).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Fabre sur le projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer et au Togo (à l'exception de Madagascar, de l'archipel des Comores et du Cameroun) les modifications apportées à l'article 273 du code pénal par la loi validée du 8 octobre 1943 (n° 1408), p. 2296 (Document n° 5995).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires de l'Afrique occidentale française, du Togo, de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et des Etablissements français de l'Océanie, les modifications apportées à l'article 259 du code pénal par la loi validée du 23 mai 1942 et l'ordonnance du 28 juin 1945, p. 1495 (Document n° 5714). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 3793 (Document n° 6585).

— Conseil supérieur du travail.

Assemblée nationale. — Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein du conseil supérieur du travail de la France d'outre-mer (application de l'article 161 de la loi n° 52-1522 du 15 décembre 1952), p. 545. — Désignation de candidatures, p. 1046. — Nomination de membres, p. 1063.

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur du travail institué auprès du ministre de la France d'outre-mer (application de l'article 161 de la loi du 15 décembre 1952), p. 28. — Désignation de candidatures, p. 252. — Nomination de membres, p. 253.

— Douanes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier : 1° le décret n° 52-1204 du 28 octobre 1952 complétant le décret n° 50-581 du 25 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements d'outre-mer et en Algérie; 2° le décret du 30 octobre 1952 rejetant une délibération de la commission permanente du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 28 février 1952, tendant à étendre le bénéfice du régime de l'admission temporaire aux papiers kraft utilisés pour l'emballage des régimes de bananes destinés à l'exportation; 3° le décret du 25 novembre 1952 approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française ramenant au taux du tarif minimum la quotité du tarif général pour les sels et certains produits pétroliers d'origine étrangère; 4° le décret du 25 novembre 1952 approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française créant une sous-position avec réduction du droit de douane applicable à certains produits pétroliers provenant des usines excoécés de l'Union française; 5° le décret du 26 novembre 1952 approu-

vant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française permettant de placer sous le régime des usines destinées à la fabrication des « cutbacks » par mélange émulsion à chaud de pétrole lampant et de bitume; 6° le décret du 30 novembre 1952 approuvant pour partie et annulant pour partie la délibération n° 44-52 en date du 26 juin 1952 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française réduisant la quotité du droit de douane des gros matériels d'équipement et de leurs pneumatiques; 7° le décret du 30 novembre 1952 approuvant pour partie et annulant pour partie la délibération n° 45-52 en date du 26 juin 1952 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française modifiant la nomenclature tarifaire des pneumatiques pour roues de véhicules; 8° le décret n° 52-1338 du 15 décembre 1952 portant admission en franchise de droit de douane en Algérie des tabacs bruts, en feuilles ou en côtes originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel et à régime non préférentiel, p. 2649 (Document n° 6144).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à créer un conseil de coopération douanière au sein de l'Union française, p. 2295 (Document n° 5997). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 4030 (Document n° 6710).

— Education physique et sports.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gau sur la proposition de résolution de M. Buron, tendant à inviter le Gouvernement à envisager pour 1953 et tous les deux ans à partir de cette date la création de « Jeux de l'Union française » permettant d'établir des compétitions sportives régulières entre les différents Etats et territoires de l'Union française (n° 4402), p. 1077 (Document n° 5577).

— Enfance délinquante.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi adaptant à la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances, aux Etablissements français de l'Océanie et aux îles Saint-Pierre et Miquelon, les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (modifiée par la loi du 24 mai 1951), p. 1196 (Document n° 5715). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 4030 (Document n° 6711).

— Institut d'émission.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin tendant à créer un institut d'émission pour l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, p. 4027 (Document n° 6716).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin tendant à créer un institut d'émission pour l'Afrique occidentale française et le Togo, p. 4027 (Document n° 6715).

— Marins du commerce.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hassen Gouled tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour remédier à la situation des marins de commerce originaires des territoires d'outre-mer réduits au chômage, p. 712 (Document n° 101). — Dépôt du rapport par M. Coupigny, p. 1122 (Document n° 316). — Discussion, p. 1505; adoption, p. 1507.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Magendie tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour remédier à la situation des marins de commerce originaires des territoires d'outre-mer et réduits au chômage, p. 1077 (Document n° 5563).

— Mines et carrières.

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi relatif à la constatation des infractions à la réglementation minière et à la protection des exploitations minières productrices de substances minérales précieuses dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun (n° 4882), p. 1939; adoption au scrutin du projet de loi, p. 1941.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 189). — Dépôt du rapport par M. Razac, p. 1122 (Document n° 314). — Discussion, p. 1343 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1344.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3542 (Loi n° 53-663 du 1^{er} août 1953, J. O. du 2 août 1953).

— Monnaie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur les propositions de loi: 1° de M. Duveau, tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique); 2° de M. Saller, sénateur, tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique) (n° 608-90), p. 5657 (Document n° 7322).

— Nationalité.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi portant application aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de certaines dispositions du code de la nationalité française (n° 5194), p. 3236 (Document n° 6397).

— Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant application aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de certaines dispositions du code de la nationalité française (n° 5194), p. 4618 (Document n° 6990).

— Office pastoral de l'Afrique noire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Miterrand tendant à la création d'un office pastoral de l'Afrique noire, p. 3124 (Document n° 6349).

— Organisation judiciaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duveau sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores (n° 3943), p. 1045 (Document n° 5518). — Discussion, p. 2553; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2554 (Loi n° 53-312 du 11 avril 1953, J. O. du 12 avril 1953).

— Organisation sanitaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Conombo tendant à inviter le Gouvernement à prospector les territoires d'outre-mer pour établir une carte de climatothérapie et d'hydrologie climatique en vue de la création de sanatoria, préventoria, centres de cure et post-cure, p. 452 (Document n° 5372).

— Outillage et matériel d'équipement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, p. 2828 (Document n° 6225).

— Pharmacie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Juglas sur le projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie (n° 3779), p. 1346 (Document n° 5850). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Juglas, p. 3161 (Document n° 6363). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Juglas, p. 6374 (Document n° 7413). — Discussion et adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à étendre aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie* », p. 7070.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2149 (Document n° 702).

— Possessions australes et antarctiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Laforest sur le projet de loi tendant à ériger en territoire distinct de Madagascar les terres australes et antarctiques françaises (n° 1203), p. 3184 (Document n° 6378).

— Prestations familiales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont tendant à créer un régime de prestations familiales pour les salariés non fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, p. 3153 (Document n° 6491).

— Produits d'outre-mer.

Assemblée nationale. — Rectificatif au rapport (n° 4189) de M. Francis Vals sur les propositions de loi: a) de M. Senghor tendant à assurer la sauvegarde de la production des arachides dans les territoires d'outre-mer; b) de M. Maurice Lenormand tendant à assurer la sauvegarde de la production du coprah, des palmistes et des corps gras dérivés de ces produits, dans les territoires d'outre-mer; c) de Mme Poinso-Chapuis tendant à régulariser le marché des corps gras (n° 2412, 3293 et 3717) (séance du 24 octobre 1952), p. 302. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Gilles Gozard, p. 2000 (Document n° 5895).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport d'information par M. Francis Vals, sur les oléagineux dans l'Union française, p. 301 (Document n° 5365).

— Santé publique (protection de la).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur la proposition de loi de M. Ranaivo, tendant à accélérer l'évolution sociale des pays et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer par la transformation ou l'amélioration dans le secteur autochtone de l'habitat, de l'alimentation ainsi que de la protection de la mère et de l'enfance (n° 3040-4901), p. 2000 (Document n° 5890). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Burlot, p. 5657 (Document n° 7320).

— Sociétés indigènes de prévoyance.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yacine Diallo tendant à supprimer les sociétés indigènes de prévoyance (S. I. P.) créées par le décret du 4 juillet 1949 et à leur substituer des sociétés de production agricole, p. 3543 (Document n° 6519).

— Taxes postales.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Longuet sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant la procédure de fixation des taxes postales et assimilées applicables aux groupes de territoires ou territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer (n° 604, année 1952), p. 688 (Document n° 98). — Discussion, p. 735; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 738.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1257 (Document n° 5625).

— Textiles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mamadou Konaté tendant à créer une taxe sur le coton-fibre destinée à promouvoir la culture du coton dans l'Union française, p. 3124 (Document n° 6350).

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget général de l'Afrique équatoriale française pour les exercices 1943, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949 et 1950, p. 3565 (Document n° 6650). — Dépôt du rapport par M. Surlot, p. 5598 (Document n° 7293). — Adoption du projet de loi, p. 5982.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 616).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française les modifications apportées à des articles du code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, p. 96 (Document n° 5312).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 24 mai 1948 approuvant une délibération prise par le conseil du gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 17 juillet 1947 demandant la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921, relatif au fonctionnement du service des douanes dans cette fédération (n° 2122), p. 4337 (Document n° 6909). — Adoption du projet de loi, p. 4399.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1732 (Document n° 498). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 2425 (Document n° 699). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2681.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7282 (Loi n° 54-18 du 9 janvier 1954, J. O. du 10 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Francis Vals, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 5 novembre 1951 approuvant une délibération prise le 10 mai 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française, demandant la modification du code des douanes en vigueur dans ce territoire (n° 2690), p. 5729 (Document n° 7334). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à ratifier le décret du 5 novembre 1951 approuvant la délibération du 10 mai 1951 du Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier le code des douanes en vigueur dans ce territoire* », p. 6612.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2264 (Document n° 663).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à dégager sur les fonds d'encouragement à la production textile, avant le 1^{er} juillet 1953, les ressources nécessaires au versement de la contribution de 400 millions destinée à assurer le paiement de la prime d'ensemencement aux planteurs de coton de l'Afrique équatoriale française; à prendre les mesures nécessaires au soutien du prix au producteur pour la campagne 1953-1954; à assurer aux planteurs de coton de l'Union française la sécurité de débouchés et de prix qui conditionnent le développement d'une production vitale pour l'économie métropolitaine, p. 3034 (Document n° 6307). — Dépôt du rapport par M. Béchir, p. 3235 (Document n° 6400). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3504.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi ratifiant le décret du 3 avril 1951 approuvant deux délibérations prises les 24 octobre et 3 novembre 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française et la commission permanente de cette assemblée visant à étendre le bénéfice de l'admission temporaire aux cartons destinés à la fabrication des emballages et aux tabacs bruts destinés à la transformation en tabacs fabriqués en vue de la réexportation (n° 1804), p. 2518 (Document n° 6073). — Adoption du projet de loi, p. 3407.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1310 (Document n° 350). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 1742 (Document n° 483). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1780.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5230 (Loi n° 53-1155 du 26 novembre 1953, J. O. du 28 novembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 3 avril 1951 approuvant quatre délibérations prises les 17 octobre 1950 et 3 novembre 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française et la commission permanente de cette assemblée, modifiant la quotité des droits de douane sur certains articles (n° 1817), p. 2518 (Document n° 6069). — Adoption du projet de loi, p. 3407.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1309 (Document n° 349). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 1742 (Document n° 482). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1780.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5230 (Loi n° 53-1156 du 26 novembre 1953, J. O. du 28 novembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Raphaël Babet, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1949 approuvant une délibération prise le 2 juin 1949 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 1^{er} juin 1932 réglementant le fonctionnement du service des douanes dans ce territoire (n° 2681), p. 4681 (Document n° 7086). — Adoption du projet de loi, p. 5265.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1876 (Document n° 543). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 2424 (Document n° 695). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2682.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7282 (Loi n° 54-16 du 9 janvier 1954, J. O. du 10 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi tendant à approuver le décret du 22 septembre 1948 suspendant pendant une nouvelle période de six mois à compter du 21 octobre 1948, la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française (n° 2237), p. 4437 (Document n° 6912). — Adoption du projet de loi, p. 4899.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1732 (Document n° 501). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 2424 (Document n° 693). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2680.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7282 (Loi n° 54-17 du 9 janvier 1954, J. O. du 10 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant les comptes définitifs: a) du budget général de l'Afrique occidentale française pour les années 1942, 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948; b) du budget des transports pour les années 1943, 1944 et 1945; c) du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt (annexe du budget général) pour les années 1943, 1945 et 1946; d) du budget annexe de la circonscription de Dakar et dépendances pour les années 1942, 1943, 1944, 1945 et 1946; e) du budget annexe de l'école africaine de médecine et de pharmacie pour les années 1943, 1944 et 1947, p. 3865 (Document n° 6653). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 5598 (Document n° 7290). — Adoption du projet de loi, p. 5930.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 613).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur le projet de loi approuvant le compte définitif du budget général de l'Afrique occidentale française (exercice 1943) (n° 1577), p. 5598 (Document n° 7295). — Adoption du projet de loi, p. 5983.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 618).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de F. Francis Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 19 avril 1949 approuvant une délibération prise par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 21 janvier 1949, demandant la prorogation pour une nouvelle période de six mois, à compter du 20 avril 1949, de la suspension des droits de douane (n° 2983), p. 5729 (Document n° 7329). — Adoption du projet de loi, p. 6612.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2261 (Document n° 658).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Francis Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du décret du 1^{er} juin 1932 réglementant le régime des douanes dans le territoire (n° 2686), p. 5729 (Document n° 7330). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant la délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, en date du 28 septembre 1949, tendant à modifier le décret du 1^{er} juin 1932 réglementant le fonctionnement du service des douanes dans ce territoire* », p. 6612.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2261 (Document n° 659).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Francis Vals sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du 27 mai 1949 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la prorogation, pour une nouvelle période de six mois, pour compter du 20 octobre 1949, de la suspension des droits de douane dans ce territoire (n° 2687), p. 5729 (Document n° 7331). — Adoption du projet de loi, p. 6612.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2261 (Document n° 660).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Francis Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 juin 1951 rejetant une délibération prise le 17 octobre 1950 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française, modifiant la quotité des droits de douane sur les essences de pétrole (n° 2689), p. 5729 (Document n° 7333). — Adoption du projet de loi, p. 6642.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2261 (Document n° 662).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Sauer sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 4 mai 1951 fixant le régime douanier de certains produits marocains importés en Afrique occidentale française (n° 1794), p. 5313 (Document n° 7235).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 25 juillet 1952 approuvant une délibération de la commission permanente du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, en date du 22 janvier 1952, tendant à étendre le régime de l'admission temporaire à la résine synthétique entrant dans la fabrication des contreplaqués, p. 677 (Document n° 5124).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yacine Diallo tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire de la naissance de Noël Ballay, fondateur du territoire de la Guinée française, p. 4029 (Document n° 6719).

— Dépôt d'un rapport d'information de M. Jean-Paul Palowski sur la mission de contrôle de l'emploi des fonds d'investissements dans les territoires de l'Afrique occidentale française, p. 4138 (Document n° 6830).

CAMEROUN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du 9 avril 1948 du conseil d'administration du Cameroun modifiée par la délibération du 5 octobre 1948 demandant la modification des articles 51 et 155 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire (n° 2124), p. 437 (Document n° 6911). — Adoption du projet de loi, p. 4399.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1732 (Document n° 500). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 2425 (Document n° 698). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2681.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7282 (Loi n° 54-15 du 9 janvier 1954, J. O. du 10 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Francis Vals sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du 19 juillet 1949 du conseil d'administration du Cameroun, demandant la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire (n° 2683), p. 5729 (Document n° 7332). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à ratifier la délibération du 19 juillet 1949 du conseil d'administration du Cameroun tendant à la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire.* », p. 5642.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2261 (Document n° 661).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 août 1952 approuvant une délibération prise le 26 mars 1952 par le conseil d'administration du Cameroun modifiant les dispositions du code des douanes en vigueur dans le territoire en ce qui concerne le dépôt en douane des marchandises, p. 677 (Document n° 5425).

— Dépôt d'un projet de loi réorganisant le registre du commerce au Cameroun, p. 5007 (Document n° 7142).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Okala tendant à instituer une assemblée à pouvoirs législatifs ainsi que des conseils de collectivités administratives au Cameroun sous tutelle de la France, p. 790 (Document n° 122).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1404 (Document n° 5694).

COMORES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 février 1949, approuvant: 1° une délibération du 20 décembre 1948 du conseil général des Comores tendant à maintenir la réglementation douanière de ce territoire en harmonie avec celles de Madagascar; 2° rejetant une délibération du même conseil en date du 3 septembre 1948 ayant même objet (n° 2123), p. 4437 (Document n° 6910). — Adoption du projet de loi, p. 4899.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1732 (Document n° 499). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 2425 (Document n° 697). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2681.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7282 (Loi n° 54-19 du 9 janvier 1954, J. O. du 10 janvier 1954).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'archipel des Comores, victimes du cyclone des 11, 12 et 13 janvier 1953, p. 28 (document n° 12). — Adoption de la proposition de résolution, p. 116.

CÔTE DES SOMALIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 16 avril 1949 approuvant une délibération du 27 décembre 1948 du conseil privé de la Côte française des Somalis demandant à constituer le territoire précité en zone franche et par voie de conséquence à supprimer le tarif douanier ainsi que la réglementation du service des douanes de ce territoire (n° 2233), p. 4137 (Document n° 6913). — Adoption du projet de loi, p. 4900.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1732 (Document n° 502). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 2425 (Document n° 694). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2681.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7282 (Loi n° 54-14 du 9 janvier 1954, J. O. du 10 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget de la Côte française des Somalis pour les exercices 1947, 1948 et 1949, p. 3865 (Document n° 6652). — Dépôt d'un rapport par M. Burlot, p. 5598 (Document n° 7291). — Adoption du projet de loi, p. 5981.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 614).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hassen Gouled tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à la réparation des préjudices subis par les victimes des événements de 1941 dans le territoire de la Côte française des Somalis, p. 1490 (Document n° 399). — Rapporteur M. Coupigny et discussion, p. 1522; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 1526.

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion.

— Accidents du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur le projet de loi étendant le régime des assurances sociales aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion et précisant le régime des accidents du travail et maladies professionnelles dans ces départements (n° 4803), p. 40 (Document n° 5262).

— Agents des chemins de fer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Babel tendant à inviter le Gouvernement à apporter une solution au problème des retraites des agents des chemins de fer de la Réunion, p. 1563 (Document n° 5729).

— Assurance vieillesse.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à assurer aux vieux travailleurs des départements d'outre-mer le bénéfice de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 dans les cas prévus par l'article 12 de la loi n° 51-374 du 27 mars 1951 relative au régime de l'assurance-vieillesse, p. 6329 (Document n° 7407).

— Calamités publiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Césaire tendant à inviter le Gouvernement à porter secours aux victimes du tremblement de terre qui vient d'éprouver la Martinique, p. 2210 (Document n° 5984). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 5657 (Document n° 7324).

— Chasse.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bricout sur le projet de loi portant introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, de la législation métropolitaine en matière de chasse (n° 4412), p. 2131. (Document n° 5958). — Adoption du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi portant introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, de la législation métropolitaine en matière de chasse.* », p. 2450.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 994 (Document n° 239). — Dépôt du rapport par M. de Raincourt, p. 1070 (Document n° 269). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1125.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3234 (Loi n° 53-602 du 7 juillet 1953, J. O. du 8 juillet 1953).

— Code civil.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à étendre aux départements d'outre-mer l'application de certaines dispositions législatives relatives à l'adoption, la légitimation adoptive et les effets du mariage, p. 1627 (Document n° 5764). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 3792 (Document n° 6584).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raingeard tendant à rendre applicable aux départements d'outre-mer la législation en vigueur dans la métropole en matière d'adoption exceptionnelle et de légitimation adoptive, p. 3949 (Document n° 6707).

— Dépôt d'un projet de loi rendant applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation en vigueur dans la métropole en matière d'adoption et de légitimation adoptive, p. 4506 (Document n° 6957).

— Conseils généraux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Balanger tendant à abroger le décret du 21 décembre 1953 portant dissolution du conseil général de la Guadeloupe, p. 7283 (Document n° 7566).

— Dépôt d'un projet de loi fixant l'époque des élections pour la reconstitution du conseil général de la Guadeloupe dissous par décret du 24 décembre 1953 et autorisant le Gouvernement à nommer une commission départementale provisoire, p. 7283 (Document n° 7596).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant à abroger le décret du 24 décembre 1953 portant dissolution du conseil général du département de la Guadeloupe, p. 7283 (Document n° 7579).

— Crédit agricole mutuel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino, tendant à abroger le troisième alinéa de l'article 7 du décret n° 47-1346 du 28 juin 1947 modifié par l'article 37 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, relatif au fonctionnement du crédit agricole mutuel dans les départements d'outre-mer, p. 5469 (Document n° 7263).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bissol tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 7 du décret n° 47-1346 du 28 juin 1947, modifié par l'article 37 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, relatif à l'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion du décret du 29 avril 1940 portant codification des dispositions législatives régissant le crédit mutuel et la coopération agricole, p. 7283 (Document n° 7555).

— Impôts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaumont, tendant à inviter le Gouvernement à surseoir au recouvrement, en Guyane, des rôles d'impôts émis pour les années 1951 et 1952, p. 1870 (Document n° 5857).

— Législation métropolitaine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tirolien, tendant à abroger la loi n° 50-1548 du 16 décembre 1950 modifiant pour les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, la législation électorale et toutes autres lois contraires à la loi d'assimilation du 26 mars 1916, p. 1358 (Document n° 5667) (rectificatif, p. 1497).

— Loyers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Silvanore, tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables, p. 2937 (Document n° 6277). — Dépôt du rapport par M. Silvanore, p. 3105 (Document n° 6332). — Adoption de la proposition de loi, p. 3123.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1104 (Document n° 289). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 1104 (Document n° 293). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1108.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3123 (Loi n° 53-593 du 27 juin 1953, J. O. du 28 juin 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire, tendant à proroger jusqu'en juillet 1953 les dispositions de la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 modifiée par les lois n° 49-846 du 29 juin 1949, n° 50-770 du 30 juin 1950, n° 51-665 du 21 mai 1951 et n° 52-742 du 28 juin 1952, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les quatre départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables dans ces départements, p. 3070 (Document n° 6325).

— Main-d'œuvre étrangère.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Routhien sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion (n° 4791 rectifié), p. 6995 (Document n° 7517). — Discussion, p. 7142; adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion* », p. 7114 (Loi n° 54-43 du 9 janvier 1954, J. O. du 10 janvier 1954).

— Médaille de la famille française.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramampy tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux départements et territoires d'outre-mer le champ d'application du décret du 22 octobre 1917, réformant le régime de la médaille de la famille française, p. 1511 (Document n° 421).

— Nationalité.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à déterminer dans le département de la Guyane certaines modalités d'application du code de la nationalité française, p. 2649 (Document n° 6134).

— Pêches maritimes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi réglementant l'exercice de la pêche maritime dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, p. 2405 (Document n° 6032).

— Spectacles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Babet tendant à inviter le Gouvernement à faire inscrire d'urgence au budget une subvention de 40 millions de francs, en vue de faciliter les tournées théâtrales dans les départements de la Réunion, de la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, p. 4437 (Document n° 6920).

INDE (ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS)

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paquirissampoullé tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes du cyclone qui a dévasté la ville de Karikal, p. 918 (Document n° 204).

INDOCHINE

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi relatif à la transcription en Indochine des jugements, arrêts et actes en matière d'état civil (n° 2241, 2753), et adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1621 (rectificatif, p. 1687).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 854 (Document n° 145). — Dépôt du rapport de M. Rivièrez, p. 4104 (Document n° 290). — Discussion, p. 1125; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1126.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3234 (Loi n° 53-604 du 7 juillet 1953, J. O. du 8 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi modifiant la loi n° 50-248 du 1^{er} mars 1950 portant suppression de la cour de justice de l'Indochine (n° 1578, 4814), p. 1956, et adoption du projet de loi, p. 1957.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 181). — Dépôt du rapport par M. Motais de Narbonne, p. 1122 (Document n° 313). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Gilbert, p. 1239 (Document n° 341). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1343.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3512 (Loi n° 53-641 du 28 juillet 1953, J. O. du 29 juillet 1953).

MADAGASCAR

Assemblée nationale. — Discussion: 1^o du projet de loi complétant l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol pendant dans les plantations; 2^o de la proposition de loi de M. Duveau tendant à compléter l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol pendant dans les plantations (n° 4076, 4348, 4875), p. 1941; adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi complétant l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol pendant dans les plantations* », p. 1942.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 190). — Dépôt du rapport par M. Rivièrez, p. 4104 (Document n° 291). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1126.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3234 (Loi n° 53-601 du 7 juillet 1953, J. O. du 8 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du 15 décembre 1949 de la commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar, concernant la réglementation des entrepôts spéciaux et les dépôts d'avitaillement des huiles minérales à Madagascar et la délibération du 13 avril 1950 de l'Assemblée représentative de Madagascar rectifiant la précédente (n° 1406), p. 1131 (Document n° 5583). — Adoption du projet de loi, p. 1694.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 875 (Document n° 159). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 4122 (Document n° 301). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1341.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3512 (Loi n° 53-649 du 30 juillet 1953, J. O. du 31 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duveau sur le projet de loi tendant à accorder aux provinces de Madagascar la faculté de recourir à l'emprunt (n° 3423, 4147), p. 884 (Document n° 5449). — Adoption du projet de loi, p. 1527.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 826 (Document n° 136). — Dépôt du rapport par M. Castellani, p. 4122 (Document n° 311). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1342.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3512 (Loi n° 53-650 du 30 juillet 1953, J. O. du 31 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Francis Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 30 novembre 1949 approuvant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'Assemblée représentative de Madagascar relative à la réglementation douanière de ce territoire (n° 2374), p. 5313 (Document n° 7233). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à ratifier le décret du 30 novembre 1949 approuvant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'Assemblée représentative de Madagascar et dépendances relative à la réglementation douanière dans ce territoire* », p. 5898.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2068 (Document n° 595).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget général de Madagascar et dépendances et du budget annexe des chemins de fer, pour les exercices 1946, 1947 et 1948 (n° 4287), p. 5598 (Document n° 7294). — Adoption du projet de loi, p. 5983.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 617).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur le projet de loi approuvant le compte définitif du budget local de Madagascar (exercice 1945) et du budget annexe des chemins de fer de Madagascar (exercice 1945) (n° 1576), p. 5598 (Document n° 7296). — Adoption du projet de loi, p. 5983.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 619).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ranaivo tendant à inviter le Gouvernement à reprendre et à accélérer les opérations de constitution de la propriété indigène à Madagascar, régies par le décret du 26 août 1929, et à prendre les dispositions réglementaires permettant à cette propriété de contribuer efficacement à l'effort de production du territoire, p. 126 (Document n° 5323). — Dépôt du rapport par M. Saïd Mohamed Cheikh, p. 3161 (Document n° 6362). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3762.

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 9 octobre 1913 et textes subséquents sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités à Madagascar, et déclarant ledit décret applicable au territoire des Comores (n° 1793), p. 3950 (Document n° 6687).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la réglementation des substances explosives dans le territoire de Madagascar et dépendances, p. 1307 (Document n° 5645).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à accorder l'amnistie aux parlementaires malgaches et aux patriotes malgaches poursuivis à l'occasion des événements de 1947, p. 3124 (Document n° 6347). — Décision sur un conflit de compétence entre des commissions, p. 4695.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux populations de la ville et de la province de Majunga, victimes du cyclone des 11, 12 et 13 janvier 1953, p. 23 (Document n° 11). — Lecture du rapport par M. Jules Castellani, discussion et adoption de la proposition de résolution, p. 115.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Lenormand relative à la formation, à la composition et aux attributions des organes de représentation économique de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (Chambre de commerce et d'industrie. — Chambres des travaux et communications. — Chambre d'agriculture et d'alimentation), p. 3613 (Document n° 6516). — Retrait, p. 4729.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie et dépendances pour les exercices 1948, 1949 et 1950, p. 3865 (Document n° 6649). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 5598 (Document n° 7292). — Adoption du projet de loi, p. 5982.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 615).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de la commémoration de la présence française en Nouvelle-Calédonie, p. 4026 (Document n° 6709). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 5598 (Document n° 7300). — Adoption du projet de loi, p. 5984.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 623).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Lenormand relative au statut des collectivités locales du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 3791 (Document n° 6603).

NOUVELLES-HÉBRIDES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Lafleur tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour indemniser les ressortissants français de l'archipel des Nouvelles-Hébrides des dommages de guerre qu'ils ont subis au cours de la campagne des alliés contre le Japon, p. 2065 (Document n° 584).

OCÉANIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur le projet de loi concernant la dénomination du territoire formé par les Etablissements français de l'Océanie (n° 3652), p. 2338 (Document n° 6009). — Retrait du projet de loi, p. 2728.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 avril 1951, approuvant, en ce qui concerne les droits de douane, la délibération prise le 23 novembre 1950 par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à exonérer du paiement des droits de douane et des droits d'entrée pendant une période de cinq années le matériel importé par les compagnies de navigation aérienne (n° 1890), p. 1131 (Document n° 5536). — Adoption du projet de loi, p. 1695.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 874 (Document n° 156). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 1122 (Document n° 298). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1341.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3541 (Loi n° 53-648 du 30 juillet 1953, J. O. du 31 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi ratifiant le décret du 27 avril 1951 approuvant l'article 1^{er} d'une délibération prise le 30 novembre 1950 par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à modifier le décret du 20 juillet 1932 portant réglementation du service local des douanes (n° 1799), p. 1131 (Document n° 5585). — Adoption du projet de loi, p. 1694.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 874 (Document n° 158). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 1122 (Document n° 300). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1341.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3543 (Loi n° 53-651 du 30 juillet 1953, J. O. du 31 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Francis Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 avril 1951 approuvant une délibération prise le 21 décembre 1950 par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie modifiant l'assiette et le taux des droits de douane (n° 1801), p. 2548 (Document n° 6067). — Adoption du projet de loi, p. 3407.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1310 (Document n° 354). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 1712 (Document n° 484). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1780.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5230 (Loi n° 53-1154 du 26 novembre 1953, J. O. du 23 novembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Francis Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 15 novembre 1949 approuvant une délibération en date du 24 juin 1949, modifiée par deux délibérations en date du 27 septembre 1949, prises par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à modifier l'assiette et le taux des droits de douane applicables dans ce territoire (n° 2372), p. 5313 (Document n° 7239). — Adoption du projet de loi, p. 5893.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2088 (Document n° 597).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Francis Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 20 juin 1949 portant approbation de la délibération de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie en date du 28 janvier 1949 tendant à exonérer des droits de douane dans ce territoire toutes les marchandises importées pour le compte et aux frais de l'Etat, du territoire, des collectivités publiques et de l'institut de recherches médicale d'Océanie (n° 2691), p. 5729 (Document n° 7335). — Adoption du projet de loi, p. 6612.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2261 (Document n° 664).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 22 mai 1951 approuvant une délibération en date du 19 décembre 1950 du conseil général du territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon relative au tarif des droits de douane d'importation dans ce territoire (n° 1795), p. 1131 (Document n° 5384). — Adoption du projet de loi, p. 1694.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 874 (Document n° 157). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 1122 (Document n° 299). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1341.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3541 (Loi n° 53-645 du 30 juillet 1953, J. O. du 31 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Raphaël Babet sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 3 avril 1949 approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon, en date du 1^{er} décembre 1948, relative à la réduction des formalités douanières pour les marchandises ayant transbordé dans les ports étrangers admis pour le transport en droiture (n° 2682), p. 4881 (Document n° 7087). — Adoption du projet de loi, p. 5266.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1876 (Document n° 544). — Dépôt du rapport par M. Fousson, p. 2424 (Document n° 696). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2682.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7282 (Loi n° 54-20 du 9 janvier 1954, J. O. du 10 janvier 1954).

TOGO

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur le projet de loi tendant à l'approbation des comptes définitifs du budget local du Togo, exercice 1947, et du budget annexe du chemin de fer et du Wharf, exercice 1947 (n° 1573), p. 5598 (Document n° 7297). — Adoption du projet de loi, p. 5984.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 620).

TUNISIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Benbahmed sur le projet de loi relatif aux sessions des tribunaux criminels de Tunisie (n° 1393), p. 2131 (Document n° 5936). Adoption du projet de loi, p. 3410.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1310 (Document n° 356). — Dépôt du rapport par M. Charlet, p. 1712 (Document n° 481). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1739.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5007 (Loi n° 53-1129 du 18 novembre 1953, J. O. du 19 novembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Fouchet sur le projet de loi modifiant la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie et élevant à la Tunisie l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945 (n° 3360, 5203), p. 2797 (Document n° 6197). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Fouchet, p. 4677 (Document n° 7023).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1941 (n° 1359), p. 5598 (Document n° 7298). — Adoption du projet de loi, p. 5984.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 621).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1942 (n° 1338), p. 5598 (Document n° 7299). — Adoption du projet de loi, p. 5984.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2136 (Document n° 622).

WALLIS ET FUTUNA

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Francis Vals sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le conseil d'administration des îles Wallis et Futuna demandant la modification du tarif des droits de douane applicables dans cet archipel (n° 2370), p. 5313 (Document n° 7234). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le conseil d'administration des îles Wallis et Futuna modifiant le tarif des droits de douane applicables dans cet archipel.* », p. 5398.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2088 (Document n° 596).

France d'outre-mer (ministère). — V. *Légion d'honneur.*

ADMINISTRATEURS DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à transformer le cadre d'administration générale de la France d'outre-mer en cadre des attachés de la France d'outre-mer, p. 3336 (Document n° 6452). — Dépôt du rapport par M. Apithy, p. 5598 (Document n° 7287).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à reviser le statut du cadre d'administration générale de la France d'outre-mer, en le maintenant d'une façon définitive dans la catégorie A des cadres généraux prévus par le décret n° 51-109 du 5 mai 1951 et en opérant son recrutement au niveau d'une licence ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur équivalent, p. 2151 (Document n° 621).

GOUVERNEURS GÉNÉRAUX ET GOUVERNEURS DES COLONIES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duveau sur la proposition de résolution de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à abroger ou à modifier le décret n° 48-1564 du 28 septembre 1948 concernant l'octroi des titres de gouverneur honoraire et de gouverneur général honoraire des colonies (n° 3583), p. 884 (Document n° 5446).

Française postale. — V. *Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Fraudes. — V. *Bières et boissons gazeuses.* — *Commerce et industrie (textiles).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la fabrication des pâtes alimentaires, p. 1627 (Document n° 5753). — Dépôt du rapport par M. Ould Cadi, p. 3235 (Document n° 6401). — Adoption du projet de loi, p. 3759.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1510 (Document n° 418). — Dépôt du rapport par M. Durieux, p. 1632 (Document n° 462). — Discussion, p. 1738. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Durieux, p. 1831 (Document n° 533). — Suite de la discussion, p. 1886 et adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1887.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5520 (Document n° 7265).

Fraude fiscale. — V. *Commerce et industrie (activité professionnelle).*

Fromages. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers).*

Frontières. — V. *Questions orales (Conseil de la République), n° 122.*

Fruits et légumes. — V. *Agriculture.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 117 (Conseil de la République), n° 17, 67.*

Furet. — V. *Chasse.*

G

Gabon. — V. *France d'outre-mer (Afrique occidentale française).*

Gambetta (statue de). — V. *Questions orales (Conseil de la République), n° 144.*

Garagistes. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses).* — *Impôts (chiffre d'affaires).*

Garde-meubles. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses).*

Garde républicaine. — V. *Gendarmerie nationale.*

Gaz. — V. *Algérie (électricité et gaz).* — *Electricité et gaz.*

Genmeurs. — V. *Bois et forêts.*

TRAVAUX PARLEMENTAIRES. — 3. — XIV.

Gendarmerie nationale. — V. *Croix de guerre.* — *Traitements (défense nationale).*

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. André Monteil tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les gendarmes titulaires du diplôme d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République à se présenter à l'examen du stage préparatoire de l'école des officiers de la gendarmerie nationale (n° 1603, 5129), p. 319.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à accorder la classification « catégorie spéciale » créée par la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 au personnel de la gendarmerie nationale et de la garde républicaine, p. 7059 (Document n° 7529).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à comprendre le personnel de la gendarmerie nationale dans la classification « Catégorie spéciale », afin de réaliser une parité de rémunération avec le personnel de la police, p. 1908 (Document n° 556).

Gens de maisons. — V. *Code du travail (conventions collectives).*

Géomètres-experts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Kir sur la proposition de loi de M. Olmi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946, instituant l'ordre des géomètres-experts (n° 5056), p. 2132 (Document n° 5959).

Gérants de succursales. — *Code du travail (régime et durée).*

Gouvernement. — **Ministères.** — V. *Censure (motion de).* — *Interpellations* n° 3, 111. — *Présidence du conseil des ministres.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Penoy relative à la composition du Gouvernement et à la limitation du nombre des ministères, p. 3070 (Document n° 6326).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paquet tendant à régler le nombre des membres d'un cabinet ministériel, p. 3919 (Document n° 6700).

Gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies. — V. *Elections.* — *France d'outre-mer (ministère).*

Grande-Bretagne. — V. *Côtes d'Europe.*

Greffiers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant le statut disciplinaire des greffiers titulaires de charge, p. 2619 (Document n° 6136). — Dépôt du rapport par M. Maurice Grimaud, p. 4881 (Document n° 7088). — Adoption de la proposition de loi, p. 5330.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1876 (Document n° 519).

— Dépôt d'un rapport de M. Minjot sur la proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le sort des greffiers des justices de paix (n° 4854), p. 3433 (Document n° 6478).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charret portant fonctionnarisation du personnel des greffes des tribunaux, cours d'appel, greffes de commerce et de paix, p. 3866 (Document n° 6616).

Grèves. — V. *Amnistie.* — *Code pénal.* — *Créances.* — *Fonctionnaires (conflits du travail).* — *Impôts (perception).* — *Interpellations* n° 170, 212. — *Justice civile, commerciale et administrative.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 139, 177 (Conseil de la République), n° 102, 103, 104, 105. — *Traitements, soldes et indemnités.*

Guadeloupe. — V. *France d'outre-mer (départements).* — *Interpellations* n° 100, 167. — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 135, 151.*

Guinée. — V. *France d'outre-mer (Afrique occidentale française).*

Guyane. — V. *France d'outre-mer (départements).*

H

Habitations. — V. *Agriculture (habitat rural).* — *Départements, villes et communes.* — *Loyers (locaux d'habitations).* — *Propriété immobilière.*

Habitations à loyer modéré. — **Habitations à bon marché.** — *Hôtels et pensions de famille.* — *Interpellation* n° 56. — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 115.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjot relative à l'application aux offices publics d'habitations à loyer modéré des dispositions de l'article 72 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, p. 4013 (Document n° 6845).

Hauts commissaires de la République. — V. *Elections.*

Henry IV. — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives.*

Hôpitaux et établissements hospitaliers. — V. *Interpellations* n° 152, 221. — *Pharmacie.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 2, 41.

BUDGET

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à assurer la trésorerie des hôpitaux et hospices publics, p. 3543 (Document n° 6546).

CENTRES DE CONVALESCENCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à créer, dans le cadre des circonscriptions sanitaires du territoire, des centres de convalescence pour adultes destinés à recevoir les malades socialement incapables de pourvoir à leur guérison à leur sortie de l'hôpital, p. 3037 (Document n° 5917). — Dépôt du rapport par M. Guislain, p. 4677 (Document n° 7017). — La commission conclut à une proposition de résolution, adoption, p. 5330.

COMMISSIONS ADMINISTRATIVES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazuez tendant à modifier l'article 16 de la loi du 21 décembre 1911 afin de donner compétence aux commissions administratives dans le choix de médecins, chirurgiens, pharmaciens et spécialistes des hôpitaux et hospices, p. 5259 (Document n° 7196).

EQUIPEMENT HOSPITALIER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à prendre d'urgence toutes dispositions pour assurer sans retard l'équipement d'hôpitaux de secours et notamment la création immédiate de 2.500 lits rendus nécessaires par l'épidémie de grippe sévissant dans la région parisienne, p. 590 (Document n° 5398).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard tendant à abroger les dispositions de l'article 11 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952, relatif à la participation des caisses de sécurité sociale aux dépenses d'équipement hospitalier, p. 3336 (Document n° 6143).

HOPITAUX ET HOSPICES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'application de la loi du 21 décembre 1941 et du règlement d'administration publique du 17 avril 1943 aux hospices civils de Strasbourg, p. 2649 (Document n° 6137). — Dépôt du rapport par Mme Poinso-Chapuis, p. 3337 (Document n° 6160). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi déclarant applicables aux hospices civils de Strasbourg les dispositions législatives et réglementaires relatives aux hôpitaux et hospices publics* », p. 3759 (rectificatif, p. 4439).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1490 (Document n° 403). — Dépôt du rapport par M. Morel, p. 1518 (Document n° 424). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1521 (rectificatif, p. 1601).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3948. (Loi n° 53-697 du 8 août 1953, J. O. du 9 août 1953.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport sur les propositions de loi: 1° de M. Carlini, tendant à la réorganisation et à l'extension des établissements hospitaliers de Marseille; 2° de M. Cristofol tendant à créer des établissements hospitaliers à Marseille et à rénover ceux qui peuvent encore être utilisés; 3° de Mme Poinso-Chapuis relative à la rénovation et à l'équipement des hôpitaux marseillais (n° 1301, 1631 et 3695), p. 2296 (Document n° 6003). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à la réorganisation, la modernisation et l'extension des hôpitaux de l'assistance publique de Marseille* », p. 2543.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1019 (Document n° 259). — Dépôt du rapport par Mme Cardot, p. 1382 (Document n° 365). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Lieutaud, p. 1491 (Document n° 400). — Discussion, p. 1499; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 1502.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, n° 3968 (Document n° 6661). — Dépôt du rapport par M. Barrot, p. 3950 (Document n° 6667). — Discussion, p. 4703; rejet, au scrutin de l'avis défavorable émis par le Conseil de la République et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 4706. (Loi n° 53-1104 du 12 novembre 1953, J. O. du 13 novembre 1953.)

MAISONS D'ACCOUCHEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazuez tendant à modifier l'article 94 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, relatif à la surveillance des établissements d'accouchement, p. 4076 (Document n° 5574). — Dépôt du rapport par M. Pierre-Fernand Mazuez, p. 2338 (Document n° 6013).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrot tendant à doter d'un statut professionnel le personnel des services d'électroradiologie et radiothérapie des hôpitaux publics, établissements de soins ou de cure, communaux et départementaux, sanatoria publics, p. 3336 (Document n° 6465).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Klock tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la situation statutaire actuelle des agents des hospices civils de Strasbourg, p. 163 (Document n° 5325).

Hôpitaux militaires. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 108.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à procéder de toute urgence à la réorganisation et à la modernisation des hôpitaux militaires de Paris, à la reconstruction, s'il le faut, dans un cadre plus approprié des hôpitaux vétustes tels que l'hôpital Villemain, p. 2518 (Document n° 6087).

Horlogerie. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 100.

Hôtels et pensions de famille. — V. *Code du travail (salaires).* — *Impôts (chiffre d'affaires, contribution mobilière).* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 53, 125, 139, 193.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à étendre le champ d'application de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 (modifiant la législation des habitations à bon marché et instituant un régime provisoire de prêts) aux sociétés ou organismes habilités par le centre national d'expansion du tourisme pour la construction ou la transformation d'immeubles à usage hôtelier, p. 546 (Document n° 5378).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à fixer le statut des hôtels et maisons meublées, p. 3791 (Document n° 6597).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Francis Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures pour la sauvegarde du patrimoine touristique du pays, p. 1045 (Document n° 5525).

Houblon. — V. *Bières et boissons gazeuses.*

Houillères. — V. *Interpellations* n° 232. — *Mines et carrières.* — *Pensions et retraites (personnel civil et militaire).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 116 (*Conseil de la République*) n° 30.

Huile. — V. *Corps gras, huile et plantes oléagineuses.*

Huissiers. — V. *Officiers publics et ministériels.*

Hygiène scolaire et universitaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Schmittlein, sur la proposition de loi de M. Deixonne, tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire (n° 2578, 3539, 4965), p. 3867 (Document n° 6611). — Dépôt d'un avis supplémentaire par M. Frugier, p. 5313 (Document n° 7236).

Hypothèques. — V. *Archives détruites.* — *Impôts (dégrèvements),*

I

Ha d'Elbe. — V. *Prisonniers et déportés.*

Immeubles. — V. *Impôts (aménagement fiscal, timbre).* — *Loyers.* — *Propriété immobilière.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 8, 123, 152, 141.

Immeubles appartenant à l'Etat. — V. *Loyers (baux commerciaux).*

Immigration. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 110.

Immunité parlementaire. — V. *Députés (autorisation de poursuites).*

Importations. — V. *Douanes (tarifs).* — *Exportations et importations.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 30, 62, 101, 137 (*Conseil de la République*) n° 23.

Impôts. — V. *Agriculture (fruits et légumes).* — *Calamités agricoles, publiques et viticoles.* — *Conventions internationales.* — *Economies et finances (redressement).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 9, 10, 28, 73, 76, 79, 96, 114, 146, 182, 183, 186; (*Conseil de la République*) n° 33, 34, 45, 61, 86, 121, 123.

AMÉNAGEMENTS FISCAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à différer la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 69 de la loi de finances pour l'exercice 1953 (n° 53-79 du 7 février 1953) autorisant le Gouvernement à mettre en application par décrets le projet de loi portant aménagements fiscaux, p. 2873 (Document n° 6236). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 3103 (Document n° 6236). — Discussion, p. 3210; adoption de la proposition de loi, p. 3215.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1130 (Document n° 320). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1159 (Document n° 328). — Discussion, p. 1243; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1244.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3475 (Loi n° 53-632 du 25 juillet 1953, J. O. du 26 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant aménagements fiscaux (titres III, IV, V), p. 1685 (Document n° 5798). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2405 (Document n° 6038). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 2519 (Document n° 6055). — Discussion, p. 3416; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3432 (*rectificatif*, p. 3477).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1230 (Document n° 340). — Dépôt du rapport par M. Clavier, p. 1327 (Document n° 360). — Discussion, p. 1330; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1339 (*rectificatif*, p. 1383, 1461).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3544 (Document n° 6529). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3792 (Document n° 6595). — Discussion, p. 3880; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3882 (*rectificatif*, p. 4006) (*Loi n° 53-633 du 25 juillet 1953, J. O. du 26 juillet 1953*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey prévoyant certaines dérogations aux dispositions de l'article 8 du décret n° 50-1135 du 13 septembre 1950 portant aménagements fiscaux en faveur de la construction, p. 1307 (Document n° 5656).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant à simplifier la fiscalité et à en corriger l'injustice, p. 2517 (Document n° 6057).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tournaud tendant à proroger, jusqu'au 20 décembre 1953 et au 1^{er} juin 1955, les délais prévus par l'article 69 (6) de la loi de finances pour l'exercice 1953 à partir desquels le Gouvernement pouvait mettre en application divers aménagements fiscaux, p. 2937 (Document n° 6268).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à abroger l'article unique de la loi n° 53-632 du 25 juillet 1953 modifiant les dispositions de l'article 69 de la loi de finances du 7 février 1953 autorisant le Gouvernement à mettre en application par décrets le projet de loi portant aménagements fiscaux, p. 5329 (Document n° 7246).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à proroger les délais d'application du décret 53-395 portant aménagements fiscaux en faveur de la construction et de l'entretien des immeubles à usage principal d'habitation, p. 4898 (Document n° 7109).

AMNISTIE FISCALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Solinac tendant à modifier l'article 46 de la loi de finances n° 52-401 du 44 avril 1952, relatif à l'amnistie fiscale, p. 1685 (Document n° 5792).

APPRENTISSAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Liautey tendant à mettre en concordance les articles 224-3 (1^o) et 454 (15^o) du code général des impôts sur l'âge limite des apprentis dans les entreprises, p. 3104 (Document n° 6337).

CHIFFRE D'AFFAIRES

PRODUCTION. — TRANSACTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Klock, sur la proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable aux articles en osier fabriqués à la main la taxe à la production au taux de 5,50 p. 100 prévue à l'article 262 du code des impôts (n° 1846), p. 1628 (Document n° 5769).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billiemaiz tendant à fixer le régime d'imposition des pharmaciens d'officine en ce qui concerne certains actes de leur profession, p. 39 (Document n° 5266).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à obtenir une baisse réelle des prix par la suppression des taxes sur les produits de consommation courante, p. 1131 (Document n° 5594).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. François Benard tendant à abroger la loi n° 50-1619 du 31 décembre 1950 portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, p. 1627 (Document n° 5777).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps tendant à la suppression de la cotisation perçue en vue de financer la formation professionnelle de l'automobile, du cycle et du motocycle, p. 1627 (Document n° 5785).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à compléter l'article 52 de la loi de finances pour l'exercice 1953 (n° 53-79 du 7 février 1953), en vue d'une assimilation plus complète des salmiculteurs aux exploitants agricoles, p. 1845 (Document n° 5848).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à exonérer les « guides » de l'Amicale des policiers de la taxe sur le chiffre d'affaires, p. 2295 (Document n° 5987).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à exonérer de toutes taxes et de tous droits la viande consommable répartie à titre onéreux entre les sociétaires d'une assurance mutuelle contre la mortalité du bétail, lorsque l'abattage de la bête aura été rendu obligatoire par le vétérinaire, p. 3123 (Document n° 6346).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à remplacer la taxe à la production et la taxe sur les transactions, p. 4795 (Document n° 7052).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Prot tendant à compléter les articles 271, 290 et 454 du code général des impôts en vue de la protection des exploitations salmiconiques, p. 4890 (Document n° 7104).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boscary-Monsservin tendant à compléter les dispositions de l'article 52 de la loi de finances du 7 février 1953, relativement à l'exonération de la taxe à la production, de la taxe locale et de la taxe de transaction en faveur des salmiculteurs, p. 5176 (Document n° 7176).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Gau tendant à la lutte contre la fraude par l'institution d'une taxe à l'hectare sur chaque hectare de vigne plantée, p. 6448 (Document n° 7436).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Michel Flandin tendant à accorder aux industries touristiques les avantages dont bénéficient les exportateurs, p. 6902 (Document n° 7481).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guy Desson tendant à compléter l'article 271 du code général des impôts, p. 6902 (Document n° 7487).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à étendre à l'hôtellerie le bénéfice des avantages accordés aux industries exportatrices, p. 2829 (Document n° 6211).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alex Roubert tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une réglementation accordant aux industries touristiques et notamment à l'hôtellerie les divers avantages consentis aux industries exportatrices, p. 873 (Document n° 170).

COMMISSION ADMINISTRATIVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseau tendant à modifier l'article 1651 du code général des impôts, relatif à la composition de la commission départementale des impôts directs, p. 3866 (Document n° 6632).

CONTRIBUTIONS FONCIÈRE ET MOBILIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard, tendant à exonérer de la contribution foncière des propriétés bâties certaines personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, p. 3717 (Document n° 6538).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Grousseau tendant à exonérer les hôteliers de la responsabilité des impôts dus par leurs clients, p. 4550 (Document n° 6970).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Stefridt relative aux impôts et taxes qui frappent le logement, p. 4618 (Document n° 6996).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fourvel tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 16 novembre 1953 la date limite d'exigibilité de l'impôt foncier, p. 3950 (Document n° 6693).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Grousseau tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 octobre 1953 l'application de la majoration de 10 p. 100 pour l'impôt foncier non payé, p. 4090 (Document n° 6742).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy tendant à relever de 15 à 30 F la base d'imposition des attractions foraines et à exonérer de la taxe sur les spectacles certains divertissements forains, p. 1076 (Document n° 5553).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à affranchir des formalités à la circulation les vins que le récoltant destine à sa consommation familiale et qu'il transporte de la cave coopérative vinicole à son domicile, p. 2650 (Document n° 6113).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à exonérer de tous impôts et de toutes taxes les alcools destinés au mutage des vins doux naturels, p. 2651 (Document n° 6151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Verneuil tendant à protéger les boissons françaises soumises au contrôle de la régie et du service de la répression des fraudes contre les produits similaires d'origine étrangère et les fabrications clandestines, p. 3543 (Document n° 6526).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Lenormand tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 instituant un droit de licence pour l'attribution de l'allocation en franchise de 4.000 degrés d'alcool aux bouilleurs de cru, p. 4028 (Document n° 6780).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Aubin tendant à exonérer les petits viticulteurs du droit de licence sur les bouilleurs de cru, institué par l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, p. 4137 (Document n° 6837).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Liautey tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 et à exonérer de la majoration du droit de consommation, fixée par l'article 1^{er} de la même loi, les quantités fabriquées par les producteurs récoltants et réservées par ceux-ci à leur propre consommation, p. 4325 (Document n° 6885).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Georges tendant à exonérer de la majoration des tarifs prévus par le décret n° 53-614 du 11 juillet 1953 relatif aux droits sur l'alcool, la production fabriquée par le récoltant producteur et destinée à sa consommation personnelle, p. 4357 (Document n° 6892).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Samson relative au régime des bouilleurs de cru, p. 4506 (Document n° 6952).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Morève tendant à rétablir l'abrogation de franchise pour les exploitants agricoles, p. 4730 (Document n° 7045).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Saint-Cyr relative au régime des bouilleurs de cru, p. 4730 (Document n° 7046).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garavel, tendant à exonérer les viticulteurs du droit de licence sur les bouilleurs de cru institué par l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, p. 4730 (Document n° 7047).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frug'et tendant à abolir le privilège des bouilleurs de cru, p. 6447 (Document n° 7425).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant au remboursement des sommes versées par les bouilleurs de cru au titre de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953, p. 6903 (Document n° 7511).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maupoil tendant à exonérer du droit de licence, institué par l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, les bouilleurs de cru dont l'exploitation agricole constitue l'activité principale, p. 2064 (Document n° 535).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5963 (Document n° 7371).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement le recouvrement du droit de licence des bouilleurs de cru en attendant l'abrogation de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953, p. 6458 (Document n° 7440).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à faire rembourser les sommes versées par les bouilleurs de cru au titre de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953, p. 6903 (Document n° 7512).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à accorder, par décision du ministre des finances, des délais de paiement étendus aux débiteurs d'alcools et spiritueux en stock auxquels sont réclamés les suppléments de droits fixés par l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1953, p. 1484 (Document n° 395).

DÉCLARATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bricout tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables un délai d'un mois pour le dépôt des déclarations fiscales exigibles le 15 mars 1953, p. 1006 (Document n° 5509). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à reporter les échéances fixées pour les déclarations fiscales, p. 1076 (Document n° 5546). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril 1953 le délai du dépôt des déclarations fiscales relatives à l'année 1952, p. 1278 (Document n° 5641). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 1104 (Document n° 5672).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 15 avril le délai de déclaration accordé aux entreprises industrielles et commerciales ayant clôturé leur exercice 1952 le 31 décembre, p. 2322 (Document n° 6005). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Gabelle tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 20 avril la date limite du dépôt des déclarations des bénéfices industriels et commerciaux, p. 2322 (Document n° 6006). — Dépôt du rapport par M. Dorey, p. 2405 (Document n° 6024).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rousselot tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 avril 1953 la date limite de dépôt des déclarations des entreprises industrielles et commerciales, relatives à leurs bénéfices et revenus, p. 2450 (Document n° 6048).

DÉGREVEMENTS. — EXONÉRATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chausson tendant à exonérer de certains droits fiscaux les formalités hypothécaires accomplies à l'occasion des prêts du crédit agricole consentis en vue de l'équipement agricole, p. 2037 (Document n° 5923).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à exonérer d'impôts les indemnités versées pour la reconstitution industrielle, commerciale et artisanale, au titre de la législation sur les dommages de guerre, p. 4023 (Document n° 6783).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Soustelle tendant à exonérer d'impôts les fonds privés destinés à favoriser le développement de la recherche scientifique, p. 4618 (Document n° 7000).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Villard concernant l'exonération: 1° de toute cotisation de sécurité sociale, d'accident de travail, d'allocations familiales, de cotisation patronale aux allocations familiales, de cotisation d'assurance vieillesse artisanale; 2° de tout versement d'impôts directs et indirects et de l'impôt cédulaire forfaitaire de 5 p. 100 sur les salaires, en faveur des artisans et petits commerçants, employeurs, infirmes, incurables, sans ressources suffisantes, et de leurs veuves, p. 7059 (Document n° 7531).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à donner d'urgence toutes instructions utiles aux directions départementales des contributions directes afin qu'elles accordent aux marins pêcheurs artisans, pratiquant la pêche sardinière, les plus larges exonérations en raison de la très médiocre campagne de pêche de 1952, p. 1256 (Document n° 5634).

ENREGISTREMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à faire bénéficier des dispositions de l'article 43 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (n° 52-401 du 14 avril 1952) les biens sinistrés visés par le décret n° 52-972 du 30 juillet 1952, quelle que soit la date d'ouverture de la succession, p. 165 (Document n° 5332).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sourbet tendant à compléter l'article 43 de la loi du 14 avril 1952 sur les exonérations des droits de successions en ligne directe et entre conjoints, p. 546 (Document n° 5374).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Durbet tendant à exonérer des droits de mutation ou d'enregistrement les terrains acquis par une collectivité en vue de la redistribution gratuite à des constructeurs particuliers, p. 606 (Document n° 5399).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier tendant à modifier l'article 714 du code général des impôts en ce qui concerne les droits d'enregistrement applicables aux actes de prorogation des sociétés coopératives agricoles, p. 884 (Document n° 5451).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Roy Ladurie tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 43 de la loi de finances du 14 avril 1952 à certains ayants droit de biens détruits ou endommagés par suite de faits de guerre et à proroger le délai prévu par l'article 11, alinéa 1, du décret n° 52-972 du 30 juillet 1952, p. 2405 (Document n° 6046).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à modifier l'article 774 du code général des impôts relatif aux droits de mutation à titre gratuit, p. 2728 (Document n° 6168).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à modifier les articles 1723 et 404 du code général des impôts concernant le paiement des droits de mutation par décès afférent à des titres, sommes, valeurs ou avoirs quelconques dépendant d'une succession, et qui ont été par suite d'événements de guerre, frappés d'indisponibilité, p. 4027 (Document n° 6721).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à faire bénéficier des abattements prévus par l'article 43 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 les biens sinistrés visés par le décret n° 52-972 du 30 juillet 1952, p. 6367 (Document n° 7474).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions du décret du 30 juin 1952 sur les actes de fusion de sociétés, p. 5212 (Document n° 7194).

PATENTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chamant tendant à la révision du classement des négociants en matériaux de construction au titre de la patente, p. 1188 (Document n° 5615).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à fixer le régime de la patente foraine, p. 2651 (Document n° 6116).

PERCEPTION. — RECouvreMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à reporter au 15 mars 1953 la date à laquelle sera appliquée la majoration de 40 p. 100 aux contribuables qui ne se seront pas acquittés du premier tiers provisionnel à valoir sur leurs impôts sur le revenu pour l'année 1953 (taxe proportionnelle et surtaxe progressive afférentes aux revenus de 1952), p. 1063 (Document n° 5532).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à reporter les dates d'exigibilité et de paiement du premier tiers provisionnel sur les impôts de 1953, p. 1062 (Document n° 5536).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mabrut tendant à repousser au 31 mars et au 1^{er} juin la date de versement des acomptes provisionnels sur le revenu et tendant à fixer au 15 juillet et au 15 septembre les dates de versement de ces mêmes acomptes pour les entreprises ayant une activité saisonnière et, particulièrement, les établissements touristiques, p. 1062 (Document n° 5537).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Massot tendant à permettre aux créanciers de l'Etat et des collectivités locales d'utiliser leur titre de créance en règlement de leurs charges fiscales ou sociales, p. 2650 (Document n° 6102).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Massot portant modification de l'article 1684 du code général des impôts, en vue d'harmoniser les délais accordés à l'administration des contributions directes et ceux dont bénéficient les créanciers en cas de cession de commerce, p. 2651 (Document n° 6117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à reporter au 15 février 1954, l'application de la majoration de 40 p. 100 aux travailleurs de la fonction publique des industries nationalisées, ainsi qu'aux salariés des entreprises privées et de l'agriculture assujettis au paiement de la surtaxe progressive, p. 4558 (Document n° 6987).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à fixer au 15 novembre de l'année d'émission des rôles la date de majoration d'impôts prévue par l'article 30 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952, p. 4826 (Document n° 7069).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourtaud tendant à donner aux contribuables créanciers de l'Etat la faculté d'imputer leurs créances sur le montant des impositions dont ils sont redevables, p. 5176 (Document n° 7182).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bricout tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril la date d'exigibilité du premier tiers provisionnel des impôts de 1953, p. 4006 (Document n° 5508).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril 1953 la date d'exigibilité du versement du premier tiers provisionnel et à accorder les délais nécessaires pour le paiement du reliquat des impôts directs et taxes assimilés exigibles le 15 mars 1952, p. 4062 (Document n° 5534).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 10 mars 1953 le délai de paiement du tiers provisionnel du montant des impôts mis en recouvrement en 1952, lorsque ceux-ci ont été supérieurs à 20.000 F, et jusqu'au 30 mars 1953 le délai du règlement de l'acompte sur l'impôt des sociétés au titre de 1953, p. 4063 (Document n° 5544).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Mancau tendant à inviter le Gouvernement à interdire les « sommations à tiers débiteurs » aux coopératives laitières pour des impôts dus par les adhérents, p. 2295 (Document n° 5984).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 juin 1953 les dates d'exigibilité et de paiement du deuxième tiers provisionnel sur les impôts de 1953, p. 2729 (Document n° 6175).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 30 juin 1953 le délai de paiement du deuxième tiers provisionnel du montant des impôts mis en recouvrement en 1952 lorsque ceux-ci ont été supérieurs à 20.000 F, p. 2710 (Document n° 6176).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baylet tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que la majoration de 10 p. 100 ne soit appliquée aux agriculteurs que s'ils n'ont pas acquitté leurs impôts directs à la date du 15 novembre de chaque année, alors même que les rôles correspondants auraient été émis avant le mois d'août, p. 3718 (Document n° 6362).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à retarder d'un mois la date d'exigibilité des impôts lorsqu'elle est antérieure au 1^{er} août 1953, p. 4030 (Document n° 6726).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à reporter du 15 octobre au 31 octobre 1953 la date limite de paiement des cotisations d'impôts directs et taxes assimilées qui ont été comprises dans les rôles mis en recouvrement du 1^{er} au 31 juillet 1953, p. 4138 (Document n° 6825).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à différer la date d'exigibilité et de paiement, sans application des pénalités de retard, des impôts, taxes, contributions ou redevances fiscales ou parafiscales venant à échéance à partir du 15 octobre et à accorder un délai de trois mois pour l'appel du premier tiers des impôts 1954, p. 4186 (Document n° 6840).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Georges tendant à inviter le Gouvernement à différer la date d'exigibilité et de paiement, sans application des pénalités de retard, des impôts, taxes, contributions ou redevances fiscales et parafiscales venant à échéance, notamment les 25 août, 10 septembre et 15 septembre 1953, p. 4013 (Document n° 6734).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pineau tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux grévistes ayant subi des retenues sur leur salaire des délais pour le paiement de l'impôt sur le revenu, p. 4030 (Document n° 6781).

PRÉLÈVEMENT EXCEPTIONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à modifier la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et à permettre la fixation de nouveaux coefficients pour le calcul de cet impôt applicable aux contribuables passibles de la taxe proportionnelle sur les bénéfices industriels et commerciaux suivant le régime du bénéfice réel, p. 165 (Document n° 5339).

PRIVILÈGES FISCAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à la suppression des privilèges fiscaux des grandes sociétés capitalistes et à l'augmentation des charges fiscales des bénéficiaires de l'économie de guerre, p. 6118 (Document n° 7433).

RÉCLAMATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Egarret tendant à modifier et à compléter les articles 1934 et 1938 du code général des impôts relatifs aux réclamations, p. 4188 (Document n° 5614).

RÉFORME FISCALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réforme fiscale, p. 5405 (Document n° 7164).

REVENU

Bénéfices agricoles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à compléter les articles 271, 290 et 1454 du code général des impôts en faveur des exploitations salmiconiques, p. 5729 (Document n° 7327).

Voir également à la rubrique suivante: *Bénéfices industriels et commerciaux.*

Bénéfices industriels et commerciaux.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à modifier la date limite d'option pour l'imposition à la taxe proportionnelle sur les bénéfices industriels et commerciaux suivant le régime du bénéfice réel, p. 1822 (Document n° 5829).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à annuler les instructions ministérielles qui ont entraîné, pour 1953, une majoration sensible du montant des forfaits en matière de taxe proportionnelle sur les bénéfices industriels et commerciaux, p. 2014 (Document n° 5948).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Apathy tendant à accorder des avantages fiscaux aux entreprises métropolitaines qui réinvestissent une partie de leurs bénéfices dans des activités productives des territoires d'outre-mer, p. 2873 (Document n° 6243).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raingeard tendant à modifier l'article 35 du code général des impôts, p. 3017 (Document n° 6294).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Centon tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les mesures prises en ce qui concerne la revalorisation des forfaits des petites entreprises commerciales et artisanales, p. 2014 (Document n° 5908).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Codin tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un délai pour le dépôt des déclarations des bénéfices industriels et commerciaux en 1953, p. 2295 (Document n° 5990).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henneguelle tendant à inviter le Gouvernement à appliquer une stricte équité dans l'évaluation des forfaits commerciaux (B. I. C.), p. 2517 (Document n° 6070).

Voir également à la rubrique: *Déclaration.*

— Capitaux mobiliers.

Voir: *Valeurs mobilières.*

— Impôt général.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Galy Gasparrou tendant à compléter l'article 133 du code général des impôts relatif à la fiscalité applicable aux façonniers, p. 1404 (Document n° 5702).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à exonérer de la surtaxe progressive les salaires perçus pendant l'année de leur départ et celle de leur retour par les jeunes gens accomplissant leur service militaire obligatoire, p. 1627 (Document n° 5702).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à modifier l'article 14 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953 relatif aux frais de représentation et de déplacement, p. 1905 (Document n° 5860).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à alléger, pour les petits contribuables, le poids de la surtaxe progressive, p. 1999 (Document n° 5886).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charret tendant à modifier l'article 183 du code général des impôts relatif au calcul de la taxe proportionnelle, p. 2651 (Document n° 6151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter les articles 184 et 1454 du code général des impôts en faveur des conducteurs propriétaires de taxi, p. 2651 (Document n° 6162).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Draveny tendant à modifier l'article 183 du code général des impôts en faveur des artisans du taxi, p. 3104 (Document n° 6334).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à exonérer de la surtaxe progressive les sommes consacrées à la construction de logements, p. 5519 (Document n° 7266).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Linet tendant: 1° à exonérer de la surtaxe progressive les salariés, les titulaires de traitement, pension, retraite, dont le revenu imposable n'exécède pas la somme de 300.000 francs, majorés en fonction de leur situation et de leurs charges de familles; 2° à porter de 150.000 francs à 300.000 francs le montant de l'abattement à la base pour le calcul de la surtaxe progressive frappant les salaires, traitements, retraites, p. 6331 (Document n° 7117).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Estradère tendant à modifier les taux de la surtaxe progressive afin d'en alléger le poids pour les petits et moyens contribuables, p. 6534 (Document n° 7119).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pinton relative au mode de fiscalité concernant les faconniers, p. 1019 (Document n° 261).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2651 (Document n° 6108).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à relever de 200.000 francs à 400.000 francs la fraction de bénéfice artisanal imposable aux taux de 9 p. 100 (article 183 du code général des impôts), p. 2651 (Document n° 6125).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'application de la taxe proportionnelle aux indemnités d'éviction instituées par la loi n° 46-2389 du 23 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 4671 (Document n° 7015).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosnat tendant à inviter le Gouvernement à accorder une déduction forfaitaire supplémentaire de 15 p. 100 pour frais professionnels aux officiers et aux marins de la marine marchande dans la détermination de leur revenu imposable, p. 6903 (Document n° 7506).

— Traitements, salaires, pensions et rentes viagères.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à exonérer de l'impôt sur les revenus des personnes physiques les rentes viagères d'invalidité servies aux fonctionnaires et agents assimilés victimes d'accidents ou de maladies contractés en service, p. 1845 (Document n° 5823).

SOCIÉTÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Burlot sur la proposition de loi de M. Durand-Réville, sénateur, tendant à déterminer la situation, au point de vue fiscal, des sociétés exerçant leur activité dans diverses parties de l'Union française, soumises à des législations fiscales différentes (n° 429), p. 5657 (Document n° 7326).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boisdé tendant à différer l'entrée en vigueur de l'article 17 de la loi de finances du 7 février 1953 qui précise le régime fiscal applicable aux sommes versées par les associés dans la caisse sociale en sus de leur part de capital, p. 1526 (Document n° 5725).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à étudier l'application de l'article 33 *in fine* de la loi de finances du 7 février 1953, relatif aux indemnités de dépossession des sinistrés, p. 1602 (Document n° 5749).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux spoliés des autres départements français, bénéficiaires de la loi du 23 avril 1949, les dispositions de l'article 33 *in fine* de la loi de finances du 7 février 1953 qui exonère de leurs bénéfices imposables les indemnités de dépossession versées aux sinistrés mosellans, par application de l'article 3 de la loi n° 49-573 du 23 avril 1949, p. 2937 (Document n° 6264).

TAXES DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel David tendant à modifier l'article 1499 du code général des impôts concernant la taxe vicinale, p. 301 (Document n° 5363).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à ramener à 25 francs par kilo le taux de la taxe de circulation sur la viande, p. 3336 (Document n° 6171).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paquet tendant à inviter le Gouvernement à faire voter la loi sur l'assimilation des habitants résidant au titre de malades des établissements de cure dans une commune aux habitants domiciliés en ce qui concerne le calcul des sommes attribuées à cette commune par le fonds de péréquation, au titre de la taxe locale, p. 3950 (Document n° 6698).

TIMBRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à exonérer du timbre quittance, les fiches de salaire qui font état d'une retenue au titre de l'assurance cadre, p. 166 (Document n° 5326).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Boscary-Monsservin tendant à compléter l'article 1059 du code général des impôts, relatif au droit de pêche en vue de l'assimilation des retenues d'eau des barrages d'électricité de France, aux cours d'eau navigables et flottables du domaine public, p. 5728 (Document n° 7339).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabouin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification de l'article 1368 du code général des impôts, p. 1808 (Document n° 527).

Inde (Établissements français dans l'). — V. *France d'outre-mer*.

Indignité nationale. — V. *Amnistie*. — *Epuration, indignité nationale*.

Indochine. — V. *Assemblée nationale (commissions)*. — *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale)*. — *France d'outre-mer*. — *Interpellations* n°s 44, 55, 71, 74, 79, 88, 96, 105, 106, 108, 117, 126, 146, 160, 162, 233, 236. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 70, 121, 153 (*Conseil de la République*), n°s 31, 57, 64, 65, 72, 74, 75, 113, 114, 119, 136.

Infirmes et incurables. — V. *Allocations familiales (régime des prestations)*. — *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables*.

Infirmiers, infirmières et assistantes sociales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis supplémentaire de la commission des finances par M. Jean-Paul Palewski sur les propositions de loi: 1° de M. Jean-Paul Palewski portant titularisation des assistances sociales appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat; 2° de Mme Rabaté relative à la titularisation des assistantes sociales et assistants appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat (n°s 70, 3482, 4385, 3885), p. 1686 (Document n° 5794).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabaté tendant à autoriser l'exercice de la profession à titre définitif aux infirmières et infirmiers autorisés à titre auxiliaire depuis trois ans, p. 677 (Document n° 5410).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vassor tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946, relative à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, p. 786 (Document n° 5435).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'autorisation d'exercer la profession d'infirmière à titre auxiliaire dans les hôpitaux et dispensaires à certaines personnes titulaires du diplôme d'aide-infirmière ou d'aide médico-sociale ayant exercé dans la défense passive ou ayant assuré au moins pendant cinq ans les soins de clientèle, p. 2829 (Document n° 6214).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Penoy tendant à inviter le Gouvernement à autoriser certaines personnes à exercer la profession d'infirmière à condition qu'elles aient assuré au moins pendant dix ans les soins de clientèle, p. 3104 (Document n° 6330).

Inéligibilité. — V. *Amnistie*.

Inondations. — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles*. — *Interpellations* n° 15. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 8.

Inscription maritime. — V. *Marine marchande*.

Inspection du travail. — V. *Conventions internationales (travail)*.

Institut d'administration publique. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n° 135.

Institut du riz.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, sur la proposition de loi de M. Frugier portant création d'un institut du riz (n° 5124), p. 5105 (Document n° 7160).

Institut international des sciences administratives. — V. *Administrations publiques*.

Institut national des sourds et muets. — V. *Interpellations* n° 92.

Instituteurs et institutrices. — *Fonctionnaires de l'enseignement*. — *Interpellations* n°s 193, 197. — *Médailles, décorations et récompenses*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 163, 170.

Institutions républicaines. — V. *Constitution*.

Instructions judiciaires. — V. *Interpellations* n° 34. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 52 (*Conseil de la République*) n° 115.

Intérêts moratoires. — V. *Code civil*.

Intérieur (Ministère).

PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Aubry tendant à l'intégration de tous les chefs de bureau et rédacteurs des préfectures dans le corps des attachés de préfecture, ainsi que de tous les commis de préfecture nommés avant le 1^{er} janvier 1949, dans le corps des secrétaires administratifs de préfecture, p. 4730 (Document n° 7033).

Internats. — V. *Enseignement primaire (cours complémentaires)*.

Internés. — V. *Prisonniers et déportés*.

Interpellations. — V. *Assemblée nationale (règlement article 89)*.

1^o MINISTÈRE RENÉ MAYER

1. — *Composition et politique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Aumeran sur la composition du Gouvernement et les conséquences qu'elle comporte à l'égard de la politique concernant les problèmes allemand et européen, p. 81 (*rectificatif*, p. 91). — Demande d'interpellation de M. Pronteau, sur la composition et la politique du Gouvernement, p. 95. — Demande d'interpellation de M. Bernard Manceau, sur la composition du Gouvernement et les mesures qu'il compte prendre pour faire respecter effectivement la liberté de la presse et pour mettre fin à l'activité illégale d'éléments indésirables, anciens vichyssois, qui ont constitué un trust de presse et dont l'un fait l'objet, depuis longtemps déjà, d'une plainte en abus de confiance et en violation de la loi de 1867 sur

les sociétés anonymes, plainte suffisamment fondée pour avoir donné lieu à des perquisitions dans des affaires où auraient été spoliés, à la fois, l'Etat, des actionnaires et le personnel d'entreprises de presse, p. 125; fixation de la date, p. 128; renvoi à la suite, au scrutin, p. 134.

2. — *Application de la loi Mac Carran aux équipages des bateaux français.* — Demande d'interpellation de M. René Schmitt, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement à l'égard des gouvernements étrangers, et en particulier à l'égard de la loi Mac Carran, en ce qui concerne le contrôle politique des membres des équipages français sur bateaux battant pavillon français, p. 81. — Demande d'interpellation de M. Cermolacce, sur: 1° les mesures que compte prendre le Gouvernement à la suite des décisions du gouvernement des Etats-Unis de soumettre, à partir du 21 décembre à zéro heure, les marins embarqués sur les navires français touchant les ports des U. S. A. à un interrogatoire relevant plus des méthodes d'inquisition que des principes de liberté et des droits de l'homme les plus élémentaires; 2° les moyens envisagés par le Gouvernement pour faire respecter les droits de ses ressortissants qui se refuseraient à répondre, en tant que citoyens français, à toutes questions autres que celles concernant leur identité; 3° les répercussions qu'aura pour l'armement français le fait de soumettre, à chaque voyage, des équipages de l'importance de ceux des paquebots *Liberté* et *Ile-de-France* à cet interrogatoire ayant pour effet de retarder le débarquement des passagers et des bagages des navires français, favorisant ainsi l'armement américain, et cela au moment où la concurrence devient plus rude sur la ligne de l'Atlantique nord, p. 126. — Fixation de la date, p. 832 et renvoi à la suite, au scrutin, p. 839.

3. — *Composition du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation de 1° M. d'Astier de La Vigerie sur la promotion rapide et singulière et la présence au banc des ministres d'un directeur des renseignements généraux de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, révoqué de l'administration préfectorale le 7 avril 1945 et dont le pourvoi fut rejeté, le 5 mars 1948, par le conseil d'Etat, qui précisait que l'intéressé « s'était associé de manière active et intime à la politique du gouvernement alors au pouvoir »; 2° M. Pronteau sur les mesures qui s'imposent pour mettre un terme à l'indignité qui résulte du maintien au Gouvernement de l'actuel titulaire du ministère de la santé publique et de la population, maintenant maintenu une insulte intolérable au patriotisme des Français et un outrage à l'honneur national et rejet, au scrutin, du renvoi à la suite, p. 831; adoption, au scrutin, de la date de la discussion, p. 832; discussion contre la question préalable posée par le Gouvernement, p. 1065; adoption, au scrutin, p. 1068.

4. — *Recherche des enfants Finaly.* — Demande d'interpellation de M. Berthet, sur les mesures prises par le Gouvernement, ou celles qu'il compte prendre, pour retrouver et faire rendre à leur famille dans les délais les plus courts, les enfants Finaly, en intervenant notamment: auprès des hautes autorités ecclésiastiques de France et auprès du Saint-Siège; et, éventuellement, auprès des gouvernements des pays sur le territoire desquels pourraient se trouver ces enfants, p. 1110. — Fixation de la date, p. 1545 et renvoi à la suite, au scrutin, p. 1550.

5. — *Modification de la date des vacances scolaires.* — Demande d'interpellation de Mme Lempereur sur les modifications de la date des vacances scolaires, p. 731. — Demande d'interpellation de M. Thibault sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a été amené à modifier, par circulaire, la date des grandes vacances pour l'année 1953, en opposition avec le vote unanime de la commission de l'éducation nationale de l'Assemblée nationale et l'avis défavorable émis par le conseil supérieur de l'éducation nationale et fixation de la date, p. 1068. — Discussion, p. 1650, 1671, 1835; ordres du jour de: 1° M. Charles Lussy; 2° M. Michel Flamin; 3° M. Thibault; 4° M. Kauffman; 5° Mme Grappe; 6° Mme Lempereur, p. 1833; retrait des ordres du jour de MM. Lussy, Flamin, Thibault et Kauffman, p. 1839; reprise par M. Thibault de l'ordre du jour de Mme Lempereur et adoption, au scrutin, de cet ordre du jour, p. 1843.

6. — *Situation économique dans la région des Landes de Gascogne.* — Demande d'interpellation de M. Larmarque-Cando, sur la situation économique de la région des Landes de Gascogne et plus particulièrement celle des travailleurs de la forêt landaise: résiniers et ouvriers du bois et des industries des résineux, sur les causes et les conséquences de la gravité de la situation actuelle, ainsi que sur les moyens que le Gouvernement compte employer pour y porter remède, p. 1166. — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur: 4° les propositions du Gouvernement de ramener la rémunération des gemmeurs de 33 francs 50 le litre de résine établi sur la base du salaire minimum garanti fixé en septembre 1951, à 28 francs le litre, ce qui signifierait une réduction de plus de 30 p. 100 du pouvoir d'achat des résiniers; 2° la nécessité de conclure un accord garantissant aux gemmeurs de la forêt domaniale les clauses de l'accord conclu pour la campagne 1952, comportant au minimum le règlement de toute la résine à 33 francs 50 le litre plus 10 p. 100; 3° l'aggravation de la situation économique des travailleurs de la région des Landes de Gascogne: résiniers, ouvriers du bois et industries des résineux, et les mesures que le Gouvernement entend prendre pour y porter remède; 4° la nécessité du concours de l'Etat par l'octroi de crédits, l'établissement financier d'une caisse de compensation, ou le versement d'une subvention exceptionnelle à l'exportation afin de permettre à l'union corporative des résineux de faire face au règlement normal des acomptes dus aux gemmeurs, p. 1449. — Discussion, p. 1950 et renvoi à la suite, p. 1950.

7. — *Evolution de la situation charbonnière.* — Demande d'interpellation de M. Coutant, sur: 1° la situation charbonnière; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour écouler la production et résorber les stocks dont l'accumulation fait peser une grave menace de chômage sur l'ensemble des bassins miniers, p. 1602. — Fixation de la date, p. 2265; renvoi devant la conférence des présidents, p. 2270.

8. — *Situation des enfants Finaly.* — Demande d'interpellation de M. Berthet sur l'action que M. le ministre des affaires étrangères a menée et compte poursuivre auprès des hautes autorités ecclésiastiques de France et du Vatican et auprès des chefs de gouvernements des pays sur le territoire desquels peuvent se trouver les enfants Finaly, afin que soit exécutée sans retard une décision de justice confiant ces mineurs à leur tutrice légale, et fixation de la date, p. 2234; renvoi à la suite, au scrutin, p. 2236; dépôt d'une nouvelle interpellation sur le même objet, p. 2322.

9. — *Marché commun du charbon et de l'acier.* — Demande d'interpellation de M. Louis Vallon, sur les conditions dans lesquelles les dotations en devises étrangères qu'exigeront les mesures de mise en application du marché commun du charbon et de l'acier seront accordées par le Gouvernement et réglementées par l'office des changes, p. 95. — Fixation de la date, p. 2262; renvoi à la suite, p. 2265 (rectificatif, p. 2408).

10. — *Attaque d'un fourgon postal à Lyon.* — Demande d'interpellation de M. Cagne, sur les responsabilités indéniables des services ministériels compétents qui, en ne respectant pas les mesures de sécurité officiellement établies firent que, lors de l'attaque du fourgon postal, le 18 janvier, 101, rue Duguesclin, à Lyon, trois personnes furent tuées et huit blessées, grièvement pour certaines d'entre elles, responsabilités aggravées du fait qu'aucune victime civile n'a touché les réparations du préjudice causé, p. 81.

11. — *Incidents à Casablanca.* — Demande d'interpellation de M. Linet, sur: 1° les responsabilités de l'assassinat de M. Fehrat Hached, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens; 2° les responsabilités du massacre des travailleurs marocains les 7 et 8 décembre 1952, à Casablanca, les conditions de ce massacre étant nettement exposées dans le mémoire du cartel des services publics et concédés de l'Union générale des syndicats confédérés du Maroc qui devait être remis au chef de la région de Casablanca; 3° les arrestations et expulsions arbitraires, soit de personnalités progressistes, soit de militants de partis politiques ou d'organisations syndicales du Maroc; 4° la nécessité de rapporter sans délai ces odieuses mesures, p. 81.

12. — *Situation des travailleurs des usines Panhard.* — Demande d'interpellation de Mme Rabaté, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour: 1° remédier à la brutale mise à pied, pour une durée de douze jours et sans indemnité, de 1.000 travailleurs des usines Panhard (Paris-13^e), alors qu'aucune diminution de leurs ressources n'aurait dû intervenir; 2° pour l'ensemble des travailleurs astreints sans aucune récupération aux « deux ponts » à l'occasion des fêtes de Noël et du jour de l'An; 3° l'ensemble des travailleurs des usines Panhard inquiétés des conditions de reprise du travail; 4° rendre l'économie française au travail pacifique, en la dégageant de la tutelle américaine qui entraîne la militarisation de notre économie, provoque le développement du chômage total ou partiel, la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, la vie chère, des difficultés grandissantes pour les salariés, les paysans, les classes moyennes des villes et toute la nation, p. 82.

13. — *Accident mortel à la gare de Paris-Tolbiac.* — Demande d'interpellation de Mme Rabaté, sur les conditions dans lesquelles deux cheminots ont trouvé la mort au cours de leur travail les 9 et 10 janvier dernier, à Paris-Tolbiac, et quelles mesures sont envisagées pour assurer la sécurité du travail et empêcher le renouvellement de tels accidents qui portent à huit le nombre des cheminots de cette même gare, tués en dix-huit mois, p. 82.

14. — *Stock de bombes et munitions dans les carrières de Dagnac (Gironde).* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, sur: 1° les conditions dans lesquelles les autorités militaires américaines ont été autorisées à utiliser les carrières de Dagnac (Gironde) pour y stocker des bombes et des munitions de guerre de toutes catégories; 2° l'immense danger de destruction qui en découle pour les villes de Dagnac, Espiet et Blésignac et leur population du fait même que ces carrières sont situées sous la ville de Dagnac et à proximité des usines de ciment d'Espiet; 3° les travaux en cours pour l'installation d'une voie ferrée, l'expropriation des terres et l'expulsion de plusieurs familles, p. 95.

15. — *Travaux de protection et de reboisement à la suite des inondations des départements du Sud-Ouest.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, sur: 1° les mesures d'extrême urgence à prendre, à propos des inondations des départements du Sud-Ouest et notamment du département de la Gironde et de la ville de Bordeaux, pour assurer des secours de toutes natures importants et suffisants, pour l'hébergement, la nourriture, l'entretien des sinistrés et de leur famille; 2° les intentions du Gouvernement concernant les crédits nécessaires pour allouer des indemnités aux victimes des inondations et aux collectivités locales; 3° les moyens dérisoires mis en œuvre par les pouvoirs publics, l'incurie, le manque absolu de direction et de coordination des ministres de l'intérieur, des travaux publics, du préfet et du maire de Bordeaux; 4° les mesures à prendre pour éviter par la mise en œuvre rapide de grands travaux de protection et de reboisement, le retour périodique, notamment au trintemps prochain, de nouvelles catastrophes telles que celles qui se sont produites en février et décembre 1952, p. 95.

16. — *Situation des rentiers voyageurs et des économiquement faibles.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur la situation des rentiers voyageurs de l'Etat et des économiquement faibles, p. 95.

17. — *Procès d'Oradour-sur-Glane et incorporation de force d'Alsaciens-Lorrains dans la Wehrmacht.* — Demande d'interpellation de: 1° M. Wolff, sur l'absence d'informations de l'opinion publique du pays, au moment où s'ouvre à Bordeaux le procès de la tragédie d'Oradour-sur-Glane, concernant les circonstances et les conditions dans lesquelles ont été incorporés de force dans la Wehrmacht et les SS des dizaines de milliers de nos compatriotes

alsaciens, sur les méthodes de contrainte employées par l'ennemi et sur les déclarations spontanées des inculpés d'aujourd'hui, renseignant la justice militaire, qui laissent intacts leur honneur ainsi que la loyauté de la plus grande masse de ces mobilisés de force dont 16.000 ont été portés « disparus » ; 2° M. Kauffmann, sur l'absence d'informations de l'opinion publique du pays, au moment où s'ouvre, à Bordeaux, le procès de la tragédie d'Oradour-sur-Glane, concernant les circonstances et les conditions dans lesquelles ont été incorporés de force dans l'armée allemande des classes entières de nos compatriotes alsaciens, sur les méthodes de contrainte employées par l'ennemi, qui laissent intacts l'honneur et la loyauté de la grande masse des incorporés de force alsaciens-lorrains dans la Wehrmacht, p. 95.

48. — *Régime des retraites des traminois de Lille, Roubaix, Tourcoing.* — Demande d'interpellation de Mme Galicier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue de rattacher certaines caisses de retraites des traminois au régime général des retraites, mesures qui sont à l'origine de la grève des traminois de Lille, Roubaix, Tourcoing, p. 126.

49. — *Extradition du général Lammerding, commandant en chef la division « Das Reich ».* — Demande d'interpellation de M. Goudoux sur : 1° Les mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit rapidement livré à la France le général Lammerding, condamné à mort par contumace, commandant de la division *Das Reich*, qui ordonna la pendaison de quatre-vingt-dix-neuf personnes à Tulle, le 9 juin 1944, la fusillade de dizaines de personnes et la déportation de trois cents autres. Le général Lammerding, que le Gouvernement déclarait introuvable, est actuellement à Düsseldorf, comme en témoigne la lettre qu'il vient d'adresser au tribunal militaire de Bordeaux ; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que soient rapidement châtiés les auteurs et responsables des crimes commis à Tulle le 9 juin 1944 par la division *Das Reich* ; 3° le scandale intolérable que constitue la carence du Gouvernement dans la recherche et le châtiment des responsables des crimes de Tulle commis par la division *Das Reich* et son commandant en chef, le général Lammerding, p. 193.

20. — *Politique monétaire du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique monétaire du Gouvernement, la position qu'il entend prendre à l'égard des projets de dévaluation faisant actuellement l'objet d'une large publicité et les mesures qui s'imposent pour assurer la sauvegarde du franc, p. 270.

21. — *Politique du Gouvernement en ce qui concerne les problèmes allemands.* — Demande d'interpellation de M. Aumérat sur la politique extérieure que compte suivre le Gouvernement et, particulièrement, en ce qui concerne les problèmes allemands, p. 270.

22. — *Politique viticole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur la politique viticole du Gouvernement et les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la crise viticole, notamment : 1° pour assurer aux viticulteurs un prix rémunérateur du vin à la production ; 2° pour réduire la fiscalité sur les vins ; 3° pour diminuer le prix des produits industriels nécessaires à la viticulture ; 4° pour trouver de nouveaux débouchés aux vins de France vers les pays étrangers, p. 270.

23. — *Vente des appartements.* — Demande d'interpellation de M. Joseph Denis sur les pratiques scandaleuses auxquelles donne lieu la vente des appartements, p. 270.

24. — *Dissolution du conseil municipal de Sidi-bel-Abbès (Oranie).* — Demande d'interpellation de Mme Sportisse sur la décision du Gouvernement de dissoudre le conseil municipal de Sidi-bel-Abbès (Oranie), en vue de le remplacer par une délégation spéciale présidée par l'administrateur en chef de la commune mixte de la Mekerra, décision prise sans aucune raison d'ordre juridique ou administratif, et qui a pour but de dessaisir les électeurs de Sidi-bel-Abbès de toute possibilité de garantir l'honnêteté du scrutin lors des prochaines élections municipales, p. 477.

25. — *Construction rapide de l'Europe.* — Demande d'interpellation de M. Gérard Jaquet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rendre possible une construction rapide de l'Europe, en tenant compte des garanties réclamées par l'Assemblée nationale le 18 février 1952, p. 830.

26. — *Problèmes relatifs à l'Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. Félix Gouin sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer la coordination de la diplomatie alliée en ce qui a trait aux problèmes relatifs à l'Allemagne, p. 830.

27. — *Activité commerciale de la poudrerie de Sevran-Livry.* — Demande d'interpellation de M. Charret sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour régulariser l'activité commerciale de la poudrerie de Sevran-Livry, dont les procédés semblent nuire à la vie économique de la nation et aux finances de l'Etat, p. 830.

28. — *Informations de presse.* — Demande d'interpellation de M. Bernard Manceau, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin immédiatement à l'activité illégale et scandaleuse du trust de presse du sieur Amaury, ancien vichyssois, dont les informations sont en contradiction avec les principes d'honnêteté, de justice et de vérité qui doivent guider la presse française, p. 910.

29. — *Constructions aéronautiques et pleine activité des usines nationalisées.* — Demande d'interpellation de M. Binot, sur la politique que le Gouvernement entend suivre en matière de constructions aéronautiques et spécialement sur les mesures qu'il compte prendre afin de maintenir les usines nationalisées en pleine activité et de rapporter toutes mesures de licenciement concernant les personnels de ces usines, p. 910.

30. — *Problèmes de reconstruction, construction et dommages de guerre.* — Demande d'interpellation de M. René Schmitt, sur l'ensemble des problèmes de la reconstruction, des dommages de guerre et de la construction et, notamment, sur les moyens de financement propres à chacune de ces questions, p. 910.

31. — *Semences et engrais nécessaires aux ensemencements des céréales de printemps.* — Demande d'interpellation de M. Verneuil, sur les dispositions que compte prendre le Gouvernement pour mettre au point un mode de financement rapide et facile qui permette aux agriculteurs d'assurer les achats de semences et d'engrais nécessaires aux ensemencements des céréales de printemps, p. 1017.

32. — *Licenciement d'employés à la caisse vieillesse de la région parisienne.* — Demande d'interpellation de M. Linet, sur : 1° Les conditions dans lesquelles le Gouvernement a prévu le licenciement de 200 employés de la caisse vieillesse de la région parisienne ; 2° Les conséquences qui risqueraient d'en découler pour les vieux travailleurs, p. 1017.

33. — *Gestion des restaurants universitaires de Nancy.* — Demande d'interpellation de M. Pierre-Olivier Lapie, sur les restaurants universitaires et sur les décisions que le Gouvernement compte prendre pour remédier à la situation qu'il a lui-même créée au préjudice de la bonne gestion des restaurants universitaires de Nancy, p. 1017, 1294.

34. — *Attitude d'un juge au cours d'une instruction.* — Demande d'interpellation de M. Pronteau sur : 1° l'attitude du juge Duval qui vient de frapper M. Paul Laurent au cours d'une instruction en tous points anormale qu'il mène avec le juge Michel contre les patriotes arbitrairement inculpés et détenus ; 2° les mesures qu'il convient de prendre à l'encontre de tels juges devant lesquels le Gouvernement prétend déférer des élus de la nation ; 3° la nécessité de mettre fin à des poursuites dont le geste du juge Duval illustre le caractère illégal et fasciste, p. 1062.

35. — *Procès d'Oradour.* — Demande d'interpellation de M. Kauffmann sur les conditions et l'atmosphère dans lesquelles s'est déroulé le procès d'Oradour, le verdict honteux et déshonorant pour notre pays qui a été rendu par le tribunal militaire de Bordeaux, en méconnaissance absolue du drame de l'Alsace abandonnée après la défaite de 1940, les graves répercussions morales sur l'ensemble de notre jeunesse appelée à servir demain dans notre armée, les conséquences regrettables pour l'unité nationale et l'avenir d'une province qui, en raison de son attachement à la France, a été une fois de plus la victime d'une bataille perdue dont les responsables sont toujours en liberté, p. 1062.

36. — *Liberté de la presse.* — Demande d'interpellation de M. Soutelle sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour défendre les journaux issus de la Résistance contre le retour offensif de l'ancienne presse de collaboration et de trahison, p. 1062.

37. — *Evénements de Madagascar.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur la politique de répression qui se poursuit à Madagascar et qui, en particulier, fait peser sur 80 patriotes malgaches la menace permanente de la mort, cinq ans après les événements qui ensanglantèrent la grande île, p. 1062.

38. — *Défense de l'économie française au sein de la communauté européenne charbon-acier.* — Demande d'interpellation de M. Lapie sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer pratiquement la défense de l'économie française au sein de la Communauté européenne charbon-acier, en application des conditions mises par l'Assemblée à la ratification du traité constituant cette communauté, p. 1062.

39. — *Réparation de la porte aval de l'écluse portuaire Watier à Dunkerque.* — Demande d'interpellation de M. Pierrard sur : 1° les mesures absolument insuffisantes prises pour combler, avant la grande marée de la nuit du 13 au 14 février 1953, les deux brèches produites par la tempête à la digue Tixier à Dunkerque ; 2° l'insuffisance des moyens mis en œuvre pour réparer la porte aval de l'écluse portuaire Watier à Dunkerque, la seule porte permettant l'entrée de gros navires, ce qui provoque le chômage total de plus de mille ouvriers dockers et porte gravement préjudice au troisième port de commerce de France ; 3° et d'une manière générale, sur la politique portuaire du Gouvernement, qui sacrifie Dunkerque et d'autres ports français, donc l'intérêt national, à la politique dite « européenne », p. 1062.

40. — *Rétablissement de la parité du personnel de la R. A. T. P. avec celui des ouvriers d'Etat de la préfecture de la Seine.* — Demande d'interpellation de Mlle Marzin, sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement ne tient aucun compte des engagements pris en 1951 à l'égard du personnel de la Régie autonome des transports parisiens par le ministre des transports d'alors, M. Pinay, et concernant le rétablissement de la parité de ce personnel avec celui des ouvriers d'Etat de la préfecture de la Seine, dans le maintien des parités internes de toutes catégories des travailleurs de la Régie autonome des transports parisiens, alors qu'il est possible, sans augmentation des tarifs de transports des usagers, de satisfaire à ces revendications, dans la mesure où la Régie autonome des transports parisiens sera gérée comme un service public, et ne fût-ce que par l'abandon à la Régie du montant des taxes payées à l'Etat sur les billets de métro et d'autobus, qui se sont élevés pour l'exercice 1952 à 2.741 millions, p. 1110.

41. — *Prix du tabac pour la campagne 1952-1953.* — Demande d'interpellation de M. Thiamier, sur les conditions dans lesquelles ont été fixés, pour la campagne 1952-1953, le prix du tabac et la ristourne accordée aux planteurs en même temps que les raisons pour lesquelles le Gouvernement a fait refuser l'attribution d'un prix établi en fonction du prix de revient, p. 1110.

42. — *Droits légitimes des chômeurs.* — Demande d'interpellation de M. Pajinaud, sur l'aggravation de la situation économique et les mesures que le Gouvernement entend prendre pour y porter remède, ainsi que sur son inhumaine opposition à la reconnaissance des droits légitimes des chômeurs, p. 1166.

43. — *Incidents au siège de la fédération des travailleurs de la métallurgie à Paris.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Costes, sur les agissements illégaux de la police parisienne qui, le 9 février 1953, à 21 h. 45, a arraché de la façade du siège de la fédération des travailleurs de la métallurgie (France et pays d'outre-mer), 40, rue Vézelay, à Paris, le portrait de M. Alain Le Lécap, secrétaire général de la C. G. T., actuellement prisonnier d'Etat en violation du droit d'opinion, p. 1230.

44. — *Expulsions de Vietnamiens résidant en France.* — Demande d'interpellation de M. Savary, sur les récentes expulsions de Vietnamiens résidant en France, p. 1230.

45. — *Sud-Est asiatique.* — Demande d'interpellation de M. Mitterrand, sur les buts de guerre de la France dans le Sud-Est asiatique, p. 1293.

46. — *Fermeture de l'arsenal de Saint-Priest (Rhône).* — Demande d'interpellation de M. Cagne, sur: 1° les raisons qui ont incité le Gouvernement à décider la fermeture de l'arsenal de Saint-Priest (Rhône), l'un des plus modernes de France; 2° le nombre et la dénomination des sociétés privées qui ont été chargées de l'exécution des commandes passées à l'arsenal de Saint-Priest; 3° les mesures que compte prendre le Gouvernement: a) pour annuler la décision de fermeture de l'arsenal de Saint-Priest; b) au cas où la fermeture serait maintenue, pour assurer un emploi aux 503 ouvriers techniciens et cadres qui y étaient employés, p. 1293.

47. — *Crise de l'industrie automobile.* — Demande d'interpellation de M. Gazier, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la crise de l'industrie automobile, crise qui se traduit par des fermetures d'usines, des réductions d'horaires et des licenciements massifs tels que ceux qui ont eu lieu chez Simca ou qui viennent d'atteindre pour la seconde fois le personnel des établissements Lavalette, p. 1358.

48. — *Troupes américaines dans la presqu'île de Quiberon.* — Demande d'interpellation de M. Guiguen, sur: 1° le débarquement de troupes américaines dans la presqu'île de Quiberon; 2° les mesures consécutives d'interdiction de la zone côtière qu'elles occupent; 3° les prescriptions de police semblables à celles prises durant l'occupation allemande, p. 1358.

49. — *Revendications du personnel de la Régie autonome des transports parisiens.* — Demande d'interpellation de M. Joseph Dumas, sur: 1° les conséquences des grèves des agents de la R. A. T. P., grèves qui nuisent considérablement aux usagers en général et aux salariés en particulier; 2° les mesures que compte prendre le Gouvernement pour accorder le plus rapidement possible satisfaction aux revendications légitimes du personnel de la R. A. T. P., p. 1358.

50. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Pierrard, sur la conception du Gouvernement sur le commerce extérieur français, l'affaire du cargo Yang-Tsé, qui va quitter le port de Dunkerque sans avoir chargé les marchandises achetées par la Chine populaire, révélant pour le moins: 1° la complicité gouvernementale avec les décisions des autorités américaines; 2° de ce fait la participation de la France aux mesures prises à Washington pour organiser le blocus de la Chine; 3° le mépris du Gouvernement à l'égard: a) de la situation calatrophique de la balance commerciale française (les achats éliminés étant payables en livres sterling); b) de l'accroissement du chômage dans notre pays; c) de la situation des dockers dunkerquois déjà touchés par le chômage dans un port que la politique de guerre dite « européenne » sacrifie délibérément, p. 1449.

51. — *Réforme de la formation professionnelle des élèves maîtres des écoles normales primaires.* — Demande d'interpellation de M. Signor sur les projets de réforme de la formation professionnelle des élèves maîtres et élèves maîtresses des écoles normales primaires, récemment soumis à l'avis des directeurs et professeurs d'écoles normales, p. 1449.

52. — *Fonctionnaires de l'enseignement.* — Demande d'interpellation de M. Thamiar, sur: 1° les atteintes répétées aux libertés civiques, garanties par la Constitution et le statut général de la fonction publique dont sont victimes les membres du corps enseignant; 2° les violations du principe sans cesse affirmé de l'indépendance de l'Université; 3° l'introduction de méthodes de caractère fasciste tendant à établir une discrimination politique entre enseignants, p. 1449.

53. — *Explosion à l'usine Gévelot à Sèvres.* — Demande d'interpellation de Mme Duvernois sur: 1° les causes de l'explosion qui s'est produite mardi 24 février à l'usine Gévelot à Sèvres, entraînant la mort de cinq femmes et d'un homme, faisant en plus huit blessés; 2° les mesures de sécurité qui ont été prises dans cette usine où l'on fabriquait des explosifs, alors qu'un premier accident mortel avait déjà eu lieu en 1948; 3° les garanties de sécurité à prendre à l'avenir pour la protection de la vie des ouvrières et ouvriers; 4° les secours que compte accorder le Gouvernement aux victimes et à leur famille et aux ouvriers privés de leur travail à la suite de l'explosion, p. 1449.

54. — *Mévente des bois de mines et des bois de papeterie.* — Demande d'interpellation de M. Liautey sur les mesures qui doivent être prises de toute urgence par le Gouvernement pour remédier au marasme du marché du bois et plus particulièrement à la mévente des bois de mines et des bois de papeterie, p. 1545.

55. — *Politique du Gouvernement en Extrême-Orient.* — Demande d'interpellation de M. Dronne sur les conséquences que le Gouvernement a tirées de la mesure de déneutralisation de Formose, prise unilatéralement par le gouvernement américain et sur la politique qu'il entend suivre en Extrême-Orient, p. 1602.

56. — *Construction de logements dans la région parisienne et fermeture des chantiers d'habitations à loyer modéré de Ville-neuve-Saint-Georges.* — Demande d'interpellation de M. Midol sur: 1° les raisons qui ont amené la fermeture des chantiers d'habitations à loyer modéré de Ville-neuve-Saint-Georges; 2° les responsabilités du Gouvernement dans cet arrêt des travaux de constructions de logements destinés aux sinistrés et aux mal logés, constructions dont M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme entretient quotidiennement les Français; 3° les moyens qu'il entend prendre pour empêcher l'arrêt des travaux et, dans tous les cas, sur ses intentions concernant l'utilisation immédiate des travailleurs du bâtiment privés de travail pour développer rapidement la reconstruction et la construction de logements dans la région parisienne, p. 1602.

57. — *Condamnation d'un F. F. I. du Cher et de la Nièvre.* — Demande d'interpellation de M. Cherrier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement: 1° pour mettre fin aux délitons de résistants condamnés injustement pour avoir exécuté les ordres de leur chef; 2° dans le cas particulier d'Yvon Bourdaire, F. F. I. du Cher et de la Nièvre, condamné à vingt ans de travaux forcés le 20 mars 1952 par le tribunal militaire de Lyon pour avoir participé à l'exécution d'un agent ennemi sur l'ordre de son chef de groupe, le lieutenant Ponsard, p. 1602.

58. — *Crise dans l'industrie de l'automobile.* — Demande d'interpellation de M. Linet sur: 1° le développement de la crise économique dans l'industrie automobile française qui se traduit par des fermetures d'usines, par les licenciements massifs tels que chez Simca, Delahaye, Lavalette, Renault, Ford, S. I. O. P., Peugeot, etc., et par des réductions d'horaires; 2° les graves conséquences qui en découlent pour les travailleurs et pour l'économie du pays; les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à une telle situation, p. 1602.

59. — *Dénonciation des forfaits commerciaux par les contributions directes.* — Demande d'interpellation de M. Paquet sur: 1° la dénonciation quasi générale des forfaits commerciaux et artisanaux par les administrations des contributions directes et indirectes, augmentation atteignant souvent 50 p. 100 et parfois 100 p. 100; 2° l'antinomie existant avec la politique de stabilisation que le Gouvernement s'est engagé à défendre sans impôts nouveaux; 3° les critères sur lesquels s'appuie l'administration, le coût de la vie ayant légèrement baissé au cours de l'année 1952 et le volume des affaires étant en régression, nécessitant une relance de l'économie; 4° les mesures que le Gouvernement entend prendre pour faire cesser cet état de choses, p. 1667.

60. — *Mort du maréchal Staline.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Frédéric-Dupont sur les décisions prises par le ministre de la défense nationale et des forces armées à l'occasion de la mort du maréchal Staline, décisions qui constituent une insulte à nos soldats d'Indochine, combattants d'une guerre inspirée, commandée en entretenue par la Russie des Soviets; 2° M. Meck, sur la mise en berne des drapeaux des casernes, ordonnée le 7 mars 1953; 3° M. Bignon, sur la mise en berne du pavillon national sur les casernes et les navires de guerre à l'occasion du décès du maréchal Staline; 4° M. de Benouville sur la mise en berne des drapeaux et pavillons dans l'armée et la marine à l'occasion de la mort du maréchal Staline, responsable de la guerre qu'il a entretenue contre nous en Indochine au prix de la vie de milliers de combattants français, p. 1714.

61. — *Blocage des crédits en ce qui concerne la construction et l'équipement des locaux scolaires.* — Demande d'interpellation de M. Binot sur les conséquences qu'entraîne le blocage des crédits effectué sur le budget de l'éducation nationale, spécialement en ce qui concerne la construction et l'équipement des locaux scolaires, p. 1822.

62. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Charpentier sur l'ensemble de la politique économique du Gouvernement et, plus particulièrement, sur l'absence d'une politique agricole constructive susceptible de mettre notre pays dans la meilleure situation possible en vue d'une organisation européenne des marchés agricoles, p. 1822.

63. — *Situation économique et extension du chômage.* — Demande d'interpellation de M. Cailliet sur les solutions que le Gouvernement envisage pour remédier à la misère qui sévit chez les travailleurs et le économiquement faibles du fait de l'aggravation de la situation économique et de l'extension du chômage, qui sont les conséquences de la politique de stagnation suivie par le précédent gouvernement, et notamment sur les mesures qu'il compte prendre pour donner satisfaction aux légitimes revendications des catégories les plus touchées, chômeurs, vieux travailleurs, familles nombreuses, p. 1822.

64. — *Perquisitions opérées à Auch.* — Demande d'interpellation de M. Baurens sur: 1° les raisons qui ont motivé les perquisitions opérées récemment à Auch; 2° les conditions dans lesquelles ces perquisitions ont été effectuées, notamment chez un fonctionnaire de l'enregistrement et des domaines: a) à son bureau en son absence, contrairement à la légalité; b) à son domicile, p. 1888.

65. — *Politique viticole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Guille sur la politique viticole du Gouvernement et l'inefficacité des mesures prises à ce sujet jusqu'à ce jour, p. 1950.

66. — *Accident mortel au passage à niveau de la ligne de la Bastille.* — Demande d'interpellation de M. Peytel sur le dernier accident mortel survenu, vendredi dernier, à un passage à niveau de la ligne de la Bastille, et les mesures d'urgence que compte prendre le Gouvernement pour donner aux usagers riverains des passages à niveau de cette ligne une sécurité réelle, p. 1950.

67. — *Rémunération du personnel remplaçant de l'enseignement.* — Demande d'interpellation de Mlle Marzin sur les conséquences, pour la rémunération du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré, de la fixation au 1^{er} juillet 1953 de la date de départ en vacances pour les établissements scolaires, p. 1950.

68. — *Dénonciation des forfaits commerciaux et artisanaux par les contributions directes.* — Demande d'interpellation de M. Paquet sur: 1^o la dénonciation quasi générale des forfaits commerciaux et artisanaux par les administrations des contributions directes et indirectes, augmentation atteignant souvent 50 p. 100 et parfois 100 p. 100; 2^o l'antinomie existant avec la politique de stabilisation que le Gouvernement s'est engagé à défendre sans impôts nouveaux; 3^o Sur quels critères s'appuie l'administration, le coût de la vie ayant légèrement baissé au cours de l'année 1952 et le volume des affaires étant en régression, nécessitant une relance de l'économie; 4^o quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour faire cesser cet état de choses, p. 1967.

69. — *Situation des résistants, déportés ou internés.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur la situation inadmissible que le Gouvernement crée aux résistants, aux patriotes rescapés des camps ou des prisons fascistes et sur sa responsabilité soit dans la mort d'anciens déportés et internés qui avaient contracté de graves maladies pendant leur internement mais n'ont pu obtenir la pension et les indemnités qui leur auraient peut-être permis de vivre encore, soit dans l'aggravation dangereuse de l'état des déportés qui, pour les mêmes raisons, ne bénéficient pas de leurs droits, p. 2013.

70. — *Augmentation des forfaits artisanaux, commerciaux ou industriels.* — Demande d'interpellation de M. Alphonse Denis sur: 1^o l'augmentation scandaleuse des forfaits imposés aux artisans commerçants et petits industriels redevables de la taxe proportionnelle; 2^o les mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soient rapportés les instructions ministérielles données aux régies financières, p. 2013.

71. — *Relations économiques avec le Viet-Nam.* — Demande d'interpellation de M. Maurice Bokanowski sur les mesures récentes prises par le Gouvernement concernant les relations économiques avec le Viet-Nam, qui menacent de freiner, sinon d'arrêter certaines industries exportatrices métropolitaines, tout en plaçant les petites et moyennes entreprises vietnamiennes sous la coupe d'un puissant trust commercial et financier, p. 2090.

72. — *Maintien en détention préventive de dirigeants de la C. G. T. et U. J. R. F.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck-Rochet, sur la grave atteinte à la liberté individuelle (garantie par la Constitution) que constitue le maintien en détention préventive pour « crimes » d'opinion de plusieurs dirigeants de la C. G. T. et U. J. R. F., incarcérés depuis les 8 et 10 octobre 1952, alors: 1^o que la détention provisoire doit être considérée comme la règle jusqu'à ce que l'inculpé ait été déclaré coupable par un jugement; 2^o que cette règle devrait être d'autant plus strictement observée que l'inculpation dont font l'objet Alain Le Léap, secrétaire général de la C. G. T., et les dirigeants de la jeunesse, présente incontestablement un caractère politique, les seuls faits pouvant leur être reprochés étant en effet, d'avoir exprimé des opinions contraires à celles émises par le Gouvernement; 3^o que la commission des immunités parlementaires de l'Assemblée nationale a refusé, le 12 mars 1953, d'examiner le rapport sur les demandes en autorisation de poursuites visant la même inculpation, ce qui souligne la fragilité de celle-ci, p. 2090.

73. — *Projet d'organisation du marché agricole européen.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet, sur la position du Gouvernement à l'égard du projet d'organisation du marché agricole européen, ou Pool-Vert, projet qui prévoit l'abolition des barrières douanières et constitue un pas de plus vers la liquidation de l'indépendance française, p. 2090.

74. — *Situation militaire et politique en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Devinat, sur le développement de la situation militaire et de la situation politique en Indochine, p. 2090.

75. — *Apposition sur les panneaux administratifs, d'affiches visant au recrutement de parachutistes coloniaux.* — Demande d'interpellation de M. Pierrard, sur: 1^o l'apposition sur les panneaux administratifs de nombreuses écoles publiques d'affiches visant au recrutement de parachutistes coloniaux et faisant appel aux instincts les plus bas; 2^o la distribution à des élèves de cours complémentaires, par les soins des autorités militaires, de tracts visant au même but et exaltant le lucre et le meurtre, p. 2170.

76. — *Emploi des jeunes qui achèvent leurs études.* — Demande d'interpellation de M. Gosset, sur: 1^o les mesures qu'entend prendre le Gouvernement pour rechercher les solutions propres à assurer les jeunes qui achèvent leurs études qu'ils ne sont pas condamnés au chômage; 2^o comment le Gouvernement entend corriger la tendance actuelle, qui tend à faire des examens de fin d'études de véritables concours de barrages, p. 2170.

77. — *Chômage dans certains secteurs de notre économie.* — Demande d'interpellation de M. Gosset, sur la politique qu'entend suivre le Gouvernement pour s'opposer à la rétraction de certains secteurs de notre économie, revenir à une politique d'expansion propre à remédier au chômage et à la situation d'insécurité des foyers ouvriers et soucieuse de donner à notre agriculture les garanties qui doivent lui permettre d'assurer sa double mission: produire pour les

Français au meilleur prix et exporter pour procurer au pays les devises nécessaires à son approvisionnement en matières premières, et enfin de préciser ses intentions en ce qui concerne l'harmonisation des moyens de production d'énergie, notamment charbon et pétrole, en face de la menace qui pèse sur nos houillères qui n'ont pas investi 400 milliards depuis dix ans pour connaître la menace du chômage, p. 2171.

78. — *Augmentation des forfaits industriels et commerciaux.* — Demande d'interpellation de M. Gozard, sur l'augmentation sans justification aucune par l'administration fiscale des forfaits fixés par voie administrative pour les commerçants et industriels non imposables sur leurs bénéfices réels pour les bénéfices réalisés par eux dans leur exploitation alors qu'au cours de l'année 1952 l'activité commerciale et industrielle s'est grandement ralentie et qu'ainsi les bénéfices réalisés par les commerçants et industriels ont diminué, de sorte que la mesure aboutit à une majoration détournée du taux réel de l'impôt en contradiction avec les déclarations du Gouvernement prétendant qu'il n'entend pas accroître la charge fiscale des contribuables, p. 2171.

79. — *Expulsion de citoyens vietnamiens.* — Demande d'interpellation de M. Bouret sur les raisons qui ont amené M. le ministre des relations avec les Etats associés à ordonner récemment l'expulsion de dix citoyens vietnamiens dans des conditions juridiques apparemment peu compatibles avec la lettre et l'esprit de la Constitution française, p. 2171.

80. — *Situation des entreprises charentaises.* — Demande d'interpellation de M. Gosnat sur la situation des usines de matériel roulant en France et notamment sur la situation des entreprises industrielles charentaises, p. 2231.

81. — *Augmentation des forfaits artisanaux ruraux.* — Demande d'interpellation de M. André Bardon sur l'augmentation des forfaits imposés aux artisans qui paraît spécialement injustifiée en ce qui concerne surtout les artisans ruraux dans des régions très durement touchées par les calamités agricoles, p. 2231.

82. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. de Baudry d'Asson sur la politique agricole du Gouvernement, en particulier sur l'insuffisance et parfois l'incohérence des moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs de production que commandent nos besoins et nos possibilités d'exportation, p. 2322.

83. — *Mesures arbitraires prises à la cité universitaire contre les étudiants.* — Demande d'interpellation de Mlle Madeleine Marzin sur les mesures arbitraires prises à la cité universitaire contre les étudiants qui y sont hébergés et particulièrement contre les mesures d'exclusion décidées à l'égard de quelques-uns de ces étudiants, p. 2322.

84. — *Remise à la France des fichiers des déportés, déposés actuellement à Arolsen.* — Demande d'interpellation de M. Badie, sur les raisons qui ont empêché M. le ministre des affaires étrangères d'obtenir la remise à la France des fichiers des déportés, déposés actuellement à Arolsen, et intéressant les ressortissants français, et s'il est en mesure de fixer la date à laquelle ces archives seront confiées à la France, p. 2469.

85. — *Manifestation organisée à Lyon.* — Demande d'interpellation de M. Boutrelot, sur les raisons qui ont motivé l'interdiction de la manifestation laïque organisée à Lyon, le 22 mars 1953, par le cartel d'action laïque, p. 2469.

86. — *Rattachement des brigades routières motocyclistes aux C. R. S.* — Demande d'interpellation de M. Durroux, sur la décision qu'a cru devoir prendre M. le ministre de l'intérieur, en date du 9 mars 1953, par circulaire n° 78 et rattachant les brigades routières motocyclistes aux C. R. S., mesure intégrant du personnel venant du cadre des corps urbains dans une formation n'ayant que de lointains rapports avec ce cadre, et n'entraînant pas l'adhésion du personnel intéressé, p. 2469.

87. — *Contrôle des décorations accordées aux anciens combattants et résistants.* — Demande d'interpellation de M. Hutin-Desgrées, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour défendre le patrimoine d'honneur des anciens combattants et résistants en interdisant par un contrôle sévère des titres toute promotion susceptible de provoquer l'émoi de tous ceux qui ont obtenu leurs décorations par des titres indiscutés et au péril de leur vie, p. 2469.

88. — *Situation de l'Etat associé du Cambodge.* — Demande d'interpellation de M. Dronne sur les négociations actuellement menées par le gouvernement cambodgien, tendant notamment à la révision de l'accord général franco-kmer du 19 novembre 1949, ratifié par la loi du 2 février 1950, définissant, au sens de l'article 61 de la Constitution, la situation de l'Etat associé du Cambodge au sein de l'Union française, p. 2566.

89. — *Différend entre le président directeur de la société nationale de presse et ses chefs de service.* — Demande d'interpellation de M. July, sur les mesures qui ont été prises par le Gouvernement ou qu'il compte prendre pour mettre un terme au différend qui oppose le président directeur général de la Société nationale des entreprises de presse à ses chefs de service, notamment, à propos d'opérations immobilières traitées par ladite société; pour indiquer, en outre, les constatations faites par M. Jouany, conseiller d'Etat chargé d'une mission d'enquête, et pour dire enfin les sanctions qu'éventuellement il compte prendre, p. 2638.

90. — *Projet de traité portant statut de la Communauté européenne.* — Demande d'interpellation de M. Léon Noël, sur la politique européenne du Gouvernement et notamment sur ses intentions à l'égard du « projet de traité portant statut de la Communauté européenne » élaboré par l'Assemblée ad hoc, p. 2638.

91. — *Chômage dans les mines de potasse d'Alsace.* — Demande d'interpellation de M. Wagner, sur les mesures que le Gouvernement envisage en vue de la suppression du chômage dans les mines domaniales de potasse d'Alsace, p. 2638.

92. — *Transfert de l'institut national des sourds-muets à Vacassy.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur le transfert de l'institut national des sourds-muets de la rue Saint-Jacques, à Paris, à Vacassy, qui est une commune de la banlieue parisienne et sur le trouble qui doit en résulter pour les jeunes sourds-muets, p. 2638.

93. — *Statuts de la police.* — Demande d'interpellation de : 1° M. Frédéric-Dupont, sur le retard apporté à la publicité des statuts de la police; 2° M. Guérard, sur le retard apporté par le Gouvernement à la parution du statut du personnel de la préfecture de police et à la revalorisation indiciaire des traitements de ce personnel en application de la loi du 28 septembre 1948; 3° M. Quinson, sur la suite qui sera donnée aux promesses faites par trois ministres au cours de la discussion du budget de l'intérieur concernant les personnels de la police qui attendent depuis cinq ans leur statut, p. 2638.

94. — *Evacuation de notre poste frontière d'Ajambo et cession à l'Éthiopie d'une bande territoriale.* — Demande d'interpellation de M. Magendie, sur les circonstances qui ont conduit le Gouvernement à prescrire, contrairement aux dispositions de l'article 9 du protocole du 5 septembre 1945, la signature d'un protocole partiel relatif à la frontière franco-éthiopienne aux confins Ouest et Sud-Ouest de la Côte française des Somalis et comportant, dans les quinze jours qui suivront la signature, l'évacuation de notre poste frontière d'Ajambo et la cession à l'Éthiopie d'une bande territoriale de trente kilomètres environ sans que les populations intéressées aient été appelées à se prononcer conformément aux dispositions de l'article 27, paragraphe 2, de la Constitution, p. 2638.

95. — *Propagande électorale dans un journal d'actualités cinématographiques.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Ferri, sur les conditions dans lesquelles un journal d'actualités cinématographiques dépendant du contrôle de l'État a pu être mis à la disposition de la propagande électorale d'un candidat aux élections municipales dans le 5^e secteur de Paris (16^e et 17^e arrondissement), p. 2638.

96. — *Politique du Gouvernement en Allemagne et en Extrême-Orient.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Bardoux, sur les raisons qui interdisent au Gouvernement français de prendre l'initiative de proposer la réunion d'une conférence à quatre, qui aurait pour objet de rétablir l'unité allemande par des élections libres et secrètes, de dresser un traité de paix avec l'Allemagne et si ce problème allemand, condition d'un règlement de tous les autres, était résolu, aborder, dans un cadre élargi, les questions asiatiques et de rétablir la paix en Extrême-Orient, p. 2638.

97. — *Rejet de dossiers relatifs à des demandes de cartes de déportés et internés de la résistance.* — Demande d'interpellation de M. Dufour, sur le rejet par les services de M. le ministre des anciens combattants, de dossiers relatifs à des demandes de cartes de déportés, internés de la Résistance, concernant des résistants, déportés à la suite de la magnifique manifestation patriotique de Grenoble, le 11 novembre 1943, contre l'occupant nazi, p. 2638.

98. — *Structure de la Société nationale des entreprises de presse.* — Demande d'interpellation de : 1° M. Soustelle, sur la ligne de conduite que le Gouvernement envisage d'adopter à l'égard de la Société nationale des entreprises de presse, notamment afin d'éviter que la structure de cette société ne soit modifiée tant que le Parlement ne se sera pas prononcé sur la révision éventuelle de la loi du 11 mai 1946; 2° de M. Desson, sur : a) l'attitude qu'entend adopter le Gouvernement à l'égard de la S. N. E. P., jusqu'au moment où le Parlement se sera définitivement prononcé sur les projets de loi modifiant la loi du 11 mai 1946, pour éviter que n'intervienne, pendant ce délai, une quelconque modification de structure; les faits et interventions tendant à empêcher le président directeur-général de la S. N. E. P. de prendre toutes sanctions ou mesures conservatoires à l'égard de subordonnés qui, après sept ans de collaboration totale, ont cru devoir, sans même préalablement donner leur démission ou demander leur suspension, déclencher contre lui une campagne de diffamation et de calomnies visant, à travers sa personne, toute la presse née de la Résistance, p. 2638.

99. — *Opérations électorales à Lyon.* — Demande d'interpellation de M. Cagne, sur les conditions irrégulières dans lesquelles se sont déroulées les opérations de dépouillement dans la ville de Lyon, p. 2638.

100. — *Elections municipales à la Guadeloupe.* — Demande d'interpellation de M. Girard, sur les abus des droits du préfet de la Guadeloupe à l'occasion et à la suite des élections municipales, p. 2638.

101. — *Opérations électorales dans le 2^e collège à Oran.* — Demande d'interpellation de Mme Sportisse, sur les conditions du déroulement des opérations électorales dans le 2^e collège à Oran; sur le fait que les forces de police en nombre considérable, au lieu d'assurer la liberté de vote, ont au contraire permis le truquage des urnes et les mesures illégales envers les délégués et mandataires; sur le comportement brutal de la police à l'égard des électeurs décidés à assurer la liberté de vote, l'administration étant responsable de nombreux blessés, ces faits graves devant nécessairement entraîner l'annulation du scrutin du 3 mai dans le 2^e collège d'Oran, p. 2638.

102. — *Construction d'une nouvelle école vétérinaire à Toulouse.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Coste-Floret, sur le projet actuellement en cours d'étude de construction d'une nouvelle école vétérinaire à Toulouse, aux frais du ministère de l'agriculture, alors qu'il existe déjà une école édifiée en 1938 et occupée par le ministère de l'air, celui-ci s'étant engagé le 16 juin 1941 à reconstruire pour le ministère de l'agriculture un établissement d'importance équivalente, p. 2638.

103. — *Lock-out des travailleurs des usines Renault.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Costes, sur : 1) les décisions que le Gouvernement a prises en pleine illégalité concernant : a) le lock-out des travailleurs de la régie nationale des usines Renault; b) la mise en état de siège d'une partie importante de la ville de Boulogne-Billancourt; c) l'occupation des usines par les forces de police; 2) les mesures que compte prendre le Gouvernement en vue d'engager les discussions avec les représentants qualifiés des quatre organisations : C. G. T., C. F. T. C., F. O. et S. I. R. afin d'aboutir à la satisfaction des justes et légitimes revendications formulées par elles au nom des travailleurs, à la convocation rapide de la commission supérieure des conventions collectives, à la réouverture immédiate des ateliers de la régie et au retrait non moins immédiat des forces de la police; 3° les mesures qu'il compte prendre afin de pourvoir au paiement des indemnités de chômage partiel pour toutes journées perdues par les travailleurs, p. 2638.

104. — *Majoration de tarifs des chemins de fer et projets budgétaires du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Forcinat, sur : 1° le projet de majoration de tarifs par la Société nationale des chemins de fer français; 2° les nouveaux projets budgétaires du Gouvernement, p. 2638.

105. — *Événements d'Indochine.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Dronne, sur les événements qui se déroulent actuellement en Indochine, sur la politique que le Gouvernement entend suivre, sur les mesures qu'il compte prendre dans l'immédiat afin de rétablir la situation; 2° M. Laforest, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre devant la gravité de la situation dans les États associés d'Indochine, que soulignent notamment la tragique retraite de Sam-Neua, l'invasion du Laos et les récentes déclarations du roi du Cambodge; 3° M. Daladier, sur la politique française en Indochine, p. 2638.

106. — *Trafic de piastres et publication du rapport de la commission parlementaire.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur l'ensemble de la politique du Gouvernement en Indochine et notamment sur l'éventualité de l'envoi de soldats du contingent au corps expéditionnaire, sur les profits réalisés à l'occasion de la guerre par un certain nombre de sociétés capitalistes, sur le scandaleux trafic de piastres et autres formes de corruption et, enfin, sur les raisons qui amènent le Gouvernement à cacher au pays des aspects décisifs de sa politique en faisant obstacle à la publication immédiate et intégrale du rapport de la commission parlementaire qui s'est rendue en Indochine, p. 2639.

107. — *Convocation de la commission supérieure des conventions collectives.* — Demande d'interpellation de M. Coutant, sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement se refuse à contribuer à la solution des conflits sociaux en convoquant la commission supérieure des conventions collectives, convocation unanimement réclamée par l'Assemblée nationale le 11 octobre 1952, p. 2710.

108. — *Situation en Indochine et politique française en Asie.* — Demande d'interpellation de M. Savary, sur la situation en Indochine, les conditions du rétablissement de la paix et la politique française en Asie, p. 2710.

109. — *Augmentation du tarif des cartes hebdomadaires de chemins de fer.* — Demande d'interpellation de M. Métayer, sur l'augmentation des tarifs de chemins de fer qui frappe les cartes de travail hebdomadaires délivrées à des salariés déjà fortement éprouvés par le chômage partiel et la crise économique, p. 2810.

110. — *Enseignement de l'allemand en Alsace et en Lorraine.* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt, sur : 1° le sabotage de l'introduction de l'enseignement de l'allemand dans les écoles primaires du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, demandé par plus de 80 p. 100 de la population lors du referendum; 2° la circulaire d'application introduisant cet enseignement, p. 2810.

2^e MINISTÈRE JOSEPH LANIER

111. — *Composition du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation : 1° de M. Francis Caillet, sur la composition du Gouvernement; 2° de M. Tournaud, sur la formation du Gouvernement et la politique qu'il entend suivre; 3° de M. Louis Vallon, sur la composition du Gouvernement, p. 3174; fixation de la date, p. 3177 et renvoi à la suite au scrutin, p. 3182.

112. — *Incidents du 14 juillet.* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Vallon, sur les instructions données par le ministre de l'intérieur à la police parisienne en vue de la manifestation populaire du 14 juillet; sur l'attitude prise par la police mise en présence de manifestants nord-africains, attitude témoignant d'un manque de sang-froid manifeste; 2° M. Dronne, sur : a) les sanglantes Lagarres qui se sont déroulées à Paris le 14 juillet; b) les mesures à prendre afin d'assurer la sécurité de la rue sans effusion de sang et de dissoudre les commandos de choc du parti communiste; c) la situation misérable de la plupart des Nord-Africains en France et l'impérieuse nécessité d'améliorer leurs conditions matérielles et morales de vie; 3° M. Abdelkader Cadi, sur les tragiques incidents qui se sont déroulés le 14 juillet 1953, à Paris, et qui ont abouti à la mort de plusieurs travailleurs français musulmans algériens et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour punir les responsables de cette tuerie; 4° M. d'Astier de la Vigerie, sur : a) les tragiques incidents qui ont ensanglanté le cortège populaire du 14 juillet au cours desquels la police a tué six Algériens et un Français; b) les mesures que le Gouvernement compte prendre contre les responsables de cette tuerie qui a eu lieu lors d'une manifestation autorisée, au cours de laquelle aucun règlement de police n'avait été enfreint et alors que la dislocation du cortège s'effectuait normalement; 5° M. Cogniot, sur : 1° les responsabilités du Gouvernement

dans la provocation policière du 14 juillet 1953 qui a causé, place de la Nation, à Paris, 7 morts et un grand nombre de blessés graves; 2° les mesures qui s'imposent en vue: a) de révoquer le préfet de police de Paris; b) d'assurer le respect des libertés démocratiques; c) de faire cesser toute discrimination raciale de la part de la police et de l'ensemble des autorités; d) d'indemniser les familles des victimes; 6° M. Fayet, sur: a) les tragiques incidents provoqués par la police, le 14 juillet, au cours desquels sept personnes, dont six Algériens musulmans, ont été tués; b) les mesures que compte prendre le Gouvernement contre les policiers responsables et pour que cesse toute propagande et discrimination raciales chez la police et l'ensemble des autorités; 7° M. Rabier, sur les incidents sanglants qui se sont déroulés place de la Nation, le 14 juillet 1953, incidents au cours desquels sept personnes, dont cinq Algériens, ont trouvé la mort, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour améliorer les conditions de vie des travailleurs musulmans dans la métropole; 8° M. Grousseau, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite des désordres sanglants de la place de la Nation pour remédier à l'actuelle situation morale et matérielle des Nord-Africains; 9° M. Guérard, sur les graves incidents auxquels a donné lieu le défilé communiste du 14 juillet et la nécessité d'en empêcher le renouvellement par l'interdiction pure et simple, à l'avenir, de tels défilés tolérés à tort jusqu'à présent; 10° M. Liautey, sur les événements sanglants qui se sont déroulés à Paris le 14 juillet et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour régler le problème des Nord-Africains installés en France, p. 3502. — Fixation de la date, p. 3504 et renvoi à la suite, au scrutin, p. 3515.

413. — *Fermeture des mines et usines de Malvezey.* — Demandes d'interpellation de: M. Vals sur les raisons qui ont amené la fermeture des mines et usines de Malvezey, près Narbonne, et les mesures qui sont prévues pour le plein réemploi des 430 chômeurs résultant de la fermeture de cette usine, p. 3758, 3827; 1° M. Gau sur les raisons invoquées pour justifier la fermeture des mines et usines de Malvezey (Aude) et les mesures que le Gouvernement envisage pour obtenir le réemploi des 430 personnes mises au chômage à la suite de cette décision; 2° M. Fabre sur les conditions dans lesquelles est envisagée la fermeture des mines et usines de Malvezey (Aude), et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour le réemploi et la sauvegarde des intérêts des ouvriers et employés, p. 3758. — Demande d'interpellation de M. Tourné, sur: 1° les responsabilités du Gouvernement dans la fermeture de la mine de soufre de Malvezey (Aude); 2° les mesures qu'il compte prendre pour remettre cette mine en activité et sauvegarder les intérêts des travailleurs, p. 3822. — Fixation de la date, p. 3825 et renvoi à la suite, au scrutin, p. 3832.

414. — *Réforme de l'enseignement.* — Demande d'interpellation de M. Cogniot, sur le projet dit « de réforme des études secondaires » qui n'a pas été soumis au Parlement et aurait pour effet l'abaissement général du niveau des études à tous degrés de l'enseignement en France, par l'interdiction aux enfants de la classe ouvrière et des classes moyennes de l'accès tant à des études secondaires normales qu'aux études supérieures, p. 3174. — Demande d'interpellation de M. Deixonne sur l'intention que prête au Gouvernement une partie de l'opinion publique de réaliser pendant les vacances et en dehors du Parlement une réforme de l'enseignement d'inspiration réactionnaire, p. 3210. — Demande d'interpellation de M. Ducos, sur la réforme en train d'être accomplie, sans consultation du Parlement, dans l'enseignement secondaire, dont la structure et l'esprit risquent d'être gravement atteints par l'abus des méthodes actives, la spécialisation prématurée, la multiplication des sections du baccalauréat, l'intégration des propédeutiques dans le cycle terminal, la division excessive de la classe de philosophie et la création d'une agrégation moderne, p. 3453. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Cogniot sur la réforme des études secondaires; 2° de Mlle Diensch sur l'intention du Gouvernement de procéder à une réforme générale de l'enseignement sans avoir consulté le Parlement sur les principes qui l'inspirent, et fixation de la date, p. 3665. — Demande d'interpellation de M. Schmittlein sur la réforme de l'enseignement que le Gouvernement prépare, p. 3758. — Demande d'interpellation de M. Vialle sur les principes qui inspirent la réforme de l'enseignement, p. 3832. — Discussion, p. 3832, 3841; ordre du jour de M. Billères, p. 3861; adoption, p. 3863.

415. — *Politique économique et sociale du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Edouard Depraux, sur la politique générale du Gouvernement et, notamment sur son attitude en face des mouvements sociaux, de caractère strictement professionnel, conséquence des graves difficultés que connaissent actuellement les travailleurs; 2° M. Gazier, sur la politique générale du Gouvernement et, notamment, sur son attitude en face des mouvements sociaux, de caractère strictement professionnel, conséquences des graves difficultés que connaissent actuellement les travailleurs; 3° M. Forcinal, sur la situation des salaires agricoles et ceux des professions diverses en province; 4° M. Raymond Guyot, sur: a) la politique générale du Gouvernement; b) l'abrogation immédiate des décrets-lois; c) les mesures à prendre afin de donner satisfaction aux légitimes revendications de l'ensemble des travailleurs; d) le respect du droit de grève et la levée des sanctions prises contre des grévistes; 5° Mme Rabaté, sur les graves responsabilités du Gouvernement dans le matraquage des postiers du central télégraphique, à Paris, au moment où, dans l'unité et le calme, à l'issue d'une cérémonie du souvenir en l'honneur de collègues morts dans la Résistance, ils allaient reprendre leur travail, p. 4013. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Paquet, sur la question de savoir: a) comment seront indemnisés tous ceux qui, travailleurs, producteurs, hôteliers, vilégiateurs, etc., ont eu à souffrir de la grève; b) si le Gouvernement entend promouvoir en même temps qu'une politique rigoureuse d'économies, une politique hardie de crédit à la production et à la consommation; c) dans le cadre de cette politique de

rigueur et d'expansion, s'il entend revaloriser les salaires les plus bas en demandant en compensation les sacrifices aux plus favorisés; d) comment il entend réformer la distribution; dans le cas où il accepterait une hausse généralisée des salaires: a) comment il entendrait combattre l'inflation et pallier les difficultés accrues de notre commerce extérieur qui en découleraient inévitablement; b) s'il accepterait de revaloriser immédiatement et suffisamment le revenu des agriculteurs qui n'est en moyenne que de 210.000 francs par personne et par an; 2° M. Coutant, sur la manière dont ont été appliquées aux agents des services publics, malgré les engagements formels, des sanctions pour faits de grève, ainsi que sur les mesures administratives prévues pour faire face à d'éventuels mouvements et qui auraient pour effet, au mépris de la Constitution et du statut de la fonction publique, d'instituer en France le délit d'opinion, incompatible avec l'existence d'un régime démocratique; 3° M. Etienne Fajon, sur: a) les sanctions qui frappent ou menacent, au mépris du droit de grève inscrit dans la Constitution de la République, des travailleurs du secteur public et du secteur privé en raison de leur action dans les luttes ouvrières récentes; b) les circulaires et instructions des ministres qui s'efforcent de la menace et le chantage à l'avancement, de porter atteinte à l'exercice du droit de grève des fonctionnaires; 4° M. Francis Caillet, sur la politique économique et sociale du Gouvernement et notamment sur la prétendue politique de baisse ainsi que sur les mesures récentes prises par le Gouvernement à l'égard des fonctionnaires dont la portée limitée ne permet pas de relever suffisamment leur pouvoir d'achat; 5° M. Adrien Renard, sur la nécessité de revaloriser les salaires anormalement bas des ouvriers agricoles et de fixer le salaire minimum interprofessionnel garanti dans l'agriculture au même taux que dans l'industrie, conformément à la proposition de loi du groupe communiste (n° 5165), déposée le 3 février 1953; 6° M. Maurice Bokanowski, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter le retour des grèves dans les services publics autrement que par des palliatifs dont l'insuffisance est manifeste en face de la situation critique d'une partie importante des serviteurs de l'Etat et sur les mesures légales qu'il envisage pour améliorer les conditions d'existence de tous les travailleurs; 7° M. Barthélemy, sur: a) les violations du secret des correspondances par l'emploi par l'administration d'un personnel de remplacement non assermenté et même de détenus de droit commun; b) les sanctions illégales prises, à la suite des grèves d'août, contre certains agents des P. T. T.; 3° les raisons que le Gouvernement oppose à la non-attribution aux personnels des P. T. T. de toutes catégories de la prime de fin d'année de 20.000 F, p. 4014. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Valentino, sur la politique du Gouvernement à l'égard des départements créés par la loi du 19 mars 1946 et l'absence de mesures efficaces pour l'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions d'existence de leurs habitants; 2° M. Louis Vallon, sur la politique sociale que le Gouvernement entend appliquer pour tenir compte de l'enseignement des grèves du mois d'août; 3° M. Loustaunau-Lacau, sur les événements de l'état envisagés sous leur angle politique; 4° M. Pierre Courant, sur les raisons qui ont amené la fermeture, à dater du 1^{er} octobre, de l'usine du Havre de la S. N. C. A. N. et notamment sur les motifs du choix d'une usine de province située dans un département déjà durement frappé par le chômage après avoir été l'un des plus éprouvés dans la guerre, et ce alors que le Gouvernement préconise une politique d'aménagement du territoire tendant à l'éloignement industriel de la région parisienne, et sur les conditions de licenciement du personnel privé de son travail, s'agissant d'un établissement nationalisé dont ne saurait se désintéresser le Gouvernement; 5° M. Jules Moch sur les violations de la légalité par le Gouvernement, p. 4015. — Discussion, p. 4017, 4089, 4103, 4124; suite de la discussion, p. 4186; ordres du jour de: 1° M. Charles Lussy; 2° M. Raymond Guyot; rejet au scrutin des ordres du jour et clôture du débat, p. 4195.

416. — *Politique agricole et économique du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Tourné, sur la politique viticole du Gouvernement, notamment sur ce qu'il compte entreprendre pour: 1° assurer un prix social du vin aux producteurs; 2° diminuer la fiscalité qui frappe les vins de consommation courante; 3° diminuer les frais de transport du vin par chemin de fer; 4° mettre en vigueur la caisse annexe de la viticulture; 5° rétablir légalement les anciennes dispositions relatives au blocage provisionnel; 6° appliquer les dispositions contenues dans le code du vin au regard de l'assainissement quantitatif et qualitatif du marché; 7° organiser la commercialisation de la future campagne, p. 3210. — Demandes d'interpellation de: 1° M. André Liautey, sur la politique forestière que le Gouvernement entend appliquer, et notamment sur les mesures qu'il compte prendre pour remédier à la crise qui sévit sur le marché du bois et pour assurer d'extrême urgence le marquage des coupes communales; 2° M. Marc Dupuy sur: a) la remise en cause, le 6 juin 1953, par le syndicat des sylviculteurs, de l'accord sur la rémunération des gemmeurs, dont le texte a été signé le 15 mai 1953; b) les intentions du Gouvernement concernant la demande de la fédération des gemmeurs et métayers du Sud-Ouest de soumettre l'interprétation de l'accord du 15 mai 1953 à l'arbitrage du conseiller d'Etat chargé des Landes de Gascogne; c) ce qu'il compte faire pour appliquer immédiatement l'accord du 15 mai 1953 aux gemmeurs de la forêt domaniale, p. 3266. — Demandes d'interpellation de: 1° M. André Tourné, sur: 1° la politique de baisse catastrophique du Gouvernement sur les prix des fruits et légumes à la production; 2° les conséquences de cette politique: a) pour les producteurs qui, en Roussillon, par exemple, finissent quelquefois par être obligés d'enterrer leurs fruits, notamment les pêches et les tomates; b) pour les consommateurs qui, à Paris, achètent ces mêmes fruits et légumes à un prix 4 ou 5 fois plus élevé que celui qui est payé aux producteurs; 3° les mesures qu'il compte prendre pour assurer un prix rémunérateur aux producteurs de fruits et légumes; 4° ce qu'il compte entreprendre pour mettre défi-

nitivement un terme aux importations massives de fruits et légumes d'Espagne et d'Italie; 2° M. Pelleray, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour empêcher les importations de bétail qui concurrencent la production nationale et faire cesser la scandaleuse anomalie que constitue le ravitaillement du corps expéditionnaire français d'Indochine en viande de provenance danoise, p. 3665.

— Demandes d'interpellation de: 1° M. Caillavet, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour pratiquer une politique de revalorisation des produits agricoles en suspendant toutes importations de choc; 2° M. Tremouille, sur les modifications que le Gouvernement entend apporter à sa politique économique, à la suite des barrages, par les agriculteurs, des routes du Midi et Sud-Ouest, pour remédier à la mévente des produits agricoles et viticoles, génératrice de misère et de troubles, p. 4013.

— Demande d'interpellation de: 1° M. Waldeck Rochet, sur la politique économique du Gouvernement, et plus particulièrement sur les solutions à apporter à la crise viticole et agricole; 2° M. Pineau, sur la politique générale du Gouvernement en matière agricole, et notamment sur les mesures qu'il compte prendre pour faire face à la crise qui risque de ruiner la petite et la moyenne culture; sur l'organisation actuelle du marché de la viande, qui entraîne une baisse massive à la production sans bénéfice appréciable pour le consommateur; sur l'abandon progressif du système des prix garantis en agriculture; sur les mesures qu'il envisage pour réduire les importations et accroître les exportations de produits agricoles; sur les moyens de crédit et d'équipement, jusqu'ici insuffisants, qu'il compte mettre à la disposition des cultivateurs; 3° M. Tournaud, sur les conséquences désastreuses de la politique agricole du Gouvernement, notamment en ce qui concerne les prix à la production de la viande et des produits laitiers, et les mesures à prendre pour remédier à la grave crise que subissent en particulier les petites et moyennes exploitations agricoles; 4° M. Henri Bouret, sur l'ensemble de la politique agricole du Gouvernement, et plus particulièrement sur les mesures prévues pour apporter remède à la grave crise dont souffre actuellement l'élevage français; 5° M. Charpentier, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour donner à l'agriculture française sa juste part dans l'économie générale du pays, p. 4014.

— Demande d'interpellation de M. François Bénard, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à l'effondrement des prix du bétail sur pied qui met l'agriculteur de montagne dans un état d'impécuniosité tel que la situation économique des départements d'alpage risque d'être gravement compromise, alors que les consommateurs ne semblent en avoir tiré qu'un avantage minime, p. 4015.

— Demandes d'interpellation de: 1° M. Charpentier, sur les raisons pour lesquelles une autorisation aurait été donnée par le Gouvernement à un moulin de Dakar d'importer 400.000 quintaux de blé américain, alors que le même Gouvernement impose aux agriculteurs français des taxes de résorption pour exporter leur blé en excédent; 2° Mme Laissac, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer aux viticulteurs la juste rémunération de leur travail, p. 4102.

— Demandes d'interpellation: 1° de M. Léon Jean, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer et maintenir la garantie d'un juste prix de vente du vin à la production; 2° de M. Gourdon, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre dans l'immédiat pour soutenir le prix du vin à la production au niveau de son prix de revient, p. 4103.

— Demandes d'interpellation de: 1° M. Guille, sur le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953, relatif à l'organisation et l'assainissement du marché des vins et à l'orientation de la production viticole; 2° M. Loustau, sur la manière dont le Gouvernement entend concilier les impératifs de la politique agricole et l'application des décrets intéressant l'agriculture, p. 4185.

— Demandes d'interpellation de: 1° M. Tourné, sur la politique viticole du Gouvernement, notamment sur les conséquences: a) du décret du 28 septembre 1953 portant organisation de la production viticole, dont les dispositions suppriment le caractère social du code du vin; b) de la non-reconduction d'un prix minimum garanti du vin à la production pour les vins de la récolte 1953 à un moment où la grande masse des petits et moyens vignerons sont obligés de vendre leur récolte; 2° de M. Saint-Cyr, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour organiser les marchés agricoles et mettre fin à la grave crise que traverse le monde rural; 3° M. Kauffmann, sur l'incohérence de la politique agricole, l'inorganisation des marchés intérieurs et des débouchés en face de l'augmentation de la production et sur l'insuffisance de la protection douanière des produits agricoles par rapport aux produits industriels, p. 4186.

— Demandes d'interpellation de: 1° M. Mouchet, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement en vue de: a) remédier à la désastreuse situation du marché des produits laitiers; b) du stockage de ces denrées; c) de la suppression totale des scandaleuses importations toujours promise et jamais arrêtée; 2° M. Pelleray, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour redonner à l'agriculture française la place qu'elle mérite dans l'économie du pays; 3° M. Hénault, sur la politique agricole du Gouvernement et sur la politique en agriculture; 4° M. Pinvidic, sur la politique agricole du Gouvernement, et notamment sur le problème de la viande; 5° M. Conte, sur: a) l'anarchie dont souffre le marché des fruits et légumes; b) la politique que le Gouvernement entend pratiquer en ce qui concerne l'organisation de cet important marché; c) les importations abusives de fruits et légumes qui ont été effectuées au détriment de la production nationale; 6° M. Conte, sur: a) les conséquences du décret n° 53-977 du 28 septembre 1953 qui, à brève échéance, tendra à aggraver la crise viticole; b) le caractère antisocial de la nouvelle rédaction du code du vin; c) la disproportion maintenue entre les prix agricoles et les prix industriels, au détriment des producteurs et des consommateurs; 7° M. Florand, sur la politique agricole du Gouvernement, p. 4213.

— Demandes d'interpellation de: 1° M. Raffarin, sur la politique agricole du Gouvernement; 2° M. Quilici, sur la politique agricole du Gouvernement;

3° M. Paquet, sur la politique agricole du Gouvernement; 4° M. Pupat, sur la politique agricole du Gouvernement, p. 4233. — Discussion, p. 4233; suite de la discussion, p. 4291, 4325, 4342, 4373, 4397, 4421, 4455, 4177; ordres du jour de MM. Lussy et Rochet, p. 4198; M. Kleber Loustau, p. 4409; MM. Laborbe, Charpentier, Saint-Cyr, Sesmaisons, Triboulet, Tourné, M. Briot, p. 4500; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Charpentier, p. 4555.

117. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Aumeran, sur les décisions concernant l'Indochine, que le Gouvernement vient de prendre, sous la poussée d'événements qui paraissent la surprendre, alors qu'ils ne sont que la conséquence de la politique absurde suivie depuis 1918, au mépris du droit des peuples et des engagements pris par la France sous la Troisième République, politique qui, antérieurement a été approuvée, sinon suggérée, par la majorité des membres du Gouvernement choisis par le président du conseil, M. Laniel; 2° M. Krieger-Valrimont, sur la politique que le Gouvernement entend suivre à l'égard du Viet-Nam, du Laos et du Cambodge, et sur les nécessaires négociations pour mettre fin à la guerre et aux insupportables dommages qui en résultent, p. 3266.

— Demande d'interpellation de M. Dronne sur la politique que le Gouvernement se propose de définir et de suivre en Indochine et fixation de la date, p. 3340, 3863.

— Demande d'interpellation de M. Boutbien sur la politique du Gouvernement à l'égard des Etats associés, et en particulier, sur les conditions dans lesquelles se déroulent actuellement les négociations avec le royaume du Cambodge, p. 4014.

— Demandes d'interpellation de: 1° M. Kuehn sur la politique que le Gouvernement entend suivre à l'égard du Viet-Nam à la suite du congrès national de Saigon, au cours duquel a été adoptée une motion rejetant la participation du Viet-Nam à l'Union française; 2° M. Lanet, sur: a) la politique du Gouvernement en Indochine, à la suite de la motion adoptée récemment par le congrès national vietnamien, qui rejette notamment la participation du Viet-Nam à l'Union française; b) les buts de la guerre de la France en Indochine, p. 4393.

— Demande d'interpellation de M. Savary sur la situation en Indochine, les conditions du rétablissement de la paix et de la politique française en Asie, p. 4395; et fixation de la date, p. 4397.

— Demandes d'interpellation de: 1° M. Laforest, sur la politique que le Gouvernement compte suivre en Indochine après la prise de position du congrès national vietnamien et sur la nécessité d'informer de ses intentions le Parlement avant la poursuite de toutes négociations avec le Cambodge et le Viet-Nam qui ont exprimé leur désir de rompre les liens qui les unissent actuellement à l'Union française; 2° M. Giovoni, sur la politique que le Gouvernement compte suivre au Viet-Nam après les récentes délibérations du congrès de Saigon; 3° M. Caillavet, sur la politique que le Gouvernement entend poursuivre en Indochine; 4° M. Daladier, sur la politique française en Indochine; 5° M. Fouchet, sur la politique du Gouvernement en Indochine; 6° M. Henri Bouret, sur la politique du Gouvernement en Indochine et plus particulièrement sur le manque de dynamisme apporté à rechercher la solution pacifique d'une guerre aux objectifs incertains qui depuis sept ans fauche l'élite de notre jeunesse, ruine notre économie et, dans une large mesure, rend inefficients les sacrifices consentis pour assurer notre sécurité en Europe; 7° M. Massot, sur la politique en Indochine à la suite de la décision du congrès national vietnamien, p. 4454.

— Retrait de la demande d'interpellation de M. Caillavet et dépôt d'une interpellation de M. André Denis sur: 1° les conséquences que le Gouvernement entend tirer de l'échec de la tentative entreprise par ses prédécesseurs et qui tendait à rallier les populations vietnamiennes à l'Union française par le truchement de l'empereur d'Annam; 2° son intention de rechercher une issue au conflit d'Indochine, issue qu'il ne conçoit pour sa part que dans l'honneur et dans le cadre de négociations avec l'adversaire; 3° les mesures qu'il entend prendre pour assurer la sécurité du corps expéditionnaire au moment où les autorités vietnamiennes indiquent implicitement à leurs troupes qu'elles se rangent parmi ceux qui n'acceptent plus la présence française; 4° les buts de guerre assignés à nos troupes et qui justifient nos énormes sacrifices lorsque les deux fractions vietnamiennes s'accordent dans le refus de l'Union française, et discussion, p. 4539, 4560, 4573, 4594; ordres du jour de: 1° M. Charles Lussy; 2° M. Jacques Duclos; 3° M. Kuehn; 4° M. Edouard Daladier, p. 4607; 5° M. Bettencourt; 6° M. Billotte, p. 4608; retrait des ordres du jour de MM. Bettencourt et Billotte, p. 4611; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Kuehn, p. 4617.

118. — *Revendications du personnel de l'éducation nationale.* — Demande d'interpellation de M. Thiamier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur du personnel de l'éducation nationale qui a décidé la grève pour le 9 novembre, p. 4759. — Fixation de la date, p. 4766, et renvoi à la suite, au scrutin, p. 4769 (*rectificatif*, p. 4827).

119. — *Réparation aux familles de résistants de la Côte française des Somalis.* — Demande d'interpellation de M. Magendie sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour accorder les réparations morales et matérielles aux familles des autochtones de la Côte française des Somalis, fusillés en 1941 pour actes de résistance par l'ex-gouverneur Nouialhetas, condamné à mort en 1949 par la cour de justice et acquitté par le tribunal militaire de Paris, le 17 juillet 1953, et fixation de la date, p. 3823; rejet, au scrutin, du renvoi à la suite, p. 3826, et fixation de la discussion au 15 octobre 1953, p. 3827. — Discussion, p. 4919; adoption, à l'unanimité, d'un ordre du jour de M. Magendie, p. 4921.

120. — *Discriminations en matière de recrutement administratif.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Louis Vallon, sur la décision prise récemment par le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé de la fonction publique, qui prétend, en violation de la Constitution républicaine et des

principes affirmés dans la déclaration des Droits de l'homme, interdite à un étudiant français d'être candidat à l'école nationale d'administration à cause de ses opinions politiques; 2° De M. Cogniot, sur les mesures discriminatoires prises à l'encontre de certains candidats au concours d'entrée à l'école nationale d'administration, à qui le droit de se présenter a été dénié en raison de leurs opinions politiques et sociales, ce qui constitue une violation flagrante de la Constitution de la République et des libertés fondamentales. — 3° De M. Pierre Meunier, sur les conditions dans lesquelles plusieurs candidats ont été exclus du concours d'entrée à l'école nationale d'administration, pour leurs opinions politiques, en violation du statut général des fonctionnaires et au mépris de la Constitution et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rétablir immédiatement dans leurs droits les candidats illégalement évincés, p. 4614. — Demandes d'interpellation de: 4° M. Estradère sur: a) les conditions dans lesquelles, en violation de l'esprit et de la lettre de la Constitution et au grand préjudice de la science française, plusieurs chercheurs ont été écartés du Centre national de la recherche scientifique en raison de leurs opinions politiques; b) la nécessité de réintégrer immédiatement, avec tous leurs droits, les licenciés du Centre national de la recherche scientifique afin qu'ils puissent continuer leur activité de chercheurs. — 2° M. Mazier, sur la décision prise par M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, et qui a écarté du concours d'entrée à l'école nationale d'administration un certain nombre de candidats, en raison de leurs opinions politiques, p. 4015. — Demande d'interpellation de M. Henri Bouret, sur les raisons qui ont amené le Gouvernement à prendre des mesures discriminatoires à l'égard de plusieurs candidats à divers concours d'entrée dans l'administration, p. 4293. — Demande d'interpellation de M. Montalat, sur les mesures de discrimination prises par certains ministres et certaines administrations à l'occasion de concours de recrutement administratif, p. 4721. — Demande d'interpellation de M. Giovoni sur les mesures de discrimination politique qui ont abouti à l'élimination de certains candidats au dernier concours d'entrée à l'école nationale d'administration, en violation de la Constitution et de la législation en vigueur, p. 4759. — Discussion, p. 5062; ordres du jour de: 1° M. Vallon; 2° M. Cogniot; 3° M. Mazier; 4° M. Moro-Giafferri; 5° M. Bouret, p. 5077; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Moro-Giafferri, p. 5080.

121. — *Politique européenne.* — Demande d'interpellation de M. Gaston Palewski, sur le fait accompli que représente la mise en application partielle des « Accords de Bonn » avant toute ratification et la nécessité de ne pas laisser instituer, avant la conversation à quatre, un état de choses propre à faire évoluer celle-ci dans un sens qui n'est pas commandé par l'intérêt national, p. 3210. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Aumeran, sur les moyens que le Gouvernement compte proposer à nos partenaires pour assurer la paix dans le monde, en réglant le problème allemand; 2° M. Kuehn, sur la politique étrangère du Gouvernement, et notamment sur son attitude à l'égard de la République fédérale allemande, dont un ministre, M. Jacob Kaiser, a tenu des propos officiels offensants pour la France, parce que touchant à son intégrité territoriale, lorsqu'il a affirmé que « pour faire une vraie Europe » il était nécessaire de reconstituer au préalable le « bloc allemand » dont ferait partie entre autres l'Alsace et la Lorraine, et sur la réponse qu'il entend donner ou proposer au Parlement de donner au vote par le Bundestag d'une résolution concernant le statut de la Sarre, p. 3266. — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rendre possible l'unification rapide de l'Europe, en tenant compte des préoccupations exprimées par l'Assemblée nationale le 19 février 1952, p. 4013. — Demande d'interpellation de M. Léon Noël, sur les intentions du Gouvernement à l'égard des projets d'organisation politique de l'Europe, p. 4294. — Demande d'interpellation de M. Alfred Coste-Floret, sur la continuité de la politique européenne entreprise avec opportunité et courage par la France, p. 4393. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Defferre, sur « l'intégration de l'Union française dans la Communauté politique européenne »; 2° M. Félix Gouin, sur les moyens que le Gouvernement compte mettre en œuvre pour hâter l'organisation de la Communauté politique européenne dont la France fut l'initiatrice, p. 4454. — Demande d'interpellation de M. Le Bail, sur la façon dont le Gouvernement entend concilier les deux efforts de négociation avec l'Est et de construction européenne, p. 4530. — Demande d'interpellation de M. François de Menthon sur: 1° les liaisons entre le Conseil de l'Europe et la communauté européenne à six; 2° la participation des représentants de toute la République française dans un parlement de la communauté européenne, p. 4573. — Demande d'interpellation de: 4° M. Bonnefous, sur la communauté politique européenne; 2° M. Senghor, sur le projet de traité relatif à la communauté politique européenne, singulièrement sur l'intégration des départements et territoires d'outre-mer dans le cadre d'une République française, p. 4610. — Demande d'interpellation de M. de Chambrun sur la politique européenne du Gouvernement, p. 4810. — Demande d'interpellation de M. François Billoux « sur la politique européenne du Gouvernement qui aboutit, notamment, au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest », p. 5135. — Demande d'interpellation de M. Philippe Barrès sur « les dangers d'une politique d'intégration européenne qui réaliserait les aspirations traditionnelles de l'Allemagne, en paralysant la France et en la séparant de ses alliés anglo-saxons » et discussion, p. 5186, 5199, 5221; suite de la discussion, p. 5242, 5266, 5279, 5299, 5331, 5349, 5469, 5484; ordres du jour de: 1° M. Alfred Coste-Floret; 2° M. Jacques Bardoux; 3° M. Charles Lussy; 4° M. Billotte; 5° M. Gaston Palewski; 6° M. Daladier, p. 5488; 7° M. Jacques Duclos; 8° M. Jarrosson; 9° M. Mendès-France; 10° M. Loustaunau-

Lacau, p. 5489; 11° M. Joseph Denais; 12° M. Guy Petit et discussion des ordres du jour, p. 5507; ordre du jour de M. Jean-Louis Vigier, p. 5510; retrait de l'ordre du jour de M. Coste-Floret, p. 5515; suite de la discussion, p. 5516; dépôt de deux nouveaux ordres du jour de: 1° M. Garet; 2° M. Billotte, p. 5518; le Gouvernement pose la question de confiance contre la priorité des ordres du jour n° 4 à 13, pour la priorité et l'adoption de l'ordre du jour rectifié de M. Garet, p. 5518; vote sur la question de confiance, p. 5625, 5629; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Garet, p. 5638 (*rectificatif*, p. 5260, 5658).

122. — *Crédit mutuel du bâtiment.* — Demande d'interpellation de Mme Lefebvre, sur les moyens que le Gouvernement pense mettre en œuvre pour venir d'urgence en aide aux victimes de la société « Le Crédit mutuel du bâtiment » et des autres sociétés de crédit mutuel différées mises en liquidation, et quelles mesures il compte prendre pour éviter le renouvellement de semblables affaires, p. 4640. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Marc Dupuy sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour sauvegarder les intérêts des souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment; 2° de M. Coudray sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre, dans le plus court délai, la reprise en pleine sécurité des contrats souscrits auprès de sociétés de « crédit mutuel différé » dont l'activité est maintenant interdite ou qui ont été mises en faillite et notamment auprès du « Crédit mutuel du bâtiment », p. 4759. — Fixation de la date, p. 4769. — Discussion, p. 5823, 5839; ordres du jour de: 1° M. Minjoz; 2° M. Moisan; 3° M. Marc Dupuis; 4° M. Raingeard; retrait de l'ordre du jour de M. Raingeard et suite de la discussion, p. 5845; dépôt d'un ordre du jour rectifié par M. Minjoz, p. 5846; adoption, au scrutin, de cet ordre du jour, p. 5847.

123. — *Augmentation des prestations familiales.* — Demande d'interpellation de Mme Galicier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour restituer aux familles, sous forme d'augmentation des prestations familiales, les fonds qui leur appartiennent et qui ont été utilisés à d'autres fins, p. 5919. — Dépôt d'une nouvelle interpellation sur le même objet, p. 6278; fixation de la date et renvoi à la suite, au scrutin, p. 6279.

124. — *Fixation du prix du tabac.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, sur: 1° les intentions du Gouvernement concernant la fixation du prix moyen global du tabac à la production pour la récolte 1953 en tenant compte du prix de revient; 2° la nécessité et l'urgence de l'élargissement de la garantie accordée aux cultures de tabac par les caisses d'assurances contre les avaries de force majeure, p. 5839. — Demande d'interpellation de M. Delachenal sur les instructions que le Gouvernement a données à ses représentants à la commission paritaire en ce qui concerne la fixation du prix du tabac, p. 6398 et la fixation de la date, p. 6341. — Demande d'interpellation de M. Caillavet sur la fixation du prix du tabac, p. 6894. — Discussion, p. 6895; ordres du jour de: 1° M. Waldeck Rochet; 2° M. Delachenal, p. 6900; adoption de l'ordre du jour de M. Delachenal, p. 6901.

125. — *Manifestation des étudiants parisiens du 15 décembre 1953.* — Demandes d'interpellations de: 1° M. Deixonne, sur les brutalités policières qui ont marqué les manifestations des enseignants et des étudiants pour la défense de l'Université française; 2° M. Louis Vallon, sur les violences exercées par la police sur d'innombrables manifestants étudiants, et les sanctions que le Gouvernement compte prendre contre le responsable de celles-ci; 3° M. Schmittlein, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre à l'avenir aux manifestations d'étudiants de se dérouler dans l'atmosphère de liberté qui convient à un pays démocratique; 4° M. Giovoni, sur les violences et les brutalités policières dont ont été victimes les étudiants parisiens, le 15 décembre, à l'occasion d'une manifestation pacifique pour leurs légitimes revendications; 5° M. André Denis, sur: a) les brutalités policières dont furent victimes après tant d'autres les étudiants parisiens le 15 décembre 1953; b) les instructions données aux forces de police en pareil cas; c) les mesures que le Gouvernement compte prendre pour sanctionner les responsables et les auteurs des faits précités, afin d'en prévenir le retour; 6° M. Mondon, sur les conditions dans lesquelles a été réprimée la manifestation des étudiants au quartier Latin, le 15 décembre 1953, p.: 6886. — Demande d'interpellation de M. Doutrelot sur la nature, l'importance et le comportement du service d'ordre mis en place à l'occasion du rassemblement universitaire du 15 décembre 1953, p. 6950. — Discussion, p. 7014; ordres du jour de: 1° M. Doutrelot; 2° M. Giovoni; 3° M. Cayeux; 4° M. Garet; 5° M. Soustelle, p. 7024; retrait des ordres du jour, p. 7025, 7028, et adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Cayeux, p. 7028.

126. — *Rapport de la sous-commission de contrôle en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Saivre, sur les raisons qui ont motivé le silence du Gouvernement et la non-communication du rapport de la sous-commission de contrôle en Indochine et sur l'impérieuse nécessité de renvoyer en Haute Cour de justice toute personne coupable de prévarication, corruption, trahison des devoirs de sa charge, p. 3174.

127. — *Problèmes du financement de la reconstruction et du logement.* — Demande d'interpellation de M. René Schmitt, sur les problèmes du financement de la reconstruction et du logement et notamment sur les incidences des récents décrets pris en application de la loi du 11 juillet 1953, p. 3174; modification du libellé, p. 4015.

128. — *Salaires des ouvriers et techniciens des établissements de l'Etat et licenciements.* — Demande d'interpellation de M. René Schmitt, sur: 1° la non-application du décret du 22 mai 1951 concernant les salaires des ouvriers et techniciens des établissements industriels de l'Etat; 2° le décret du 20 mai 1953 relatif au licenciement des ouvriers d'Etat, p. 3174.

129. — *Chômage dans les bassins miniers* — Demande d'interpellation de M. Mouton, sur les conséquences désastreuses du pool charbon-acier dans le bassin minier de Provence, notamment celui de Fuveau, où un certain nombre d'ouvriers mineurs ont été avisés de leur envoi dans le bassin minier de Charleroi, en Belgique, alors que le chômage partiel sévit dans ce bassin, ce qui fausse prévoir une déportation ultérieure dans le bassin minier de la Ruhr, p. 3174.

130. — *Fermeture des théâtres nationaux*. — Demandes d'interpellation de: 1° Mlle Marzin, sur la politique du Gouvernement à l'égard des théâtres nationaux et sur les conditions dans lesquelles il a été procédé à la fermeture de ces théâtres; 2° M. Marcel Cachin, sur la décision arbitraire du Gouvernement de fermeture des théâtres nationaux et sur les conditions illégales dans lesquelles il rompt ainsi le contrat qui lie l'Etat aux diverses catégories de travailleurs de ces théâtres, p. 4454. — Demande d'interpellation de M. Desson, sur les conditions illégales dans lesquelles l'ensemble des travailleurs des théâtres nationaux ont été privés de leur emploi à la suite du lock-out décidé par le Gouvernement, p. 4530. — Demande d'interpellation de M. de Léotard, sur les conditions dans lesquelles a été ordonnée la fermeture des théâtres nationaux et quelles raisons ont motivé des cessations de travail sur les deux scènes principales, p. 4810.

131. — *Salaires et prime de rendement des travailleurs de l'Etat et statuts des cadres, agents de maîtrise et techniciens de la défense nationale*. — Demande d'interpellation de M. Bartolini, sur: 1° la non-application aux travailleurs de l'Etat du décret du 22 mai 1951 fixant la parité de leurs salaires avec ceux des travailleurs de la métallurgie parisienne; 2° l'augmentation insuffisante de la prime de rendement, 2 p. 100 au lieu de 6 p. 100; 3° la non-parution du bordereau des salaires des techniciens de la marine; 4° la non-application aux cadres, agents de maîtrise et techniciens (air, guerre, marine) de leurs statuts communs et particuliers, p. 3210.

132. — *Licenciements de personnel aux Forges de l'Adour, au Boucau (Basses-Pyrénées)*. — Demande d'interpellation de M. Mora: 1° sur les responsabilités du Gouvernement dans les licenciements de personnel aux Forges de l'Adour, au Boucau (Basses-Pyrénées), provoqués par la mise en application du pool charbon-acier; 2° sur les mesures qu'il compte prendre pour les faire cesser et pour assurer le plein emploi aux ouvriers des Forges de l'Adour, p. 3210.

133. — *Salaires de cheminots*. — Demande d'interpellation de M. Albert Schmitt, sur la politique qu'entend suivre le Gouvernement en matière de salaires des cheminots et notamment en ce qui concerne sa position au sujet du décret du 1^{er} juin 1950 excluant ceux-ci de la possibilité de discuter de leurs conditions de rémunération, p. 3210.

134. — *Arrestation d'un Espagnol à la suite de la grève de l'usine de la Viscose, à Echerolles*. — Demande d'interpellation de M. Dufour, sur les conditions dans lesquelles le préfet de l'Isère a livré au gouvernement franquiste — qui l'a mis en prison — un Espagnol âgé de vingt-six ans, résidant en France depuis l'âge de dix-huit mois, marié à une Française, ayant trois enfants français âgés de quatre ans et demi, trois ans et un an, à qui il était reproché le seul fait d'avoir participé, avec ses camarades de travail, à la grève de l'usine de la Viscose, à Echerolles (Isère), p. 3210.

135. — *Rattachement des brigades routières motocyclistes aux C. R. S.* — Demande d'interpellation de M. Durroux, sur la décision que M. le ministre de l'Intérieur a cru devoir prendre en date du 9 mars 1953 par circulaire n° 78 et rattachant les brigades routières motocyclistes aux C. R. S., mesure intégrant du personnel venant du cadre des corps urbains dans une formation n'ayant que de lointains rapports avec ce cadre et n'entraînant pas l'adhésion du personnel intéressé, p. 3210.

136. — *Position du Gouvernement à la conférence des Bermudes*. — Demande d'interpellation de M. Félix Gouin, sur la position que le Gouvernement se propose d'adopter à la conférence des Bermudes pour assurer le plein succès d'une conférence à quatre dont l'échec serait particulièrement redoutable pour le rétablissement de la paix que souhaitent tous les peuples, p. 3210.

137. — *Convocation de la commission supérieure des conventions collectives*. — Demande d'interpellation de M. Linet, sur: a) les intentions du Gouvernement concernant la convocation de la commission supérieure des conventions collectives dont l'urgence s'impose en raison de l'insuffisance des salaires et des efforts exigés des travailleurs; b) sa politique économique et sociale, p. 3266.

138. — *Projet de traité engageant la France à financer à concurrence de 30 p. 100 le fonctionnement d'un Centre européen de recherches nucléaires*. — Demande d'interpellation de M. Pierrard, sur le projet de traité engageant la France à financer, et ce, à concurrence de 30 p. 100 du montant de la dépense, l'établissement et le fonctionnement à des fins contraires à l'intérêt national, d'un « Centre européen de recherches nucléaires », alors que les crédits de la recherche atomique française et ceux de la recherche scientifique ont été réduits par le Gouvernement, p. 3266.

139. — *Revendications des fonctionnaires des départements d'outre-mer*. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Emmanuel Véry, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour satisfaire les légitimes revendications des fonctionnaires des départements d'outre-mer et mettre ainsi un terme à une grève qui dure depuis le 15 mai et dont les effets sont néfastes pour l'ensemble des populations d'outre-mer; 2° M. Césaire, sur la politique que le Gouvernement entend suivre dans les départements d'outre-mer et les mesures qu'il compte prendre pour satisfaire, à bref délai, les justes revendications des fonctionnaires de ces territoires en grève depuis plus d'un mois, p. 3266.

140. — *Activités des attachés scientifiques du département d'Etat en France*. — Demande d'interpellation de M. Alfred Malleret-Joinville, sur les activités des attachés scientifiques du département d'Etat en France tendant, sous prétexte « d'aide » à la recherche scientifique française, à établir la mainmise des Etats-Unis d'Amérique sur cette recherche, p. 3266.

141. — *Application des dispositions de la loi concernant l'aide aux aveugles et grands infirmes*. — Demande d'interpellation de Mme Lempereur, sur les conditions anormales dans lesquelles sont appliquées les dispositions de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949, dite loi Cordonnier, concernant l'aide aux aveugles et grands infirmes, portant un préjudice considérable aux bénéficiaires de ladite loi, p. 3266.

142. — *Fermeture des usines de la Société des avions Voisin, à Issy-les-Moulineaux. Diminutions de salaires et licenciements d'ouvriers*. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Edouard Depreux, sur les conditions dans lesquelles a été fermée la Société des avions Voisin, à Issy-les-Moulineaux, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre soit pour la réouverture de cette usine, soit pour assurer du travail aux ouvriers licenciés; 2° M. Linet, sur: a) les décisions prises le 15 juin 1953 par le ministre de la défense nationale, décisions entraînant des diminutions de salaires et des licenciements pour les travailleurs de l'usine Voisin (filiale S. N. E. C. M. A.), à Issy-les-Moulineaux; b) les mesures urgentes à prendre pour annuler les projets de diminution de salaires et pour assurer le plein emploi en donnant des commandes de moteurs d'avions français pour équiper les lignes aériennes françaises, p. 3266.

143. — *Revalorisation des rentes viagères des assurés sur la vie et des vieux employés de commerce*. — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur le retard apporté à la publication du décret d'application de la loi du 9 avril 1953 revalorisant les rentes viagères des assurés sur la vie et des vieux employés de commerce, décret qui, d'après la loi, devait être publié avant le 9 juin, p. 3266.

144. — *Discrimination politique à l'encontre des élèves-maîtres à l'école normale de garçons d'Ajaccio*. — Demande d'interpellation de M. Giovoni, sur les mesures de discrimination politique prises en vertu d'instructions ministérielles par le directeur de l'école normale de garçons d'Ajaccio à l'encontre des élèves-maîtres, p. 3266.

145. — *Politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer*. — Demande d'interpellation de M. Vialé, sur la politique sociale, économique et fiscale du Gouvernement dans les départements d'outre-mer, p. 3266.

146. — *Politique du Gouvernement en Indochine*. — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont, sur la politique du Gouvernement en Indochine, p. 3268.

147. — *Mesures administratives et fiscale et orientations du plan d'équipement dans les départements d'outre-mer*. — Demande d'interpellation de M. Raingeard, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la crise aiguë que traversent actuellement les départements d'outre-mer et notamment sur les mesures administratives et fiscales et les orientations du plan d'équipement qu'il entend préconiser pour assurer leur équilibre économique et social, p. 3406.

148. — *Décisions que le Gouvernement compte prendre à l'égard du projet qui menace les communes avoisinant les aéroports*. — Demande d'interpellation de Mme de Lipkowski, sur les décisions que le Gouvernement compte prendre à l'égard du projet qui menace les communes avoisinant les aéroports et qui est de nature à entraver les constructions individuelles, alors que ces aéroports ont été implantés dans des terrains déjà construits de l'agglomération parisienne, et que la crise du logement et le manque de terrain posent des problèmes d'une gravité nationale, p. 3406.

149. — *Reclassement des agents techniques et chefs de districts des eaux et forêts*. — Demande d'interpellation de M. Guillemain, sur le retard apporté à la décision de reclassement des agents techniques et chefs de districts des eaux et forêts, ce retard entraînant pour les collectivités publiques des dangers graves pour leurs finances, p. 3453.

150. — *Revendications des travailleurs de la pharmacie en gros*. — Demande d'interpellation de Mme Rabaté, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre afin que satisfaction soit donnée aux légitimes revendications des travailleurs de la pharmacie en gros, p. 3454.

151. — *Politique du Gouvernement à l'égard des départements d'outre-mer*. — Demande d'interpellation de M. Gaumont, sur la politique générale que le Gouvernement entend suivre à l'égard des départements d'outre-mer, p. 3454.

152. — *Rénovation et construction d'établissements hospitaliers de l'assistance publique à Marseille*. — Demande d'interpellation de M. Cristofol, sur les conditions dans lesquelles une commission instituée par arrêté du 20 avril 1953 a accompli la mission qui lui avait été confiée en ce qui concerne la rénovation et la construction d'établissements hospitaliers de l'assistance publique de Marseille, p. 3502.

153. — *Situation de l'industrie textile lyonnaise à la suite de la dévaluation de la piastre*. — Demande d'interpellation de M. Paquet, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue de pallier la situation tragique de l'industrie textile lyonnaise à la suite de la dévaluation de la piastre et s'il entend accéder à la demande des tisseurs façonniers, en rendant obligatoire un barème de façon minimum permettant le paiement des salaires légaux, des charges sociales et des frais généraux, p. 3502.

154. — *Incidents survenus au sanatorium d'Aincourt.* — Demande d'interpellation de M. Roger Ballanger, sur les incidents scandaleux survenus au sanatorium d'Aincourt, et sur les méthodes policières employées par le médecin directeur de l'établissement et le préfet du département, méthodes inadmissibles, odieuses et déplacées dans l'établissement de cure qui est et doit rester le sanatorium de la Bucaille, p. 3502.

155. — *Sanctions appliquées à un haut fonctionnaire après sa déposition sous serment dans un procès récent.* — Demande d'interpellation de M. Lapie, sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a jugé nécessaire de frapper de sanctions un haut fonctionnaire après sa déposition sous serment dans un procès récent, et sur les inquiétudes que doit avoir désormais tout fonctionnaire apportant son témoignage en justice sous serment s'il doit craindre des sanctions après ce témoignage, contrairement à l'application du droit le plus strict des citoyens et au principe démocratique de la liberté du témoignage en justice, p. 3577.

156. — *Equilibre du fonds d'encouragement aux textiles nationaux.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Le Cozannet; 2° M. Recquet; 3° M. Catoire; 4° M. Lecanuet, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'équilibre du fonds d'encouragement aux textiles nationaux, p. 3577.

157. — *Revalorisation des rentes viagères constituées sur les caisses publiques.* — Demande d'interpellation de M. Dronne, sur le retard apporté à l'application de la loi portant revalorisation des rentes viagères constituées sur les caisses publiques, p. 3577.

158. — *Verdict prononcé par les tribunaux militaires de Paris et de Metz.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Rosenblatt, sur: 1° le scandaleux verdict prononcé par le tribunal militaire de Paris à l'encontre des tortionnaires et bourreaux du peuple d'Alsace, anciens commandants du camp de concentration de Schirmeck, Burk et son lieutenant Nussberger; 2° la libération du criminel de guerre Franz Moraller par le tribunal militaire de Metz sous condition d'un versement de 500.000 francs payé par le gouvernement de Bonn, p. 3661.

159. — *Réparations morales et matérielles aux familles des autochtones de la Côte française des Somalis.* — Demande d'interpellation de M. Magendie, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour accorder les réparations morales et matérielles aux familles des autochtones de la Côte française des Somalis, fusillés en 1941 pour actes de résistance par l'ex-gouverneur Nouialhetas, condamné à mort en 1949 par la cour de justice et acquitté par le tribunal militaire de Paris, le 17 juillet 1953, p. 3665.

160. — *Politique du Gouvernement en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont, sur la politique du Gouvernement en Indochine, p. 3666.

161. — *Chômage dans les usines et mines de Malzevy.* — Demande d'interpellation de M. Guille sur les conditions dans lesquelles le travail a été arrêté aux mines et usines de Malzevy réduisant ainsi au chômage 430 ouvriers et employés dont le réemploi n'a fait jusqu'ici l'objet d'aucune proposition de la part du Gouvernement, p. 3758.

162. — *Problèmes indochinois et engagements pris à Washington.* — Demande d'interpellation de M. Dronne sur les problèmes indochinois, sur les engagements pris à Washington et sur la politique que le Gouvernement entend suivre en Indochine dans le cas où il aurait réussi à en dégager une, p. 3759.

163. — *Situation économique des vieux travailleurs et des économiquement faibles.* — Demande d'interpellation de M. Francis Caillet sur les solutions que le Gouvernement envisage pour remédier à la misère qui sévit chez les vieux travailleurs et les économiquement faibles du fait de l'aggravation de la situation économique et notamment sur les mesures qu'il compte prendre pour donner satisfaction à leurs légitimes revendications, p. 3752.

164. — *Fermeture des mines d'antimoine de Massiac.* — Demande d'interpellation de M. Jean Goudoux sur: 1° les responsabilités du Gouvernement dans la fermeture des mines d'antimoine de Massiac (Cantal); 2° les mesures qu'il compte prendre pour remettre ces mines en activité et sauvegarder les intérêts des travailleurs, p. 3822.

165. — *Octroi d'un 13^e mois à tous les bénéficiaires des allocations familiales.* — Demande d'interpellation de Mme Prin sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour octroyer sans délai à tous les bénéficiaires des allocations familiales le 13^e mois que viennent de toucher les députés, p. 3822.

166. — *Non-parution du décret portant relèvement des pensions de la sécurité sociale.* — Demande d'interpellation de M. Meck sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas encore fait paraître le décret portant relèvement des pensions de la sécurité sociale, en application de la loi du 23 août 1948, pour ainsi, dans les mesures générales prises afin de relever les revenus anormalement bas, modifier les titulaires d'une rente de la sécurité sociale, p. 3822, modification du libellé, p. 4015.

167. — *Ville du Moule (Guadeloupe) dotée de deux conseils municipaux.* — Demande d'interpellation de M. Rosan Girard, sur: 1° les illégalités et abus de pouvoir qui ont abouti à doter la ville du Moule (Guadeloupe) de deux conseils municipaux, l'un proclamé le 26 avril dernier, qui n'a pas été dissous, dont le pouvoir n'a pas été annulé par le juge de l'élection et dont les membres n'ont pas démissionné, l'autre proclamé le 5 juillet dernier à la suite de nouvelles élections faites par une délégation administrative spéciale instituée par un décret du 2 mai; 2° sur le caractère scandaleux des fraudes officiellement organisées à l'occasion des élections du 5 juillet dernier par le préfet Jacques Brunel; 3° sur la position du Gouvernement relativement au rappel immédiat du préfet susnommé demandé en session extraordinaire le 16 juillet dernier

par le conseil général à cause de ses procédés dictatoriaux d'administration, de ses agissements illégaux et antirépublicains, p. 3887.

168. — *Fermeture de l'usine S. I. D. E. L. O. R. de Bordeaux-Floirac.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, sur: 1° la fermeture pour le 31 décembre 1953 de l'usine S. I. D. E. L. O. R. de Bordeaux-Floirac, fermeture qui vient d'être annoncée au comité d'établissement par le directeur général de cette société; 2° les mesures que le Gouvernement entend prendre pour s'opposer à la vente à une société espagnole de Bilbao, ainsi qu'à l'exportation du matériel de cette usine (trains mécaniques, décapage, tours à recuire, trains à polir, etc.); 3° les conséquences que comporteraient la fermeture et le démantèlement de cette usine produisant des fers blancs pour d'autres entreprises de la région bordelaise fabricant des boîtes métalliques pour les conserveries du Sud-Ouest; 4° la mise en chômage de centaines d'ouvriers et d'ouvrières, p. 3887.

169. — *Manifestations publiques.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Guille; 2° M. Francis Vals, sur les conditions dans lesquelles les C. R. S. ont utilisé, le 23 juillet 1953, dans le département de l'Aude et notamment à Piuchéric, des grenades lacrymogènes contre des populations sans défense, réclamant le droit à la vie, p. 4013.

170. — *Informations données par la radiodiffusion française pendant les grèves d'août 1953.* — Demande d'interpellation de M. Desson sur la partialité, les inexactitudes et les omissions des informations données par la radiodiffusion française pendant les mouvements sociaux d'août 1953, p. 4013.

171. — *Incidents au Maroc.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Kriegel-Valrimont, sur la politique que même le Gouvernement à l'encontre de la volonté et de toutes les aspirations de la population marocaine; 2° Mme Sportisse, sur la politique que le Gouvernement essaie d'imposer dans les trois pays d'Afrique du Nord, en particulier sur le coup de force qui vient de s'accomplir au Maroc au mépris de la volonté et des aspirations du peuple marocain; 3° M. Mostefa Benbahmed, sur les événements tragiques au Maroc et leurs graves répercussions sur nos populations en Afrique du Nord, p. 4013.

172. — *Constructions universitaires.* — Demande d'interpellation de M. Pierre-Olivier Lapie, sur le décret suspendant le programme de constructions universitaires, p. 4013.

173. — *Construction d'une nouvelle école vétérinaire à Toulouse.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Coste-Floret, sur le projet actuellement en cours de construction d'une nouvelle école vétérinaire à Toulouse, aux frais du ministère de l'Agriculture, alors qu'il existe déjà une école, édiée en 1938 et occupée par le ministère de l'air, celui-ci s'étant engagé, le 16 juin 1941, à reconstruire pour le ministère de l'Agriculture un établissement d'importance équivalente, p. 4013.

174. — *Fermeture de la cartoucherie du Mans.* — Demande d'interpellation de M. Robert Manceau, sur: 1° les responsabilités du Gouvernement dans la fermeture de la cartoucherie du Mans; 2° les mesures qu'il compte prendre pour rouvrir cet établissement en lui fournissant, comme il est possible, une production civile et assurer ainsi au personnel licencié sans préavis, du travail et la garantie de ses droits, p. 4013.

174 bis. — *Interdiction de la fête nautique du Landy à Saint-Denis et manifestations en faveur d'Ethel et Julius Rosenberg.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier, sur la politique du Gouvernement à l'égard des collectivités locales et notamment sur le scandaleux arbitraire qui a présidé à la suspension du maire adjoint de Saint-Denis (Seine), M. Henri Baron, à qui il est reproché: 1° d'avoir édité une affiche de protestation de la municipalité contre l'odieuse interdiction par M. Baylot de la fête nautique dite du Landy qui se déroule depuis des siècles à Saint-Denis; 2° d'avoir permis à la population de venir devant la mairie exprimer son indignation et déposer des gerbes devant les photos des martyrs Ethel et Julius Rosenberg, p. 4014.

175. — *Incidents à Chaumont.* — Demande d'interpellation de M. Huel, sur les sanglants incidents qui se sont déroulés à Chaumont le 28 avril, au cours desquels un Nord-Africain a été grièvement blessé et a succombé à ses blessures, dix-neuf autres hospitalisés et une trentaine blessés par la garde républicaine sans provocation, p. 4013.

176. — *Explications données par le maréchal Juin concernant certaines attaques formulées.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Guyot sur: 1° les informations publiées dans la presse française et étrangère et sur les rumeurs sérieuses circulant dans certains milieux politiques et selon lesquelles le maréchal Juin et son entourage se livreraient à des tractations visant à la préparation d'un coup d'Etat militaire de type fasciste contre les institutions de notre pays; 2° les mesures prises par M. le ministre de la défense nationale pour soustraire l'armée de cette entreprise factieuse et notamment sur les conclusions que le Gouvernement compte donner aux explications qui lui ont été fournies par le maréchal Juin concernant les attaques publiques qu'il a formulées à l'encontre de la Constitution; 3° la responsabilité du Gouvernement qui, dans tous les domaines, encourage et développe une politique de fascisation, de répression antiouvrière et antidémocratique et crée, ainsi, les conditions et le climat pour un coup de force fasciste, p. 4014.

177. — *Plan quadriennal en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre.* — Demande d'interpellation de M. Darou sur les conséquences du décret du 9 août 1953 qui porte atteinte aux droits des anciens combattants et victimes de la guerre définitivement réglés sous forme de plan quadriennal dans la loi du 3 février 1953, et ceci en violation des engagements écrits du président du conseil, p. 4014.

178. — *Dissolution du conseil municipal d'Alès.* — Demande d'interpellation de Mme Roca, sur la dissolution illégale du conseil municipal d'Alès, p. 4014.

179. — *Code du travail en Afrique noire.* — Demande d'interpellation de M. Charles Benoist, sur: 1° la politique du Gouvernement en Afrique noire violant les dispositions essentielles du code du travail (libertés syndicales, semaine de 40 heures et salaires minima journaliers en particulier) au profit du patronat colonial et de l'administration; 2° la répression frappant les militants syndicaux et les travailleurs du secteur public et du secteur privé en grève pour l'application du code du travail et l'amélioration de leurs conditions d'existence; 3° les mesures qu'il compte prendre pour que cessent les violations répétées du code du travail, violations effectuées sous la responsabilité directe du Gouvernement et de l'administration coloniale et pour que satisfaction soit donnée aux travailleurs africains qui réclament une application du code loyal et sans réserve, p. 4014.

180. — *Fermeture de la manufacture d'armes de Tulle.* — Demande d'interpellation de M. Chausson, sur les intentions du Gouvernement — qui lui sont prêtées et qui n'ont pas été démenties — de fermer la manufacture nationale d'armes de Tulle, p. 4014.

181. — *Catastrophe aérienne du Mont-Cimet.* — Demande d'interpellation de M. Naegelen, sur la catastrophe aérienne de Mont-Cimet, les causes de cet accident, les leçons à en tirer et les précautions à prendre pour éviter le retour de pareils malheurs, p. 4014.

182. — *Augmentation des loyers au delà du 1^{er} janvier 1954.* — Demande d'interpellation de M. Dubois, sur les conséquences du décret n° 53-700 du 9 août 1953, relatif au régime des loyers et, notamment, sur: 1° les répercussions de l'augmentation des loyers, au delà du 1^{er} janvier 1954, sur les budgets modestes des petits salariés; 2° les mêmes répercussions sur les budgets des vieillards et spécialement des « économiquement faibles »; 3° les incidences de la « semiliberté » des prix qui semble résulter du quatrième alinéa de l'article 4 du décret, qui va restreindre les possibilités de logement des familles les plus modestes au profit des « plus offrant »; 4° les modalités d'attribution de l'allocation-logement et le financement de cette dernière, compromis par les dispositions de l'article 12 du décret, p. 4014.

183. — *Annulation de crédits au budget des anciens combattants et réalisation d'un plan quadriennal.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Tourné, sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre, notamment: a) sur les conséquences du décret du 9 août 1953, visant à réduire les droits — pourtant reconnus par la loi — des prisonniers de guerre, des déportés, des internés, réfractaires et maquisards; b) sur les conséquences du décret du 17 septembre 1953, qui prive les anciens combattants et victimes de guerre d'une somme de 613 millions de francs, définitivement annulés dans le budget de 1953 par ledit décret; c) sur ce qu'il compte décider pour faire appliquer, dans son esprit et dans sa lettre, l'article 9 de la loi du 3 février 1953, relatif à la réalisation d'un plan de quatre ans pour satisfaire les légitimes droits des anciens combattants et victimes de guerre; 2° Mme de Lipkowski, sur les motifs pour lesquels le Gouvernement n'a pas cru devoir déposer, sur le bureau de l'Assemblée avant le 1^{er} octobre, comme les dispositions de l'article 9 de la loi du 3 février 1953 lui en faisaient le devoir, le projet de loi codifiant et complétant les lois votées qui démissionnent les droits des anciens combattants et victimes de la guerre; 3° M. Francis Caillet, sur les conditions dans lesquelles il a été décidé de repousser la fin du règlement du pécule des prisonniers de guerre à 1960-63; alors que le Gouvernement avait pris l'engagement de respecter la loi n° 53-58 du 3 février 1953 tendant à régler, suivant le plan quadriennal — soit jusqu'en 1957 — les problèmes de la guerre et de la captivité. Ce plan devait être déposé sur le bureau de l'Assemblée le 1^{er} octobre prochain, p. 4015.

184. — *Fermeture d'usines d'aviation.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Binot, sur les raisons qui ont amené la fermeture, à dater du 1^{er} octobre, de l'usine du Havre de la S. N. C. A. N., notamment sur les motifs de ce choix portant sur un établissement de province, situé dans un département déjà frappé durement par le chômage, après avoir été l'un des plus éprouvés par la guerre et ce, alors que le Gouvernement préconise une politique d'aménagement du territoire tendant à l'éloignement des établissements industriels de la région parisienne, sur les conditions du licenciement intervenu, sur les mesures prises pour assurer effectivement le reclassement du personnel ainsi privé de son travail, s'agissant d'un établissement nationalisé dont ne saurait se désintéresser le Gouvernement; 2° M. Siefert, sur les raisons qui ont motivé la fermeture, le 1^{er} octobre, de l'usine du Havre de la S. N. C. A. N., alors que cette ville, gravement éprouvée par la guerre, n'offre aucune possibilité de reclassement du personnel, et sur les conditions de licenciement de ce personnel; 3° M. Jacques Duclos, sur la politique de liquidation de notre industrie aéronautique et, notamment, sur la fermeture de la S. N. C. A. N. du Havre et les mesures de licenciements de la S. N. C. A. S. E. de la Courneuve, chez Morane-Saulnier à Puteaux, chez Bréguet, à Velizy-Villacoublay et dans de nombreux autres établissements; 4° M. Auban, sur les périls qui menacent l'industrie aéronautique française et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le plein emploi aux travailleurs de cette industrie; p. 4015.

185. — *Déplacement de l'atelier industriel de l'air de Bordeaux en Afrique du Nord.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, sur: 1° les licenciements successifs des ouvriers de l'usine S. I. D. E. L. O. R. de Bordeaux-Floirac (230 ouvriers, il y a quelques mois et 130 début octobre) et la fermeture totale de cette usine par le 1^{er} janvier 1954, bien que le conseil municipal de Bordeaux ait

demandé à l'unanimité, dans ses séances des 1^{er} août et 28 septembre 1953, son maintien en activité; 2° les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'atelier industriel de l'air de Bordeaux (A. I. A.) puisque le maire de Bordeaux a pu informer, le 28 septembre, le conseil municipal de cette ville de l'éventualité d'un déplacement de cet atelier en Afrique du Nord, p. 4015.

186. — *Biens gérés par la Société nationale des entreprises de presse.* — Demande d'interpellation de M. Badie, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer une équitable répartition, dans tous les départements, des biens momentanément gérés par la S. N. E. P., p. 4015.

187. — *Suppression de la ligne de chemins de fer La Brohinière-Loudéac.* — Demande d'interpellation de M. Signor, sur la grave décision que le Gouvernement a prise, tendant à supprimer, à compter du 1^{er} octobre 1953, le trafic voyageurs sur la ligne La Brohinière-Loudéac et sur la politique qu'il entend suivre à l'égard de l'ensemble du réseau breton dont la fermeture porterait un préjudice énorme à toute la Bretagne intérieure, p. 4015.

188. — *Collision au passage à niveau de Muizon (Marne).* — Demande d'interpellation de M. Alcide Benoît, sur: 1° les causes et les conséquences de la terrible collision survenue au passage à niveau de Muizon (Marne) et qui a fait de nombreuses victimes; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour en éviter le retour, p. 4015.

189. — *Maintien en prison de résistants de la Somme.* — Demande d'interpellation de M. Lamps, sur la violation de la loi que constitue le maintien en prison de cinq résistants de la Somme, arrêtés le 10 juillet 1953, p. 4015.

190. — *Remembrement dans la commune de Fegréac (Loire-Inférieure).* — Demande d'interpellation de M. Gravoille, sur: 1° les conditions scandaleuses dans lesquelles s'est effectué le remembrement dans la commune de Fegréac (Loire-Inférieure); 2° les mesures à prendre pour y mettre immédiatement fin, p. 4102.

191. — *Enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace et de Lorraine.* — Demande d'interpellation de: 1° M. Pierre Muller, sur le fait que, malgré ses promesses et malgré le désir exprimé par plus de 60 p. 100 de la population, aucune mesure pratique n'a été prise pour introduire l'enseignement de l'allemand dans les écoles primaires des communes de la Moselle qui, pour plus de 50 p. 100, sont considérées par l'administration elle-même comme des communes où le dialecte est la langue usuelle; 2° de M. Rosenblatt, sur: a) le fait que, malgré les promesses du Gouvernement, aucune circulaire d'application n'a prévu les heures d'enseignement de l'allemand, alors que 80 à 90 p. 100 des parents se sont prononcés, dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, pour cet enseignement; b) le fait que, dans de nombreux villages, aucun instituteur n'est prévu pour l'enseignement de l'allemand malgré la volonté exprimée de 96 p. 100 des parents, p. 4102.

192. — *Fermeture de l'usine Brinon, à Pussay (Seine-et-Oise), (textile et chaussures).* — Demande d'interpellation de M. Midot, sur: 1° les conditions qui ont amené la fermeture de l'usine Brinon, à Pussay (Seine-et-Oise) (textile et chaussures); 2° les intentions qu'aurait le Gouvernement en vue de l'utilisation des bâtiments de l'usine pour une reconversion de la production de l'entreprise; 3° la présence des policiers dans l'usine en vue de protéger les ouvriers chargés du démontage des machines; 4° les mesures qu'envisage le Gouvernement pour assurer l'existence des ouvriers et de leur famille, ainsi que de toute la population, l'usine étant la principale et presque unique ressource du pays, p. 4102; modification du libellé, p. 6286.

193. — *Nomination rapportée d'un instituteur au hameau des Combes.* — Demande d'interpellation de Mme Lempereur, sur les conditions dans lesquelles a été rapportée la nomination d'un instituteur au hameau des Combes, commune de Vals (Ardèche), p. 4102.

194. — *Fermeture des mines et usines de Salsignes (Aude).* — Demande d'interpellation de M. Vals, sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour éviter la fermeture des mines et usines de Salsignes (Aude), fermeture annoncée par la direction de cette entreprise et qui réduirait au chômage 1.200 ouvriers environ, p. 4185.

195. — *Relogement du centre féminin d'apprentissage de la métallurgie de Puteaux.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin, sur: 1° les conditions inadmissibles dans lesquelles a été opéré le relogement du centre féminin d'apprentissage de la métallurgie de Puteaux; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence pour assurer le bon fonctionnement et le développement de ce centre unique en France, p. 4186.

196. — *Politique étrangère du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Giovoni, sur: 1° la politique du Gouvernement à l'égard de l'Espagne franquiste; 2° les récents accords hispano-américains et sur les dangers qui en découlent pour la sécurité de la France, p. 4186.

197. — *Suppression du poste d'instituteur des Combes.* — Demande d'interpellation de M. Thamier, sur les conditions arbitraires et illégales dans lesquelles a été supprimé le poste d'instituteur des Combes, à Vals-les-Bains (Ardèche); arbitraires parce qu'elles visent à instaurer dans la fonction publique une discrimination politique contraire à la Constitution; illégales puisque les organismes régulièrement habilités à donner leur avis n'ont point été consultés, p. 4213.

198. — *Licenciement des mineurs de Salsigne.* — Demande d'interpellation de M. Gau, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour arrêter le licenciement des 1.200 mineurs de Salsigne, ordonné par la direction le 8 octobre, p. 4214.

199. — *Situation au Maroc.* — Demande d'interpellation de M. Savary, sur la situation au Maroc, conséquence de la politique équivoque du Gouvernement et des initiatives inadmissibles de fonctionnaires locaux, et sur les mesures qu'il compte prendre pour rester fidèle aux traités signés et éviter les graves conséquences locales et internationales de la politique actuelle, p. 4214.

200. — *Situation de la Société nationale des entreprises de presse.* — Demande d'interpellation de M. Cagne, sur la situation de la Société nationale des entreprises de presse et sur les scandales qui marqueraient sa gestion, p. 4294.

201. — *Fermeture des usines et de la mine d'or de Salsigne (Aude).* — Demande d'interpellation de M. Tourné, sur les menaces de fermeture qui pèsent une nouvelle fois sur les usines et la mine d'or de Salsigne (Aude) et sur les conséquences qu'aurait cette fermeture; a) pour les centaines d'ouvriers et d'employés qui y sont occupés, et pour leur famille; b) pour l'économie du département de l'Aude et pour l'économie nationale déjà sérieusement atteintes par la crise et le chômage, p. 4294.

202. — *Fermeture de l'usine de produits chimiques Saint-Gobain et licenciements d'ouvriers à Tarbes et au Boucau.* — Demande d'interpellation de M. Mora sur: 1° la situation qui est faite au personnel de la Société de fabrication de matériel de forage, à Tarbes (Hautes-Pyrénées), où 263 travailleurs ont été licenciés illégalement par mesures répressives; 2° la fermeture éventuelle de l'usine de produits chimiques Saint-Gobain, au Boucau (Basses-Pyrénées); 3° les licenciements qui se poursuivent aux forges de l'Adour, au Boucau (Basses-Pyrénées), p. 4294.

203. — *Licenciements d'ouvriers en raison de leurs opinions politiques.* — Demande d'interpellation de M. Renard, sur les conditions dans lesquelles, sur décision de l'autorité militaire, plusieurs ouvriers d'une entreprise du bâtiment, effectuant des travaux à l'ancienne verrerie de Folembay, devenue propriété de l'armée, ont été licenciés en raison de leurs opinions politiques, p. 4393.

204. — *Accident de chemin de fer de Serezin-du-Rhône.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Dufour, sur: a) les circonstances du grave accident de chemin de fer de Serezin-du-Rhône qui a causé plusieurs morts et blessés graves; b) sur les conditions dans lesquelles est assurée la sécurité des voyageurs; 2° M. Charret, sur les causes et les effets du terrible accident de chemin de fer survenu le vendredi 16 octobre 1953 à Serezin-du-Rhône et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, notamment en retirant les wagons en bois de la circulation pour éviter, à l'avenir, de telles catastrophes, p. 4454.

205. — *Ratification de la convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme.* — Demande d'interpellation de M. de Menthon, sur le véritable scandale que constitue le fait que le Gouvernement français n'ait pas encore demandé la ratification de la convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, alors surtout que cette convention est déjà entrée en vigueur le 3 septembre dernier entre dix Etats membres du Conseil de l'Europe, p. 4454.

206. — *Licenciements à l'encontre des travailleurs de l'Etat.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud, sur: 1° les licenciements que le Gouvernement a décidés à l'encontre des travailleurs de l'Etat; 2° les mesures qu'il convient de prendre pour éviter ces licenciements et utiliser le potentiel industriel des établissements et arsenaux de l'Etat, p. 4454.

207. — *« Crédit mutuel du bâtiment ».* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, sur: 1° le krach du « Crédit mutuel du bâtiment » qui a fait des milliers de victimes dont plus de six cent dans le département de la Gironde; 2° les responsabilités du Gouvernement alors qu'il avait été alerté depuis dix-huit mois sur les spéculations de cette société; 3° les mesures qu'il compte prendre pour que les intérêts des victimes de cette entreprise soient sauvegardés en totalité, p. 4454.

208. — *Gestion de la Société nationale des entreprises de presse.* — Demande d'interpellation de M. J.-P. Lanet, sur la gestion scandaleuse de la Société nationale des entreprises de presse, p. 4530.

209. — *Réorganisation de la Manufacture nationale de Sèvres.* — Demande d'interpellation de M. Binot, sur le projet du Gouvernement dit de réorganisation de la Manufacture nationale de Sèvres, tel qu'il résulte du programme attribué à M. le secrétaire d'Etat aux Beaux-arts, p. 4530.

210. — *Plein emploi du personnel et utilisation du matériel des manufactures d'armes de l'Etat.* — Demande d'interpellation de M. Abelin, sur les mesures qu'il compte prendre le Gouvernement pour assurer le plein emploi du personnel et l'utilisation du matériel des manufactures d'armes de l'Etat, dans l'hypothèse où une réduction substantielle des crédits d'armement entraînerait une diminution d'activité dans ces établissements, p. 4610.

211. — *Refus de candidatures au concours d'entrée à l'école nationale d'administration.* — Demande d'interpellation de M. Cogniot, sur les mesures discriminatoires prises à l'encontre de certains candidats au concours d'entrée à l'école nationale d'administration, à le droit de se présenter a été dénié eu raison de leurs opinions politiques et sociales, ce qui constitue une violation flagrante de la Constitution de la République et des libertés fondamentales, p. 4640; fixation de la date, p. 4644.

212. — *Revendications du personnel de l'éducation nationale.* — Demande d'interpellation de M. Thénier, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur du personnel de l'éducation nationale qui a décidé: d'une part, la démission à partir d'aujourd'hui,

d'hui, dans le premier degré, de ses représentants aux conseils départementaux; d'autre part, la grève pour le 9 novembre, afin d'obtenir que soient satisfaites ses revendications légitimes qui comprennent notamment le respect des droits statutaires, des libertés constitutionnelles et des franchises universitaires, mis en cause par les décrets portant déconcentration administrative; l'abandon des textes en préparation sur la limitation du droit de grève; l'établissement d'un budget de l'éducation nationale répondant effectivement aux besoins du pays; l'octroi d'une indemnité de fonction égale à 10 p. 100 du traitement moyen; la suppression des zones de salaires, l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue; la fixation à un minimum de 27.000 F par mois de la rémunération d'un fonctionnaire à l'indice 100, p. 4720.

213. — *Politique du Gouvernement en Algérie.* — Demande d'interpellation de Mme Sportisse, sur la politique que le Gouvernement mène en Algérie et plus particulièrement sur la répression qu'il exerce contre les militants et dirigeants du mouvement national algérien. Cette répression, qui se développe sans aucune base légale, tendant à supprimer en Algérie les libertés démocratiques les plus élémentaires, soulève une très grande indignation parmi la population tout entière, p. 4721.

214. — *Commission chargée de l'indemnisation des intérêts français en Tchécoslovaquie.* — Demande d'interpellation de M. Jarroson, sur la lenteur inadmissible apportée par la commission chargée de l'indemnisation des intérêts français en Tchécoslovaquie, p. 4810.

215. — *Avantages moraux et matériels de la confédération générale des syndicats indépendants.* — Demande d'interpellation de M. Soustelle, sur les illégalités dont est victime depuis un an la confédération générale des syndicats indépendants et sur les mesures dilatoires employées par certains services officiels pour priver cette organisation ouvrière des avantages moraux et matériels auxquels les lois républicaines, et en particulier le code du travail, lui donnent droit, p. 4810.

216. — *Suppression du centre féminin d'apprentissage de Muskoo.* — Demande d'interpellation de M. Mora, sur la décision qui a été prise par la direction de l'enseignement technique de supprimer le centre féminin d'apprentissage de Muskoo à Ciboure (Basses-Pyrénées), p. 4810.

217. — *Baisse complémentaire de 4 p. 100 par les commerçants détaillants.* — Demande d'interpellation de M. Alphonse Denis, sur la politique économique du Gouvernement et notamment sur les conséquences de l'arrêt du 5 septembre 1953 pour les commerçants détaillants qui supportent seuls la baisse complémentaire de 4 p. 100 à l'exclusion des grossistes, p. 4810.

218. — *Difficultés provoquées par le nombre insuffisant de maîtres et de locaux pour la prochaine rentrée scolaire.* — Demande d'interpellation de M. Verdier, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier, avant la prochaine rentrée scolaire, aux graves difficultés provoquées par le nombre insuffisant de maîtres et de locaux — pour revaloriser les traitements du personnel enseignant — et pour assurer le maintien de l'indépendance traditionnelle de l'Université française, p. 4810.

219. — *Fermeture de mines de fer du Canigou (Pyrénées-Orientales).* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur: 1° la fermeture de certaines mines de fer et sur l'exploitation au ralenti du reste du bassin minier du Canigou (Pyrénées-Orientales); 2° les conséquences de cette politique qui réduit à la misère un grand nombre de foyers de mineurs et qui ruine toute une région de montagnes où il n'existe aucune industrie de remplacement, p. 4833.

220. — *Fermeture des mines de la Vernarède et de Cessous.* — Demande d'interpellation de M. Gabriel Roucaute, sur: 1° les mesures de fermeture qui pèsent sur la petite mine de la Vernarède et sur le démantèlement des installations de surface des mines de Cessous dans le groupe nord des houillères des Cévennes; 2° les graves conséquences qui en résultent pour les populations essentiellement minières du canton de Génolhac dont le sort est lié à l'existence de la mine; 3° la nécessité et les possibilités actuelles du maintien en activité de la mine et des installations de surface, p. 4913.

221. — *Répartition du remboursement des charges d'assistance au département de Seine-et-Oise.* — Demande d'interpellation de M. Mignot, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire droit aux justes prétentions du département de Seine-et-Oise relatives à une équitable répartition du remboursement des charges d'assistance, p. 4914.

222. — *Situation créée par la rupture des digues de la baie des Veys dans la Manche.* — Demande d'interpellation de M. Hettier de Boislambert sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à la situation créée par la rupture des digues de la baie des Veys dans la Manche, et plus particulièrement pour éviter l'immersion vraisemblable de 2.000 hectares d'herbages et la destruction de 70 à 80 habitations, p. 5051.

223. — *Fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti.* — Demande d'interpellation de M. Linet, sur la nécessité de fixer sans plus attendre le salaire minimum national interprofessionnel garanti à dater du 1^{er} septembre 1953, à 133 F de l'heure, ainsi que le reconnaît le rapport n° 6902 établi au nom de la commission du travail par M. Coutant sur la proposition de loi n° 6900 de M. Etienne Fajon, p. 5134.

224. — *Propositions de vente de l'usine de la S. N. C. A. N. à Sartrouville.* — Demande d'interpellation de M. Ballanger, sur les propositions de vente de l'usine de Sartrouville de la S. N. C. A. N. à une filiale de grande compagnie d'électricité et sur la politique de liquidation de l'industrie aéronautique, p. 5135.

225. — *Code du travail dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Joseph Dumas, sur la non-application des dispositions essentielles du code du travail dans les territoires d'outre-mer (semaine de quarante heures) et sur les instructions que le Gouvernement compte donner pour éviter le renouvellement à l'encontre des travailleurs indigènes de brutalités et arrestations en contradiction formelle avec les principes de la Constitution, p. 5241.

226. — *Contrôles fiscaux auxquels se sont opposés les artisans et les petits commerçants du Lot.* — Demande d'interpellation de M. Thamiar, sur la nécessité de mettre fin immédiatement aux contrôles fiscaux auxquels se sont opposés, en plusieurs endroits et à plusieurs reprises, les artisans et petits commerçants du Lot, qui demandent avec raison l'arrêt de toutes les mesures vexatoires prises à leur encontre, la suppression des privilèges accordés aux sociétés anonymes et aux gros fraudeurs du fisc, l'établissement d'une véritable fiscalité démocratique leur assurant la possibilité de vivre dignement, p. 5242.

227. — *Licenciements dans les établissements industriels de la défense nationale.* — Demande d'interpellation de M. Montalat, sur les licenciements en cours et ceux prévus dans nos établissements industriels de la défense nationale, p. 5346.

228. — *Code du travail dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Silvanore, sur les retards apportés à la publication des textes réglementaires concernant l'application du code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 5415.

229. — *Mesures de coercition à l'encontre de la confédération du syndicat général des indépendants.* — Demande d'interpellation, de M. Francis Caillet, sur les raisons qui font l'objet, de la part de certains éléments des pouvoirs publics, des mesures de coercition sans précédent dans les annales du mouvement syndical français à l'encontre de la confédération du syndicat général des indépendants et de l'union départementale des syndicats indépendants de la Seine, p. 5483.

230. — *Arrestation du secrétaire général de la C. G. T.* — Demande d'interpellation de M. Roger Linet, sur l'arrestation de M. Benoît Frachon, secrétaire général de la C. G. T., membre du conseil exécutif de la fédération syndicale mondiale, membre du conseil national de la Résistance et membre du conseil national du mouvement de la paix, p. 5483.

231. — *Licenciements dans les établissements industriels de l'Etat.* — Demande d'interpellation de M. Ducos, sur les licenciements que le ministre de la défense nationale a déjà décidés et sur ceux qu'il envisage dans les ateliers de fabrication de l'Etat et dans les usines d'aviation où il importerait, au contraire, dans les circonstances présentes, d'assurer le plein emploi et d'utiliser tout le potentiel industriel, p. 5623.

232. — *Fermeture des houillères des Cévennes.* — Demande d'interpellation de M. Gabriel Roucaute, sur: 1° la fermeture des puits de mine; 2° la déportation de plusieurs centaines d'ouvriers mineurs de fond des houillères des Cévennes vers le bassin de Lorraine; 3° les graves conséquences économiques qui en découleront pour les populations du Gard et de l'Hérault, p. 5628.

233. — *Evénements d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont, sur le refus que le Gouvernement persiste à opposer à toute négociation en Indochine, contre la volonté de la plus large opinion publique et malgré les possibilités évidentes que soulignent des conférences internationales pacifiques et les déclarations du président de la République démocratique du Viet-Nam, p. 5772.

234. — *Existence légale de la confédération générale des syndicats indépendants.* — Demande d'interpellation de M. Dronne, sur les mesures arbitraires que le Gouvernement a prises ou laissé prendre afin de ne pas reconnaître officiellement l'existence légale de la confédération générale des syndicats indépendants, p. 5839.

235. — *Politique générale du Gouvernement dans les départements d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Valentino, sur la politique générale du Gouvernement dans les départements d'outre-mer et, notamment, sur la violation systématique de la loi du 10 août 1871 dans le département de la Guadeloupe, p. 5839.

236. — *Situation nouvelle créée en Indochine par les déclarations d'Ho Chi Minh.* — Demande d'interpellation de M. Savary sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour terminer la guerre d'Indochine par une paix négociée, à la suite de la situation nouvelle créée par les déclarations d'Ho Chi Minh, p. 5839.

237. — *Accidents provoqués dans les Ardennes et la Meuse par le passage en rase-motte d'avions à réaction.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Rousselot, sur les accidents mortels qui se sont produits dans la Meuse au cours de l'année 1953 provoqués par le passage en rase-motte d'avions à réaction et sur la responsabilité qui en découle; 2° M. Raymond Lefèvre, sur les accidents mortels qui se sont produits dans le département des Ardennes, au cours de l'année 1953, provoqués par le passage en rase-motte d'avions à réaction et sur la responsabilité qui en découle, p. 6074.

238. — *Conséquences du décret du 30 septembre 1953 sur la propriété commerciale.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Genton, sur les conséquences du décret du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour apaiser les inquiétudes légitimes de certains commerçants; 2° M. de Pierrebouurg, sur le décret du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale, p. 6074.

239. — *Non-extension à l'Algérie du régime métropolitain de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves et aux orphelins.* — Demande d'interpellation de M. Ribère sur les raisons pour lesquelles le président du conseil vient de décider de ne pas étendre à l'Algérie le régime métropolitain de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves et aux orphelins et les mesures immédiates que le Gouvernement compte prendre pour essayer d'atténuer la légitime indignation des milieux anciens combattants algériens, p. 6338.

240. — *Décisions prises à la conférence des Bermudes.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. de Chambrun, sur les décisions prises à la conférence des Bermudes et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que la volonté nationale soit authentiquement interprétée à la conférence des quatre; 2° M. Pronteau, sur les engagements que le Gouvernement a pris à la conférence des Bermudes, et notamment sur: a) les termes du communiqué final qui, au mépris de la volonté clairement exprimée par le Parlement et au risque de faire obstacle à la négociation générale entre l'Est et l'Ouest, réaffirme la « nécessité » du réarmement de l'Allemagne dans le cadre de la C. E. D. et son intégration dans la coalition atlantique; b) la fixation de la conférence à quatre au 4 janvier, date à laquelle le Gouvernement se trouvera, aux termes mêmes de la Constitution — pratiquement démissionnaire, c'est-à-dire hors d'état de représenter valablement la France, p. 6399.

241. — *Marché du vin et orientation de la production viticole.* — Demande d'interpellation de M. Gourdon sur la circulaire apportant des dérogations à l'article 16 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953, relatif à l'organisation et à l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, p. 6482.

242. — *Relèvement de l'allocation vieillesse.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Besset sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la misère des vieux travailleurs qui réclament avec juste raison le relèvement de l'allocation vieillesse, p. 6578.

243. — *Détermination du salaire minimum national interprofessionnel garanti.* — Demande d'interpellation de M. Robert Comant sur le retard apporté à la convocation de la commission supérieure des conventions collectives chargée d'établir la composition du budget-type servant à la détermination du salaire minimum national interprofessionnel garanti, alors que les sous-commissions constituées à cet effet ont terminé leurs travaux depuis le 3 décembre dernier, p. 6778.

244. — *Conférence de presse de M. Foster Dulles devant la presse parisienne.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. de Monsabert sur la suite que le Gouvernement compte donner à la conférence de presse de M. Foster Dulles du 14 décembre 1953 devant la presse parisienne; 2° M. Edouard Bonnefous, sur les conséquences des déclarations de M. Foster Dulles qui remettent indirectement en cause les accords déjà en vigueur dans le cadre atlantique et qui sont très antérieurs à la conception même de la C.E.D.; 3° M. Dronne, sur le regrettable silence du Gouvernement à la suite de l'indécise déclaration que le secrétaire d'Etat américain M. Foster Dulles a faite le 14 décembre à Paris, lors d'une conférence de presse, déclaration qui constitue une ingérence inadmissible de la part d'un membre d'un gouvernement étranger dans les affaires intérieures françaises; 4° M. Pronteau, sur les responsabilités du Gouvernement, à la suite de la conférence des Bermudes, dans les propos tenus par M. Foster Dulles, après consultation du chancelier Adenauer, et qui constituent: a) une intervention révoltante dans une question qui met en jeu la sécurité et l'avenir de la France; b) une intolérable injonction à la représentation nationale qui a déjà fait connaître sa position; c) une tentative d'empêcher la France de jouer son rôle lors de la conférence de Berlin et de lui contester ouvertement la place d'une grande nation indépendante et pacifique, p. 6886.

245. — *Revendications des petits et moyens paysans, notamment en Creuse.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Tourtaud, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que soient sanctionnés les responsables des brutalités policières dont ont été victimes de nombreux paysans, notamment en Creuse, à la Croisière, venus manifester contre la néfaste politique qui les conduit à la ruine, et les dispositions qu'il entend appliquer rapidement pour faire droit aux légitimes revendications des petits et moyens paysans; 2° M. Florand, sur les raisons qui ont motivé les incidents de la Croisière, commune de Saint-Maurice-la-Souterraine (Creuse), le 22 décembre 1953, au cours desquels des agriculteurs creusois ont été blessés par les forces de police composées de C. R. S., p. 6950.

246. — *Equilibre financier de la sécurité sociale minière.* — Demande d'interpellation de M. Paul Sion sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'équilibre financier de la sécurité sociale minière et le rajustement immédiat des prestations, p. 7033.

247. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Waldeck Rochet, sur la politique générale du Gouvernement; 2° M. Louis Delbez, sur la politique générale du Gouvernement; 3° M. Jean Nocher, sur les conditions nouvelles de la politique générale du Gouvernement, p. 7281.

248. — *Diminution des heures de travail et licenciements dans la métallurgie du Nord.* — Demande d'interpellation de M. Musmeaux, sur la politique générale du Gouvernement et sur les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à la crise qui sévit dans la métallurgie du Nord entraînant le licenciement de nombreux ouvriers et la diminution des heures de travail, p. 7281.

Invalides. — V. Anciens combattants. — Assurances sociales (cotisations). — Interpellations n° 239. — Loyers (locaux). — Transports et voies de communications.

Investiture. — V. Présidence du conseil des ministres.

Irrigations. — V. Canaux, cours d'eau et rivières.

Italie. — V. Conventions internationales (traité de paix). — Médaille commémorative. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 48 (Conseil de la République) n°s 43, 81, 100.

J

Jamot (Docteur). — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.

Jardins ouvriers. — V. Agriculture.

Jérusalem. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 11.

Jeunesse. — V. Enfance (protection de l'). — Presse. — Questions orales (Conseil de la République) n°s 138, 141, 142.

Jeux. — V. Code du travail (contrat). — Education physique et sports.

Jeux de l'Union française. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Journalistes. — V. Presse.

Journaux. — V. Code d'instruction criminelle. — Interpellations n° 95. — Presse. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 18, 25, 31, 96.

Juges et Justices de paix. — V. Greffiers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'une troisième justice de paix à Nice, p. 2517 (Document n° 6081). — Dépôt du rapport par M. Maurice Grimaud, p. 3433 (Document n° 6175). — Adoption, p. 3823.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1510 (Document n° 413). — Dépôt du rapport par M. Giacomoni, p. 1616 (Document n° 419). — Discussion, p. 1639; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1640.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4617 (Loi n° 53-1105 du 13 novembre 1953, J. O. du 14 novembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maton tendant à relever la compétence des juges de paix en matière de loyer, p. 6211 (Document n° 7392).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Louis Tinaud tendant à compléter la loi du 9 juillet 1931, sur le classement des justices de paix, p. 47 (Document n° 43).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 165 (Document n° 5324).

Juges de paix d'Algérie. — V. Algérie.

Juin (Maréchal). — V. Interpellations n° 176.

Justice (ministère).

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement du personnel pénitentiaire, p. 4315 (document n° 6866).

Justice civile, commerciale ou administrative.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux membres des tribunaux de commerce, p. 2619 (document n° 6133). — Dépôt du rapport par M. Minjoz (Document n° 6108). — Adoption, p. 3822.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1510 (Document n° 411). — Dépôt du rapport par M. Périquier, p. 1616 (Document n° 457). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1639.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4617 (Loi n° 53-1089 du 5 novembre 1953, J. O. du 6 novembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953, p. 4026 (Document n° 6708). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4506 (Document n° 6958). — Dépôt du rapport par M. Maurice Grimaud, p. 4507 (Document n° 6949). — Retrait du rapport, p. 4618.

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Maurice Grimaud, p. 4619 (Document n° 7006). — Adoption du projet de loi, p. 4899.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1732 (Document n° 497). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 1870 (Document n° 512). — Discussion, p. 1923; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1924.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5599 (Document n° 7301). — Dépôt du rapport par M. Maurice Grimaud, p. 5888 (Document n° 7351). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6459 (Loi n° 53-1214 du 17 décembre 1953, J. O. du 18 décembre 1953).

Justice militaire. — V. Code de justice militaire.

K

Karikal. — V. France d'outre-mer (Inde).

Kermesses. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 78.

L

Laboratoires d'analyses. — V. Médecine et professions médicales.

Laines. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses).

Lait et produits laitiers. — V. Agriculture. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 166 (Conseil de la République) n°s 118, 123.

Lapins. — V. Agriculture (maladies contagieuses des animaux).

Légion d'honneur.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger pour une durée d'une année les dispositions de la loi du 19 juillet 1948 fixant les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, p. 3335 (Document n° 6458). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 3613 (Document n° 6541). — Discussion, p. 3633; adoption du projet de loi après modification du titre à *Projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 mai 1954 les dispositions de la loi n° 48-1138 du 19 juillet 1948 fixant pour une nouvelle période de cinq ans, à dater du 1^{er} juin 1948, les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques*, p. 3639.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1417 (Document n° 379). — Rapporteur: M. Raboin et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1470.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3791 (Loi n° 53-646 du 30 juillet 1953, J. O. du 31 juillet 1953).

— Adoption d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre civil réservé au ministère de la France d'outre-mer (n° 5144), p. 361.

— Dépôt d'un rapport par M. Gilbert Cartier, sur la proposition de loi de M. Hulin-Desgrées, créant un contingent spécial dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des plus anciens maires de France (n° 4162), p. 1845 (Document n° 5836).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bignon tendant à compléter la loi du 2 janvier 1932 au profit des grands mutilés en service commandé, titulaires des articles 10 ou 12 de la loi du 31 mars 1919 et de la carte de combattant, p. 165 (Document n° 5336). — Dépôt du rapport par M. Deboudt, p. 3867 (Document n° 6643).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deshors tendant à nommer chevaliers de la Légion d'honneur les anciens combattants, médaillés militaires et titulaires de six titres de guerre, p. 677 (Document n° 5411).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin tendant à accorder une promotion supplémentaire dans la Légion d'honneur aux grands mutilés de guerre titulaires à titre définitif des articles 12 et 10 à la fois de la loi du 31 mars 1919, p. 1076 (Document n° 5578).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henneguelle tendant à inviter le Gouvernement à commémorer le cent-cinquantième de la Légion d'honneur, p. 4247 (Document n° 6847).

Légion d'honneur et médaille militaire.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Augarde sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires à l'occasion du dixième anniversaire de la rentrée en guerre de l'Afrique du Nord aux côtés des alliés, le 8 novembre 1942 (N° 618, année 1952), p. 688 (Document n° 91); adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 771.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1308 (Document n° 5652). — Dépôt du rapport par M. de Monsabert, p. 1816 (Document n° 5844). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 2355 (Loi n° 53-281 du 3 avril 1953, J. O. du 4 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement à attribuer aux personnels militaires de l'armée active, des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, p. 3335 (Document n° 6157). — Dépôt du rapport par M. Henri Bouret, p. 3613 (Document n° 6547). — Discussion, p. 3636; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3638.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1417 (Document n° 380). — Rapporteur: M. Julien Brunhes, et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1505.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3865 (Loi n° 53-671 du 5 août 1953, J. O. du 6 août 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hulin-Desgrées tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va de mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, p. 2338 (Document n° 6016).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à instituer une promotion spéciale, au titre de la guerre 1914-1918, dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, p. 5105 (Document n° 7156).

Législation du travail. — V. Code du travail (comités d'entreprises).

Legs. — V. Dons, legs et fondations.

Légumes. — V. Exportations et importations. — Fruits et légumes. — Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Liberté de la presse. — V. Presse.

Licences. — V. Débits de boissons. — Exportations et importations. — Impôts (contributions indirectes).

Liège. — V. Exportations et importations.

Lieux saints. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 11.

Limites de la mer. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles. Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à faire prendre en charge par l'Etat la réfection et l'entretien des digues de protection contre la mer, p. 1076 (Document n° 5573).

Lin. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses).

Liqueurs. — V. Alcool. — Viticulture.

Liquidations judiciaires. — V. Code du travail (salaires).

Livret électoral. — V. Elections législatives.

Locaux d'habitation. — V. Loyers. — Propriété immobilière.

Locaux scolaires. — V. Budget 1953 (éducation nationale).

Logements. — V. Code pénal. — Départements, villes et communes (prêts aux agents des communes). — Fonctionnaires (avances de l'Etat). — Impôts (revenu général). — Interpellations n° 56, 127. — Loyers (locaux d'habitation). — Paris (ville de). — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 14, 67, 123, 156.

Lois (projets et propositions).

Conseil de la République. — Adoption d'une motion demandant à l'Assemblée nationale de prolonger d'une durée égale au délai qui s'écoulera entre la démission du cabinet et la constitution du nouveau gouvernement le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi, adoptés par l'Assemblée nationale, dont il est saisi actuellement, p. 1078.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 2846 (Document n° 6239) et octroi du délai, p. 2846.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1082.

Loteries.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Penoy sur les propositions de loi: 1° de Mme Poinso-Chapuis, relative à la réglementation des loteries commerciales; 2° de M. Raingeard tendant à autoriser, sous certaines conditions, les loteries commerciales (n° 3268-3438), p. 2518 (Document n° 6072).

Loterie nationale. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bertaud tendant à inviter le Gouvernement: 1° à réserver par priorité le monopole de la vente des billets de la loterie nationale aux aveugles, aux mutilés de guerre et accidentés du travail à 100 p. 100; 2° à ramener le prix du 1/10° du billet de la loterie nationale à 100 francs, p. 1399 (Document n° 377).

Loyers. — V. Fonctionnaires (avances de l'Etat). — Interpellations n° 182. — Juges et justices de paix. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 76, 145, 197.

BAUX COMMERCIAUX, INDUSTRIELS ET ARTISANAUX

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Boivin-Champeaux sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les dispositions de la loi du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (n° 516, année 1952), p. 124 (Document n° 21). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 233.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 676. Loi n° 53-71 du 5 février 1953, J. O. du 6 février 1953.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953, p. 3150 (Document n° 6356). — Dépôt du rapport par M. Mignot, p. 3295 (Document n° 6398). — Discussion, p. 3412; adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal », p. 3416.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1230 (Document n° 337). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1281.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3460. (Loi n° 53-619 du 15 juillet 1953, J. O. du 16 juillet 1953.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à permettre la révision du prix des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (n° 8), p. 3184 (Document n° 6367). — Adoption des conclusions de la commission constatant que la proposition de loi est devenue sans objet, p. 3760.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi précisant la portée du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 6099 (Document n° 7383). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Anthonioz tendant à la suppression de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 4315 (Document n° 6863). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 4676 (Document n° 7013). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à abroger certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, et à instituer une véritable protection de la propriété commerciale, p. 4795 (Document n° 7061). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet la modification de l'article 4 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux, p. 4970 (Document n° 7139). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet la modification de l'article 8 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux, p. 4970 (Document n° 7139). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet la modification de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux, p. 4970 (Document n° 7140). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet la modification de l'article 17 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux, p. 4970 (Document n° 7141). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à reporter au 1er juillet 1954 les effets du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 5898 (Document n° 7360). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à régler les problèmes soulevés par les lois régissant la propriété commerciale et les décrets de septembre 1953, p. 5231 (Document n° 7185). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Begouin tendant à modifier et compléter l'article 14, 2° alinéa, du décret n° 53-960 du 20 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 5231 (Document n° 7194).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Charlet tendant à la modification de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 4672 (Document n° 465).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4676 (Document n° 7027). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durbet tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 4736 (Document n° 7062). — Dépôt d'un rapport de M. Mignot, p. 6118 (Document n° 7135). — Discussion, p. 6823, 6813; adoption de l'ensemble, après modification du titre « Projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal », p. 6852 (rectificatif), p. 6920.

Conseil de la République. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2256 (Document n° 617). — Dépôt du rapport par M. Bédaride, p. 2323 (Document n° 676). — Discussion, p. 2382; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2399.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6995 (Document n° 7322). — Dépôt du rapport par M. Mignot, p. 7059 (Document n° 7338). — Discussion, p. 7076, 7062, 7114; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7116 (Document n° 53-1346 du 31 décembre 1953, J. O. du 6 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Léotard tendant à étendre à certains locaux de fonds de commerce la législation spéciale aux baux commerciaux, p. 3886 (Document n° 6664).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferi tendant à interdire au propriétaire le droit de refuser le renouvellement du bail au commerçant locataire lorsque le refus serait dicté par le désir de louer à des locataires non commerçants, qui n'ont pas avec le propriétaire les liens familiaux prévus par le premier paragraphe du préambule 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, p. 6047 (Document n° 7380).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bergasse tendant à reporter au 1^{er} juillet 1954 l'effet de certains actes de procédure visés par le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 6099 (Document n° 7382).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Legaret tendant à modifier les dispositions du décret du 30 septembre 1953 relatif aux rapports du bailleur et du locataire, industriel, commerçant ou artisan en cas de non-renouvellement de son bail, p. 6804 (Document n° 7469).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Louis Vigier modifiant l'article 8 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux, p. 6902 (Document n° 7488).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Louis Vigier tendant à ajouter un article 10 bis au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux, p. 6902 (Document n° 7489).

— Dépôt d'un avis supplémentaire de la commission de la justice de M. Lefranc, sur la proposition de loi de M. Triboulet tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre (nos 920, 2365, 4583, 4969), p. 2000 (Document n° 5893). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire, p. 3337 (Document n° 6163).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ulver tendant à compléter les dispositions de la loi du 30 juin 1926 modifiée, sur la prorogation des baux commerciaux, industriels ou artisanaux en ce qui concerne les immeubles appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics, p. 4076 (Document n° 5540).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Grousseau concernant le renouvellement des baux commerciaux, p. 4685 (Document n° 5844). — Dépôt d'un rapport par M. Mignot sur: I. — le rapport fait au cours de la précédente législature, repris le 26 juillet 1951, sur 30 propositions de loi portant modification et codification de la législation relative aux rapports entre bailleurs et locataires d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; II. — les propositions de loi: 1^o de M. Estradère tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale; 2^o de M. Estradère tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue de mettre fin aux opérations spéculatives de certains propriétaires; 3^o de M. Isnori tendant à modifier l'article 1^{er} du décret-loi du 1^{er} juillet 1939 sur l'action en révision du prix du loyer des commerçants, industriels et artisans; 4^o de M. Ramarony concernant la révision du prix des baux de fonds de commerce; 5^o de M. Villard tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue de résoudre le grave problème posé par l'exercice du droit de refus de renouvellement; 6^o de M. Baylet concernant le droit de reprise pour utilité publique des immeubles ou de locaux à usage commercial appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics; 7^o de M. Ulver tendant à compléter les dispositions de la loi du 30 juin 1926 modifiée sur la prorogation des baux commerciaux, industriels ou artisanaux en ce qui concerne les immeubles appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics; 8^o de M. Grousseau concernant le renouvellement des baux commerciaux; 9^o de M. Léo Hamon tendant à modifier l'article 1^{er} du décret-loi du 1^{er} juillet 1939 afin de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leur loyer lorsque, par le jeu d'une clause d'échelle mobile, ce prix se trouve modifié de plus d'un quart (nos 322, 425, 1362, 4071, 4081, 4798, 4884, 5540, 5804, 742), p. 2405 (Document n° 6024).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Beauvais tendant à la modification de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 2125 (Document n° 604).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6320 (Document n° 7399).

BAUX A FERME. — BAUX RURAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lamarque-Cando sur l'avis donné au Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 27 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au prix des baux à ferme (n° 4805), p. 1257 (Document n° 5621). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. de Félice, p. 1686 (Document n° 5807). — Discussion, p. 1697; rejet du titre proposé par le Conseil de la République et reprise du titre adopté par l'Assemblée en première lecture, p. 1705 (Loi n° 53-232 du 23 mars 1953, J. O. du 24 mars 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, p. 4188 (Document n° 5602). — Dépôt du rapport par M. Lamarque-Cando, p. 4404 (Document n° 5682). — Discussion, p. 1705. — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. de Félice, p. 1785 (Document n° 5841). — Discussion, p. 2275; adoption de la proposition de loi, p. 2284.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 931 (Document n° 209). — Dépôt du rapport par M. Restat, p. 1588 (Document n° 443). — Discussion, p. 1621; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1621.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4507 (Document n° 6946). — Dépôt du rapport par M. Lamarque-Cando, p. 4881 (Document n° 7076). — Discussion, p. 7128; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 7133.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Laurens relative au prix des fermages des exploitations atteintes par l'épizootie de fièvre aphteuse, p. 1905 (Document n° 5871).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pelleray tendant à soumettre aux dispositions du statut du fermage les locations conclues par l'Etat et les collectivités publiques, p. 2194 (Document n° 5974).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Detouf tendant à compléter l'article 28 du statut du fermage, p. 2729 (Document n° 6169).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tremouille tendant à écarter du droit de préemption la cession de biens ruraux à titre de rente viagère constituée par l'obligation de loger, vêtir, nourrir, soigner et assister dans sa vieillesse ou maladie le crédit-rentier, p. 3791 (Document n° 6602).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à une réduction exceptionnelle de 10 p. 100 du prix des fermages, p. 4028 (Document n° 6779).

LOCAUX D'HABITATION

Conseil de la République. — Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires ou occupants en cas de vente d'immeubles par appartements et à modifier la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel. (Nos 472, 629 et 641, année 1952), p. 30, 42, 60; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à réglementer les ventes d'immeubles par appartements et à modifier la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel », p. 79 (rectificatifs, p. 229).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 166 (Document n° 5327). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 1885 (Document n° 5797). — Discussion, p. 2212; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, avec le titre suivant: « Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel », p. 2222 (Loi n° 53-286 du 4 avril 1953, J. O. du 5 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à proroger et à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, p. 2130 (Document n° 5931). — Dépôt du rapport de M. Minjoz, p. 3018 (Document n° 6296). — Discussion et adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi », p. 3122.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1104 (Document n° 288). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 1104 (Document n° 292). — Discussion, p. 1107; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1108.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3123 (Loi n° 53-592 du 27 juin 1953, J. O. du 28 juin 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rabat tendant à abroger les dispositions du décret n° 53-700 du 9 août 1953, adaptant le régime des loyers à la situation économique et sociale, p. 4028 (Document n° 6794). — Dépôt du rapport par M. Grimaud, p. 4881 (Document n° 7100).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation, p. 82 (Document n° 5273).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Palewski tendant à garantir le droit de priorité des concierges dont le poste a été supprimé, en regard du logement qu'ils occupent, p. 83 (Document n° 5283).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charret tendant à remettre aux acquéreurs d'appartements la charge des frais et indemnités justifiées compensatoires de l'éviction imposée en vertu des articles 18, 19 et 20 de la loi n° 46-1360 du 1^{er} septembre 1948, p. 83 (Document n° 5285).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 18 de la loi du 1^{er} septembre 1948 concernant le droit de reprise, p. 96 (Document n° 5316).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à modifier l'article 22 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 884 (Document n° 5461).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Rouxom tendant à modifier l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers en vue d'une meilleure utilisation des locaux existants, p. 2194 (Document n° 5977).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à compléter les articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 2651 (Document n° 6124).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouvier O'Cottreau tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement de la consommation d'eau de leurs locataires, en vertu de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 3038 (Document n° 6305).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaillemin tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'article 3 de l'arrêté du 17 mars 1953 portant caractéristiques auxquelles doivent répondre les logements économiques et familiaux et majorant de 10 p. 100 les prix de revient des immeubles collectifs de Seine et Seine-et-Oise, aux régions présentant des motifs de majoration, p. 3184 (Document n° 6373).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à compléter l'article 5 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers en vue d'établir juridiquement la qualité de locataire pour les membres de la famille légalement habilités à être maintenus dans les lieux, p. 3183 (Document n° 6383).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à créer une taxe spéciale sur les ventes d'appartements dont le produit sera affecté au fonds national de construction, p. 3613 (Document n° 6545).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à modifier l'article 10, paragraphe 10°, de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 3791 (Document n° 6579).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Benouville tendant à modifier l'article 71 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 3949 (Document n° 6677).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cagne tendant à interdire toute expulsion des locataires domiciliés dans des immeubles construits sur les terrains appartenant aux hospices civils de Lyon et à étendre les dispositions des lois du 1^{er} septembre 1948 et 30 juin 1926 aux propriétaires de constructions établies sur terrains d'autrui et tous les occupants de leur chef, p. 4027 (Document n° 6731).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à faire bénéficier les grands invalides de guerre de l'article 22 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 4028 (Document n° 6744).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Burlot abrogeant le 5^e alinéa de l'article 20 modifié de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, p. 4028 (Document n° 6790).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paquet tendant à assurer la répartition équitable des frais de chauffage dans les locaux et immeubles à usage d'habitation, p. 4315 (Document n° 6875).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret tendant à compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, p. 4437 (Document n° 6927).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Benouville tendant à compléter l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, p. 4618 (Document n° 6995).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefriht tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 26 juin 1945 relative au prélèvement sur les loyers au profit du fonds national d'amélioration de l'habitat, p. 4618 (Document n° 6997).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont relative à l'adjonction aux catégories de prioritaires prévus par l'ordonnance du 11 octobre 1945, des fonctionnaires bénéficiant d'un logement de fonctions et qui se trouvent privés de ce logement par suite de leur mise à la retraite, p. 4618 (Document n° 7007).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Gaubert tendant à fixer les modalités de versement de la cotisation de 1 p. 100 due par les employeurs au titre de l'aide au logement en application du décret n° 53-701 du 9 août 1953, p. 4676 (Document n° 7012).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à établir un statut fixant les conditions de loyer, d'habitat et de sécurité de logement aux occupants de baraquements provisoires édifiés par l'Etat, p. 5176 (Document n° 7173).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Germaine Poinso-Chapuis tendant à exonérer les propriétaires sinistrés totaux du prélèvement sur les loyers destiné au financement du fonds national de l'amélioration de l'habitat, p. 5231 (Document n° 7186).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 afin d'instituer un droit de retrait en faveur des locataires et occupants, p. 5231 (Document n° 7192).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maton tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux travailleurs logés accessoirement à leur contrat de travail lorsque l'expulsion n'est pas demandée par l'employeur, dans le but de loger un autre employé nécessaire à l'activité de l'entreprise, p. 6211 (Document n° 7391).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à abroger le décret n° 53-847 du 13 septembre 1953 relatif à la participation de Sociétés nationale des chemins de fer français à la construction de logements, p. 6534 (Document n° 7451).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à réglementer la mise en vente d'appartements par les sociétés immobilières, p. 7014 (Document n° 7524).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Bertaud tendant à substituer les collectivités locales aux droits et aux obligations des occupants de locaux d'habitation dirigés par elle vers des maisons de retraite et des hospices de vieillards, p. 116 (Document n° 19).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 165 (Document n° 5331).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Méric tendant à modifier les dispositions de l'article 2 du décret n° 52-1098 du 26 septembre 1952 fixant les conditions d'application de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relatives à l'allocation spéciale et au fonds spécial, p. 1830 (Document n° 534).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5311 (Document n° 7244).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud tendant à la modification des articles 20, 24 et 78 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 2220 (Document n° 610).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6867 (Document n° 7475).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 janvier 1947 portant application de l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, p. 969 (Document n° 5506).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai un projet de loi visant à faire bénéficier les propriétaires de constructions établies sur terrains d'autrui, et tous occupants de leur chef, des dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 et notamment de l'article 4 de cette loi, ainsi que des dispositions de la loi du 30 juin 1926 et notamment de l'article 11 de cette loi, p. 2651 (Document n° 6112).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bertaud tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de loi substituant les collectivités locales aux droits et aux obligations des occupants de locaux d'habitation dirigés par elles vers des maisons de retraite et des hospices de vieillards, p. 116 (Document n° 18).

Lyautey (maréchal). — V. *Monuments commémoratifs.*

Lycées et collèges. — V. *Enseignement technique.*

Lyon (ville de). — V. *Loyers (locaux d'habitation).*

M

Madagascar. — V. *Assemblée de l'Union française (composition et élection).* — *France d'outre-mer.* — *Interpellations n° 37.*

Magistrature. — V. *Conseil supérieur de la magistrature.* — *Fonctionnaires (dégagement des cadres).* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 120.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur le projet de loi portant statut de la magistrature (n° 2326), p. 3161 (Document n° 6354).

Main-d'œuvre. — V. *Code du travail.* — *Commerce et industrie (entreprises diverses).*

Maires et adjoints. — V. *Administration communale.* — *Légion d'honneur.*

Maisons d'accouchement. — V. *Hôpitaux et établissements hospitaliers.*

Maisons meublées. — V. *Hôtels et pensions de famille.*

Maisons de tolérance.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à réaliser une plus juste application de la loi du 13 avril 1946 relative à la fermeture des maisons de tolérance et au renforcement de la loi contre le proxénétisme, p. 1496 (Document n° 5709).

Maladies contagieuses des animaux. — V. *Agriculture.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 127, (Conseil de la République), n° 15.*

Manifestations publiques. — V. *Etudiants.* — *Interpellations n° 43, 85, 112, 169, 175.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 88, (Conseil de la République) n° 142.*

Manufactures d'armes. — V. *Interpellations n° 210.* — *Questions orales (Conseil de la République) n° 117.*

Manufacture de Sèvres. — V. *Interpellations n° 209.*

Manufacture de tabacs et allumettes. — V. *Fonctionnaires (auxiliaires de l'Etat)*.

Marat (Jean-Paul). — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives*.

Mariage. — V. *Code civil*.

Marchés agricoles. — V. *Agriculture*. — *Interpellations* n° 62, 73. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 93.

Marchés de l'Etat. — V. *Adjudications et marchés*.

Marine marchande. — V. *Armée de mer (classe 1947)*. — *Etablissement national des invalides de la marine*. — *Interpellations* n° 2. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 123, 130.

CONSTRUCTION NAVALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Lenormand tendant à inviter le Gouvernement à prendre, de toute urgence, les mesures nécessaires pour empêcher la fermeture des chantiers navals de Blainville-sur-Orne (Calvados) et pour assurer le plein emploi du personnel de cette entreprise, p. 6534 (Document n° 7448).

CRÉDIT MARITIME MUTUEL

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à créer des prêts spéciaux de la caisse de crédit maritime en cas de calamités maritimes (n°s 1370, 4820), p. 319.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure du crédit maritime mutuel, p. 1553. — Désignation de candidature, p. 4672. — Nomination d'un membre, p. 4691.

ÉCOLES DE LA MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Defferre tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret du 29 décembre 1952 portant désignation des écoles nationales de la marine marchande, p. 3184 (Document n° 6371). — Dépôt du rapport par M. Defferre, p. 4677 (Document n° 7019). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5331.

ÉQUIPAGES BATTANT PAVILLON ÉTRANGER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à réglementer l'accès en France des équipages de bateaux du commerce appartenant à certaines nationalités, p. 94 (Document n° 5308).

INSCRIPTION MARITIME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à uniformiser la situation des officiers de la marine nationale et celle des capitaines au long cours qui ont été promus administrateurs de l'inscription maritime, p. 241 (Document n° 5358).

ORGANISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Saivre tendant à supprimer l'alinéa 2 de l'article 9 de la loi n° 48-340 du 28 novembre 1948 portant organisation de la marine marchande, p. 6804 (Document n° 7467).

SÉCURITÉ ET HYGIÈNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cernofacé sur le projet de loi sur la sauvegarde de la vie en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et plaisance (n° 4853), p. 1235 (Document n° 5831). — Adoption du projet de loi, p. 2538 (rectificatif), p. 2635).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1019 (Document n° 257). — Dépôt du rapport par M. Lachèvre, p. 1193 (Document n° 332). — Discussion, p. 1350; adoption de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance*, p. 1355.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3544 (Document n° 6530). — Dépôt du rapport par M. Michaud, p. 5898 (Document n° 7354). — Discussion, p. 6554; adoption du projet de loi, p. 6557 (Loi n° 54-11 du 6 janvier 1954, J. O. du 10 janvier 1954).

TRANSPORTS MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes, reconduite par les lois n° 51-463 du 26 avril 1951 et n° 52-398 du 11 avril 1952, p. 1999 (Document n° 5894). — Dépôt du rapport par M. Louis Michaud, p. 2406 (Document n° 6040). — Discussion, p. 2454; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 2457.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 994 (Document n° 238). — Rapporteur M. Abel-Durand et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1098.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2516 (Loi n° 53-305 du 10 avril 1953, J. O. du 11 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur la proposition de résolution de M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux invalides de guerre, titulaires de cartes de transports à tarif réduit, les mêmes avantages sur les lignes de transports maritimes qui leur étaient consentis avant guerre (n° 3908), p. 4681 (Document n° 7409).

Marine marchande (secrétariat d'Etat). — V. *Traitements (marine marchande)*.

Marine du commerce. — V. *Allocations familiales (caisses)*. — *Assurance des marins du commerce*. — *Chômage (allocations secours)*. — *France d'outre-mer (textes généraux)*. — *Impôts (revenu général)*. — *Pensions et retraites*.

Maroc. — V. *Algérie (juges de paix)*. — *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale)*. — *Interpellations* n°s 11, 171, 190. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 28 (Conseil de la République) n° 50.

Marques de fabrique et de commerce. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n°s 98, 101.

Marseille (ville de). — V. *Interpellation* n° 152. — *Hôpitaux et établissements hospitaliers*.

Martinique. — V. *France d'outre-mer (départements)*.

Massesur kinésithérapeute. — V. *Médecine et professions médicales*.

Matériaux de construction. — V. *Impôts (patente)*.

Matériel d'équipement. — V. *Commerce et industrie (crédit commercial)*.

Matière plastique. — V. *Exportations et importations*.

Médailles, décorations et récompenses. — V. *Croix de guerre*. — *Armées (Forces françaises de l'intérieur)*. — *Interpellations* n° 87. — *Légion d'honneur*. — *Médaille militaire*.

MÉDAILLE COMMEMORATIVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Temple et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une médaille commémorative de la campagne d'Italie, p. 606 (Document n° 5389). — Dépôt du rapport par M. de Monsabert, p. 1846 (Document n° 5815). — Adoption de la proposition de loi, p. 2451.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 991 (Document n° 213). — Lecture du rapport de M. de Montulé et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1012.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2516 (Loi n° 53-273 du 1^{er} avril 1953, J. O. du 3 avril 1953).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Giacomoni tendant à l'institution d'une médaille commémorative de la campagne d'Italie 1947-1948, p. 4418 (Document n° 384).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3717 (Document n° 6574).

MÉDAILLE DES ÉVADÉS

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Wolff tendant à modifier l'article unique de la loi n° 48-402 du 10 mars 1948, complétant la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents (n° 4763), p. 4136.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolff tendant à modifier l'article unique de la loi n° 48-402 du 10 mars 1948, complétant la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946, attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, p. 4137 (Document n° 6836).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou tendant à modifier la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946, attribuant la médaille des évadés et les droits y afférents, p. 4550 (Document n° 6974).

Médaille de la FAMILLE FRANÇAISE. — V. *France d'outre-mer (départements)*.

MÉDAILLES D'HONNEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Prache tendant à accorder d'office la médaille d'argent aux instituteurs et institutrices titulaires de la médaille de bronze ayant exercé vingt-cinq années consécutives dans une même commune de moins de 500 habitants au moment de leur admission à la retraite, p. 2566 (Document n° 6097).

MÉDAILLE MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à créer un contingent spécial de médailles militaires en faveur des anciens combattants défenseurs du fort de Vaux, p. 2791 (Document n° 6198). — Dépôt du rapport par M. Badie, p. 4681 (Document n° 7091). — Adoption de la proposition de résolution, p. 5666.

MÉDAILLE DES PASSEURS

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Koenig tendant à inviter le Gouvernement à lever, pour les passeurs bénévoles, la forclusion atteignant le dépôt de leurs dossiers, à assurer leur représentation dans diverses commissions et à instituer une médaille des passeurs (n°s 3057, 5156), p. 311.

Médaille d'honneur du TRAVAIL. — V. Assurances sociales (vieux travailleurs). — Questions orales (Conseil de la République) n° 7.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à attribuer une gratification aux vieux serviteurs des établissements militaires de l'Etat à l'occasion de l'attribution de la médaille d'honneur du travail, p. 3433 (Document n° 6492).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mancey tendant à modifier l'article 2 du décret n° 48-852 du 15 mai 1948 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur du travail pour permettre au personnel des mines du service fond comptant au moins trente-cinq années de services, de bénéficier de la médaille de vermeil, p. 7283 (Document n° 7557).

Médecine et professions médicales. — V. Armées (service de santé). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 4, 71, 79, 94 (Conseil de la République) n° 16. — Pensions et retraites (anciens combattants).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Barrot sur la proposition de loi de M. Paternot tendant à modifier l'article 53 de l'ordonnance du 24 septembre 1945 afin d'augmenter le nombre des membres du conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes, de telle sorte que la région sanitaire formée par les trois départements d'Algérie soit représentée, au conseil national de l'ordre des chirurgiens dentistes, par un délégué (n° 1864), p. 2338 (Document n° 6014). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 53 de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme », p. 3409.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1310 (Document n° 348). — Dépôt du rapport par M. Plait, p. 1767 (Document n° 515). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 439 du décret n° 53-1004 du 5 octobre 1953 portant codification des textes législatifs concernant la santé publique », p. 1782.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5231 (Document n° 7190) (rectificatif, p. 5315).

— Dépôt d'un rapport de M. Arbellier sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme, en faveur des praticiens de la médecine naturelle d'Alsace et de Lorraine pouvant faire valoir leurs droits acquis (n° 1748), p. 4677 (Document n° 7020).

— Dépôt d'un rapport de M. Frugier sur la proposition de loi de M. Marcel Ribère tendant à reconnaître aux directeurs des laboratoires d'analyses médicales le droit d'effectuer des prélèvements (n° 4851), p. 5888 (Document n° 7355).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret fixant les conditions d'exercice de la médecine sinaitique en France, p. 4357 (Document n° 6897).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Coste-Floret, p. 4357 (Document n° 6898).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auberger tendant à compléter les dispositions de l'article 3 de la loi n° 46-857 du 30 avril 1946, relative à l'exercice de la profession de « masseur-kinésithérapeute », p. 2487 (Document n° 705).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7283 (Document n° 7561).

Message (André). — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.

Métallurgie. — V. Interpellations n°s 195, 248. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 184, 188.

Métaux. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 81 (Conseil de la République) n° 97.

Météorologie nationale. — V. Travaux publics et transports (ministère).

Meubles (industrie du). — V. Commerce et industrie (crédit commercial).

Mines et carrières. — V. Assurances sociales. — Electricité et gaz (personnel). — Interpellations n°s 91, 113, 129, 161, 164, 194, 198, 201, 219, 220, 232, 246. — Médaille d'honneur du travail. — Pensions et retraites. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 113, 116, 173, 196 (Conseil de la République) n°s 41, 111.

BUREAU DES RECHERCHES MINIERES

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi portant création du bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine (n°s 670, 2911, 2979 rectifié), p. 1278; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1285.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 780 (Document n° 118). — Dépôt du rapport par M. Bousch, p. 1122 (Document n° 307). — Discussion, p. 1328; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1330.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3543 (Document n° 6528). — Dépôt du rapport par M. Coustant, p. 3718 (Document n° 6575). — Discussion, p. 3917; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3918 (Loi n° 53-675 du 5 août 1953, J. O. du 6 août 1953).

CODIFICATION DES TEXTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, p. 3717 (Document n° 6552).

CONSTRUCTION D'USINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Monton tendant à prendre les mesures qui s'imposent devant les répercussions du pool charbon-acier dans l'industrie charbonnière et, notamment, dans le bassin de Provence, par l'achèvement de la construction de l'usine de Rousset et la construction d'une centrale gazière dans ce bassin, p. 6534 (Document n° 7450).

EXPLOITATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la situation financière des Charbonnages de France, p. 81 (Document n° 5304). — Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 3235 (Document n° 6404). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3761.

— Dépôt d'un projet de loi déclarant la nullité de l'acte dit loi du 17 juillet 1941 sur la recherche et l'exploitation des carrières et des tourbières, p. 1627 (Document n° 5761).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la réévaluation des capitaux investis dans les exploitations minières en ce qui concerne la participation aux bénéfices de l'Etat et du personnel, p. 2404 (Document n° 6028).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecœur tendant à modifier l'article 3 du décret n° 54-508 du 4 mai 1951 portant règlement général sur l'exploitation des mines de combustibles minéraux solides, p. 6047 (Document n° 7378).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouvier-Cottureau tendant à prendre diverses mesures en vue de faciliter l'écoulement des stocks de charbon actuellement sur le carreau des mines, p. 1563 (Document n° 5730).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les installations de surface des mines de Cassons et la petite mine de La Vernède (Gard), p. 4881 (Document n° 7406).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour assurer une exploitation rationnelle des mines de fer du bassin minier du Canigou (Pyrénées-Orientales), p. 7283 (Document n° 7585).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léon David tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent devant les répercussions du pool charbon-acier dans l'industrie charbonnière et notamment dans les bassins de Provence et le bassin des Cévennes, p. 2136 (Document n° 626).

— Dépôt du rapport annuel de M. Armengaud fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte. (Année 1952. — Les Charbonnages de France.) (Art. 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947), p. 767 (Document n° 110).

Voir également à la rubrique: Commerce et industrie (entreprises nationalisées).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pellenc tendant à la désignation d'une commission d'enquête (tourbière de Baupia), p. 1490 (Document n° 404). — Dépôt du rapport par M. Pellenc, p. 1701 (Document n° 468). — Discussion, p. 1721; adoption de la proposition de résolution, p. 1723. — Désignation de membres par diverses commissions, p. 1830.

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à compléter l'article 23 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, p. 969 (Document n° 5501).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à compléter l'article 22 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, p. 969 (Document n° 5502).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Martel tendant au paiement intégral aux mineurs et similaires de la journée du 5 décembre 1953, chômée par décision des Charbonnages de France, et à l'application de la même mesure aux journées du 26 décembre 1953 et 2 janvier 1954, si elles sont chômées, p. 6448 (Document n° 7437).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à empêcher les licenciements abusifs dans les entreprises nationales, p. 84 (Document n° 5305).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à faire droit aux légitimes revendications de la corporation minière, p. 84 (Document n° 5306).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Camphin tendant à inviter le Gouvernement à veiller à ce que les Charbonnages de France et tous les exploitants minières appliquent et respectent l'article 23 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, établi en conformité de la loi du 14 février 1946, p. 969 (Document n° 5497).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrières tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour la remise en activité des mines de soufre de Malvezzy (Aude), le réembauchage complet du personnel et l'indemnisation des pertes de salaires supportées par les travailleurs, p. 3866 (Document n° 6630).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrières tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour la remise en activité des mines d'antimoine de Massiac (Cantal), le réembauchage complet du personnel et l'indemnisation des pertes de salaires supportées par les travailleurs, p. 3866 (Document n° 6631).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Mancey tendant à inviter le Gouvernement à revenir, dans les exploitations minières et assimilées, à la durée légale hebdomadaire prévue par la loi du 21 juin 1936 et le décret du 25 septembre 1936 fixant les modalités de la semaine de 38 heures 40, au fond, et de 40 heures pour la surface, sans diminution de salaires, p. 5008 (Document n° 7150).

Ministères. — V. *Gouvernement, ministères.*

Minquiers et Ecrehou (Iles).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Grousseau tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée nationale de tout texte relatif à la souveraineté sur les Minquiers et les Ecrehou, p. 5311 (Document n° 7219).

Mitoyenneté. — V. *Code civil.*

Modernisation et équipement (plan de). — V. *Questions orales (Conseil de la République) n° 46.*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Michel Debré sur la proposition de résolution de M. Longchambon, tendant à la création, en vertu de l'article 14, paragraphe 3, du règlement, d'une commission de coordination chargée de suivre l'élaboration et la mise en œuvre des plans de modernisation et d'équipement (n° 626, année 1952), p. 465 (Document n° 81). — Discussion, p. 714; adoption de la proposition de résolution, p. 718. — Désignation de membres par diverses commissions, p. 866.

Monnaie. — V. *Interpellations n° 20.*

Assemblée nationale. — Représentation de l'Assemblée nationale au sein de la commission de contrôle de la circulation monétaire. — Désignation de candidature par suite de vacance, p. 3477. — Nomination de membre, p. 3503.

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission de contrôle de la circulation monétaire (application de l'art. 4 de la loi du 31 juillet 1879 modifiée par la loi du 26 avril 1949), p. 28. — Désignation de candidature, p. 28. — Nomination de membre, p. 42.

Monuments commémoratifs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marcel David sur la proposition de loi de M. Cordonnier tendant à subventionner l'achèvement du centre médico-social érigé à Ascq à la mémoire des héros de la Résistance, et en faveur de leurs enfants (n° 3363), p. 1405 (Document n° 5685). — Adoption de la proposition de loi, p. 1695.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 874 (Document n° 162). — Dépôt du rapport par M. Chaplain, p. 876 (Document n° 178). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 910.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2293 (*Loi n° 53-311 du 10 avril 1953, J. O. du 12 avril 1953*).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre de La Gontrie tendant à inviter le Gouvernement à établir un « Martyrologe de la patrie 1940-1945 », p. 718 (Document n° 103). — Rapporteur M. Gatuing et discussion, p. 725; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 736.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edouard Herriot tendant à inviter le Gouvernement à apporter son concours à l'érection d'un monument au maréchal Lyautey, à Paris, à l'occasion de la célébration de son centenaire, p. 4551 (Document n° 6969). — Dépôt du rapport par M. Hippolyte Ducos, p. 6374 (Document n° 7409).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à accorder les subventions nécessaires pour l'achèvement du monument élevé à Versailles à la gloire des forces expéditionnaires américaines et de leur chef, le maréchal Pershing, p. 165 (Document n° 5335).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. François Schleiter tendant à inviter le Gouvernement à assurer la conservation et l'entretien des monuments commémoratifs des faits de guerre, p. 761 (Document n° 109).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Cardot tendant à inviter le Gouvernement à hâter la réédification, à Buzaney (Ardennes), de la statue commémorative du général Chanzy, p. 4513 (Document n° 422).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à apporter son concours à l'érection d'un monument au maréchal Lyautey, à Paris, à l'occasion de la célébration de son centenaire, p. 2151 (Document n° 630).

Monuments historiques. — Monuments naturels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Kir sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski tendant à inviter le Gouvernement à préserver le patrimoine de la France et à assurer l'ouverture au public de tous les monuments ou sites ayant un caractère artistique (n° 2745), p. 2132 (Document n° 5969). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2355.

— Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier le décret du 14 septembre 1925 sur les monuments historiques en Algérie, p. 2650 (Document n° 6119).

Moratoire. — V. *Créances.*

Motocycles. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses). — Impôts (chiffre d'affaires).*

Music-hall. — V. *Spectacles.*

Mutilés. — V. *Accidents du travail. — Anciens combattants et victimes de la guerre. — Emploi obligatoire des mutilés. — Emplois réservés. — Légion d'honneur et médaille militaire. — Loterie nationale. — Marine marchande. — Pensions et retraites (anciens combattants). — Transports (transports aériens).*

Mutualité. — V. *Sociétés de secours mutuels.*

Mutualité agricole. — V. *Agriculture (lois sociales, organisation professionnelle).*

Myxomatose. — V. *Agriculture (maladies contagieuses des animaux).*

N

Natalité. — V. *Code civil.*

Nations sinistrées. — V. *Côtes d'Europe.*

Nationalisation. — V. *Algérie (électricité et gaz). — Mtnes. — Société d'assurances.*

Nationalité. — V. *France d'outre-mer (départements, textes généraux). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 36.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'article 9 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française (nouveau libellé du projet de loi n° 1431, année 1951), p. 97. — Rapport et rapport supplémentaire en 1952. — Dépôt d'un deuxième rapport par M. Henri Lacaze, p. 959 (Document n° 5486).

— Dépôt d'un projet de loi permettant le relèvement de la forclusion encourue en ce qui concerne certaines déclarations de nationalité souscrites à titre provisoire, p. 2649 (Document n° 6135).

Navigation aérienne. — V. *Aéronautique. — Transports (transports aériens).*

Navigation fluviale. — V. *Conventions internationales (transports internationaux).*

Navigation intérieure. — V. *Transports et voies de communication.*

Navigation maritime. — V. *Assurance des marins du commerce. — Marine marchande.*

Noms patronymiques. — V. *Code civil.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à modifier et à compléter la législation relative à la francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers, p. 4618 (Document n° 6983).

Nord-Africains. — V. *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).*

Notaires. — V. *Algérie (décision de l'Assemblée algérienne).*

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à rendre applicables à l'Algérie et aux départements d'outre-mer les dispositions de la loi du 8 décembre 1950, modifiant les articles 971, 972, 973, 974, 976, 977, 979, 980 et 1007 du code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat (n° 399, 3954), après modification du titre: « Proposition de loi relative à l'application à l'Algérie, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane, de l'article 2 de la loi n° 50-1513 du 8 décembre 1950 modifiant l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat », p. 1063.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 780 (Document n° 114). — Dépôt du rapport par M. Rupied, p. 854 (Document n° 148). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 867.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1844 (*Loi n° 53-234 du 24 mars 1953, J. O. du 25 mars 1953*).

Nouvelle-Calédonie. — V. *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — France d'outre-mer.*

Nouvelles-Hébrides. — V. *France d'outre-mer.*

O

Objets abandonnés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, p. 3184 (Document n° 6391).

Océanie (Etablissements de l'). — V. *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).* — *France d'outre-mer.*

Œnologie. — V. *Viticulture.*

Œufs. — V. *Douanes (tarifs).* — *Exportations et importations.*

Œuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viaite sur: 1° le projet de loi tendant à la réorganisation des services des œuvres en faveur des étudiants; 2° la proposition de loi de M. Cayol tendant à créer un comité national d'action universitaire et sociale (nos 3262, 1923), p. 2518 (Document n° 6077). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Simonnet, p. 4882 (Document n° 7098).

Office des BIENS ET INTERETS PRIVÉS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à maintenir jusqu'au 1^{er} janvier 1955 l'office des biens et intérêts privés, p. 81 (Document n° 3284).

Office national interprofessionnel des CEREALES. — V. *Agriculture (blé, céréales, farine et pain).* — *Assurances sociales (assurance vieillesse).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Sesmaisons relative à la réforme de l'office national interprofessionnel des céréales, p. 2566 (Document n° 6096). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à la réforme de l'office national interprofessionnel des céréales et tendant à l'institution d'un prix différentiel du blé en faveur des petits et moyens producteurs, p. 2896 (Document n° 6258). — Dépôt du rapport de M. Verneuil sur les propositions de loi: 1° de M. Daladier, tendant à la réorganisation de l'office national interprofessionnel des céréales; 2° de M. Loustau, tendant à modifier la Constitution et les attributions du conseil central de l'office des céréales, à simplifier le système de répartition du travail et meunerie et à rendre la liberté aux prix des farines et du pain; 3° de M. Ramarony, tendant à abroger la loi du 5 juillet 1941, relative aux attributions de l'office national interprofessionnel des céréales; 4° de M. de Sesmaisons relative à la réforme de l'office national interprofessionnel des céréales; 5° de M. Waldeck Rochet relative à la réforme de l'office national interprofessionnel des céréales et tendant à l'institution d'un prix différentiel du blé en faveur des petits et moyens producteurs (nos 533-567-4893-6096-6258), p. 3337 (Document n° 6435).

Office départemental des MUTILES, ANCIENS COMBATTANTS, VICTIMES DE LA GUERRE ET PUPILES DE LA NATION. — V. *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).*

Offices PUBLICS ET MINISTERIELS. — V. *Greffiers.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Golván tendant à compléter les ordonnances n° 45-2591 et n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relatives au statut des avoués et des huissiers, p. 4506 (Document n° 6941).

Opticien-lunetier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Segelle sur la proposition de loi de M. Genton tendant à modifier l'article 2 de l'acte dit loi du 5 juin 1944 modifié par l'article 1^{er} de la loi n° 52-1232 du 17 novembre 1952, réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant (n° 5152), p. 1685 (Document n° 5796). — Adoption de la proposition de loi, p. 2154.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 899 (Document n° 198). — Dépôt du rapport par M. Parisot, p. 1382 (Document n° 366). — Discussion, p. 1496; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1499.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3968 (Document n° 6639). — Dépôt du rapport par M. Segelle, p. 4357 (Document n° 6890). — Adoption de la proposition de loi, p. 4610 (Loi n° 53-1091 du 5 novembre 1953, J. O. du 6 novembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coirre tendant à la création d'un ordre national des opticiens, p. 5458 (Document n° 7260).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouvier O'Clottreau tendant à modifier et compléter les lois des 17 novembre 1952 et 5 novembre 1953 réglementant la profession d'opticien lunetier, p. 5668 (Document n° 7326).

Oradour-sur-Glane. — V. *Amnistie.* — *Interpellations nos 17, 35.* — *Monuments commémoratifs.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une motion de M. Defos du Rau tendant à élever la pensée de l'Assemblée vers les morts d'Oradour et saluant le sacrifice du maire de cette cité martyre, p. 461 (Document n° 5337).

Ordre du mérite militaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Monteil tendant à la création d'un ordre du mérite militaire, p. 3017 (Document n° 6283).

Ordre des pharmaciens. — V. *Pharmacie.*

Ordre des vétérinaires. — V. *Vétérinaires.*

Organisation judiciaire. — V. *Algérie.*

Organisation mondiale de la santé de la santé. — V. *Conventions internationales (privilèges et immunités).*

Organisation municipale. — V. *Administration communale.*

Organisation des Nations-Unies. — V. *Enseignement.*

Organisation professionnelle. — V. *Agriculture.*

Osier. — V. *Impôts (chiffre d'affaires).*

Ouvrages publics. — V. *Calamités agricoles, publiques et viticoles.*

Ouvriers des établissements de l'Etat. — V. *Armées (établissements militaires).* — *Interpellations nos 128, 131, 185, 206, 227, 231.* — *Médaille d'honneur du travail.* — *Pensions et retraites.* — *Traitements (textes généraux).*

Ouvriers mineurs. — V. *Assurances sociales.* — *Mines et carrières.* — *Pensions et retraites.*

P

Pain. — V. *Agriculture (blé, farine et pain).*

Papiers. — V. *Interpellations n° 54.* — *Presse.*

Paris (ville de). — V. *Administration de la ville de Paris et du département de la Seine.* — *Elections municipales.* — *Enseignement primaire (cours spéciaux).* — *Fonctionnaires communaux et départementaux.* — *Questions orales (Conseil de la République) nos 134, 144.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à assurer le classement des voies privées de la ville de Paris, p. 3183 (Document n° 6382).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marzin tendant: 1° à prendre les mesures nécessaires au retour au droit commun en ce qui concerne les expropriations et l'indemnisation des zoniers de Paris; 2° à garantir avant toute expulsion leur logement en vue de faciliter la construction de logements et l'aménagement d'espaces libres sur les terrains de la zone réservée autour de Paris, p. 2037 (Document n° 5920).

Parlement. — V. *Assemblée nationale.* — *Conseil de la République.* — *Présidence de la République.* — *Questions orales (Conseil de la République) n° 9.*

Partis politiques. — V. *Assemblée nationale (groupes).* — *Conseil de la République (groupes).* — *Interpellations nos 203, 211.*

Passages à niveau. — V. *Interpellations nos 66, 188.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 165 (Conseil de la République) n° 14.*

Passeurs. — V. *Médaille des passeurs.*

Patente. — V. *Impôts (chiffre d'affaires).*

Pâtes alimentaires. — V. *Fraudes.*

Payements. — V. *Comptabilité publique.* — *Créances.*

Pays-Bas. — V. *Côtes d'Europe.*

Pêche fluviale. — V. *Impôts (timbre).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Billat sur les propositions de loi: 1° de M. Mouton tendant à exonérer totalement des droits du permis de pêche les grands invalides de guerre bénéficiaires de la loi du 22 mars 1935, modifiée par décret-loi du 17 juin 1938; 2° de M. Desson tendant à exonérer du timbre piscicole les titulaires de la carte d'économiquement faible; 3° de M. Charles Benoist tendant à exonérer les bénéficiaires de la carte sociale des économiquement faibles de la taxe piscicole (nos 1655, 2395, 4441, 3168), p. 2730 (Document n° 6883). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 13 août 1935 sur la pêche fluviale.* p. 3454.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1310 (Document n° 333). — Dépôt du rapport par M. André Dulin, p. 1382 (Document n° 370). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1509.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3865 (Loi n° 53-661 du 1^{er} août 1953, J. O. du 2 août 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefranc tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941, et la loi n° 49-737 du 7 juin 1949, concernant la pêche à la ligne, p. 3717 (Document n° 6555).

Pêches maritimes. — V. *Algérie (décisions de l'Assemblée algérienne)*. — *Allocations familiales (majoration, taux)*. — *Chômage (allocation, secours)*. — *France d'outre-mer (départements)*. — *Impôts (dégrèvements)*.

Péculé. — V. *Prisonniers et déportés*. — *Questions orales (Conseil de la République) n° 120*.

Peine de mort. — V. *Code pénal*.

Pèlerinage. — V. *Algérie (cimetière)*.

Pénicilline. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers)*.

Pension alimentaire. — V. *Code civil*.

Pensions de famille. — V. *Hôtels et pensions de famille*.

Pensions et retraites. — V. *Assurances sociales*. — *Impôts (revenu)*. — *Interpellations n°s 16, 18, 143, 157, 166, 242*. — *Questions orales (Assemblée nationale) n°s 74, 75, 490 (Conseil de la République) n°s 37, 62, 121*. — *Transports (chemins de fer d'intérêt général)*.

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à étendre le bénéfice des majorations pour enfants à tous les retraités, fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, p. 546 (Document n° 5382).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vincent Badie tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux veuves de guerre fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, des départements, communes et des établissements publics départementaux et communaux, p. 6448 (Document n° 7434).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefert tendant à fixer à cinquante-cinq ans l'âge de la retraite pour les femmes, p. 7283 (Document n° 7573).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Métayer tendant à inviter le Gouvernement à étendre les bénéfices du décret n° 53-837 du 17 septembre 1953 instituant une indemnité spéciale dégressive en faveur de certaines catégories de personnels de l'Etat, aux retraités des mêmes catégories, p. 4013 (Document n° 6816).

AGENTS DES CHEMINS DE FER ET DES TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi du 19 août 1950 et tendant au rétablissement de l'équilibre financier de la caisse autonome mutuelle de retraite des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, p. 1627 (Document n° 5754). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier la loi n° 50-1010 du 19 août 1950 instituant l'affiliation obligatoire des agents d'entreprises de transports routiers à la caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires, p. 1685 (Document n° 5791). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à compléter la loi n° 50-1010 du 19 août 1950 étendant le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, et à réaliser l'équilibre financier de la caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, p. 2130 (Document n° 5933). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922, aux agents salariés des entreprises de transport routier, p. 2130 (Document n° 5966). — Dépôt du rapport par M. Peytel, p. 4796 (Document n° 7056).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff tendant à régulariser le paiement par la Société nationale des chemins de fer français des rentes d'invalidité vieillesse et de la pension de coordination dues aux cheminots retraités, ayant servi dans l'ancien réseau des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, p. 3184 (Document n° 6390). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès de la Société nationale des chemins de fer français afin que les agents « F », en retraite, anciens assurés volontaires des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, puissent obtenir le paiement de leurs rentes d'invalidité et de vieillesse, p. 2829 (Document n° 6230). — Dépôt d'un rapport par M. Albert Schmitt, p. 4507 (Document n° 6938).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dassaud tendant à modifier l'article 7 de la loi du 31 mars 1928 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, p. 1672 (Document n° 464).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4676 (Document n° 7028).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Madeleine Marzin tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la péréquation intégrale et automatique des retraites servies par la Régie autonome des transports parisiens (R. A. T. P.), p. 6448 (Document n° 7439).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Darou sur le projet de loi admettant certains étrangers au bénéfice des lois des 31 mars 1919 ou 24 juin 1919 et 20 mai 1916 ainsi que certains Français victimes de circonstances particulières (n° 1891), p. 1308 (Document n° 5663). — Adoption du projet de loi après modification du titre « *Projet de loi tendant à admettre certains étrangers, ainsi que certains Français, victimes de circonstances particulières, au bénéfice des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre* », p. 1603 (rectificatif, p. 1687).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 854 (Document n° 113). — Dépôt du rapport par Mme Cardot, p. 1327 (Document n° 359). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1340.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3511 (Loi n° 53-659 du 1^{er} août 1953, J. O. du 2 août 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi établissant un plan quadriennal pour l'application de nouveaux taux d'émolument aux anciens combattants et victimes de la guerre et portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954, p. 4954 (Document n° 7136). — Dépôt du rapport par M. Devernay, p. 5963 (Document n° 7361). — Discussion, f. 6038, 6058, 6074, 6097, 6102; adoption de l'ensemble du projet de loi après modification du titre « *Projet de loi pour l'application de nouveaux taux d'émolument et la liquidation des indemnités dues aux anciens combattants et victimes de la guerre* », p. 6120 (rectificatifs, p. 6375).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2088 (Document n° 600). — Dépôt du rapport par M. Giaque, p. 2261 (Document n° 652). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Giaque, p. 2262 (Document n° 370). — Discussion, p. 2311, 2315, 2323; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 2341.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6995 (Document n° 7520). — Dépôt du rapport par M. Devernay, p. 7059 (Document n° 7532). — Discussion, p. 7048; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7056 (Loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi portant modification de l'article 105 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre annexé au décret n° 47-2081 du 20 octobre 1917, après modification du titre « *Projet de loi portant modification de l'article 105 L du code des pensions civiles et militaires d'invalidité et des victimes de la guerre annexé au décret n° 51-469 du 24 avril 1951* », p. 2811 (rectificatif, p. 2874).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1077 (Document n° 273). — Dépôt du rapport par M. Auberger, p. 1701 (Document n° 473). — Discussion, p. 1714; adoption de l'avis sur le projet de loi, f. 1715.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4382 (Document n° 7101).

— Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Darou, sur la proposition de loi de Mme Gabriel-Péris, tendant à modifier l'article 67 du code des pensions et étendant le bénéfice de la pension d'ascendant aux ascendants victimes de la guerre qui ne sont imposables à l'impôt général sur le revenu que pour un revenu net ne dépassant pas 50.000 francs (n°s 158, 3633), p. 2000 (Document n° 5888).

— Dépôt d'un rapport de M. Mouchet sur les propositions de loi: 1° de M. Siefert, tendant à modifier l'article 48 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre; 2° de M. Minjoz, tendant à modifier l'article 48 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre afin de permettre aux veuves de guerre remariées et à nouveau veuves de percevoir leur pension primitive; 3° de M. Furaud, tendant à modifier le décret n° 51-469 du 24 avril 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité, les diverses pensions d'invalidité soumises à un régime analogue, les droits et avantages attachés à la qualité d'ancien combattant ou de victime de la guerre; 4° de M. Tourné, tendant à accorder le bénéfice à pension aux veuves de guerre remariées, redevenues veuves, une fois qu'elles ont atteint l'âge de 60 ans (n°s 618, 1468, 1827, 3901), p. 2518 (Document n° 6071). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Darou, p. 4677 (Document n° 7022).

— Dépôt d'un rapport de M. Tourné, sur la proposition de loi de M. Tourné, tendant à relever les honoraires des médecins-experts, commis par les juridictions des pensions, en les portant au coefficient 22,37 par rapport à avant guerre (n° 5055), p. 1564 (Document n° 5733).

— Dépôt d'un rapport de Mme de Lipkowski, sur la proposition de loi de M. Médecin, tendant à attribuer une pension d'invalidité basée sur le taux du grade à tous les militaires de carrière et à leurs ayants cause (n° 3443), p. 2131 (Document n° 5949).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devernay tendant à accorder à la veuve de guerre dont la pension est partagée avec des enfants d'un premier lit, la majoration prévue à l'article 20, paragraphe 3, de la loi du 31 mars 1919, qu'elle bénéficie ou non par ailleurs d'une pension rémunérant les services du disparu, p. 83 (Document n° 5297). — Dépôt du rapport par M. Devernay, p. 2131 (Document n° 5918).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à accorder un supplément d'invalidité de 10 p. 100 à tous les énucléés de guerre pour défiguration, p. 3235 (Document n° 6428). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 5105 (Document n° 7157).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devery tendant à ne faire entrer que partiellement la pension de veuve de guerre dans le calcul des ressources permettant de bénéficier des diverses lois d'assistance, p. 83 (Document n° 5296).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devery tendant à accorder une pension au taux normal à tous les enfants d'invalides et de mutilés décédés des suites de leurs blessures, p. 83 (Document n° 5299).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devery tendant à modifier les conditions d'attribution des avantages familiaux aux orphelins de père et de mère, p. 83 (Document n° 5302).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à étendre le bénéfice de l'allocation n° 8 créée par la loi n° 51-843 du 19 juillet 1952, à tous les grands invalides, bénéficiaires de l'allocation 5 bis, dont le total arithmétique des infirmités atteint au moins 200 p. 100, p. 2154 (Document n° 5972).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Commentry tendant à modifier l'article 32 de la loi n° 50-857 du 24 juillet 1950, en faveur des veuves de guerre non remariées et des orphelins d'officiers, p. 2295 (Document n° 5991).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Gabriel-Péri tendant à accorder une majoration exceptionnelle de pension aux veuves de guerre remariées dont le second mari est décédé des suites d'un fait de guerre, p. 2405 (Document n° 6035).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à accorder aux victimes civiles et militaires des droits identiques, p. 3336 (Document n° 6136).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant : 1° à l'abrogation du décret n° 53-718 du 9 août 1953 relatif à la liquidation et au règlement d'indemnités allouées aux victimes de guerre; 2° à la liquidation effective et au règlement effectif desdites indemnités, p. 4247 (Document n° 6853).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Anthonioz tendant à modifier l'article 38 de la loi du 23 février 1931 en ce qui concerne le délai de prescription des arrérages de la retraite du combattant, p. 4826 (Document n° 7067).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie étendant le bénéfice du statut des grands mutilés de guerre aux invalides dont les infirmités ont été aggravées par des blessures reçues ou des maladies contractées par le fait ou à l'occasion du service dans les circonstances définies aux articles 36 à 41 du code des pensions militaires d'invalidité, p. 4326 (Document n° 7070).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefranc tendant à la création d'une procédure de référé en matière de pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, au moyen de l'adjonction d'un article L. 82 bis au code des pensions, p. 6448 (Document n° 7123).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lefranc visant la suppression du sixième alinéa de l'article L. 3 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, et à son remplacement par un texte excluant toute présomption d'invalidité pour les incorporés qui, reconnus atteints d'une prédisposition, ont été maintenus en service, p. 6448 (Document n° 7129).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Draveny tendant à inviter le Gouvernement à porter le montant du secours versé aux compagnes des militaires, marins, civils, français ou étrangers morts pour la France, décédés en déportation ou des suites de leur captivité, au même taux que celui de la pension allouée aux veuves de guerre, p. 969 (Document n° 5499).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Devery tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les grades des agents civils de la défense passive pour le calcul des pensions acquises au titre de victimes de guerre par eux ou par leurs ayants droit, p. 4956 (Document n° 7134).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Quinson tendant à inviter le Gouvernement à régler d'une façon précise, au regard de la sécurité sociale, les droits de certains bénéficiaires de l'article 61 de la loi des pensions du 31 mars 1919, p. 5105 (Document n° 7167).

CUMUL

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Paquet tendant à interdire le cumul d'une pension et d'un traitement dans les entreprises nationales, industrielles et commerciales (n° 2858), p. 2648.

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à lutter contre le chômage en interdisant le cumul d'un emploi à temps complet avec une pension lorsque celle-ci dépasse un certain montant, p. 1404 (Document n° 5699).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Denis tendant à aménager les limites de cumul d'un traitement avec une pension pour tenir compte des charges de famille, p. 2566 (Document n° 6100).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Massot tendant à modifier l'article 43 de la loi du 8 août 1950 relatif aux règles de cumul d'une pension et d'un traitement, p. 2650 (Document n° 6101).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vincent Badie tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi n° 252 du 3 février 1942, p. 2650 (Document n° 6107).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hénault tendant à fixer le plafond du cumul pour une pension d'ancienneté et un traitement public à six fois le minimum vital, p. 4028 (Document n° 6776).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bignon tendant à modifier le plafond du cumul d'une pension d'ancienneté et d'un traitement public, et celui de deux ou plusieurs pensions, p. 4676 (Document n° 7026).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul Palowski tendant à inviter le Gouvernement à modifier les règles de cumul d'une pension d'ancienneté avec un traitement public et à porter le plafond du cumul autorisé à six fois le minimum vital, p. 2873 (Document n° 6241).

MARINS DU COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Louis Michaud sur le projet de loi tendant à valider, pour la pension sur la caisse de retraites des marins, la durée d'un mandat parlementaire rempli par un inscrit maritime (n° 4816), p. 969 (Document n° 5491). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Mazier, p. 2000 (Document n° 5876). — Adoption du projet de loi, p. 2240.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 931 (Document n° 214). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 1008 (Document n° 251). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 4011.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2516 (Loi n° 53-298 du 9 avril 1953, J. O. du 10 avril 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Cermolacce sur les propositions de résolution : 1° de M. Cermolacce tendant à inviter le Gouvernement à respecter la loi du 12 avril 1941, modifiée par la loi du 22 septembre 1948, notamment son article 55, et, en conséquence, à majorer de 23 p. 100 les salaires forfaitaires des marins du commerce, à compter du 1^{er} octobre 1951; 2° de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 23 p. 100 les salaires forfaitaires des marins pêcheurs et du commerce, conformément à l'article 55 de la loi du 12 avril 1941, modifiée par l'article 14 de la loi du 22 septembre 1948, sur la caisse des invalides de la marine (nos 4499, 4576), p. 242 (Document n° 5360).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter l'article 5 de la loi du 12 avril 1941 déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires, p. 2566 (Document n° 6099).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à assurer une pension exceptionnelle aux marins du commerce devenus fonctionnaires, p. 2650 (Document n° 6110).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt tendant à modifier certaines dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, p. 5105 (Document n° 7169).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées tendant à modifier et à compléter le régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, p. 6903 (Document n° 7503).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roubert tendant à faire bénéficier les marins du commerce qui, sous l'occupation, ont refusé de servir sur les unités alors placées sous le contrôle de l'ennemi, du temps du débarquement passé à terre pour le décompte de leurs annuités ouvrant droit à pension, p. 875 (Document n° 168).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2000 (Document n° 5905).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Serafini tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 23 p. 100 les pensions des inscrits maritimes, conformément à l'article 55 de la loi du 12 avril 1941, modifiée par l'article 14 de la loi du 22 septembre 1948, p. 1077 (Document n° 5568).

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Catoire tendant à modifier l'article 158 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 afin de faire bénéficier les veuves des travailleurs de la mine des avantages accordés aux veuves des fonctionnaires civils et militaires par l'article 55 du code des pensions civiles et militaires, p. 5231 (Document n° 7187).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules Catoire tendant à modifier le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 concernant les retraites minières, p. 6374 (Document n° 7112).

OUVRIERS DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux droits à pension des ouvriers de la défense nationale licenciés par suite de réduction d'effectifs, p. 6319 (Document n° 7101).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mailhe tendant à réparer le préjudice subi par les ouvriers de l'Etat à la suite de l'application de l'acte dit « loi du 12 mai 1941 », p. 1404 (Document n° 5699).

— Dépôt d'un rapport par M. Cherrier sur les propositions de loi : 1° de M. Cherrier tendant à réparer en partie les dommages causés aux victimes de la loi de Vichy, dite loi du 12 mai 1941; 2° de M. Mailhe tendant à réparer le préjudice subi par les ouvriers de l'Etat à la suite de l'application de l'acte dit loi du 12 mai 1941, (Nos 145-5697), p. 3543 (Document n° 6525).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme des pensions des personnels de l'Etat, p. 3133 (Document n° 6193). — Dépôt du rapport de M. Le Coutaller, p. 5313 (Document n° 7237).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à compléter les articles 2 et 4 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme des pensions des personnels de l'Etat, p. 4137 (Document n° 6835). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 5519 (Document n° 7267).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frank Arnal tendant à compléter la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 relative au régime des pensions de certains personnels de l'Etat, p. 5963 (Document n° 7368).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Cardot relative au décompte de validation du temps de présence comptant pour la retraite de certains ouvriers licenciés en application de la loi du 12 mai 1941, p. 918 (Document n° 206).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, n° 2295 (Document n° 6002).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi garantissant aux agents de l'ordre technique civil de la défense nationale, originaires des ouvriers de l'Etat, le maintien intégral de leurs avantages acquis au titre de la loi de retraite ouvrière du 2 août 1949, p. 3367 (Document n° 6646).

PENSIONS ET RENTES VIAGÈRES

Conseil de la République. — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant majoration des pensions exceptionnelles (n° 480 et 661, année 1952), p. 30.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 162 (Loi n° 53-25 du 28 janvier 1953, J. O. du 29 janvier 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Joseph Denais sur le projet de loi portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension dans le temps du régime des majorations (n° 4186), p. 1046 (Document n° 5527). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à étendre le bénéfice de la majoration des rentes viagères aux rentiers assujettis à la surtaxe progressive, p. 1110 (Document n° 5582). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Joseph Denais, p. 1105 (Document n° 5703). — Dépôt d'un avis de la commission de la Justice par M. Maurice Grimaud, p. 1496 (Document n° 5719). — Discussion, p. 1550; suite de la discussion, p. 1604; adoption de l'ensemble du projet de loi après modifications du titre: *Projet de loi portant majoration des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension du régime des majorations*, p. 1613.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 854 (Document n° 147). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 876 (Document n° 177). — Discussion, p. 904; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: *Projet de loi portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension du régime des majorations*, p. 909.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2296 (Document n° 5998). — Dépôt du rapport par M. Joseph Denais, p. 2406 (Document n° 6039). — Discussion, p. 2554; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2555. — Par rectificatif, la commission propose de rédiger ainsi le titre: *Projet de loi portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension du régime des majorations*, p. 2635 (Loi n° 53-300 du 9 avril 1953, J. O. du 10 avril 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant à revaloriser les rentes viagères de la caisse autonome d'amortissement, p. 1845 (Document n° 3851).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric Dupont ayant pour objet la revalorisation des rentes viagères de la caisse autonome d'amortissement, p. 2650 (Document n° 6105).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à revaloriser les rentes viagères constituées avant le 1^{er} janvier 1914 auprès de la caisse nationale des retraites, p. 2729 (Document n° 6183).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Bruset tendant à faciliter aux sinistrés créditeurs viagers la revalorisation de leurs rentes viagères, p. 4246 (Document n° 6848).

PERSONNELS DE L'ALGÉRIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à obtenir qu'un nouveau délai expirant six mois après la promulgation de la loi soit accordé aux fonctionnaires et agents de l'Algérie, en activité, pour demander le bénéfice des dispositions de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 2650 (Document n° 6103).

PERSONNELS CIVIL ET MILITAIRE DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Gasset tendant: 1° à modifier l'ordonnance n° 45-2624 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houlrières nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public; 2° à faire bénéficier de ces mesures les instituteurs des houlrières intégrés dans les cadres de l'enseignement public en

vertu de la loi n° 48-850 du 8 juin 1948 (n° 412-3485), p. 1718. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marcel David, p. 2088 (Document n° 5925). — Suite de la discussion, p. 2061; adoption, au scrutin, de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi relative au régime des retraites des anciens instituteurs des houlrières intégrés dans les cadres de l'enseignement public en vertu de l'ordonnance du 2 novembre 1945 et de la loi du 8 juin 1948*, p. 2066.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 839 (Document n° 192). — Dépôt du rapport par M. Estève, p. 1493 (Document n° 333). — Discussion, p. 1355; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1357.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3542 (Loi n° 53-628 du 23 juillet 1953, J. O. du 25 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Huel sur le projet de loi relatif à l'entrée en compte dans les pensions de retraite de certains services militaires accomplis au cours des années 1938 et 1939 par les militaires de réserve (n° 5483), p. 2131 (Document n° 5942). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3111 (rectificatif), p. 5520.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1310 (Document n° 351). — Dépôt du rapport par M. Radiers, p. 1701 (Document n° 471). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1780 (rectificatif), p. 2209.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5230 (Loi n° 53-1168 du 28 novembre 1953, J. O. du 29 novembre 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Devemy sur la proposition de loi de M. Dorey tendant à modifier les dispositions de l'article 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite relatif aux majorations pour enfants accordées aux agents de l'Etat bénéficiaires d'une pension de retraite (n° 3749), p. 4881 (Document n° 7082).

— Dépôt d'un rapport de M. Badie sur la proposition de loi de M. Dorey tendant à modifier l'article 49 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (n° 816), p. 3433 (Document n° 6487).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Guislain sur la proposition de loi de M. Guislain tendant à faire bénéficier des dispositions accordant certains avantages sur la retraite et l'avancement à dater du 6 août 1948, les fonctionnaires et les veuves de fonctionnaires dont les pensions ont été liquidées avant le 6 août 1948 (n° 1167, 3077), p. 3236 (Document n° 6411).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à réserver, à titre conservatoire, les droits de certaines veuves de pensionnés à l'allocation de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, en cas d'existence d'enfants mineurs d'un premier lit jusqu'à la majorité de ces derniers, p. 83 (Document n° 5292). — Dépôt du rapport par M. Devemy, p. 2131 (Document n° 5944). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Devemy, p. 4831 (Document n° 7083).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à rendre possible le mélange des avantages familiaux auxquels peuvent prétendre les divers enfants d'une même famille, p. 83 (Document n° 5293). — Dépôt du rapport par M. Devemy, p. 2131 (Document n° 5945).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à reporter sur la tête des orphelins mineurs d'un premier lit la réversion de la pension civile ou militaire de leur père, toutes les fois où leur mère remariée et redevenue veuve perçoit elle-même, du fait de son second mari, une pension de retraite, p. 83 (Document n° 5294). — Dépôt du rapport par M. Devemy, p. 2131 (Document n° 5946).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à revaloriser la rente allouée par la loi n° 50-928 du 8 août 1950 à certaines veuves de pensionnés, p. 83 (Document n° 5295). — Dépôt du rapport par M. Devemy, p. 2131 (Document n° 5947).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bignon tendant à compléter l'article 59 de la loi du 21 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 465 (Document n° 5337). — Dépôt du rapport par M. Bignon, p. 2405 (Document n° 6036).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Demusois tendant à supprimer l'alinéa 4 de l'article 26 du code des pensions civiles et militaires, p. 3613 (Document n° 6542). — Dépôt du rapport par M. Cherrier, p. 5519 (Document n° 7268).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 122 du code des pensions civiles et militaires de retraite, p. 4618 (Document n° 6984).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palowski tendant à compléter l'article 35 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 82 (Document n° 5279).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter les dispositions de l'article 50 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (article 146, 1^{er} alinéa, du code des pensions), p. 165 (Document n° 5329).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à compléter les dispositions des articles 32, 34 et 37 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à étendre ces nouvelles dispositions

aux articles 12 et 14 de la loi n° 49-1097 du 2 avril 1949, à l'article 27 bis de la loi n° 50-981 du 17 avril 1950, aux articles 23 IV et 26 du décret n° 50-461 du 21 avril 1950 et aux articles 34 I et 38 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, p. 165 (Document n° 5330).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Brusset, tendant à faire bénéficier du régime de retraite de la loi du 14 avril 1924 certains agents permanents des offices départementaux des mutilés, anciens combattants, victimes de guerre et pupilles de la nation, déjà pensionnés, p. 677 (Document n° 5412).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henault tendant à compléter l'article 43 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 884 (Document n° 5460).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à compléter la loi du 9 août 1947 (art. 24) afin de réparer une injustice commise à l'égard de certains fonctionnaires retraités, p. 1045 (Document n° 5517).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à modifier l'article 19 du code des pensions civiles et militaires de retraite, p. 1076 (Document n° 5538).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à permettre la prise en compte pour le calcul de la retraite de certains membres de l'enseignement dépendant du ministère de l'éducation nationale des années de service accomplies dans l'enseignement privé, p. 1307 (Document n° 5646).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à considérer comme ayant appartenu à l'armée active au moment de leur décès les personnels des armées assujettis au code des pensions civiles et militaires de retraite qui, ayant appartenu aux F.F.I. ou à la Résistance, ont continué à servir dans les armées de la République après la Libération et sont décédés des suites des opérations de guerre auxquelles ils ont participé, et à déterminer en conséquence les droits à pension de leurs ayants cause, p. 1307 (Document n° 5657).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à compléter l'article 64 du code des pensions civiles et militaires de retraite en faveur des ayants cause des officiers tués en opérations de guerre, p. 1307 (Document n° 5659).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à accorder aux victimes civiles de la guerre, titulaires de fonctions civiles, un droit à la retraite anticipée, p. 1307 (Document n° 5664).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Chevallier tendant à compléter l'article 17 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture des crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 1627 (Document n° 5775).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Galy-Gasparrou complétant l'article 21 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier, en ce qui concerne le droit à pension des fonctionnaires maintenus au delà de la limite d'âge, p. 1627 (Document n° 5788).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Dienesch tendant à la réversibilité de la pension de la femme fonctionnaire sur son conjoint, p. 1999 (Document n° 5896).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à accorder un délai de trois mois, à compter de la promulgation de la présente loi, aux militaires retraités bénéficiaires des dispositions du dernier paragraphe de l'article 33 de la loi du 14 avril 1924 pour faire valoir leur droit à la revision de leur pension, p. 2295 (Document n° 6001).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Monteil tendant à l'incorporation d'une partie de l'indemnité de vivres pour le calcul des pensions d'ancienneté du personnel non officier du corps des équipages de la flotte, p. 2405 (Document n° 6033).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Silvanore tendant à modifier l'article 36 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 2517 (Document n° 6062).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Krieger tendant à permettre à certains personnels frappés par anticipation par la limite d'âge à la suite des circonstances exceptionnelles de la guerre d'acquiescer de nouveaux droits à pension, p. 2651 (Document n° 6152).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Koenig tendant à modifier l'article 123 du code des pensions civiles et militaires, p. 2873 (Document n° 6242).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vincent Badie tendant à compléter le paragraphe 5 de l'article 18 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 et à faire entrer en ligne de compte, pour le bénéfice des majorations de pensions prévues en faveur des pères de famille de trois enfants et plus, les enfants non légitimes élevés par eux dans les mêmes conditions de durée que les légitimes, p. 3017 (Document n° 6285).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à modifier l'article 16 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 3017 (Document n° 6298).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Demusois tendant à modifier l'article 63 du code des pensions civiles et militaires afin de faire cesser toute discrimination entre les ayants cause des fonctionnaires décédés, p. 3183 (Document n° 6387).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à régler les droits à pension des veuves, orphelins, ascendants des fonctionnaires victimes des opérations de déminage, p. 3433 (Document n° 6434).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Demusois tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 130 du code des pensions civiles et militaires, p. 3613 (Document n° 6539).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à la validation en service actif des années de service accomplies par les ingénieurs et géomètres du service du cadastre, antérieurement à leur titularisation, p. 4027 (Document n° 6713).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Marzin tendant à l'attribution d'une indemnité spéciale mensuelle de 3.000 F aux retraités civils et militaires de l'Etat dont la pension est inférieure à 23.000 F par mois, p. 4029 (Document n° 6805).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Cachin tendant à l'abrogation du décret n° 53-711 du 9 août 1953 relatif au régime des retraites du personnel de l'Etat et des services publics, p. 4029 (Document n° 6807).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cermolacce tendant à faire entrer en compte, pour leur pension, les services accomplis par les agents du service général à bord avant le 1^{er} janvier 1930, que le droit à pension se soit ouvert avant ou après la promulgation de la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948, p. 4357 (Document n° 6900).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schmittlein tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les fonctionnaires des postes, télégraphes et téléphones appartenant aux centres de tri postaux départementaux, aux centres téléphoniques et centres de chèques, p. 4506 (Document n° 6940).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Serafini tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 4618 (Document n° 6999).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sérafini portant attribution d'une indemnité temporaire aux personnels retraités tributaires du code des pensions civiles, domiciliés et résidant en Corse, p. 4796 (Document n° 7063).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Gaubert tendant à modifier l'article 13, paragraphe V de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6903 (Document n° 7508).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sourbet ayant pour but de compléter l'article 19 de la loi n° 53-76 du 6 février 1953 pour validation des services auxiliaires ou temporaires, p. 7059 (Document n° 7580).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boulange tendant à modifier l'article 55 du décret n° 51-590 du 23 mai 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et militaires (loi du 20 septembre 1948), p. 875 (Document n° 167).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2000 (Document n° 5903).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Soldani tendant à modifier l'article 56 du décret n° 51-590 du 23 mai 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et militaires (loi du 20 septembre 1948), p. 875 (Document n° 166).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2000 (Document n° 5904).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'échelle 4, pour le calcul de leur retraite, aux maréchaux ferrants titulaires du brevet de maître maréchal ferrant, p. 969 (Document n° 5481).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la campagne double pour le calcul des pensions aux fonctionnaires retraités, prisonniers de guerre, p. 1685 (Document n° 6806).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Koenig tendant à inviter le Gouvernement à assumer, à partir du 1^{er} mars 1935, la charge des pensions et accessoires de toute nature dus aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la commission du gouvernement du territoire de la Sarre, conformément à l'article 3 de l'accord franco-allemand du 19 juin 1936, p. 3134 (Document n° 6372).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'échelle n° 4 pour le calcul de leur retraite aux maréchaux ferrants titulaires du brevet de maître maréchal ferrant, p. 4796 (Document n° 7051).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Bokanowski tendant à inviter le Gouvernement à reviser les dispositions interprétatives prises sur l'article 32 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 6448 (Document n° 7426).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castellani tendant à inviter le Gouvernement à modifier certaines dispositions de l'article 16 (décompte des annuités liquidables) de la loi du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 4523 (Document n° 433).

Voir également à la rubrique suivante: *Personnels communaux et départementaux.*

PERSONNELS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ballanger tendant à abroger le deuxième paragraphe de l'article 3 et le dernier alinéa de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime des retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics départementaux et communaux et à modifier l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et, par voie de conséquence, l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, p. 63 (Document n° 5277). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guérard tendant à modifier la loi du 3 juillet 1941 afin de maintenir aux agents des collectivités locales leurs droits acquis en ce qui concerne leur régime de retraites, p. 406 (Document n° 5390). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Devemy tendant à abroger le deuxième paragraphe de l'article 3 et le dernier alinéa de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime de retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics départementaux et communaux et à modifier l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et, par voie de conséquence, l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, p. 1496 (Document n° 5717). — Dépôt d'un rapport par M. Quinson sur les propositions de loi: 1° de Mme de Lippowski tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime de retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics et services concédés ou affermés dépendant de ces collectivités; 2° de M. Robert Ballanger tendant à abroger le deuxième paragraphe de l'article 3 et le dernier alinéa de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime des retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics départementaux et communaux et à modifier l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et, par voie de conséquence, l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949; 3° de M. Guérard tendant à modifier la loi du 3 juillet 1941 afin de maintenir aux agents des collectivités locales leurs droits acquis en ce qui concerne leur régime de retraites; 4° de M. Devemy tendant à abroger le deuxième paragraphe de l'article 3 et le dernier alinéa de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime de retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics départementaux et communaux, et à modifier l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et, par voie de conséquence, de l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949 (n°s 3317-5277-5390-5717), p. 3165 (Document n° 6333).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à abroger le deuxième paragraphe de l'article 3 et le dernier alinéa de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime des retraites des employés et agents des départements, communes et établissements publics départementaux et communaux, à maintenir, dans la nouvelle liquidation des pensions prévue par l'article 61 de la loi n° 48-1456 du 20 septembre 1948 — ou de l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949 — les avantages légalement garantis par le statut précédent ou des dispositions réglementaires et à prescrire une liquidation rectificative chaque fois qu'il n'a pas été tenu compte de ces dispositions, p. 4999 (Document n° 5894).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant à permettre la validation, pour la retraite, de certains services accomplis par les fonctionnaires et agents des collectivités locales, p. 3791 (Document n° 6665).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant à permettre la validation, pour la retraite, de certains services accomplis par les fonctionnaires et agents des collectivités locales, p. 3366 (Document n° 6637).

RETRAITE POUR LA VIEillesse

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications susceptibles d'être accordées aux déposants de la caisse nationale d'assurances sur la vie atteints d'une incapacité absolue de travailler, p. 4627 (Document n° 5762). — Dépôt du rapport par M. Joubert, p. 2296 (Document n° 5996). — Adoption du projet de loi, p. 2390.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 989 (Document n° 231). — Dépôt du rapport par M. Roin, p. 994 (Document n° 236). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1008.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2546 (Loi n° 53-303 du 9 avril 1953, J. O. du 20 avril 1953).

SAPEURS-POMPIERS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cagne tendant à accorder au personnel du corps des sapeurs-pompiers de France des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, p. 4953 (Document n° 7130).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Voyant tendant à accorder au personnel des corps de sapeurs-pompiers de France des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, p. 2723 (Document n° 717).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7283 (Document n° 7577).

PÉTITIONS.

Assemblée nationale. — Pétitions déposées et rapportées. — Année 1951: n° 1, p. 5662. — Année 1952: n°s 39, 85 à 88, 90 à 92, p. 99; 93 à 96, 98, 99, p. 1081; 89, 100, 101, p. 1907; 80, 82, 83, p. 2806; 97, p. 4006; 25, 55, 80, 83, p. 4511; 87, 89, 99, 106, p. 4512; 59, 63, 68, 71, 83, 91, 92, p. 5602 (rectifié, p. 6099). — Année 1953: n°s 103, p. 1081; 102, 103, 107, 108, p. 1907; 109 à 113, p. 1908; 104, 105, 114, 145, p. 2895; 116, 117, 119 à 121, p. 2897; 122, p. 3314; 123 à 123, p. 3345; 129 à 135, p. 4007; 103, 112, p. 4513; 113, 114, 117, p. 4514; 119, 121, 122, 127, 128, p. 4515; 135, p. 4516; 108, 118, 136 à 138, p. 5602; 139, 140, 144 à 149, 151, 153, 154, p. 5603; 155 à 157, 161, 163 à 166, 168, p. 5604.

Réponses des ministres. — Pétitions. — Année 1951. — Nos 1 et 15, p. 100; 13, p. 1081; 18, p. 1908; 15, 72, 85, p. 3345; 16, 47, p. 4007; 15 et 16, p. 5604. — Année 1952: n°s 41, 45, 73, 49, 59, p. 101; 61, 62, 64, p. 102; 46, p. 1031; 48, 53, 66 à 68, p. 1082; 72, 74, 80, 81, p. 1083; 82, p. 1084; 86, 60, 75, 76, p. 1909; 55, 56, 63, p. 2897; 68, 70, 71, 79, 92, p. 2899; 94, p. 2901; 89, 96, 98, 100, p. 3346; 37, 101, p. 4007. — Année 1953: n°s 102, p. 2901; 106, 108, p. 2902; 109, 111, p. 2903; 116, 120, p. 4007; 88, 105, 120, 125, p. 5605; 136, 123, p. 5606; 130, 131, 134, p. 5607.

Conseil de la République. — Pétitions. — Nos 94 à 101, p. 806; 103 à 106, p. 1083; 107 à 114, p. 1083; 115 à 119, p. 1004.

Réponses des ministres: pétitions n°s 82, 89, p. 197 et 807; 83, p. 807; 90, p. 935; 94, p. 936; 79, p. 1933; 85, 97, 99, 100, 101, p. 1381; 102, p. 2426; 103, 104, 105, p. 2428; 108, 113, 118, p. 2429; 119, p. 2430.

Périodiques. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 31; (Conseil de la République), n° 138.

Permis de chasse. — V. Chasse.

Permis de conduire. — V. Code de la route.

Permis de construire. — V. Construction, reconstruction.

Pétrole. — V. Combustibles liquides et solides. — Exportations et importations.

Pharmacie. — V. Armées (service de santé). — Conventions internationales. — France d'outre-mer (textes généraux). — Impôts (chiffre d'affaires). — Interpellations, n° 150.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Juglas sur le projet de loi portant additions et modifications à l'ordonnance du 5 mai 1953 instituant l'ordre national des pharmaciens et étendant aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle l'application de la présente ordonnance ainsi modifiée (n°s 3778, 4875, p. 4496 (Document n° 5718). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Barrot, p. 1966 (Document n° 5370). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier et compléter les dispositions du code de la pharmacie concernant l'ordre national des pharmaciens et à les rendre applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun*, p. 2357.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1019 (Document n° 260). — Dépôt du rapport par M. Coupigny, p. 1122 (Document n° 312). — Discussion, p. 1314; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1347.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3542 (Loi n° 53-662 du 1^{er} août 1953, J. O. du 2 août 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Barrier sur la proposition de loi de M. Hénault tendant à l'annulation des arrêtés des 19 juin 1937 et 4 juillet 1947 pris pour assurer le fonctionnement de la loi du 14 juin 1934 sur les sérums et vaccins et rendant, au contraire, cette loi d'application impossible (n° 4190), p. 1628 (Document n° 5772). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi modifiant l'article 96 du code de la pharmacie concernant les sérums, vaccins et certains produits d'origine microbienne non chimiquement définis*, p. 2451.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 994 (Document n° 244). — Dépôt du rapport par M. Paget, p. 1191 (Document n° 397). — Discussion, p. 1520; adoption au scrutin de l'avis sur la proposition de loi, p. 1521.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3948 (Loi n° 53-685 du 6 août 1953, J. O. du 7 août 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Montalat sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions législatives relatives à la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants (n° 4603), p. 1085 (Document n° 5802). — Discussion, p. 2451; adoption du projet de loi, p. 2452.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 994 (Document n° 240). — Dépôt du rapport par M. Variot, p. 1460 (Document n° 336). — Discussion, p. 1518; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1520.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3959 (Document n° 6635). — Dépôt du rapport par M. Montalat, p. 4736 (Document n° 7054). — Discussion, p. 5853; adoption du projet de loi, p. 5854 (Loi n° 53-1270 du 24 décembre 1953, J. O. du 25 décembre 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Charret sur la proposition de loi de M. Barrot tendant à reconnaître la coopération dans la pharmacie d'officine et à organiser son statut (n° 590-1560), p. 1188 (Document n° 5607). — Adoption de la proposition de loi, p. 2044.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 899 (Document n° 182). — Dépôt du rapport par M. Variot, p. 1616 (Document n° 448). — Discussion, p. 1620; adoption d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 1621.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4591 (Document n° 6945).

— Dépôt d'un rapport de M. Durbet sur les propositions de résolution: 1° de M. Linet, tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 52-951 du 7 août 1952 instituant la présentation d'une vignette gommée pour le remboursement des spécialités pharmaceutiques, des produits sous cachet, des sérums, vaccins et produits assimilés; 2° de M. Notebart, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour protéger les bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite (loi du 15 juillet 1893 modifiée), les bénéficiaires de l'article L-115 du code des pensions militaires d'invalidité et ceux relevant de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail (n° 4871-5118), p. 678 (Document n° 5120).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à rendre le visa du ministre de la santé publique obligatoire pour tous articles médicaux autres que ceux paraissant dans la presse réservée au corps médical et pharmaceutique, p. 1183 (Document n° 5610). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 3235 (Document n° 6405). — Dépôt d'un avis de la commission de la presse par M. Beltencourt, p. 3867 (Document n° 6615).

— Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Barrot, sur le projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie (n° 3779), p. 2406 (Document n° 6023).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à la modification du décret n° 52-951 du 7 août 1952 relatif au contrôle de l'utilisation des médicaments spécialisés achetés, fournis, pris en charge et utilisés par les collectivités publiques et par les organismes de sécurité sociale et de mutualité sociale-agricole et du décret n° 51-1322 du 6 novembre 1951 portant codification des textes législatifs concernant la pharmacie, p. 1367 (Document n° 5640).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux tendant à réduire de 20 p. 100: 1° les prix des produits pharmaceutiques; 2° les prix des journées d'hospitalisation, p. 6628 (Document n° 7163).

Pharmacie vétérinaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Saint-Cyr tendant à réglementer l'exercice de la pharmacie vétérinaire, p. 3919 (Document n° 6676).

Photographie. — V. Presse.

Piastres. — V. *Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale)*. — *Interpellations* n°s 106, 128, 153. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 113, 149 (*Conseil de la République*) n° 48.

Plan Courant. — V. Propriété immobilière.

Police d'Etat. — Sécurité nationale. — V. *Interpellations* n°s 86, 93, 455. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 19, 106, 134 bis. — *Traitements (intérieur)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bal-langer tendant à l'abrogation de la loi n° 48-1304 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police, p. 2829 (Document n° 6220).

Police municipale de Paris. — V. Traitements (intérieur).

Police de la route. — V. Code de la route.

Politique agricole du Gouvernement. — V. *Interpellations* n°s 62, 63, 116.

Politique économique et sociale. — V. *Conventions internationales*. — *Interpellations* n°s 115, 116.

Politique étrangère du Gouvernement. — V. *Interpellations* n°s 50, 496. — *Questions orales (Conseil de la République)* n°s 31, 106, 113, 125.

Politique générale du Gouvernement. — V. *Interpellations* n°s 1, 3, 50, 111, 235, 247. — *Questions orales (Conseil de la République)* n°s 66, 84.

Pommes à cidre. — V. Agriculture (fruits et légumes).

Ponts. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 15.

Pool charbon-acier. — V. *Conventions internationales*. — *Interpellations* n°s 9, 138, 132. — *Mines et carrières (exploitation)*. — *Questions orales (Conseil de la République)* n°s 53, 59, 80, 81, 95, 99.

Population.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacquellina Thome-Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, en 1954, à un dénombrement général de la population, p. 1664 (Document n° 463). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 1925 (Document n° 559). — Discussion, p. 2062; adoption, p. 2064.

Ports maritimes et fluviaux. — V. Chômage (allocation secours). — Conventions internationales (travail). — Interpellations n°s 39, 222.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Fayet sur la proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à faire effectuer les études nécessaires et à débloquer les crédits pour l'édification d'un port de pêche à Canet-Plage dans les Pyrénées-Orientales (n° 3907), p. 1845 (Document n° 5833). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4560.

— Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi du 23 février 1914 concernant la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce, p. 2828 (Document n° 6227).

Possessions australes et antarctiques. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Postes diplomatiques et consulaires. — V. Questions orales (Conseil de la République) n° 21.

Postes, télégraphes et téléphones. — V. Conventions internationales. — Electricité et gaz (tarifs). — Interpellations n° 10. — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 31, 51, 87, 134 (*Conseil de la République*) n° 148. — *Traitements, soldes et indemnités*.

AGENCES POSTALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Barthélemy sur la proposition de loi de M. Barthélemy tendant à reconnaître la qualité d'auxiliaire aux gérants d'agences postales, avec toutes les garanties et avantages concédés à cette catégorie (n° 1711), p. 2548 (Document n° 6051).

ALSACE-LORRAINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport sur le projet de loi fixant le régime applicable à la correspondance postale, télégraphique et téléphonique dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (n° 3397), p. 2038 (Document n° 5980). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 3411.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1340 (Document n° 357). — Dépôt du rapport par M. Bouquerel, p. 1712 (Document n° 486). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1837.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5367 (Loi n° 53-1191 du 2 novembre 1953, J. O. du 4 novembre 1953).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Levindrey sur les propositions de résolution: 1° de M. Furaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rendre effectives les possibilités d'accès des contrôleurs principaux féminins des postes, télégraphes et téléphones aux classes exceptionnelles de leur grade; 2° de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à provoquer l'examen de la situation des catégories féminines des postes, télégraphes et téléphones (n°s 3611, 3686), p. 787 (Document n° 5134).

— Dépôt d'un rapport de M. Sibut sur: 1° la proposition de loi de M. Barthélemy tendant, par l'abrogation des dispositions de l'arrêté du 24 mars 1913, à reconnaître la qualité d'employeur à l'administration des postes, télégraphes et téléphones vis-à-vis des auxiliaires chargés de la suppléance de receveur-distributeur; 2° les propositions de résolution: 1° de M. Paul Aubry tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 24 mars 1913 et à remettre en vigueur le décret du 2 août 1933 relatif à la suppléance électrique des receveurs-distributeurs; 2° de M. Gabelle tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime de suppléance électrique des receveurs-distributeurs des postes, télégraphes et téléphones, de manière que l'administration des postes, télégraphes et téléphones soit l'employeur direct des suppléants (n°s 1950, 1661, 1753), p. 1045 (Document n° 5520).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélemy tendant à inviter le Gouvernement à suspendre tout licenciement de personnel auxiliaire ou intérimaire des postes, télégraphes et téléphones jusqu'à l'application intégrale à celui-ci de la loi du 3 avril 1950 et tant que n'aurait pas été effectivement satisfaites les demandes d'abonnement au téléphone demeurées en instance faute de moyens d'installation et d'exploitation suffisants, p. 1256 (Document n° 5632). — Dépôt du rapport par M. Dufour, p. 2513 (Document n° 6066).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les modalités de recrutement des contrôleurs et des contrôleurs des industries électromécaniques des postes, télégraphes et téléphones, p. 2295 (Document n° 5991). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 4881 (Document n° 7060).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Diethelm tendant à inviter le Gouvernement à opérer rapidement la transformation de 18.000 agents et agents principaux d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones en contrôleurs et contrôleurs principaux, p. 2517 (Document n° 6078). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 5312 (Document n° 7215).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les modalités suivant lesquelles a été effectuée, dans l'administration des postes, télégraphes et téléphones, l'application de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 portant réforme de l'auxiliarat, p. 3039 (Document n° 6308).

RECouvreMENTS POSTAUX

Conseil de la République. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursements (nos 538 et 669, année 1952.) p. 29.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 162 (Loi n° 53-26 du 28 janvier 1953, J. O. du 29 janvier 1953).

TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à faire déduire du montant des abonnements téléphoniques dus par les usagers une somme calculée au prorata du nombre de journées pendant lesquelles ils auront été privés de l'utilisation de leur installation téléphonique, p. 4133 (Document n° 6829). — Retrait, p. 4505.

— Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Dagain sur la proposition de loi de M. Pierre Souquès tendant à modifier la loi n° 49-211 du 16 février 1949 relative aux abonnements téléphoniques forfaitaires souscrits par les questeurs de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française (nos 3026, 3861), p. 3792 (Document n° 6604).

Poudres et explosifs. — V. *Interpellations* nos 27, 53, 174. — *Questions orales* (Assemblée nationale) n° 8 (Conseil de la République) n° 44.

Pouvoirs publics.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Foniupt-Esperaber tendant à modifier et à compléter l'article 9 de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, p. 6320 (Document n° 7400).

Pouvoirs spéciaux. — V. Economies et finances (redressement).

Préfecture de la Seine. — V. *Fonctionnaires communaux et départementaux.* — *Interpellations* n° 40.

Préfectures et sous-préfectures. — V. *Administration départementale.* — *Intérieur (ministère).* — *Questions orales* (Assemblée nationale) n° 91.

Présidence du conseil des ministres.

Assemblée nationale. — Investiture de M. René Mayer, président du conseil désigné, p. 2; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Yvon Delbos, p. 39. — Démission du cabinet René Mayer, p. 2846. — Investiture de M. Paul Reynaud, président du conseil désigné, p. 2846 et rejet, au scrutin, d'une motion d'investiture, présentée par M. Chastellain, p. 2873. — Investiture de M. Mendès-France, p. 2906, 2949, 2961, 2971; rejet, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Yvon Delbos, p. 2979 (*rectificatif*, p. 3040). — Investiture de M. Georges Bidault, président du conseil des ministres, p. 2986; rejet, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Robert Lecourt, p. 3016. — Investiture de M. André Marie, président du conseil des ministres, p. 3070; rejet, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Yvon Delbos, p. 3103. — Investiture de M. Joseph Laniel, p. 3150; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Chastellain, p. 3160.

Présidence de la République. — V. Constitution.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à inviter le Gouvernement à saisir le Parlement d'un projet de loi relatif aux modalités de l'élection du Président de la République, p. 1572 (Document n° 438). — Lecture du rapport par M. Michel Debré et discussion, p. 1598; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 1602 (*rectificatif*, p. 2066).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant les modalités d'élection du Président de la République, p. 4730 (Document n° 7039). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Prélot tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi fixant les modalités de l'élection du Président de la République, p. 4437 (Document n° 6917). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 5259 (Document n° 7197) (*rectificatif*, p. 5459). — Discussion, p. 5621; adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi fixant les modalités d'élection du Président de la République*, p. 5625.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1952 (Document n° 569). — Dépôt du rapport par M. Michel Debré, p. 2016 (Document n° 578). — Discussion, p. 2025; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2026.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5962 (Loi n° 53-1214 du 8 décembre 1953, J. O. du 9 décembre 1953).

Assemblée nationale. — Convocation du Parlement en Congrès à Versailles, pour procéder à l'élection du Président de la République, p. 5568.

Conseil de la République. — Convocation du Parlement en Congrès à Versailles le 17 décembre en vue de procéder à l'élection du Président de la République, p. 1943.

Conseil de la République. — Hommage à M. René Coty, élu Président de la République et de l'Union française, p. 2260.

En ce qui concerne l'élection du Président de la République: voir *table spéciale* (Congrès du Parlement).

Presse. — V. *Code d'instruction criminelle.* — *Interpellations* nos 28, 30, 89, 98, 186, 200, 208, 241. — *Questions orales* (Assemblée nationale) nos 25, 133, 148 (Conseil de la République) nos 16, 138, 140.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Beauvais sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 39 et 48 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (nos 182 et 612, année 1952); p. 804 (Document n° 426). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 818.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1362 (Loi n° 53-184 du 12 mars 1953, J. O. du 13 mars 1953).

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Baylet tendant à faire assurer la représentation des entreprises de presse par les organisations professionnelles les plus représentatives (nos 3956, 4762), p. 1235; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 1238.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 780 (Document n° 116). — Dépôt du rapport par M. Le Sassi-Boisauné, p. 866 (Document n° 152). — Discussion, p. 883; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 885.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2001 (Document n° 5899). — Dépôt du rapport par M. Roger Secrétain, p. 2519 (Document n° 6053); discussion et adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 2513 (Loi n° 53-287 du 7 avril 1953, J. O. du 8 avril 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yvon Delbos tendant à la délivrance de la carte d'identité de journaliste honoraire, p. 96 (Document n° 5311). — Dépôt du rapport par M. Secrétain, p. 2131 (Document n° 5951). — Dépôt du rapport par M. Secrétain, p. 4826 (Document n° 7073). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à créer la carte de journaliste professionnel honoraire*, p. 5185.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1830 (Document n° 534). — Dépôt du rapport par M. Brizard, p. 2016 (Document n° 579). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2062.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6047. (Loi n° 53-1242 du 15 décembre 1953, J. O. du 16 décembre 1953.)

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à modifier l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, p. 39 (Document n° 5261).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à interdire la radiodiffusion, la télévision et la photographie des débats judiciaires, p. 241 (document n° 5353).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à instituer une taxe spéciale sur les journaux et publications de caractère politique édités en Suisse et circulant en France, p. 5519 (Document n° 7273).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur les dispositions de l'arrêté du 18 avril 1952 relatif au taux de remise des revendeurs de journaux quotidiens et publications périodiques, p. 4880 (Document n° 7096).

Prestations familiales. — V. *Allocations familiales.* — *Budgets de 1953, 1951.* — *Interpellations* nos 123, 105. — *Questions orales* (Assemblée nationale) n° 62 (Conseil de la République) n° 4.

Preuve testimoniale. — V. Comptabilité publique.

Primes. — V. *Code du travail (salaires et indemnités).* — *Construction, reconstruction.* — *Traitements, soldes et indemnités.*

Prisonniers et déportés. — V. *Code du travail (contrat de travail).* — *Conventions internationales.* — *Croix de guerre.* — *Fonctionnaires.* — *Interpellations* nos 69, 84, 97. — *Questions orales* (Assemblée nationale) nos 102, 109, 144 (Conseil de la République) n° 120.

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de Mme de Lipkowski tendant à interdire l'emploi abusif du titre de « déporté » (n° 4446), p. 1075.

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Mondon, tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi du 6 août 1943 établissant le statut définitif des internés et déportés de la Résistance, les Lorrains et Alsaciens réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande et formations paramilitaires, déserteurs de cette armée et de ces formations, ainsi que leur famille (nos 4325, 4767), p. 2270; adoption de l'ensemble de la proposition de loi, après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des internés et déportés de la Résistance les Alsaciens et Lorrains réfractaires à l'incorporation dans les formations militaires ou paramilitaires allemandes ou déserteurs de ces formations ainsi que leur famille.* » p. 2275.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 931 (Document n° 216). — Dépôt du rapport par M. Radius, p. 1588 (Document n° 411). — Discussion, p. 1637; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, établissant le statut des déportés et internés de la Résistance, les Alsaciens et Lorrains qui ont été déportés ou internés pour s'être soustraits à l'appel à l'incorporation dans les formations militaires ou paramilitaires allemandes ou les avoir désertés, ou pour avoir volontairement aidé ces réfractaires ou déserteurs », p. 1638 (rectificatif p. 1703).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4619 (Document n° 7002).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Guislain sur la proposition de loi de M. Guislain tendant à modifier l'article 7 de la loi du 6 août 1948 portant statut des déportés et internés de la Résistance et tendant à régler les aides et accessoires en fonction des liquidations effectuées avant le 1^{er} janvier 1946 (n° 619), p. 3434 (Document n° 6286).

— Dépôt d'un rapport de M. Mouton sur la proposition de loi de M. Mouton tendant à substituer aux mots « personnes contraintes » les mots « déportés du travail », dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 (n° 173), p. 1516 (Document n° 5813).

— Dépôt d'un rapport de Mme de Lipkowsky sur la proposition de loi de Mme de Lipkowsky tendant à modifier l'article 12 de la loi du 6 août 1948 relatif aux pèlerinages effectués par les familles des morts pour la France (n° 4185), p. 1561 (Document n° 5732).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à indemniser les déportés et internés de la guerre 1914-1918 relevant des lois du 6 août 1948 portant statut des déportés et internés de la Résistance et du 7 septembre 1948 portant statut des déportés et internés politiques, des dommages et pertes de biens subis à l'occasion de leur déportation et de leur internement, p. 82 (Document n° 5271). — Dépôt du rapport par M. Guislain, p. 1623 (Document n° 5770).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à proroger jusqu'au 31 août 1954 le délai de forclusion pour le dépôt des demandes d'attribution de la carte de personne contrainte au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi, ou en territoire français annexé par l'ennemi, p. 3256 (Document n° 6134). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à proroger le délai prévu pour le dépôt des demandes en vue d'obtenir le bénéfice des dispositions de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, p. 3133 (Document n° 6196). — Dépôt du rapport par Mme Rose Guérin, p. 3367 (Document n° 6640).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rose Guérin tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence le décret d'application de la loi instituant le pécule des déportés et internés politiques, p. 969 (Document n° 5503). — Dépôt du rapport par Mme Rose Guérin, p. 4623 (Document n° 5771).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à étendre aux prisonniers civils déportés et internés de la guerre 1914-1918 le bénéfice des divers statuts concernant les déportés et internés résistants et politiques de la guerre 1939-1945 et du statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, annexé par l'ennemi ou occupé par l'ennemi, p. 969 (Document n° 5500).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme de Lipkowsky tendant à interdire l'emploi abusif du titre de « déporté », p. 1627 (Document n° 5773).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaubert tendant à interdire l'emploi abusif du titre de « déporté », p. 1945 (Document n° 5839).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant: 1° à faire bénéficier les « déportés et internés politiques » des mêmes avantages que les « déportés et internés résistants » en matière de pensions; 2° à accorder les pensions sur présentation du titre provisoire (modèle A ou M) quand l'intéressé n'a pas encore reçu le titre définitif (carte de déporté ou d'interné), p. 2937 (Document n° 6270).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guislain tendant à modifier l'article 3, paragraphe 1^{er}, de la loi du 6 août 1948 portant statut des internés et déportés de la Résistance, par application de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1951 accordant des bonifications aux mobilisés de la guerre 1939-1945, p. 3017 (Document n° 6287).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Aumeran tendant à appliquer aux personnels civils ayant été internés par les autorités de la Corée du Nord les dispositions relatives aux déportés et internés de la guerre 1939-1945, p. 3919 (Document n° 6691).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative aux droits à pension des incorporés au service obligatoire du travail, p. 3949 (Document n° 6704).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à abroger le décret n° 53-804 du 4 septembre 1953 portant délai pour le dépôt des demandes en vue de l'attribution du titre de déporté ou d'interné résistant ou politique, p. 4029 (Document n° 6804).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à reconnaître comme acte qualifié de résistance pour l'attribution de la carte « Interné, déporté résistant » le refus de travail pour l'ennemi quand il a entraîné l'internement ou la déportation dans un camp de concentration, p. 4247 (Document n° 6851) (rectificatif p. 4317).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Francis Cahlet tendant à établir définitivement les délais de règlement du pécule des anciens combattants prisonniers de guerre, p. 5330 (Document n° 7247).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dorey tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, p. 7059 (Document n° 7527).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux anciens déportés politiques des facilités pour négocier les bons de la reconstruction, p. 3919 (Document n° 6678).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Sérafini tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître aux internés des camps de l'île d'Elbe et autres camps non reconnus la qualité de déporté résistant, p. 4796 (Document n° 7059).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à insérer dans le plan quadriennal des mesures assurant le paiement du pécule aux prisonniers de guerre, dans les délais impartis par la loi, p. 5231 (Document n° 7189).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 1^{er} juillet 1954 le délai pour le dépôt des demandes en vue de l'attribution du titre de déporté ou d'interné rendu forcé par le décret n° 53-804 du 4 septembre 1953, p. 5312 (Document n° 7243).

Prisonniers de guerre allemands. — V. Questions orales (Conseil de la République) n° 130.

Prix (réglementation, variation). — V. Electricité et gaz (tarifs). — Interpellations n° 217. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 10, 46, 176 (Conseil de la République) nos 21, 116, 118.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ali tendant à rendre applicables à l'Algérie les dispositions de la loi n° 49-756 du 9 juin 1949 supprimant les chambres correctionnelles économiques, p. 2295 (Document n° 5993).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud modifiant le régime de la distribution et portant création d'une marge globale de distribution, p. 1532 (Document n° 434).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4029 (Document n° 6822).

Produits agricoles. — V. Agriculture.

Produits alimentaires. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 176.

Produits chimiques. — V. Interpellations n° 202.

Produits laitiers. — V. Agriculture.

Produits oléagineux. — V. Corps gras, huile et plantes oléagineuses.

Produits pharmaceutiques. — V. Pharmacie.

Produits résineux. — V. Bois et forêts.

Formation ouvrière. — V. Enseignement technique (cours de formation professionnelle et de perfectionnement).

Propriété commerciale. — V. Interpellations n° 238. — Loyers (baux commerciaux).

Propriété foncière et mobilière. — V. Agriculture (exploitations agricoles). — Impôts (contributions foncière et mobilière).

Propriété immobilière. — V. Expropriation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux, p. 4045 (Document n° 5523) (rectificatif, p. 4347). — La commission présente le projet en six rapports distincts qui donneront lieu à six lois différentes:

I. — Mesures en faveur de la reconstruction. — Dépôt d'un rapport de M. Schmitt, p. 1845 (Document n° 5842). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 2038 (Document n° 5912). — Discussion, p. 1982; adoption de l'ensemble avec le titre suivant: « Projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction », p. 4993.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 179). — Dépôt du rapport par M. Jozeau-Marigné, p. 932 (Document n° 216). — Discussion, p. 945, 951; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 956.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2519 (Document n° 6049). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 2548 (Document n° 6060). — Discussion, p. 2556 et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2557 (Rectificatif, p. 2635) (Loi n° 53-319 du 15 avril 1953, J. O. du 16 avril 1953).

II. — Mesures tendant à faciliter l'action des organismes d'H. L. M. — Dépôt d'un rapport de M. Gaubert, p. 1906 (Document n° 5861). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 2038 (Document n° 5909). — Discussion, p. 1993, 2025; adoption de l'ensemble avec le titre suivant: « Projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré », p. 2631.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 180). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 918 (Document n° 207). — Discussion, p. 956, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 962.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2519 (Document n° 6050). — Dépôt du rapport par M. Gaubert, p. 2516 (Document n° 6059). — Discussion, p. 2557 et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2560 (Loi n° 53-320 du 15 avril 1953, J. O. du 16 avril 1953).

III. — *Epargne. — Construction.* — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Siefridt sur: I. le projet de loi relatif à diverses mesures de nature à accélérer dès 1953 la construction de logements économiques et familiaux (dispositions concernant l'épargne-construction); II. les propositions de loi: 1° de M. de Tinguy, tendant à instituer l'épargne-logement; 2° de M. Gabelle, tendant à instituer le livret d'épargne-construction; 3° de Mme Thome-Patenôtre, sénateur, tendant à instituer l'épargne-construction (nos 5528, 3209, 4868, 6257, 4885), p. 1785 (Document n° 5821). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 2038 (Document n° 5911). — Discussion, p. 2031, 2097; adoption, au scrutin, avec le titre suivant: « *Projet de loi tendant à instituer l'épargne-construction* », p. 2105.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 191). — Dépôt du rapport par Mme Thome-Patenôtre, p. 932 (Document n° 215). — Discussion, p. 974; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 982.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2519 (Document n° 6052). — Dépôt du rapport par M. Siefridt, p. 2518 (Document n° 6053). — Discussion, p. 2560; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 2563 (*Loi n° 53-321 du 15 avril 1953, J. O. du 16 avril 1953*).

IV. — *Acquisition de terrains.* — Dépôt d'un rapport de M. Coudray sur: 1° le projet de loi tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel; 2° le projet de loi relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (dispositions concernant les mesures tendant à mettre les terrains nécessaires à la disposition immédiate des constructeurs); 3° la proposition de loi de M. Minjoz tendant à faciliter les opérations foncières et la construction d'habitations à loyer modéré et à constituer des offices publics d'aménagement des régions urbanisées ou en voie d'urbanisation (nos 4394, 5528, 4469), p. 1906 (Document n° 5863).

— Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 2038 (Document n° 5910). — Discussion, p. 2105; adoption, au scrutin, d'une motion tendant à l'ajournement du débat, p. 2116. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Coudray, p. 2405 (Document n° 6022). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Marcel Grimaud, p. 2406 (Document n° 6042). — Discussion, p. 2480, 2497; adoption, au scrutin, du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi tendant à accorder des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie* », p. 2512.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1017 (Document n° 256). — Dépôt du rapport par M. Jozeau-Marigné, p. 1400 (Document n° 375). — Discussion, p. 1470; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi tendant à accorder des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations* », p. 1482.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3792 (Document n° 6596). — Dépôt du rapport par M. Coudray, p. 3867 (Document n° 6638). — Discussion, p. 3899; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à accorder des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie* », p. 3908 (*rectificatif*, p. 4006) (*Loi n° 53-683 du 6 août 1953, J. O. du 7 août 1953*).

V. — Art. 1^{er}, 8, 10, 33, 34, 35, 43 et 44. — Dépôt d'un rapport de M. Siefridt, p. 1906 (Document n° 5862). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 2038 (Document n° 5909). — Discussion, p. 2117, 2156, 2171; adoption, au scrutin, avec le titre suivant: « *Projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques* », p. 2192 (*rectificatif*, p. 2296).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 195). — Dépôt du rapport par M. Malécot, p. 932 (Document n° 217). — Discussion, p. 962; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 974.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2519 (Document n° 6051). — Dépôt du rapport par M. Siefridt, p. 2519 (Document n° 6094). — Discussion, p. 2563, et adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2566 (*Loi n° 53-318 du 15 avril 1953, J. O. du 16 avril 1953*).

VI. — *Prix des loyers et primes de déménagement (art. 9 et chap. IX).* — Dépôt d'un rapport de M. Grousseau, p. 2000 (Document n° 5883). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 2038 (Document n° 5913). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Halbout, p. 2132 (Document n° 5956). — Discussion, p. 2192.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Siefridt tendant à favoriser la conservation du patrimoine immobilier, p. 4247 (Document n° 6858).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Max Brusset tendant à assurer aux familles nombreuses un mode de financement plus équitable des indemnités de reconstitution immobilière, p. 884 (Document n° 5167).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à favoriser l'investissement des capitaux privés dans la construction, p. 2517 (Document n° 6063).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Garet tendant à modifier le calcul de l'indemnité pour détérioration des immeubles réquisitionnés, p. 2728 (Document n° 6165).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet l'installation obligatoire d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation pour réduire l'usage du cordon, p. 3543 (Document n° 6512).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à modifier l'article 3 de la loi du 23 juin 1938 portant statut de la copropriété des immeubles divisés en appartements, p. 3791 (Document n° 6594).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond-Laurent tendant à inviter le Gouvernement à encourager la construction familiale par l'abaissement du taux des prêts du Crédit foncier, l'institution d'une journée nationale dite « Journée du logement familial », l'émission d'un timbre dit « Timbre du logement » et la création d'un comité national d'action pour le logement, p. 1045 (Document n° 5526).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à encourager l'effort d'accession à la propriété des groupes d'autoconstruction « Castors », p. 2651 (Document n° 6104). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à prendre de nouvelles mesures d'aide financière en faveur des constructeurs dits « castors », p. 2552 (Document n° 6150). — Dépôt du rapport par M. Jean Guillon, p. 3867 (Document n° 6659).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les siasistrés mobiliers à réemployer leurs dommages de guerre dans la construction d'immeubles à usage d'habitation, p. 3792 (Document n° 6581).

Propriété industrielle.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant prorogation des délais en matière de propriété industrielle, p. 4826 (Document n° 7071).

Prostitution. — V. Maisons de tolérance.

Protection civile. — V. Budget de 1953, 1954. — *Conseil national de la vieillesse.*

Protection de l'enfance. — V. Enfance (protection de l').

Protection des végétaux. — V. Agriculture. — Domaine de l'Etat.

Prud'homme. — V. Code de procédure civile. — *Conseil de prud'hommes.*

Psychotechnique. — V. Enseignement technique (orientation professionnelle).

Publications. — V. Presse. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 157.

Pupilles de l'Etat. — V. Enfance (assistance à l').

Q

Questions orales (Assemblée nationale).

1. — *Etablissement de postes distributeurs d'essence.* — Retrait de la question orale posée en 1952 par M. Ramonet à M. le ministre des travaux publics, p. 193.

2. — *Non-paiement, au centre hospitalier de Toulouse, des frais de séjour des malades, par le délégué interdépartemental de Toulouse du ministère des anciens combattants.* — Retrait de la question orale posée en 1952 par M. Alfred Costé-Floret à M. le ministre des anciens combattants, p. 193.

3. — *Producteurs de blé d'Ille-et-Vilaine, qui reçoivent en paiement de leurs blés un chèque qui ne peut être payé que par la caisse nationale de crédit agricole.* — Question posée en 1952 par M. Coudray à M. le ministre de l'agriculture; réponse du ministre, p. 193.

4. — *Conditions dans lesquelles se sont déroulés les récents concours d'agrégation près des facultés de médecine.* — Question posée en 1952 par M. Boutbien à M. le ministre de l'éducation nationale; réponse du ministre, p. 194.

5. — *Situation de certaines communes du Haut-Jura complètement isolées par les neiges.* — Question posée en 1952 par M. Barthélémy à M. le ministre des travaux publics; réponse du ministre, p. 197.

6. — *Situation des travailleurs occupés sur les chantiers du travail de Roche-les-Beaupré (Doubs).* — Question posée en 1952 par M. Barthélémy à M. le ministre du travail; réponse du ministre des travaux publics, p. 193.

7. — *Organisation d'une procédure de révision des budgets locaux.* — Question posée en 1952 par M. Delbez à M. le ministre des finances; réponse du ministre du budget, p. 199.

8. — *Indemnités aux propriétaires et locataires de l'immeuble sis rue de la Santé qui ont éprouvés des dommages par suite de l'explosion d'une bombe.* — Question posée en 1952 par M. Edouard Depreux à M. le président du conseil; réponse du ministre du budget, p. 200.

9. — *Classification dans les impôts des personnes ou sociétés ayant passé des contrats avec les exploitants agricoles.* — Retrait d'une question orale posée par M. Salliard du Rivault à M. le ministre du budget, p. 731.

10. — *Compatibilité avec la baisse des prix du rétablissement, dans les départements d'outre-mer, de la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, et le relèvement des droits d'octroi de mer.* — Retrait d'une question orale posée par M. Valentino à M. le ministre de l'intérieur, réponse écrite, p. 731.

11. — *Intentions gouvernementales relatives à l'internationalisation de Jérusalem et des Lieux-Saints.* — Question posée en 1952 par M. Grousseau à M. le ministre des affaires étrangères et réponse du secrétaire d'Etat, p. 731.

12. — *Exploitation par les Américains, du câble sous-marin Cherbourg (Urville)-Agouës.* — Question posée par M. Barthélemy à M. le ministre des affaires étrangères; réponse du secrétaire d'Etat, p. 733.

13. — *Conditions et motifs d'exécution des ordres d'achats de milliers de tonnes de beurre par le Gouvernement français en Nouvelle-Zélande et en Australie.* — Question posée par M. Max Brusset à M. le ministre des affaires économiques, p. 243; réponse du ministre, p. 734.

14. — *Réquisitions pour l'amélioration de la crise du logement dans la ville de Pau.* — Question posée en 1952 par M. Mora à M. le ministre de la reconstruction; réponse du ministre, p. 735.

15. — *Non-reconstruction du pont du Château-Rouge sur le grand boulevard de Lille, à Tourcoing.* — Question posée par M. Catrice à M. le ministre des travaux publics, p. 64; réponse du ministre, p. 735.

16. — *Engagements à terme ferme par des entreprises de crédit différé lorsqu'elles ne disposent pas des ressources effectives pour y faire face.* — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre des finances et réponse du ministre, p. 735.

17. — *Demande de cessation de l'émission radiophonique du programme national intitulée « Le Coin des clients ».* — Retrait de la question posée en 1952 par M. Charret à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (information), p. 1017.

18. — *Saisie du journal « Liberté », hebdomadaire du parti communiste algérien.* — Question posée en 1952 par M. Fayet à M. le ministre de l'intérieur; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1017.

19. — *Brutalités et fausses accusations d'un agent de police de la ville de Paris contre un chansonnier connu.* — Question posée en 1952 par M. Dronne à M. le ministre de l'intérieur; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1018.

20. — *Accord franco-brésilien prévoyant le prélèvement d'une somme en dollars U. S. A. sur le produit des exportations et son affectation à la constitution d'un fonds des dettes brésiliennes en France.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du ministre du budget, p. 1019.

21. — *Renseignements relatifs au personnel des entreprises nationalisées « Electricité et Gaz de France ».* — Question posée par M. Léotard à M. le ministre des finances et réponse du ministre du budget, p. 1019.

22. — *Régime disciplinaire en usage dans nos établissements scolaires.* — Question posée par M. Deixonne à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1047; réponse écrite, p. 1230; réponse orale, p. 4537.

23. — *Publication des conclusions de l'expérience du vaccin Marais commencée en mai 1948.* — Question posée en 1952 par M. Villard à M. le ministre de la santé publique et réponse du ministre, p. 1230.

24. — *Réduction des crédits alloués aux bibliothèques des établissements de cure.* — Question posée en 1952 par M. Roca à M. le ministre de la santé publique et réponse du ministre, p. 1231.

25. — *Compte rendu paru dans « La Croix » d'une manifestation de la confrérie Notre-Dame-de-la-Merci.* — Question posée en 1952 par M. Deixonne à M. le ministre des affaires étrangères et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1232.

26. — *Expulsion du Maroc d'une Française mariée à un musulman devant cadé.* — Question posée par M. de Sivre à M. le ministre des affaires étrangères et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1234.

27. — *Avis défavorable à l'extension aux quatre départements d'outre-mer de l'aide aux travailleurs sans emploi.* — Question posée par M. Girard à M. le ministre du budget et réponse du ministre, p. 1234.

28. — *Régime fiscal de certaines associations à participation.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du ministre du budget, p. 1234.

29. — *Choix des périodes d'exercice des réservistes en dehors des époques des gros travaux agricoles.* — Question posée en 1952 par M. Dronne à M. le secrétaire d'Etat à la guerre et réponse du secrétaire d'Etat à l'information, p. 1234.

30. — *Importations de chevaux de boucherie.* — Question posée en 1952 par M. Pinvidic à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de l'information, p. 1235.

31. — *Tarifs postaux préférentiels accordés à certains journaux et écrits périodiques.* — Question posée en 1952 par M. Boutavant à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones et réponse du ministre, p. 1449.

32. — *Dépôt de nouveaux dossiers de dommages de guerre, pour certains évacués qui n'ont pas encore obtenu l'autorisation de revenir dans leur localité d'origine, en vue du règlement de dommages mobiliers.* — Question posée en 1952 par M. André Lenormand à M. le ministre de la reconstruction; réponse du ministre, p. 1451.

33. — *Bruits provoqués par des essais de moteurs au centre d'essai de Chalais-Meudon.* — Question posée en 1952 par M. Jean-Paul Palewski à M. le secrétaire d'Etat à l'air; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1451.

34. — *Situation de la S. I. C. O. V. A. M.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre du budget et réponse du ministre, p. 1452.

35. — *Non-répartition entre les ministères intéressés, notamment celui de l'éducation nationale, des trente milliards votés par le Parlement dans le budget d'équipement de 1962 pour les constructions scolaires.* — Question posée en 1952, par M. Deixonne à M. le ministre des finances; réponse du ministre du budget, p. 1452.

36. — *Conditions requises d'un citoyen français pour que lui soit reconnue la qualité de « résident à l'étranger ».* — Question posée par M. Vincent Badie à M. le ministre du budget et réponse du ministre, p. 1453.

37. — *Taux des bourses d'enseignement supérieur.* — Retrait d'une question orale posée en 1952 par M. Deixonne à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1667.

38. — *Versement par l'Etat de subventions à la ville de Châteauneuf pour travaux d'infrastructure.* — Question posée par M. Ramonet à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 979; retrait, p. 1667.

39. — *Péréquation intégrale des retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways servies par la caisse autonome mutuelle des retraites.* — Question posée en 1952 par Mme Sportisse à M. le ministre des travaux publics; réponse du ministre, p. 1667.

40. — *Moyens d'annulation de licenciements opérés par l'entreprise Lavalette et annoncés par l'usine Kléber-Colombes.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre du travail, p. 1406; réponse du ministre, p. 1668.

41. — *Consultations externes des hôpitaux.* — Question posée par M. Gaillemin à M. le ministre de la santé publique et réponse du ministre, p. 1668.

42. — *Conditions dans lesquelles s'est effectué le déplacement de l'un des accusés au procès de Metz; entre le Struthof et cette ville.* — Question posée en 1952 par M. Lemaire à M. le ministre de la justice et réponse du ministre de la défense nationale, p. 1889.

43. — *Obtention de crédits aux communes pour l'exécution de leurs projets de constructions scolaires.* — Question posée en 1952 par Mlle Marzin à M. le ministre des finances et réponse du ministre, p. 1889.

44. — *Déclarations souscrites et montant des sommes rapatriées de l'étranger par des contribuables désirant régulariser leur situation en bénéficiant de la loi relative à l'amnistie fiscale.* — Question posée par M. Dorey à M. le ministre des finances, p. 1408; réponse du ministre, p. 1890.

45. — *Forclusion pour les candidats ayant échoué à la session supplémentaire des bourses pour l'année scolaire 1951-1952.* — Retrait de la question orale posée en 1952 par M. Boscary-Monservin à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2090.

46. — *Causes de la baisse inquiétante de la production attestée par les derniers indices.* — Question posée par M. Duquesne à M. le ministre des affaires économiques, p. 1687; réponse du ministre, p. 2090.

47. — *Ventilation d'une somme accordée aux producteurs d'hydrocarbures ou assimilés.* — Question posée par M. Plûchet à M. le ministre de l'industrie, p. 979; réponse du ministre, p. 2093.

48. — *Indemnisation de victimes de sinistres survenus en Italie pendant la guerre.* — Question posée par M. Edouard Depreux à M. le ministre des affaires étrangères et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2094.

49. — *Démarches faites pour obtenir l'extradition du général Lammerding, commandant de la division « Das Reich ».* — Question posée par M. Montalat à M. le ministre des affaires étrangères, p. 243; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2094.

50. — *Taux d'agio des banques d'affaires.* — Question posée en 1952 par M. Dronne à M. le ministre des finances et réponse du ministre, p. 2095.

51. — *Mesure de grâce en faveur d'une employée des P. T. T., patriote, résistante, gravement malade, condamnée par le tribunal militaire de Saïgon pour activité pacifique.* — Question posée par M. Barthélemy à M. le ministre de la justice, p. 1687; réponse du ministre du budget, p. 2469.

52. — *Montant des importations de viandes réalisées, celles encore prévues. — Effondrement du marché de la viande sur pied et politique d'exportation.* — Question posée par M. de Tinguy à M. le ministre des affaires économiques, p. 1687; réponse du ministre, p. 2470.

53. — *Non-paiement par certains patrons hôteliers de l'indemnité de nourriture ayant un caractère de salaire prévue par des arrêtés ministériels.* — Question posée par M. André Mercier à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 1911, 2096; réponse du ministre, p. 2471.

54. — Mesures envisagées pour donner satisfaction aux revendications des chômeurs, vieux travailleurs et familles nombreuses. — Question posée par M. Francis Caillet à M. le ministre du travail, p. 2135; réponse du ministre, p. 2473.

55. — Relèvements massifs des forfaits des bénéficiaires industriels, commerciaux et artisans. — Question posée par M. Raymond Boisdé à M. le ministre du budget, p. 1632; réponse du ministre, p. 2474.

56. — Majorations des forfaits des commerçants et artisans par l'administration des contributions directes. — Question posée par M. Dronne à M. le ministre des finances, p. 1687; réponse du ministre, p. 2474.

57. — Dénonciation par l'administration des forfaits B. I. C. des petites entreprises industrielles, commerciales ou artisanales. — Question posée par M. André Liautey à M. le ministre des finances, p. 1789; réponse du ministre, p. 2474.

58. — Dénonciation d'un grand nombre de forfaits commerciaux et artisans par les administrations des contributions directes et indirectes. — Question posée par M. Paquet à M. le ministre du budget, p. 2041; réponse du ministre, p. 2474.

59. — Majoration, dans de nombreux départements, du montant des forfaits de base pour le calcul de la taxe proportionnelle sur les bénéfices industriels et commerciaux. — Question posée par M. Tourlaud à M. le ministre du budget, p. 2041; réponse du ministre, p. 2474.

60. — Différends entre l'administration et les contribuables à la suite des instructions ministérielles portant une majoration des forfaits des petites entreprises commerciales et artisanales. — Question posée par M. André-François Mercier à M. le ministre du budget, p. 2135; réponse du ministre, p. 2474.

61. — Fonds de garantie constitué pour la validation des actions « Royal Dutch ». — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3154.

62. — Inconvénients qui résultent de la réglementation applicable en ce qui concerne les ressources à prendre en considération pour l'octroi de certains avantages sociaux. — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre des finances, p. 2003; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3455.

63. — Evaluation des recettes, des dépenses et du déficit budgétaire pour l'exercice 1952, par rapport aux cinq années précédentes et à 1938. — Question posée par M. Gabelle à M. le ministre du budget, p. 2135; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3455.

64. — Régularisation de la situation des cantines scolaires libres vis-à-vis de la sécurité sociale. — Question posée par M. de Bénouville à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1684; réponse du ministre du travail, p. 3456.

65. — Vacance d'une étude d'avoué près le tribunal civil de Sétif (Constantine) non encore pourvu. — Question posée par M. Haumesser à M. le ministre de la justice, p. 213; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3156.

66. — Indication du titre de magistrat à un candidat aux élections municipales ou au conseil général. — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre de la justice, p. 788; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3456.

67. — Plan de détresse de logement et rélogement de familles de plusieurs enfants logeant dans une seule pièce. — Question posée par M. Léolard à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 1789; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3456.

68. — Modification de l'horaire du train de jour Paris-Quimper. — Retrait d'une question orale posée en 1952 par M. Alain Signor à M. le ministre des travaux publics, p. 3458.

69. — Mévente du charbon. — Question posée par M. Léolard à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 1850; réponse du ministre, p. 3578.

70. — Pression faite sur les jeunes gens du contingent pour qu'ils se rendent en Indochine. — Question posée en 1952 par M. Daniel Mayer à M. le secrétaire d'Etat à la guerre et réponse du secrétaire d'Etat, p. 3579.

71. — Rémunération des médecins examinateurs scolaires du département du Pas-de-Calais. — Question posée en 1952 par Mme Jeanette Prin à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du ministre, p. 3579.

72. — Titres de dommages de guerre non cédés à un locataire commerçant prioritaire. — Question posée par M. André Mercier (Oise) à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 2654; réponse du ministre, p. 3580.

73. — Bénéfices imposables. — Question posée par M. Joseph Denais à M. le secrétaire d'Etat au budget et réponse du secrétaire d'Etat, p. 3581.

74. — Bénéfice de l'ancienneté cumulée des services civils et militaires pour un fonctionnaire ex-titulaire d'une administration civile intégré dans l'armée active. — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre de la défense nationale, p. 1047; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3581.

75. — Non publication du décret portant admission au bénéfice de l'ancienneté cumulée des services civils et militaires. — Question posée par M. Pierre König à M. le ministre du budget, p. 1408; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3581.

76. — Extension du prélèvement sur les loyers aux magasins et locaux loués à usage commercial ou artisanal dans les immeubles dont la moitié est à usage d'habitation. — Question posée par M. de Tinguy à M. le ministre du budget, p. 2410; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3582.

77. — Simplification des formalités exigées pour le remboursement des titres de l'emprunt prélèvement de 1948 parvenus à échéance par voie de tirage au sort. — Question posée par M. Louis Michaud à M. le ministre des finances, p. 2003; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3582.

78. — Affaire des kermesses. — Question posée par M. Deixonne à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 3888.

79. — Interprétation des textes légaux en ce qui concerne l'imposition des médecins. — Question posée en 1952 par M. Jarrisson à M. le secrétaire d'Etat au budget; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3888.

80. — Coutume de refuser d'employer des techniciens originaires des territoires d'outre-mer par les sociétés d'économie mixte et les sociétés nationalisées d'outre-mer. — Question posée par M. Senghor à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2003; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3889.

81. — Licences d'exportation de vieilles ferrailles accordées pour l'année 1952. — Question posée par M. Charret à M. le ministre des affaires économiques, p. 1408; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3890.

82. — Avis des ministères intéressés lors de la délivrance des licences d'importation ou d'exportation. — Question posée par M. Pelleray à M. le ministre des affaires économiques, p. 1687; réponse du secrétaire d'Etat, p. 4340.

83. — Aide aux petites et moyennes entreprises et à l'artisanat pour réaliser un programme commun d'expansion de leurs productions. — Question posée par M. Robert Bichet à M. le ministre des affaires économiques, p. 2654; réponse du secrétaire d'Etat, p. 4341.

84. — Résultat des démarches entreprises par le Gouvernement pour obtenir l'extradition du général Lammerding, ex-commandant de la division « Das Reich » et des officiers responsables du crime d'Oradour-sur-Glane. — Question posée par M. Marcel Naegelen à M. le ministre des affaires étrangères, p. 2003, 4342; réponse du ministre, p. 4531.

85. — Suite du discours de Margate par M. Winston Churchill et propositions nouvelles de la Grande-Bretagne concernant la communauté européenne de défense. — Question posée par M. Edouard Bonnefous à M. le président du conseil, p. 4252; réponse du ministre des affaires étrangères, p. 4531.

86. — Etat de réalisation du projet d'électrification de la ligne de chemin de fer de la Bastille desservant la banlieue Sud-Est. — Question posée par M. Peytel à M. le ministre des travaux publics, p. 1569; réponse du ministre, p. 4532.

87. — Interdiction à des jeunes gens âgés de moins de vingt et un ans de prendre part aux concours d'entrée dans l'administration des P. T. T. — Question posée par M. Montalat à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 3793; réponse du ministre, p. 4533.

88. — Incident qui s'est produit à Bordeaux au local de la fédération de la Gironde du parti communiste. — Question posée en 1952 par M. Marc Dupuy à M. le ministre de l'intérieur; report, p. 3888; réponse du secrétaire d'Etat, p. 4533.

89. — Taux spéciaux prévus en matière d'indemnités de charges administratives pour les directeurs et les chefs des services économiques des centres d'apprentissage. — Question posée par M. Bouxom à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2519; réponse du ministre, p. 4534.

90. — Indemnités des personnels de différents établissements d'enseignement. — Question posée par M. Guérard à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du ministre, p. 4534.

91. — Scandale de l'examen d'entrée en strième à Alger et à Oran. — Question posée par Mme Sportisse à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 3478; réponse du ministre, p. 4536.

92. — Nombre de préfets de Vichy révoqués à la suite de la libération et réintégrés entre 1946 et 1953. — Question posée par M. d'Astier de La Vigerie à M. le ministre de l'intérieur, p. 1258; réponse du secrétaire d'Etat, p. 4721.

93. — Liquidation des dossiers en souffrance des vieux travailleurs salariés du département de l'Oise. — Question posée par M. André Mercier (Oise) à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 4140; réponse du ministre, p. 4722.

94. — Application du principe posé par l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 concernant le libre choix du praticien par les assurés sociaux. — Question posée par Mme Poinso-Chapuis à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 2654; réponse du ministre, p. 4723.

95. — Diminution du nombre des centimes additionnels dans le département du Rhône. — Question posée par M. Charret à M. le secrétaire d'Etat au budget, p. 1850; réponse du secrétaire d'Etat, p. 4723.

96. — Demande d'extension de commerce de journaux quotidiens à Lyon. — Question posée par M. Charret à M. le secrétaire d'Etat à l'information, p. 40. — Retrait, p. 4914.

97. — *Licenciement du personnel africain du réseau des câbles sous-marins de l'Afrique occidentale française.* — Question posée en 1952 à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones; réponse du ministre, p. 4914.

98. — *Dispositions de la loi du 24 mai 1951, notamment l'article 73, non encore mises en application.* — Question posée par M. Garet à M. le ministre de la reconstruction, p. 979; réponse du ministre, p. 4914.

99. — *Attribution de licences d'importation de chevaux à des personnes n'ayant aucune compétence en la matière.* — Question posée par M. Pelleray à M. le ministre des affaires économiques, p. 1687; réponse du secrétaire d'Etat, p. 4915.

100. — *Mesures à prendre pour mettre fin aux pouvoirs arbitraires des ententes professionnelles dans l'industrie de la montre et de l'horlogerie.* — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre des affaires économiques, p. 1497; réponse du secrétaire d'Etat, p. 4915.

101. — *Financement des importations de viande actuellement en cours d'exécution.* — Question posée par M. Pelleray à M. le ministre des affaires économiques, p. 1687; retrait, p. 5053.

102. — *Blocage de dossiers de demandes de pensions des anciens travailleurs déportés.* — Question posée par M. Bouxom à M. le ministre des anciens combattants, p. 2832; réponse du ministre, p. 5053.

103. — *Circulaires réglant la rémunération des fonctionnaires de l'enseignement lorsqu'ils sont chargés d'assurer un service dans un emploi supérieur.* — Question posée par M. Sibué à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2003, 2299; réponse du ministre, p. 5053.

104. — *Desserte de la station hydrominérale de Salins-les-Bains entre cette ville et la gare de Mouchard.* — Question posée en 1952 par M. Barthélémy à M. le ministre des travaux publics et réponse du ministre, p. 5054.

105. — *Pensions d'agents retraités de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine.* — Question posée par M. Albert Schmitt à M. le président du conseil, p. 2938; réponse du ministre des travaux publics, p. 5055.

106. — *Promulgation d'un statut réclamé par les personnels de police.* — Question posée par M. Jacques Vendroux à M. le ministre de l'intérieur, p. 2654. — Retrait, p. 5347.

107. — *Titularisation des jeunes professeurs d'enseignement technique retardés dans leurs études comme réfractaires au S. T. O.* — Question posée par M. Pierre Koenig à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2654; réponse du ministre, p. 5347.

108. — *Réfection de l'hôpital militaire de Médéa (Oran).* — Question posée par M. Rabier à M. le ministre de la défense nationale et des forces armées, p. 2654; réponse du ministre, p. 5347.

109. — *Majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires anciens prisonniers de guerre.* — Question posée par M. Boscarry-Monsservin à M. le ministre des anciens combattants, p. 2801; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 5317.

110. — *Modalités de construction de la ligne électrique à haute tension qui doit relier la centrale de Porcheville à l'usine d'Issy-les-Moulineaux et sauvegarde de la vallée de Chevreuse.* — Question posée par M. Edouard Bonnefous à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 4957; réponse du ministre, p. 5348.

111. — *Application, dans les délais voulus, du code du travail dans les territoires d'outre-mer.* — Question posée par M. Aubame à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2042; retrait, p. 5629.

112. — *Revalorisation de la pension d'agents de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine.* — Question posée par M. Rosenblatt à M. le ministre des travaux publics et réponse du ministre, p. 6004.

113. — *Relèvement des salaires anormalement bas à la S. N. C. F. et dans les mines.* — Question posée par M. Joseph Dumas à M. le président du conseil, p. 4680; réponse du ministre des travaux publics, p. 6005.

114. — *Impôts au titre de revenus mobiliers, sur les sommes mises par les associés, à la disposition de la société en sus de leur part de capital.* — Question posée par M. Bouxom à M. le ministre des finances, p. 2939; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 6005.

115. — *Attribution par la Banque de France, des prêts spéciaux du Crédit foncier aux offices publics d'habitations à loyers modérés.* — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre des finances, p. 2939; réponse du ministre, p. 6006.

116. — *Critiques sur les marchés passés par les houillères nationales pour la construction d'habitations destinées aux mineurs.* — Question posée par M. Robert Coutant à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 3347; réponse du ministre, p. 6007.

117. — *Ecoulement de la récolte de noix.* — Question posée par M. Goudoux à M. le ministre de l'agriculture et réponse du ministre, p. 6007.

118. — *Répartition par département, pour les années 1949 à 1952, des crédits affectés aux dommages mobiliers.* — Question posée par M. Bricout à M. le ministre de la reconstruction, p. 3548; réponse du ministre, p. 6008.

119. — *Situation des fonctionnaires du ministère du travail affectés au recrutement du personnel français destiné à la base franco-américaine de la Martinique-Déols.* — Question posée par M. Ramonet à M. le ministre du travail, p. 4321; réponse du ministre de l'industrie, p. 6009.

120. — *Situation présente de la magistrature et les moyens de l'améliorer.* — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre de la justice, p. 3548; retrait, p. 6183.

121. — *Intentions et plan de bataille, d'un chef militaire responsable des opérations en Indochine, exposés publiquement.* — Question posée par M. Dronne à M. le président du conseil, p. 3793; retrait, p. 6183.

122. — *Refolement d'enfants français partant en vacances pour la Pologne.* — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre des affaires étrangères, p. 3721; réponse du ministre, p. 6183.

123. — *Plan réel de logements en cours et à l'étude, ainsi que la restitution aux particuliers d'immeubles et d'appartements pour la région parisienne.* — Question posée par M. de Léotard à M. le ministre de la reconstruction, p. 4143; réponse du ministre, p. 6483.

124. — *Politique générale de l'information par la radio en ce qui concerne la situation en U. R. S. S.* — Question posée par Mme Francine Lefebvre à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 4799; réponse du secrétaire d'Etat, p. 6184.

125. — *Sommes dues à la sécurité sociale par le patronat hôtelier et restaurateur, au titre des cotisations non payées.* — Question posée par M. André Mercier (Oise) à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 5730; réponse du ministre, p. 6184.

126. — *Refus de communication, à un père de famille, du procès-verbal dressé par la gendarmerie lors du décès accidentel de son fils, militaire en Allemagne.* — Question posée par M. Pierrard à M. le ministre de la défense nationale, p. 40.

127. — *Mise sur pied d'un système de défense efficace contre la fièvre aphteuse.* — Question posée par M. Dronne à M. le ministre de l'agriculture, p. 103.

128. — *Rétablissement des relations maritimes du service hebdomadaire Toulon-Calvi-les Rousses et des escales saisonnières pour les voyageurs varois à destination ou en provenance de Bastia et Ajaccio.* — Question posée par M. Bartolini à M. le secrétaire d'Etat à la marine marchande, p. 302.

129. — *Modification de la base de calcul sur les bénéfices agricoles en ce qui concerne le vin de cassis.* — Question posée par M. Lucien Lambert à M. le ministre des finances, p. 1034.

130. — *Désaccord existant entre le conseil municipal de Levallois-Perret et le préfet de la Seine au sujet d'une subvention accordée à l'association des combattants prisonniers de guerre de la Seine.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre de l'intérieur, p. 4259.

131. — *Admission sans limitation en vue de la représentation des réserves techniques des sociétés d'assurances dommages, des prêts sur les valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat.* — Question posée par M. Godin à M. le ministre des finances, p. 1408.

132. — *Conditions dans lesquelles s'est déroulée l'expulsion d'une famille de trois personnes, concierges d'un immeuble à Clichy.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre de l'intérieur, p. 1408.

133. — *Publication par la presse d'une lettre de M. le résident général de France en Tunisie adressée à M. Chenik, premier ministre de Tunisie, et l'arrestation de ce dernier.* — Question posée par M. Kriegel-Valrimont à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1789.

134. — *Annulation par l'administration des postes, télégraphes et téléphones de nominations de facteurs stagiaires à Lyon-R. P.* — Question posée par M. Barthélémy à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 1789.

134 bis. — *Promulgation des statuts des personnels de la police avant le 31 mars 1953.* — Question posée par M. Bernard Lafay à M. le ministre de l'intérieur, p. 1850.

135. — *Origine de l'engin radio-électrique trouvé le 20 janvier sur une habitation de l'usine Gardel-sur-Mouie (Guadeloupe) et mesures de contrôle du survol du département par des avions étrangers.* — Question posée par M. Girard à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2042.

136. — *Dispositions à prendre pour le dépôt d'un projet de loi qui doit codifier et compléter les lois votées définissant les droits des anciens combattants et victimes de la guerre.* — Question posée par M. Devey à M. le ministre des anciens combattants, p. 2339.

137. — *Continuation des importations de viandes étrangères qui aggravent le déficit de notre balance commerciale.* — Question posée par M. Pelleray à M. le ministre de l'agriculture, p. 2568.

138. — *Refus par le ministère de la guerre de prescrire l'emploi de saindoux au lieu de margarine dans la préparation des repas des militaires.* — Question posée par M. Pelleray à M. le ministre de la défense nationale et des forces armées, p. 2654.

139. — *Grèves de la marine marchande, de l'hôtellerie et des transports.* — Question posée par M. Léotard à M. le président du conseil, p. 2731.

140. — *Dispositions de la circulaire du 27 mars 1948 sur le calcul du prix de revient d'une classe et des éléments à faire entrer dans ce prix de revient.* — Question posée par Mlle Marzin à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2731.

141. — *Expropriation de terrains et d'immeubles à Boulogne-sur-Mer par deux ordonnances du président du tribunal de Boulogne-sur-Mer.* — Question posée par M. Febvay à M. le ministre de la reconstruction, p. 2731.

142. — *Situation des tisseurs à façon par suite de la crise du textile.* — Question posée par M. Paquet à M. le ministre des affaires économiques, p. 2938.

143. — Situation de l'industrie du textile par suite de la dévaluation de la piastre. — Question posée par M. Paquet à M. le ministre des affaires économiques, p. 2938.

144. — Décision de rejet de la carte de déporté, interné et résistant, prise à l'égard des condamnés, déportés pour impression et distribution de tracts communistes sous l'occupation allemande. — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre des anciens combattants, p. 2938.

145. — Application du prélèvement sur les loyers à certaines catégories de locaux à usage commercial ou artisanal. — Question posée par M. Jean Cayeux à M. le ministre du budget, p. 2979.

146. — Opération exceptionnelle de recoupe, en partant des bulletins de commande, en préparation dans les services de la direction générale des impôts. — Question posée par Mme Marzin à M. le ministre du budget, p. 3018.

147. — Cas d'un professeur au collège classique de Wissembourg qui n'a pas encore reçu de solution. — Question posée par M. Albert Schmitt à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 3018.

148. — Affaire dite de la Société nationale des entreprises de presse. — Question posée par M. Paquet à M. le président du conseil, p. 3186.

149. — Affaire du trafic des piastres indochinoises. — Question posée par M. Paquet à M. le président du conseil, p. 3186.

150. — Indemnisation des cultivateurs victimes des inondations causées les 9 et 10 juin par le Doubs et la Saône. — Question posée par M. Barthélémy à M. le ministre de l'agriculture, p. 3187.

151. — Opérations électorales de la ville de Moule (Guadeloupe). — Question posée par M. Girard à M. le ministre de l'intérieur, p. 3187.

152. — Extradition du général S. S. Lammerding, commandant la division Das Reich. — Question posée par M. Goudoux à M. le président du conseil, p. 3347.

153. — Tronçon de la ligne Paris-Béziers, noyé par la retenue du barrage de Bort, non raccordé sur le nouveau tracé. — Question posée par M. Goudoux à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 3347.

154. — Demande de renoncement par l'Etat du remboursement des avances consenties à la société générale des chemins de fer économiques du réseau départemental des Landes et de la Gironde. — Question posée par M. Audeguil à M. le ministre des finances, p. 3437.

155. — Prime mensuelle dite « de production » accordée aux conseillers d'Etat et alignement automatique de l'indemnité parlementaire. — Question posée par M. Paquet à M. le président du conseil, p. 3478.

156. — Subventions à verser à la ville de Châteauroux par l'Etat par suite de l'accord signé le 28 novembre 1951 pour la réalisation de travaux en vue de la construction de logements. — Question posée par M. Ramonet à M. le président du conseil, p. 3645.

157. — Autorisation à un militaire en activité de service, à écrire la préface d'un livre dont l'auteur est un repris de justice. — Question posée par M. Daniel Mayer à M. le ministre de la défense nationale, p. 3721.

158. — Contrôle parlementaire sur les problèmes d'Indochine et sous-commission spéciale de l'Assemblée nationale. — Question posée par M. Dronne à M. le président du conseil, p. 3793.

159. — Méthodes utilisées dans l'embauchage du personnel civil, masculin ou féminin, des bases de la Martinique-Déols. — Question posée par M. Ramonet à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 3869.

160. — Origine constitutionnelle des secrétariats d'Etat, leurs attributions et leurs modalités de fonctionnement. — Question posée par M. Paquet à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme constitutionnelle, p. 3952.

161. — Cas d'un bénéficiaire de l'allocation aux vieux travailleurs qui ne perçoit pas toute l'allocation ni la majoration pour conjoint et la bonification-enfant. — Question posée par M. Goudoux à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 3952.

162. — Reclassement des agents techniques et des chefs de district des eaux et forêts. — Question posée par M. Rosenblatt à M. le ministre de l'agriculture, p. 4035.

163. — Circulaire relative à la mise à la retraite des instituteurs lézant les fonctionnaires intéressés dans leurs droits et avantages acquis. — Question posée par Mme Marzin à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 4036.

164. — Montant des crédits affectés dans le département du Jura pour l'indemnisation des sinistrés et des travailleurs de cette région. — Question posée par M. Barthélémy à M. le ministre des finances, p. 4036.

165. — Mesures prises pour le rétablissement, particulièrement dans les régions d'élevage, du gardiennage des passages à niveau des lignes de la Société nationale des chemins de fer français. — Question posée par M. Barthélémy à M. le ministre des travaux publics, p. 4036.

166. — Fixation du prix du lait. — Question posée par M. Paquet à M. le président du conseil, p. 4140.

167. — Licence d'importation de 400.000 quintaux de blé, en provenance des Etats-Unis, dévolue à un minotier de Dakar. — Question posée par M. Paquet à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 4140.

168. — Ravitaillement du service d'autocars desservant la commune de Pussay (Seine-et-Oise). — Question posée par Mme Duvernois à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 4140.

169. — Sécurité des cheminots de Paris-Tolbiac, à la suite d'accidents mortels à cette gare. — Question posée par Mme Rabaté à M. le ministre des travaux publics, p. 4197.

170. — Application du décret du 28 octobre 1952 sur la titularisation d'institutrices, recrutées comme suppléantes pendant la guerre. — Question posée par M. Deixonne à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 4443.

171. — Aide aux petits épargnants touchés par le « krach » du Crédit mutuel du bâtiment. — Question posée par M. Minjoz à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 4516.

172. — Avis non formulé par l'Académie de médecine sur la boisson coca-cola. — Question posée par M. Paquet à M. le ministre de la santé, p. 4799.

173. — Constitution d'une commission d'enquête chargée de préciser les responsabilités quant à la fermeture de la mine de Malcezy. — Question posée par M. Francis Vals à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 4681.

174. — Situation dans laquelle se trouve l'industrie de fabrication de pièces détachées pour métiers à filer et à retordre de la région d'Audincourt (Doubs). — Question posée par M. Barthélémy à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 4681.

175. — Emploi dans les trains ouvriers de wagons de bois. — Question posée par M. Berthet à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 4681.

176. — Difficultés rencontrées pour l'application de l'arrêté portant fixation en baisse des prix de vente aux consommateurs de certains produits alimentaires et du savon de ménage. — Question posée par Mme Marzin à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 4827.

177. — Grève de l'enseignement public du 9 novembre 1953. — Question posée par M. de Léotard à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 4827.

178. — Protestations de la population de Meudon contre le fonctionnement du banc d'essai des moteurs et réacteurs d'aviation de Chalais-Meudon. — Question posée par M. Edouard Bonnetous à M. le secrétaire d'Etat à l'air, p. 4886.

179. — Application du code du travail dans les territoires d'outre-mer. — Question posée par M. Diallo (Yacine) à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 4957.

180. — Pétition de la population de Meudon contre les essais de moteurs aux établissements de Chalais-Meudon. — Question posée par M. Midoi à M. le secrétaire d'Etat aux forces armées (air), p. 5011.

181. — Ventilation, entre les activités industrielles et agricoles, des sommes inscrites au budget des affaires économiques. — Question posée par M. Laforbe à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 5177.

182. — Réduction des centimes additionnels par le conseil général du Rhône, non approuvée par le secrétariat d'Etat aux finances et par le ministre de l'intérieur. — Question posée par M. Charret à M. le secrétaire d'Etat au budget et à M. le ministre de l'intérieur, p. 5255.

183. — Mesures de dégrèvement fiscal en faveur des entreprises intéressant leur personnel à l'accroissement de la productivité. — Question posée par M. Robert Bichet à M. le ministre des finances, p. 5320.

184. — Décisions de licenciements dans les industries métallurgiques du Centre, du Midi et de l'Ouest. — Question posée par M. de Léotard à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 5320.

185. — Prolongement du fédér qui relie Saint-Etienne à Rived-Gier jusqu'à Lyon. — Question posée par M. de Léotard à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 5320.

186. — Refus d'admission d'élèves, faute de place dans les établissements techniques de Paris. — Question posée par Mme Marzin à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 5369.

187. — Disposition de locaux suffisants et sains au collège technique Elisa Lemaunier, à Paris. — Question posée par Mme Marzin à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 5369.

188. — Situation du centre d'apprentissage féminin de la métallurgie, rue Ligner, à Paris (20^e). — Question posée par Mme Marzin à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 5369.

189. — Répercussion des taxes sur les prix des aliments du bétail et des engrais. — Question posée par M. Abelin à M. le ministre de l'agriculture, p. 5460.

190. — Annulation d'un arrêté de mise à la retraite d'un fonctionnaire de la présidence du conseil. — Question posée par M. Louis Yallon à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 5607.

191. — *Suppression de la ligne de chemins de fer Auch-Tarbes et création d'un service d'autorails pour les transports de voyageurs.* — Question posée par M. Castera à M. le ministre des travaux publics, p. 5608.

192. — *Intégration de l'Allemagne à l'O. T. A. N.* — Question posée par M. Paquet à M. le ministre des affaires étrangères, p. 5730.

193. — *Emploi, sous contrôle, de femmes dans les hôtels et débits de boissons.* — Question posée par M. Besset à M. le ministre de l'intérieur, p. 5730.

194. — *Rattachement du tribunal de Rocroy (Ardennes) en application de la loi du 11 juillet 1953.* — Question posée par M. Penoy à M. le ministre de la justice, p. 5889.

195. — *Cas d'un employé à la caisse d'allocations familiales de Saint-Brieuc reçu premier au concours d'agent visiteur et non admis à ces fonctions.* — Question posée par M. Signor à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 5889.

196. — *Expérience tentée afin d'éviter la fermeture des mines de l'Orb et réemploi des ouvriers licenciés.* — Question posée par Mme Laissac à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 5967.

197. — *Expulsion de nombreux locataires par certaines sociétés nationales d'assurances, des immeubles dont elles sont propriétaires.* — Question posée par M. Lecourt à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 6243.

198. — *Résultat de la conférence des Bermudes au sujet de la Communauté européenne de défense.* — Question posée par M. Edouard Bonnelous à M. le ministre des affaires étrangères, p. 6805.

199. — *Répartition judiciaire des crédits budgétaires au profit de la jeunesse universitaire.* — Question posée par M. Guérard à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 6996.

200. — *Reconnaissance, par l'office français de protection des réfugiés, de la qualité de réfugié aux personnes relevant du mandat du haut commissaire des Nations Unies.* — Question posée par M. Daniel Mayer à M. le ministre des affaires étrangères, p. 7288.

201. — *Conditions dans lesquelles a été réalisé le film « Si Versailles m'était conté ».* — Question posée par M. Jean-Paul Palewski à M. le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale (beaux-arts), p. 7288.

202. — *Situation des professeurs licenciés de province nommés à Paris avec les avantages du cadre des agrégés de province.* — Question posée par M. Chassaing à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 7288.

Questions orales (Conseil de la République).

1. — *Modifications au statut des administrateurs de la France d'outre-mer, avancement, âge de la retraite.* — Questions posées en 1952 par M. Okala à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du secrétaire d'Etat, p. 689.

2. — *Indemnités à diverses catégories de fonctionnaires de la France d'outre-mer.* — Question posée en 1952 par M. Okala à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du secrétaire d'Etat, p. 689.

3. — *Caducité de l'article 175 du code pénal (interdiction à certains fonctionnaires de se mettre à la disposition d'entreprises privées avant l'expiration de cinq ans à compter de la cessation de leurs fonctions).* — Question posée en 1952 par M. Litaïse à M. le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et réponse du secrétaire d'Etat, p. 768.

4. — *Situation des travailleurs non salariés qui bénéficient des prestations familiales inférieures à celles des autres catégories de Français.* — Retrait d'une question orale posée en 1952 par M. Boulangé à M. le président du conseil, p. 770.

5. — *Reliquat du fonds dit « O. R. 5 » non encore réparti.* — Question posée par M. Marcel Molle à M. le ministre de l'agriculture, p. 25; réponse du ministre, p. 771.

6. — *Principes de la personnalité humaine avant les négociations prévues sur le « Pool Blanc ».* — Question posée en 1952 par M. Morel à M. le ministre de la santé publique et réponse du ministre, p. 772.

7. — *Simplification des formalités exigées en vue de l'attribution de la médaille d'honneur du travail aux vieux travailleurs des territoires d'outre-mer.* — Question posée en 1952 par M. Durand-Réville à M. le ministre du travail et réponse du ministre, p. 772.

8. — *Enquête sur les causes des crues des 17 et 18 décembre et dispositions prises par l'E. D. F. pour assurer l'évacuation des eaux des barrages de la Haute-Dordogne.* — Question posée par M. Pierre Boudet à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 2; réponse du ministre, p. 816.

9. — *Edition en un volume unique des débats d'intérêt constitutionnel de l'Assemblée consultative provisoire, des deux Constituantes et, éventuellement, du Parlement français, depuis 1946.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme constitutionnelle, p. 318; réponse du ministre, p. 854.

10. — *Insuffisance des cours d'apprentissage et extension des allocations familiales aux jeunes gens sans travail.* — Question posée par M. Naveau à M. le ministre du travail, p. 563; réponse du ministre, p. 855.

11. — *Organisation du marché de la viande.* — Question posée par M. Naveau à M. le ministre des affaires économiques, p. 563; réponse du ministre, p. 856.

12. — *Refus du Gouvernement d'accepter certaines propositions qui seront présentées par la commission constitutionnelle.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 702; réponse du secrétaire d'Etat, p. 877.

13. — *Position française à l'égard de la Sarre.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 702; réponse du secrétaire d'Etat, p. 878.

14. — *Electrification de la ligne de la Bastille et suppression des passages à niveau dangereux de Saint-Maur, Saint-Mandé, Champigny, etc.* — Question posée par M. Jean Berthaud à M. le ministre des travaux publics, p. 729; réponse du ministre, p. 879.

15. — *Mesures à prendre pour combattre la fièvre aphteuse.* — Question posée par M. Henri Maupoil à M. le ministre de l'agriculture, p. 773; réponse du ministre, p. 899.

16. — *Publicité indiscreète que la presse a donné à un cas médical douloureux malgré la volonté des praticiens responsables.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le secrétaire d'Etat à l'information, p. 197; réponse du secrétaire d'Etat, p. 901.

17. — *Fruits secs d'origine américaine débarqués dans le port du Havre sans licence d'entrée en France et répartition.* — Question posée par M. Edmond Michelet à M. le ministre des affaires économiques, p. 702; réponse du ministre, p. 901.

18. — *Nombre de fonctionnaires ayant quitté depuis cinq ans l'administration pour se mettre au service d'entreprises privées.* — Question posée par M. André Litaïse à M. le ministre des affaires économiques, p. 820; réponse du ministre, p. 903.

19. — *Non-existence d'un radar à l'aérodrome de Bordeaux-Mérignac et dispositions pour accroître la sécurité de la navigation aérienne dans l'ensemble de l'Union française.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre des travaux publics, p. 703; réponse du ministre, p. 1025.

20. — *Demandes de licences d'importation ou d'exportation par des sociétés ne figurant ni au registre du commerce, ni sur les contrôles fiscaux, ni sur les listes de la sécurité sociale.* — Question posée par M. André Litaïse à M. le ministre des affaires économiques, p. 820; réponse du ministre, p. 1026.

21. — *Conditions auxquelles un gouvernement étranger peut désigner un ambassadeur auprès d'institutions européennes.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 849; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1051.

22. — *Règles selon lesquelles s'effectuent les investissements étrangers dans les territoires d'outre-mer.* — Question posée par M. Raphaël Saller à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 25; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1055.

23. — *Position de l'administration à l'égard de requérants qui invoqueront le jugement rendu par le tribunal civil de Dunkerque sur l'illégalité de l'application du tarif des droits de douane d'importation.* — Question posée par M. André Litaïse à M. le ministre du budget, p. 820; réponse du ministre, p. 1056.

24. — *Mesures préconisées par le Gouvernement pour rétablir un équilibre entre les salaires et les prix et augmentation éventuelle du salaire minimum.* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le ministre du travail, p. 807; réponse du ministre, p. 1057.

25. — *Taux maximum d'agios qu'une banque d'affaires peut prélever sur les avances, escomptées ou réescomptées, qu'elle consent à une affaire industrielle ou commerciale.* — Question posée par M. Jules Castellani à M. le ministre de la justice, p. 860; réponse du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, p. 1057.

26. — *Mesures à prendre pour que les collectivités locales puissent gérer correctement le patrimoine dont elles ont la charge.* — Question posée par M. Pic à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 319; annulation, p. 1078.

27. — *Vues du Gouvernement sur le projet de communauté politique européenne.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 688; annulation, p. 1078.

28. — *Mesures envisagées pour enrayer le développement du chômage en France.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre du travail et demande de débat, p. 712; annulation, p. 1078.

29. — *Projet de décret portant réforme du régime d'attribution des licences d'importation et d'exportation.* — Question posée par M. Litaïse à M. le ministre des affaires économiques et demande de débat, p. 816; annulation, p. 1078.

30. — *Demande que l'attribution à certaines houillères de bassin de onze milliards de commandes sans passer par la procédure normale ne fasse pas l'objet d'une décision brusquée en l'absence du Parlement.* — Question posée par M. Pellenc à M. le ministre de l'industrie et de l'énergie et demande de débat, p. 1018; annulation, p. 1078.

31. — *Objectifs et méthodes de la politique de la France en face de la situation internationale et ses intentions au regard de l'Indochine.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1025; annulation, p. 1078.

32. — *Publicité faite par certains publicistes métropolitains sur les événements de Tunisie contre des fonctionnaires français de la police tunisienne.* — Question posée par M. Antoine Colonna à M. le ministre des affaires étrangères, p. 670; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1134.

33. — *Extension à l'ensemble des personnes domiciliées en France et recevant un salaire d'un employeur exerçant hors de France, du bénéfice de la décision ministérielle sur le versement forfaitaire de 5 p. 100 de leurs rémunérations.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre du budget, p. 702; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1133.

34. — *Bénéfice d'un pourcentage supplémentaire de frais professionnels, pour la détermination du montant des impôts sur le revenu des conseillers municipaux.* — Question posée par M. Jean Berthaud à M. le ministre des finances, p. 919; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 1133.

35. — *Situation, d'un fonctionnaire français d'origine alsacienne incarcéré jusqu'en 1918 dans un camp de concentration allemand, au regard de l'avancement et de la retraite.* — Question posée par M. Emile Aubert à M. le ministre des anciens combattants, p. 919; retrait, p. 1131.

36. — *Différence du taux des cotisations des assurances vieillesse entre les employés titulaires et auxiliaires des communes.* — Question posée par M. Jean-Louis Tinaud à M. le ministre du travail, p. 919; réponse du ministre, p. 1400.

37. — *Extension du cumul aux pensions d'officiers.* — Question posée par M. Emile Aubert à M. le ministre du budget, p. 986; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 1400.

38. — *Réalisation et application des projets de réforme de l'enseignement actuellement à l'étude.* — Question posée par M. Jacques Bordeneuve à M. le ministre de l'éducation nationale, et demande de débat, p. 1400; retrait, p. 1527.

39. — *Convocation des réservistes agriculteurs pendant la période des plus grands travaux de l'année.* — Question posée par M. Anatole Ferrant à M. le ministre de la défense nationale, p. 1033, 1401; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1572.

40. — *Convocation des réservistes dans la 4^e région militaire pendant la pleine période de moisson.* — Question posée par M. Vincent Rotinat à M. le secrétaire d'Etat à la défense nationale, p. 1060; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1572.

41. — *Décisions à ne pas prendre en ce qui concerne la communauté politique de défense avant une discussion devant le Parlement.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1033, 1401; réponse du ministre, p. 1573.

42. — *Acquisition de terrains, situés à Issy-les-Moulineaux au profit de la radiodiffusion française, et destinés par la commune à recevoir des immeubles d'habitations.* — Question posée par M. Jean Berthaud à M. le président du conseil, p. 1060; réponse du secrétaire d'Etat chargé de l'information, p. 1574.

43. — *Bases des conférences d'experts réunies à Rome pour une organisation politique de l'Europe.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil, p. 1093; retrait, p. 1577.

44. — *Raisons qui ont motivé la fermeture des mines de Malvezey (Aude). — Quantités de soufre importées et devises destinées à faire face au paiement.* — Question posée par M. Antoine Courrière à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1461; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1589.

45. — *Valeur imposable aux taxes sur le chiffre d'affaires à l'entrée en France de tous les produits de l'Union française.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre des finances, p. 1060; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 1591.

46. — *Directives à donner aux responsables de l'établissement du deuxième plan d'investissements et de modernisation.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil, p. 1461; réponse du ministre d'Etat, p. 1593.

47. — *Paiement d'une prime de calamité aux producteurs betteraviers.* — Question posée par M. Martial Brousse à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1385; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1593.

48. — *Dévaluation de la piastre.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre des Etats associés, p. 1093; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1595.

49. — *Disparité entre les traitements des fonctions publiques internationales et les fonctions publiques nationales.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil, p. 1461; réponse du ministre des affaires étrangères, p. 1596.

50. — *Réponse à faire au discours du premier ministre de l'Inde, en ce qui concerne la déclaration française aux Etats associés, le Maroc et la Tunisie.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil, p. 1312; réponse du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, p. 1597.

51. — *Projet d'adduction d'eau de la commune de Castelnaud-le-Lex (Nérault).* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'agriculture, p. 1093; réponse du ministre, p. 1633.

52. — *Poursuites contre divers agriculteurs par certaines caisses d'allocations familiales.* — Question posée par M. Pierre Boudet à M. le ministre de l'agriculture, p. 1093; réponse du ministre, p. 1633.

53. — *Désaveu par le Gouvernement français de toute démarche, négociation ou déclaration du président de la Haute Autorité du charbon et de l'acier, en dehors de ses attributions.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil, p. 1093; réponse du ministre de l'industrie et du commerce, p. 1635.

54. — *Subventions concernant les terrains de sport scolaire devant cadrer avec les subventions pour la construction des établissements scolaires.* — Question posée par M. Gaston Chazette à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1152; réponse du ministre, p. 1635.

55. — *Manquement aux relations entre Etats membres de la Communauté européenne de défense.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1554; fixation de la date, p. 1576. — Discussion, p. 1640, 1673; 1691; propositions de résolution de: 1^o M. Marrane; 2^o M. Commin; 3^o M. Abel-Durand; ordre du jour pur et simple de M. Marcel Plaisant, p. 1697; rejet au scrutin de l'ordre du jour, p. 1699; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution de M. Abel-Durand, p. 1701 (rectificatif, p. 2017).

56. — *Communauté européenne de défense en fonction du règlement des questions préliminaires pendantes avec l'Allemagne.* — Question posée par M. Marcel Plaisant à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1589. — Discussion, p. 1640, 1673, 1691; propositions de résolution de: 1^o M. Marrane; 2^o M. Commin; 3^o M. Abel-Durand; ordre du jour pur et simple de M. Marcel Plaisant, p. 1697; rejet, au scrutin, de l'ordre du jour, p. 1699; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution de M. Abel-Durand, p. 1701 (rectificatif, p. 2817).

57. — *Manque de transports aériens du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient.* — Question posée par M. Edmond Michelet à M. le ministre de la défense nationale, p. 1060; réponse du ministre des anciens combattants, p. 1713.

58. — *Difficultés que rencontre la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte pour remplir la mission qui lui est confiée.* — Question posée par M. Pellenc à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1328; retrait, p. 1733.

59. — *Affectation du prélèvement autorisé au bénéfice de la Haute Autorité à des dépenses de caractère politique ou de propagande.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil, p. 1461; réponse du ministre de l'industrie et du commerce, p. 1735.

60. — *Suppression du secrétariat d'Etat à l'enseignement technique.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le président du conseil, p. 1152; réponse du ministre de l'éducation nationale, p. 1734.

61. — *Impôts sur les intérêts dus aux sinistrés pour les titres de la reconstruction.* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1513; réponse du secrétaire d'Etat au budget, p. 1736.

62. — *Retard pour faire connaître les décisions du ministère en ce qui concerne les propositions des commissions de réforme.* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le ministre des anciens combattants, p. 1530; réponse du ministre, p. 1736.

63. — *Retards mis par la commission centrale d'assistance pour l'examen des dossiers d'appel à la suite des décisions des commissions départementales.* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le ministre de la santé publique et de la population, p. 1530; réponse du ministre, p. 1737.

64. — *Evénements d'Indochine et rapports entre la France et les Etats associés.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1554, 1575. — Discussion, p. 1739, 1755. — Dépôt de propositions de résolution de: 1^o M. Motais de Narbonne; 2^o M. Carcassonne; 3^o M. Marcel Plaisant; 4^o M. Edmond Michelet, p. 1764; 5^o M. Marrane, p. 1765; adoption de la proposition de résolution de M. Marcel Plaisant, p. 1767.

65. — *Moment pour définir avec précision la notion d'Union française et son organisation et la conception de l'indépendance des Etats associés.* — Question posée par M. Motais de Narbonne à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1328, 1575. — Discussion, p. 1743, 1755. — Dépôt de propositions de résolution de: 1^o M. Motais de Narbonne; 2^o M. Carcassonne; 3^o M. Marcel Plaisant; 4^o M. Edmond Michelet, p. 1764; 5^o M. Marrane, p. 1765; adoption de la proposition de résolution de M. Marcel Plaisant, p. 1767.

66. — *Textes de loi nécessaires à l'organisation politique et juridique de l'Union française, à soumettre au Parlement.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1254, 1575. — Discussion, p. 1739, 1755. — Dépôt de propositions de résolution de: 1^o M. Motais de Narbonne; 2^o M. Carcassonne; 3^o M. Marcel Plaisant; 4^o M. Edmond Michelet, p. 1764; 5^o M. Marrane, p. 1765; adoption de la proposition de résolution de M. Marcel Plaisant, p. 1767.

67. — *Prix des transports pour fruits et légumes primeurs trop élevés pour le prix de vente aux halles.* — Question posée par M. Jean Primet à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 1530; réponse du ministre, p. 1771.
68. — *Nouveau délai pour les demandes de restitution de corps d'anciens combattants.* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le ministre des anciens combattants, p. 1530; réponse du ministre, p. 1778.
69. — *Remboursement des sommes indûment versées au titre de l'allocation aux vieux travailleurs ou de l'allocation temporaire.* — Question posée par M. Maurice Pic à M. le ministre du travail, p. 1556; réponse du ministre, p. 1778.
70. — *Familles des patriotes fusillés à la Côte française des Somalis.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le président du conseil, p. 1557; réponse du ministre des anciens combattants, p. 1779.
71. — *Réparations morales et matérielles en faveur des familles des patriotes fusillés en 1941 à la Côte française des Somalis.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le président du conseil, p. 1557; réponse du ministre des anciens combattants, p. 1779.
72. — *Informations selon lesquelles les appareils « Armagnac S. E. 2010 », ne seraient pas utilisés sur le pont aérien reliant la France à l'Indochine.* — Question posée par M. André Méric à M. le ministre des travaux publics, p. 1557; transformée en question orale avec débat, p. 1713; retrait, p. 1808.
73. — *Difficultés rencontrées à l'occasion de la rentrée scolaire de 1953, mesures à prendre en vue de la rentrée de 1954.* — Question posée par M. Jacques Bordeneuve à M. le ministre de l'éducation nationale et demande de débat, p. 1616. — Discussion, p. 1838; réponse du ministre, p. 1812, 1848, 1850; suite de la discussion, p. 1858; adoption d'une proposition de résolution, p. 1870.
74. — *Evolution possible de la situation politique en Indochine.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1400. — Retrait, p. 1870.
75. — *Extension aux opérations d'exportation sur l'Indochine, le système d'assurance crédit.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre des affaires économiques, p. 1060, 1633, 1713; réponse du ministre, p. 1876.
76. — *Demande de remédier au défaut actuel de la procédure française en matière d'investissements étrangers.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1485; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1878.
77. — *Protocole au projet de traité sur la Communauté européenne de défense et statut des forces françaises stationnant en Allemagne.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1557; réponse du ministre, p. 1879.
78. — *Application des dispositions législatives et réglementaires à la société « Le Crédit mutuel du bâtiment » et sauvegarde des intérêts des épargnants lésés.* — Question posée par M. Jacques Delalande à M. le ministre des finances et demande de débat, p. 1616. — Discussion, p. 1909; réponse du ministre, p. 1919; suite de la discussion, p. 1925; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 1928.
79. — *Modification de certaines dispositions du décret n° 53-717 relatif aux crédits destinés aux sinistrés mobiliers.* — Question posée par M. Bernard Chochoy à M. le ministre de la reconstruction, p. 1604; réponse du ministre, p. 1981.
80. — *Discussion à la communauté charbon-acier, des projets d'investissement envisagés en Sarre.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre de l'industrie, p. 1556; réponse du ministre, p. 1982.
81. — *Représentation de la France égale à celle de l'Allemagne et de l'Italie, au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 1580; réponse du ministre, p. 1984.
82. — *Remboursement des sommes indûment perçues au titre de l'allocation temporaire agricole et artisanale.* — Question posée par M. Fernand Auberger à M. le ministre du travail, p. 1557; réponse du ministre, p. 1985.
83. — *Licenciements effectués au service des affaires allemandes et autrichiennes.* — Question posée par M. Jean Coupigny à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1580; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1987.
84. — *Politique agricole et sociale du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer.* — Question posée par M. Mamadou Dia à M. le ministre de la France d'outre-mer et demande de débat, p. 1553; retrait, p. 2065.
85. — *Application des arrêtés interdisant la vision de certains films aux moins de seize ans et moyens de contrôle.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'intérieur, p. 1627; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2088.
86. — *Exonération des droits d'enregistrement sur le montant des soultes payées aux cohéritiers d'une exploitation agricole.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre des finances, p. 1627; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 2090.
87. — *Mise en vigueur de l'article 6 de la loi qui étend aux fonctionnaires anciens combattants de la guerre 1939-1945 des majorations d'ancienneté.* — Question posée par M. André Méric à M. le président du conseil, p. 1665; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 2090.
88. — *Non-renouvellement des accords franco-suisses venus à échéance le 1^{er} octobre 1953.* — Question posée par M. André Litalise à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1726; retrait, p. 2091.
89. — *Dotation du pays, de l'armée en rapport avec la politique du Gouvernement.* — Question posée par M. Vincent Rotinat à M. le ministre de la défense nationale et demande de débat, p. 1713. — Discussion, p. 2107; adoption d'une proposition de résolution, p. 2125.
90. — *Fonctionnaire d'origine alsacienne incarcéré de 1914 à 1918 dans des camps de concentration allemands. — Bénéfice pour l'avancement et la retraite.* — Question posée par M. Emile Aubert à M. le ministre de la défense nationale et des forces armées, p. 172, 876.
91. — *Précisions sur les sanctions prises à l'encontre de plusieurs élèves coupables d'avoir exercé des brimades sur certains de leurs camarades.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 197.
92. — *Non-parution du décret d'application de la loi du 26 septembre prévoyant des majorations d'ancienneté en faveur du personnel des collectivités locales.* — Question posée par M. Gaston Chazette à M. le ministre de l'intérieur, p. 919.
93. — *Intentions du Gouvernement français sur les négociations en cours pour une organisation européenne des marchés agricoles.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre de l'agriculture, p. 986.
94. — *Affirmation, par le chancelier allemand, que les nazis allemands étaient subventionnés par des Français.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1033.
95. — *Compétence du président de la haute autorité en ce qui concerne le charbon et l'acier.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1070.
96. — *Discussion devant les deux Chambres, avant la mise en application des projets de réforme du baccalauréat.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1033, 1402; demande de débat, p. 1589.
97. — *Textes d'application de l'article 43 de la loi de finances en ce qui concerne les substances métalliques, non encore publiés.* — Question posée par M. André Armengaud à M. le ministre du budget, p. 1109, 1714.
98. — *Projets et propositions de loi relatifs au régime des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention et aux marques de fabrique et de commerce, en instance devant le Parlement.* — Question posée par M. André Armengaud à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 1109, 1714.
99. — *Engagements pris par le Gouvernement à l'occasion de la ratification du traité relatif à la Communauté du charbon et de l'acier.* — Question posée par M. André Armengaud à M. le président du conseil, p. 1117, 1714.
100. — *Aide au gouvernement italien pour résoudre le problème de l'émigration.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre des affaires étrangères, p. 919; retrait et dépôt d'une nouvelle question, avec débat, sur le même objet, p. 1132.
101. — *Discussion du projet de loi relatif aux marques de fabrique et de commerce.* — Question posée par M. André Armengaud à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1152, 1714.
102. — *Grève et revendications des fonctionnaires des départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Paul Symphor à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1159.
103. — *Grève et revendications des fonctionnaires des départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Lodéon à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1159.
104. — *Grève et revendications des fonctionnaires des départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Boudinot à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1159.
105. — *Grève des fonctionnaires dans les départements d'outre-mer.* — Question posée par M. Vauthier à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1207.
106. — *Constitution d'une commission chargée d'étudier les rapports entre l'Union française et la politique européenne de la France.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1254.
107. — *Portée des pouvoirs d'enquête parlementaire attribués aux sous-commissions chargées de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées.* — Question posée par M. Pellenc à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1328.
108. — *Adjudication d'exploitations forestières des forêts communales non exploitées par les communes en taillis sous futaies.* — Question posée par M. Martial Brousse à M. le ministre de l'agriculture, p. 1385.
109. — *Non-promulgation du décret d'administration publique fixant les conditions d'application des articles 1^{er} à 12 de la loi instituant l'épargne construction.* — Question posée par Mme Jacqueline Thome-Patenôtre à M. le ministre de la reconstruction, p. 1385.

110. — *Problème que pose l'immigration croissante des Nord-Africains en France.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 1400.

111. — *Fermeture des mines de soufre de Malvezzy-Aude.* — Question posée par M. Antoine Courrière à M. le président du conseil, p. 1461.

112. — *Acquittement, par le tribunal militaire de Paris, de l'ex-gouverneur de la Côte des Somalis.* — Question posée par M. Hassen Gouled à M. le président du conseil, p. 1461.

113. — *Déclaration du Gouvernement sur la politique française en Extrême-Orient et plus particulièrement en Indochine.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1491.

114. — *Evolution actuelle de la situation politique en Indochine.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1505.

115. — *Soutien de l'accusation devant les tribunaux militaires dans les procès intentés aux complices de la trahison.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre de la défense nationale et demande de débat, p. 1554.

116. — *Conséquences de la baisse des prix du bétail dans les pays d'élevage en montagne.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 1554.

117. — *Fermeture envisagée de la manufacture nationale d'armes de Tulle.* — Question posée par M. Marcel Champeix à M. le secrétaire d'Etat à la guerre, p. 1557.

118. — *Prix du lait et des produits agricoles.* — Question posée par M. Martial Brousse à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 1589.

119. — *La réparation des dommages de guerre en Indochine.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, p. 1604.

120. — *Examen et liquidation des dossiers de pécule et augmentation des effectifs du personnel chargé des opérations de règlement.* — Question posée par M. Albert Denvers à M. le ministre des anciens combattants, p. 1627.

121. — *Versement semestriel de l'acompte sur la taxe sur les viandes due par l'Etat aux collectivités locales, différé cette année de septembre à février.* — Question posée par M. Jean-Yves Chapalain à M. le ministre de l'intérieur, p. 1627.

122. — *Placement des bornes frontières sur la nouvelle frontière franco-italienne du Mont-Cenis (Savoie).* — Question posée par M. de La Gontrie à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1672.

123. — *Demande d'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires de tous les produits laitiers.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1703.

124. — *Réintégration d'un secrétaire général de mairie destitué sous Vichy.* — Question posée par M. Fernand-Verdeille à M. le ministre de l'intérieur, p. 1704.

125. — *Eléments d'information fournis par la radiodiffusion nationale sur la politique étrangère de la France.* — Question posée par M. Debû-Bridel à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1733.

126. — *Application de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du Gaz (articles 21, 22, 23, 24, 36, 37, 44 et 46).* — Question posée par M. Alexis Jaubert à M. le ministre de l'industrie et du commerce et demande de débat, p. 1733.

127. — *Décret d'application de la loi du 19 août 1950 sur les conditions d'ouverture du droit à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, non encore paru.* — Question posée par M. Fernand Auberger à M. le ministre des travaux publics, p. 1770.

128. — *Décrets et arrêtés prévus par la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité non promulgués.* — Question posée par M. Yvon Coudé du Foresto à M. le ministre de l'industrie et du commerce et demande de débat, p. 1808.

129. — *Convention de Varsovie concernant la responsabilité des transporteurs aériens devant les tribunaux français.* — Question posée par M. Henri Barré à M. le ministre de la justice, p. 1901.

130. — *Poursuites de nombreux agriculteurs, de la part de l'agence judiciaire du Trésor, afin d'obtenir le recouvrement des redevances dues pour l'emploi de prisonniers de guerre allemands.* — Question posée par M. Jean Doussot à M. le ministre du travail, p. 1901.

131. — *Arrêt d'un appareil de sondage actuellement en service au Gabon.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 1946.

132. — *Convention de Varsovie concernant la responsabilité des transporteurs aériens devant les tribunaux français.* — Question posée par M. René Dubois à M. le ministre de la justice et demande de débat, p. 1952.

133. — *Mesures prises pour permettre aux communes et aux départements de s'administrer conformément à la Constitution.* — Question posée par M. Waldeck L'Huillier à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 2025.

134. — *Suppression de certains stades sur la périphérie de la ville de Paris.* — Question posée par M. Jacques Bordenave à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2086.

135. — *Création d'un institut d'administration publique pour le Moyen-Orient à la faculté des sciences politiques d'Ankara.* — Question posée par M. Marcel Plaisant à M. le ministre des affaires étrangères, p. 2127.

136. — *Discours du commissaire général en Indochine prononcé le 8 décembre à Saïgon concernant la paix au Viet-Nam.* — Question posée par M. Joanny Berlioz à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2137.

137. — *Attribution de deux contingents d'exportation de vins, un pour la république fédérale allemande et l'autre à destination de la Hongrie.* — Question posée par M. Jean Durand à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 2148.

138. — *Application de la loi du 16 juillet 1949 relative aux publications destinées à la jeunesse.* — Question posée par M. Fernand Auberger à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2148.

139. — *Fixation au 4 janvier d'une conférence internationale.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2231.

140. — *Réponse à la conférence de presse du secrétaire d'Etat américain.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 2241.

141. — *Politique d'ensemble du Gouvernement vis-à-vis de la jeunesse française.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2262.

142. — *Comportement du service d'ordre devant une manifestation de la jeunesse universitaire.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 2262.

143. — *Difficultés rencontrées par les expéditeurs français dans le recouvrement de leurs créances sur la Turquie.* — Question posée par M. André Litaïse à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 2295.

144. — *Élévation d'une nouvelle statue de Gambetta dans Paris, à la suite du transfert de l'ancienne.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre de l'intérieur, p. 2295.

145. — *Contingent exceptionnel d'exportation de vins à destination de l'Allemagne de l'Ouest et de la Hongrie réservé à des organismes coopératifs du Midi et de la Gironde.* — Question posée par M. Henri Maupoil à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 2295.

146. — *Mises en demeure faites au Parlement français de ratifier le projet de Communauté européenne de défense, par un gouvernement non signataire dudit projet.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2624.

147. — *Réponse aux déclarations de M. Foster Dulles au sujet de la ratification de la Communauté européenne de défense.* — Question posée par M. Robert Le Guyon à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2792.

148. — *Allocation spéciale au personnel des postes, télégraphes et téléphones et mise en ordre de ce service.* — Question posée par M. Jean-Louis Tinaud à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 2831.

R

Rabelais. — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives.*

Radiodiffusion. — **Télévision.** — V. *Interpellations, n° 170.* — *Presse.* — *Questions orales (Assemblée nationale), n°s 17, 19, 124 (Conseil de la République), n°s 42, 85, 125.*

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à étendre les dispositions de l'article 2 de la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951 exonérant certaines catégories d'économiquement faibles du paiement de la redevance pour droit d'usage de postes de T. S. F. aux bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux (n° 3009), p. 3183.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à réglementer l'installation d'antennes extérieures réceptrices de radiodiffusion, p. 2650 (Document n° 6109).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à étendre les dispositions de l'article 2 de la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951 exonérant certaines catégories d'économiquement faibles du paiement de la redevance pour droit d'usage de postes de T. S. F. aux bénéficiaires de l'allocation spéciale instituée par la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 et de l'allocation de vieillesse instituée par la loi n° 43-101 du 17 janvier 1948, p. 3183 (Document n° 6370).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le fonctionnement du poste émetteur-récepteur installé dans le port sardinier-thonier de Saint-Jean-de-Luz, p. 165 (Document n° 5349).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant statut de la télévision française, p. 6448 (Document n° 7432).

Radiologues militaires. — V. Armées (service de santé).

Raz-de-marés. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Côtes d'Europe. — Limites de la mer.

Receveurs buralistes. — V. Traitements (finances).

Recherches géologiques, géophysiques et minières. — V. Mines et carrières.

Recherches scientifiques et techniques. — V. Impôts (dégrèvements, exonération).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport sur la proposition de résolution de M. Viatte tendant à inviter le Gouvernement à insérer une commission de la recherche scientifique auprès du commissariat général du plan (n° 5019), p. 2518 (Document n° 6076). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3409.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête par la commission de l'éducation nationale, conformément à l'article 31 du règlement, afin de recueillir tous renseignements utiles sur la situation des organismes publics et semi-publics de recherches scientifiques, notamment en ce qui concerne les crédits dont ils disposent, leurs programmes de travail et le statut de leur personnel, p. 1822. — Octroi des pouvoirs, p. 1928.

Récoltes. — V. Agriculture. — Calamités agricoles, publiques et viticoles.

Reconstruction. — V. Caisse autonome de la reconstruction. — Construction, reconstruction.

Redressement économique et financier. — V. Budget. — Economies et finances (redressement).

Réforme fiscale. — V. Impôts.

Réforme et modernisation administratives (Commissariat général).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcellin tendant à la création d'un commissariat général chargé de l'élaboration et de l'application d'un plan de réforme et de modernisation administratives, p. 2130 (Document n° 5953).

Réfugiés. — V. Conventions internationales. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 200.

Régie autonome des transports parisiens. — V. Interpellations, n° 40, 49. — Pensions et retraites (agents des chemins de fer et des transports). — Transports et voies de communication.

Régies financières. — V. Finances et affaires économiques (ministère).

Région parisienne. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Interpellations, n° 56. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 123.

Registre du commerce. — V. France d'outre-mer (Cameroun).

Relations culturelles. — V. Administrations publiques.

Remembrement. — V. Agriculture (exploitation). — Interpellations n° 190.

Rentes. — V. Assurances sociales. — Loyers (baux ruraux). — Pensions et retraites.

Réquisitions. — V. Défense nationale (organisation). — Dommages de guerre. — Propriété immobilière.

Résistance. — V. Amnistie. — Anciens combattants et victimes de la guerre. — Armées (forces françaises de l'intérieur, officiers, sous-officiers). — Fonctionnaires (avancement). — Interpellations n° 189. — Prisonniers et déportés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la révision des homologations des services et des attributions de récompense au titre de la Résistance, p. 1999 (Document n° 5380).

Restaurants universitaires. — V. Interpellations n° 33.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Giovinetti tendant à majorer de 15 F par repas les crédits de subvention aux restaurants universitaires pour l'exercice 1953, p. 1627 (Document n° 5781).

Restitution de corps. — V. Anciens combattants et victimes de la guerre.

Retraites. — V. Assurances sociales. — Caisse de retraites. — Conseil national de la vieillesse. — Pensions et retraites.

Réunion. — V. France d'outre-mer (départements).

Rivages de la mer. — V. Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Interpellations n° 39, 222. — Limites de la mer.

Riz. — V. Institut du riz.

Routes et chemins. — V. Transports et voies de communication.

S

Sacharose.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Cayeux sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à réglementer le commerce et l'emploi des substances édulcorantes artificielles (n° 20), p. 3792 (Document n° 6590); proposition de loi devenue sans objet, p. 4214.

Sages-femmes. — V. Enseignement de la médecine. — Médecine et professions médicales.

Saint-Pierre et Miquelon. — V. France d'outre-mer.

Saisies-arrêts. — V. Traitements (textes généraux).

Salaires. — V. Allocations familiales. — Assurances sociales (cotisations). — Code du travail. — Impôts (timbre). — Interpellations n° 223, 243. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 53 (Conseil de la République) n° 24. — Traitements, soldes et indemnités.

Salmoniculture. — V. Impôts (chiffre d'affaires).

Sanatoria. — V. Hôpitaux et établissements hospitaliers. — Interpellations n° 154.

Santé publique (protection). — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Sapeurs-pompiers. — V. Pensions et retraites.

Sarre (territoire de la). — V. Conventions internationales (sécurité sociale). — Fonctionnaires (agents de la mission diplomatique en Sarre). — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Conseil de la République) n° 13, 80.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Lefranc sur: 1° le projet de loi relatif aux biens, droits et intérêts sarrois, mis sous séquestre en France; 2° la proposition de loi de M. Bouvier O'Gottreau relative aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre, en France (n° 3398, 3198, 5095), p. 1685 (Document n° 5801). — Discussion, p. 1928. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Marcel Massot, p. 2000 (Document n° 5879). — Adoption du projet de loi après modification du titre « *Projet de loi relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France* », p. 1939.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 899 (Document n° 188). — Rapporteur M. Hauriou et discussion, p. 998; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1002.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2516 (Loi n° 53-323 du 15 avril 1953, J. O. du 16 avril 1953).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la ratification des accords conclus à Paris, le 20 mai 1953 entre la France et la Sarre et de la convention du 31 mai 1952 entre la France et la Sarre relative au contrôle des voyageurs, p. 3948 (Document n° 6680). — Dépôt du rapport par M. Vendroux, p. 4551 (Document n° 6978). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Massot, p. 4882 (Document n° 7097). — Discussion, p. 4929; adoption, au scrutin, du projet de loi après modification du titre « *Projet de loi relatif à la ratification des accords conclus à Paris, le 20 mai 1953, entre la France et la Sarre, et de la convention du 31 mai 1952 entre la France et la Sarre relative aux pouvoirs des services de police sarrois et français en territoire français et sarrois* », p. 4943.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1732 (Document n° 495). — Dépôt du rapport par M. Pinton, p. 1767 (Document n° 511). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Rochereau (Document n° 528) et d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Bousch (Document n° 532), p. 1808. — Discussion, pp. 1809, 1819; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1830.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5367 (Loi n° 53-1209 du 5 décembre 1953, J. O. du 8 décembre 1953).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que le bénéfice des dispositions de la convention générale en matière de sécurité sociale, conclue entre la France et la Sarre le 25 février 1949, soit étendu aux ressortissants étrangers domiciliés en Sarre pour les périodes d'affiliation accomplies en France et aux ressortissants étrangers domiciliés en France pour les périodes d'affiliation accomplies en Sarre, p. 5312 (Document n° 7242).

Sciences administratives. — V. Administrations publiques.

Secrétariat d'Etat. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 161.

Secrétariat parlementaire. — V. Traitements, soldes et indemnités.

Sécurité et hygiène. — V. Marine marchande.

Sécurité sociale. — V. Accidents du travail. — Agriculture (lois sociales). — Algérie. — Allocations familiales. — Assurances sociales. — Code du travail (salaires). — Conseil supérieur de la sécurité sociale. — Conventions internationales. — Domaine de l'Etat (cession d'immeubles). — Hôpitaux et établissements hospitaliers. — Impôts (dégrèvements). — Pharmacie.

Seine (département). — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Calamités agricoles publiques et viticoles. — Elections municipales. — Enseignement primaire (cours spéciaux). — Fonctionnaires communaux et départementaux.

Semaine de quarante heures. — V. Code du travail (régime et durée).

Semences. — V. Interpellations n° 31.

Sénateurs. — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Députés (absences, autorisation de poursuites). — Elections législatives. — Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — Traitements, soldes et indemnités.

AUTORISATIONS DE POURSUITES

Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 21 (Document n° 5). — Dépôt du rapport par M. Hauriou, p. 816 (Document n° 129). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 858.

Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 1616 (Document n° 452). — Dépôt du rapport par M. Brizard, p. 1733 (Document n° 513). — Discussion et adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1809.

Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 1930 (Document n° 575).

DÈCÈS

Conseil de la République. — Communication au Conseil de la République du décès des sénateurs suivants: MM. Lagarrosse, p. 932; Lassagne, p. 1024; Désiré Marcou et Félicien Cozzano, p. 1552.

DÉMISSION

Conseil de la République. — Communication au Conseil de la République de la démission de M. Sid-Cara Chérif, sénateur, p. 1980.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS

MANCHE

Rapport de M. Driant, p. 13. — Admission de M. Henri Cornat, p. 21.

RHÔNE

Rapport de M. Houdet, p. 1060. — Admission de M. Florian Bruyas, p. 1070.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Côte d'Ivoire. — 1^{re} section. — Rapport de M. Estève, p. 1312. — Admission de M. Armand Josse, p. 1328.

2^e section. — Rapport de M. Berthaud, p. 1603.

Guinée. — 1^{re} section. — Rapport de M. Poisson, p. 1603. — Admission de M. Raymond Susset, en remplacement de M. Marcou, décédé, p. 1632.

Etablissements français de l'Océanie. — Rapport de M. Brousse, p. 1129. — Admission de M. Jean Florisson, p. 1131.

Soudan. — 1^{re} section. — Rapport de M. Lachèvre, p. 2126.

Sépultures. — V. Cimetières.

Sérums et vaccins. — V. Pharmacie. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 23.

Services médicaux du travail. — V. Code du travail (hygiène et sécurité des travailleurs).

Services publics. — V. Conseil national des services publics départementaux. — Fonctionnement (avancement, conflits du travail). — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Transports (chemins de fer d'intérêt local).

Service social. — V. Conseil supérieur du service social.

Siniatrique (médecine). — V. Médecine et professions médicales.

Sinistrés. — V. Assistance aux sinistrés. — Calamités agricoles, publiques et viticoles. — Dommages de guerre. — Impôts (sociétés). — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 48, 164; (Conseil de la République) n° 61, 79.

Sites. — V. Monuments historiques. — Monuments naturels.

Sociétés. — V. Impôts (perception, sociétés). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 28, 114; (Conseil de la République) n° 20. — Viticulture.

Sociétés par ACTIONS. — V. Impôts (sociétés).

Conseil de la République. — Discussion de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne (n° 568 et 635, année 1952), p. 125; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 137 (rectificatif), p. 268).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 166 (Document n° 5317). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 606 (Document n° 5388). — Discussion, p. 1009; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, avec modifications, p. 1012 (Loi n° 53-148 du 25 février 1953, J. O. du 26 février 1953).

Sociétés ANONYMES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Maurice Grimaud sur la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes (n° 2634, 4723), p. 969 (Document n° 5487). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: Proposition de loi tendant à modifier l'acte dit loi du 16 mars 1940, relatif aux sociétés anonymes, p. 1928 (rectificatif, p. 2132).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 899 (Document n° 136). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 1070 (Document n° 267). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1127.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3234 (Loi n° 53-606 du 7 juillet 1953, J. O. du 8 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à proroger la loi n° 48-444 du 17 mars 1948 sur la libération des actions, p. 1062 (Document n° 5562). — Dépôt du rapport par M. Jean-Paul Palewski, p. 4881 (Document n° 7088). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à proroger les dispositions de la loi n° 48-444 du 17 mars 1948 relative à la libération d'actions des sociétés existant avant la publication de l'acte dit loi du 4 mars 1943 », p. 5330.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1876 (Document n° 548).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alfred Krieger tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 8 septembre 1940 relative au nombre des administrateurs des sociétés anonymes en vue de faciliter les regroupements d'entreprises par fusion, p. 83 (Document n° 5280).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Saller tendant à réglementer les investissements de capitaux étrangers dans la France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer, p. 780 (Documents n° 120).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1563 (Document n° 5727).

Sociétés d'ASSURANCES. — V. Assurances de toute nature. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 131, 197.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joubert tendant à prévoir la fixation du statut définitif des organismes visés par la loi du 25 avril 1946 relative à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances, p. 3235 (Document n° 6426).

Société nationale des CHEMINS DE FER FRANÇAIS. — V. Chemins de fer (société nationale des).

Sociétés COOPÉRATIVES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Lalle tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts (n° 5177, 5223), p. 318.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 272 (Document n° 66). — Dépôt du rapport par MM. Naveau, p. 781 (Document n° 124). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 832.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1626 (Loi n° 53-186 du 12 mars 1953, J. O. du 13 mars 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, p. 3038 (Document n° 6300). — Dépôt du rapport par M. Lalle, p. 3124 (Document n° 6342). — Adoption de la proposition de loi, p. 3403.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1310 (Document n° 345). — Dépôt du rapport par M. Naveau, p. 1332 (Document n° 368). — Discussion, p. 1507; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1508.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3368 (Document n° 6662). — Dépôt du rapport par M. Lalle, p. 3950 (Document n° 6666). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 3947 (Loi n° 53-672 du 5 avril 1953, J. O. du 6 avril 1953).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, p. 96 (Document n° 5319).

Sociétés COOPÉRATIVES DE CONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à autoriser les communes à garantir les emprunts des coopératives de construction, p. 3104 (Document n° 6329).

Sociétés COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Degoutte sur le projet de loi relatif aux sociétés coopératives ouvrières de production (n° 4015), p. 3236 (Document n° 6419). — Adoption du projet de loi, p. 3762.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4510 (Document n° 417). — Dépôt du rapport par M. Walker, p. 1733 (Document n° 564). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1908.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5397 (Loi n° 53-1235 du 14 décembre 1953, J. O. du 15 décembre 1953).

Sociétés COOPÉRATIVES DE RECONSTRUCTION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à l'abrogation de l'article 62 de la loi n° 53-60 du 7 février 1953 relatif au fonctionnement des associations syndicales de reconstruction, p. 7283 (Document n° 7556).

Sociétés de CREDIT DIFFERÉ. — V. *Interpellations* n°s 122, 207. — *Questions orales* (*Assemblée nationale*), n°s 16, 171 (*Conseil de la République*) n° 16.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Siefert tendant à compléter la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 concernant les entreprises de crédit différé, p. 4436 (Document n° 6921). — Retrait, p. 4505.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Siefert tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions qui s'imposent pour protéger les intérêts des déposants des sociétés de crédit différé en liquidation, p. 4507 (Document n° 6954). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts des adhérents du Crédit mutuel du bâtiment et pour éviter des krachs analogues à celui qui a frappé cette entreprise, p. 4530 (Document n° 6964). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gravoille tendant à inviter le Gouvernement: 1° à sauvegarder les intérêts des souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment en transférant la totalité des contrats souscrits à des établissements ayant garantie de l'Etat; 2° à appliquer sans délai à toutes les entreprises de crédit différé les dispositions de la loi du 24 mars 1952; 3° à renforcer le contrôle de ces entreprises afin de préserver les intérêts des épargnants, p. 4558 (Document n° 6986). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Morice tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder les intérêts légitimes des souscripteurs des sociétés de crédit différé en liquidation, p. 4826 (Document n° 7068). — Dépôt d'un rapport par M. Minjoz, p. 5312 (Document n° 7231).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Krieger tendant à accorder aux sociétés de crédit différé un délai supplémentaire pour l'accomplissement des formalités prévues à l'article 9 de la loi du 24 mars 1952, p. 1278 (Document n° 5637). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 1845 (Document n° 5835). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Minjoz, p. 3235 (Document n° 6107).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Capdeville tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, p. 968 (Document n° 5175).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes dispositions utiles en vue de sauvegarder les intérêts des adhérents du Crédit mutuel du bâtiment, p. 7059 (Document n° 7511).

Sociétés d'ECONOMIE MIXTE. — V. *Chemins de fer* (*Société nationale*). — *Commerce et industrie* (*entreprises diverses*). — *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n° 80 (*Conseil de la République*), n° 58.

Sociétés INDIGENES DE PREVOYANCE. — V. *France d'outre-mer* (*textes généraux*).

Sociétés MUTUALISTES. — V. *Sociétés de secours mutuels*.

Sociétés NATIONALISEES. — V. *Commerce et industrie* (*entreprises diverses*). — *Questions orales* (*Assemblée nationale*) n° 80 (*Conseil de la République*) n°s 58, 107.

Sociétés de SECOURS MUTUELS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dixmier sur le projet de loi relatif à la majoration des rentes constituées par les sociétés mutualistes au profit des combattants des théâtres d'opérations extérieurs et leurs ayants cause (n° 4966), p. 1405 (Document n° 5886). — Adoption du projet de loi, p. 3761.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4510 (Document n° 417). — Dépôt du rapport par M. Giauque, p. 1704 (Document n° 472). — Discussion, p. 1715; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1716.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4882 (Document n° 7102).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la mutualité, p. 2405 (Document n° 6031).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 31 mai 1933 et à assurer aux anciens combattants de 1914-1918, pour le complément des retraites mutualistes, les mêmes prestations de l'Etat qu'aux anciens combattants de 1939-1945, p. 1999 (Document n° 5881).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Morice tendant à autoriser le Gouvernement à étendre les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes, p. 6804 (Document n° 7470).

Spécialités pharmaceutiques. — V. *Pharmacie*.

Spectacles. — V. *Impôts* (*contributions indirectes*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Wagner sur le projet de loi portant unification de la législation sur les spectacles et le cinéma dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (n° 1435), p. 1685 (Document n° 5795). — Adoption du projet de loi, p. 2155.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 898 (Document n° 197). — Rapport par M. Le Sassi-Boisauvé, p. 1115 (Document n° 297). — Discussion, p. 1402; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1403.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3717. (Loi n° 53-608 du 8 août 1953, J. O. du 9 août 1953.)

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faraut tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'usage d'un flet de protection pour tous les exercices aériens de cirque ou de music-hall, p. 5312 (Document n° 7245).

Spoliation. — V. *Domages de guerre.* — *Impôts* (*dégrèvement*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur l'avis défavorable donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de certaines décisions judiciaires (n° 27), p. 3134 (Document n° 6365). — Adoption des conclusions de la commission constatant que la proposition de loi est devenue sans objet, p. 3760.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Juglas tendant à indemniser un citoyen français de la confiscation de ses biens industriels et privés, p. 1404 (Document n° 5696). — Retrait, p. 2404.

Sports. — V. *Education physique et sports.* — *Questions orales* (*Conseil de la République*) n°s 54, 134. — *Transports* (*chemins de fer d'intérêt général*).

Staline (Maréchal). — V. *Interpellations*, n° 60.

Stations balnéaires, hydrominérales et thermales. — V. *Questions orales* (*Assemblée nationale*), n° 104.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Segelle tendant à inviter le Gouvernement à mettre au point et à révéler sans tarder les projets relatifs au thermalisme, p. 3543 (Document n° 6518).

Stations sanatoriales de cure.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Poinso-Chapuis sur la proposition de loi de M. Louis Martel tendant à la création d'un statut légal pour les stations sanatoriales de cure pour tuberculose (n° 2265), p. 301 (Document n° 5364).

Statistique. — V. *Bureau universitaire de statistique*.

Strasbourg. — V. *Hôpitaux et établissements hospitaliers*.

Stupéfiants. — V. *Exportations et importations.* — *Pharmacie*.

Substances édulcorantes artificielles. — V. *Succharine*.

Subventions. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre.* — *Colonies de vacances.* — *Education physique et sports.* — *Monuments commémoratifs.* — *Questions orales* (*Assemblée nationale*), n°s 38, 130, 156, (*Conseil de la République*), n° 54.

Successions. — V. *Conventions internationales* (*impôts*). — *Impôts* (*enregistrement*).

Sucres, betteraves à sucre. — V. *Questions orales* (*Conseil de la République*), n° 47.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Prache sur la proposition de loi de M. Godin tendant à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles (campagne 1940-1941), (n° 4536), p. 3133 (Document n° 6482).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lefranc tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour : 1° assurer le synchronisme indispensable entre les droits de base des planteurs de betteraves inscrits en l'article 6 du décret n° 53-901 du 4 septembre 1953 et les droits de production des distilleries non annexées aux sucreries, inscrits à l'article 2 du même décret; 2° assurer la protection des jeunes cultivateurs non titulaires de droits de base définis en l'article 6, p. 5242 (Document n° 7199).

Sud-asiatique. — V. *Interpellations*, n° 45.

Sûreté nationale. — V. *Police d'Etat, sûreté nationale*.

Surtaxe progressive. — V. *Impôts (revenu général)*.

Sylviculture. — V. *Bois et forêts*.

Syndicats indépendants. — V. *Interpellations* n°s 215, 229, 234.

T

Tabacs. — V. *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — Caisse d'assurances des planteurs de tabac. — Electricité et gaz (tarifs). — Emplois réservés. — France d'outre-mer (Afrique occidentale française).* — *Interpellations* n°s 41, 124. — *Transports (chemins de fer d'intérêt général)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Dupuy tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix moyen global du tabac à la production en tenant compte du prix de revient, p. 4437 (Document n° 6923). — Dépôt du rapport par M. Billat, p. 4681 (Document n° 7077).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delathenial tendant à élargir la garantie accordée aux cultures de tabac contre les avaries de force majeure, p. 4357 (Document n° 6894).

Taxes départementales et communales. — V. *Chasse. — Départements, villes et communes. — Impôts*.

Taxis. — V. *Impôts (revenus)*.

Teinturerie. — V. *Commerce et industrie (entreprises diverses)*.

Télévision. — V. *Radiodiffusion-télévision*.

Terrain. — V. *Domaine de l'Etat des départements et des communes. — Questions orales (Assemblée nationale)* n° 141.

Territoires d'outre-mer. — V. *France d'outre-mer. — Interpellations* n°s 225, 226. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 80, 441, 179 (*Conseil de la République*) n°s 7, 22, 66, 84.

Textiles. — V. *Accidents du travail. — Commerce et industrie (entreprises diverses). — Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — Exportations et importations. — France d'outre-mer (Afrique équatoriale française).* — *Interpellations* n°s 153, 156, 192. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 112, 143, 174.

Théâtres. — V. *Interpellations* n°s 130.

Tiers provisionnel. — V. *Impôts (perception)*.

Timbre. — V. *Impôts*.

Titres. — V. *Conventions internationales (accords économiques et financiers). — Valeurs mobilières*.

Togo. — V. *France d'outre-mer*.

Tomates. — V. *Exportations et importations*.

Tourbières. — V. *Mines et carrières (exploitation)*.

Tourisme. — V. *Impôt (chiffre d'affaires)*.

Toussaint. — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail)*.

Tuberculose. — V. *Stations sanatoriales de cure*.

Traitements, soldes et indemnités. — V. *Impôts. — Pensions et retraites (cumul). — Questions orales (Conseil de la République)* n° 49.

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 24 août 1930 relative à la saisie-arrêt et à la cession des appointements, traitements et soldes des fonctionnaires civils et militaires, p. 2650 (Document n° 6153).

— Dépôt d'un rapport de M. Cristofol sur la proposition de loi de Mme Rose Guérin tendant à attribuer aux fonctionnaires, aux ouvriers de l'Etat, au personnel de la régie autonome des transports parisiens, en activité ou en retraite, devenus aveugles, une indemnité dite de tierce personne égale à celle payée par la sécurité sociale (n° 1652), p. 1131 (Document n° 5595).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierrard portant abrogation du décret n° 53-402 du 11 mai 1953 relatif à l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence dans les villes sinistrées, p. 2829 (Document n° 6213). — Dépôt du rapport par Mme Grappe, p. 3236 (Document n° 6114).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecœur tendant à accorder aux travailleurs de la fonction publique, des entreprises nationalisées, ainsi qu'aux salariés des entreprises privées le paiement intégral des journées de grève, p. 4027 (Document n° 6728). — Dépôt du rapport par M. Valentino, p. 4358 (Document n° 6901).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Benoist tendant à étendre aux personnels de l'Etat en résidence hors de la France métropolitaine les dispositions du décret n° 53-837 du 17 septembre 1953 instituant une indemnité spéciale dégressive en faveur de certaines catégories de personnels de l'Etat, p. 4315 (Document n° 6377).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fajon tendant : 1° à fixer à 27.000 F par mois le traitement de base des fonctionnaires (indice 100); 2° à verser aux fonctionnaires et retraités, avec effet du 1^{er} septembre 1953, un acompte mensuel de 7.000 F, p. 4436 (Document n° 6915).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hettier de Bois Lambert tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 53-402 du 11 mai 1953 relatif à l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence, p. 3613 (Document n° 6341).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durbet tendant à la renonciation volontaire par les membres de l'Assemblée nationale de l'allocation de 25.000 F « pour frais de secrétariat » récemment allouée, p. 4030 (Document n° 6723).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Léotard tendant à différer le règlement de l'allocation de secrétariat attribuée aux députés, p. 4030 (Document n° 6724).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset invitant le bureau de l'Assemblée nationale à obtenir la suppression de l'allocation de secrétariat attribuée aux parlementaires et celle de toutes primes et indemnités en sus des traitements de fonctionnaires dépassant 100.000 F par mois, p. 4030 (Document n° 6723).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pebeillier tendant à annuler la décision du bureau de l'Assemblée nationale attribuant aux députés une allocation exceptionnelle pour frais de secrétariat, p. 4013 (Document n° 6729).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Trémouille tendant au reversement de l'indemnité de 25.000 F, dite de « secrétariat » allouée récemment aux députés et à la création, dans les locaux de l'Assemblée nationale, d'un service de documentation, de recherches et d'information parlementaires, p. 4030 (Document n° 6732).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à suspendre le versement aux membres de l'Assemblée nationale de l'indemnité supplémentaire mensuelle dite « prime de secrétariat », p. 4013 (Document n° 6739).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement le décret du 22 mai 1951 fixant la parité des salaires des travailleurs de l'Etat avec ceux de la métallurgie parisienne et à accorder immédiatement un acompte uniforme de 10.000 F à tous les travailleurs de l'Etat, p. 4138 (Document n° 6826).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Buron tendant à réserver le versement de l'allocation spéciale pour frais de secrétariat aux députés dont les ressources sont essentiellement constituées par l'indemnité parlementaire et à créer ultérieurement un véritable secrétariat parlementaire, ainsi qu'un service de documentation dans les locaux de l'Assemblée nationale, p. 4507 (Document n° 6953).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel David tendant à la révision des indices hiérarchiques de traitement des agents techniques des eaux et forêts, p. 1403 (Document n° 5684).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à l'octroi de points indiciaires supplémentaires pour les agents techniques et chefs de district des eaux et forêts, p. 3475 (Document n° 6508).

DÉFENSE NATIONALE

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier tendant à l'octroi d'une indemnité de transport aux agents du personnel civil dépendant du ministère de la défense nationale, et qui, mutés pour les nécessités du service, doivent se faire transporter, chaque jour, de leur domicile d'avant-guerre au nouveau siège de leur administration, p. 4506 (Document n° 6931).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à remettre en ordre les rémunérations des agents de l'ordre technique civil du ministère de la défense nationale, p. 3792 (Document n° 6601).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Quinson tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la gendarmerie nationale l'indemnité dite « prime de danger » allouée aux personnels des compagnies républicaines de sécurité, p. 5259 (Document n° 7195).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edmond Michelet tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les échelles de solde de sous-officiers, prévues par le décret du 10 juillet 1948, p. 1900 (Document n° 550).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mabrut tendant à faire bénéficier les directeurs des centres d'apprentissage public, non annexés à un établissement d'enseignement, des mêmes indemnités de charges administratives allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements d'enseignement relevant de l'éducation nationale, p. 83 (Document n° 5907).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les dispositions du décret n° 49-89 en date du 21 janvier 1949 dans la fixation des modalités d'attribution des indemnités au personnel de direction, d'administration et au personnel des services économiques des centres d'apprentissage publics, p. 301 (Document n° 5369). — Dépôt d'un rapport par M. Boutavant, p. 6047 (Document n° 7379).

Voir également à la rubrique: *Fonctionnaires de l'enseignement.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rincant sur la proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à fixer à 185 le traitement indiciaire des élèves maîtres et des élèves maîtresses en stage de formation professionnelle (n° 1763), p. 4315 (Document n° 6367).

— Dépôt d'un rapport de M. Haumesser sur la proposition de loi de M. Meck relative aux indemnités communales bénévoles aux instituteurs et institutrices de certaines communes des départements du Rhin et de la Moselle (n° 3552), p. 4358 (Document n° 6903).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bèche tendant à l'attribution d'une indemnité de fonction aux personnels dépendant du ministère de l'éducation nationale, p. 2729 (Document n° 6172).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cogniot tendant à instituer, en application de l'article 3 du statut général de la fonction publique, une indemnité de fonction pour le personnel de l'éducation nationale, p. 1627 (Document n° 5782).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Binot tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux professeurs stagiaires de l'enseignement du second degré les indices de traitement dont bénéficient les adjoints d'enseignement, p. 84 (Document n° 5903).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Arnal tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux inspectrices des écoles maternelles et aux inspecteurs de l'enseignement primaire l'indemnité de logement octroyée aux inspecteurs de la jeunesse et des sports par arrêté du 31 août 1953, p. 4796 (Document n° 7053).

FINANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Meunier tendant à modifier le décret du 11 mai 1953 en vue de rétablir le crédit de 250 millions destiné à faire face aux revisions indiciaires intervenues en 1952 en ce qui concerne les fonctionnaires, et notamment les receveurs buralistes, p. 3866 (Document n° 6648).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deliaune tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour le relèvement des indices des receveurs buralistes fonctionnaires, p. 3543 (Document n° 6517).

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Discussion des propositions de loi: 1° de M. Emmanuel Véry, modifiant et complétant la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer; 2° de M. Emmanuel Véry, tendant à modifier et compléter la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer (n° 1022, 2321, 3255), p. 3245; disjonction, p. 3223.

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur la proposition de loi de M. Duveau tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, et les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires (n° 2913), p. 2338 (Document n° 6010).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Véry tendant à rendre applicable aux agents en service dans les départements d'outre-mer le décret du 17 septembre 1953, p. 4454 (Document n° 6923). — Dépôt du rapport par M. Véry, p. 5105 (Document n° 7165).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux fonctionnaires et aux militaires de certains centres d'outre-mer le bénéfice de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence que le décret du 31 octobre 1951 a instituée, p. 4685 (Document n° 5803).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à accorder la parité de traitements entre les gradés et gardiens de la police d'Etat et les gradés et gardiens de la police municipale de Paris, p. 83 (Document n° 5275).

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à reviser le classement indiciaire des agents de gardiennage des services extérieurs de la marine marchande, p. 1077 (Document n° 5572). — Dépôt du rapport par M. Reeb, p. 3236 (Document n° 6413).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Barthélemy sur la proposition de loi de M. Barthélemy tendant à l'attribution au personnel des postes, télégraphes et téléphones d'une prime de fin d'année égale au douzième du traitement (n° 5244), p. 1257 (Document n° 5626).

— Dépôt d'un rapport de M. Barthélemy sur la proposition de loi de M. Barthélemy tendant à fixer respectivement aux indices 375 et 390 les échelons maxima des traitements des surveillants et surveillantes principales des postes, télégraphes et téléphones (n° 4126), p. 1131 (Document n° 5599).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabelle tendant à inviter le Gouvernement à allouer au personnel des postes, télégraphes et téléphones, chargé de la distribution et de la manutention, ainsi qu'aux agents qui effectuent le transport des dépêches, des indemnités de risque équivalentes à celles dont bénéficient les agents des douanes, p. 2295 (Document n° 5999). — Dépôt du rapport par Mme Prin, p. 6374 (Document n° 7419).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Dumas tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser l'indemnité de gérance et de responsabilité des receveurs et chefs de centre des postes, télégraphes et téléphones au même taux que celle des comptables des régies financières, p. 2405 (Document n° 6044).

Tramways. — V. *Assurances sociales (agents des chemins de fer).* — *Interpellations n° 18.* — *Pensions et retraites (agents des chemins de fer).*

Transfusion sanguine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi permettant de soumettre à un prélèvement de sang les hommes appartenant aux classes 1944 et 1945 qui n'ont pas accompli de service militaire (n° 5003), p. 2650 (Document n° 6122). — Dépôt du rapport par M. Métayer, p. 3433 (Document n° 6474).

Transports aériens. — V. *Transports et voies de communication.*

Transports ferroviaires et routiers. — V. *Conventions internationales (transports internationaux).* — *Transports et voies de communication.*

Transports maritimes. — V. *Marine marchande.*

Transports de la région parisienne. — V. *Electricité et gaz (tarifs).* — *Pensions et retraites (agents des chemins de fer et des transports).* — *Traitements (textes généraux).* — *Transports et voies de communication.*

Transports et voies de communication. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre.* — *Armées (congés et permissons).* — *Electricité et gaz (tarifs).* — *Enseignement primaire (transport des élèves).* — *Interpellations n° 101.* — *Pensions et retraites (agents des chemins de fer).* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 139, 166, 185, 191 (Conseil de la République) n° 57.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à accorder aux pensionnés d'invalidité ressortissant du ministère des anciens combattants des réductions sur les tarifs de voyageurs dans les transports en commun, p. 2797 (Document n° 6194). — Dépôt du rapport par M. Marcel Noël, p. 3867 (Document n° 6623). — Dépôt d'un avis de la commission des pensions par M. Devemy, p. 4882 (Document n° 7081).

AUTOMOBILES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Beauvais ayant pour objet la réglementation de la mise en circulation des voitures affectées aux services publics, p. 1733 (Document n° 503).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5008 (Document n° 7154).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

— Autorails.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Febvay sur la proposition de résolution de M. Charret, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour établir un service d'autorails pendant la saison d'été sur la ligne Lyon-Croix-Rousse-Trévoux (n° 3202), p. 3236 (Documentation n° 6422).

— Bibliothèques des gares

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosnat tendant à inviter le Gouvernement à faire dénoncer, avant le 30 juin 1953, par la Société nationale des chemins de fer français, le traité qui la lie à la société anonyme Librairie Hachette, pour l'exploitation des bibliothèques dans les gares et dans les trains, p. 3039 (Document n° 6316).

— Electrification.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dufour tendant à l'électrification de la ligne Société nationale des chemins de fer français Lyon-Grenoble, p. 1131 (Document n° 5593). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Berthet tendant à l'électrification de la section de ligne Société nationale des chemins de fer français Lyon-Grenoble, p. 1188 (Document n° 5601). — Dépôt d'un rapport par M. Dufour, p. 3133 (Document n° 6195).

— Exploitation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Nigay sur le projet de loi portant déclassement de la section de ligne de Massy-Palaiseau à Gallardon de la ligne d'intérêt général de Paris à Chartres, par Gallardon (n° 4943), p. 3236 (Document n° 6109). — Adoption du projet de loi, p. 3760.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1510 (Document n° 419). — Dépôt du rapport par M. Jean Bertaud, p. 1713 (Document n° 487). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1937.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5367 (Loi n° 53-1153 du 26 novembre 1953, J. O. du 28 novembre 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur le projet de loi ayant pour objet de simplifier la procédure d'approbation des accords passés en vue de modifier les conditions d'exploitation des chemins de fer secondaires d'intérêt général (n° 3229), p. 3867 (Document n° 6628).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le service voyageurs sur la ligne Bourges-Cosne, p. 546 (Document n° 5383).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le trafic ferroviaire sur la ligne de Salon à Saint-Cannat dans le département des Bouches-du-Rhône, p. 1077 (Document n° 5551).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brault tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le service voyageurs sur la ligne Beauvais-Creil, p. 1906 (Document n° 5869).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Manceau tendant à inviter le Gouvernement à faire maintenir le trafic marchandises sur le tronçon de ligne de la compagnie Mamers — Saint-Calais, entre Thorigné et Montmirail (Sarthe), p. 3039 (Document n° 6315).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. P. Besset tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que soit maintenue en activité pour les voyageurs et les marchandises la ligne de chemin de fer d'Ambert (Puy-de-Dôme) à Darsac (Haute-Loire), p. 5729 (Document n° 7341).

— Personnel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fagnianelli tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté ministériel du 28 février 1953 portant licenciement d'agents du réseau ferré corse, p. 3718 (Document n° 6560). — Dépôt du rapport par M. Serafini, p. 4619 (Document n° 6989). — Adoption de la proposition de résolution, p. 6459.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel de la Société nationale des chemins de fer français l'application de la loi n° 50-205 du 21 février 1950 relative aux conventions collectives, p. 1628 (Document n° 5751).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Midol tendant à inviter le Gouvernement et la Société nationale des chemins de fer français à fixer à 30.000 F par mois le salaire minimum de base applicable aux cheminots débutant à l'échelle I, p. 2194 (Document n° 5976).

— Tarifs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre non remarquées un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances, p. 546 (Document n° 5379). — Dépôt du rapport par M. Huel, p. 2131 (Document n° 5943). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Marcel Noël, p. 2797 (Document n° 6204).

— Dépôt d'un rapport de M. Dufour sur la proposition de loi de M. Mora tendant à faire bénéficier d'une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français tous les malades hospitalisés dans les établissements de cure ou de soins, de quelque nature que ce soit, y compris les malades originaires de l'Afrique du Nord et de la Corse, soignés dans la métropole, à l'occasion d'une permission régulière ou, à défaut, à faire bénéficier du même avantage un membre de leur famille leur rendant visite (n° 3507), p. 4045 (Document n° 5616).

— Dépôt d'un rapport de M. Schaff sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux relative aux réductions de tarifs ferroviaires accordées aux familles nombreuses (n° 487), p. 2038 (Document n° 5926).

— Dépôt d'un rapport de M. Schaff sur la proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application d'un des régimes concernant les fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, des départements et communes et des services concédés, ainsi qu'à leurs conjoints et personnes à charge (n° 3930), p. 2038 (Document n° 5927).

— Dépôt d'un rapport de M. Schaff sur la proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français d'accorder aux bénéficiaires du billet populaire de congés payés la possibilité de voyager individuellement à l'aller aussi bien qu'au retour (n° 4102), p. 2038 (Document n° 5928).

— Dépôt d'un rapport de M. Schaff sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux accordant des facilités de transport par chemin de fer aux assurés sociaux bénéficiaires des prestations de l'assurance longue maladie (n° 4567), p. 2038 (Document n° 5929).

— Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur la proposition de loi de M. André Mercier tendant à accorder, pendant la période normale des congés payés, la réduction de 30 p. 100 sur les tarifs S. N. C. F. aux assurés sociaux en assurance longue maladie, accidentés du travail, et à leur famille (n° 3739), p. 3867 (Document n° 6621).

— Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur la proposition de loi de M. Mora tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades: 1° la réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de chemins de fer; 2° la franchise postale; 3° les tabacs d'hospice (n° 555), p. 3867 (Document n° 6622).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Midol tendant à compléter la loi n° 50-391 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager versés au titre d'un régime de sécurité sociale, p. 4028 (Document n° 6740). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 4381 (Document n° 7081).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à étendre à un plus grand nombre de bénéficiaires les dispositions tarifaires spéciales accordées par la Société nationale des chemins de fer français à l'occasion des congés annuels, p. 83 (Document n° 5272).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français appliqués actuellement au transport des ovins transhumants, p. 2131 (Document n° 5962).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cogniot tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin que les enfants participant aux colonies de vacances ne subissent pas la récente augmentation des tarifs de la S. N. C. F., p. 2829 (Document n° 6238).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Midol tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la majoration de 25 p. 100 pour les cartes d'abonnement de travail délivrées par la S. N. C. F., p. 2829 (Document n° 6229).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la majoration de 25 p. 100 pour les billets collectifs à 50 p. 100 délivrés par la Société nationale des chemins de fer français aux organisations sportives, p. 3018 (Document n° 6290).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaillemin tendant à inviter le Gouvernement à diminuer la majoration de 25 p. 100 sur le tarif des cartes d'abonnement de travail délivrées par la Société nationale des chemins de fer français, p. 3089 (Document n° 6315).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les titulaires de billets de congé payé de la même réduction de tarif pour leur voyage en Afrique du Nord que celle accordée sur les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français et sur les lignes de navigation qui desservent la Corse, p. 3039 (Document n° 6321).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à inclure les voyageurs et représentants de commerce dans la liste des bénéficiaires des réductions de tarifs visés à l'article 18 du décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949, p. 3099 (Document n° 6322).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faraut tendant à inviter le Gouvernement à adopter pour les voyages des colonies de vacances le tarif ferroviaire appliqué en 1952, p. 3104 (Document n° 6338).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guérard tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'augmentation des tarifs de chemins de fer les billets collectifs afférents aux colonies et camps de vacances se déplaçant à plus de 400 kilomètres, p. 3160 (Document n° 6357).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faraut tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 p. 100 au profit des organisations de jeunesse et de plein air déplaçant des groupes de dix voyageurs, p. 5909 (Document n° 7346).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à réaliser avec la Société nationale des chemins de fer français une convention portant réduction des tarifs ferroviaires pour le transport des choux-fleurs en vue de faciliter l'écoulement de la production, p. 6903 (Document n° 7354).

— Travaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à effectuer sans délai la reconstruction du pont ferroviaire de la ligne Arles-Lunel sur le Rhône, à Arles, p. 301 (Document n° 5369).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

— Personnel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à étendre aux agents des services publics concédés le bénéfice de la loi n° 53-69 du 7 février 1953 relative à la réparation des préjudices de carrière, p. 2405 (Document n° 6034).

NAVIGATION INTÉRIEURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur le projet de loi tendant à augmenter, par la perception de taxes sur les transports par navigation intérieure, les dotations de l'État à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables (n° 4924), p. 678 (Document n° 5408). — Dépôt du rapport par M. Le Sénéchal, p. 1308 (Document n° 5654). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. François Bénard, p. 1846 (Document n° 5826). — Discussion, p. 1826; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 1834 (*rectificatif*, p. 2635).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 875 (Document n° 160). — Rapporteur M. Brunhes et discussion, p. 995; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 998 (*rectificatif*, p. 1032, 1060).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2516 (Loi n° 53-301 du 9 avril 1953, J. O. du 10 avril 1953).

ROUTES ET CHEMINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André Dufour sur la proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge le financement du désenclavement de Mantet dans les Pyrénées-Orientales (n° 3908), p. 1045 (Document n° 5515).

— Dépôt d'un rapport de M. Febvay sur la proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la densité de population et du volume global des impôts et taxes payés pour attribuer les crédits destinés à l'entretien et l'amélioration des routes nationales du département du Nord (n° 2624), p. 3236 (Document n° 6121).

— Dépôt d'un rapport de M. Regaudie sur la proposition de résolution de M. Ramonet tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude un projet routier de grand itinéraire entre la Rochelle-Châteauroux-Zurich (n° 5237), p. 3613 (Document n° 6536).

— Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. François Bénard sur le projet de loi portant statut des autoroutes (n° 2736, 5103), p. 3950 (Document n° 6684).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre portant création d'une tranche urbaine du fonds d'investissement routier, p. 5809 (Document n° 7317).

— Demande de désignation de membres chargés de représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission chargée d'assister le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme dans la création de la tranche nationale du fonds d'investissement routier (application de l'article 5 de la loi n° 51-1480 du 30 décembre 1951, p. 545. — Désignation de candidatures, p. 1258. — Nomination de membre, p. 1358.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gadoïn tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude la création d'un grand itinéraire routier la Rochelle-Suisse, passant par Niort, Poitiers, Châteauroux, Nevers et Autun, destiné à assurer le développement économique du Centre, p. 2445 (Document n° 627).

TRANSPORTS AÉRIENS

— Aérodrômes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur le projet de loi relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodrômes ouverts à la circulation aérienne publique (n° 4639), p. 1078 (Document n° 5551). — Dépôt du rapport par M. Moynet, p. 1404 (Document n° 5679). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Guy La Chambre, p. 2338 (Document n° 6008).

— Codification des textes législatifs.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'aviation civile et commerciale (n° 3390, 5256), p. 319.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 272 (Document n° 62). — Dépôt du rapport par M. Dubois, p. 866 (Document n° 151). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 880.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2001 (Document n° 5900). — Dépôt du rapport par M. Moynet, p. 2338 (Document n° 6019). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2811 (Loi n° 53-515 du 28 mai 1953, J. O. du 29 mai 1953).

— Constructions aéronautiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Mora tendant à inviter le Gouvernement à dégager les crédits nécessaires afin de permettre à l'usine aéronautique Bréguet, installée à Anglet, dans le département des Basses-Pyrénées, de poursuivre ses fabrications sans procéder à des licenciements de personnel, p. 5176 (Document n° 7183).

— Personnel.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Julien Brunhes sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile (n° 523, année 1952), p. 169 (Document n° 24). — Discussion, p. 181; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 193.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 546 (Document n° 5385). — Dépôt du rapport par M. Le Sénéchal, p. 1785 (Document n° 5820). — Discussion, p. 1823; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 1828 (*rectificatif*, p. 2001) (Loi n° 53-285 du 4 avril 1953, J. O. du 5 avril 1953).

— Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur la proposition de loi de M. Mouton tendant à suspendre les licenciements et les mutations des travailleurs des centres de révision Air France de Mari-gnane, Toulouse et le Bourget, à maintenir ces centres et leurs activités au sein de la Compagnie nationale Air France (n° 4475), p. 678 (Document n° 5429).

— Tarifs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur la proposition de résolution de M. Giovoni, tendant à inviter le Gouvernement à signer des protocoles avec la compagnie nationale Air France et toutes les compagnies de navigation aérienne privées, en vue de permettre aux invalides de guerre et aux plus grands invalides de bénéficier de certaines réductions de transport comme cela existait avant la guerre 1939-1945 (n° 3827), p. 4881 (Document n° 7107).

TRANSPORTS FERROVIAIRES ET ROUTIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël sur la proposition de résolution de M. Marcel Noël, tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement l'arrêté étendant les zones d'actions de camionnage, en application de l'article 29 du décret du 14 novembre 1949, modifié par le décret du 5 novembre 1952 (n° 5032), p. 2518 (Document n° 6068).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier et à compléter l'article 25 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 concernant les infractions aux dispositions législatives et réglementaires en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, p. 3866 (Document n° 6665).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cristofol tendant à étendre le bénéfice des dispositions du décret n° 43-1572 du 9 octobre 1948 modifié à tous les fonctionnaires, agents de l'État, ouvriers non logés, p. 3613 (Document n° 6540).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël tendant à inviter le Gouvernement à modifier la composition des comités techniques départementaux des transports constitués suivant l'arrêté ministériel du 29 octobre 1950, en application du décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949, relatif à la coordination des transports ferroviaires et routiers, p. 3184 (Document n° 6385). — Dépôt du rapport par M. Marcel Noël (Document n° 7018).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naegelen tendant à inviter le Gouvernement à modifier les décrets des 21 avril 1934, 12 novembre 1938 et 12 janvier 1939 et, notamment, l'article 13 de ce dernier texte, relatifs à la coordination des transports, et à prévoir des exceptions en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, p. 3866 (Document n° 6636).

TRANSPORTS DE LA RÉGION PARISIENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à accorder au personnel de la R. A. T. P. la parité avec le personnel ouvrier d'état de la préfecture de la Seine, p. 2638 (Document n° 6130).

Travail. — V. Code du travail. — Conventions internationales. — Prisonniers et déportés.

Travail de nuit. — V. Fonctionnaires (agents féminins).

Travail et sécurité sociale (ministère).

SÉCURITÉ SOCIALE (DIRECTIONS RÉGIONALES DE)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset tendant à doter les agents des directions régionales de la sécurité sociale d'un statut particulier conforme, à la fois, aux dispositions de l'article 141 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut de la fonction publique, et aux attributions nouvelles de ces directions régionales résultant de la législation sur la sécurité sociale, p. 4676 (Document n° 7031).

Travailleurs agricoles. — V. Code du travail (salaires).
 Travailleurs à domicile. — V. Code du travail.
 Travailleurs indépendants. — V. Allocations familiales.
 Travailleurs nord-africains. — V. Questions orales (Conseil de la République) n° 110.
 Travaux forcés. — V. Code pénal.
 Travaux publics, transports et tourisme (ministère).

MÉTÉOROLOGIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la transformation d'un certain nombre d'emplois d'agents de la météorologie en emplois d'adjoints techniques, p. 4880 (Document n° 7105).

Trésor.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Berthoin, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1953 (n° 657, année 1952), p. 28 (Document n° 9). — Discussion, p. 85, 96; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 115 (rectificatif, p. 268, 728).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 166 (Document n° 5340). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 606 (Document n° 5391). — Discussion, p. 781; adoption, au scrutin, du projet de loi, avec modifications, p. 785 (rectificatifs, p. 242, 888, 1190) (Loi n° 53-76 du 6 février 1953, J. O. du 7 février 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954, p. 5597 (Document n° 7312). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6211 (Document n° 7393). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6320 (Document n° 7404). — Discussion, p. 6611. — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 6628 (Document n° 7457). — Discussion, p. 6654, 6692; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6694 (rectificatif, p. 6904).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2216 (Document n° 613). — Dépôt du rapport par M. Pellenc, p. 2124 (Document n° 685). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pellenc, p. 2636 (Document n° 716). — Discussion, p. 2751; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2785.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7285 (Document n° 7588). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7284 (Document n° 7591). — Discussion, p. 7264; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7280 (Loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953, J. O. du 5 janvier 1954).

Tribunaux. — V. Avoués. — France d'outre-mer (Tunisie). — Greffiers. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 194.

Tribunaux de commerce. — V. Agrées près les tribunaux. — Justice civile, commerciale ou administrative.

Tribunaux militaires et maritimes. — V. Amnistie. — Interpellations n° 158. — Questions orales (Conseil de la République), n° 115.

Tribunaux permanents. — V. Armées.

Troupes américaines. — V. Interpellations, n° 48.

Tuberculose. — V. Transports (chemins de fer d'intérêt général).

Tunisie. — V. Algérie (juges de paix). — Conventions internationales (traité de paix). — Fêtes et cérémonies commémoratives. — France d'outre-mer. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 133 (Conseil de la République), n° 32, 50.

Turquie. — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 135, 443.

U

Union française. — V. Assemblée de l'Union française. — Conseil de la République (commissions). — Constitution. — Exposition de l'Union française. — France d'outre-mer.

Universités. — V. Bureau universitaire de statistique. — Hygiène scolaire et universitaire. — Œuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire.

Urbanisme. — V. Départements, villes et communes.

U. R. S. S. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 124.

Usines. — V. Code du travail (salaires). — Interpellations n° 12, 53, 403, 113, 134, 142, 161, 184, 192, 194, 198, 201, 202, 221. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 40, 184.

V

Vacances. — V. Colonies de vacances. — Enseignement. — Interpellations, n° 5. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 122.

Vaccination. — V. Assurances sociales (frais médicaux).

Valeurs françaises et étrangères. — V. Sociétés anonymes. — Valeurs mobilières.

Valeurs mobilières. — V. Crédit public, emprunt de l'Etat. — Sociétés anonymes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Febvay tendant à modifier l'article 45 de la loi du 14 avril 1952 relatif au régime fiscal des revenus des capitaux mobiliers, p. 677 (Document n° 5406). — Retrait, p. 1256.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à régler la situation des Français propriétaires de valeurs étrangères, p. 2979 (Document n° 6280).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coirre tendant à instituer un régime spécial des intérêts des bons de caisse, p. 4137 (Document n° 6839).

Valeurs mobilières étrangères. — V. Valeurs mobilières.

Valeurs à recouvrer. — V. Postes, télégraphes et téléphones (recouvrements postaux).

Végétaux. — V. Domaine de l'Etat (protection des végétaux).

Vélocipède. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses).

Ventadour (Hôtel). — V. Domaine de l'Etat (acquisition d'immeubles et de terrains).

Vente à la boule de neige. — V. Commerce et industrie.

Vente aux enchères publiques. — V. Objets abandonnés.

Vente d'immeubles par appartements. — V. Impôts (timbre). — Interpellation n° 23. — Loyers (logement d'habitation). — Propriété immobilière.

Ventes des objets abandonnés. — V. Commerce et industrie (garde-meubles). — Objets abandonnés.

Ventes à réméré. — V. Fonds de commerce.

Vétérinaires. — V. Interpellations n° 102, 173.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Le Bot sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 14 et 18 de la loi n° 47-1561 du 23 août 1947 relative à l'institution d'un ordre national des vétérinaires (n° 629, année 1952), p. 232 (Document n° 51). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 691.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1075. (Loi n° 53-152 du 26 février 1953, J. O. du 27 février 1953.)

Viande. — V. Impôts. — Chiffre d'affaires (taxes départementales et communales). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 52, 101, 137 (Conseil de la République), n° 11, 121.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création de ressources au profit du fonds d'assainissement du marché de la viande, p. 4506 (Document n° 6591). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raffarin tendant à la création et au financement d'un fonds spécial d'assainissement du marché de la viande, p. 4454 (Document n° 6929). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 4796 (Document n° 7057). — Discussion, p. 5034; adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi portant création de ressources au profit du fonds d'assainissement du marché de la viande*, p. 5056.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1776 (Document n° 519). — Dépôt du rapport par M. Montalembert, p. 1831 (Document n° 535). — Discussion, p. 1854. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1858.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5368 (Document n° 7255). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 5657 (Document n° 7325). — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 5667 (Loi n° 53-1217 du 9 décembre 1953 J. O. du 10 décembre 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy-Prigent portant création d'un office régulateur national interprofessionnel de la viande et des produits carnés, p. 6447 (Document n° 7421).

Victimes de guerre. — V. Anciens combattants. — Loyers (logement). — Pensions et retraites (personnels civil et militaire).

Vieux travailleurs. — V. Assurances sociales. — Interpellations n° 163, 242. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 54, 93, 161 (Conseil de la République) n° 7, 69.

Viticulture. — **V. Alcool.** — *Calamités agricoles, publiques et viticoles.* — Impôts (Chiffre d'affaires, contributions indirectes). — Interpellations n°s 22, 65, 241. — Questions orales (Conseil de la République) n°s 137, 147.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean Durand sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer le conseil interprofessionnel des vins de la région de Bergerac (n° 670, année 1952), p. 232 (Document n° 50). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 692.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1075 (Loi n° 53-151 du 26 février 1953, J. O. du 27 février 1953).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. de Geoffre sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer un comité interprofessionnel des vins d'origine du pays nantais (n° 639, année 1952), p. 232 (Document n° 49). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 691.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1077 (Document n° 5575). — Dépôt du rapport par M. Toubanc, p. 1628 (Document n° 5750). — Adoption de la proposition de loi, p. 1927 (Loi n° 53-247 du 31 mars 1953, J. O. du 1^{er} avril 1953.)

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi modifiant le statut de l'appellation « Champagne » (n°s 4155, 5031), p. 319.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 272 (Document n° 63). — Dépôt du rapport par M. Maupoil, p. 876 (Document n° 165). — Discussion, p. 903; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 904.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2293 (Loi n° 53-307 du 10 avril 1953, J. O. du 11 avril 1953).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Périol sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à créer un comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure (n° 587, année 1952), p. 645 (Document n° 90). — Discussion, p. 630; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 631.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1046 (Document n° 5513). — Dépôt du rapport par M. Thibault, p. 2979 (Document n° 6281). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 3408 (Loi n° 53-625 du 22 juillet 1953, J. O. du 23 juillet 1953).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fabre tendant à modifier l'article 79 du code du vin, p. 1431 (Document n° 5600). — Dépôt du rapport par M. Fabre, p. 2295 (Document n° 5986). — Adoption de la proposition de loi, p. 3403.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1310 (Document n° 346). — Dépôt du rapport par M. Cordier, p. 1490 (Document n° 396). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1510.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3865 (Loi n° 53-658 du 1^{er} août 1953, J. O. du 2 août 1953).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delbez tendant à modifier l'article 77 du code du vin, p. 3336 (Document n° 6466). — Retrait, p. 4356.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Secrétain tendant à modifier le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, p. 7059 (Document n° 7537). — Retrait, p. 7282.

— Dépôt d'un rapport de M. Quinson sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à constater la nullité des actes dits lois n° 617 du 8 novembre 1943 et n° 253 du 2 juin 1944 de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, relatifs à la tenue d'un registre d'entrées et de sorties par les détaillants de vins à appellation d'origine (n° 5123), p. 1488 (Document n° 5606). — Discussion, p. 3878.

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Laborbe sur la proposition de loi de M. Laborbe tendant à modifier la législation relative à la protection des appellations d'origine (n°s 2997, 4796), p. 2979 (Document n° 6279).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Paternot sur le projet de loi relatif à la protection du titre d'œnologue (n° 3327), p. 3236 (Document n° 6432). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Kir, p. 4437 (Document n° 6929).

— Dépôt d'un rapport de M. Laissac sur la proposition de résolution de M. Gourdon tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais à certains viticulteurs pour la livraison de leurs prestations d'alcool de vin (n° 4957), p. 678 (Document n° 5421).

— Dépôt d'un rapport de Mme Laissac sur la proposition de loi de M. Gourdon tendant à compléter l'article 79 du code du vin (n° 4958), p. 673 (Document n° 5422).

— Dépôt d'un rapport de M. Seynat sur les propositions de loi: 1° de M. Fabre tendant à modifier l'article 77 du code du vin; 2° de M. Seynat tendant à modifier l'article 77 du code du vin (n°s 4797, 4806), p. 1307 (Document n° 5639).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'orientation de la production viticole, p. 1844 (Document n° 5327). — Dépôt du rapport par M. Paternot, p. 3792 (Document n° 6588).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fabre tendant à supprimer l'article 99 du code du vin, p. 1131 (Document n° 5601). — Dépôt du rapport par M. Fabre, p. 2295 (Document n° 5985).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à accepter, dans le courant de la première quinzaine de juillet, un débat sur les problèmes viticoles en vue de mettre un terme à la crise viticole actuelle, p. 3174 (Document n° 6375). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 3235 (Document n° 6399).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur un prix minimum du vin à la production, p. 4196 (Document n° 6643). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 4507 (Document n° 6947).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à reconduire, à partir du 16 janvier 1954, le prix minimum du vin à la production, p. 5070 (Document n° 7544). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 7284 (Document n° 7586).

— Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur la proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la caisse annexe de la viticulture (n° 5054), p. 2896 (Document n° 6256).

— Dépôt d'un rapport de M. Seynat sur la proposition de loi de M. Sourbet tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole en vue de l'assainissement qualitatif et quantitatif du marché du vin (n° 3260), p. 5343 (Document n° 7232).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Laborbe sur l'assainissement du marché du vin, p. 1131 (Document n° 5598).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Draveny tendant à maintenir les dispositions actuelles du statut « Champagne » relatives à l'assainissement qualitatif, p. 1563 (Document n° 5736).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sourbet tendant à assainir le marché du vin et à équilibrer les ressources et les besoins, p. 2517 (Document n° 6047).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Draveny tendant à modifier et à compléter l'article 50 du code du vin relatif au régime des sociétés, p. 2517 (Document n° 6064).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à l'orientation de la production viticole et à l'assainissement du marché du vin, p. 2937 (Document n° 6260).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à assainir le marché du vin, p. 3450 (Document n° 6353).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paternot relative à la sélection et au contrôle des plantations de vigne, p. 3866 (Document n° 6633).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Médecin tendant à modifier l'article 87 du code du vin institué par le décret du 1^{er} décembre 1936, p. 3949 (Document n° 6682).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à abroger le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, p. 4029 (Document n° 6803).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à organiser une aide financière aux petits et moyens viticulteurs de l'Hérault, du Gard, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, p. 4137 (Document n° 6838).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Sauvajon concernant l'application de la législation en vigueur en Champagne, interdisant la fabrication des vins mousseux ordinaires à l'intérieur de la région délimitée, dans les autres régions produisant des vins mousseux à appellation d'origine contrôlée, p. 4550 (Document n° 6972).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à modifier l'article 16 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et à l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, p. 4796 (Document n° 7064).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer les viticulteurs récoltant des vins à appellation contrôlée des obligations instituées par l'article 16 du décret n° 53-976 du 30 septembre 1953, p. 4880 (Document n° 7095).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont relative à l'assainissement du marché des vins bénéficiant d'une appellation contrôlée, p. 5311 (Document n° 7212).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Laborbe tendant à modifier les lois des 29 juin 1907 et 5 décembre 1922 sur les déclarations de récolte des vins à appellation d'origine contrôlée, p. 5597 (Document n° 7285).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Laborbe tendant à exonérer de la prestation d'alcool vinique certains viticulteurs, p. 5597 (Document n° 7303).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Conte relative au comité interprofessionnel des vins doux naturels et vins de liqueur à appellation d'origine contrôlée, p. 5657 (Document n° 7317).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Daladier tendant à créer un comité interprofessionnel des vins de Côtes-du-Rhône, p. 5309 (Document n° 7349).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Toubanc tendant à compléter l'article 27, paragraphe V, du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et à l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, p. 5888 (Document n° 7359).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Baylet tendant à modifier l'article 87 du code du vin institué par le décret du 1^{er} décembre 1936, p. 6534 (Document n° 7452).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat interdisant la fabrication de vins mousseux dits « Clairette de Die » autres que les vins récoltés à l'intérieur de l'aire délimitée de cette appellation contrôlée, p. 7283 (Document n° 7576).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand tendant à dénommer « vins sucrés » tous les vins chaptalisés, p. 4588 (Document n° 445).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4437 (Document n° 6925).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand portant création de ressources au profit du fonds d'assainissement viticole institué par le décret du 30 septembre 1953, p. 1900 (Document n° 551).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5519 (Document n° 7269).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vals tendant à inviter le Gouvernement à protéger la production et l'écoulement des vins doux naturels, p. 2937 (Document n° 6263).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à accorder une dérogation à la réglementation en vigueur fixant à 9°5 le degré minimum exigé pour la commercialisation des vins de consommation courante récoltés dans le département du Var, p. 5598 (Document n° 7306).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean (Léon) tendant à inviter le Gouvernement à porter, à partir du 16 janvier 1954, le prix du vin à la production à 300 F le degré-hecto, p. 7283 (Document n° 7570).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 25 octobre 1952 augmentant d'un demi-degré le degré minimum des vins de pays fixé à l'article 294 du code du vin, p. 1701 (Document n° 466).

Voies ferrées. — V. *Conventions internationales (transports internationaux).* — *Transports et voies de communication (chemins de fer, transports ferroviaires et routiers).*

Voies navigables. — V. *Transports (navigation intérieure).*

Voies privées. — V. *Paris (ville de).*

Voies publiques. — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).*

Voiture pour mutilés de guerre. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre.*

Voitures de place. — V. *Impôts (revenus).*

Voyageurs et représentants de commerce. — V. *Code du travail (salaires).* *Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Maurice-Bokanowski sur la proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 8 octobre 1919, modifiée par la loi du 2 août 1927, établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et représentants de commerce (n° 4088), p. 4796 (Document n° 7055). — Discussion, p. 5542, et adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 8 octobre 1919 établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et des représentants de commerce. », p. 5543.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1960 (Document n° 574).

W

Wallis et Futuna. — V. *France d'outre-mer.*

Warrant agricole. — V. *France d'outre-mer (textes généraux).*

Y

Yougoslavie. — V. *Budget de 1952 (finances).*

Z

Zone de Paris. — V. *Paris (ville de).*

Zones de salaire. — V. *Code du travail (salaires).*

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Pagination des Comptes rendus des Séances avec les Numéros des Editions
des deux Assemblées.

ANNÉE 1953

DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES	DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES
ASSEMBLEE NATIONALE					
Session extraordinaire.					
7 janvier.....	1	1 à 56	1 ^{er} juillet.....	53	3173 à 3208
Session ordinaire.			3 juillet.....	54	3209 à 3264
11 janvier.....	2	57 à 80	8 juillet.....	55	3265 à 3404
15 janvier.....	3	81 à 92	10 juillet.....	56	3405 à 3452
21 janvier.....	4	93 à 124	11 juillet.....	57	3453 à 3500
23 janvier.....	5	125 à 188	17 juillet.....	58	3501 à 3564
24 janvier.....	6	189 à 252	18 juillet.....	59	3565 à 3628
25 janvier.....	7	253 à 316	22 juillet.....	60	3629 à 3756
26 janvier.....	8	317 à 360	23 juillet.....	61	3757 à 3820
27 janvier.....	9	361 à 460	24 juillet.....	62	3821 à 3976
28 janvier.....	10	461 à 588	25 juillet.....	63	3877 à 3972
29 janvier.....	11	589 à 636	10 septembre.....	64	3973 à 4008
30 janvier.....	12	637 à 692	7 octobre.....	65	4009 à 4088
31 janvier.....	13	693 à 812	9 octobre.....	66	4089 à 4184
4 février.....	14	813 à 908	10 octobre.....	67	4185 à 4212
6 février.....	15	909 à 1004	14 octobre.....	68	4213 à 4292
7 février.....	16	1005 à 1060	16 octobre.....	69	4293 à 4324
18 février.....	17	1061 à 1108	17 octobre.....	70	4325 à 4364
19 février.....	18	1109 à 1164	21 octobre.....	71	4365 à 4452
20 février.....	19	1165 à 1204	23 octobre.....	72	4453 à 4528
21 février.....	20	1205 à 1276	24 octobre.....	73	4529 à 4556
25 février.....	21	1277 à 1356	28 octobre.....	74	4557 à 4636
27 février.....	22	1357 à 1420	30 octobre.....	75	4637 à 4692
28 février.....	23	1421 à 1524	31 octobre.....	76	4693 à 4732
4 mars.....	24	1525 à 1600	4 novembre.....	77	4733 à 4808
6 mars.....	25	1601 à 1648	5 novembre.....	78	4809 à 4832
7 mars.....	26	1649 à 1692	6 novembre.....	79	4833 à 4896
11 mars.....	27	1693 à 1820	7 novembre.....	80	4897 à 4968
13 mars.....	28	1821 à 1868	13 novembre.....	81	4969 à 5032
14 mars.....	29	1869 à 1924	14 novembre.....	82	5033 à 5112
18 mars.....	30	1925 à 2012	15 novembre.....	83	5113 à 5156
19 mars.....	31	2013 à 2056	18 novembre.....	84	5157 à 5240
21 mars.....	32	2057 à 2152	19 novembre.....	85	5241 à 5264
22 mars.....	33	2153 à 2208	20 novembre.....	86	5265 à 5328
25 mars.....	34	2209 à 2320	21 novembre.....	87	5329 à 5392
26 mars.....	35	2321 à 2352	24 novembre.....	88	5393 à 5468
27 mars.....	36	2353 à 2448	25 novembre.....	89	5469 à 5540
28 mars.....	37	2449 à 2536	27 novembre.....	90	5541 à 5620
29 mars.....	38	2537 à 2580	28 novembre.....	91	5621 à 5664
2 mai.....	39	2581 à 2636	29 novembre.....	92	5665 à 5668
13 mai.....	40	2637 à 2708	1 ^{er} décembre.....	93	5669 à 5748
19 mai.....	41	2709 à 2752	2 décembre.....	94	5749 à 5820
20 mai.....	42	2753 à 2808	3 décembre.....	95	5821 à 5896
22 mai.....	43	2809 à 2844	4 décembre.....	96	5897 à 5976
28 mai.....	44	2845 à 2892	5 décembre.....	97	5977 à 6056
29 mai.....	45	2893 à 2904	6 décembre.....	98	6057 à 6100
4 juin.....	46	2905 à 2948	7 décembre.....	99	6101 à 6168
5 juin.....	47	2949 à 2984	8 décembre.....	100	6169 à 6256
11 juin.....	48	2985 à 3032	9 décembre.....	101	6257 à 6328
17 juin.....	49	3033 à 3068	10 décembre.....	102	6329 à 6376
19 juin.....	50	3069 à 3116	11 décembre.....	103	6377 à 6456
24 juin.....	51	3117 à 3148	12 décembre.....	104	6457 à 6552
27 juin.....	52	3149 à 3172	13 décembre.....	105	6553 à 6640
			14 décembre.....	106	6641 à 6776
			15 décembre.....	107	6777 à 6820
			16 décembre.....	108	6821 à 6884
			29 décembre.....	109	6885 à 6948
			30 décembre.....	110	6949 à 7012
			31 décembre.....	111	7013 à 7068
			1 ^{er} janvier 1954.....	112	7069 à 7332

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE					
DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES	DATES DE PUBLICATION	NUMÉROS	PAGES
CONSEIL DE LA REPUBLIQUE					
Session extraordinaire.					
7 janvier.....	1	1 à 6	17 juin.....	35	1087 à 1102
Session ordinaire.					
14 janvier.....	2	7 à 18	24 juin.....	36	1103 à 1114
16 janvier.....	3	19 à 26	1 ^{er} juillet.....	37	1115 à 1120
21 janvier.....	4	27 à 53	3 juillet.....	38	1121 à 1128
22 janvier.....	5	59 à 122	8 juillet.....	39	1129 à 1156
23 janvier.....	6	123 à 178	9 juillet.....	40	1157 à 1204
28 janvier.....	7	179 à 202	10 juillet.....	41	1205 à 1252
29 janvier.....	8	203 à 230	11 juillet.....	42	1253 à 1324
30 janvier.....	9	231 à 270	17 juillet.....	43	1325 à 1396
31 janvier.....	10	271 à 318	22 juillet.....	44	1397 à 1468
1 ^{er} février.....	11	319 à 354	23 juillet.....	45	1469 à 1488
2 février.....	12	355 à 402	24 juillet.....	46	1489 à 1516
3 février.....	13	403 à 466	25 juillet.....	47	1517 à 1534
4 février.....	14	467 à 574	18 septembre.....	48	1535 à 1550
6 février.....	15	575 à 686	7 octobre.....	49	1551 à 1570
18 février.....	16	687 à 710	11 octobre.....	50	1571 à 1586
20 février.....	17	711 à 734	21 octobre.....	51	1587 à 1614
21 février.....	18	735 à 766	23 octobre.....	52	1615 à 1630
25 février.....	19	767 à 778	28 octobre.....	53	1631 à 1670
27 février.....	20	779 à 814	30 octobre.....	54	1671 à 1710
4 mars.....	21	815 à 824	6 novembre.....	55	1711 à 1730
6 mars.....	22	825 à 852	13 novembre.....	56	1731 à 1774
11 mars.....	23	853 à 864	18 novembre.....	57	1775 à 1806
13 mars.....	24	865 à 872	20 novembre.....	58	1807 à 1836
18 mars.....	25	873 à 896	21 novembre.....	59	1837 à 1874
25 mars.....	26	897 à 928	25 novembre.....	60	1875 à 1906
27 mars.....	27	929 à 992	27 novembre.....	61	1907 à 1950
28 mars.....	28	993 à 1016	28 novembre.....	62	1951 à 1978
29 mars.....	29	1017 à 1022	2 décembre.....	63	1979 à 2022
13 mai.....	30	1023 à 1052	4 décembre.....	64	2023 à 2070
20 mai.....	31	1053 à 1068	5 décembre.....	65	2071 à 2086
22 mai.....	32	1069 à 1076	9 décembre.....	66	2087 à 2134
27 mai.....	33	1077 à 1080	11 décembre.....	67	2135 à 2150
29 mai.....	34	1081 à 1086	12 décembre.....	68	2151 à 2214
			15 décembre.....	69	2215 à 2258
			29 décembre.....	70	2259 à 2306
			30 décembre.....	71	2307 à 2370
			31 décembre.....	72	2371 à 2434
			1 ^{er} janvier 1954.....	73	2435 à 2812